

Université Lumière Lyon 2  
**École doctorale : Sciences de l'éducation, psychologie, info. Com.**  
*Équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication*

# L'antimondialisation dans la presse écrite française : événement, problème public et discours social

**Par Julien AUBOUSSIER**

Thèse de doctorat en science de l'information et de la communication  
sous la direction de Jean-François TETU  
présentée et soutenue publiquement le 7 décembre 2009

Membres du jury : Bernard DELFORCE, Professeur émérite, Université Lille 3 Jean-François TETU, Professeur émérite, Université Lyon 2 Jean-Michel UTARD, Professeur des universités, Université Strasbourg 1 Yves JEANNERET, Professeur des universités, Université d'Avignon



# Table des matières

Contrat de diffusion . . .	6
Remerciements . . .	7
Introduction . . .	8
Qu'étudions-nous ? . . .	8
Un regard sociologique sur l'antimondialisation . . .	10
Des recherches sur la presse . . .	15
Corpus . . .	18
Plan de la thèse . . .	27
Partie A. Du rôle constituant du langage aux cadres discursifs : parcours théorique . . .	29
I. Réalité, langage et communication . . .	29
I.1. L'approche phénoménologique de la réalité . . .	29
I.2. D'un constructivisme radical... . . .	30
I.3. ...à l'institution collective de la réalité sociale . . .	31
I.4. Le rôle constituant du langage . . .	33
II. Phénoménologie et rôle constituant du langage : enjeux pour l'analyse des discours médiatiques . . .	35
II.1. Se dégager d'une problématique de la représentation . . .	35
II.2. Se dégager d'une conception du <i>pouvoir</i> en termes de domination . . .	38
II.3. Privilégier le pouvoir de fondation des médias . . .	39
II.4. D'une objection (parmi d'autres) . . .	41
II. 5. Le monde commun est aussi espace social . . .	43
III. Premières approches du cadre . . .	45
III.1. Les cadres, héritage de l'interactionnisme goffmanien . . .	45
III.2. Les cadres et l'analyse des médias : de quelques travaux . . .	48
IV. Cadres et cadrages : produit et processus . . .	59
IV.1. Dimension constructiviste : le cadrage comme processus . . .	60
IV.2. Dimension structuraliste : le cadre comme produit . . .	60
IV.3. Ce que les cadres ne sont pas . . .	63
Conclusion : . . .	66
Partie B. Une configuration médiatique. Antimondialisation et événement . . .	68
I. L'événement discursif . . .	68
I.1. Une formule : « mondialisation » . . .	69
I.2. Un premier néologisme de forme : « antimondialisation » . . .	80
II. Seattle 1999 : événement et contexte de description . . .	94
II.1. Rappel du contexte politique . . .	94
II.2. La configuration du conflit . . .	95
II.3. Rendre compte de la diversité . . .	102
II.4. <i>L'imaginaire démocratique</i> de Seattle : la politique à l'épreuve de la mondialisation . . .	109
II.5. Le temps de l'évaluation . . .	115
III. 1999-2001 : de l'événement au paradigme événementiel . . .	123

III.1. L'événement comme rite d'institution : la dynamique événementielle . .	123
III.2. Fonction du cadre « antimondialisation » . .	125
Conclusion . .	141
Partie C. 2001, l'épreuve de la violence. Antimondialisation et problème public . .	143
I. Gênes 2001 : l'épreuve de la violence <i>interne</i> <sup>524</sup> . .	147
I.1. Rappel du contexte politique . .	147
I.2. Une mise en place symbolique commune du conflit . .	148
I.3. La mort et la rupture du cadre commun . .	158
I.4. Le temps de l'évaluation : valeur médiatique et usage stratégique du mort . .	168
II. 11-Septembre : l'épreuve de la violence <i>externe</i> . .	179
II.1. Événement-monstre et événement-monde . .	179
II.2. Le temps des amalgames . .	180
II.3. Antimondialisation et terrorisme : vers une menace globale . .	180
II.4. L'anti-américanisme antimondialisation interrogé . .	183
III. De l'antimondialisation à l'altermondialisation . .	186
III.1. Altermondialisation : un second néologisme . .	186
III.2. Dynamique d'apparition . .	187
III.3. Accompagnement métalinguistique . .	189
III.4. Logiques et stratégies d'acteurs . .	200
Conclusion . .	201
Partie D. Circulation et assimilation. Altermondialisation et discours social . .	203
I. La configuration de la discursivité sociale . .	204
I.1. Discours social global... . .	204
I.2. ... et discours sociaux spécifiques . .	206
II. Le cadre <i>altermondialisation</i> comme espace d'investissement idéologique . .	207
II.1. Alter comme mouvement culturel aux frontières mouvantes . .	207
II.2. Le Forum social européen de Paris comme opportunité événementielle . .	209
II.3. Note sur <i>L'Humanité</i> : entre altermondialisation et luttes sociales . .	217
III. Des processus de circulation à l'assimilation . .	219
III.1. Le parcours d'un préfixe . .	219
III.2. De la diffusion du <i>discours de l'alternative</i> : le cas des débats sur l'Europe . .	225
IV. Discursivité sociale, hégémonie et monde commun . .	231
IV.1. La régulation de la discursivité sociale . .	231
IV.2. A partir du modèle centre/périphérie : deux hypothèses . .	234
Conclusion . .	242
Conclusion . .	243
De l'altermondialisation comme mouvement culturel . .	243
Des enjeux et du fonctionnement des discours médiatiques . .	245
D'une approche des discours médiatiques parmi d'autres . .	247
Annexe 1 : Chronologie de l'anti- et altermondialisation . .	251

<b>Annexe 2 : Événement, problème public et discours social . .</b>	<b>256</b>
<b>Annexe 3 : Formes en « anti- ». Premières occurrences en contexte . .</b>	<b>257</b>
<b>Annexe 4 : « anti- » et « alter- ». Deux préfixes en concurrence . .</b>	<b>259</b>
<b>Annexe 5 : Formes en « alter- ». Premières occurrences en contexte . .</b>	<b>261</b>
<b>Bibliographie . .</b>	<b>263</b>

## Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

## Remerciements

*Je remercie Monsieur Jean-François Tétu qui, depuis mon année de DEA, accepte de suivre mon travail. Je le remercie pour ses conseils et ses références toujours pertinentes ; je le remercie aussi d'avoir accepté et compris mes errements. Je lui souhaite une agréable et méritée retraite.*

*Je remercie l'équipe de Médias et identités, aujourd'hui ELICO, pour leur accueil. Des membres de l'équipe ont, sans trop le savoir, largement contribué à ma réflexion. Je pense notamment aux cours et aux travaux de Bernard Lamizet en sémiologie de l'espace politique, à ceux, aussi, d'Isabelle Garcin-Marrou sur le terrorisme et les médias.*

*Un grand merci à mes parents qui m'ont permis et toujours encouragé à poursuivre les études souhaitées ; je pense aussi à Vincent, Céline et les petites Lucie et Jade.*

*Je n'oublie pas Sandrine –elle ne me le pardonnerait jamais !- pour ses encouragements, sa patience, ses conseils et ses lectures et relectures toujours attentives. Merci, aussi et surtout, pour tout le reste...*

# Introduction

Le XX<sup>e</sup> siècle voit le jour en 1914 dans les tranchées de l'enfer de la Première Guerre mondiale ; le XXI<sup>e</sup>, lui, est inauguré en 1999 dans les rues de Seattle au moment où une importante réunion de l'Organisation mondiale du commerce est perturbée par des milliers de manifestants. Du moins, c'est ce que *Le Monde* annonce le 7 décembre 1999 en première page : « Le XXI<sup>e</sup> a commencé à Seattle ». Plus exactement, c'est Edgard Morin qui l'affirme car cet appel de Une renvoie à une longue tribune du sociologue que le quotidien du soir accueille dans ses pages « Horizons-Débats » : « Ce qui a surgi à Seattle, c'est la prise de conscience que le contrôle de la mondialisation ne peut s'effectuer qu'au niveau mondial » ; et de constater qu'« il s'est constitué de façon quasi spontanée à partir d'associations, d'ONG, d'expériences locales, une internationale civile ».

La foule hétéroclite et bigarrée qui se rassemble dans les rues de Seattle pour affirmer qu'un autre monde est possible porte en elle de nombreux d'espairs. C'est que beaucoup ont envie d'y croire et nombre d'analystes, des plus sérieux aux plus obscurs, y projettent leur propres attentes, rêves et utopies. Une communauté citoyenne, porteuse d'une conscience planétaire, qui se réunit et affirme à la face des puissants sa volonté de se réappropriier les grandes orientations politiques, économiques et culturelles du monde, c'est une révolution. Et celle-ci est festive, colorée, assez positive pour ne pas être effrayante.

L'objectif du travail proposé n'est ni d'apprécier le potentiel émancipateur de ce que l'on nomme après Seattle « l'antimondialisation », ni la réussite ou l'échec d'un mouvement renommé « altermondialisation » à partir de 2002. Notre objectif est d'étudier le traitement médiatique que la presse française applique à l'antimondialisation comme mouvement, acteur et discours. Pour autant, la finalité n'est pas d'évaluer si ce traitement est positif ou négatif, s'il est juste ou injuste ou s'il contribue à un reflet fidèle ou trompeur de l'antimondialisation et de l'altermondialisation.

Notre but est de comprendre comment l'antimondialisation et l'altermondialisation s'inscrivent comme événement dans l'espace public médiatisé et comment, par la suite, la presse a contribué à la reconnaissance d'un nouvel acteur politique, porteur d'un discours social spécifique dont nous nous attachons, en dernière analyse, à évaluer la capacité à s'inscrire au sein de la discursivité sociale.

## Qu'étudions-nous ?

Les travaux qui portent sur les discours des médias en sciences de l'information et de la communication naissent souvent d'une confrontation entre une instance médiatique et un objet, une institution, un phénomène du monde social : d'un côté, les médias, de l'autre, la banlieue<sup>1</sup>, les violences urbaines<sup>2</sup>, les conflits balkaniques<sup>3</sup>, le terrorisme<sup>4</sup>, les attentats

<sup>1</sup> BOYER Henri, LOCHARD Guy, *Scènes de télévision en banlieues. 1950-1995*, Paris : L'Harmattan, 1998

<sup>2</sup> MACE Eric, PERALVA Angelina, *Médias et violences urbaines*, Paris : La documentation française, 2003

du 11 septembre 2001<sup>5</sup>, les élections<sup>6</sup>, l'immigration<sup>7</sup>... C'est une confrontation entre un discours médiatique et un objet qui peut aussi bien relever de l'accident que de la routine, de l'extraordinaire que du banal, de l'événement-monstre que du fait divers condamné à l'oubli. Cette confrontation est possible à la condition de postuler une relative autonomie des discours médiatiques. En effet, si ces derniers proclament, de multiples manières (discours rapporté, contributions extérieures...), leur essence interdiscursive et sont alimentés par d'autres discours, ils sont, aussi et surtout, un espace discursif *relativement* autonome, régi par ses propres règles, fruit de conditions de production spécifiques et dont le discours rend compte<sup>8</sup>.

Dès lors, une ambiguïté peut naître de cette confrontation : qu'étudions-nous exactement ? Les discours médiatiques (le discours de la télévision, de TF1, de la presse française, de la presse régionale...) ou alors étudions-nous l'objet social sur lequel l'instance médiatique porte son regard. Quand Isabelle Garcin-Marrou étudie le traitement médiatique des actes terroristes, ne nous parle-t-elle pas aussi du terrorisme, notamment, de sa capacité à s'inscrire dans les formes modernes de la communication ? Quand Alice Krieg-Planque s'attache à la formule « purification ethnique » dans la presse française, ne nous renseigne-t-elle pas, très directement, sur les processus qui ont conduit à l'éclatement de la « grande Yougoslavie » ? Et ce, par le seul fait qu'une partie des discours relayés par la presse est originellement porteur des stratégies des acteurs du conflit.

En effet, adopter le discours comme « mode d'appréhension des médias en tant qu'ils produisent et font circuler des représentations et du sens dans le cadre de rapports sociaux déterminés »<sup>9</sup>, c'est refuser la dichotomie entre les mots et la réalité sociale, entre l'espace du discours et l'espace social :

**« Ce dernier point suggère à la fois les limites et le caractère incontournable des médias dans les sociétés médiatisées. Limites parce que le discours des médias pour être efficace symboliquement doit supposer toujours qu'il a du réel qui le précède. Incontournable parce que ce réel n'est public que s'il est dit par les médias pour être symboliquement réel, celui-ci doit être médiatisé. Il est donc aussi insensé de renfermer l'étude des médias sur eux-mêmes dans une médiologie provinciale que de prétendre étudier les processus sociaux contemporains sans examiner la réalité qui leur est attribuée par les médias. »**

10

<sup>3</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, « Purification ethnique ». Une formule et son histoire, Paris : CNRS Editions, 2003

<sup>4</sup> GARCIN-MARROU Isabelle, *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon : PUL, 2001

<sup>5</sup> LITS Marc (dir.), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, Bruxelles : De Boeck, 2004

<sup>6</sup> COULOMB-GULLY Marlène, *La démocratie mise en scènes. Télévision et élections*, Paris : CNRS Editions, 2001

<sup>7</sup> BONNAFOUS Simone, *L'immigration prise aux mots*, Paris : Editions Kimé, 1991

<sup>8</sup> VERON Eliseo, *La sémiologie sociale : fragments d'une théorie de la discursivité*, Saint Denis : Presses universitaires de Vincennes,, 1988

<sup>9</sup> UTARD Jean-Michel, « Du contenu aux interactions discursives. Les enjeux de l'analyse du discours des médias », GEOGAKIS Didier, UTARD Jean-Michel, *Science des médias. Jalons pour une histoire politique*, p. 159-178, Paris : L'Harmattan, 2001, p. 162

<sup>10</sup> WIDMER Jean, « Notes à propos de l'analyse de discours comme sociologie », *Recherches en communication*, n° 12, p. 195-207, 1999, p. 207

Le choix de s'attacher à l'antimondialisation résulte d'un intérêt personnel pour les mouvements sociaux et les mobilisations collectives. Pour autant, ce travail n'est pas « militant » et ne vient pas combler une envie d'engagement. Il répond surtout d'une volonté et d'une attente théorique : que *dit* et que *fait* la presse face à un mouvement politique et culturel qui tend à peser sur les contours de la réalité du monde ? Que dit et que fait la presse face à l'expression d'une volonté de changement et de réappropriation des grandes orientations politiques, culturelles et historiques (le fameux « un autre monde est possible ») ? C'est répondre à l'appel de Paul Beaud qui propose d'« approfondir la compréhension des interactions qui unissent l'évolution sociale et l'évolution des représentations de cette évolution »<sup>11</sup>. Le rôle fondamental des médias dans la symbolique sociale et la configuration d'un monde commun est confronté à un acteur difficilement définissable (le mouvement antimondialiste puis altermondialiste) porteur d'un discours terriblement protéiforme et difficilement saisissable.

## Un regard sociologique sur l'antimondialisation

Sans prétendre dresser une sociologie de l'antimondialisation ou de l'altermondialisation, nous ne concevons pas de proposer un tel travail sans un rapide retour sur les travaux en sociologie des mobilisations et en science politique qui accompagnent l'émergence du mouvement<sup>12</sup>. Ainsi :

**« Les relations, toujours importantes en sciences sociales, entre la situation d'une discipline à vocation scientifique et pour ainsi dire l'état de son objet (l'évolution des processus traités par cette discipline) sont, dans le cas des « sciences de la communication », particulièrement étroites. Ce qui rend difficile de parler des avatars de la discipline sans parler par la même occasion des avatars de ses objets. »<sup>13</sup>**

A la question posée par Pierre Favre, « une science sociale en cours d'émergence peut-elle être engagée vers d'autres problématiques du fait des transformations historiques des phénomènes sociaux qu'elle étudie ? »<sup>14</sup>, la constitution progressive de la sociologie de la mobilisation encourage clairement à répondre par l'affirmative. Ainsi, depuis les premiers travaux en psychologie des foules<sup>15</sup>, plusieurs modèles théoriques se sont succédés afin de rendre compte des phénomènes collectifs de protestation<sup>16</sup>.

<sup>11</sup> BEAUD Paul, *La société de connivence*, Paris : Aubier-Montaigne, 1984

<sup>12</sup> Une courte chronologie est disponible : *infra*, annexe 1.

<sup>13</sup> VERON Eliseo, « Médiatisation du politique ? Stratégie, acteurs et constructions des collectifs », *Hermès*, n°17-18, p. 201-214, 1995, p. 201

<sup>14</sup> FAVRE Pierre, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », in BASTIEN François, NEVEU Erik (dir.), *Espaces Publics mosaïques*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 1999

<sup>15</sup> TARDE Gabriel, *Les lois de l'imitation*, Paris : Kimé, 1993[1890] ; LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, Paris : PUF, 1995 [1895]. La troisième République porte alors le souvenir encore frais des affrontements sanglants liés à l'instauration éphémère de la Commune et des précédents et violents soulèvements populaires du siècle qui se termine. Ces travaux illustrent clairement l'inquiétude bourgeoise qui s'exprime face aux classes populaires et les peurs et angoisses politiques de l'époque.

### *L'émergence de l'antimondialisation*

C'est à une évidence largement partagée que s'attaquent les sociologues et politistes. Non, le cycle de protestation qui semble s'ouvrir lors du contre-sommet de Seattle en 1999 ne constitue pas une réponse spontanée et mécanique aux facteurs politiques et macro-économiques qui bouleversent le monde contemporain. Non, « la mondialisation », dénomination aussi accueillante que floue, n'engendre pas des frustrations que la mobilisation d'une « société civile internationale » vient manifester. L'existence de cette dernière est largement battue en brèche. En reprenant les arguments de Béatrice Pouligny, il est aisé d'opposer à cette idée d'une société civile mondiale spontanée, ouverte et égalitaire le poids des contextes nationaux dans les mobilisations (la dimension transnationale apparaît souvent comme une ressource supplémentaire et un appui à des revendications particulières) ; l'existence de profondes inégalités entre ceux qui, dans le monde, peuvent peser dans les débats et sur l'agenda et les autres ; la difficulté d'accepter sur le mode du « cela va de soi » l'idée de valeurs universelles et d'intérêt général<sup>17</sup>.

S'il est évident que les processus politiques et macro-économiques de mondialisation offrent une conjoncture favorable à un renouvellement des formes de mobilisations collectives, ils ne peuvent, pour autant, être érigés en « causes ». Bien que l'internationalisation de l'économie et le développement du capitalisme apparaissent clairement comme une source de frustrations pour une part grandissante de la population dans le monde, ils ne suffisent pas à expliquer l'émergence de l'antimondialisation. Comme le note Eric Agrikoliansky :

**« La lutte pour une autre mondialisation n'est pas un mouvement à recrutement direct, mais plutôt une mobilisation de mobilisation qui se fonde sur la coordination de groupes s'associant, au-delà de leurs propres objectifs, dans une structure nouvelle. [...] comme la plupart des mouvements sociaux, la lutte antimondialisation est liée à l'existence d' « entrepreneurs » de mouvements sociaux, qui fournissent les ressources matérielles, idéologiques ou relationnelles nécessaires au processus d'émergence d'une contestation organisée. »**

#### *Des entrepreneurs de causes*

La dynamique d'un cycle fait toujours apparaître des entrepreneurs de causes. Loin de l'image d'une masse qui se met soudainement en branle (image pourtant séduisante qu'entretiennent nombre d'acteurs militants), un cycle de mobilisation nécessite des entrepreneurs de causes aux actions stratégiques et rationalisées.

Les « *early-risers* »<sup>19</sup> sont des groupes spécifiques aux revendications parfois étroites, souvent innovantes et qui affirment qu'il est temps que les revendications de chacun se

<sup>16</sup> Pour une présentation critique de ces modèles : FILLIEULE Olivier, PECH, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris : L'Harmattan, 1993

<sup>17</sup> POULIGNY Béatrice, « Une société civile internationale ? », *Critique internationale*, n°13, p. 120-176, 2001

<sup>18</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, « Aux origines de l'altermondialisme français », in AGRIKOLIANSKY Eric FILLIEULE Olivier & MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, p. 13-42, 2005

<sup>19</sup> TARROW Sydney, *Power in Movement. Social Movements and Contention Politics*, Cambridge : University Press, 1998, p. 144-145

transforment en action. Par leur action, ils provoquent une sorte d'appel d'air qui favorise ensuite la diffusion des revendications au sein de groupes plus larges et moins habitués à la contestation. Le succès de la diffusion dépend naturellement de la résonance que les demandes sociales trouvent au sein de la population mais également de la volonté de certains retardataires de profiter des opportunités offertes (comme la médiatisation) par l'action des *early-risers*<sup>20</sup>.

Pensé en termes d'entrepreneurs, l'espace de la protestation s'apparente à un champ au sens bourdieusien, c'est-à-dire à un espace de relations qui se nouent entre des acteurs alliés ou concurrents dans leur recherche de légitimité. L'action ne peut pas être réduite à des déterminismes structuraux ou à des forces inconscientes ; elle est aussi le résultat de choix et de prises de décision. L'espace de la protestation est donc un espace d'interaction stratégique dans lequel chaque acteur privilégie ses intérêts. En France, *Le Monde diplomatique*, par exemple, constitue clairement un de ces entrepreneurs de causes. Nous y reviendrons.

#### *Un travail symbolique*

Un cycle de protestation profite donc de l'action d'entrepreneurs pour ensuite se développer par l'agrégation de nouveaux acteurs. Mais l'appel d'air provoqué par l'activité des instigateurs est créateur d'opportunités à seulement court terme et ne suffit pas à stabiliser un mouvement de protestation. La réussite du mouvement dépend en fait d'un travail symbolique de cadrage de l'action de protestation<sup>21</sup>. Les premières phases d'un cycle sont marquées par un renouvellement et une hausse des interactions entre organisations et autorités et surtout entre les différentes composantes du mouvement qui émerge. C'est au cours de ce renouvellement des interactions sociales que se transforme le cadrage spécifique des instigateurs. La caractéristique première de cette évolution est un élargissement du cadre de l'action collective vers un cadre cardinal [*master frame*] capable d'englober l'ensemble des revendications et de les cristalliser autour d'un même problème public. Il s'agit de s'accorder sur un cadre d'injustice qui identifie les problèmes, désigne les responsables et propose des solutions. Le cadre cardinal à partir duquel se développe le mouvement altermondialiste se construit autour de la dénonciation des effets pervers de la mondialisation néolibérale. Il est assez large pour donner à chaque groupe militant la possibilité d'y inscrire ses revendications particulières tout en profitant des opportunités que lui offrent le label anti- ou altermondialisation. Sous ce dernier se retrouvent donc des acteurs nouveaux mais aussi des acteurs dont les formes d'action et les revendications trouvent à se renouveler. Cette élasticité du *master frame* implique par ailleurs certaines ambiguïtés : en s'inscrivant dans l'opposition au processus de mondialisation, les mouvements nationaux ou régionaux revendiquant une politique de repli identitaire ne s'inscrivent-ils pas au sein de ce cadre ? Les mouvements islamistes ne combattent-ils pas, à leur manière, la mondialisation culturelle ?...

Le cadre cardinal appliqué au mouvement altermondialiste s'est, en partie, constitué autour du registre moral de la prise de parole. C'est l'avis d'Isabelle Sommier qui perçoit dans les mobilisations « une profonde indignation, un sentiment aigu d'injustice face à l'accroissement considérable des inégalités et de la pauvreté, tant à l'échelle nationale

<sup>20</sup> Ces retardataires peuvent être l'objet de polémique quand on leur reproche de « récupérer » la protestation. Dans le cadre de l'antimondialisation, c'est illustré par les polémiques relatives à la présence des représentants du Parti socialiste lors des manifestations altermondialistes, notamment lors du contre-sommet du G8 d'Evian en 2003.

<sup>21</sup> SNOW David, ROCHFORD Burk Jr, WORDEN, S. & BENFORD, Robert, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, p. 464-481, 1986

qu'internationale. »<sup>22</sup> Le registre moral semble illustrer la chute des grandes idéologies politiques et la perte de confiance généralisée vis à vis du jeu politique institutionnel. La fin de la vision du monde centrée sur les classes sociales a laissé « vacant le régime d'imputation des malheurs sociaux »<sup>23</sup> et a encouragé le registre de la solidarité mondiale : avec le tiers-monde (dans un langage contemporain, le « Sud » ; annulation de la dette, par exemple), avec les générations futures (écologie, développement durable, etc.), avec les catégories sociales défavorisées (mouvements des sans-terre, des sans-papier, etc.), avec les minorités ethniques et/ou culturelles (préservation des identités régionales, des cultures locales, etc.).

La réussite du cadre interprétatif antimondialisation s'explique aussi par la capacité des organisations militantes à se doter d'adversaires clairement identifiés. Un consensus s'est, en effet, rapidement formé autour de la désignation des responsables : institutions internationales, grandes entreprises, instances politiques et économiques telles que le G8 ou le Forum économique de Davos et, de manière générale, les pays industrialisés, principalement les Etats-Unis. L'imputation des responsabilités revêt une importance considérable car elle cristallise des revendications diverses autour d'ennemis communs. Le « principe d'opposition », tel que le conçoit Alain Touraine, par lequel le mouvement social désigne les responsables, participe grandement, dans le cas du mouvement altermondialiste, au « principe d'identité »<sup>24</sup>. Par un renversement des critères de définition du mouvement social, c'est à travers le principe d'opposition que se forge un principe d'identité stable.

25  
*Un vaste « répertoire d'action »*

L'augmentation des interactions entre acteurs de la protestation implique également un renouvellement des répertoires. C'est à la croisée des traditions militantes de chaque groupe que se forment les nouvelles formes de luttes. Le répertoire du mouvement antimondialiste est très varié du fait de l'hétérogénéité de ses composantes ; il peut ainsi privilégier aussi bien les actions illégales « coup de force » que les techniques de lobbying et le recours à l'expertise. Isabelle Sommier montre que les opérations « coup de force » visent à rompre, un temps, le pacte social afin d'attirer l'attention des médias et d'interpeller l'opinion autour de cibles symboliques. La répression que provoquent parfois ces actions a des effets difficilement maîtrisables : elle peut aussi bien discréditer le mouvement que le renforcer en provoquant la compassion pour les victimes. Nous le verrons avec la mort d'un jeune manifestant lors du contre-sommet de Gênes en 2001.

Nous retrouvons néanmoins principalement dans le mouvement antimondialisation une dimension non-violente héritée, d'une part, de la tradition pacifiste ou du catholicisme social, et d'autre part, des actions festives organisées par les « nouveaux mouvements sociaux

<sup>22</sup> Isabelle Sommier montre que les acteurs qui se situent dans le registre du conflit de classe traditionnel tout en s'inscrivant sous le label altermondialiste adoptent également ce registre de prise de parole : « Ainsi, un syndicat comme SUD, sans renoncer à la critique de la domination sociale, parle désormais également du désarroi individuel du salarié victime d'un licenciement, voire de celui du salarié dépassé par les nouvelles technologies du travail. » [SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris : Flammarion, 2003, p. 229]

<sup>23</sup> *idem*, p. 228

<sup>24</sup> TOURAINE Alain, *La production de la société*, Paris : Seuil, 1973

<sup>25</sup> TILLY Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris : Fayard, 1986

» durant les années 1970<sup>26</sup>. Ces dernières visent à rompre avec les habituels défilés syndicaux.

La palette est si vaste qu'il ne s'agit pas ici de rendre compte de l'ensemble des formes d'action mises en œuvre. Evoquons simplement pour finir les pratiques de lobbying, privilégiées notamment par les grandes organisations écologiques, et qui se déploient sur le registre de l'expertise. Il s'agit, par l'intermédiaire de militants spécialisés au fort capital social, de peser sur les décisions des institutions, entreprises, Etats visés<sup>27</sup>.

#### *Quelle structure ?*

Au carrefour du politique, du syndical et de l'associatif, le mouvement altermondialiste ne peut être assimilé à une institution et ne constitue pas un espace d'action structuré et autonome. Il apparaît finalement comme une mobilisation de mobilisations, une « meso-mobilisation » selon Agrikoliansky, qui se distingue par la participation d'une multitude d'organisations officielles ou non, instables et décentralisées. Le développement des technologies de communication a, bien entendu, grandement participé à cette organisation. Cette structure possède des inconvénients -le fait de constituer un interlocuteur mal défini- et ses avantages puisqu'elle permet de ne plus segmenter les combats et d'intégrer facilement les revendications au sein d'un cadre général de contestation.

Si tout mouvement social implique un nouveau cadre spatio-temporel en ce qu'il rompt la nécessité démocratique de « patience civique »<sup>28</sup>, le mouvement altermondialiste est d'autant plus spécifique qu'il présente une densité parfaitement conjoncturelle. Il prend forme de manière épisodique lors des contre-sommets ou des forums sociaux. C'est à travers ces événements que le mouvement parvient à apparaître comme un ensemble homogène d'acteurs défendant les mêmes valeurs. C'est l'objet de la partie B de notre travail.

#### *Une reconfiguration de l'espace militant plutôt qu'une nouveauté*

Le manque de recul encourage souvent à étiqueter « nouveaux » les phénomènes en cours d'émergence. Pourtant, certains travaux s'attachent à relativiser le mythe de la nouveauté de l'antimondialisation. Certes, le caractère novateur des cadres d'interprétation, des répertoires d'action mis en œuvre et de la structure du mouvement ne peut être nié. Mais ceci semble en grande partie le fruit d'interactions nouvelles entre des acteurs auparavant autonomes au cours desquelles chacun préserve ses propres traditions militantes. La nouveauté apparaît donc dans le résultat de l'alchimie de traditions anciennes autrefois indifférentes les unes aux autres.

Cette thèse est défendue par Isabelle Sommier d'une part, et par Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, d'autre part. La première insiste sur ce renouvellement des interactions qui aboutit à des alliances étonnantes qui, elles-mêmes, conduisent à l'utilisation conjointe de formes d'action jusqu'alors reconnues comme inconciliables (pressions institutionnelles et action directe par exemple)<sup>29</sup>. La perspective des auteurs suivants est celle d'une généalogie du mouvement qui évite l'écueil de la quête éperdue de l'origine. Sans s'attarder sur la recherche de l'origine, sans, non plus, refuser au mouvement

<sup>26</sup> TOURAINE 1973

<sup>27</sup> HAMMAN Philippe (et al.) (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélange des genres*, Paris : L'Harmattan, 2002

<sup>28</sup> LAVAU, Georges, DUHAMEL, Olivier, « La démocratie », in LECA Jean, GRAWITZ Madeleine, (dir.) *Traité de science politique*, tome II, PUF, Paris, 1995, p. 64

<sup>29</sup> SOMMIER 2003

toute innovation en réduisant les faits présents à la reproduction des faits passés, les auteurs souhaitent retracer les séquences historiques de la constitution du mouvement. Ce travail collectif conjugue la recherche des traditions militantes qui ont trouvé, dans ce nouveau cadre d'action collective, un espace de reconversion de leurs revendications et l'analyse des conditions de leur agrégation.

Les auteurs avancent ainsi que le mouvement actuel est le fruit d'une tradition militante plus ancienne : le tiers-mondisme. La pensée tiers-mondiste, diffusée notamment par *Le Monde diplomatique*, participe grandement dès les années 80 à la formation d'un discours qui s'oppose à la mondialisation et revendique une gestion du monde plus égalitaire. Eric Agrikoliansky y retrouve les discours, cadrages de l'action collective, modes d'organisation et d'action qui sont aujourd'hui les caractéristiques du mouvement altermondialisation. L'auteur s'étonne alors, par exemple, du manque d'attention que l'on porte aux manifestations de l'été de 1989 pour l'annulation de la dette du tiers-monde. Cette revendication est pourtant au centre du mouvement actuel. Les auteurs de l'ouvrage insistent également sur les opportunités politiques ouvertes au cours des années 80 et 90 par la recomposition de l'espace politique et syndical national.

Cette digression sociologique peut paraître un peu longue. Nous l'assumons pourtant, au nom, d'une part, d'une curiosité scientifique qui fait fi des clivages disciplinaires, au nom, d'autre part, d'une nécessité scientifique : porter son regard sur des discours médiatiques, c'est épouser dans un même geste des textes, des mots, des images et la réalité sociale que ceux-ci contribuent à configurer ; c'est ne pas distinguer arbitrairement ce qui relève du discursif et ce qui relève du réel et, au contraire, en penser la continuité.

## Des recherches sur la presse

Il ne s'agit pas de dresser l'historique des recherches francophones qui portent sur les médias, et plus spécifiquement, sur les discours de presse. Quelques éléments sur les précurseurs méritent néanmoins, d'être rappelés rapidement.

### *Le temps de la structure...*

A partir des années 60, la recherche française s'attache à ce qui apparaît alors comme une nouveauté radicale : les médias de masse. La sociologie fonctionnaliste-empirique américaine attire alors les membres de l'Institut français de la presse (IFP). De son côté, à l'École pratique des hautes études, George Fridman fonde le CECMA (Centre d'études des communications de masse) qui devient en 1973 le CETSAS (Centre d'études transdisciplinaires. Sociologie. Anthropologie. Sémiologie) et qu'il dirige alors aux côtés de Roland Barthes et Edgard Morin. L'objectif du centre est de concentrer toutes les ressources des sciences sociales et humaines au profit d'une recherche interdisciplinaire sur les médias. La sociologie américaine de la culture de masse n'est pas étrangère aux études alors initiées au CECMA. Reste qu'une perspective « à la française » ne peut être niée ; comme ne peuvent être niées les préoccupations politiques et idéologiques de certains chercheurs qui affirment leur soucis de prendre part aux débats de société.

Malgré les origines littéraires de nombreux chercheurs, notamment parmi les futurs spécialistes des sciences de l'information et de la communication, le texte médiatique reste un objet culturellement peu reconnu. Il profite néanmoins rapidement de la séduction exercée sur les chercheurs par la méthode structurale et ses applications linguistiques.

Dans les années 60 et 70, en France, le paradigme structuraliste, autour duquel se construit la linguistique mais aussi la majorité des sciences sociales et humaines (littérature, histoire, psychanalyse...), s'inscrit dans l'héritage saussurien en ce qu'il ne prêche que peu d'attention au *sujet* et ce au profit de la *structure* :

**« Les sciences humaines exaltées durant cette période étaient celles qui avaient la plus grande capacité à exproprier la présence, l'attestation de soi, et en premier lieu tout ce qui relevait de l'action, de l'acte de langage, toutes les occasions de conduire des opérations signifiantes. Le structuralisme permettait dans ce cadre de conjurer les effets du dessein théorique de destitution du sujet et l'ambition d'une saisie objectivante à caractère scientifique. »**<sup>30</sup>

La matière langagière n'est pas le fruit d'un acte intentionnel, individuel ou collectif, mais la manifestation de l'idéologie qui s'impose à l'individu (comme le code s'impose à l'individu chez Saussure). Cette perspective est bien entendu à mettre en relation avec la pensée marxiste et critique à partir de laquelle Louis Althusser, par exemple, construit sa réflexion : tout texte n'est que la progéniture d'un autre texte, celui de l'idéologie<sup>31</sup>. L'analyste est dès lors prié de traquer l'idéologie, d'en traquer les traces que son arbitraire laisse à la matérialité langagière. Le sujet comme être social reste l'impensé de la théorie bien qu'il soit le seul garant d'une mise en pratique de la virtualité du code.

Dès 1973, Pierre-André Tudesq invite à une réflexion sur le rapport qu'entretient la presse à l'événement<sup>32</sup>. L'année suivante, Marc Paillet publie *Journalisme : fonction et langages du quatrième pouvoir* dans lequel il s'attache à « la discordance fatale et gigantesque qui existe entre le flux événementiel brut et le flux des nouvelles », dans lequel il s'attache également –et c'est novateur– à la nature seconde c'est-à-dire interdiscursive des discours des médias<sup>33</sup>.

#### *Et le temps du sujet*

Après avoir été éclipsés de la majorité des travaux portant sur la langue et la communication, le sujet et son usage de la langue deviennent un objet d'analyse légitime. C'est que, dans les années 80, la *structure*, aussi solide soit-elle, cède « devant la vague de relativisme généralisée qui envahit les sciences humaines et sociales et chasse toute pensée structurale, poussée par le vent d'individualisme qui balaie le monde »<sup>34</sup>. Le reflux du marxisme fait appel d'air et favorise l'émergence de nouvelles approches dans lesquelles le sujet n'est plus assujéti à un sens préconstruit fruit de l'idéologie.

Les recherches se diversifient : histoire, fonctionnement, rôle des médias, responsabilité sociale des journalistes... Surtout, les chercheurs se tournent vers l'hétérogénéité constitutive des discours, vers les actes de langages, vers la circulation sociale du sens, vers les manifestations discursives des conflits de représentations, etc. Au-delà des textes, les discours ! Si le sujet fait une entrée remarquée dans les sciences qui s'attachent à la langue, c'est par l'intermédiaire des théories de l'énonciation initiées par Emile Benveniste. Alors que l'autonomie du discours est battue en brèche, c'est la

<sup>30</sup> DOSSE François, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris : La Découverte, 1997, p. 163

<sup>31</sup> ALTHUSSER Louis, *Pour Marx*, Paris : Maspero, 1965

<sup>32</sup> TUDESQ Pierre-André, *La presse et l'événement*, Paris-La Haye : Editions Mouton, 1973

<sup>33</sup> PAILLET Marc, *Journalisme : fonction et langages du quatrième pouvoir*, Paris : Denoel-Gonthier, 1974

<sup>34</sup> UTARD Jean-Michel, « L'analyse de discours, entre méthode et discipline », in RINGOOT Joselyne, ROBERT-DEMONTROND Philippe, *L'analyse du discours*, Rennes : Apogée, p. 23-52, 2004

dimension communicationnelle du signe qui apparaît et, avec elle, la prise en compte des contextes singuliers d'énonciation. S'attacher à l'instance d'énonciation, comme « point de contact entre le monde et les signes<sup>35</sup> », c'est permettre la prise en compte des processus de construction du sens.

C'est clairement au cours des années 1980 que la presse, son langage et ses discours deviennent des objets d'étude privilégiés. La décennie est inaugurée par Eliseo Veron qui propose *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*<sup>36</sup> : les médias configurent l'actualité à travers des dispositifs et des formats discursifs contraignants. Si l'aspect fondateur de *Construire l'événement* peut être relativisé au regard des travaux de Pierre-André Tudesq et, surtout, de Marc Paillet, reste qu'Eliseo Veron a l'immense mérite de proposer une étude appliquée là où ses prédécesseurs s'en tiennent à une approche théorique de la presse et de son rapport à l'événement.

En 1984, Yves de la Haye présente un travail dont la rhétorique structuraliste et marxiste ne suffit à expliquer le relatif oubli dont il souffre aujourd'hui (et ce, malgré une réédition récente<sup>37</sup>). Dans *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, l'auteur s'attache aux genres discursifs et au rapport au monde que chacun d'eux privilégie et anticipe de la sorte l'analyse des « modes configurant »<sup>38</sup>. Patrick Charaudeau dirige ensuite l'ouvrage collectif *La presse : produit, production, réception*<sup>39</sup> dont nous retenons notamment la contribution d'Eliseo Veron<sup>40</sup>. De leur côté, en 1989, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu collaborent et proposent *Le journal quotidien*. Ils offrent ainsi aux futurs chercheurs une approche théorique de la presse aux implications méthodologiques évidentes dont sont encore redevables la majorité des travaux actuels qui portent sur la presse<sup>41</sup>.

La conception du journal comme sujet parlant (« *Le Monde* affirme que... », « *L'Humanité* s'insurge contre... ») et source de sens est définitivement abandonnée. D'une part, le discours de presse se caractérise par son hétérogénéité sémiotique : l'information s'inscrit dans un dispositif sémio-discursif. Elle n'existe que mise en page, mise en rubrique ; elle n'existe que dans le rapport qu'elle entretient à l'image qui l'accompagne et dans le rapport de concurrence qu'elle entretient avec les autres informations du journal. D'autre part, cette hétérogénéité sémiotique s'accompagne d'une hétérogénéité discursive qui se joue au moins à deux niveaux:

<sup>35</sup> LOCHARD Guy, SOULAGES Jean-Claude, « Sémiotique, sémiologie et analyse de la communication médiatique », OLIVESI Stéphane (dir.), *Sciences de l'information et de la communication. Objet, savoirs, discipline*, p. 229-242, Grenoble : PUG, 2006, p. 237

<sup>36</sup> VERON Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris : Editions de Minuit, 1981

<sup>37</sup> DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Paris : L'Harmattan, 2005. L'édition originale date de 1985 et l'ouvrage est issu d'une thèse en sociologie soutenue en 1973 sous la direction de Roland Barthes.

<sup>38</sup> LOCHARD 1996

<sup>39</sup> CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La presse : produit, production, réception*, Paris : Didier Erudition, 1988

<sup>40</sup> VERON Eliseo, « Presse écrite et théorie des discours sociaux. Production, réception, régulation », in CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La presse : produit, production, réception*, Paris : Didier Erudition, 1988, p. 11-25, 1988

<sup>41</sup> A la même époque, le langage de la télévision devient lui aussi un objet de recherche privilégié comme en témoigne l'ouvrage collectif dirigé en 1986 par Bernard Miège et intitulé *Le JT, mise en scène de l'actualité à la télévision* [Paris : INA-La Documentation française, 1986] ou le numéro 51 de la revue *Communications* dirigé par Franco Casetti et Roger Odin en 1990 [« Télévisions-mutations », *Communications*, n°51, 199].

- à un niveau interne à travers la tension entre le « nom-du-journal », comme archi-signature, et les multiples autres signatures ;
- également à un niveau externe à travers la tension entre le discours du journal, assumé par le « nom-du-journal » ou par le journaliste, et les autres discours sociaux. C'est l'interdiscours considéré comme l'ensemble des unités discursives avec lesquelles un discours entre en relation implicite ou explicite.

L'énoncé médiatique n'est plus pris dans le seul cadre de la situation de communication mais dans le cadre de son histoire interdiscursive et des enjeux sociopolitiques qu'il soulève. Par ailleurs, le sujet énonciateur (le journaliste ou le nom-du-journal) n'est plus la seule source du sens puisque celui-ci se construit à travers le travail de la mémoire des mots et des dire, à travers les liens qui l'unissent à d'autres discours.

Au cours des années 1990 puis 2000, le nombre de recherches qui portent sur les discours médiatiques et notamment sur les discours de presse explose sous l'impulsion, notamment, des sciences de l'information et de la communication. Beaucoup de ces travaux témoignent « des valeurs qui circulent comme une monnaie d'échange dans les communautés sociales et ce faisant, orientent l'opinion publique et ont des incidences (bien que non nécessairement immédiates) sur les comportements sociaux »<sup>42</sup>. Suivant ainsi la leçon de Michel Foucault<sup>43</sup>, ces travaux ne réduisent pas le discours à un simple reflet des conflits idéologiques mais en font le lieu même de la lutte, ce *par quoi* mais aussi *pour quoi* on lutte. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre travail.

## Corpus

Notre attention porte sur huit titres de la presse française : cinq quotidiens, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'Humanité*, *La Croix* et *Les Echos* ; un hebdomadaire, *Le Point* et un mensuel *Le Monde diplomatique*. Le choix de la presse écrite répond moins à un positionnement théorique qu'à la volonté de faciliter le recueil des textes<sup>44</sup>. Il répond aussi à un intérêt personnel pour l'espace de la presse écrite. Nous considérons que les huit titres retenus relèvent de la « presse politique » bien que tous ne partagent ni le même degré ni les mêmes formes d'engagement. Chaque publication constitue une parole singulière dont les spécificités doivent conduire à ne pas verser dans la « généralisation hâtive » : ne pas « globaliser avec excès ce qui, dans le fonctionnement médiatique, est loin d'être aussi homogène qu'on voudrait bien le dire »<sup>45</sup>. Ce dernier constat nous encourage à proposer, dans la suite de cette introduction, un rapide historique des huit titres afin d'offrir une vue d'ensemble sur le contexte d'énonciation des discours analysés. Pour autant, la prétention au seul dévoilement des différences, parfois perçues comme autant de critères pour classer les discours par la proximité qu'ils entretiennent avec la réalité, peut constituer un autre

<sup>42</sup> BONNAFOUS Simone, CHARAUDEAU Patrick, « Les discours des médias entre sciences du langage et sciences de la communication », *Le Français dans le monde*, Paris : Hachette, p. 39-45, 1996

<sup>43</sup> FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971

<sup>44</sup> *Le Monde*, *Le Figaro* : base de données Factiva ; *L'Humanité*, *La Croix* : archives en ligne ; *Libération* : Editions CDROM SNI ; *Le Point* : CDROM SNI et base de données Factiva ; *Le Monde diplomatique* : CDROM *Le Monde diplomatique* Edition

<sup>45</sup> DELFORCE Bernard, NOYER Jacques, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Etudes de communication*, n°22, p. 13-39, 1999, p.35

travers. Car, en effet, il y a du commun chez *La Croix*, *Libération*, *Le Monde diplomatique*... et *L'Humanité* et *Le Figaro* nous parlent bien d'un seul et même monde – que nous nommons ensuite *monde commun*.

Notre attention se porte sur les huit titres à partir de l'année 1999, date à laquelle émerge l'antimondialisation, à la fois comme *mot* et comme *chose* – un phénomène social, un mouvement...- dans la presse. Dans la première partie, nous nous tournons néanmoins largement vers des discours antérieurs quand notre objectif est d'illustrer la constitution de la mondialisation comme objet du débat public.

Notre corpus est *discursif* au sens où l'interprétation des résultats « ne peut résulter que d'une comparaison interne entre deux ou plusieurs énoncés et d'une mise en correspondance avec des modèles non linguistiques »<sup>46</sup>. Le discours surgit, en effet, à la correspondance entre le texte et « un ailleurs social et psychologique, extérieur aux textes, dans lequel se trouvent les conditions de production de ces discours »<sup>47</sup>.

Notre corpus est *d'archive* au sens où il est constitué « à partir de matériaux préexistants »<sup>48</sup> c'est-à-dire à partir d'usages réalisés. Ces usages sont enregistrés par la presse qu'elle en assume pleinement l'énonciation ou non (les différentes formes du discours rapportés, les tribunes, courriers...). Le système de la langue comme virtualité ne nous intéresse pas : nous nous attachons aux usages effectifs.

Longtemps, le structuralisme imposait des corpus clos et homogènes « pour les besoins de la démonstration »<sup>49</sup>. Le corpus doit être « représentatif, exhaustif et homogène »<sup>50</sup> et sa constitution doit être « commandée par l'adéquation aux fins de la recherche »<sup>51</sup>. Le cadre ouvert par le dialogisme, l'attention portée aux processus d'interdiscours et aux autres formes d'hétérogénéité discursive modifient la donne et le corpus peut alors revendiquer son ouverture. Si un corpus clos et défini peut *a priori* être rassurant pour l'analyste (« *voilà qui est fait !* »), reste que ce dernier est alors condamné à l'arbitraire de sa formation, condamné à *faire avec*<sup>52</sup>.

Prêtant sans doute ainsi le flanc aux critiques, nous fuyions l'arbitraire du corpus et son aspect fondamentalement contraignant ; plus précisément, nous proposons un corpus qui n'a eu de cesse de s'élargir au regard de l'avancée de notre travail (un corpus boule de neige en quelque sorte). Il est composé non pas de textes mais d'énoncés c'est-à-dire d'extraits « comportant la formule ou toute expression ou thèmes jugés intéressants pour les besoins de la recherche »<sup>53</sup>. Un autre choix, qui est à la fois méthodologique et théorique, ne nous aurait sans doute pas permis de prendre en compte les processus de

<sup>46</sup> DUBOIS Jean, « Présentation », *Langages*, n° 52, p. 3-6, 1978, p. 4

<sup>47</sup> BONNAFOUS, CHARAUDEAU 1996

<sup>48</sup> COURTINE Jean-Jacques, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques. A propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages*, n°62, p. 9-128, 1991

<sup>49</sup> BOYER Henri, « Sociolinguistique : faire corpus de toute(s) voix ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 69, p. 97-102, 2002, p. 99

<sup>50</sup> GREIMAS Algirdas Julien, *Sémantique structurale*, Paris : Larousse, 1966, p. 143

<sup>51</sup> MARCELLESI Jean-Baptiste, GARDIN Bernard, *Introduction à la sociolinguistique*, Paris : Larousse, 1974, p. 240

<sup>52</sup> AUBOUSSIER Julien, « Le corpus de presse écrite au prisme d'un travail de doctorat », in LAVILLE Camille (*et al.*), *Construire son parcours de thèse*, Paris : L'Harmattan, p. 105-112, 2008

<sup>53</sup> KRIEG-PLANQUE 2003, p. 20

« trivialité »<sup>54</sup> qui permettent la circulation du discours de l'antimondialisation (partie D). Néanmoins, pour l'étude des moments clefs que constituent les mobilisations de Seattle en 1999 (partie B) et de Gênes en 2001 (partie C), le corpus profite de critères de constitution plus précis (ces corpus sont reprécisés dans la suite du travail). Le mot d'ordre selon lequel « il ne faut pas entendre la notion de communication selon un modèle normatif et réducteur, celui d'un transfert »<sup>55</sup> est aujourd'hui largement assimilé en sciences de l'information et de la communication. Notre perspective est celle d'une approche dynamique d'analyse et de compréhension des discours médiatiques.

#### *Présentation des titres de presse*

« Quotidiens de qualité » pour Jean-Marie Charon<sup>56</sup>, « grands journaux légitimes » pour Pierre Bourdieu, « presse de référence dominante » pour Gérard Imbert<sup>57</sup>... les dénominations varient mais renvoient sensiblement à la même catégorie de quotidiens. *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération* sont traditionnellement perçus comme les représentants de cette presse dite de référence. Celle-ci profite d'un positionnement privilégié dans l'espace médiatique français et constitue, justement, une « référence » pour l'ensemble des autres médias. N'est-elle pas au cœur des revues de presse proposées à la radio ou à la télévision ? Elle est référence et repère car sa légitimité provient en partie de sa capacité à retranscrire les débats qui divisent l'espace social et à se faire l'écho de tous les mouvements d'idée qui circulent dans l'espace public.

Alors que les sources d'information se multiplient dans l'espace médiatique, elle reste d'ailleurs un lieu d'expression privilégié pour les leaders d'opinions et le lieu de l'expertise. Gérard Imbert remarque également qu'elle est souvent encline à se faire « le porte parole d'un actant collectif- l'opinion publique »<sup>58</sup> ; et nous ajouterions d'une opinion publique « éclairée » en opposition à une opinion publique « médiocre » ou « moyenne » dont peut se faire le relais la presse populaire. C'est donc leur place dominante dans le système médiatique français et dans la symbolique sociale qui a motivé le choix de ces trois quotidiens.

#### *Le Monde : la référence française*

Le Général de Gaulle est à l'initiative du projet. Il souhaite un titre de presse sérieux et crédible à l'étranger. Sur les ruines du journal *Le Temps* dont il reprend les locaux et la typographie, Hubert Beuve-Méry fonde *Le Monde* le 18 décembre 1944. C'est alors une grande feuille recto verso.

La guerre froide, le désastre indochinois, les événements en Algérie... sont autant d'occasions pour le quotidien d'affirmer son indépendance. « A défaut d'être le journal officiel ou officieux de la République française, *Le Monde* sera le journal de référence de l'élite républicaine »<sup>59</sup>, indique Patrick Eveno. Mai 68 illustre le positionnement du quotidien : « *Le Monde* devient [alors] le journal de la jeunesse universitaire et croule sous les communiqués bourrés de recettes pour relancer la société. [...] Pourtant, Hubert Beuve-Méry porte alors un coup à l'effervescence générale : « Leur victoire serait celle d'un pur nihilisme et nul ne

<sup>54</sup> JEANNERET Yves, *Penser la trivialité. Volume 1. La vie triviale des êtres culturels*, Paris : Lavoisier, 2009

<sup>55</sup> *idem*, p. 19

<sup>56</sup> CHARON Jean-Marie, *La presse quotidienne*, Paris : La Découverte, 1996

<sup>57</sup> IMBERT Gérard, *Le discours du journal*, Paris : Editions du CNRS, 1988

<sup>58</sup> *idem*, p. 61

<sup>59</sup> EVENO Patrick, *Le Monde. Histoire d'une entreprise de presse*, Paris : Editions Le Monde, 1996, p. 31

peut prévoir jusqu'où irait la tragédie », écrit-il »<sup>60</sup>. Indépendant du pouvoir, *Le Monde* prône également un idéal d'objectivité, de réflexion et de réserve.

Le fondateur historique se retire à l'aube des années 70. Les années suivantes sont l'occasion pour le quotidien du soir d'élargir son agenda aux questions de société (éducation, justice, liberté individuelle...). Dès les années 1980, *Le Monde* voit ses ventes baisser et ses ressources publicitaires chuter. Comme les autres journaux, il se trouve pris entre les nécessités d'une presse industrielle et l'éthique d'un journal indépendant. Le journal se renouvelle au cours de la décennie suivante et adopte, notamment, plus largement l'image et la couleur.

Si au cours de son histoire, *Le Monde* toujours revendiqué sa réserve et son indépendance éditoriale (vis-à-vis du politique, puis de l'économique), son positionnement ne se dilue pas dans sa réserve. *Le style du Monde* édité en 2002 dans un souci de transparence se veut clair : « Journal d'information, *Le Monde* est aussi un journal d'opinion. Loin d'être neutre, il a des engagements qui le conduisent à prendre position dans les éditoriaux de son directeur ou dans l'éditorial non-signé mais aussi dans les analyses et les commentaires de ses journalistes. [...] Il a l'ambition d'être un lieu de discussion où s'affrontent des idées, où s'esquissent des hypothèses, ou se cherchent des solutions. »<sup>61</sup>

#### *Le Figaro* : de droite et libéral

Le quotidien *Le Figaro* voit le jour le 16 novembre 1866 soit 78 ans avant *Le Monde* et plus d'un siècle avant *Libération*. Seul quotidien à envoyer ses rédacteurs en reportage en France et à l'étranger et profitant du lancement des petites annonces en 1875, *Le Figaro* connaît un large succès. Selon Pierre Albert, « son style alerte tranche sur le ton morne et doctrinale du journalisme traditionnel. Toujours soucieux de réclame, Hyppolite de Villemessant [fondateur et directeur] favorise les polémiques et les mises en cause personnelle »<sup>62</sup>. Dès 1880, *Le Figaro* abandonne la monarchie et se rallie à la République. Devenant petit à petit plus sérieux dans son traitement de l'information, le journal attire les grandes plumes de l'époque comme Zola, Daudet, Mallarmé, Renard, Maupassant. Pourtant, l'affaire Dreyfus porte un rude coup au journal. Le lectorat traditionnel n'accepte en effet pas le soutien que *Le Figaro* apporte au capitaine : le nombre des abonnements chute. Durant la Première Guerre mondiale, *Le Figaro* devient « l'otage d'une information de guerre »<sup>63</sup>. Ensuite, en 1922, le parfumeur François Coty devient propriétaire. Dans une période d'instabilité politique en Europe, « la ligne politique reste à droite, mais elle est sujette aux lubies de son propriétaire, admirateur du fascisme italien [...] et fait mener par son journal des campagnes contre les complots occultes de la haute finance, et du communisme international »<sup>64</sup>. Dès 1936, c'est Pierre Brisson -alors co-directeur- qui va mener le journal pendant presque 30 ans et, notamment, lui éviter les affres de la collaboration (le journal cesse de paraître en novembre 1942)<sup>65</sup>.

<sup>60</sup> *idem*

<sup>61</sup> LE MONDE, *Le style du Monde*, Paris : Editions Le Monde, 2002, p. 7

<sup>62</sup> ALBERT Pierre, *La presse française de 1871 à 1940*, in BELLANGER Claude (et al.), *Histoire générale de la presse française*, Tome 3, p. 149-238, Paris : PUF, 1971

<sup>63</sup> BLANDIN Claire, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris : Fayard, 2007, p. 102

<sup>64</sup> ALBERT 1971

<sup>65</sup> BLANDIN 2007

En 1974, Louis Gabriel-Robinet (membre du directoire) évoque son journal : « Libéral, modéré dans son expression, ouvert à tous les courants d'idée sur le plan de l'information, indépendant de toute puissance politique, économique, financière, il juge les hommes, les gouvernements, les institutions en fonction de ce qu'il considère comme l'intérêt général. Il ne se fait pas le « défenseur inconditionnel du capitalisme » [...] mais il constate que ce système est encore celui qui assure à tous le meilleur niveau de vie et la moindre injustice »<sup>66</sup>. Au cours des années 1980, *Le Figaro* plonge, avec les autres journaux, dans l'ère des alliances, des fusions et des difficultés financières. Depuis bientôt 150 ans, *Le Figaro* a naturellement beaucoup évolué mais a toujours préservé sa ligne politique, de droite.

#### *Libération* : de Mao à Mitterrand

L'apparition du journal *Libération* est précédée par la création en 1970 de l'Agence de presse Libération (A.P.L.). Soutenue par Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel, l'agence ne diffuse qu'un court bulletin. « Jargonneuses, triomphalistes, lacunaires, non-vérfiées, diffamatoires et sectaires »<sup>67</sup>, les informations récoltées composent alors un minuscule organe de propagande maoïste. Le premier numéro du quotidien paraît le 18 avril 1973.

Dès 1974, Serge July souhaite sortir le journal de l'enfermement politique. Il organise donc « la conquête de la respectabilité, la transformation de *Libération* en un véritable vecteur de la modernité, pour qu'il devienne un titre admis dans la grande famille de la presse française »<sup>68</sup>. Si la nouvelle perspective parvient à s'imposer au sein du journal, c'est qu'elle ne dispense pas le quotidien de rester un trouble-fête dans la presse française. *Libération* s'engage dans les débats de société (sexualité, libertés personnelles...) et dans les débats de politique internationale (tiers-mondisme, condamnation de « l'impérialisme américain »...). En 1977, la sortie de l'extrême gauche et de ses dérives est achevée. Le journal s'impose doucement pour la qualité des ses reportages, son impertinence et sa sensibilité aux problèmes sociaux.

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand relance un quotidien en difficulté et les chiffres de vente augmentent. Les années 1980, c'est notamment la Marche des beurs et SOS Racisme aux côtés desquels s'engage largement *Libération*. En février 1982, *Libération* doit néanmoins se résigner à l'introduction des premières publicités. La fin des années 70, puis les années 80 sont marquées par de nouvelles évolutions, insufflées ou accompagnées par le journal (importance éditoriale de la photographie, attention portée au sport...). Parallèlement, *Libération* poursuit son travail sur le terrain des idées et s'engage, en vrac, pour le droit à l'avortement, contre les quartiers de haute sécurité, pour une nouvelle législation sur le cannabis...

Les années 1990 sont de nouveau celles des difficultés économiques. Les maquettes ont la vie courte. Pour accompagner celle de 1991, Serge July rappelle l'ambition de *Libération* : « C'est un quotidien de référence [...] un quotidien généraliste, haut de gamme, qui s'adresse à l'ensemble des élites, publiques, économiques, marginales ou syndicales »<sup>69</sup>. En bref, il faut rivaliser avec *Le Monde* et *Le Figaro*. Pour atteindre ce but, *Libération* n'a plus le choix, et 23 ans après sa création, le journal passe aux mains du groupe Chargeurs ; en 2005, c'est le banquier Edouard de Rothschild qui renfloue les caisses de l'ex-quotidien maoïste.

<sup>66</sup> Cité dans : DERIEUX Emmanuel, *La presse quotidienne Française*, Paris : Armand Colin, 1974, p. 65

<sup>67</sup> GUISEL Jean, *Libération. La biographie*, Paris : La Découverte, 2003, p. 14

<sup>68</sup> *idem*, p. 67

<sup>69</sup> *Libération*, 26-09-94

### *L'Humanité* : communiste et altermondialiste

*L'Humanité* est fondée par Jean Jaurès en avril 1904. Dans l'éditorial du 18 avril, intitulé « Notre but », celui-ci présente les objectifs que se fixe le quotidien : « Nous voudrions que le journal fût en communion constante avec tout le mouvement ouvrier, syndical et coopératif. [...] C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger d'elles-mêmes les événements du monde »<sup>70</sup>. En 1911, il devient le quotidien du Parti socialiste dans son ensemble. Après le congrès de Tours de 1920 et la naissance du Parti communiste français, *L'Humanité* devient « Journal communiste » puis, en 1923, l'organe central du Parti communiste. Ce n'est qu'en 1999 que la référence au Parti communiste est définitivement supprimée de la Une.

Dès 1939, *L'Humanité* est interdit de publication et rejoint la presse clandestine de la zone Sud cinq années durant. La période qui s'ouvre avec l'après-guerre est celle de l'aveuglement face au stalinisme, au totalitarisme soviétique et aux crimes de masse de pouvoirs se revendiquant du communisme, part d'ombre aujourd'hui reconnue par le quotidien.

Jean Jaurès affirmait dans son éditorial du 18 avril 1905 que « faire vivre un journal sans qu'il soit à la merci d'autres groupes d'affaires est un problème difficile mais non insoluble ». L'épreuve de la réalité économique contraint pourtant le quotidien à ouvrir son capital en 2001 : le combat partisan doit se satisfaire des règles imposées par le système qu'il condamne. *L'Humanité* reste néanmoins, aujourd'hui encore, « une entreprise avant tout politique »<sup>71</sup>.

A l'occasion du centenaire, l'éditorial réaffirme « la continuité dans l'action » revendiquée par Jean Jaurès : « *L'Humanité* n'a pas été seulement observatrice de l'histoire, mais actrice à part entière. Son histoire se confond avec les combats ouvriers, les luttes pour l'émancipation humaine, les mouvements de réflexion et de création culturelle. »<sup>72</sup> Hier dans le combat anticolonial, *L'Humanité* affirme aujourd'hui sa pleine inscription dans l'altermondialisation. Le quotidien communiste trouve dans cette reconfiguration de l'espace militant matière à se renouveler et à inscrire son combat de toujours dans des formes et une rhétorique contemporaines. Le quotidien est aujourd'hui un acteur de l'antimondialisation régulièrement présent lors des forums sociaux et autres événements militants.

### *La Croix* : de l'antidreyfusisme à la solidarité internationale

*La Croix* est créée par des religieux assomptionnistes et paraît pour la première fois en 1880 comme mensuel avant de devenir quotidien le 15 juin 1883. Le journal est alors clairement au « service de l'Eglise catholique, apostolique et romaine » dans la défense et la diffusion de la foi et le journalisme apparaît comme « une forme moderne de l'apostolat »<sup>73</sup>.

Seul « grand repêché du naufrage » des journaux collaborationnistes<sup>74</sup>, la tradition catholique conservatrice s'efface ensuite et le quotidien s'éloigne du journal *que* religieux pour devenir *aussi*, petit à petit, un journal d'information générale. En 1957, la croix qui

<sup>70</sup> « Notre but », par Jean Jaurès, 18-04-1904, *L'Humanité*

<sup>71</sup> EVENO Patrick, « *L'Humanité* : une entreprise politique », in DELPORTE Christian (et al.), *L'Humanité de Jean Jaurès à nos jours*, Paris : Edition du nouveau monde, p. 199-210, 2004

<sup>72</sup> « Un siècle... d'avenir », par Patrick Le Hyaric, 17-04-04, *L'Humanité*

<sup>73</sup> REMON René, POULAT Emile (dir.), *Cent ans d'histoire de La Croix*, Paris : Le Ceinturon, 1988

<sup>74</sup> MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris : Odile Jacob, 1997, p. 280

ornait jusqu'alors la Une disparaît ; puis le quotidien s'engage pour le concile Vatican II qui encourage l'Église à s'ouvrir aux défis de la modernité. La politique française, au premier plan durant les années 1970, cède progressivement la place aux questions de société puis à l'international que « *La Croix* privilégie aussi, attachée à offrir à ses lecteurs une large ouverture sur le monde. L'information religieuse elle-même bouge, plus attentive à la vie des chrétiens ». <sup>75</sup>

La conception initiale d'une vérité chrétienne comme seul fondement de la société évolue naturellement au cours de l'histoire sous l'effet, d'une part, de l'évolution du monde catholique et de sa nécessaire adaptation aux nouvelles orientations politiques et sociales (laïcisation de la société notamment), sous l'effet, d'autre part, des transformations de l'espace médiatique. Et même si *La Croix* jouit d'une grande liberté éditoriale vis-à-vis des institutions religieuses, elle n'en reste pas moins, encore aujourd'hui, un représentant privilégié du catholicisme dans l'espace public français. A l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire du quotidien, l'éditorialiste Michel Kubler en précise le positionnement : « L'enjeu n'est pas seulement de diffuser au plus grand nombre la meilleure information religieuse, ni même d'assortir les sujets controversés d'un paragraphe rappelant la doctrine catholique. Il est de porter sur les événements non pas tant « un regard chrétien » [...] mais un regard « de chrétiens », libres et responsables tant comme journalistes que comme croyants ». <sup>76</sup>

Œcuménique, *La Croix* s'engage au nom des valeurs à la fois catholiques et perçues comme universelles (pour la suppression de la dette des pays pauvres ou la solidarité Nord/Sud par exemple— deux grands thèmes de l'antimondialisation).

*Les Echos* : l'économie libérale comme objet et comme conviction

Les frères Emile et Robert Schreiber créent *Les Echos de l'Exportation* en 1908. Mensuel de quatre pages, il devient quotidien en 1928. Farouches partisans de la liberté d'entreprendre, « les frères Schreiber lancent des campagnes contre les taxes qui accablent le commerce, la lourdeur administrative des douanes qui freinent les exportations, contre la bureaucratie ou pour la réduction des impôts qui frappent les entrepreneurs » <sup>77</sup>.

Si les frères Schreiber sont hostiles au Front populaire, ils n'en restent pas moins profondément antinazis et la parution cesse de 1940 à 1944 ; la famille se dote du patronyme Servan du nom adopté par Robert Schreiber dans le maquis. En 1953, son fils Jean-Jacques Servan-Schreiber est à l'initiative d'un supplément hebdomadaire nommé *L'Express* qui, après de longues querelles familiales, acquiert ensuite son indépendance. Quand il accède à la direction du quotidien en 1960, Jean-Louis Servan-Schreiber affirme sa volonté de faire des *Echos* le *Financial Times* ou le *Wall Street Journal* français. La formule est un succès et la diffusion augmente année après année jusqu'à atteindre 120 000 exemplaires quotidiens à la fin des années 1990.

Selon Patrick Eveno, les années 1980-2000 sont particulièrement profitables pour le journal qui bénéficie de l'essor de la Bourse et des privatisations. Le quotidien rend aujourd'hui compte de l'actualité et des transformations économiques et financières et, notamment, de la mondialisation des systèmes économiques et financiers. A ce titre, il est lui-même au centre du jeu et peut ainsi aiguïser les convoitises : il passe en 1988 sous le

<sup>75</sup> « Au 3, rue Bayard, l'ère de la modernité », par Yves Pipette, *La Croix*, 22-08-08

<sup>76</sup> « Foi de quotidien », par Michel Kubler, *La Croix*, 16-06-08

<sup>77</sup> EVENO Patrick, « Naissance d'un quotidien économique », site du programme de recherche « La presse à Paris » dirigé par Patrick Eveno au sein de l'université Paris I. En ligne. URL : <http://presse-paris.univ-paris1.fr/spip.php?article56> Consulté le 2 janvier 2009.

contrôle du groupe britannique Person. Les liens qui unissent le groupe financier auquel appartient le quotidien et les sujets économiques qu'il couvre, peuvent être interrogés par les journalistes. C'est, par exemple, le cas lors de la tentative, finalement réussie, d'achat par le groupe LVMH<sup>78</sup>.

En 2006, le rédacteur en chef Jacques Barraux définit la ligne éditoriale des *Echos* : « Le journal est d'essence libérale : nous défendons l'idée que le marché est supérieur au plan. En conséquence, nous pensons que l'entreprise privée est l'outil le plus performant, même si ce n'est pas le seul »<sup>79</sup>.

*Le Point* : un newsmagazine de droite

*Le Point* relève des *newsmagazines* d'information générale inspirés du modèle américain *Times* (avec *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* ou encore, dans les années 1990, *L'Événement du jeudi*). L'hebdomadaire est lancé le 25 septembre 1972 sur l'initiative de journalistes dissidents de *L'Express* : Claude Imbert, Jacques Dusquesne, Pierre Billard, Georges Suffert, Henri Trinchet et Robert Franc. Il est rapidement intégré au groupe Hachette et devient rentable en 1975, année où il atteint les 200 000 exemplaires.

Au cours des quinze dernières années, l'hebdomadaire tente d'échapper à la crise traversée par une large partie de la presse. En 1997, la *holding* Artémis de François Pinault succède à Havas comme actionnaire principal. *Le Point* se renouvelle et présente une nouvelle formule en 1994 et 2001 (nouvelle maquette, nouveau logo, nouveau format, nouveau prix...). Puis, c'est l'inauguration d'un site internet dont la spécificité, au regard de plusieurs de ses concurrents, est de partager la même rédaction que la version papier.

En 2000, Franz-Olivier Giesbert, alors directeur des rédactions au *Figaro*, devient directeur du *Point*. Claude Imbert, membre de l'équipe fondatrice, reste le seul éditorialiste de l'hebdomadaire.

*Le Point* s'attache principalement à la politique française mais reste aussi largement ouvert à l'actualité économique et internationale, à la culture, plus modestement, au sport. Il propose, par ailleurs, un grand nombre de sujet « magazine » (voyage, bien-être, consommation...)

Le ton parfois incisif plaît principalement aux catégories socioprofessionnelles supérieures. L'hebdomadaire revendique une indépendance éditoriale totale notamment vis-à-vis des acteurs politiques institutionnels et reste ouvert à toutes les opinions politiques. Il n'en reste pas moins, au regard de ses prises de positions, entre autres dans le cadre de l'éditorial de Claude Imbert et des autres rubriques à « énonciation subjectivée »<sup>80</sup>, un hebdomadaire de droite. Le positionnement adopté par *Le Point* sur l'antimondialisation et ses acteurs l'illustre parfaitement.

*Le Monde diplomatique* : des cercles diplomatiques à l'engagement politique

Le mensuel *Le Monde diplomatique* apparaît en 1954 dans le giron du quotidien *Le Monde* dont il n'obtient son indépendance éditoriale puis financière qu'au cours des

<sup>78</sup> En 2007, le groupe LVMH qui possède déjà *La Tribune* exprime sa volonté de racheter le second quotidien économique français, *Les Echos*. Un bras de fer s'engage entre la direction et les journalistes. : finalement, LVMH achète bel et bien *Les Echos* en novembre et vend aussitôt *La Tribune*.

<sup>79</sup> Cité dans l'espace client du site internet du quotidien. En ligne. URL : <http://client.lesechos.fr> . Consulté le 8 janvier 2009.

<sup>80</sup> MOIRAND Sophie, « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire », *Les Carnets du Cediscor*, n° 6, « Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias », p. 45-62, 2000

années 1980<sup>81</sup>. Hubert Beuve-Méry, à l'initiative du journal, souhaite un titre largement ouvert à l'actualité internationale et précise, dès le premier numéro, sa volonté d'être « rigoureusement objectif et [de] s'abstenir de prendre position à l'égard des affaires intérieures des divers pays »<sup>82</sup>. Originellement sous-titré « Journal des cercles consulaires et diplomatiques », le mensuel s'adresse clairement à une élite intellectuelle et politique.

C'est avec l'arrivée de Claude Julien en 1973 que *Le Monde diplomatique* débute sa mue et devient le pourfendeur de la pensée unique tout en préservant une perspective essentiellement internationale. Le logo change, le dispositif est bouleversé, les pages s'ouvrent plus largement à l'économie, aux questions sociopolitiques et à la culture. Et Claude Julien l'affirme :

**« Il est grand temps de procéder à des révisions radicales si l'on veut conserver ce à quoi nous sommes le plus attachés : libertés individuelles et publiques, pluralisme philosophique et politique, mode de vie, etc. toutes choses qui seraient irrémédiablement compromises si l'on s'agrippait à leurs formes extérieures plus qu'à leur contenu, à leurs apparences plus qu'à leur signification ».**<sup>83</sup>

Durant la guerre froide, et surtout à partir des années 1970, *Le Monde diplomatique* s'efforce de jouer la carte de la neutralité ; puis il commence à relayer les revendications des non-alignés de la conférence de Bandung :

**« Ce refus de faire pencher le journal vers l'un des grands pôles structurant les conflits idéologiques dominants permet ainsi de comprendre l'introduction de deux thèmes récurrents, véritables marques de fabrique du journal : la critique du néolibéralisme et celle des politiques étrangères américaines. A partir du milieu des années 1970 et, plus encore, du début des années 1980, un certain nombre d'articles font le lien entre la montée des politiques de libéralisation menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et la situation économique des pays du tiers-monde pris dans la crise de la dette. [...] On remarque que cette perspective critique ouvre un angle d'approche original des relations internationales, marqué à gauche, mais dégagé d'un vocabulaire marxiste. Pointant du doigt les connexions entre multinationales et gouvernements occidentaux ou le rôle des institutions financières internationales dans l'endettement des pays pauvres, les éditoriaux de Claude Julien préfigurent à bien des égards les schèmes argumentatifs de l'altermondialisme français. »**<sup>84</sup>

En 1997, Ignacio Ramonet conclut son éditorial mensuel par une proposition : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens ? ». Le succès est immédiat et l'association qu'Ignacio Ramonet appelle

<sup>81</sup> « Cinquante ans », par Ignacio Ramonet, mars 2004, *Le Monde diplomatique*

<sup>82</sup> « A nos lecteurs », par Hubert Beuve-Méry, mai 1954, *Le Monde diplomatique*

<sup>83</sup> « Le devoir d'irrespect », par Claude Julien, juin 2005, *Le Monde diplomatique* (texte publié suite à la mort de Claude Julien en mai 2005)

<sup>84</sup> SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme. Registre d'action et modalités d'engagement dans *Le Monde diplomatique* », AGRIKOLIANSKY Eric (et al.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 143- 173, Paris : Flammarion, 2005, p. 154

de ses vœux voit le jour et connaît un essor considérable (30 000 adhérents en 2002)<sup>85</sup>. *Le Monde diplomatique* devient un véritable entrepreneur des causes anti- ou altermondialistes et participe à la diffusion des cadres d'injustice initiés par les sphères militantes.

Depuis 2003, le mensuel perd régulièrement des lecteurs. L'actuel directeur du mensuel, Serge Halimi, perçoit la « désaffection » qui atteint *Le Monde diplomatique* comme l'illustration du « découragement de ceux qui observent, faute d'écho suffisant et de relais politiques, [que] la mise à nu des dispositifs principaux de l'ordre social et international a eu peu d'effet sur la pérennité du système ». C'est qu'après une hausse des ventes (kiosques et abonnements) de 1996 à 2003, le mensuel, à l'image de la presse quotidienne, éprouve de graves difficultés économiques. Et Serge Halimi de préciser qu'« à l'évidence, le déclin de l'altermondialisme nous a atteints plus durement que d'autres. »<sup>86</sup>

## Plan de la thèse

La structure de la thèse peut être illustrée par une figure disponible en annexe 2.

### **PARTIE A. DU ROLE CONSTITUANT DU LANGAGE AUX CADRES DISCURSIFS : PARCOURS THEORIQUE**

La première partie constitue le socle théorique qui soutient notre approche des discours médiatiques. La question centrale est celle du rapport que ces derniers entretiennent avec le réel et la réalité sociale. C'est l'occasion de présenter le rôle constituant du langage puis d'encourager à se dégager d'une problématique de la représentation pour privilégier une conception du pouvoir des médias comme *pouvoir de fondation d'un monde commun*. Nous proposons ensuite une approche du cadre, notion héritée d'Erving Goffman, comme processus (dimension constructiviste) et comme produit (dimension structuraliste).

### **PARTIE B. UNE CONFIGURATION MEDIATIQUE. ANTIMONDIALISATION ET EVENEMENT**

Le cadre appliqué au phénomène est cristallisé autour du *label* antimondialisation dont nous proposons d'étudier l'émergence et les effets sur l'objectivation de l'antimondialisation abordée comme événement. En effet, c'est *par et dans* l'événement qu'un premier contexte de description apparaît ; c'est dans une dialectique de l'événement et du sens que se configurent l'antimondialisation et son paradigme événementiel. Le contexte de description de l'événement permet l'émergence du cadre et contribue à la définition de *l'événement antimondialisation* et, par là même, à celle de *l'acteur* et du *récit antimondialisation*.

### **PARTIE C. 2001, L'EPREUVE DE LA VIOLENCE. ANTIMONDIALISATION ET PROBLEME PUBLIC**

L'année 2001 constitue une rupture dans le consensus du monde commun. C'est l'épreuve de la violence pour l'antimondialisation. Durant l'été, le contre-sommet de Gênes est le théâtre de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au cours desquels un jeune manifestant est tué ; en septembre, ce sont les attentats contre le *World Trade Center* de New York. Si ces deux violences n'ont rien en commun, reste que leur proximité dans le temps les inscrit au sein d'une même conjoncture historique ; et des liens se tissent dans une partie de la presse. Dès lors, l'année 2001, puis 2002, c'est l'ajustement

<sup>85</sup> WINTREBERT Raphaël, *ATTAC, la politique autrement ?*, Paris : La Découverte, 2007

<sup>86</sup> « Notre combat », par Serge Halimi, octobre 2009, *Le Monde diplomatique*

de l'antimondialisation aux critères d'acceptabilité ; c'est le passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation.

#### **PARTIE D. DIFFUSION ET ASSIMILATION. ALTERMONDIALISATION ET DISCOURS SOCIAL**

Nous appréhendons le discours des journaux comme un lieu privilégié pour l'observation du discours social global et des processus de régulation hégémoniques des discours sociaux spécifiques. Que devient le discours de l'antimondialisation quand il rencontre celui du nom-du-journal ? Nous nous interrogeons sur la capacité du cadre altermondialisation à s'intégrer à la discursivité sociale ; sur la façon dont il devient un discours social spécifique –que nous nommons *discours de l'alternative*–, mobilisé et mobilisable pour offrir du sens ; et rapidement émancipé de sa relation à l'altermondialisation comme événement et comme mouvement.

Note sur les références bibliographiques :

Les références bibliographiques sont situées en bas de page. Quand un texte est cité une première fois, les références sont complètes. Ensuite, un modèle abrégé est adopté : « QUERE 1982, p. 12 », par exemple. Le système des références bibliographiques de chacune des parties (Introduction, Partie A, B, C, D, Conclusion) est autonome. Une bibliographie complète et un index des auteurs sont situés en fin de volume.

Notes sur les annexes :

Le CD qui accompagne le volume papier comprend l'ensemble des articles de presse évoqués et dont les références sont, elles-aussi, situées en bas de page. Trois fichiers sont présents sur le CD et correspondent aux parties B, C et D de notre travail. Quand un fichier est ouvert, il laisse apparaître l'ensemble des références aux articles d'une partie. Il suffit alors de cliquer sur la référence pour être renvoyé aux articles.

# Partie A. Du rôle constituant du langage aux cadres discursifs : parcours théorique

Notre travail s'attache aux médias et, plus spécifiquement, à la presse écrite, en ce qu'elle diffuse du sens. Face au monde phénoménal, les journalistes doivent produire du sens susceptible d'être partagé que le langage, comme médiateur, vient temporairement figer au sein des processus de communication. Dans leur face à face avec le monde, les journalistes usent des mêmes procédés que l'individu lambda face à une situation de la vie quotidienne. Car l'expérience n'est pas le fruit d'une contemplation du monde mais le produit d'un processus d'organisation dynamique d'une réalité phénoménale informe. C'est par l'objectivation que la réalité prend forme et gagne une cohérence qui peut être éphémère et précaire aussi bien que figée. Ces processus d'objectivation rendent possible le partage d'une commune réalité et par là même la possibilité d'une vie collective et sociale. Les subjectivités convergent en effet vers une réalité commune, un monde commun qui offre appui à l'action aussi bien individuelle que collective. A la suite de Jean-Pierre Esquenazi, nous proposons donc de généraliser la pratique cognitive et quotidienne de production de sens par l'individu à la pratique journalistique<sup>87</sup>.

Dès lors, nous ne pouvons nous soustraire à une réflexion sur le langage, son rôle constituant, le rapport qu'il entretient à la réalité. Dans notre travail, l'approche phénoménologique de la production d'un monde d'objets -d'artefacts- communs constitue le socle théorique indispensable à l'élaboration de notre conception des discours de presse. Elle constitue également la perspective privilégiée par Erving Goffman quand il forge son concept de cadre, concept que nous présentons dans la seconde partie de ce parcours théorique. Celui-ci offre la possibilité de concilier une approche constructiviste et structuraliste des discours médiatiques, double dimension du cadre que nous confronterons dans cette thèse au traitement médiatique de l'altermondialisation.

## I. Réalité, langage et communication

### I.1. L'approche phénoménologique de la réalité

---

Dans l'étude des médias et de leurs productions discursives, le constructivisme comme point de vue scientifique, pour lequel les phénomènes du monde ne sont pas des données mais des constructions propres à un groupe, jouit actuellement d'une position de paradigme dominant, voire indépassable. De manière générale, le constructivisme propose des éléments de réponse aux trois grandes questions posées par l'épistémologie : qu'est-ce que la connaissance ? (question gnoséologique) ; comment se constitue-t-elle ? (question

<sup>87</sup> ESQUENAZI 2002

méthodologique) ; comment apprécier sa valeur ? (question éthique)<sup>88</sup>. Il se *construit* (constructivisme, ici, comme position épistémologique) par opposition à l'illusion positiviste. Cette dernière consiste à préjuger d'un monde objectif que le langage viendrait nommer dans une dynamique purement référentielle : nous faisons l'expérience d'un monde déjà signifiant que le langage ne vient que redoubler d'une représentation objective. Le caractère d'évidence que revêt l'approche constructiviste chez beaucoup de chercheurs aujourd'hui ne doit pas faire oublier que les lectures de type positiviste ont longtemps prédominées<sup>89</sup>.

## I.2. D'un constructivisme radical...

---

Sous l'impulsion, notamment, de l'ethnométhodologie d'Harold Garfinkel<sup>90</sup>, de la phénoménologie de Peter Berger et Thomas Luckmann et de la sémio-sociologie d'Erving Goffman, l'étude des dynamiques de la communication a largement favorisé, contre le bon sens ordinaire, l'approche constructiviste qui, selon l'un des pères du constructivisme, Ernst Von Glaserfeld, témoigne :

**« [...] d'une rupture avec la notion traditionnelle selon laquelle toute connaissance humaine devrait ou pourrait s'approcher d'une représentation plus ou moins vraie » d'une réalité indépendante ou ontologique.»<sup>91</sup>**

C'est un renouvellement d'objet et de méthode : d'une sociologie dite structurelle à une sociologie interprétative. Tous s'attachent aux processus par lesquels les individus, dans leur vie quotidienne, accordent du sens à leurs expériences et en tirent des conclusions quant aux actions à entreprendre.

C'est également une approche dynamique et interactive de l'ordre social, comme construction précaire, qui accorde son attention aux interprétations des acteurs. Il s'agit de définir les « processus primaires de conceptualisation »<sup>92</sup> qui sont à la base même de l'interprétation permanente du monde. Pour Paul Watzlawick, la construction, « l'invention », dit-il n'est que le fruit de la subjectivité du sujet. Il inscrit sa pensée dans une théorie de l'action :

**« Toute prétendue réalité est, au sens le plus immédiat et le plus concret, la construction de ceux qui croient l'avoir découverte et étudiée. Autrement dit, ce qu'on suppose découvert est en fait une invention, mais l'inventeur n'étant pas conscient de son acte d'invention, il la considère comme existant indépendamment de lui. L'invention devient alors la base de sa conception du monde et de ses actions. »<sup>93</sup>**

<sup>88</sup> LE MOIGNE Jean-Louis, *Les épistémologies constructivistes*, Paris : PUF, 1995

<sup>89</sup> FLEURY-VILATTE Béatrice, WALTER Jacques, « Des usages du constructivisme », *Questions de communication*, n°6, p. 101-110, 2004

<sup>90</sup> Notons le refus de certains auteurs d'inscrire l'ethnométhodologie dans la galaxie constructiviste ; notamment : CHANIAL Philippe « L'ethnométhodologie comme anticonstructivisme », DE FORNEL Michel (et al.), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris : La Découverte, 2001, p. 298-314

<sup>91</sup> GLASERFELD Ernst Von, « Pourquoi le constructivisme doit-il être radical ? », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. XX, n°1, p. 21-27, 1994, p. 22

<sup>92</sup> MUCCHIELLI Alex, NOY Claire, *Etude des communications : approches constructivistes*, Paris : Armand Colin, 2005, p. 23-25

<sup>93</sup> WATZLAWICK Paul, *L'invention de la réalité*, Paris : Le Seuil, 1980, p. 10

Ces constructions/interprétations/inventions répondent à la nature phénoménologique de la réalité : un flux sur lequel l'individu ne peut avoir de prise sans un processus cognitif visant à lui fournir des repères et des codes de compréhension. Autrement dit, la contemplation du monde ne peut pas constituer le processus d'attribution du sens, ni une démarche compréhensive du monde, ni l'origine de l'action (réfutation du modèle mécanique stimuli/action).

### I.3. ...à l'institution collective de la réalité sociale

---

Ainsi, pour les phénoménologues tels que Peter Berger et Thomas Luckmann<sup>94</sup>, il ne s'agit plus, comme le faisait l'école culturaliste<sup>95</sup>, d'identifier les façons dont tel ou tel individu, tel ou tel groupe perçoit la réalité ; mais il s'agit de comprendre comment se construisent ces manières de voir. L'homme de la rue approche la réalité comme « déjà là », les auteurs, quant à eux, proposent d'interroger les fondements de la réalité par l'intermédiaire d'une sociologie phénoménologique de la connaissance. Ils élaborent alors une théorie complexe qui vise à rendre compte de la production du savoir dans la société, de sa circulation sociale, de son institutionnalisation et, enfin, de son mode d'assimilation individuel et collectif.

Les deux auteurs restent méfiants face au constructivisme radical promu par certains travaux. Evoquant Paul Watzlawick, Thomas Luckmann affirme même avec un brin d'humour que, face à lui, « *Berger et moi-même sommes presque matérialistes* »<sup>96</sup>. Car la réalité n'est pas que représentation et existe comme « *qualité appartenant à des phénomènes que nous reconnaissons comme ayant une existence indépendante de notre propre volonté* »<sup>97</sup> (la connaissance ou le savoir se définissant alors comme l'assurance que ces phénomènes sont réels). Les auteurs semblent donc éviter le travers relevé par Philippe Corcuff :

**« De tels constructivismes idéalistes et/ou subjectivistes tendent à délaissier les mécanismes d'objectivation, de matérialisation et de stabilisation des réalités sociales, et donc notamment la façon dont les mondes d'objets qui peuplent les univers sociaux constituent des contraintes et des points d'appui pour l'action. »**<sup>98</sup>

Peter Berger et Thomas Luckmann furent les étudiants d'Alfred Schütz et prolongèrent ses travaux en accordant, comme leur prédécesseur, leur attention au savoir ordinaire et quotidien. Ils les prolongèrent en adoptant l'idée selon laquelle toute interprétation du monde est basée sur un stock de « connaissances disponibles » qui fonctionnent comme références. Ce stock apparaît comme une ressource permettant de dépasser la singularité des faits et phénomènes sociaux grâce à une activité de typification du monde social (« la

<sup>94</sup> BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Méridiens-Klincksieck, 1986

<sup>95</sup> MUCCHIELLI, NOY, 2005, p. 21. Les auteurs rassemblent sous l'intitulé « école culturaliste » les travaux qui apparaissent au début du XXe siècle et qui s'attachent à montrer « qu'au niveau d'une société, un ensemble de conditions culturelles identiques ou suffisamment semblables, créent, chez tous les membres de la société, une même façon de voir les choses et de se comporter dans certaines situations typiques ». Sont cités les travaux de Ruth Benedict [1887-1948], d'Abram Kardiner [1891-1960] et de Margaret Mead [1901-1978].

<sup>96</sup> FERREUX Jean, « Entretien avec Thomas Luckmann », *Sociétés*, n°21, 1988

<sup>97</sup> BERGER, LUCKMANN, 1986, p. 7

<sup>98</sup> CORCUFF Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris : Armand Colin, 2007, p. 17

connaissance du monde par l'individu est un système de construction de sa typicalité »<sup>99</sup>). Typifier, c'est pratiquer une lecture sociale des régularités thématiques, interprétatives et pratiques qui réduit l'inconnu au déjà connu ou qui invente et typifie de nouvelles régularités<sup>100</sup>.

La connaissance de cette réalité ne s'offre donc pas à l'individu ; elle résulte d'un travail de construction sociale. C'est à travers un processus de classification et de catégorisation, dans et par le langage, que le monde objectif peut être saisi et « institutionnalisé » (typifié, sédimenté, diffusé). C'est par le langage, comme instrument de sémiotisation, que l'individu s'approprie une réalité sociale qui n'attend pas, patiemment, d'être découverte ; elle est une reconfiguration permanente, œuvre collective issue des interactions sociales, équilibrées ou non. Autrement dit, la réalité sociale n'existe que perçue collectivement<sup>101</sup>.

La tradition empirique institue la sensation comme seul accès à la connaissance de la réalité. De fait, elle pose un regard suspicieux sur le langage. Or l'expérience n'est pas biaisée par le langage ; ce sont les mots qui donnent sens à l'expérience. L'expérience vécue n'est pas plus réelle que la connaissance transmise à travers le langage. Entre les deux, point de distinction en termes de degré de réalité, seulement une distinction en termes

de forme<sup>102</sup>.

Pour Peter Berger et Thomas Luckmann :

- *la société est une production humaine* (externalisation) au sens où la construction sociale de la réalité puise dans la routinisation de l'expérience du monde. L'institutionnalisation « se manifeste chaque fois que des types d'acteurs effectuent une typification réciproque d'actions habituelles ». Les typifications qui sont à la base des institutions sont toujours partagées et « la typification, elle-même typifie à la fois les acteurs et les actions individuelles »<sup>103</sup>.
- *La société est une réalité objective* (objectivation) au sens où le processus de typification, s'il est précaire dans un premier temps, revêt ensuite un caractère immuable qui encourage à ne plus l'interroger. En quelque sorte, la typification devient anonyme. Dès lors, l'individu aborde la réalité sociale comme il aborde la réalité du monde naturel. La fonction de légitimation, qui se développe dans le cours de l'histoire, offre à ces institutionnalisations une dimension normative et cognitive.
- *L'homme est une production sociale* (internalisation) au sens où l'individu comprend la société grâce au rapport qu'il entretient avec les autres dès sa naissance. La socialisation est réussie quand l'individu assimile les typifications transmises par son cercle restreint et qu'il les applique à l'ensemble de la société, à l'autre généralisé. L'individu « n'existe [donc] jamais indépendamment d'un stock socio-historique de

<sup>99</sup> SCHÜTZ Alfred, « Sens commun et interprétation scientifique de l'action humaine », in *Le Chercheur et le quotidien*, Paris : Meridiens-Klincksieck, 1987, p. 12

<sup>100</sup> CEFAL Daniel, « Type, typicalité, typification. La perspective phénoménologique », in QUERE Louis, WIDMER Jean (dir.), *L'enquête sur les catégories*, Paris : Édition de l'EHESS, p. 105-128, 1994

<sup>101</sup> Autorisons-nous un petit détour par la sociologie de l'activité scientifique. Bruno Latour illustre ce constructivisme raisonné par l'exemple des microbes. Dire que Pasteur a inventé les microbes ne signifie pas qu'ils n'existaient pas jusqu'alors ; c'est signifier qu'ils sont devenus, après Pasteur, la source d'une nouvelle lecture du monde. [LATOUR Bruno, *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*, Paris : La Découverte, 2001, p.179]

<sup>102</sup> PETERS John Durham & ROTHENBUHLER W. Eric, « Au-delà de la peur des images. La réalité de la construction », *Hermès*, n°13-14, 1994, p. 27-42, p. 40-41

savoirs et de connaissances collectif qui le dépasse, comme le modèle philosophique d'un sujet transcendantal le supposait »<sup>104</sup>. Ce savoir évoluant au gré des interactions entre les individus ou groupes sociaux.

Derrière le monde objectif se cache donc une activité humaine généralisée. Les auteurs insistent : ce travail de construction est collectif, produit dans l'échange et il s'appuie sur des règles partagées de raisonnement. Autrement dit, sans un consensus minimum, point de réalité ; ou, dans une perspective plus « peircienne », sans accord collectif, pas de vérité.

Un des apports de Peter Berger et Thomas Luckmann est finalement de réhabiliter la communication comme *construction* et *production* et non seulement, dans une conception réductrice, comme *transmission*. La réalité existe mais ne revêt du sens que *dans* la communication et, comme nous le verrons, à *travers* le langage.

Nous adoptons donc une approche constructiviste du langage des médias sans pour autant affirmer que les représentations épuisent le réel. Au sein de la classique opposition sociologique *structure/sujet*, la phénoménologie de Peter Berger et Thomas Luckmann institue l'individu, sa subjectivité et ses rapports interindividuels en origine des processus d'objectivation du monde. Il ne s'agit donc pas de nier la réalité mais d'insister sur l'objectivité construite du monde et sur les processus communicationnels desquels elle émerge. Si, comme avec le constructivisme radical, la conception retenue encourage à déconstruire ce qui apparaît comme donné ou naturel, elle encourage ensuite à s'attacher aux processus de configuration collective de la réalité sociale, à l'enchevêtrement des processus individuels et collectifs.

#### I.4. Le rôle constituant du langage

---

« L'objet des « sciences sociales » ne peut être que sémiotique. Un fait n'est psychologique, historique, social, ou linguistique que pris dans le sens, c'est-à-dire, de façon directe ou indirecte, dans le langage »<sup>105</sup>, avance Pierre Achard quand il s'interroge sur le rapport de la sociologie au langage. L'auteur encourage à retenir d'Austin « le constat global de la performativité »<sup>106</sup>. Il ne s'agit pas de s'interroger sur ce que dit le texte mais sur ce qu'il fait. Afin de préciser les processus qui peuvent conduire à un monde commun, nous insistons sur les travaux de Louis Quéré qui reprend l'approche phénoménologique d'Ernst Cassirer, pour qui :

**« Il faut admettre une relation essentielle et nécessaire entre la fonction fondamentale du langage et la représentation des objets. La représentation « objective » n'est pas le point de départ du processus de formation du langage mais le but auquel ce processus conduit [...] Le langage n'entre pas dans un monde de perceptions objectives achevées, pour adjoindre seulement à des objets individuels donnés et clairement délimités les uns par rapport aux autres des « noms » qui seraient des signes purement extérieurs et arbitraires ; mais il est lui-même un médiateur dans la formation des objets [...] le médiateur par excellence, l'instrument le plus important et le plus précieux pour la conquête et pour la construction d'un vrai monde d'objet. »<sup>107</sup>**

<sup>105</sup> ACHARD Pierre, « Formation discursive, dialogisme et sociologie », *Langages*, n°117, p. 82-95, 1995

<sup>106</sup> *idem*, p. 85

<sup>107</sup> CASSIRER Ernst, *Essais sur le langage*, Paris : Editions de minuit, 1969, p. 44-45

Les propositions de Louis Quéré sur le rôle constituant du langage nous sont d'autant plus précieuses qu'elles s'inscrivent, en partie, dans une réflexion sur le concept d'événement. L'auteur encourage, dans un premier temps, à fuir le préjugé du monde objectif selon lequel la réalité s'offrirait à l'individu sous la forme d'entités distinctes et individualisées ; le langage ne vient pas « après coup » nommer, désigner ou communiquer une réalité indépendante et préformée en des entités clairement définies les unes par rapport aux autres. Dès lors, son investigation sur le rôle constituant du langage se pose ainsi :

**« Le monde social dont nous faisons l'expérience dans la vie courante est un monde structuré qualitativement en entités discrètes et individuées, appréhendables par la perception et descriptibles dans le langage ; ces entités sont des objets, des faits, des événements, des actions, des états mentaux, des personnes, des relations, des processus, des institutions, etc. Comment se fait cette structuration qualitative ? En quoi le langage y est-il impliqué ? »**<sup>108</sup>

Les coordonnées spatio-temporelles de l'événement constituent une première rupture dans le flux de la réalité mais celle-ci ne recouvre pas, loin s'en faut, le concept d'événement tel que le conçoit l'auteur. Pour définir le processus par lequel un événement devient signifiant et, par là même, un objet du monde commun, Louis Quéré propose le concept d'« individuation » qu'il définit comme la détermination et la stabilisation de l'identité à la fois singulière et générique de l'événement. En effet, le parcours interprétatif de l'individuation concilie, d'une part, une montée en généralité de l'événement qui permet de le catégoriser, de rendre manifeste son caractère typique en accentuant les traits identificatoires au détriment des traits superfétatoires grâce à un « contexte de description » ; et, d'autre part, un retour du général au singulier puisque l'événement doit se singulariser au sein de son type même pour exister. Ce double mouvement n'est pas instantané et l'identité d'un événement est toujours précaire.

L'individuation est le résultat d'un parcours interprétatif qui se cristallise autour de trois dimensions : le choix d'un *contexte de description* -l'événement n'existe que sous une description-, une *mise en intrigue* qui s'instaure à travers la narration de ce qui est arrivé et qui participe à transformer un enchaînement d'occurrences en une totalité intelligible, enfin, un travail de *normalisation* qui consiste principalement à manifester le caractère typique de l'événement à travers son rapprochement avec d'autres événements.<sup>109</sup>

Quand elle est réalisée, l'individuation contraint les questions que l'on se pose, les explications que l'on donne mais aussi le réseau sémantique que l'on mobilise ; elle tient d'un « voir comme » qui associe l'événement à une catégorie. Louis Quéré exploite un exemple simple : identifier un événement -une manifestation de rue qui apparaît à travers ses caractéristiques spatio-temporelles - en le catégorisant et donc en le convertissant en un objet sémiotique – c'est « une émeute »- configure la manière de le décrire et de l'expliquer, configure également son champ problématique<sup>110</sup>. Ainsi, si l'événement n'existe que sous une description qui l'individualise et le socialise en l'inscrivant au sein d'un ordre social, le langage apparaît alors à la fois comme dépendant du contexte de description et un élément même de ce contexte, de cette situation. L'identification de l'événement « émeute »

<sup>108</sup> QUERE Louis, « Le langage dans l'organisation sociale de l'expérience », *Sociétés contemporaines*, n°18-19, p. 17-41, 1994

<sup>109</sup> QUERE Louis, « L'espace public comme forme et comme événement, in ISAAC Joseph (dir.), *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Editions Recherches, Paris, p. 93-110, 1995, p. 105

<sup>110</sup> *idem*, p. 95-96

configure aussi, et c'est là l'illustration de la dimension pragmatique de l'individuation, l'activité et les pratiques des individus. Le langage produit ainsi des effets de contraintes, s'impose à travers son caractère coercitif, nous affecte et nous fait réagir :

**« L'idée importante de ce point de vue est que la description sous laquelle l'événement est identifié organise son analysabilité : elle circonscrit le domaine dans lequel on peut manifester sa typicité, trouver des événements comparables, identifier des causes et des effets, construire un passé et un futur, définir la situation et [...] structurer le champ pratique associé à l'événement. »**<sup>111</sup>

L'individuation relève ainsi d'une socialisation de l'événement au sens où elle l'inscrit dans un ordre social, au sens où elle exemplifie un type possible d'occurrence, au sens, enfin, où elle vise un monde commun. Bref, elle conduit à l'accord sur la définition de l'événement nécessaire à la communication et à la compréhension commune. Il ne s'agit définitivement plus de s'interroger sur l'existence de la réalité mais sur son processus collectif de constitution objectivée.

## II. Phénoménologie et rôle constituant du langage : enjeux pour l'analyse des discours médiatiques

L'approche phénoménologique parcourt les disciplines des sciences humaines et sociales (sociologie, philosophie, SIC...) et ne constitue en rien une école de pensée. Il n'existe ni concept, ni théorie figée derrière lesquels l'ensemble des auteurs se reconnaissent. Pourtant, et bien qu'elle ne se prête donc que très difficilement à la réduction, nous encourageons à en retenir cinq points qu'il s'agit d'interroger au prisme de notre objet d'analyse, le langage des médias :

- un refus de l'illusion positiviste qui ne conduit néanmoins pas à abolir le réel (ce dernier, indéterminé, existe ; c'est sa connaissance objectivée –la réalité- qui est construite) ;
- la connaissance du monde trouve son origine dans un processus de typification ;
- cette typification relève d'une schématisation et donc d'une simplification ;
- la réalité sociale est construite dans l'interaction ;
- elle relève donc d'une co-construction ;
- la co-construction sociale de la réalité trouve sa raison d'être dans la nécessité sociale d'un monde commun.

### II.1. Se dégager d'une problématique de la représentation

---

Cette partie de la thèse est présentée comme un « parcours théorique » : n'hésitons donc pas à revenir sur le cheminement intellectuel qui a contribué à définir notre approche du langage des médias. Car, en effet, l'apprenti chercheur comprend, plus ou moins rapidement, que la perspective de travail adoptée en début de thèse n'est pas définitive et qu'elle peut largement évoluer. Ainsi, dans une première perspective de travail, il s'agissait d'analyser « la représentation de l'altermondialisation dans la presse ». Nous nous

<sup>111</sup> *idem*, p. 104

permettons de glisser ici un extrait du tout premier document remis à Jean-François Tétu, notre directeur de thèse :

**« En s'attachant au traitement médiatique d'un phénomène ou d'un événement, nous faisons toujours face au problème de la connaissance préalable de l'objet de la représentation. Est-il nécessaire de l'analyser et si oui, dans quelle mesure ? Dans notre perspective, deux raisons encouragent à ne pas privilégier la position radicale qui consisterait à analyser uniquement la dimension symbolique de la représentation. D'une part, la nouveauté apparente du phénomène analysé impose un travail préalable de présentation des premiers travaux qui s'attachent au mouvement altermondialiste. Il s'agit tout simplement de savoir de quoi nous parlons et surtout de quoi nous parle la presse. D'autre part, l'intérêt de ce travail préalable est de préserver la possibilité de comparer la représentation médiatique du mouvement –objet de notre travail- à ses caractéristiques « concrètes »-objet de la sociologie ou des sciences politiques. Ces rapides considérations méthodologiques précèdent un retour sur les théories de la sociologie des actions collectives qui doit, par la suite, faciliter notre travail de présentation du mouvement altermondialiste. »<sup>112</sup>**

La perspective, originellement envisagée, et, comme le note Alice Krieg-Planque, dans laquelle s'inscrit la majorité des travaux traitant de « la représentation de... », postule l'existence d'une réalité que le langage médiatique viendrait déformer<sup>113</sup>. Cela conduit à une analyse en termes de biais : il existerait alors, d'un côté, une « réalité vraie », de l'autre, une représentation biaisée, faussée<sup>114</sup>.

Or, l'approche phénoménologique nous encourage à nous détourner de la dialectique *réel/représentation*, du moins telle qu'elle est instaurée dans ce type d'études. En effet, elle implique l'idée d'une réalité sociale indépendante que les médias ne viendraient que nommer. Or, dès 1974, Marc Paillet note à l'encontre du projet journalistique :

**« Le flot des événements est immense et continu. Il concerne les individus et les groupes, les atomes et les galaxies, les faits et les idées, les nanosecondes et l'éternité [...] Il tisse une trame infinie, un continuum sans limite. Qui plus est, il ne constitue pas une donnée définitive. Il est émergence continue et complexe sous tous les aspects qu'on peut imaginer. Il nous bouscule. De plus en plus violemment. Le ressaisissement du réel est un labeur de Sisyphe. Quant au flux événementiel lui-même. Quant au contenu et à la forme aussi. »<sup>115</sup>**

Quelques années après, c'est Eliseo Veron qui rappelle en préalable à son étude fondatrice sur l'accident de *Three Mile Island*:

<sup>112</sup> AUBOUSSIER Julien, « *Sociologie du mouvement altermondialiste* », document de travail, 38 pages.

<sup>113</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, « « Formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique », *Semen*, n°21, p. 19-47, « Catégories pour l'analyse du discours politique », 1999, p. 34

<sup>114</sup> Nous pourrions nous voir rétorquer qu'évoquer la *représentation*, par exemple, d'une licorne ou d'un elfe ne nécessite pas la référence à une « réalité vraie », que de telles représentations existent par elles-mêmes, certes ; mais c'est là convoquer l'espace de l'imagination créative (espace dans lequel la représentation peut faire fi d'un quelconque référent). Or, le contrat originel qui lie un lectorat à une institution médiatique suppose que cette dernière relaie le monde réel et non un monde fantasmé. Notre propos s'attache donc uniquement aux discours médiatiques comme discours *contractuellement* vraisemblables.

<sup>115</sup> PAILLET 1974, p. 24

**« Les événements sociaux ne sont pas des objets qui se trouveraient tout faits quelque part dans la réalité et dont les médias nous feraient connaître les propriétés et les avatars après coup avec plus ou moins de fidélité. Ils n'existent que dans la mesure où ces médias les façonnent »<sup>116</sup>.**

Privilégier une analyse en termes de biais, c'est finalement adopter la posture d'une partie de la sociologie (critique) de la mobilisation qui s'évertue à traiter des mobilisations collectives dans les médias en termes de traitement « positif » ou « négatif ». Un traitement positif est alors généralement assimilé à un traitement perçu comme « objectif », c'est-à-dire reflétant fidèlement les diverses stratégies de présentation de soi promues par les entrepreneurs de la mobilisation. Cette logique inscrit l'analyste dans la même posture que les groupes militants qui condamnent régulièrement les médias pour la représentation tronquée et négative (« la mauvaise image ») qu'ils diffusent de leurs mobilisations.

Bref, dans une perspective naturaliste, les médias viendraient décrire une réalité objective que, consciemment ou non, ils déformeraient. Si la posture critique est souvent séduisante, reste qu'en *comparant* –c'est le mot-, le contenu médiatique à la réalité, l'analyse « *conduit plus sûrement au débat d'opinion ou axiologique sur les représentations du monde véhiculées par les médias et sur la domination symbolique qu'elles reproduiraient, qu'à une connaissance des processus sociaux des productions symboliques.* »<sup>117</sup>

Par ailleurs, et bien que nous y reviendrons largement quand nous traiterons du *sujet journal*, ajoutons que prétendre analyser la représentation médiatique de tel ou tel événement encourage à penser le langage médiatique comme un langage autonome. Or, la médiatisation d'un événement n'est pas un résultat mais un processus complexe résultant de l'interaction entre divers acteurs sociaux<sup>118</sup>. Se focaliser sur les médias ne doit donc pas conduire à faire l'impasse sur les discours qui alimentent en amont les discours médiatiques. Car ce serait courir le risque d'un média-centrisme réducteur qui fait l'économie d'une réflexion, pourtant nécessaire, quant à la nature de l'espace public.

Les limites de l'analyse en termes de biais et l'approche lacunaire du processus de médiatisation sont rapidement stigmatisées par Erik Neveu et Louis Quéré dans la présentation du double numéro de *Réseaux* relatif à la notion d'événement :

**« Cette forme de constructivisme (qui peut être dénonciatrice, démystificatrice ou simplement descriptive) est menacée d'incohérence sur un aspect central, puisqu'elle tend à abandonner le parti constructiviste aussitôt franchies les frontières du monde médiatique, pour se cantonner dans un réalisme sans ambitions pour tout ce qui concerne l'amont de la médiatisation. Le risque est alors grand d'adopter une conception positiviste classique qui distingue les faits bruts et leur interprétation. Ce qui entre dans la machine médiatique est alors de l'ordre des occurrences brutes, déjà définies (on sait par exemple de quoi il**

<sup>116</sup> VERON 1981, p. 6

<sup>117</sup> UTARD Jean-Michel, *De l'énonciation aux pratiques discursives. Pour une analyse interdisciplinaire du discours des médias*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Jean-François Tétu, Université Lyon II, IEP de Lyon, 2005, p. 13. Nous reprenons ici l'auteur bien que ses propos s'inscrivent dans une perspective quelque peu différente de la nôtre : Jean-Michel Utard, dans son mémoire d'habilitation, ne s'attache pas, contrairement à nous, à relativiser la légitimité des études qui se posent en termes de représentation mais à condamner celles qui se posent en termes de « contenu ».

<sup>118</sup> DELFORCE Bernard, NOYER Jacques, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Etudes de communication*, « La médiatisation des problèmes publics », n°22, p.13-39, 1999

**s'agit) que les médias n'auraient plus qu'à sélectionner, hiérarchiser, habiller, interpréter. »**<sup>119</sup>

Il ne s'agit pas d'adopter la radicalité d'Alice Krieg-Planque qui condamne sévèrement les travaux qui se posent en termes de « représentation de »<sup>120</sup>. Il s'agit plus humblement de constater que ces travaux ont peut-être tendance à rabattre la notion de « représentation » sur le sens commun. Au-delà, nous semble-t-il, d'un simple débat terminologique, nous croyons que les travaux condamnés par Alice Krieg-Planque doivent être abordés avec une vigilance accrue tant le constructivisme promu conduit à une distinction arbitraire entre le monde objectif et l'espace du langage, tant la notion de construction encourage, dans ces travaux, à extraire le phénomène du monde social où il est inscrit. Cette distinction illustre une approche réaliste à la fois du symbolique et de l'espace social<sup>121</sup>. Dans notre perspective, il semble que la signification accordée à un événement intègre sa définition même, sa réalité. Il ne s'agit pas de nier l'existence de « la coupure sémiotique qui sépare le signifiant du réel »<sup>122</sup> mais d'affirmer que tout se passe là, dans cet entre-deux, espace de la médiation et de l'institution (en fait, de la communication) perçu comme processus et non comme résultat.

## II.2. Se dégager d'une conception du *pouvoir* en termes de domination

---

La question du « pouvoir des médias »<sup>123</sup>, est à l'origine d'une vaste littérature dont les fondements se trouvent aux Etats-Unis dans les années 1940. Dans sa plus simple définition, le pouvoir renvoie à la *capacité d'imposer à autrui* : il n'est donc pas surprenant que la question du pouvoir des médias se soit développée parallèlement à celle, tout aussi épineuse, de leurs effets.

Une partie des études s'attachant à cette question propose une approche mécanique du concept de pouvoir au sens où les médias sont perçus comme produisant une force (directe ou indirecte, à court ou moyen terme, ponctuelle ou continue, etc.) issue « de l'extérieur ». C'est bien entendu le cas dans le modèle, forgé par Harold D. Laswell, de la « seringue hypodermique » dans lequel les idées et les attitudes à adopter sont directement injectées dans le cerveau d'individus non-socialisés, amorphes et vulnérables<sup>124</sup>. C'est aussi le cas au sein des théories de la domination idéologique et de la mystification des masses pensées

<sup>119</sup> NEVEU Erik, QUERE Louis, « Présentation », *Réseaux*, « Le temps de l'événement », n°75, p. 7-19, 1996, p. 11. Le propos se retrouve chez Bernard Delforce et Jacques Noyer quand ils mettent en garde : « [...] on se trouve parfois aux limites d'une attitude pour le moins paradoxale où, s'inscrivant pourtant dans un paradigme constructiviste, on voudrait que le journaliste y échappe », [DELFORCE, NOYER, 1999, p. 16]

<sup>120</sup> KRIEG-PLANQUE, 1999

<sup>121</sup> QUERE Louis, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris : Aubier, 1982

<sup>122</sup> LAMIZET Bernard, « La construction médiatée des acteurs politiques. Pour une critique renouvelée de la raison publique », in Dragan Ioan (dir.), *La communication politique*, L'Harmattan, Paris, p. 251-277, 1999, p. 255

<sup>123</sup> L'usage des guillemets illustre ici le caractère figé de la formule.

<sup>124</sup> LASWELL D. Harold, *Propaganda Techniques in the World War*, New York : Knopf, 1927

ensuite par l'Ecole de Francfort<sup>125</sup>. Là où Harold D. Laswell pense *l'influence directe*, Max Horkheimer, Theodor Adorno, Herbert Marcuse pensent *l'acculturation progressive des masses*.

Les différentes théories des effets limités, si elles réfutent la linéarité des modèles précédents, privilégient encore une lecture verticale du pouvoir. Ainsi, Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, et leur modèle du *Two step flow of communication*, insistent sur l'importance du réseau interpersonnel dans l'assimilation des messages et notamment sur celle des « leaders d'opinion », véritables relais entre les messages et les publics<sup>126</sup>. De même, en Grande-Bretagne principalement, la thèse culturaliste avance que les médias diffusent une idéologie dominante mais que la réception est distanciée, critique et dépendante de la position des individus dans la division sociale du travail et de leur culture. Les limites de ces théories tiennent sans doute au fait qu'elles s'attachent à la communication médiatique uniquement sous l'angle de la persuasion. De plus, ces études se cantonnent souvent aux périodes d'élections : elles s'attachent donc à la question d'« un pouvoir à court terme » des médias et tendent à réduire la fonction politique des médias à une influence sur le vote<sup>127</sup>.

Les efforts de complexification des processus d'assimilation des messages et de recontextualisation de l'instance de réception sont ensuite largement poursuivis. C'est notamment la théorie de *l'agenda setting* selon laquelle les médias n'imposent pas d'opinion mais focalisent l'attention sur certains événements, phénomènes et enjeux sociaux<sup>128</sup>. Ce sont aussi les prémices d'une médiologie, à dimension encore prophétique, qui s'attachent à l'influence du média comme technologie<sup>129</sup>.

Accepter le rôle constituant du langage et son statut de médiateur dans la construction sociale de la réalité, c'est se re-poser la question du pouvoir des médias. Pour reprendre Gilles Deleuze dans son travail sur Michel Foucault : « *on ne demande pas « qu'est-ce que le pouvoir ? et d'où vient-il ? » mais « comment s'exerce-t-il ? »* »<sup>130</sup>.

### II.3. Privilégier le pouvoir de fondation des médias

---

A la suite des travaux de Louis Quéré, nous sommes tentés d'appréhender le pouvoir des médias comme la capacité de ces derniers à construire un monde d'objets : le pouvoir des médias ne serait « que » pouvoir de fondation d'un monde commun. Non coercitif, ce pouvoir est pourtant immense du fait, d'une part, qu'il fonde la communauté, d'autre part, qu'il constitue l'origine de l'ensemble des autres pouvoirs.

Si les médias dits d'information sont une instance d'objectivation sociale, peut-être faut-il rappeler immédiatement qu'ils ne sont pas les seuls. L'ensemble des productions

<sup>125</sup> ADORNO Theodor W., « L'industrie culturelle », *Communications*, n°3, 1964 ; MARCUSE Herbert, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris : Editions de Minuit, 1968

<sup>126</sup> KATZ Elihu, LAZARSELD Paul, *Personnal Influence*, Glencoe : Free Press, 1970.

<sup>127</sup> Pour un panorama des critiques adressées au modèle des effets limités : KATZ Elihu, « La recherche en communication depuis Lazarsfeld », *Hermès*, n°4, p. 77-91, 1989

<sup>128</sup> Initiée par : Mc COMBS M, SHAW D, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quarterly*, n°36, p.176-187, 1972

<sup>129</sup> Initiée par : McLUHAN Marshall, *Understanding Media*, New-York : Mc Graw-Hill, 1964

<sup>130</sup> DELEUZE Gilles, « Les stratégies ou le non-stratifié : la pensée du dehors (Pouvoir) », in DELEUZE Gilles, *Foucault*, Paris : Editions de Minuit, 2004, p. 78

médiatiques, l'ensemble des industries culturelles, fictions comprises donc, sont des instances d'objectivation sociale<sup>131</sup>. Le réseau interpersonnel (et, en premier lieu, la famille) offre également à l'individu des ressources d'objectivation. A titre d'exemple, la famille reste l'espace de la construction sociale du père, et ce, même si cette construction est ensuite relayée par l'instance médiatique (notamment les fictions). Ces ressources d'objectivation peuvent naturellement entrer en concurrence avec celles offertes par les médias d'information.

Pourtant, nous maintenons que les médias d'information constituent une ressource privilégiée dans le cadre de la connaissance de la réalité sociale. C'est qu'ils tendent à stabiliser et à instituer un monde avec lequel nous n'entretenons que très rarement des relations directes et personnelles. Louis Quéré :

**« Les media ne font rien aux individus mais, néanmoins, ces derniers ne peuvent plus se passer des media sous peine d'altérer leur capacité de penser et d'agir, c'est-à-dire de régresser vers l'expérience fataliste d'une totalité indistincte et chaotique ».**<sup>132</sup>

Dans une autre perspective, c'est également ce qu'avance Elisabeth Noelle-Neumann quand elle s'attache à l'opinion publique :

**« On soutient généralement que les mass-médias ont une influence sur l'opinion publique, mais en fait ce rapport est rien moins que clair. Les mass-médias appartiennent au système par lequel l'individu acquiert son information sur son environnement. Pour toutes les questions qui ne relèvent pas de sa sphère personnelle, il est presque totalement dépendant des mass-médias tant en ce qui concerne les faits eux-mêmes, que pour l'évaluation du climat de l'opinion. Il réagira en règle générale à la pression de l'opinion dans la forme où celle-ci est rendue publique. »**<sup>133</sup>

La « distance » évoquée par Louis Quéré et Elisabeth Noelle-Neumann ne serait suspecte que si, et seulement si, nous retrouvions la conception empiriste selon laquelle seule la sensation et l'expérience directe permettraient d'accéder à la réalité. Dans notre perspective, la distance est affranchie de cette suspicion car elle se trouve abolie par le rôle constituant du langage (la question ne se pose plus en quelque sorte). Ainsi, notre conception des médias comme principaux garants de la construction d'un monde d'objet tient à leur capacité à stabiliser les institutions –au sens de Peter Berger et Thomas Luckmann- et de les légitimer en les mettant en circulation dans un rapport dialogique avec les institutions passées et futures.

En définissant le pouvoir des médias comme pouvoir de dire le monde commun, comme pouvoir de construire un monde d'objets partagés, l'analyse se distingue de l'ensemble des études qui s'attachent aux différences entre titres de presse. Il nous semble que la prétention au dévoilement des différences, généralement perçues comme autant de critères pour classer les discours par la proximité qu'ils entretiennent avec la réalité, est une base de la littérature dite critique. Yves de la Haye propose une autre interprétation. Il perçoit cette posture comme :

---

<sup>131</sup> MACE Eric, *Les imaginaires médiatiques. Une sociologie post-critique des médias*, Paris : Edition Amsterdam, 2006

<sup>132</sup> QUERE, 1982, p. 153

<sup>133</sup> NOELLE-NEUMANN Elisabeth, « La spirale du silence », *Hermès*, n°4, p. 181-187, 1989, p. 186-187

**« [...] rassurante pour les idéologues de la démocratie libérale qui voient dans l'éventail de la presse la correspondance symbolique de l'hémicycle du parlement, cette revue comparative des journaux ne s'arrête pas aux ressemblances, à tout ce qui fait aujourd'hui de l'écriture de presse un ensemble de genres prévisibles, à tout ce qui fait aujourd'hui des rubriques spécialisées autant de petits centres de rhétoriques balisés, à tout ce qui du point de vue technico-économique installe en amont et en aval du travail des journalistes des procédures de conditionnements communes. »<sup>134</sup>**

Les mondes communs sont multiples. Chacun est, en effet, propre à une communauté (souvent nationale dans le cas de la presse, parfois plus restreinte)<sup>135</sup>. Sans doute pouvons-nous même dire qu'un monde commun participe à fonder la communauté en lui offrant les institutions *sur* et à *travers* lesquelles parler. Le monde commun est donc un monde stable et organisé qui offre des ressources (catégories, identités...) à l'identification, à la discussion et à l'action. Il propose un rapport spécifique au monde et participe au lien social en s'imposant comme une médiation efficace entre le singulier et le collectif (*je* et *nous* vivons dans le même monde). Ainsi, pour Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu : « *Dans les sociétés où la dispersion des territoires ainsi que l'hétérogénéité des statuts, des professions et des cultures fait qu'il ne peut y avoir entre les expériences de continuité organique, les médias sont l'écran où une communauté se ressaisit dans le partage des événements* »<sup>136</sup>. Le journal offre, à travers son dispositif, une « mise au monde »<sup>137</sup> ; il met en relation l'individu et la communauté par la médiation d'un monde commun. De là, nous pouvons conclure que chaque événement ne revêt un sens qu'au sein d'un univers discursif donné. Loin de n'être que transmission, l'activité des médias participe ainsi à l'élaboration de nouvelles formes culturelles sur lesquelles se fonde la communication.

#### II.4. D'une objection (parmi d'autres)

Si les médias sont l'instance privilégiée d'objectivation d'un monde avec lequel nous n'entretenons pas de relations personnelles, nous pourrions conclure que les médias peuvent finalement dire *tout et n'importe quoi*.

Ce raisonnement, typique d'une certaine condamnation polémique du constructivisme<sup>138</sup>, ne semble pas tenir pour quatre raisons :

<sup>134</sup> DE LA HAYE 2005, p. 32-33

<sup>135</sup> ESQUENAZI, 2001, p. 31

<sup>136</sup> MOUILLAUD, TETU 1989, p. 122

<sup>137</sup> *idem*, p. 22

<sup>138</sup> GAUTHIER Gilles, « Journalisme et réalité : l'argument constructiviste. Une nouvelle vulgate pour la communication », *Communication et langage*, n°139, p. 17-25, 2004. L'approche polémique de l'auteur consiste en une démonstration par l'absurde des limites du constructivisme tel qu'il est généralement appliqué à la pratique journalistique. Pour Gilles Gauthier, l'argument constructiviste biaiserait la question de la responsabilité des journalistes. Notons que les questions liées à la *responsabilité* offrent une prise, souvent privilégiée, aux détracteurs de l'argument constructiviste. Rappelons-nous d'Alan Sokal et de l'une des raisons revendiquées de son canular : montrer que le constructivisme social « postmoderne » nuit au « réel » combat social que doit mener la gauche américaine. Pour une lecture et une analyse de l'affaire et de ses implications épistémologiques : JEANNERET Yves, *L'affaire Sokal ou la question des impostures*, Paris : PUF, 1998.

- Le monde phénoménal existe en dehors de tout processus humain d'institutionnalisation, et ce dans un espace régi par des rapports de causalité. Le monde commun constitué par l'information est fondé sur un réel qui lui préexiste, un réel contraignant auquel les médias ne peuvent échapper. Il offre un matériau aux journalistes, il offre des ressources à l'institutionnalisation du monde commun. Sans ce rapport au monde phénoménal, l'information s'effondre. Le monde commun avec.
- La construction de la réalité sociale est le fruit de la communication. Elle apparaît à travers les processus d'échange et de circulation des savoirs et s'impose donc comme co-construction. « Le travail de l'information qui n'opère jamais sur une réalité brute a ceci de particulier qu'il capte et structure la circulation sociale d'un ensemble de discours, au service de la production de l'objet « information », réglant ainsi, par la textualisation et sa polyphonie, le geste de renvoi à la réalité. »<sup>139</sup> D'une part, il est impossible d'imaginer qu'un sujet (même collectif) puisse faire valoir, de manière autonome, une interprétation du monde social qui ne prendrait pas en compte les interprétations concurrentes. Chaque interprétation entretient en effet un rapport dialogique avec l'ensemble des autres interprétations proposées. D'autre part, la production du sens est une co-construction en ce que le processus de réception est également un processus de requalification, de relecture, de réinterprétation. Autrement dit, les objets du monde social ne sont pas statiques et réifiés : ils sont « activité, interaction, construction et reconstruction incessante »<sup>140</sup>.
- La vraisemblance comme « rapport spécifique entre l'énoncé et la réalité » constitue « un fondement du discours »<sup>141</sup>, qui plus est du discours médiatique et de son contrat de crédibilité. Quel que soit le degré d'engagement de l'informateur, la vraisemblance relève d'un « réel de supposition, d'ordre aléthique, la vérité étant quelque chose qui ne relève que du possible »<sup>142</sup>. Reste que ce devoir de vraisemblance contraint largement la presse en lui interdisant de fuir l'évidence. Tout discours veut d'abord convaincre de sa validité.
- La dernière raison qui interdit l'assimilation du constructivisme à une possible subjectivité radicale des médias (la possibilité de dire *tout et n'importe quoi*) tient, là encore, à l'existence du contrat implicite qui lie un journal à son lectorat<sup>143</sup>. Il ne s'agit plus ici d'insister sur la nécessaire vraisemblance du discours mais sur les modalités de prise en compte du lectorat. Un titre de presse entretient un rapport de proximité avec son lecteur. Cette proximité l'encourage à inscrire ses discours dans l'opinion et l'imaginaire supposés de son lectorat. Nous percevons dans le processus de maintien du contrat (et de sa visée de captation) un va-et-vient permanent entre une presse qui produit en fonction de l'opinion supposée de son lectorat et un public qui est dépendant des médias pour évaluer l'opinion commune. Comme l'indique Bernard Lamizet, l'événement « acquiert son sens quand il peut faire partie des ressources de notre imaginaire [celui du lectorat] » (l'individu fait très rarement l'expérience personnelle de l'événement)<sup>144</sup>. Il s'établit ainsi dans la nécessaire stabilisation d'un monde commun un rapport de dépendance entre les médias et leurs publics.

Peut-être pouvons-nous alors privilégier la perspective de Daniel Cefaï pour qui le terme de configuration est à privilégier au détriment de celui de construction qui :

**« [...] laisse entendre que les enjeux cognitifs et normatifs [...] sont indéfiniment manipulables, que les critères de leur appréhension et de leur appréciation sont arbitraires ou artificiels ; c'est ouvrir la porte à toutes formes de scepticisme et**

**de cynisme, auxquels n'échappe pas la critique de la domination qui prête aux « dominants » un pouvoir de produire des illusions et cantonne les « dominés » dans l'impuissance de la seule consommation de ces illusions.»<sup>145</sup>**

Enfin, pour reprendre Bernard Delforce, ce qui est en jeu est certainement moins la question de l'adéquation entre le discours des médias et la réalité que celle de la construction du sens de la réalité et des débats qu'elle provoque.<sup>146</sup>

## II. 5. Le monde commun est aussi espace social

L'idée d'un monde commun n'implique nullement le désamorçage des luttes et conflits qui traversent la société. C'est ce que rappelle Géraldine Muhlmann dès l'introduction de son passionnant *Du journalisme en démocratie* :

**« Il demeure que le geste de rassembler la communauté démocratique dans les représentations médiatiques « communes » ne tue pas toute conflictualité. Finalement, c'est peut-être ici que la réflexion sur la démocratie « désidéalisée », devient vraiment intéressante : comment la démocratie joue-t-elle en même temps le rassemblement et le conflit ? Et comment ces deux gestes peuvent-ils s'imbriquer dans le regard du journaliste sur le monde ? »<sup>147</sup>**

L'auteur cherche et trouve des éléments de réponse dans les écrits de l'école de Chicago et plus spécifiquement dans ceux de Robert Ezra Park sur le journalisme. Pour ce dernier, l'information « remplit à peu près les mêmes fonctions pour le public que la perception pour l'individu, c'est-à-dire qu'elle n'informe pas tant le public qu'elle ne lui permet de s'orienter, signalant à tout un chacun ce qui se passe »<sup>148</sup>. Stimulante, la lecture que fait la philosophe des écrits du sociologue la conduit à envisager l'activité des médias comme fondamentalement double : les médias participent à la fois à l'intégration de la communauté et à la préservation de la conflictualité, propre à une démocratie non sclérosée. Cette observation, relayant une approche du conflit comme forme de socialisation, illustre l'influence de Georg Simmel sur le sociologue<sup>149</sup>. Robert Ezra Park reprend aussi à ce dernier sa théorie de l'objectivation. Poursuivant sa lecture des écrits du sociologue, Géraldine Muhlmann :

**« Le conflit entre deux personnes comme entre une multiplicité d'individus finit par produire des « objets communs » qui ont pour tous le même sens. C'est ce qui permet de faire apparaître dans une société des « formes communes » au-delà des différences entre points de vue ou « vécus subjectivement ». Pour**

<sup>145</sup> CEFAÏ Daniel & TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2002, p. 48

<sup>146</sup> DELFORCE Bernard, « Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme », *Questions de communication*, n°6, p. 111-134, 2004. Cet article est une réponse aux arguments avancés par Gilles Gauthier [GAUTHIER, 2004]

<sup>147</sup> MUHLMANN Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris : Payot, 2004, p. 23

<sup>148</sup> PARK Robert Ezra, « De l'information comme forme de connaissance », *Le journaliste et le sociologue. Robert E. Park*, Paris : Seuil, 2008, p. 66-90, p. 77. Indiquons que c'est dans cet article que le sociologue introduit l'exemple désormais classique et passé à la prospérité : un chien qui mord un homme n'est pas une information ; un homme qui mord un chien en est une (p.78-79). Texte originellement paru : « News as knowledge », *American Journal of Sociology*, XLV/5, 1940, p. 669-686.

<sup>149</sup> SIMMEL Georg, *Le conflit*, Paris : Circé, 1992. Ce texte est le chapitre 4 de l'ouvrage : SIMMEL Georg, *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF, 1999

**Park, ces « objets » communs, construits aussi par l'échange pluriel, ce sont les « faits ». »<sup>150</sup>**

Nous nous inscrivons dans le même mouvement en avançant que le monde commun proposé par les médias est la condition même des conflits d'interprétation. Dans un même élan, le monde commun est ce qui permet le conflit tout en participant à l'organiser. Dans cette perspective, ce que diffusent les médias relève d'un savoir « empirique, pratique, orienté vers l'agir »<sup>151</sup>. De fait, la communauté ainsi fondée n'est pas seulement culturelle –monde-commun-, elle est aussi politique en ce qu'elle permet l'idéal « participatif » de la démocratie.

Il ne s'agit donc pas d'abandonner l'idée de changement social ou d'« historicité »<sup>152</sup>. L'espace social reste un espace d'affrontement politique et idéologique dont le monde commun rend compte. Si le monde commun est structurellement stable, il est aussi un lieu de pouvoir au sein duquel les acteurs sociaux luttent pour l'accès aux *moyens de production de la réalité*. Cette lutte serait sans doute difficilement concevable si elle ne pouvait prendre appui sur une réalité partagée : celle-ci permet notamment de déclencher la dynamique argumentationnelle en fixant l'indispensable horizon commun à partir duquel les opinions peuvent se confronter<sup>153</sup>.

Ainsi, il ne s'agit donc pas de nier l'idée même de pouvoir mais d'en recentrer les enjeux. Les médias sont l'instance contemporaine privilégiée d'objectivation et, en ce sens, ils contribuent à définir l'individu dans sa relation à la société<sup>154</sup>. Cette connaissance objectivée favorise un sens commun dans un monde intersubjectif et éloigne le spectre du chaos –à *chacun son monde*. Au contraire, la communication (médiatique) apparaît, par la médiation du langage, un élément important de constitution de l'ordre social.

Retrouvant ainsi la sociologie de la connaissance de Peter Berger et Thomas Luckmann, nous abordons l'espace médiatique comme un espace privilégié pour observer l'objectivation, l'institutionnalisation et la circulation des savoirs et des connaissances portant sur le monde et la société. Finalement, ce que *proposent* les médias est un rapport spécifique et partagé au monde. Comme le note Robert E. Park, l'information diffusée relève ainsi d'une forme de connaissance<sup>155</sup>.

S'il y a pouvoir, c'est donc avant tout un « pouvoir de fondation [...] corrélatif de leur fonctionnement comme supports pratiques d'un mode historique d'objectivation de la médiation symbolique ». Les médias construisent ainsi « le théâtre des pratiques sociales » et donnent « une assise à l'identité et à l'action individuelle et collective »<sup>156</sup>. Autrement dit, si les médias sont effectivement les « vrais maîtres du monde »<sup>157</sup> selon la formule de Pierre

<sup>150</sup> MUHLMANN, 2004, p. 225

<sup>151</sup> *idem*, p. 235

<sup>152</sup> TOURAINÉ 1973. La notion d' *historicité* désigne la distance que la société prend par rapport à son activité et sa capacité de création des orientations de l'action sociale.

<sup>153</sup> BRETON Philippe, *L'argumentation dans la communication*, Paris : La Découverte, 1996

<sup>154</sup> « Instance *contemporaine* privilégiée » pour rappeler que ce rôle fut détenu par d'autres instances dans le passé (tradition, Dieu...).

<sup>155</sup> PARK, 2008

<sup>156</sup> QUERE, 1982, p. 154

<sup>157</sup> BOURDIEU Pierre, « Questions aux vrais maîtres du monde », *Le Monde*, 14 octobre 1999

Bourdieu, ils le sont par leur capacité extraordinaire d'objectivation et d'institutionnalisation bien plus que par leur capacité de persuasion. Le monde commun ainsi constitué n'illustre ni le monde tel qu'il est, ni l'idéologie des « puissants » mais le compromis, objectivé et toujours précaire, issu des conflits de définitions du monde social promues par les acteurs sociaux. L'efficacité des médias tient plus à leur capacité d'organisation du monde et de l'ordre social qu'à leur capacité de faire naître une idée sur un thème spécifique et d'imposer une représentation perçue comme biaisée. Ils proposent une organisation du monde social capable de répondre aux situations éventuellement problématiques. Le discours médiatique apparaît alors comme une médiation capable d'insérer toute nouvelle situation, toute nouvelle occurrence en l'intégrant dans une organisation vraisemblable et cohérente du monde (cohérence qui n'est pas ontologiquement nécessaire)<sup>158</sup>.

### III. Premières approches du cadre

L'apport combiné de l'approche phénoménologique de la réalité et des travaux, principalement de Louis Quéré, sur le rôle constituant du langage encourage donc, d'une part, à nous dégager d'une perspective de la représentation, d'autre part, à nous attacher prioritairement aux processus qui mènent à une connaissance et à une réalité sociale partagées au sein de l'espace des discours de presse. C'est qu'à la lecture des journaux du matin, le lecteur perçoit plus de commun que de distinctions. Certes, les différents titres de presse diffusent des discours qui leur sont propres (distinctions en termes de contrat, de lignes éditoriales, d'idéologie...) mais, pour exister socialement, ils ne peuvent que s'inscrire dans la perception partagée d'un monde commun, d'une réalité sociale partagée. Sans ce commun, il n'y aurait d'ailleurs plus de sens à étudier les distinctions de traitement.

L'importance accordée aussi bien par Alfred Schütz, puis Peter Berger et Thomas Luckmann, que par Louis Quéré à la typification de l'expérience, encourage à percevoir dans le concept de « cadre » une ressource pour l'étude de la contribution des médias à la réalité sociale. L'interprétation d'un processus, d'un phénomène, d'une occurrence du monde sensible est basée sur une réserve d'expériences, un stock de connaissances. Ceci est valable aussi bien pour l'individu dans sa vie quotidienne que pour le journaliste dont la charge est de proposer une lecture du monde. En effet, l'ensemble des processus qui visent l'organisation sociale de la connaissance et de l'expérience sont réalisés à « toutes fins pratiques » au sens où ils rendent le monde racontable et discutable. L'idée selon laquelle le monde est rendu signifiant par des processus de typification est sans doute l'apport essentiel

de la pensée d'Erving Goffman dans *Les Cadres de l'expérience*<sup>159</sup>.

#### III.1. Les cadres, héritage de l'interactionnisme goffmanien

---

L'analyse des cadres (« *frame-analysis* » dans les pays anglo-saxons) est l'héritière des travaux en sociologie d'Erving Goffman. Loin du dogmatisme positiviste et fonctionnaliste,

<sup>158</sup> Evoquant non les médias mais les individus, Ernst Von Glaserfeld avance ainsi que « la connaissance humaine n'est rien d'autre que la tentative que les choses correspondent les unes aux autres de manière équilibrée ». GLASERFELD Ernst Von, « Introduction à un constructivisme radicale », in WATZLAWICK Paul, *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme*, Paris : Seuil, p. 19-43, 1988, p. 34

<sup>159</sup> GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris : Editions de Minuit, 1991

il s'attache aux situations les plus banales du quotidien pour en dévoiler le fonctionnement social. L'auteur, à la croisée de l'ethnométhodologie de l'École de Chicago et de l'interactionnisme symbolique<sup>160</sup>, pratique « une sociologie de l'infiniment petit »<sup>161</sup> basée ni sur le système, ni sur le sujet mais sur les processus d'interaction à l'œuvre dans la vie quotidienne :

**« Ma préoccupation pendant des années a été de promouvoir l'acceptation de ce domaine du face-à-face comme un domaine analytiquement viable – un domaine qui pourrait être dénommé, à défaut d'un nom plus heureux, l'ordre de l'interaction- un domaine dont la méthode d'analyse préférée est la micro analyse. »<sup>162</sup>**

Dans *Les cadres de l'expérience*, Erving Goffman étudie l'organisation sociale de l'expérience. Ce ne sont ni les structures qui déterminent l'expérience des acteurs, ni l'inverse ; les deux sont liés au sein d'un processus de socialisation de l'expérience. Autrement dit, les structures n'existent que lorsqu'elles sont mises en œuvre par les acteurs.

En se penchant au plus près des processus de constitution du sens, Erving Goffman a révélé quelques concepts particulièrement féconds. Nous présentons le concept de « cadre » [frame] mais aussi de « modalisation » [keying] et de « séquence » [trip]. À l'aide de ces concepts, l'auteur souhaite analyser les processus cognitifs qui permettent à un individu, placé face à une situation de la vie quotidienne, de comprendre ce qui se passe :

**« Je fais l'hypothèse qu'en s'intéressant à une situation ordinaire on se pose la question : « Que se passe-t-il ? » Que la question soit formulée explicitement dans les moments de doute et de confusion, ou implicitement lorsque les circonstances ne menacent pas nos certitudes, elle est posée et ne trouve des réponses que dans la manière dont nous faisons ce que nous avons à faire. Partant de cette question, nous chercherons tout au long de cet ouvrage à esquisser le cadre général susceptible d'y répondre. »<sup>163</sup>**

Erving Goffman ne se situe ainsi pas dans une perspective sociologique classique d'analyse des structures de la vie sociale. Son objet est la structure de l'expérience de la vie sociale. Pour l'analyser, l'auteur porte son attention sur les principes d'organisation qui structurent les événements et qui nous permettent de définir une situation, c'est-à-dire de répondre à la question « Que se passe-t-il ? ». Dans une approche pragmatiste, il aborde ainsi l'expérience comme un processus d'organisation dynamique et dépasse le concept d'expérience comme simple résultat. Subir, être témoin d'actions toutes distinctes les unes des autres ne suffit en effet pas à configurer une expérience.

Les éléments de base qui permettent à l'individu de reconnaître un événement puis d'adapter sa conduite forment ce que l'auteur nomme des « cadres ». Dans un premier temps, Erving Goffman soutient que la culture d'un groupe social est constituée, pour une large part, d'un ensemble de cadres primaires. Ceux-ci permettent à l'individu d'accorder du sens, une signification à une séquence qui, autrement, en serait privée. C'est en classant,

<sup>160</sup> Cette généalogie officielle est discutée. En effet, les relations entre Erving Goffman et les tenants de l'interactionnisme symbolique sont polémiques. Ces derniers reprochent à l'interactionnisme goffmanien une posture structuraliste ; posture sur laquelle nous reviendrons pour mieux l'adopter.

<sup>161</sup> BOURDIEU Pierre, « La mort du sociologue Erving Goffman », *Le Monde*, 4 décembre 1982.

<sup>162</sup> GOFFMAN Erving, « L'ordre de l'interaction », *Les moments et leurs hommes*, p. 186-230, 1988, p. 191

<sup>163</sup> GOFFMAN, 1991, p. 16

en indexant les expériences nouvelles aux expériences passées que nous sommes ainsi capables de nous retrouver parmi le nombre infini d'occurrences qui rythment la vie quotidienne.

Une distinction fondamentale est ensuite introduite par l'auteur entre les cadres dits naturels et d'autres dits sociaux. Les cadres naturels sont ceux qui permettent l'identification des événements dont l'apparition n'est provoquée et orientée par aucune conscience. Ils relèvent de phénomènes physiques, naturels. Les spécialistes des sciences de la vie et de la terre jonglent avec ce type de cadres pour donner sens à leurs analyses et découvertes.

Les cadres sociaux sont plus complexes car ils varient beaucoup d'un groupe social à l'autre. Ils apparaissent indispensables à la compréhension d'événements « animés par une volonté ou un objectif et qui requièrent la maîtrise d'une intelligence ». Les cadres naturels permettent d'identifier des événements donnés comme inéluctables et auxquels il semble impossible d'accorder un jugement. Au contraire, les cadres sociaux s'appliquent aux événements qui peuvent faire l'objet d'évaluations en termes positifs ou négatifs. Les cadres sociaux impliquent un ensemble de règles et de normes à respecter. A titre d'exemple, arriver à l'improviste au cours d'une soirée à laquelle sont présents des inconnus demande un effort d'adaptation aux cadres sociaux déjà mis en œuvre. Chaque cadre social est constitué par ses propres règles.

En s'appuyant sur l'exemple du « pouvoir transformationnel du jeu »<sup>164</sup>, Erving Goffman développe sa pensée en introduisant le concept clef de modélisation. Quand des enfants s'amusent aux cow-boys et aux indiens, ils jouent à la guerre -ils prennent modèle sur la guerre- mais en abandonnent la plupart des attributs et des caractéristiques. Il ne viendrait pas à l'idée de l'un d'entre eux de s'en prendre gravement à un camarade ; tout comme il ne viendrait pas à l'idée d'un parent, observateur du jeu, de s'inquiéter pour la santé de son enfant : « ils ne font que jouer ». Ils appliquent à un contenu déjà signifiant -cadre primaire- un schéma d'interprétation partagé qui donne son sens à la modélisation. Ainsi, l'auteur entend par mode :

**« ...un ensemble de conventions par lequel une activité donnée, déjà pourvue d'un sens par l'application d'un cadre primaire, se transforme en une autre activité qui prend la première pour modèle mais que les participants considèrent comme sensiblement différente. »**<sup>165</sup>

En distinguant à chaque reprise l'activité originale et sa copie modélisée, Erving Goffman analyse de nombreux exemples de modélisation. Il les regroupe en cinq catégories dont il précise les caractéristiques : les faire-semblants, les compétitions sportives, les cérémonies, les répétitions techniques et les reformulations.

Les fabrications sont, quant à elles, un autre type de transformation. Comme les modélisations, elles se réfèrent à une réalité préalable, déjà signifiante en termes de cadres primaires, mais s'en distinguent par le fait qu'elles visent à tromper :

**« Il s'agit des efforts délibérés, individuels ou collectifs, destinés à désorienter l'activité d'un individu ou d'un ensemble d'individus et qui vont jusqu'à fausser leurs convictions sur le cours des choses. Un projet diabolique, un complot, un**

<sup>164</sup> *idem*, p. 49-56

<sup>165</sup> *idem*, p. 52

**plan perfide en arrivent, lorsqu'ils aboutissent, à dénaturer partiellement l'ordre du monde. »**<sup>166</sup>

Les transformations, qu'elles soient de l'ordre de la modélisation ou de la fabrication, ajoutent une strate à la séquence. La partie profonde de la séquence cadrée apparaît comme la strate modèle alors que la strate ajoutée par la transformation révèle le statut réel de l'activité, statut actualisé dans un contexte. La lecture des ouvrages d'Erving Goffman est relativement agréable tant l'auteur est doué pour illustrer chacun de ses propos par des exemples, souvent amusants, de la vie quotidienne. Ainsi, un seul et unique exemple condense les concepts élémentaires présents dans *Les cadres de l'expérience* :

**« Scier une bûche est un acte instrumental non transformé. Qu'un magicien s'adonne au même travail sur le corps d'une femme devant des spectateurs, on a alors une fabrication. Et lorsqu'il essaie un nouveau matériel avant le spectacle, il modalise une fabrication. »**<sup>167</sup>

### III.2. Les cadres et l'analyse des médias : de quelques travaux

---

Largement anglo-saxonne, l'analyse des cadres a essaimé dans la majorité des disciplines relevant des sciences sociales : anthropologie, sociologie, sciences cognitives...<sup>168</sup> La diversité des auteurs, de leur ancrage disciplinaire, de leur perspective explique l'absence de consensus clair sur les questions aussi basiques que celles de sa définition –*qu'est-ce qu'un cadre ?*- ou de son fonctionnement –*comment le cadre offre du sens ? comment le sujet use des cadres ?* Toutes ces approches s'accordent néanmoins sur la capacité de l'analyse des cadres à traiter de la production du sens dans l'espace social.

Les réflexions les plus systématiques et les plus approfondies se trouvent, sans nul doute, en sociologie de la mobilisation et, plus spécifiquement, chez les auteurs qui, depuis les années 80, ont accordé leur attention au travail symbolique des organisations militantes. En réaction à l'essoufflement des théories de la mobilisation des ressources aux Etats-Unis et à celles des nouveaux mouvements sociaux en France perçues comme trop dépendantes de leur contexte d'énonciation, une nouvelle approche issue de l'interactionnisme symbolique se développe. Le préalable à partir duquel se construisent ces nouvelles théories consiste en une appréhension des mouvements sociaux comme producteurs de significations. Sans ce travail symbolique, la contestation d'un état de fait ne peut qu'être étouffée par le *statu quo*. Ce n'est qu'à travers ce travail de requalification qu'une situation donnée peut être considérée comme n'allant plus de soi. C'est un travail de démonstration de l'utilité et d'incitation à l'action. Il s'agit d'aborder les perceptions que les individus ont d'eux-mêmes et de leur situation comme le moteur de leur action. Le cadre goffmanien devient ce par quoi une organisation ou une communauté articulent l'identification d'un problème, la désignation des responsables et la proposition de solution. Ce bricolage symbolique est destiné à convaincre de l'utilité de l'action et de sa capacité à faire évoluer une situation perçue comme problématique. Pour le moment, nous ne traiterons pas des travaux relevant de la sociologie de la mobilisation pour nous concentrer

<sup>166</sup> *idem*, p. 91

<sup>167</sup> GOFFMAN, 1991, p. 189

<sup>168</sup> Pour un panorama des usages de la notion de *cadre* en sciences sociales et humaines: FISHER Kimberly, «Locating Frames in the Discursive Universe », *Sociological Research Online*, n°3, 1997. En ligne. URL : <http://www.socresonline.org.uk/socresonline/2/3/4.html> . Consulté le 10 octobre 2002

sur ceux qui s'attachent prioritairement aux médias et à leurs discours (cadrage médiatique [news framing]).

### III.2.1. La métaphore du cadrage dans l'analyse des médias et de leurs discours

La notion de cadre a largement encouragé les emplois métaphoriques, aussi bien dans la littérature anglo-saxonne que française :

- **la fenêtre** chez Gaye Tuchman : « *News is a window on the world. Through its frame, American learn of themselves and others, of their own institutions, leaders, and life styles, and those of others nations and their people[...] Like any frame that delineates a world, the news frame may be considered like problematic. The view through a window depends upon whether the window is large or small, has many panes or few, whether the glass is opaque or clear, whether the window faces street or a backyard. The unfolding scene also depends upon where one stands, far or near, craning one's neck to the side, or gazing straight ahead, eyes parallel to the wall in which the window is encased. This book looks at news as a frame, examining how that frame is constituted* »<sup>169</sup>.
- Traduction: L'information est une fenêtre sur le monde. A travers elle, les Américains apprennent sur eux-mêmes et sur les autres, apprennent sur leurs institutions, dirigeants, mode de vie et ceux des autres nations et populations. [...] Comme tout cadre qui délimite le monde, le cadre des informations mérite d'être interrogé. La vue offerte par une fenêtre dépend de sa taille, du nombre de ses carreaux, de l'opacité de la vitre, de sa situation. La scène offerte dépend également du lieu à partir duquel l'observateur l'examine; est-il éloigné ou non de la fenêtre; doit-il se tordre le cou ou peut-il fixer, droit, la fenêtre. Ce livre s'attache à l'information comme cadre et à sa constitution.
- **le tableau** chez Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu : « *Le cadre, en apparence, est postérieur au tableau, mais le tableau procède d'un cadrage implicite qui l'a précédé. Le cadre opère à la fois une coupure et une focalisation : une coupure parce qu'il sépare un champ et un hors-champ, une focalisation parce qu'en interdisant l'hémorragie du sens au-delà du cadre, il intensifie les relations entre objets et les individus qui sont compris dans le champ et les réverbère vers un foyer* »<sup>170</sup>.
- **les lunettes** chez Jean-Pierre Esquenazi : « *Du point de vue de celui qui doit interpréter l'expérience, l'on peut dire qu'un cadre est une sorte de lunette qu'il chausse afin de se rendre capable de saisir celle-ci. Il est une fenêtre composant inévitablement à la fois un cache et un accès à la réalité. Les médias tentent fréquemment de justifier les réglages des « lunettes » qu'ils choisissent [...] Mais ils évitent en général de mettre en doute la lunette elle-même* »<sup>171</sup>.

Fenêtre, tableau et lunette servent ainsi à rendre compte de manière métaphorique des enjeux de cadrage dans le discours médiatique. Les propos de Jacques Aumont, spécialiste de l'image et de la photographie, permettent d'interroger l'usage métaphorique du cadre de manière plus précise afin d'en vérifier la pertinence<sup>172</sup>. L'auteur s'attarde sur la notion de cadre dans son analyse de l'image qu'elle soit fixe ou animée :

<sup>172</sup> AUMONT Jacques, *L'Image*, Paris : Nathan, 1996

- Premièrement, et c'est la principale raison d'être de la métaphore, la notion de cadre induit le caractère limité de l'image ; elle manifeste la clôture de l'image et induit, logiquement, un hors-cadre. La métaphore introduit ainsi le principe de sélection dans le traitement médiatique de la vie sociale. Chez Aumont, cette sélection correspond à la « fonction visuelle » du cadre : en isolant, en séparant, le cadre singularise la perception et la rend plus nette. Le processus de cadrage comme sélection exprime la mobilité potentielle du cadre et donc le fait qu'il résulte d'un choix.
- Jacques Aumont distingue ensuite la « fonction économique » du cadre. Il avance, en effet, que le cadre apparaît au moment où le tableau devient échangeable, au moment où il devient une marchandise susceptible de circuler. Là encore, des liens peuvent facilement être tissés avec le concept de cadre médiatique. En effet, ce dernier permet à une information de préserver sa cohérence et son intégrité, de ne pas se diluer dans le flux du monde objectif. C'est le cadre qui autorise son exploitation comme marchandise, ou moins vulgairement, comme ressource au sein des médias.
- Une troisième fonction est qualifiée de « symbolique ». Aumont dit qu'elle fonctionne comme une sorte d'index : la manière dont est encadrée l'image nous indique certaines « conventions » nécessaires à sa lecture. La « fonction symbolique » établit ainsi une relation entre l'image et son public auquel elle assigne une place.
- Enfin, la « fonction rhétorique » du cadre s'inscrit également dans notre perspective d'analyse des cadres médiatiques en ce qu'elle articule cadre et discours, c'est-à-dire cadre et point de vue (ou cadre et énonciation). Jacques Aumont reprend les trois sens de l'expression « point de vue » :
  1. emplacement depuis lequel une scène est regardée ;
  2. façon particulière dont une question peut être considérée ;
  3. opinion, sentiment par rapport à un phénomène ou un événement.

Les sens 2 et 3 correspondent « à tout ce qui fait qu'un cadrage traduit un jugement sur ce qui est représenté, en le valorisant, en le dévalorisant, en attirant l'attention sur un détail du premier plan »<sup>173</sup>. Le cadrage perçu comme matérialisation d'un point de vue encourage l'auteur à reprendre Louis Marin pour qui « le cadre est ce qui profère le tableau comme discours »<sup>174</sup>. S'opère ainsi l'articulation entre cadre et discours. Le cadre ne se limite pas à encadrer, à circonscrire le discours : il est discours et énonciation.

Une métaphore peut revêtir une dimension didactique quand elle vise à expliquer un phénomène complexe en le confrontant à l'image d'un phénomène familier. Facilité de l'esprit, la métaphore réduit la complexité mais rend bel et bien compte de plusieurs processus fondamentaux du cadrage médiatique de la vie sociale par les médias :

- le cadre produit une sélection et résulte donc de choix
- le cadre permet, sans altération de son intégrité, la transmission de l'information dans l'espace et le temps
- le cadre est à l'articulation de la production et de la réception en ce qu'il précise les positions de l'émetteur et du récepteur
- cadre et discours sont solidaires

### **III.2.2. Travaux anglo-saxons**

<sup>173</sup> *idem*, p. 119

<sup>174</sup> *idem*, p. 120

### III.2.2.1. Gaye Tuchman : cadre et pratiques journalistiques

Dans son ouvrage *Making news. A study in the Construction of Reality*, Gaye Tuchman s'attache aux processus qui expliquent pourquoi une information est retenue au détriment des autres. Il en vient à présenter l'information comme le fruit d'une construction<sup>175</sup>. Alfred Schütz, Peter Berger, Thomas Luckmann et naturellement Erving Goffman sont convoqués pour leur idée commune d'un monde phénoménal qui prend sens à travers un processus de « typification », pour les premiers, de « cadrage », pour le dernier.

Cette construction est inscrite et largement influencée par un système complexe de contraintes, de stratégies et d'interactions : entre le journaliste et son environnement (contraintes géographiques et temporelles), entre journalistes des différents journaux (concurrence externe), entre journalistes des différentes rubriques (concurrence interne), entre journalistes, direction et commerciaux (divergence/convergence d'intérêt au sein de l'institution), entre journalistes et acteurs politiques et sociaux.

Quand Gaye Tuchman s'attache aux cadres, il s'attarde longuement sur le poids des modes configurant le traitement de l'information. Il insiste notamment sur l'importance prise par les typologies implicites qui classent les informations en distinguant les *hard news* comme des informations qui s'imposent par leur importance ; les *soft news* comme de petites histoires, à dimension humaine, souvent destinées à faire sourire ; les *spot* et *developing news* comme des informations qui réapparaissent régulièrement et dont le traitement est parfaitement routinisé ; et les *continuing news* comme des informations dont le traitement s'étale sur plusieurs jours.

Bien que les rubriques du journal soient souvent prédisposées à tel ou tel type (la rubrique « Faits Divers » et « Société » accueille ainsi la majorité des *softs news*), rubriques et types ne sont pas confondus. Tout comme ne sont pas confondus types et genres.

Le recours, conscient ou inconscient, par les professionnels à de telles typologies oriente la production de l'information : elles participent à la routiniser et encouragent à réinterpréter constamment l'information nouvelle au regard des événements passés et déjà traités dans le même type. Ces typologies participent donc directement au cadrage des événements :

**« The examination of time and typifications suggests that newswriters use typifications to transform the idiosyncratic occurrences of the everyday world into raw materials that can be subjected to routine processing and dissemination. Typifications are constituted in practical problems, including those posed by the synchronization of newswork with how occurrences generally unfold. They impose order upon the raw material of news and so reduce the variability (idiosyncrasy) of the glut of occurrences. They also channel the newswriter's perceptions of the everyday world by imposing a frame upon strips of daily life. [...] Faced with the need to predict and to plan, newswriters may be seduced into applying what everyone knows-that is, what all newswriters collectively agree upon »**<sup>176</sup>.

<sup>175</sup> Nous pouvons imaginer que le terme de « construction » chez Gaye Tuchman, comme, par ailleurs, celui de « manufacturing » chez Mark Fishman [*Manufacturing the News*, Austin : University Press of Texas, 1980], constituait une provocation que l'assimilation du constructivisme comme perspective légitime des discours médiatiques a sans doute aujourd'hui émoussée. Remarque destinée à rappeler le caractère alors novateur de ces travaux.

<sup>176</sup> TUCHMAN 1978, p. 58

- Traduction: L'attention accordée à la temporalité médiatique et aux processus de typification suggère que les journalistes utilisent les typifications pour transformer les occurrences particulières de la vie quotidienne en une matière première susceptible, capable de s'inscrire dans les processus de routinisation. Les typifications se constituent en problèmes pratiques, incluant ceux posés par la synchronisation du travail journalistique sur l'apparition des occurrences. Elles imposent un ordre à cette matière première de l'information et, par là même, permet la maîtrise du flot des occurrences. Elles canalisent aussi la perception des journalistes en appliquant un cadre sur les séquences de la vie quotidienne. [...] Face à la nécessité de prévoir et de planifier leur travail, les journalistes sont encouragés à appliquer à la nouveauté ce que tout le monde sait c'est-à-dire ce sur quoi s'accordent collectivement les journalistes.

L'occurrence sélectionnée est celle qui constitue une ressource à la trame narrative propre à tel ou tel type ; une fois constituée en information, elle devient l'enjeu de connaissance et de pouvoir. Il est intéressant de constater que ces typifications fonctionnent, sur le modèle d'Alfred Schütz, comme un stock de connaissance disponible à *toute fin pratique* (« reporter's professional stock of knowledge-at-hand »<sup>177</sup>).

Nous pouvons regretter, à la suite de Jean-François Tétu et Maurice Mouillaud, que « la question posée dans *Making News* est celle de l'identité des événements qui sont admis dans le champ de l'information [...] plutôt que celle du cadre lui-même »<sup>178</sup>. L'auteur se situe en effet dans la perspective de l'analyse des cadres mais s'attache finalement davantage au processus de sélection qu'à celui du cadrage comme condition de production discursive. L'ouvrage de Tuchman nous apparaît donc plus comme une sociologie de la pratique journalistique que comme une réflexion sur le langage ou les discours médiatiques.

### III.2.2.2. William Gamson : cadre, discours et diachronie

Les travaux de William Gamson<sup>179</sup> portent à la fois sur les mouvements sociaux, la constitution des problèmes publics, les relations presse-opinion et sur les discours médiatiques. L'objet d'étude privilégié l'encourage à s'attacher, parfois, à une sociologie des groupes militants, parfois à l'analyse des effets des discours médiatiques (à partir de *focus group*), parfois, enfin, à la constitution des cadres médiatiques. Cette dernière perspective est illustrée par son travail de 1989, mené conjointement avec Andre Modigliani, et au sein duquel ils s'attachent aux discours médiatiques qui portent sur l'énergie nucléaire de 1945 à la fin des années 1980<sup>180</sup>. La perspective diachronique des auteurs est légitimée par leur volonté de repérer l'évolution des cadres privilégiés par les médias. Ils souhaitent notamment repérer le lien qui existe entre ces cadres et le contexte américain et mondial (Hiroshima, Guerre froide, accident de Three-Mile-Island...). Par rapport à Gaye Tuchman, William Gamson s'éloigne des pratiques journalistiques pour s'attacher aux discours médiatiques.

<sup>177</sup> *idem*, p. 58-59

<sup>178</sup> MOUILLAUD, TETU 1989

<sup>179</sup> Ses deux principaux ouvrages: GAMSON William, *The strategy of social Protest*, Belmont: Wadsworth Pub., 1975; *Talking Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992

<sup>180</sup> GAMSON William, MODIGLIANI Andre, « Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach », *American Journal of Sociology*, n°95, p.1-37, 1989

La notion de cadre est adoptée afin de rendre compte des schémas de perception et d'évaluation que les médias mettent en œuvre pour mettre en scène l'information liée à l'énergie nucléaire. Chaque cadre est constitué d'une panoplie interprétative [*interpretative package*] qui enferme ou, du moins, encourage le lecteur à adopter telle ou telle logique d'évaluation.

**« We suggested earlier that media discourse can be conceived of as a set of interpretative packages that give meaning to an issue. A package has an internal structure. As its core is a central organizing idea, or frame, for making sense of relevant events, suggesting what is at issue. [...] This frame typically implies a range of positions, rather than any single one, allowing for a degree of controversy among those who share a common frame. Finally, a package offers a number of different condensing symbols that suggest the core frame and positions in shorthand, making it possible to display the package as a whole with a deft metaphor, catchphrase, or other symbolic device »<sup>181</sup>**

- Traduction: Nous avons déjà suggéré que le discours médiatique pouvait être abordé comme un ensemble de panoplies interprétatives susceptibles d'offrir du sens à une occurrence. Une panoplie possède une structure interne construite autour d'une proposition centrale quant à la nature et au sens à accorder aux occurrences relevées. Le cadre implique des possibilités de positionnement, plus qu'un positionnement unique et permet ainsi un certain degré de controverse au sein du cadre partagé.

Les auteurs tentent ensuite de préciser le contenu d'une panoplie et, ce faisant, les éléments qui permettent son identification. Chaque panoplie est un cadre interprétatif qui mobilise des métaphores [*metaphors*], des exemples [*exemplars*], des mots d'ordre [traduction imparfaite de *catchphrases*], des descriptions [*depictions*] et des référents iconiques [*visual images*]. A partir de ces éléments, une panoplie applique à l'événement une explication causale [*roots, a causal analysis*], des conséquences [*consequences, a particular type of effect*] et des revendications morales [*a set of moral claims*].

Evoquant Gamson, Erik Neveu insiste sur le fait que, finalement, une panoplie « est plus un cadre qui fixe les limites d'un pensable, qu'un discours monolithique »<sup>182</sup>. En effet, un cadre n'implique pas un positionnement unique et autorise largement la controverse, dans les limites du pensable donc. Les propos d'Erik Neveu ne peuvent qu'être confirmés au regard de la perspective diachronique des auteurs et des conclusions qu'ils en tirent. Ainsi, par *vulnérabilité*, William Gamson et Andre Modigliani désignent la capacité que possède le cadre à incorporer l'événement nouveau. Par exemple, le cadrage qui assimile le nucléaire au progrès a dû assimiler les catastrophes de Three-Mile-Island et de Tchernobyl. Quand l'événement nouveau dispose d'une capacité déstabilisatrice trop importante, le cadre peut perdre totalement sa pertinence et devoir être renouvelé.

L'existence et le développement de chaque panoplie<sup>183</sup>, précisent les auteurs, sont conditionnés par trois facteurs :

- sa capacité à mobiliser des résonances culturelles [*cultural resonances*]

<sup>181</sup> *idem*, p. 3

<sup>182</sup> NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n°98, p. 23-85, 1999

<sup>183</sup> Les sept panoplies identifiées par les auteurs sont intitulées: Progress / Energy Independence / Devil's Bargain / Runaway /

Public Accountability / No Cost Effective / Soft Paths.

- l'intérêt que peuvent avoir des groupes de pression à la perpétuation de la panoplie [*sponsor activities*]
- sa capacité à se fondre dans les pratiques journalistiques [*media practices*]

A titre d'exemple, la panoplie *nucléaire= progrès* profite largement du mythe de l'efficacité technique et de la maîtrise de la nature par l'homme (1). Cette résonance culturelle facilite l'assimilation et l'acceptation du cadre ; elle facilite aussi les groupes [*sponsors*] qui cherchent à promouvoir la carrière de tel ou tel cadre (2). Ces groupes sont souvent constitués de professionnels qui adaptent leurs discours et leurs activités aux pratiques et routines journalistiques (3).

L'intérêt porté à leur corpus de presse n'aboutit pas à un médiacentrisme réducteur. Les auteurs proposent l'analyse des cadres comme une approche qui s'inscrit dans les théories du pouvoir limité des médias : d'un côté, les médias construisent des représentations en cadrant la réalité sociale selon certains patrons interprétatifs, de l'autre, les effets sont limités par les interactions qui lient les médias à leurs consommateurs. William Gamson et Andre Modigliani affirment ainsi :

**« By examining discourse and public opinion as parallel systems, we deliberately avoid making certain causal assumptions. We do not, in this paper, argue that changes in media discourse cause [en italique dans le texte] changes in public opinion. Each system interacts with the other : media discourse is part of the process by which individuals construct meaning, and public opinion is part of the process by which journalists and other cultural entrepreneurs develop and crystallize meaning in public discourse »<sup>184</sup>.**

- Traduction: En analysant les discours médiatiques et l'opinion du public comme des systèmes parallèles, nous souhaitons éviter une explication trop causale. Nous n'avancions pas dans cet article que les évolutions du discours médiatique causent mécaniquement une évolution au sein de l'opinion du public. En fait, les deux systèmes interagissent: les discours médiatiques participent aux processus par lesquels l'individu construit du sens et l'opinion du public participe aux processus par lesquels les journalistes et les autres entrepreneurs culturels développent et fixent le sens dans le discours public.

### III.2.2.3. *Frame analysis* anglo-saxonne : des travaux hétérogènes

S'appuyant notamment sur le travail de William Gamson de 1989, les travaux se réclamant de la *frame-analysis* se développent à partir des années 1990, principalement aux Etats-Unis. Ces travaux relèvent généralement d'études de cas et, comme le note Robert Entman, forment un ensemble finalement très hétérogène<sup>185</sup>.

Les définitions proposées sont nombreuses. Malgré l'effet catalogue de la méthode, nous en proposons un relevé non exhaustif :

- « *A frame is an emphasis in salience of different aspects of a topic* »<sup>186</sup>
  - Traduction : Un cadre fonctionne par l'accentuation de certains aspects d'un thème.

<sup>184</sup> GAMSON, MODIGLIANI, 1989, p. 2

<sup>185</sup> ENTMAN Robert, « Framing : Towards clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, n°42 (4), p. 51-58, 1993

- « *To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation* »<sup>187</sup>
  - Traduction : Cadrer consiste à sélectionner certains aspects de la réalité perçue et à les rendre plus visibles dans le discours afin de promouvoir une définition spécifique d'un phénomène, une explication causale, une évaluation morale et/ou des recommandations quant à la manière de la traiter
- « A frame is a central organizing idea of news content that supplies a context and suggests what the issue is through the use of selection, emphasis, exclusion and elaboration »<sup>188</sup>
  - Traduction : Un cadre fonctionne comme un principe d'organisation du contenu de l'information ; il fournit un contexte et favorise l'identification d'une occurrence (qu'est-ce que c'est?) à travers des processus de sélection, d'accentuation des traits identificatoires, d'exclusion et d'organisation.
- « Frames represent a set of ideas that interpret, define and give meaning to social and cultural phenomenon. Thus media agents will use frames that are familiar and resonate with both themselves and the public »<sup>189</sup>
  - Traduction : Les cadres représentent des faisceaux d'idées qui permettent d'interpréter, de définir et d'offrir du sens aux phénomènes sociaux et culturels. Les médias privilégient des cadres qui leur sont familiers et qui sont susceptibles de trouver une résonance au sein du public.

Nous retenons et commentons la définition proposée par Stephen D. Reese dans son article « *A bridging model for media research* » :

- « *Frames are **organizing principles** that are **socially shared** and **persistent** over time, that work **symbolically** to meaningfully **structure** the social world* »<sup>190</sup>
  - Traduction : Les cadres sont des principes organisationnels socialement partagés, relativement stables dans le temps et qui offrent symboliquement du sens aux structures du monde social.
- **Principles** : le terme désigne l'aspect abstrait du cadre (« *abstract quality* ») ; avant de s'inscrire dans le discours, le cadre existe comme pré-élaboration cognitive.
- **Organizing** : affirmer que le cadre *organise*, c'est rappeler le processus dynamique qui conduit à l'élaboration du sens.
- **Shared** : le cadre n'existe que partagé ; et c'est en ce sens qu'il se situe entre la production et la réception.
- **Persistent** : le cadre ne se redéfinit pas à chaque interaction entre le média et son public; il appartient au stock de connaissances disponible chez le journaliste et qui lui permet, à toute fin pratique, d'offrir du sens au monde social.
- **Symbolically** : le cadre se matérialise dans les formes symboliques propres aux discours. C'est ainsi qu'il devient saisissable pour l'analyste, qu'il offre prise à sa reconnaissance pratique.

· **Structure** : le cadre contribue à structurer l'organisation du monde et l'ordre social et participe ainsi à la configuration d'un monde commun.

Quand Dietram A. Scheufele évoque l'hétérogénéité de ces travaux et des définitions qui les soutiennent, il distingue trois processus : la configuration du cadre [*frame building*], l'établissement du cadre [*frame setting*] et les effets du cadrage sur l'individu [*individual-level effects of framing*]<sup>191</sup>. Le premier renvoie à la configuration des cadres par les médias. L'autonomie des médias dans ce processus est contrainte par, d'une part, le rapport aux sources et aux discours sociaux antérieurs, d'autre part, par la prise en compte des attentes du lectorat (nécessaire résonance culturelle). Ce processus s'inscrit donc au cœur de la relation médias/acteurs sociaux/public.

Le deuxième renvoie à l'interaction entre les cadres médiatiques et ceux du public c'est-à-dire à l'influence des cadres médiatiques comme variable indépendante [*frame as independent variable*] sur les cadres du public comme variable dépendante [*frame as dependent variable*]. L'établissement du cadre concerne ainsi la manière dont un cadre initié par les médias [*frame building*] se stabilise dans sa confrontation aux connaissances, opinions et prédispositions de son public.

L'étude du troisième s'attache aux effets du cadrage médiatique en termes de comportements et d'attitudes.

La distinction entre configuration et établissement du cadre recoupe largement la distinction opérée par Eliseo Veron entre « grammaire de production » et « grammaire de reconnaissance ». Dans notre perspective, le cadre se situe bel et bien entre production et réception ; s'il est initié par l'instance médiatique, il porte aussi la marque de l'adaptation à l'instance cible. Cette résonance recherchée au sein du public est la condition de félicité du cadre et de sa stabilisation.

Poursuivant le travail de Dietram A. Scheufele, le chercheur néerlandais Claes H. de Vreese propose de distinguer, au sein du processus de configuration des cadres [*frame building*], les cadres spécifiques à un thème [*issue-specific news frames*] et les cadres génériques [*generic news frames*]. Comme l'indique la terminologie privilégiée par l'auteur, les premiers renvoient à un thème, à un phénomène, à un acteur spécifique. Notre travail s'inscrit dans cette perspective puisque nous nous attachons au cadre *spécifique* de l'altermondialisation au sein des discours de presse en France. Reprenant une distinction initiée par Shanto Iyengar<sup>192</sup>, nous complétons en distinguant, au sein des cadres spécifiques, les cadres dits épisodiques et les cadres dits thématiques. Dans son travail sur le cadrage de la pauvreté, l'auteur présente le cadre épisodique comme favorisant une lecture du phénomène en termes de responsabilité individuelle alors que le cadre thématique favorise une attribution sociétale de la responsabilité.

Ces cadres spécifiques (qu'ils soient épisodiques ou thématiques) ne sont que très rarement autonomes des cadres génériques qui, eux, renvoient aux cadres que la mobilité permet d'appliquer à divers thèmes, phénomènes ou acteurs. Ces cadres génériques s'inscrivent au cœur de la pratique journalistique (sans doute plus encore que les premiers) et constituent des structures privilégiées du discours. L'auteur offre plusieurs exemples dont le cadre du conflit [*conflict frame*] qui encourage un traitement en termes de gagnant/perdant et accentue l'opposition entre des individus ou des collectifs et le cadre moral [*morality*].

<sup>191</sup> SCHEUFELE, Dietram A., « Framing as a theory of media effects », *Journal of Communication*, n°49, p.103-122, 1999

<sup>192</sup> IYENGAR Shanto, *Is anyone responsible ? How television frames political issues*, Chicago: University of Chicago Press,

*frame*] qui encourage un traitement en termes de prescriptions morales et d'appréciations axiologiques<sup>193</sup>. Si notre travail s'attache au cadre *spécifique* de l'altermondialisation, reste que celui-ci est également nourri de cadres génériques (le cadre du conflit, comme nous le verrons, est ainsi largement privilégié dès l'apparition médiatique du phénomène).

Résumons::

L'analyse des processus de cadrage peut concerner : la configuration médiatique du cadre, l'établissement du cadre, les effets du cadre. Dans notre travail sur la configuration du cadre relatif à l'altermondialisation, nous étudierons le *cadre spécifique* constitué autour du phénomène et l'éventuelle influence sur celui-ci de *cadres génériques* (et notamment le cadre conflictuel) routinisés au sein de l'espace des discours médiatiques. Nous nous attacherons également à distinguer la temporalité des cadres en distinguant les *cadres épisodiques* (partie C : « l'altermondialisation comme événement ») et les *cadres thématiques* (partie D : « l'altermondialisation comme problème public »).

### II.2.3. Travaux français

Comme pour les travaux anglo-saxons, nous nous limitons ici à des travaux dans lesquels la notion de cadre est mobilisée au sein d'une réflexion portant sur les discours médiatiques et non au sein d'une réflexion plus large sur les mobilisations collectives ou sur la configuration des problèmes publics. Reste que ce sont bel et bien les spécialistes des mouvements sociaux qui, en France, ont le plus souvent mobilisé la notion de cadre dans leurs études de la contribution des médias aux mobilisations. Comme William Gamson, les auteurs français cités sont donc le plus souvent des sociologues ou politistes, spécialistes des mobilisations collectives, et qui se sont intéressés aux discours médiatiques et à leurs effets.

#### III.2.3.1. Cadres, médias et mobilisations collectives

Relativement rares, les travaux se revendiquant de l'analyse des cadres en France ne forment ni un *courant*, ni un *paradigme*. Les sciences politiques offrent néanmoins quelques ressources qui s'inscrivent dans un programme de recherche constitué autour du thème des « effets d'information »<sup>194</sup> et de Jacques Gerstlé. Pour ce dernier, « à la différence de la persuasion directe, opérant par ajout d'information au stock de considérations qui étayent la croyance des récepteurs, le cadrage active des considérations particulières déjà présentes et en modifie le poids » :

- Virginie Le Torrec propose une analyse du cadrage médiatique des parlements dans l'information télévisée<sup>195</sup>.
- Guillaume Garcia s'attache, quant à lui, à l'information télévisuelle portant sur les protestations des sans-logis<sup>196</sup>.

En inscrivant leurs travaux dans une réflexion sur les effets, les auteurs ont tendance à assimiler les stratégies discursives de cadrage susceptibles d'influencer les perceptions publiques aux effets réellement produits. Pris entre l'instance de production et l'instance de réception, le produit médiatique n'offre pourtant aucune prise sur l'évaluation des effets produits. Est-ce à dire que l'analyse des discours et celle des effets sont condamnées à s'ignorer poliment ou, pire, à se contester énergiquement le monopole de la légitimité ? Si nous abandonnons toute prétention à l'analyse des effets produits, nous nous concentrerons

<sup>193</sup> DE VREESE, 2005, p. 57

<sup>194</sup> GERSTLE Jacques, *Les effets d'information en politique*, Paris : L'harmattan, Paris, 2001

sur l'adaptation de chacun des journaux à son « instance-cible »<sup>197</sup>. En effet, le contexte de réception pèse sur les opérations de cadrages. Un discours ne témoigne du monde qu'à travers une relation intersubjective spécifique (même dans le cas des médias dits de masse). La réussite d'un cadre dépend alors de sa capacité à assimiler le terreau culturel de l'instance-cible autour de valeurs « éthico- » et « affectivo-sociales »<sup>198</sup> plus ou moins partagées. C'est la résonance culturelle déjà évoquée.

Phillipe Juhem propose quant à lui une intéressante réflexion sur les fluctuations des « cadres cognitifs » des journalistes qui s'attachent aux mobilisations collectives. La notion de cadre est mobilisée afin de « proposer un modèle explicatif des processus de définition et d'évolution des cadres cognitifs susceptibles d'être employés par les journalistes et les éditorialistes pour juger l'action des acteurs politiques ou le déroulement d'un mouvement social »<sup>199</sup>. Le cadre est défini dans une acception très proche de celle de William Gamson sur laquelle l'auteur se repose explicitement (« schèmes de perception et de jugement qu'ils [les journalistes] mettent en œuvre pour présenter et mettre en forme l'information ou pour formuler un commentaire [...] ; définit un réseau de significations enfermant le lecteur dans une certaine logique implicite de jugement »<sup>200</sup>). A partir de deux études de cas –SOS Racisme et le mouvement social de décembre 1995-, l'auteur s'interroge sur l'autonomie des cadres mobilisés par les médias. La thèse défendue est que « quelle que soit l'orientation partisane des rédactions considérées, le cadrage ne relève pas de la seule initiative des journalistes mais est la résultante du processus de prise de position et d'opposition des acteurs politiques ». Autrement dit, les cadres médiatiques sont secondaires et se nourrissent de cadres primaires portés par des acteurs qui entrent en concurrence. L'auteur s'attarde ainsi naturellement sur la question des sources et notamment sur le poids des sources institutionnelles. Les cadres médiatiques ne sont pas le fruit de la seule activité pratique des journalistes mais « le produit de la confrontation de prises de position déjà constituées »<sup>201</sup>. Les acteurs sociaux et politiques sont en compétition pour la définition d'une réalité que la visibilité offerte par les médias fige et valide comme communément admise.

### III.2.3.2. Cadres et discours médiatiques

La perspective de Jean-Pierre Esquenazi adoptée dans *L'écriture de l'actualité*<sup>202</sup> n'a que très peu de choses en commun avec les travaux français préalablement évoqués. Ni mouvements sociaux, ni mobilisations collectives dans l'ouvrage. La notion de « cadre » s'attache exclusivement à l'étude des médias ; la notion est, plus précisément, mobilisée afin d'apporter une assise théorique à un projet de sociologie du discours médiatique. La réflexion de Jean-Pierre Esquenazi est, sans conteste, la plus poussée de toutes celles qui ont porté sur la notion de cadre médiatique en France. La sociologie du discours médiatique visée par l'auteur doit permettre d'articuler une sociologie du champ médiatique et une sociologie de la réception. La thèse défendue est que la sociologie des médias ne peut continuer à considérer les discours comme secondaires et encourage « l'appréhension

<sup>197</sup> CHARAUDEAU, 1997

<sup>198</sup> CHARAUDEAU, 1994, p. 89

<sup>202</sup> ESQUENAZI, 2001

dans un même geste de l'activité et de son résultat »<sup>203</sup>. L'auteur s'attache à proposer une méthode prenant en compte à la fois le temps de la production, le temps de la réception et l'objet comme ensemble cohérent de signes. C'est ainsi qu'il perçoit dans le discours médiatique un « espace indexique, *expression du champ de production* », un « *espace déictique, figure de l'espace de la réception* » et un « *espace référentiel, représentation de l'actualité* »<sup>204</sup>

Pour Jean-Pierre Esquenazi, l'actualité suppose un dispositif discursif inséré dans « une mise en forme rituelle »<sup>205</sup>. Le poids des formats et du dispositif énonciatif sur la transformation des « faits » en « nouvelles » est analysé. Nous pouvons à ce titre nous demander si le projet de Jean-Pierre Esquenazi ne rejoint alors pas, en partie, le programme exposé par Guy Lochard :

**« Les travaux entrepris sous l'égide de l'herméneutique philosophique ont surtout insisté sur le processus de « structuration sémantique » qui préside à la mise en perspective de tout événement. Ce faisant, ils nous semblent avoir minoré le fait que ce processus interprétatif se voit également conditionné par l'intervention croisée des « mécaniques discursives » qui caractérisent les différents types textuels mobilisés par les instances d'information. Ce serait donc le rôle de l'analyse de discours relevant du même « perspectivisme linguistique » sur l'événement médiatique, que de décrire plus systématiquement la composition discursive de ces formats d'énonciation journalistique. Non pas en adoptant une posture d'analyse repliée sur des critères de « clôture structurale » des énoncés examinés, mais en développant une démarche socio-discursive qui, par une réinterprétation dans leur cadre interactionnel, poserait ceux-ci comme « interprétants externes » de l'événement en invitant, à partir d'observations empiriques, à des démarches d'évaluation de leurs enjeux communicationnels. »**<sup>206</sup>

Les « modes configurants » ne sont pas notre priorité. Nous proposons une approche structuraliste de la discursivité sociale considérée comme l'espace au sein duquel le sens est produit et circule. La discursivité sociale recouvre une grammaire de discours qui convergent, s'opposent, s'excluent, s'articulent, se contaminent... C'est en ce sens que notre approche de la notion de « cadre » vise moins la mise en scène rituelle de l'information propre à tel journal, à telle rubrique, que l'analyse de l'assimilation médiatique de tel ou tel discours social. Dès lors, les distinctions entre titres de presse ou entre rubriques sont moins le fruit des distinctions entre « modes configurants » que celui de la concurrence entre discours sociaux ; concurrence qui, dans l'espace médiatique, se traduit par une concurrence de cadres.

## IV. Cadres et cadrages : produit et processus

<sup>203</sup> *idem*, p. 174

<sup>204</sup> *idem*, p. 152

<sup>205</sup> *idem*, p. 12

<sup>206</sup> LOCHARD 1996, p. 83-84

Dans *Les Cadres de l'expérience*, Erving Goffman n'introduit pas le concept de cadrage et s'en tient à celui de cadre [frame]. Si nous souhaitons, quant à nous, introduire une distinction entre cadre et cadrage, c'est pour mieux illustrer la double dimension du cadre, à la fois produit et processus, s'inscrivant dans une perspective à la fois constructiviste et structuraliste. Nous revenons rapidement sur la première –la dimension constructiviste– que l'inscription au sein d'une approche phénoménologique de la réalité a déjà largement contribué à présenter, et plus longuement sur la seconde –la dimension structuraliste.

#### IV.1. Dimension constructiviste : le cadrage comme processus

---

Dans une acception minimale, le constructivisme est une perspective d'approche de la réalité sociale comme construction *dynamique* des acteurs individuels et collectifs. Dans le cadre des discours médiatiques, le constructivisme consiste, là encore dans une définition minimale, à postuler que la représentation de la réalité sociale relayée par les médias relève d'une construction et que le monde phénoménologique est informe, chaotique et privé de sens.

La fonction du cadre est de faire converger les regards. Il prélève des fragments du présent pour les articuler au stock de connaissances socialement, bien qu'inégalement, partagé. Il agit en fondant des alliances entre des éléments de la réalité sociale et contribue à une contingence nécessaire. Bref, du désordre du monde phénoménal, il configure (il n'*extraît* pas) le sens. C'est donc ainsi que les médias diffusent une information qui s'institue comme forme de connaissance partagée.

Le transfert de la théorie des cadres d'Erving Goffman à l'analyse des médias fait apparaître une difficulté. Le concept de *cadre primaire*, important chez l'auteur, fait courir le risque d'une régression infinie. En effet, les discours médiatiques se nourrissent de discours déjà tenus, déjà cadrés qu'ils se limitent à reconfigurer. Mais ces discours déjà tenus sont eux-mêmes des reconfigurations de discours (le discours d'une organisation militante offre un cadre nourri des discours de ces militants ; l'Agence France Presse offre un cadre nourri des discours de ses sources ; etc.). Il semble que seul l'arbitraire peut éluder (à défaut de corriger) cette difficulté : nous considérerons donc que ce sont les sources (autrement dit les acteurs sociaux) qui offrent les cadres dits primaires que la reconfiguration médiatique modélise.

Interroger ainsi la notion de *cadre primaire*, c'est rappeler que les cadres médiatiques ne relèvent pas de l'invention mais qu'ils s'inscrivent au cœur d'un système. Le journaliste n'invente pas, il reconfigure et évolue au cœur d'une discursivité sociale conçue comme système.

#### IV.2. Dimension structuraliste : le cadre comme produit

---

Interroger la dimension structuraliste de l'analyse des cadres, c'est interroger la généalogie de l'œuvre d'Erving Goffman ; c'est interroger notamment sa pleine appartenance à l'interactionnisme symbolique. Cette appartenance est largement admise et le sociologue américain est habituellement associé à « la tradition sociologique de Chicago » lancée par des auteurs comme George Herbert Mead (1863-1931) ou William Isaac Thomas (1863-1947) puis relayée par une « seconde école de Chicago » représentée notamment par Herbert Blumer (1900-1987)<sup>207</sup>. Pour ce dernier, qui forge le terme d'interactionnisme

<sup>207</sup> CHAPOULIE Jean-Michel, *La tradition sociologique de Chicago. 1892-1961*, Paris : Seuil, 2001

symbolique en 1937, les acteurs agissent selon le sens qu'ils donnent aux choses ; ce sens se construit dans et par l'interaction ; les interprétations se modifient donc continuellement. La société n'existe plus comme structure mais comme processus d'action<sup>208</sup>.

Si Erving Goffman ne justifie que très rarement la généalogie de son œuvre (et se révèle même peu scrupuleux dans l'identification de ses sources), reste qu'il prend la peine, dans une interview accordée à Jef C. Verhoeven, de revenir sur les lacunes de l'interactionnisme symbolique. Si ce dernier contribue, à juste titre, à relativiser les sociologies trop fonctionnalistes et/ou trop quantitatives, il ne permet pas de :

**« [...] structurer ou d'organiser les choses réelles étudiées. Il s'oppose à tout système, il s'oppose à toute découverte quelque peu systématique. [...] De ce point de vue, il constitue une approche simplement critique, une approche assez grossière, qui à mon avis ne peut mener nulle part. Je ne vois pas comment il peut vous satisfaire, à moins que votre intention ne soit d'être un critique de la sociologie, un critique des autres formes de la sociologie. Il y a des personnes qui sont des analystes de ce que d'autres ont dit en sociologie. Je suppose que l'interactionnisme symbolique convient bien pour cela. Mais pour le travail d'analyse en lui-même, lorsque vous vous mettez à étudier quelque chose, vous êtes intéressé de montrer qu'il présente une certaine organisation, une certaine structure. Sinon, vous n'aurez probablement rien découvert. [...] La thèse de l'interactionnisme symbolique est probablement qu'il n'y a pas de modèle [...] »**

209

Ce que condamne Erving Goffman, c'est le relativisme absolu d'un courant sociologique pour lequel la définition de la réalité évolue à chaque interaction ; ce qu'il condamne, c'est l'absence d'une structure qui permet le sens commun. Autrement dit, la société ne peut pas être seulement le produit, continuellement renouvelé, des interactions symboliques. Le fait social ne peut pas être renouvelé au cours de chaque *situation* concrète.

*Situation* et *cadre* : cette distinction permet d'illustrer la dimension structuraliste de la théorie des cadres de l'expérience. C'est la distinction sur laquelle s'appuie l'interactionniste George Gonos :

**« Objective situations are unique. Social Situations never spontaneously repeat themselves, every situation is more or less new [...] In fact, given this initial assumption about the uniqueness of situations, the abundant research energies of interactionism have cat it, as a body of work, in the direction of ever-more detailed description, that is, a vigorous empiricism. »<sup>210</sup>**

Traduction: Une situation est unique. Au cœur du social, une situation ne se répète jamais spontanément ; toutes sont toujours plus ou moins nouvelles. [...] C'est à partir de cette proposition initiale que l'abondante littérature interactionniste a construit un programme de recherche caractérisé par des descriptions minutieuses c'est-à-dire par un empirisme rigoureux.

<sup>208</sup> DE QUEIROZ Jean-Manuel, ZIOTKOVSKI Marek, *L'interactionnisme symbolique*, Rennes : PUR, 1994

<sup>209</sup> VERHOEVEN Jef C., « An interview with Erving Goffman, 1980 », in FINE Gary Alan, SMITH Gregory W.H. (dir.), *Erving Goffman, London, New Delhi : Sage Publications, p. 213-236, 2000, p. 226*

<sup>210</sup> GONOS George, « « Situation » versus « frame » : the « interactionist » and the « structuralist » analyses of every day life », *American Sociological Review*, vol. 42, p. 854-867, 1977, p. 856

Puis,

**« To Goffman, it is unthinkable that social reality might undergo a construction or reconstruction at every encounter. As opposed to the once-only understandings associated with situations, frames represent the world that are commonly available to members of a culture, and routinely realized through adherence to their conventions. »<sup>211</sup>**

- Traduction: Pour Goffman, il est impensable que la réalité sociale puisse faire l'objet de constructions et reconstructions permanentes, lors de chaque rencontre. Opposé à cette idée de l'unicité de la situation, le cadre représente ce que les membres d'une culture partagent et valident en adhérant aux conventions.

Si pour George Gonos, interactionniste convaincu, c'est bel et bien la situation qu'il faut privilégier, c'est-à-dire la reconstruction permanente du sens issu de l'interaction, nous estimons, quant à nous, que c'est justement la force de la notion de cadre que de s'inscrire *également* dans une dimension structuraliste. A ce titre, il n'est guère surprenant de voir proposée par Erving Goffman l'analogie entre des règles d'engendrement et de fonctionnement des cadres et la structure syntaxique du langage<sup>212</sup>. « Ce sont les cadres et non les interactions qui doivent avant tout nous préoccuper »<sup>213</sup> insiste-t-il, car les premiers peuvent être constitués en objet que le chercheur peut analyser, classer et articuler.

Un cadre ne peut être considéré comme un amalgame accidentel, précaire et instable, d'éléments. Il est constitué, au contraire, d'éléments dont la solidarité est la condition même d'existence du cadre ; il constitue l'élément d'une grammaire du discours social<sup>214</sup>. Pour Erving Goffman, la société peut se définir comme un système de cadre (« *framework of frames* »<sup>215</sup>). Nous avançons plus prudemment qu'un cadre doit être abordé comme un élément de la discursivité sociale (qui renvoie à l'ensemble, pris comme système, des processus par lesquels le sens est produit, circule et se trouve consommé dans la société). La dimension structuraliste de l'analyse des cadres inscrit le « voir comme » au cœur d'une connaissance pratique et routinisée. Le cadre fonctionne comme médiation entre l'événement (ou plutôt l'occurrence) unique et l'événement typique.

Dans la perspective de l'interactionnisme symbolique, la *situation* est le produit d'une interaction et apparaît ainsi comme le produit spécifique et personnel des acteurs de l'interaction. Au contraire, dans la perspective des *Cadres de l'expérience*, que nous reprenons, le *cadre* revêt « une signification impersonnelle »<sup>216</sup> ; autrement dit, il est sans sujet, et ce bien qu'il soit réactivé dans l'énonciation.

Décrire la discursivité sociale comme un système structuré en discours, en briques discursives préformées, est-ce nier toute possibilité d'innovation ? Est-ce nier la capacité du social à faire émerger et développer de nouveaux discours ? Est-ce condamner les discours

<sup>211</sup> GONOS, 1977, p. 859

<sup>212</sup> GOFFMAN, 1991

<sup>213</sup> *idem*, p. 135

<sup>214</sup> Paire du structuralisme, Claude Levy-Strauss « Je suis persuadé que ces systèmes n'existent pas en nombre illimité et que les sociétés, comme les individus [...], ne créent jamais de façon absolue mais se bornent à choisir certaines combinaisons dans un répertoire idéal qu'il serait possible de reconstituer ». LEVY-STRAUSS, *Tristes tropiques*, Paris : Plon, 2002, p. 205

<sup>215</sup> GOFFMAN, 1991

<sup>216</sup> NIZEY Jean, RIGAUX Natalie, *La sociologie d'Erving Goffman*, Paris : La découverte, 2005, p. 72-74

alternatifs ? En effet, s'en tenir à la dimension structuraliste, ce serait sans doute courir le risque d'une approche atemporelle et figée de la discursivité sociale. Mais c'est oublier la double dimension du cadre : à la fois produit et processus. La discursivité sociale évolue et avec elle les cadres qui permettent d'offrir du sens au monde. Ainsi, dans une perspective diachronique, nous verrons comment un cadre peut être appliqué *a posteriori* et ainsi faire évoluer la signification jusqu'alors offerte à un événement (un phénomène de recadrage, donc).

### IV.3. Ce que les cadres ne sont pas

---

Le « tournant culturel »<sup>217</sup> dans les sciences humaines et sociales a conduit à une meilleure prise en compte des formes de représentation du monde, de leur genèse, de leur circulation, de leur réception individuelle et collective. La culture n'est plus pensée comme un secteur particulier de la vie mais à travers sa capacité à structurer le réel. La question du sens est posée ; de nouvelles problématiques apparaissent ; avec elles, de nouveaux concepts. Il est sans doute utile d'opérer ici un rapide éclaircissement terminologique afin de distinguer les notions de cadre et de cadrage d'autres notions fortes des sciences sociales et humaines et parfois mobilisées dans l'étude des médias et de leurs discours. Ainsi, leur articulation avec les notions de « schème », de « récit » et d' « idéologie » mérite d'être précisée<sup>218</sup>.

#### IV.3.1. Cadre et schème

La notion de « schème » est mobilisée en psychologie et particulièrement au sein de la psychologie génétique de Jean Piaget. Selon le psychologue suisse, la pensée humaine n'est ni un élément inné, ni tributaire des simples sensations. C'est dans la confrontation au monde que l'individu, principalement l'enfant, développe des unités intellectuelles élémentaires : les schèmes. Ces derniers renvoient à « *ce qui, dans une action est transposable dans les mêmes situations ou généralisables dans les situations analogues* »<sup>219</sup>. Chez Piaget, le schème n'est pas perceptible (« *on perçoit une action particulière mais pas son schème* ») et ce n'est qu'à travers la répétition de l'action que l'individu peut éventuellement prendre conscience de ses implications. Le schème est « à l'intérieur du sujet » ; il est « *le décalque intériorisé d'un ensemble d'actions (ayant une même finalité) qui se répètent et se généralisent pour se stabiliser* »<sup>220</sup>.

*Schème* et *cadre* partagent ainsi plus qu'un air de famille. L'un et l'autre renvoient aux structures du savoir et à l'organisation de la connaissance « à toute fin pratique ». Néanmoins, alors que, dans une perspective psychologique, le schème renvoie au rapport de l'individu à son environnement (le schème de préhension chez l'enfant, par exemple), dans une perspective plus sociale et culturelle, le cadre renvoie, quant à lui, au rapport que l'individu entretient non seulement avec son environnement mais aussi avec les autres. Contrairement au cadre, le schème ne renvoie à aucune communauté en ce qu'il ne vise

<sup>217</sup> JAMESON Fredric, *The Cultural Turn, Selected Writings on the Postmodern*, 1983-1999, London, Verso, 1998 ; OLIVIER E. Pamela, JOHNSTON Hank, « What a good idea ! Frames and Ideologies in Social Movement Research », *Mobilisation : An International Journal*, n° 5, p. 37-54, 2000

<sup>218</sup> David Snow propose le même type d'éclaircissement terminologique quand il s'attache à présenter le concept de cadre tel qu'il le mobilise dans sa sociologie de la mobilisation : SNOW David, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », CEFAL Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans les arènes publiques*, Paris : Edition de l'EHESS, 2001, p. 27-49

<sup>219</sup> PIERON Henri, *Vocabulaire de la psychologie*, Paris : PUF, 1968, p. 389

<sup>220</sup> CHALON-BLANC Annie, *Introduction à Jean Piaget*, Paris : L'Harmattan, 1997, p. 83

pas le partage de l'expérience et de la connaissance. En ce sens, le cadre offre une réponse interprétative plus large. Si l'on cherche à qualifier l'articulation des deux notions, sans doute peut-on alors parler d'un rapport de surdétermination du cadre sur les schèmes individuels.

### IV.3.2. Cadre et récit

Le tournant culturel des sciences sociales et humaines a encouragé la redécouverte du récit dans la structuration du réel (à travers notamment l'œuvre d'Algirdas Julien Greimas et de Paul Ricœur) ; et les réflexions menées sur l'événement ont été largement tributaires de cette nouvelle attention. A ce titre, les lectures de *Temps et récit* de Paul Ricœur proposées par Jean-François Tétu<sup>221</sup> et Patrick Charaudeau<sup>222</sup> fournissent une synthèse efficace du travail du philosophe intégré chez l'un comme l'autre à une réflexion sur la temporalité de l'information.

Comme le note Patrick Charaudeau, « le récit propose du monde une vision « constatif » » c'est-à-dire qu'il se présente comme « un possible témoignage de l'expérience humaine »<sup>223</sup>. Même chose chez Jean-François Tétu pour qui la force du récit est « de nous donner le sentiment d'être en présence d'une expérience que nous connaissons et que nous pouvons comprendre »<sup>224</sup>.

Dans son herméneutique des récits, Paul Ricœur postule un réel non structuré, chaotique, privé de sens. La mise en intrigue se réalisant à travers la narration de ce qui est arrivé, elle vise à configurer une succession d'occurrences en une totalité intelligible et racontable. Cette totalité n'est pas définie « par un hors-texte, mais par le texte lui-même »<sup>225</sup>. La mise en intrigue *ordonne* en fixant un début et une fin au récit de l'événement. Comme le note Jean-François Tétu, il est d'ailleurs remarquable de constater que l'événement sélectionné pour apparaître dans l'actualité se présente souvent comme « la fin de l'histoire », souvent provisoire.

Les deux auteurs reprennent dans leur réflexion sur la sémiotisation du monde l'idée de Paul Ricœur selon laquelle le récit s'inscrit au sein d'une triple mimésis : la *préfiguration*, la *configuration* et la *refiguration*.

- La *préfiguration*-mimésis 1- fait encore l'économie du langage et, d'ordre pratique, « relève d'un rapport expérientiel direct et global entre le sujet et le monde ». La préfiguration est la confrontation de l'expérience à l'autonomie « des lois et des systèmes d'engendrement d'ordre physique, biologique, chimique, etc., indépendants de la signifiante humaine, qui leur donnent une existence et un ordonnancement propres »<sup>226</sup>.
- La *configuration*-mimésis 2-répond à l'exigence de sens. Le sujet produit, à travers son acte d'énonciation, une mise en ordre de l'expérience à travers « une discrétisation du monde à travers des unités de forme-sens, établit des relations systémiques entre ces unités et des corrélations homologiques entre différents niveaux d'unités, en fonction d'enjeux communicatifs »<sup>227</sup>.

<sup>221</sup> TETU Jean-François, « Les médias et le temps », *Médias, temporalités et démocratie*, Rennes : Apogée, p. 91-108, 2000

<sup>222</sup> CHARAUDEAU Patrick, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris : Nathan, 1997, p. 190

<sup>223</sup> *idem*, p. 189

<sup>224</sup> TETU Jean-François, « Information : la loi du récit » [interview], *Sciences humaines*, n°129, p. 34-37, 2002, p. 34

<sup>225</sup> TETU, 2000, p. 101

La *refiguration*-mimésis 3- dépend du récepteur/destinataire qui, entre « compréhension » et « interprétation », reconstruit une signification « *en fonction de sa finalité d'action et de sa propre expérience intellectuelle et affective* »<sup>228</sup> (la mimésis2 restant fortement contraignante).

Cette approche de la signification sociale de l'expérience s'inscrit dans un présent complexifié : à la suite de Saint Augustin, « *le temps vécu ne nous fournit pas d'expérience du passé, du présent et du futur, mais une triple modalité de la présence dans l'attente (présent du futur), l'attention (présent du présent), et la mémoire (présent du passé)* »<sup>229</sup>. Autrement dit, la mise en récit implique l'ouverture de l'événement à un passé et à un futur que le présent participe à structurer dans le temps même de son surgissement. L'identité d'un événement ne se stabilise ainsi pas de manière autonome : l'événement présent s'intègre aux réseaux tissés à la fois par les événements passés et les événements futurs anticipés. Pour reprendre Paul Ricœur, disons que l'événement reçoit en partie sa définition de sa contribution à l'intrigue.

Une telle conception du récit pose la question de la relation entre le monde phénoménal et le monde signifiant, la question du rapport entre le désordre du flux phénoménal et la possibilité d'un monde commun stabilisé. A ce titre, il semble nécessaire de se demander si les notions de cadrage et de mise en récit ne renvoient finalement pas au même processus.

En effet, cadre et récit se connectent clairement. D'une part, les processus d'articulation de cadre (*frame bridging, frame amplification, frame extension, frame amplification*<sup>230</sup>) peuvent largement contribuer à la configuration d'un récit cohérent en liant des événements jusqu'alors déconnectés. D'autre part, la réussite d'un cadre dépend de sa résonance culturelle c'est-à-dire, notamment, de sa capacité à s'inscrire dans le cadre de grands récits largement partagés.

Dans notre perspective, le cadre, en fournissant à l'événement son contexte de description, l'inscrit dans une explication causale et lui associe ainsi un passé et un futur. Le cadre fournit les « structures d'intelligibilité » de l'événement c'est-à-dire les éléments (circonstances, acteurs, images...) qui permettent dans la mise en récit d'identifier le passé et le futur pertinents. C'est donc le contexte de description fourni par le cadre qui oriente la mise en récit de l'événement et donc son inscription temporelle. Quand il y a consensus sur le passé et le futur pertinents, le cadre fournit ses éléments à l'ensemble des événements du même type, du même récit.

### IV.3.3. Cadre et idéologie

Si le récit a connu son heure de gloire en sciences sociales et humaines (« tout est récit »), il en est de même d'un « tout est idéologie » qui se caractérise par un plus important et vertigineux éclatement des définitions proposées. Néanmoins, un consensus se dégage au cours des années 70 pour accepter une conception minimale commune. Raymond Aron propose ainsi de la définir comme un « système global d'interprétation du monde »<sup>231</sup>. A partir de cette acception minimale apparaissent deux lectures de l'idéologie :

<sup>229</sup> TETU, 2000, p. 100

<sup>230</sup> Notions empruntées à la sociologie de la mobilisation et sur lesquelles nous reviendrons quand nous aborderons « l'altermondialisation comme discours social » : SNOW David, ROCHFORD Burk Jr, WORDEN, S.& BENFORD, Robert, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, p. 464-481, 1986

<sup>231</sup> ARON Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris : Gallimard, 1968, p. 375

- Chez Louis Althusser, les représentations idéologiques du monde sont en grande partie imaginaires, au sens où elles ne correspondent pas à la réalité. C'est moins « leurs conditions d'existence réelles, leur monde réel, que les hommes se représentent dans l'idéologie » que leur rapport à ces conditions d'existence. Ainsi, « l'idéologie représente le rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence » quand ils forment des représentations<sup>232</sup>. Si l'idéologie comme système de représentation revêt effectivement « une fonction de connaissance », reste que celle-ci est supplantée par sa fonction « politico-sociale »<sup>233</sup>.
- Dans une acception très large, l'idéologie apparaît dans une définition proche de celle de culture comme un faisceau, plus ou moins organisé, de croyances, d'opinions, de valeurs qu'un groupe social partage et s'impose.

Dans les deux cas, l'idéologie vise la signification, l'interprétation et la connaissance du monde. Mais là où l'idéologie vise une réponse interprétative globale, le cadre ne fournit qu'une réponse relative à une occurrence-événement ou, du moins, à un type d'occurrence-événement. De plus, si l'on s'en tient à la lecture althussérienne, il faut remarquer que le processus de cadrage se distingue de l'idéologie en ce qu'il ne peut pas être assimilé à une « déformation imaginaire » et reste bel et bien inscrit dans une problématique de la connaissance. Si, au contraire, l'on adopte une conception plus large de l'idéologie, sans doute, comme dans le cas du récit, pouvons-nous la concevoir comme une ressource culturelle dans le processus de cadrage.

Bien que les cadres soient enracinés dans un système culturel plus large, ils ne peuvent néanmoins être réduits au statut de produit de la domination idéologique. Issus des interactions sociales, les cadres sont le produit des conflits d'imposition du sens à l'œuvre dans la société et au sein desquels les acteurs peuvent articuler, amplifier, minorer des segments d'idéologies existantes.

## **Conclusion :**

Le parcours théorique jusqu'ici présenté peut paraître fastidieux notamment par la relative hétérogénéité des références. Néanmoins, son intérêt est, selon nous, de rendre compte du cheminement de notre réflexion.

Dans un premier temps, nous sommes revenu sur le rapport entretenu par le discours médiatique au réel. Vaste programme au sein duquel nous nous sommes modestement situé en adoptant un constructivisme qualifié de raisonné. Que le monde phénoménal existe, qu'il s'offre à nos perceptions et à nos sensations ne fait aucun doute. Mais, sans provocation, nous avançons que celui-ci ne nous intéresse pas ; du moins au sens où nous ne nous posons pas la question de son existence mais celle des processus d'objectivation permettant l'institution collective d'un monde commun fondant la communauté et, par là même, la possibilité du conflit.

La conception du constructivisme à laquelle nous souhaitons échapper peut être qualifiée d'ontologique au sens où elle prétend redéfinir ultimement ce qui est véritablement, c'est-à-dire ce qui est en deçà ou au-delà de la construction. Cette ambition au dévoilement nous apparaît discutable car elle implique un langage « corrupteur », un langage dont l'effet serait de déformer une réalité signifiante en imposant des représentations biaisées. Dans notre perspective, le langage est le médiateur par lequel nous construisons la réalité sociale

c'est-à-dire un monde d'objets communs se dégageant du flux phénoménal. Le langage apparaît alors à la fois comme instrument de sémiotisation et vecteur de socialisation.

Nous partons de la performativité du langage et du constat global que le monde phénoménal ne peut être saisi que par un processus de typification. La notion de cadre introduite par Erving Goffman dans *Les cadres de l'expérience* est adoptée et le processus par lequel l'individu offre du sens à son environnement est développée à la pratique journalistique. La dimension métaphorique de la notion –pertinente mais réductrice- est ensuite précisée par un survol des travaux relatifs aux médias et à leurs discours qui s'inscrivent dans la peu développée *analyse des cadres* française ou dans la plus prolifique *frame-analysis* anglo-saxonne.

Adoptant contre le bon sens scientifique une lecture à la fois constructiviste et structuraliste des *Cadres de l'expérience* et en privilégiant une conception de l'information comme forme de connaissance, nous proposons d'assimiler le système des cadres à la structure générale de la discursivité sociale.

Nous retenons que la configuration du cadre est inscrite dans la relation que le média entretient avec l'ensemble des cadres primaires diffusés par les acteurs sociaux, d'une part, dans la relation que le média entretient avec son public, d'autre part, et ce à travers la prise en compte de ses prédispositions (recherche d'une résonance culturelle à travers l'articulation à des segments idéologiques existants, à des formes narratives partagées, à des imaginaires supposés).

Pour finir cette partie, avançons que l'intérêt de la notion de cadre est de permettre d'articuler les processus cognitifs de production de sens à la routinisation des formes discursives journalistiques. Autrement dit, la notion de cadre doit permettre de repérer dans le discours, les processus de typification qui donnent lieu à la production du sens par les médias.

## Partie B. Une configuration médiatique. Antimondialisation et événement

Dans notre perspective, le cadre appliqué au phénomène est cristallisé autour du *label* antimondialisation dont nous proposons d'étudier l'émergence et les effets sur l'objectivation de l'antimondialisation abordée comme événement. C'est *par* et *dans* l'événement qu'un premier contexte de description apparaît. En effet, l'antimondialisation des années 1999 à 2001 s'inscrit très clairement dans une dialectique de l'événement et du sens<sup>234</sup>. Le contexte de description de l'événement permet l'émergence du cadre et contribue ainsi à la définition à la fois de *l'événement antimondialisation* et par là même, comme nous le verrons, à celle de *l'acteur* et du *récit antimondialisation*. Il offre au mouvement les attributs qui permettent sa reconnaissance dans l'espace des discours de presse et donc son institutionnalisation dans le monde commun. Quand le contexte de description est, même provisoirement, fixé, le cadre s'instaure comme une ressource pratique face à « l'hémorragie du sens » évoquée par Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu<sup>235</sup>.

### I. L'événement discursif

Dès 1966, Emile Benveniste insiste sur la valeur d'acte de l'énoncé performatif et précise qu'« il est événement parce qu'il crée l'événement »<sup>236</sup>. Cette conception est ensuite développée par certains à l'ensemble des énoncés. C'est le cas de Michel Foucault qui encourage alors à traiter l'énoncé à travers sa singularité événementielle<sup>237</sup>. Il s'agit de le traiter « dans son irruption historique », d'illustrer « l'incision qu'il constitue, cette irréductible –et bien souvent minuscule– émergence »<sup>238</sup>. C'est à cet ambitieux programme que s'attache l'historien des discours Jacques Guilhaumou à partir du début des années 80 : « L'événement ne renvoie plus seulement au contexte externe, il concerne les représentations, les interprétations du social »<sup>239</sup>. C'est à ce titre qu'il précise dans le *Dictionnaire d'analyse du discours* que « le retour de l'événement en analyse du discours

<sup>234</sup> RICOEUR Paul, « Événement et sens », *Raisons pratiques*, n°2, 1999, p. 41-56

<sup>235</sup> MOUILLAUD, TETU 1989, p. 7

<sup>236</sup> BENVENISTE Emile, *Problème de linguistique générale*, Paris : Gallimard, 1966, p. 273

<sup>237</sup> FOUCAULT Michel, « Sur l'archéologie des sciences. Réponse au Cercle d'Épistémologie », *Cahiers pour l'analyse*, n°9, 1968 ; repris dans : *Dits et écrits. 1954-1969*, T. I, Paris : Gallimard, 1994, p. 696-731

<sup>238</sup> FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969, p. 40

<sup>239</sup> Parmi les premiers travaux de l'auteur : GUILHAUMOU Jacques, « La formation d'un mot d'ordre : « Plaçons la terreur à l'ordre du jour » », *Bulletin du Centre d'analyse du discours*, n°5, 1981, p.149-196 ; « La mort de Marat à Paris. Description d'un événement discursif », in BONNET Jean-Claude (dir.), *La mort de Marat*, Paris, Flammarion, 1986, p. 39-81. Pour la citation : GUILHAUMOU Jacques, MALDIDIER Denise, ROBIN Régine, *Discours et archive. Expérimentations en analyse du discours*, Bruxelles : Editions Mardaga, 1994, p. 226

s'est accentué au point de rejoindre, au cours des années 90, l'événementialisation actuelle du mouvement social, dans son lien avec le passé, la mémoire et l'histoire »<sup>240</sup>. L'articulation entre l'événement de l'espace discursif et l'événement de l'espace politique et social est l'objet de cette partie.

## I.1. Une formule : « mondialisation »

Avant de nous attacher à l'apparition de la notion d'« antimondialisation » dans les discours de presse, il est sans doute pertinent de s'attacher au radical « mondialisation », à son contexte d'apparition et à la visibilité que lui offre la presse.

### I.1.1. Le contexte d'apparition : village global, sphères financières et discours médiatiques

L'apparition dans le dictionnaire apparaît, selon nous, comme un indice fort de lexicalisation du terme qui se dévêt ainsi, à partir du début des années 60, de sa dimension néologique. Si l'usage du verbe « mondialiser » est attesté dès 1921 comme nous le renseigne le *Dictionnaire historique de la langue française*<sup>241</sup>, son usage reste alors très limité. Le nom commun « mondialisation » est quant à lui daté de 1955 pour le *Grand Robert de la Langue Française*<sup>242</sup>, du début des années 60 pour *Le Robert* qui propose : « le fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier »<sup>243</sup>.

Le contexte dans lequel apparaît et commence à se développer l'usage du terme « mondialisation » -les années 60 donc- correspond à l'émergence des discours scientifiques professant une société globale. Les études françaises retiennent principalement la publication par Marshall McLuhan de *La galaxie Gutenberg*. Méfiant vis-à-vis des effets de la télévision -produit le plus abouti de l'âge électronique, l'auteur prévient : « L'interdépendance nouvelle qu'impose l'électronique recrée le monde à l'image d'un village global »<sup>244</sup>. La thèse de l'auteur s'exprime plus en termes de contraction et d'implosion que d'expansion et d'explosion. Ainsi, dans l'ouvrage suivant, il précise :

**« Notre univers se comprime brutalement... Contracté par l'électricité, notre globe n'est plus qu'un village. Et en précipitant ensemble en une implosion soudaine toutes les fonctions sociales et politiques, la vitesse de l'électricité a intensifié à l'extrême le sens humain de la responsabilité. C'est ce facteur "implosif" qui a transformé la situation des Noirs, des adolescents et de divers autres groupes. Il est impossible de les contenir, au sens politique d'en limiter**

<sup>240</sup> GUILHAUMOU Jacques, « Événement discursif », in CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique, *Dictionnaire d'analyse du discours*, p. 244-246, Paris : Seuil, 2002

<sup>241</sup> REY Alain, « Mondialisation », REY Alain (et al.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris : Le Robert, 2006

<sup>242</sup> « Mondialisation », *Grand Robert de la Langue Française*, Paris : Le Robert, 1982

<sup>243</sup> « Mondialisation », *Le Robert*, Paris : Le Robert, 1987

<sup>244</sup> Mc LUHAN Marshall, *La galaxie Gutenberg. La genèse de l'homme typographique*, Paris : Gallimard, 1967, p. 34. L'édition originale date de 1962 : *The Gutenberg Galaxy: The Making of Typographic Man*, University of Toronto Press, 1962. Voir aussi : BRZEZINSKI Zbigniew, *La révolution technétronique*, Paris, Calmann-Lévy, 1971. L'édition originale date de 1969 : *Between two Ages. America's Role in a Technetronic Area*, New York : Viking Press, 1969

***l'association. Ils participent désormais à notre vie, et nous à la leur, grâce aux media électriques. »***<sup>245</sup>

La métaphore du village (qualifié de « global » ou de « planétaire ») fait ensuite florès, et ce aussi bien chez les partisans du sociologue canadien qu'au sein de ses détracteurs qui veillent à en relever les limites et le déterminisme technologique<sup>246</sup>. L'origine anglo-saxonne de nombreux travaux portant sur l'évolution de ce que, en France, Olivier Dolffus appelle dès 1984 le « système-monde »<sup>247</sup> explique sans doute la confusion existant entre l'anglicisme « globalisation » (« *globalization* ») et « mondialisation ».

C'est au cours des années 80 que l'usage des deux termes se développe réellement dans le domaine de l'économie (le terme « mondialisation » est privilégié) et surtout de la finance (« globalisation » est privilégié)<sup>248</sup>. En plein essor des multinationales de la Triade (Amérique du Nord, Europe occidentale et l'Asie-Pacifique avec le Japon et la Corée du Sud), il s'agit de relayer l'idée selon laquelle l'entreprise nouvelle est dans l'obligation de penser son développement à l'échelle mondiale et non plus dans le cadre national, étroit et contraignant. La perception de ce changement d'échelle n'est pas nouvelle. Dans un langage qui nous est contemporain, Karl Marx et Friedrich Engels le relèvent déjà en 1848 dans *Le manifeste du parti communiste* :

***« Poussée par le besoin d'un débouché toujours plus étendu, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale [...] A la place de l'ancien isolement local et national se développe un trafic universel, une dépendance mutuelle des nations ».***<sup>249</sup>

Plus qu'un changement d'échelle, ce qui est réellement nouveau dans les années 80, c'est l'évolution de la sphère financière. « Globalisation » et « mondialisation » rendent ainsi compte des nouveaux processus de répartition et de circulation des capitaux entre les différentes régions du monde (diversification des flux, multiplication et déréglementation des mouvements de capitaux...<sup>250</sup>). Les flux financiers prennent le pas sur les échanges

<sup>245</sup> Mc LUHAN Marshall, *Pour comprendre les médias*, Paris : Seuil, 1977, p.32. Edition originale : *Understanding Media*, McGraw-Hill, New-York, 1964

<sup>246</sup> Pour une lecture critique : BRETON Philippe, *L'utopie de la communication. Le mythe du « village planétaire »*, Paris : La Découverte, 1992 ; MATTELART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris : La découverte, 1999

<sup>247</sup> DOLFFUS Olivier, « Le système Monde. Proposition pour une étude de géographie », *Actes du Géopoint 1984 : Systèmes et localisations*, Université d'Avignon, p. 231-240, 1984

<sup>248</sup> DAGORN René, « Une brève histoire », BEAUD Michel (*et al.*), *Mondialisation. Les mots et les choses*, Paris : Karthala, 1999, p. 187-2004. La distinction entre les deux termes n'est pas à surcharger de sens. L'auteur relève : « Notons aussi que dans les analyses économiques en langue française de cette période [1985-1995], la différence entre les mots « mondialisation » et « globalisation » est inexistante ou indifférente ».

<sup>249</sup> MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Le manifeste du parti communiste*, Paris : Nathan, 1981 [1848], p. 38

<sup>250</sup> PLIHON Dominique « Les enjeux de la globalisation financière », in CORDELLIER Serge (dir.), *Mondialisation. Au-delà des mythes*, Paris : La découverte, 1997.

commerciaux et deviennent « le méta-réseau dominant »<sup>251</sup>. Dès lors, l'internationalisation de l'économie se mesure moins à partir des chiffres du commerce international qu'à partir de la circulation des capitaux.

Termes dont le recours est largement limité au domaine économique et financier jusqu'au début des années 1990, ils se dégagent ensuite de l'espace de leur usage pour être abondamment discutés dans l'espace scientifique à partir de 1995. Jusqu'alors peu interrogé, jusqu'alors perçu comme transparent au sein de la finance et de l'économie, le terme « mondialisation » devient l'objet de vives polémiques au sein des sciences sociales et humaines (économie, histoire, géographie, sciences politiques...<sup>252</sup>). On discute de l'adéquation du terme à la réalité perçue ; on discute de la nouveauté et de la globalité du phénomène. Ces controverses expliquent l'impossibilité d'une définition partagée de la mondialisation. Utilisé dans différents sens, souvent complémentaires, le terme peut désigner la multiplication des phénomènes qui se développent à l'échelle de la planète ; il peut signaler l'augmentation des interactions et des interdépendances liant les différentes parties du monde qui encourage à penser le monde dans sa totalité ; il peut enfin désigner les « nouvelles réalités » qui se développent d'une manière organique à l'échelle du monde. Cette polysémie favorise sans doute l'investissement idéologique du terme « mondialisation » relevé par René Dagorn à partir du début des années 90. En encourageant l'usage du terme « mondialisation », des institutions internationales comme l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) ou l'OMC (Organisation mondiale du commerce) illustrent la volonté de proposer une nouvelle lecture du monde au sein de laquelle la circulation (des capitaux, des biens, des services) n'est plus « internationale » mais « mondiale » au sens où elle se dégage des cadres classiques et contraignants des Etats<sup>253</sup>. A ce titre, à la suite de la fin de la Guerre froide, la mondialisation apparaît comme un espace d'investissement idéologique. C'est aussi la thèse d'Alain Touraine qui insiste sur la mondialisation comme « représentation purement idéologique » et « mythe fondateur de la société capitaliste mondiale »<sup>254</sup>. En désignant d'un même élan la société de l'information et l'économie mondialisée, le terme « mondialisation » contribuerait à légitimer le marché comme principale force régulatrice. Cette polysémie découragerait par ailleurs la condamnation des processus de libéralisation économique. Soutenue par une nouvelle phraséologie (« gouvernance », « communauté internationale »...), sans doute peut-on ainsi avancer que la mondialisation apparaît comme un nouveau « récit géopolitique »<sup>255</sup>, celui du monde réconcilié.

Au moment où la mondialisation (comme *mot* et comme *chose*) se fait une place de choix dans l'espace scientifique, le terme jouit d'une promotion médiatique remarquable. Certes, au cours de la seconde partie du XXe siècle, quelques usages du terme « mondialisation » seraient sans doute déjà repérables. Ainsi, en 1964, dans *Le Monde*, un article portant sur les rapports entre les Etats-Unis et la nouvelle Communauté Economique

<sup>251</sup> CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information. La société en réseaux*, Paris : Fayard, 1998, p. 528

<sup>252</sup> Notamment : BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques-Dalloz, 1992 ; DOLLFUS Olivier, *La nouvelle carte du monde*, Paris : PUF, 1995 ; LEVY Jacques, *Le monde pour Cité*, Paris : Hachette, 1996 ; MOREAU DEFARGES Philippe, *L'ordre mondial*, Paris : Armand Colin, 1998

<sup>253</sup> DAGORN, 1999, p. 192-195

<sup>254</sup> TOURAINE Alain, *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris : Fayard, 2001

<sup>255</sup> POSTEL-VINAY Karoline, *L'Occident et sa bonne parole. Nos représentations du monde. De l'Europe coloniale à l'Amérique hégémonique*, Paris : Flammarion, 2005

Européenne (CEE) est intitulé « Vers la mondialisation des échanges ? » (aucune autre occurrence n'est présente dans l'article)<sup>256</sup>. L'absence de bases de données complètes ne permet malheureusement pas de repérer l'ensemble de ces premiers et rares usages du terme entre 1960 et 1990. Ces occurrences existent mais constituent des usages non-ordinaires qui ne rendent pas compte, à notre sens, d'une rupture dans l'analyse du monde telle que semble l'illustrer l'explosion de l'usage à partir des années 90.

Dans le tableau suivant, les données indiquent le nombre d'articles dans lesquels figure au moins une occurrence « mondialisation » et ne comprennent pas celles inscrites dans les néologismes de forme comme « anti-mondialisation ». Ayant accès aux archives du *Monde* et de *L'Humanité* depuis 1990, à celles de *Libération* et *La Croix* depuis 1995, à celles du *Figaro* depuis 1997, nous pouvons proposer quelques constatations d'ordre quantitatif. Sous forme de tableau<sup>257</sup>:

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Le Monde</b>	27	49	59	135	120	146	413	535	586	812	<b>896</b>	<b>1141</b>	<b>1079</b>	615	511
<b>L'Humanité</b>	6	3	12	32	44	82	390	360	252	439	<b>510</b>	<b>562</b>	<b>758</b>	596	441
<b>La Croix</b>	-----	-----	-----	-----	-----	27	162	222	198	326	<b>347</b>	<b>384</b>	<b>429</b>	340	264
<b>Libération</b>	-----	-----	-----	-----	-----	62	180	191	192	367	<b>476</b>	<b>485</b>	<b>539</b>	414	331
<b>Le Figaro</b>	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	437	512	580	<b>723</b>	<b>917</b>	<b>809</b>	581	507

De ces quelques données quantitatives, nous retenons naturellement la dynamique convergente qui anime la visibilité offerte à la notion de mondialisation. De 1990 à 1995, les usages restent rares mais en constante augmentation ; en 1996, les usages augmentent fortement et continuent d'augmenter rapidement et régulièrement jusqu'en 2000 ; puis c'est lors des années 2000, 2001 et 2002 que la notion est la plus utilisée ; ensuite, la tendance est à une baisse progressive des usages. Aussi simples soient-elles, ces quelques données et la convergence qu'elles illustrent nous interpellent : le mot semble *s'imposer* au sein des discours de presse.

### 1.1.2. La « mondialisation » comme enjeu de débat

S'il existe naturellement des stratégies politiques et des positionnements éditoriaux différenciés, il reste que certaines ressources lexicologiques apparaissent comme autant de passages obligés dans leur travail de configuration de l'actualité. C'est le cas de « mondialisation ». Ceci n'implique nullement un désamorçage des luttes et polémiques propres au travail de configuration de l'actualité. A ce titre, relayant ainsi la proposition d'Alice Krieg-Planque, nous abordons la notion de « mondialisation » comme une « formule »<sup>258</sup> :

<sup>256</sup> FABRE Paul, « Vers la mondialisation des échanges ? », *Le Monde*, 29-30 avril 1964.

<sup>257</sup> *Le Monde*, Editions CDROM SNI ; *Libération*, Editions CDROM SNI ; *Le Figaro*, base de données Factiva ; *L'Humanité*, archives en ligne ; *La Croix*, archives en ligne.

<sup>258</sup> Quand l'auteur s'attache à suivre à *la trace* la formule « purification ethnique » au sein des discours de presse écrite portant sur les différents conflits qui aboutissent à l'éclatement de la « Grande Yougoslavie », il relève à plusieurs reprises le caractère « formulaire » du terme « mondialisation » (sont aussi cités « développement durable », « fractures sociales », « devoir de mémoire »...) : KRIEG Alice, *Emergence et emplois de la formule « purification ethnique » dans la presse française (1980-1994)*, Thèse de doctorat de sciences du langage, soutenu le 9 novembre 2000 ; KRIEG-PLANQUE Alice, « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris :

**« A un moment du débat public, une séquence verbale, formellement repérable et relativement stable du point de vue de la description linguistique qu'on peut en faire, se met à fonctionner dans les discours produits dans l'espace public comme une séquence conjointement partagée et problématique. Portée par des usages qui l'investissent d'enjeux socio-politiques parfois contradictoires, cette séquence connaît alors un régime discursif qui fait d'elle une formule : un objet descriptible dans les catégories de la langue, et dont les pratiques langagières et l'état des rapports d'opinion et de pouvoir à un moment donné au sein de l'espace public déterminent le destin –à la fois envahissant et sans cesse questionné- à l'intérieur des discours. »**

L'auteur identifie quatre critères qui permettent d'identifier les notions relevant de la formule<sup>260</sup>. Le terme « mondialisation » semble y répondre.

*La formule revêt un caractère figé* au sens où « elle est portée par une forme signifiante relativement stable »<sup>261</sup>. Elle peut être une unité lexicale simple mais aussi une unité lexicale complexe ou même une séquence autonome c'est-à-dire une phrase. Le figement est nécessaire à la formule pour fonctionner « comme lieu commun du débat, comme signifiant partagé »<sup>262</sup>.

*La formule revêt un caractère discursif.* Ceci l'éloigne de la notion purement linguistique. La formule n'existe qu'à travers les usages qu'en font les acteurs sociaux et politiques. Autrement dit, aucun mot, aucune séquence n'est prédéterminé à devenir une formule. C'est dans l'usage, dans l'intention, dans l'investissement idéologique qu'apparaît la formule. En ce sens, la formule est à la fois un lieu et un enjeu de pouvoir.

*La formule se constitue en référent social.* Emprunté par Alice Krieg-Planque aux travaux de Pierre Fiala et Marianne Ebel<sup>263</sup>, le concept de référent social « traduit son aspect dominant, à un moment donné et dans un espace socio-politique donné »<sup>264</sup>. Le statut référentiel de la formule est partagé au sens où chacun reconnaît qu'elle désigne quelque chose, qu'elle renvoie au monde. Plusieurs indices permettent d'évaluer l'acquisition par un énoncé du statut de référent social :

- La fréquence d'usage au sein des discours médiatiques en constitue un premier en ce qu'elle en traduit la notoriété de l'énoncé. Nous avons relevé la remarquable dynamique par laquelle le terme « mondialisation » investit l'espace des discours médiatiques.

CNRS Editions, 2003 ; KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de "formule" en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009

<sup>259</sup> KRIEG-PLANQUE, 2003, p. 15

<sup>260</sup> KRIEG, 2000, p. 45-75

<sup>261</sup> *idem*, p. 45

<sup>262</sup> *idem*, p. 52

<sup>263</sup> FIALA Pierre, EBEL Marianne, *Langages xénophobes et consensus national en Suisse (1960-1980) : discours institutionnels et langage quotidien. La médiatisation des conflits*, Université de Neuchâtel, Faculté des Lettres, 1983

<sup>264</sup> Commentant le concept de « référent social », Dominique Maingueneau précise : « A un moment donné, tout le monde est contraint de se situer par rapport à ces formules, de les faire circuler d'une manière ou d'une autre en luttant pour leur imposer sa propre interprétation » [MAINGUENEAU Dominique, *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991, p. 85]

- Un second indice tient au dispositif sémio-discursif du journal. C'est la capacité de l'énoncé à acquérir un statut référentiel dépassant son statut informationnel au sein des titres de presse. Nous nous référons à la structure binaire dans laquelle le titre est composé de deux énoncés séparés par deux points. Maurice Mouillaud étudie cette structure et insiste sur la distinction de statut et de valeur des deux parties du titre<sup>265</sup>. La première partie réfère à un état du monde : elle n'informe pas ; elle rappelle une connaissance supposée partagée. La seconde partie, quant à elle, revêt alors, par la promesse du *faire savoir*, un caractère informationnel (« *nécessaire*ment présent à la suite de l'énoncé référentiel »<sup>266</sup>). Autrement dit, l'énoncé référentiel –première partie du titre- circonscrit le domaine référentiel et mémoriel au sein duquel l'énoncé informationnel –seconde partie du titre – doit être interprété<sup>267</sup>. Le premier acquiert alors un statut qui le rapproche du titre de rubrique (« Monde », « France », « Economie »...). Les exemples sont nombreux : « Mondialisation : le PCF auditionne »<sup>268</sup>, « Mondialisation : les syndicats organisent leur riposte à l'échelle planétaire »<sup>269</sup>, « Mondialisation : une menace ambiguë pour l'emploi »<sup>270</sup>, « Mondialisation : l'Eglise refuse la babélisation »<sup>271</sup>, « Mondialisation : les opposants affutent leurs armes »<sup>272</sup>, « Mondialisation : la grande désillusion »<sup>273</sup>, « Mondialisation : la peur justifiée des salariés »<sup>274</sup> ...
- Un autre indice fondamental du caractère « formulaire » d'une unité lexicale est la progéniture discursive qu'elle encourage. Des unités lexicales complexes acquièrent rapidement un degré de figement plus ou moins élevé : « mondialisation culturelle », « mondialisation libérale », « mondialisation économique », « mondialisation politique »... Ces qualifications viennent contraindre la polysémie de la formule et apparaissent comme autant de manières de l'investir idéologiquement. Dans notre perspective, l'apparition des notions « antimondialisation » puis « altermondialisation » appuie également l'hypothèse selon laquelle « mondialisation » s'est imposée comme référent social, et plus généralement, comme formule.

*Enfin, la formule revêt un caractère polémique.* Cette quatrième caractéristique est liée à la précédente. « Le caractère polémique de la formule est indissociable du fait que celle-ci est un référent social : c'est parce qu'il y a dénominateur commun, territoire partagé, qu'il y a polémique »<sup>275</sup>. Si la formule est partagée au sens où elle devient un passage obligé, elle reste investie d'une signification non-homogène. En relevant ses significations multiples, parfois contradictoires, Alice Krieg-Planque semble s'inscrire dans le cadre dialogique ouvert par Mikhaïl Bakhtine pour qui « chaque mot (...) se présente comme une arène en réduction où s'entrecroisent et luttent les accents sociaux à orientation contradictoire. Le mot s'avère, dans la bouche de l'individu, le produit de l'interaction vivante des forces sociales »<sup>276</sup>.

Des travaux d'Alice Krieg-Planque, nous retenons que les mots, et plus encore les formules, ne sont pas seulement les traces de tel ou tel positionnement idéologique. Ils sont des lieux de rencontre des divers discours sociaux en circulation dans la société et, en ce sens, ils sont des lieux d'affrontement et d'enjeux non seulement discursifs

<sup>275</sup> KRIEG, 2000, p. 70

<sup>276</sup> BAKHTINE Mikhaïl (Volochnikov), *La marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Editions de Minuit, 1977, p. 232.

mais aussi sociopolitiques<sup>277</sup>. Nous retenons également que certains mots ou composés lexicaux peuvent, à un moment donné du débat public, *s'imposer* comme référents sociaux, profiter dès lors d'une promotion médiatique conséquente et ainsi se constituer comme une ressource discursive à la fois partagée et polémique.

### I.1.3. L'émergence d'une nouvelle lecture du monde

River notre attention sur l'apparition du terme « antimondialisation » comme nous nous apprêtons à le faire ne doit pas laisser penser que les débats sur la mondialisation ont jusqu'alors été absents des discours de presse. Au contraire, la presse *organise* et *met en scène le débat* depuis 1995 et ce à travers quelques larges dossiers à visée didactique<sup>278</sup>, à travers, aussi et surtout, ses pages ouvertes<sup>279</sup>. Ces dernières forment *la périphérie* du journal, un lieu de surgissement de paroles et d'opinion<sup>280</sup>.

Gérard Imbert, en introduction à l'ouvrage *Le discours du journal*, propose un schéma théorique basé sur l'opposition centre/périphérie : la presse libérale a une tendance «centripète» qui la pousse à intégrer l'altérité c'est-à-dire ce qui relève de la périphérie de l'espace social (lutttes sociales, marginalité, sous-cultures...) dans un modèle « rassurant »<sup>281</sup>. L'auteur applique ce modèle au dispositif sémio-discursif du journal en distinguant les discours qui relèvent du centre du journal et ceux qui relèvent de sa périphérie. Les premiers sont assumés par le *nom-du-journal*, les seconds, moins nombreux, s'inscrivent dans des rubriques spécifiques : « Rebonds » pour *Libération*, « Horizons » pour *Le Monde*, « Débats » pour *Le Figaro*, « Prises de parole » pour *L'Humanité*, « Forum » pour *La Croix*... Ces rubriques sont ouvertes aux intervenants extérieurs et cette rupture du cadre énonciatif est illustrée par un dispositif sémio-discursif spécifique: « l'élévation dans le plan »<sup>282</sup>, (distribution des textes, des titres, des (rares) photographies...) est réduite et encourage une lecture complète et attentive. Généralement, les intervenants sont investis

<sup>277</sup> Nous retrouvons les propos souvent repris de Michel Foucault qui, dans sa leçon inaugurale au Collège de France, relève que « le discours n'est pas seulement ce qui traduit les luttes, mais ce par quoi on, ce pour quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer ». FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971, p. 11-12

<sup>278</sup> « Qu'est-ce que la mondialisation ? », *Libération*, 1-07-96 ; « Dossier. La mondialisation », *L'Humanité*, 12-04-97 ; « Irrésistible mondialisation ? », *Le Monde* [complément « Dossiers et documents »] 1-10-1997.

<sup>279</sup> Dans *Le Monde* (rubrique Horizons), « Riches et pauvres : un seul monde » par Erik Izraelewicz, 11-01-1995 ; « Le désordre du monde » par Serge Marti, 28-04-95 ; « Mondialisation et cohésion sociale » par Jean Arthuis, 16-05-95 ; « Les champions du civisme planétaire » par Jean-Paul Besset, 13-09-95 ; « La première révolte contre la mondialisation », par Erik Izraelewicz, 7-01-95, « Le mythe de la mondialisation » par Henri Guaino, 24-05-96 ; « Les fausses évidences de la mondialisation » par Michel Husson, 25-06-1996 ; « Pour une mondialisation de la politique » par Pierre Mauroy, 6-11-96 ; « Pour un sommet sur la mondialisation », par Peter Sutherland et John Sewell, 7-08-98. Dans *Libération* (rubriques « Rebonds » et « Tribunes »), « Civiliser la mondialisation » par Alain Chouraqui, 28-02-96 ; « Mondialisation et nouveaux emplois » par Alain Alphadery, 20-02-96 ; « Le mondial et l'universel » par Jean Baudrillard, 18-03-96. Dans *La Croix* (rubrique « Forum ») : « Repenser la mondialisation » par René Coste, 7-03-96 ; « Les pauvres espèrent que la mondialisation facilitera un partage plus universel de la richesse » par Zaki Laïdi, 24-04-96 ; « Le prix de la mondialisation », par Pierre Bauchet, 27-11-96 ; « Le monde pour cité », par Jean-Baptiste de Foucauld, 27-09-96. Dans *Le Figaro* (rubrique Débats), « Le nouveau village » par Antoine-Pierre MARIANO, 16-04-97 ; « Un monde privé de sens » par Zaki Laïdi, 31-08-1995

<sup>280</sup> Les propos sur la « périphérie du journal » reprennent notre mémoire de maîtrise en Sciences de l'information et de la communication : AUBOUSSIER Julien, *Rubriques Rebonds de Libération, Horizons-Débats de Le Monde et Opinions de Le Figaro : une contribution au débat démocratique limitée*, mémoire de maîtrise, sous la direction d'Alain Girod, Université Lyon II, 2003.

<sup>281</sup> IMBERT 1988, p. 32

<sup>282</sup> MOUILLAUD, TETU 1989

d'un *pouvoir dire* par leur représentativité (registre politique), leurs compétences (registre de l'expertise) ou leur notoriété. En termes de contenu, la périphérie du journal est, en premier lieu, un espace, essentiellement politique, où s'expriment des opinions (c'est illustré par les titres donnés à la rubrique). Les textes dogmatiques, polémiques, quelque fois des lettres ouvertes, plus rarement des textes d'hommage ou littéraires y trouvent leur place. La périphérie est également, et de plus en plus souvent, le lieu de l'expertise, un lieu d'analyse, parfois didactique, largement stimulé aux sciences sociales et humaines. Ces interventions illustrent la complexité des faits de société et une fragmentation des savoirs qui encourage le recours aux experts.

De telles interventions trouvent donc leur place dans la périphérie des journaux depuis le milieu des années 1990 et privilégient la question de la réalité du processus de mondialisation (son historicité, son inéluctabilité...), la question des effets et, parfois, déjà, la possibilité qu'un mouvement social vienne « s'opposer » à la mondialisation. Ainsi, en 1996 dans *Le Monde*, s'attachant aux « mythes de la mondialisation », Henri Guaino s'interroge: « faut-il admettre sans discuter l'idée reçue selon laquelle un vaste et implacable processus de mondialisation serait en train d'enfanter un nouveau monde sans frontières, dans lequel les politiques nationales seraient impossibles et les nations n'auraient plus leur place ? »<sup>283</sup>. Au contraire, dans *Le Figaro*, Antoine-Pierre Mariano insiste quant à lui sur « le nouveau village » issu des processus de mondialisation et condamne la tendance française émergente à faire de cette dernière l'origine de tous les maux de l'économie française<sup>284</sup>. Cristallisant deux positionnements antagonistes, ces deux interventions illustrent le passage d'une mondialisation perçue comme processus naturel et transparent à une mondialisation perçue comme objet de débat, voire problème public. C'est ainsi que les pages « Horizons » du *Monde* offrent en août 1998 un espace à l'intervention de Peter Sutherland et John Sewell (du CDO- *The Overseas Development Council*) qui appellent à « un sommet sur la mondialisation »<sup>285</sup>.

Objet de débat donc mais aussi, et surtout, objet d'inquiétudes auxquelles, là encore, la périphérie des journaux offre un espace pour s'exprimer. « Le processus accéléré de mondialisation que nous connaissons actuellement est-il bénéfique ou maléfique ? Comment appréhender correctement un phénomène qui nous dépasse, nous intrigue, nous inquiète, et dont nous profitons tous les jours », s'interroge Jean-Baptiste de Foucauld dans la rubrique « Forum » de *La Croix*<sup>286</sup>. L'objet de réflexion est identique chez Serge Marti dans la rubrique « Horizons-Débats » du *Monde*: « Tirailé entre tant de mouvements contraires, partagé entre sa croyance dans les bienfaits de la mondialisation et de l'ouverture internationale, sources de progrès, d'une part, et la fragmentation de l'édifice ancien, doublée d'un repli identitaire, d'autre part, le citoyen du monde est en plein

désarroi »<sup>287</sup>. Même « malaise » identifié par Zaki Laïdi dès 1995 dans les pages « Débats » du *Figaro*: « De manière lente mais irréversible, la mondialisation est en train de se hisser au rang d'enjeu politique majeur »<sup>288</sup>. De même, dans *Le Monde*, Jean-Paul Besset, journaliste spécialisé des questions liées à l'environnement, se fait une place dans

<sup>283</sup> « Le mythe de la mondialisation », *Le Monde*, 24-05-96

<sup>284</sup> « Le nouveau village », *Le Figaro*, 16-04-97

<sup>285</sup> « Pour un sommet sur la mondialisation », *Le Monde*, 7-08-98

<sup>286</sup> « Le monde comme cité », *La Croix*, 27-09-96

<sup>287</sup> « Désordres du monde », *Le Monde*, 28-04-95

<sup>288</sup> « Un monde privé de sens », *Le Figaro*, 31-08-95

les pages « Horizons-Débats » de son propre journal pour affirmer : « Face à la grande machine anonyme de la mondialisation, porteuse de virtualités révolutionnaires autant que de sourdes inquiétudes, ce sont les prémices d'une citoyenneté planétaire qui s'affichent à travers les avant-gardes associatives »<sup>289</sup>. L'ensemble de ces interventions participe à faire de la périphérie des journaux le lieu d'émergence d'un nouveau débat. Espace discursif propice à l'investissement idéologique, cette périphérie accueille le débat et lui offre les conditions même de son existence. Ainsi, dans la seconde partie des années 90, la mondialisation commence à être un objet privilégié pour l'affirmation des positionnements politiques et idéologiques. Des problèmes aussi divers que le chômage, l'immigration, la préservation des diversités humaines et environnementales, commencent à être observés à travers les processus de mondialisation.

Dès 1995, l'inquiétude relevée laisse présager une mobilisation sociale aux contours encore mal définis et susceptible de proposer une alternative à la mondialisation. Il est ici indispensable de rappeler le mouvement de décembre 1995 au cours duquel « le plan Juppé » suscite une multitude de grandes manifestations dans l'ensemble du pays<sup>290</sup>. Au sein de la périphérie du journal, certains proposent alors un cadre d'interprétation qui éloigne la mobilisation des enjeux classiques du mouvement social français (répartition des richesses, conditions de travail...).

A ce titre, nous proposons d'aborder l'intervention d'Erik Izraelewicz (journaliste au *Monde* mais dont l'article paraît en rubrique « Horizons-Débats » avec un appel de Une) comme un premier texte fondateur. Il semble capital pour illustrer l'émergence de l'antimondialisation dans les années 90 car il est emblématique d'une nouvelle lecture du mouvement social par son titre -« La première révolte contre la mondialisation »- et son propos :

**« Pour la première fois dans un pays riche, on assiste aujourd'hui, en réalité, à une grève contre la « mondialisation », à une réaction massive et collective contre la « globalisation » financière et ses conséquences [...] Le mouvement social actuel est une réaction face à cette mondialisation. Les revendications avancées par les conducteurs de la RATP, les étudiants de Jussieu et les médecins de province relèvent peut-être de comportements corporatifs : l'opinion ne les perçoit pas ainsi. [...] Cette grève contre la mondialisation menace de déboucher sur une nouvelle remise en cause de Maastricht. »**<sup>291</sup>

Cette interprétation du mouvement de décembre 1995 reste alors très largement marginale dans la presse. Elle est néanmoins reprise deux mois après dans une « Tribune » (du nom de la rubrique) parue dans *Libération* sous la plume du sociologue Alain Chouraqui : « Et si le mouvement social français de décembre 1995 préfigurait un combat d'avant-garde, au commencement d'un processus historique à la fois spasmodique, durable et planétaire de lutte afin de «civiliser» la «mondialisation sauvage», aujourd'hui sans règles ni contrepoids? [...] A travers les banderoles «Non à la dictature des marchés!», c'est tout le processus accéléré de «mondialisation sauvage» qui est en question »<sup>292</sup>. A noter : alors très

<sup>289</sup> « Les champions du civisme planétaire », *Le Monde*, 13-09-95

<sup>290</sup> Le « plan Juppé » du nom du Premier ministre d'alors concerne prioritairement les retraites et la sécurité sociale. Du 24 novembre au 15 décembre, il entraîne des grèves de grande ampleur aussi bien dans le secteur public que privé. Pour une analyse sociologique : TOURAINE Alain (et al.), *Le Grand Refus. Réflexions sur la grève de décembre 1995*, Fayard, 1996

<sup>291</sup> « La première révolte contre la mondialisation », *Le Monde*, 9-12-95

<sup>292</sup> « Civiliser la mondialisation », *Libération*, 28-02-96

marginale dans la presse, cette interprétation du mouvement de décembre 1995 l'est tout autant au sein même de l'espace militant comme nous l'indique une analyse des tracts alors distribués dans les rues parisiennes<sup>293</sup>. Certes, l'auteur relève quelques tracts dans lesquels les enjeux nationaux sont lus au prisme des processus contemporains de mondialisation. Mais, insiste l'auteur, ils restent très minoritaires. Une donnée contribue à l'illustrer : sur 761 tracts rassemblés, seul 21 comportent une occurrence du terme « mondialisation ».

Nous accordons le statut de texte fondamental à un autre article –un éditorial – qui dépasse le cadre du mouvement de 1995. Cet éditorial constitue un indice fort de l'émergence dans la presse d'un nouveau cadre d'interprétation du mouvement social. Signé par Ignacio Ramonet, il paraît dans *Le Monde diplomatique* en décembre 1997 et s'intitule « Désarmer les marchés »<sup>294</sup>. Dans une rhétorique proche de celle utilisée par Karl Marx et Friedrich Engels dans leur *Manifeste du Parti communiste*, le dépassement des Etats-nations se fait au profit du seul marché et au détriment de l'intérêt des peuples<sup>295</sup>. Dès le chapeau, la mondialisation est condamnée comme la cause de la crise qui secoue alors les bourses asiatiques :

**« La mondialisation du capital financier est en train de mettre les peuples en état d'insécurité généralisée. Elle contourne et rabaisse les nations et leurs Etats en tant que lieux pertinents de l'exercice de la démocratie et garants du bien commun. »**

Plus loin, les coupables, c'est-à-dire les représentants de la « mondialisation du capital financier », sont clairement identifiés ; et « la bourgeoisie » laisse place aux institutions financières internationales :

**« La mondialisation financière a d'ailleurs créé son propre Etat. Un Etat supranational, disposant de ses appareils, de ses réseaux d'influence et de ses moyens d'action propres. Il s'agit de la constellation Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces quatre institutions parlent d'une seule voix - répercutée par la quasi-totalité des grands médias - pour exalter les vertus du marché. Cet Etat mondial est un pouvoir sans société, ce rôle étant tenu par les marchés financiers et les entreprises géantes dont il est le mandataire, avec, comme conséquence, que les sociétés réellement existantes, elles, sont des sociétés sans pouvoir. Et cela ne cesse de s'aggraver. »**

Dès 1998, cet article institue *Le Monde diplomatique* comme un véritable acteur du prochain mouvement antimondialisation. En effet, loin de se limiter à la configuration de l'actualité, ni même à l'affirmation d'une opinion, Ignacio Ramonet conclut son article par une proposition inscrivant ainsi son discours dans une problématique de l'action:

**« Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique**

<sup>293</sup> CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », AGRIKOLIANSKY Eric (et al.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion : Paris, 2005, p.233-289

<sup>294</sup> « Désarmer les marchés », *Le Monde diplomatique*, 12-97

<sup>295</sup> MARX, ENGELS, 1981 [1848]. cf. *infra* p. 92

***auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en œuvre effective de cet impôt mondial de solidarité. »***

Six mois plus tard, l'association est créée (juin 1998) et connaît rapidement un très grand succès au sein du lectorat du mensuel (pour ensuite mobiliser bien au-delà). Lancé par *Le Monde diplomatique*, Attac deviendra une des organisations internationales les plus reconnues de la mouvance antimondialisation<sup>296</sup>. A ce titre, *Le Monde diplomatique* apparaît très clairement comme un entrepreneur de cause (c'est-à-dire de cadre) ou, pour reprendre l'expression du sociologue des mobilisations Sydney Tarrow, comme un « early-riser »<sup>297</sup>. Le concept issu de la sociologie de la mobilisation est pertinent en ce qu'il met à bas l'idée selon laquelle un mouvement social se met soudainement en branle en réaction à des déterminismes structureaux ou à des forces inconscientes (image séduisante qu'entretiennent traditionnellement les acteurs militants) ; au contraire, si un cycle de contestation apparaît ou se renouvelle, c'est généralement sous l'action d'instigateurs dont l'action rationnelle vise à démontrer qu'il est temps d'agir et de se mobiliser. En proposant de nouveaux cadres d'interprétation, les *early-risers* provoquent une sorte d'appel d'air qui favorise ensuite la diffusion des discours et des revendications au sein de groupes plus larges.

Si nous retenons l'intervention d'Erik Izraelewicz et celle d'Ignacio Ramonet, c'est qu'elles nous semblent constituer les plus indiscutables prémices, dans la presse, de l'antimondialisation. Dans la première, les innombrables revendications portées par le mouvement de 1995 trouvent une cohérence à travers le prisme de la mondialisation. Très peu présente dans les thématiques militantes<sup>298</sup>, c'est pourtant la condamnation de cette dernière qui, selon Erik Izraelewicz, unit les millions de Français qui défilent alors en ce chaud mois de décembre. Se dessine un cadre interprétatif dans lequel l'anti-sujet devient donc la mondialisation. Dans le second texte fondamental relevé, l'anti-sujet se précise : les institutions internationales comme l'OMC, le FMI ou l'OCDE sont visées. Elles offrent un visage à la mondialisation. Face à ces acteurs de la mondialisation, la réponse doit se faire, selon les termes d'Ignacio Ramonet, « à l'échelle planétaire ». La dimension internationale à la fois des acteurs condamnés et de la réponse à apporter tend, selon nous, à instituer dans la presse les thématiques antimondialisation dès la seconde partie des années 1990. La mondialisation ne conduit plus ni au « village global », ni au monde réconcilié : elle devient condamnable<sup>299</sup>.

Nous retenons ainsi que la seconde moitié des années 1990 voit l'émergence d'un cadre d'interprétation qui impose la mondialisation comme l'origine des maux contemporains. La fin de la vision du monde largement centrée sur les classes sociales a laissé vacant le régime d'imputation des malheurs sociaux et de nouveaux discours semblent sur le point de le remplacer. Ces discours, relayés au sein de la périphérie des journaux, contribuent à une appréhension de la mondialisation comme un processus condamnable car injuste et immoral (et non plus inéluctable, malheureux mais tolérable).

<sup>296</sup> WINTREBERT 2007

<sup>297</sup> TARROW Sydney, *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998

<sup>298</sup> CONTAMIN, 2006

<sup>299</sup> Remarquons bien que la critique des « marchés financiers » n'est pas nouvelle au sein des sphères militantes mais, jusqu'alors, la mondialisation, en tant que processus perçu comme naturel et inéluctable, n'est pas condamnée.

Le cadre cardinal d'interprétation [*master frame*<sup>300</sup>] à partir duquel se développe l'antimondialisation, qui se construit autour de la dénonciation des effets pervers de la mondialisation néolibérale et qui impose les institutions internationales comme cibles privilégiées, est donc disponible. Il propose un diagnostic de la situation (identification du problème et attribution des responsabilités [*diagnosis frame*<sup>301</sup>]), un moyen de s'y attaquer (développer l'action à l'échelle planétaire [*prognostic frame*<sup>302</sup>]) et insiste sur la nécessité d'agir [*motivational frame*<sup>303</sup>]. Son élasticité le rend disponible à un grand nombre d'acteurs militants qui le perçoivent alors comme une opportunité de requalification de causes spécifiques. Comme nous le verrons, c'est ensuite *par et à travers* l'événement médiatique mis en scène que cette lecture du monde contemporain se matérialise et s'impose au cœur du discours social.

Au regard de l'état du débat dans les années 90, l'émergence (fin 1999) puis la généralisation du terme « antimondialisation » (2000, 2001) va favoriser la convergence des interrogations liées à la mondialisation aussi bien dans l'espace militant que dans l'espace des discours médiatiques.

## I.2. Un premier néologisme de forme : « antimondialisation »

---

### I.2.2. Dynamique d'apparition et visibilité

La mondialisation est au centre de débats, mis en scène par la presse, dès le milieu des années 90. Les *thématiques* antimondialisation précèdent donc l'émergence d'un *mouvement* antimondialisation. La généralisation du terme « antimondialisation » revêt néanmoins une dimension clairement événementielle, premièrement par son surgissement dans l'espace médiatique, deuxièmement par sa capacité à rendre compte de la convergence des interrogations et polémiques liées aux processus de mondialisation.

La notion d'« antimondialisation » naît d'une dérivation lexicale : le préfixe « anti » vient qualifier le radical « mondialisation » et devient ainsi un composé lexical unifié dans lequel la présence, ou non, d'un tiret peut indiquer le degré de figement. Les rares articles de linguistique qui portent sur la préfixation en « anti- » en proposent deux interprétations sémantiques<sup>304</sup>. Le préfixe « anti- » peut prendre une valeur antonymique et se traduire par la paraphrase « qui est le contraire de » (antihéros, par exemple) ; il peut également prendre une valeur adversative et se traduire alors par « qui est contre la notion désignée » (antirides ou anti-expulsion, par exemple). C'est cette valeur adversative qu'illustre le préfixe « anti » quand il vient modéliser le radical « mondialisation ». A ce titre, nous considérons l'énoncé « antimondialisation » comme, en lui-même, un discours sur la mondialisation en ce qu'il vient accentuer le caractère polémique de la formule. Il est

<sup>300</sup> SNOW David, BENFORD Robert, « Master Frames and Cycles of Protest », MORRIS Aldon, MUELLER Carol, *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven : Yale University Press., 1992. En sociologie de la mobilisation, la théorie des cadres vise à identifier les configurations cognitives qui font que les individus refusent le *statu quo* et privilégient l'action.

<sup>301</sup> *idem*

<sup>302</sup> *idem*

<sup>303</sup> *idem*

<sup>304</sup> FRADIN Bernard, « Esquisse d'une sémantique de la préfixation en anti- ». » *Recherches linguistiques de Vincennes*, n° 26, 1997, p. 87-112 ; REY Alain, « Un champ préfixal : les mots français en anti- », *Cahiers de lexicologie*, n° XII-1, p. 37-57, 1968

une prise de position sans énonciateur attribué. Dans l'espace des discours médiatiques, le néologisme s'inscrit dans la convergence des interrogations liées à la mondialisation, à l'adéquation du mot et de la chose, à son caractère historique et inéluctable, liées enfin aux « effets » de la mondialisation.

Les bases de données offrent la possibilité d'évaluer temporellement l'apparition, le surgissement devons-nous dire, de la notion « antimondialisation » dans cinq journaux<sup>305</sup>. De nouveau, la convergence est surprenante : dans l'ensemble des titres, la notion apparaît dans l'espace des discours de presse à partir de décembre 1999, se diffuse plus généralement à partir de l'année 2000 et explose lors de l'année 2001<sup>306</sup>.

*Le Monde* est le seul journal dans lequel nous trouvons des usages – quatre- de la notion avant l'année 1999. Ainsi, dès 1996, un article de la rubrique « Culture » et portant sur un festival de musique rock est titré « Lorient célèbre une « celtitude » européenne et l'antimondialisation »<sup>307</sup>. Nous retrouvons ensuite l'usage de la notion en 1998 dans une interview accordée au quotidien par l'économiste américain Paul Krugman dans les pages *Economie* au cœur d'un dossier intitulé « Quelles limites au libre échange ? ». Ce deuxième usage est prophétique en ce qu'il s'inscrit déjà, contrairement au premier, largement dans l'horizon de référence qui s'ouvrira à partir de 1999 avec les grands rassemblements militants :

**« En matière de politique, je ne suis pas plus clairvoyant qu'un autre. Je constate néanmoins l'émergence en politique d'un mouvement anti-mondialisation. Il existe une sorte de convergence de la droite et de la gauche. Je ne sais pas exactement quelles répercussions politiques tout cela va avoir. Mais cela existe, et c'est une menace pour la mondialisation. [...] Je viens de faire la critique du livre de John Gray qui fait beaucoup de bruit en Angleterre et qui est une critique de droite de la mondialisation. William Greider, lui, aux Etats-Unis, est un anti-mondialisation de gauche, mais la différence devient presque imperceptible. Ils veulent tous arrêter l'évolution. »<sup>308</sup>**

Toujours dans *Le Monde*, en 1999, encore deux usages précèdent l'emballement de la fin de l'année 1999 et de l'année 2000. Le recours à la notion d'« anti-mondialisation » est inscrit dans les deux cas au sein d'une réflexion sur l'extrême-droite. A l'échelle mondiale pour le premier:

**« Un véritable programme commun anti-mondialiste, anti-humaniste, anti-libéral est ainsi en train de bouillir dans les cornues de la nouvelle pensée populiste-autoritaire à l'échelle de la planète ; la crise serbe est l'occasion de sa première sortie dans le monde. »<sup>309</sup>**

A l'échelle nationale pour le second:

<sup>305</sup> *Le Monde*, Editions CDROM SNI ; *Libération*, Editions CDROM SNI ; *Les Echos*, *Le Point*, *Le Figaro*, base de données Factivia ; *L'Humanité*, archives en ligne ; *La Croix*, archives en ligne.

<sup>306</sup> La recherche est basée sur les mots-clefs suivants : anti-mondialisation OU anti-mondialiste OU anti-mondialisme OU antimondialisation OU antimondialiste OU antimondialisme

<sup>307</sup> « Lorient célèbre une « celtitude » européenne et l'antimondialisation » (rubrique Culture), *Le Monde*, 9-08-96

<sup>308</sup> « P. Krugman : « Il a plus de gagnants que de perdants dans la mondialisation » » [rubrique *Economie*], *Le Monde*, *Le Monde*, 26-05-98, rubrique *Economie*

<sup>309</sup> « Le retour de la révolution nihiliste » [rubrique *International*], *Le Monde*, 24-04-1999

**« Sur bien des thèmes chers à M. Le Pen, à M. Maigret et à leurs amis –la sécurité, l'immigration, la dénonciation de la classe « politique », l'« antimondialisme », etc.-, on constate en effet une forte baisse du niveau d'adhésion à leurs discours. Jamais depuis quinze ans, le soutien aux idées lepénistes n'avait été aussi faible ; jamais le rejet de ses idées n'avait été aussi fort. »<sup>310</sup>**

Bien qu'il soit difficile de généraliser à partir de ces trois seuls usages, il convient naturellement de remarquer que l'antimondialisation pré-Seattle s'inscrit dans une réflexion sur la droite ou l'extrême-droite de l'échiquier politique. L'antimondialisation trouverait sa place dans le populisme nationaliste alors à l'œuvre dans les Balkans (l'article est écrit alors que le Kosovo est en proie à de violents affrontements entre la communauté albanaise et la communauté serbe soutenue par Belgrade). Elle serait également un des moteurs de l'engagement frontiste en France. Au-delà des articles dans lesquels figurent « antimondialisation », plusieurs articles confirment l'idée selon laquelle l'opposition à la mondialisation relève d'une pensée d'extrême-droite. A titre d'exemple, en août 1997, *La Croix* perçoit dans l'exaltation des identités régionales par le Front National « une manière de récupérer le malaise des Français face à la mondialisation »<sup>311</sup>.

Néanmoins, une pincée de quantitatif montre très clairement que c'est avec et surtout après la réunion de l'OMC à Seattle en décembre 1999 que se généralise le terme ; son usage augmente fortement ensuite au cours de l'année 2000.

Ainsi, dans *Le Monde*, six articles comprennent la notion au cours du seul mois de décembre. 74 articles intègrent la notion durant l'année 2000 et 255 durant l'année 2001.

Dans *Les Echos*, nous retrouvons un usage dès juin 1999 dans un article portant sur les élections européennes et dans lequel l'association Attac puis la théorie de l'économiste James Tobin, « à son corps défendant coqueluche du parti de l'antimondialisation », sont présentées<sup>312</sup>. C'est ensuite la même dynamique d'apparition que dans *Le Monde*. Quatre usages sont repérés en décembre 1999 durant la réunion de Seattle, puis 19 en 2000, puis 98 en 2001.

Dans *Libération*, un usage est repéré dès le 29 avril 1997. L'occurrence apparaît dans un article de la rubrique périphérique « Rebonds », signé par Denis Macshane, portant sur la nouvelle gauche anglaise (« Le mysticisme utopique de Marx et son monde libéré de l'aliénation ont constitué un puissant opium pendant plus d'un siècle. Certains tentent de créer de nouvelles utopies fondées sur l'écologie ou sur l'égalité entre sexes ou encore sur l'antimondialisation »). C'est au dernier trimestre 1999 que nous trouvons les occurrences suivantes (8 entre novembre et décembre). Ce sont ensuite 60 occurrences en 2000, puis 111 en 2001.

Dans *Le Figaro*, aucun usage n'est repéré entre janvier 1997 et novembre 1999 ; puis ce sont cinq usages en décembre 1999 ; puis 38 en 2000 ; puis 175 en 2001.

Dans *Le Point*, aucun usage n'est repéré entre janvier 1993 et novembre 1999 ; puis ce sont trois usages en décembre 1999 ; puis 19 en 2000 ; puis 98 en 2001.

Le quotidien communiste et *La Croix* se distinguent de leurs concurrents au sens où la première apparition de l'expression ne date que d'avril 2000. Dans *L'Humanité*, c'est ensuite

<sup>310</sup> « Extrême-droite : fin de cycle », [rubrique Horizons], *Le Monde*, 4-04-1999. Nous ne ferons pas remarquer le manque de discernement de l'auteur, et ce au regard des résultats de M. Le Pen aux élections présidentielles de 2002.

<sup>311</sup> « Le FN exalte les identités régionales » *La Croix*, 29-08-97

<sup>312</sup> « Le parti de l'antimondialisation passe à l'action », *Les Echos*, 8-06-99

la même dynamique que les autres journaux : 34 sur les 9 derniers mois de 2000 ; puis 71 en 2001. Dans *La Croix*, seul trois usages sont repérés en 2000 ; ce n'est qu'en 2001 que le néologisme intègre véritablement le discours du journal.

Cette première approche quantitative de l'apparition de la notion d'« antimondialisation » illustre ainsi de grandes convergences entre les journaux étudiés. Absent, ou presque, des discours de presse jusqu'en novembre 1999 –et alors inscrit dans un référentiel d'extrême-droite, la notion profite ensuite d'une extraordinaire promotion médiatique après décembre 1999, mois durant lequel se déroule le sommet de l'OMC à Seattle.

### I.2.3. Une notion qui « va de soi »

Sa radicale nouveauté et sa rapide diffusion au cœur des discours de presse encourage à penser que le terme est, du moins dans un premier temps, accompagné des marques minimales de la modalisation autonymique (les guillemets) voire d'une importante glose méta-discursive. Néologisme de forme, la notion semble en effet appartenir à ces mots « qui ne vont pas de soi », selon l'habile formule de Jacqueline Authier-Revuz<sup>313</sup>. Pourtant, un relevé des premiers usages contredit l'hypothèse.

Pour le vérifier, sont ici répertoriés les premiers usages des néologismes de forme (anti-mondialisation ou anti-mondialiste ou anti-mondialisme ou antimondialisation ou antimondialiste ou antimondialisme). Sont pris en compte les 15 premiers articles où figure au moins occurrence du terme au sein du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro*, du *Point*, de *L'Humanité* et des *Echos*<sup>314</sup>.

---

<sup>313</sup> AUTHIER-REVUZ Jacqueline, *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris : Larousse, 1996

<sup>314</sup> *Infra*, annexe 3 : les occurrences en « anti- » en contexte pour les quinze premiers articles dans lesquels en figurent au moins une.

<i>Le Monde</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (6)	<b>l'antimondialisation</b> (date : 09-08-96) / un <b>anti-mondialisation</b> de gauche (26-05-98) / « <b>l'antimondialisme</b> » (04-05-99) / les guerriers de <b>l'antimondialisation</b> (23-11-99) / un <b>anti-mondialisme</b> (26-11-99) / <b>l'antimondialisation</b> (24-04-00)
	Adjectif (11)	le mouvement <b>anti-mondialisation</b> (26-05-98) / un programme <b>anti-mondialiste</b> (24-04-99) / un lobby <b>anti-mondialisation</b> (26-10-99) / la guérilla <b>antimondialiste</b> (23-11-99) / la contestation <b>antimondialisation</b> (31-01-00) / le mouvement <b>anti-mondialisation</b> (12-02-00) / chef de file de la gauche <b>anti-mondialisation</b> (12- 02-00) / tendance anarchisante <b>antimondialisation</b> (21-04-00 / le mouvement <b>antimondialisation</b> (03-05-00) / les mouvements <b>anti-mondialisation</b> (10-05-00) / la vague <b>antimondialisation</b> (17-05-00)
Désignant les militants, un leader...	Nom (3)	les « anti »-mondialisation (26-11-99) / les anti-mondialisation (08-12-99) / les anti-mondialisation (01-06-00)
	Adjectif (5)	militants <b>antimondialisation</b> (01-02-00)/ militants <b>antimondialisation</b> (01-02-00) / militants <b>anti-mondialisation</b> (09-05-00) / militants <b>anti-mondialisation</b> (09-05-00) / les manifestants <b>antimondialisation</b> (15-04-00)

<i>Le Figaro</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (4)	les iconoclastes de l' <b>antimondialisation</b> (03-03-00) / les vieux démons de l' <b>anti-mondialisation</b> (23-03-00) / l' <b>antimondialisme</b> (19-06-00) / l' <b>antimondialisme</b> (30-06-00)
	Adjectif (6)	la protestation <b>anti-mondialisation</b> (26-11-99) / manichéisme <b>anti-mondialisation</b> (16-12-99) / la presse <b>anti-mondialisation</b> (16-12-99) / littérature <b>anti-mondialisation</b> (21-12-99) / un pamphlet <b>antimondialiste</b> (22-04-00) / le mouvement <b>antimondialiste</b>
Désignant les militants, un leader...	Nom (2)	les anti-mondialistes (31-01-00) / des antimondialisation (22-05-00)
	Adjectif (13)	activistes <b>antimondialisation</b> (20-12-99) / les manifestants <b>anti-mondialisation</b> (14-02-00) / les militants <b>anti-mondialisation</b> (14-02-00) / les militants <b>anti-mondialisation</b> (14-02-00) / militants <b>anti-mondialisation</b> (16-02-00) / croisade <b>antimondialisation</b> (25-02-00) / manifestations <b>anti-mondialisation</b> (13-04-00) / manifestations <b>anti-mondialisation</b> (15-04-00) / les manifestants <b>antimondialisation</b> (17-04-00) / militants <b>anti-mondialisation</b> (06-05-00) / des militants <b>anti-mondialisation</b> (09-05-00) / militants <b>anti-mondialisation</b> (12-05-00) / leader <b>antimondialiste</b> (30-06-00)

<i>Libération</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (2)	<b>l'antimondialisation</b> (29-04-00), <b>l'antimondialisme</b> primaire (20-12-99)
	Adjectif (11)	pamphlet <b>antimondialisation</b> (31-01-97) ; essai <b>antimondialisation</b> (29-01-99) ; nébuleuse <b>antimondialisation</b> , manifestation <b>antimondialisation</b> (03-09-99) ; coalition « <b>antimondialisation</b> » (15-10-99) ; jacquerie <b>antimondialisation</b> (25-11-99) ; manifestation <b>antimondialiste</b> (29-11-99) ; « Woodstock <b>antimondialisation</b> » (30-11-99) ; la fronde <b>antimondialiste</b> (30-11-99) ; manifestation <b>antimondialisation</b> (31-01-99)
Désignant les militants, un leader...	Nom (7)	125 personnalités « <b>antimondialisation</b> » (26-10-99) ; militants <b>antimondialisation</b> (27-11-99) ; les <b>antimondialisation</b> , les <b>antimondialisation</b> (30-11-99) ; les <b>antimondialisation</b> , les <b>antimondialisation</b> (6-12-99) ; les <b>antimondialisation</b> (29-01-99)
	Adjectif	

<i>Le Point</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (5)	les choux gras de l' <b>antimondialisation</b> (03-12-99) / les zélotes de l' <b>antimondialisation</b> (03-12-99) / ce héraut de l' <b>antimondialisation</b> (31-03-00) / l' <b>anti-mondialisation</b> elle-même (07-07-00) / le vent d' <b>antimondialisation</b> (14-07-00)
	Adjectif (11)	combat <b>antimondialisation</b> (28-01-00) / une fête <b>antimondialiste</b> (09-06-00) / les récentes campagnes <b>antimondialisation</b> (16-06-00) / cette nouvelle manifestation <b>antimondialisation</b> (29-09-00) / agitation du mouvement <b>antimondialisation</b> (10-11-00) / le débat <b>antimondialiste</b> (09-02-00) / les milieux <b>antimondialisation</b> (23-02-00) / les révoltes <b>antimondialisation</b> (13-07-01) / manifestations <b>antimondialisation</b> (13-07-01) / mouvement <b>antimondialisation</b> (20-07-01) / mouvance <b>antimondialiste</b> (20-07-01)
Désignant les militants, un leader...	Nom (3)	capitale mondiale des « <b>anti-mondialisation</b> » (05-05-00) / il est surtout <b>antimondialisation</b> (16-06-00) / les <b>antimondialisation</b> (20-07-01)
	Adjectif (8)	se déterminer comme pro- ou <b>anti-mondialisation</b> (26-11-99) / militants <b>antimondialisation</b> (21-04-00) / un militant <b>antimondialiste</b> (17-11-00) / des <b>antimondialisation</b> (09-03-01) / un anti-libéral <b>antimondialiste</b> (27-04-01) / des militants <b>antimondialisation</b> (27-04-01) / militants <b>antimondialisation</b> (25-06-01) / les militants autonomes <b>antimondialisation</b> (13-07-01)



<i>L'Humanité</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (3)	un Woodstock de l' <b>anti-mondialisation</b> (24-06-00) / une figure de proue de l' <b>antimondialisation</b> (01-07-00) / festival off de l' <b>antimondialisation</b> (26-09-00)
	Adjectif (10)	une tendance <b>antimondialisation</b> (03-05-00) / un parfum <b>d'antimondialisation</b> (06-05-00) / la grande kermesse <b>antimondialisation</b> (03-07-00) / des réseaux <b>antimondialisation</b> (15-09-00) / manifestations « <b>antimondialisation</b> » (25-03-00) / la capitale <b>antimondialisation</b> (27-09-00) / le courant <b>anti-mondialisation</b> (28-09-00) / les protestations <b>antimondialisation</b> (28-09-00) / ce mouvement <b>antimondialisation</b> (28-09-00) / le mouvement <b>anti-mondialisation</b> (14-10-00) /
Désignant les militants, un leader...	Nom (3)	les <b>anti-mondialisation</b> (17-04-00) / la nébuleuse des <b>antimondialisation</b> (01-07-00) / des « <b>antimondialisation</b> » (25-03-00)
	Adjectif (14)	une dizaines de milliers de manifestants <b>anti-mondialisation</b> (18-04-00) / manifestants <b>anti-mondialisation</b> (22-04-00) / les réveillonneurs <b>antimondialisation</b> libérale (22-05-00) / les militants <b>antimondialisation</b> (12-05-00) / les <b>antimondialisation</b> capitaliste (09-06-00) / plusieurs militants <b>antimondialisation</b> (12-06-00) / militants <b>antimondialisation</b> (01-07-00) / les militants <b>antimondialisation</b> (08-07-00) / manifestants <b>antimondialisation</b> (22-09-00) / militants <b>antimondialisation</b> (23-09-00) / les associations « <b>antimondialisation</b> » (27-09-00) / manifestants <b>antimondialisation</b> (27-09-00) / 420 manifestants <b>antimondialisation</b> (28-09-00) / manifestants <b>antimondialisation</b> (28-09-00) /



<i>Les Echos</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (5)	le parti de l' <b>antimondialisation</b> (08-06-99) / la Jeanne d'Arc à moustaches de l' <b>antimondialisation</b> (30-06-00) / le Seattle français de l' <b>antimondialisation</b> (30-06-00) / le maître de l' <b>antimondialisation</b> (05-07-00)
	Adjectif (15)	une mondialisation <b>antimondialiste</b> (25-11-99) / une marche <b>antimondialisation</b> (25-11-99) / la mobilisation <b>antimondialisation</b> (07-12-99) ; argumentaire <b>anti-mondialiste</b> (26-06-00) / un combat acharné <b>antimondialisation</b> (30-06-00) / la lutte <b>anti-mondialisation</b> (03-07-00) / courant d'opinion <b>antimondialisation</b> (11-07-00) / la contestation <b>antimondialiste</b> (11-07-00) / des diatribes <b>anti-mondialisation</b> (04-12-00) / la galaxie <b>anti-mondialisation</b> (06-12-00) / le front <b>anti-mondialisation</b> (06-12-00) : courants <b>anti-mondialisation</b> (06-12-00) : associations <b>antimondialisation</b> (07-12-00) / l'activisme <b>antimondialisation</b> (15-12-00) / les mouvements <b>antimondialisation</b> (27-12-00)
Désignant les militants, un leader...	Nom	
	Adjectif (10)	2000 manifestants <b>anti-mondialisation</b> (15-06-00) / le rassemblement des <b>anti-mondialisation</b> (03-07-00) / certains militants <b>antimondialisation</b> (05-07-00) / les <b>anti-mondialisation</b> (06-12-00) / les militants <b>anti-mondialisation</b> (07-12-00) / quelques milliers de manifestants <b>antimondialisation</b> (08-12-00) : manifestations <b>anti-mondialisation</b> (11-12-00) / des militants <b>antimondialisation</b> (22-01-01) / des militants <b>antimondialisation</b> (25-01-01) / d'autres militants <b>antimondialisation</b> (25-01-01)

<i>La Croix</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (4)	<b>l'antimondialisation</b> (21-04-00) / <b>l'antimondialisation</b> (20-07-01) / antimondialisation, <b>antimondialistaion</b> (24-07-01)
	Adjectif (12)	une France <b>antimondialisation</b> (31-07-00) / mouvements <b>antimondialisation</b> (29-08-00) / organisation <b>antimondialisation</b> (11-07-01) / manifestation <b>antimondialisation</b> (24-01-01) / organisation <b>antimondialiste</b> (20-07-01) / organisation <b>antimondialiste</b> , coordination <b>antimondialiste</b> , mouvements <b>antimondialiste</b> (23-07-01) / extrême-gauche <b>antimondialiste</b> (17-08-01) / discours « <b>antimondialiste</b> » (28-09-01) / contestation <b>antimondialiste</b> (24-10-01)
Désignant les militants, un leader...	Nom (4)	les <b>antimondialistes</b> , <b>antimondialiste</b> (20-07-01) / <b>antimondialistes</b> , <b>antimondialistes</b> , 200000 <b>antimondialistes</b> (23-07-01) / les « <b>antimondialiste</b> » (28-09-01)
	Adjectif (4)	militants <b>antimondialisation</b> (18-06-01) / manifestants <b>antimondialistes</b> (20-07-01) / activiste <b>antimondialisation</b> (23-07-01) / un militant <b>anti-mondialisation</b> (20-07-01)

*Avec ou sans guillemets ?* Les guillemets peuvent répondre à plusieurs logiques. Leur usage peut notamment s'inscrire dans l'hétérogénéité montrée qui caractérise les discours médiatiques, principalement à travers le discours rapporté direct ou indirect. Dans ce cas, le journaliste indique que le terme qu'il utilise n'est pas le sien et qu'il l'a puisé dans un discours autre. L'énonciateur, le responsable de l'énoncé, est alors généralement clairement identifié. L'usage des guillemets peut aussi illustrer une non-correspondance entre le terme et le sens que l'on souhaite proposer. Il s'agit d'indiquer que le choix du terme s'est fait « faute de mieux » : « l'énonciateur indique au lecteur que son discours ne coïncide pas avec lui-même,

mais il n'en donne pas la raison »<sup>315</sup>, laissant ainsi une large place à l'interprétation. Sur l'ensemble des 181 occurrences relevées dans les cinq tableaux précédents, seulement 8 sont typographiquement encadrées de guillemets. Cet élément est à compléter d'un second constat : aucune de ces 181 occurrences n'est accompagnée d'une, même minime, glose métadiscursive. Autrement dit, l'intuition selon laquelle l'usage de la notion, du fait de sa nouveauté, serait commenté est largement démentie. La notion d'« antimondialisation » surgit dans les discours de presse et se trouve aussitôt assimilée et institutionnalisée comme une ressource disponible pour rendre compte du monde commun. L'attention portée aux premières occurrences illustre ainsi un usage transparent de la notion. Les discours sont aveugles à la dimension néologique de la notion et semblent ainsi l'imposer comme un référent social immédiatement viable.

*Avec ou sans tiret ?* Anticipant l'analyse, nous pensions que la forme avec tiret en ce qu'elle préserve l'autonomie du radical c'est-à-dire sa dimension référentielle, illustrerait, dans les premiers temps, le caractère construit et éphémère de la notion. Par ailleurs, la disparition du tiret, que nous pensions pouvoir identifier diachroniquement, devait illustrer le figement de la notion et son objectivation dans les discours de presse. Là encore, l'intuition est démentie par l'identification des formes. Dans *Le Monde*, par exemple, les 25 premiers usages se répartissent de manière équilibrée entre la forme unifiée et la forme composée ; et aucune logique temporelle ne peut être relevée. Seul *Le Point* propose une stratégie cohérente qui consiste à privilégier très largement l'usage de la forme unifiée, et ce dès les premiers usages (24 usages de la forme unifiée contre seulement 3 de la forme composée) ; et, dans une moindre mesure, *L'Humanité* avec 21 usages de la forme unifiée contre 6 de la forme composée. Aussi frustrant que cela puisse paraître, nous faisons le deuil de nos intuitions et admettons que l'usage du tiret est difficilement interprétable<sup>316</sup>.

Si nous comparons la dynamique de visibilité offerte aux notions de « mondialisation » et d'« antimondialisation », nous constatons que le pic de visibilité des années 2000, 2001 et 2002 leur est commun. C'est lorsque la notion de « mondialisation » est la plus utilisée que la construction néologique apparaît et connaît une promotion médiatique surprenante. Le radical et la construction qu'il permet semblent ainsi entretenir une relation de dépendance dans l'espace des discours de presse ; les deux prennent sens au cœur même de l'opposition qu'ils entretiennent.

Fidèle à notre idée qu'il y a plus de commun que de distinctions entre les titres de presse, nous retenons les évidentes convergences dans les dynamiques d'apparition et dans la visibilité offerte aux deux notions. Si des positionnements différenciés peuvent naturellement apparaître, reste qu'ils semblent se forger sur des ressources discursives communes. A ce titre, l'énoncé « antimondialisation » doit être traité comme une ressource susceptible d'être intégrée à la pratique de la presse c'est-à-dire, dans notre perspective, à travers sa capacité à intégrer l'information médiatique perçue comme forme de connaissance. Il participe à l'individualisation de *l'événement antimondialisation* et donc à « l'universelle singularité des points de vue individuels constitutifs de l'événementialité »<sup>317</sup>.

<sup>315</sup> MARCHAND Pascal, « Guillemets », in CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil, 2002, p. 84

<sup>316</sup> Notons que la lexicalisation illustrée par l'entrée dans le dictionnaire institutionnalise la notion sans tiret (2002 pour *Le Petit Robert*, 2003 pour *Le petit Larousse* qui propose « ANTIMONDIALISATION n.f. Courant d'opinion qui manifeste son hostilité, y compris par l'action violente, aux buts et aux effets de la mondialisation de l'économie » et « ANTIMONDIALISTE adj. et n. Relatif à l'antimondialisation ; qui est hostile à la mondialisation de l'économie. »)

<sup>317</sup> GUILHAUMOU, 2002, p.245

## II. Seattle 1999 : événement et contexte de description

L'apparition de la notion d' « antimondialisation » en décembre 1999 a été évoquée et, à ce titre, le sommet de l'OMC organisé à Seattle apparaît comme l'événement originel. L'événement discursif et l'événement social sont solidaires. C'est que l'événement discursif constitué par le néologisme de forme et son articulation polémique au radical « mondialisation » s'inscrit largement dans « l'inflation événementielle » diagnostiquée par Pierre Nora dès 1974<sup>318</sup>. Les sociétés démocratiques contemporaines sont rythmées par l'événement ; et si l'on peut dire à la suite d'Erik Neveu et de Louis Quéré qu'elles le « secrètent »<sup>319</sup>, il faut préciser qu'elles le secrètent par du discours. Paul Ricœur insiste : « Il y a une mutuelle fondation du discours et de l'événement, ils s'appartiennent ensemble »<sup>320</sup>. L'événement n'existe qu'interprété et ne se laisse saisir qu'à travers sa réalisation discursive.

Pour étudier l'événement antimondialisation tel qu'il apparaît à Seattle, nous nous attachons aux discours produits par *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *La Croix*, *Les Echos* puis, dans un second temps, à ceux du *Point* et du *Monde diplomatique*. Le corpus comprend aussi bien les articles qui concernent le sommet des dirigeants de l'OMC que ceux concernant le contre-sommet. Au centre, il y a la constitution d'un véritable « moment discursif » au sens que Sophie Moirand donne à l'expression : « un fait ou un événement ne constitue un moment discursif que s'il donne lieu à une abondante production médiatique et qu'il en reste également quelques traces à plus ou moins long terme dans les discours produits ultérieurement à propos d'autres événements »<sup>321</sup>. L'objectif est de montrer de quelle manière se configure, à Seattle, un cadre médiatique spécifique que la dynamique événementielle attachée à l'antimondialisation contribue ensuite à répéter.

### II.1. Rappel du contexte politique

---

Du 30 novembre au 3 décembre 1999, les représentants des 133 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réunissent à Seattle. L'OMC est une bureaucratie complexe qui succède en 1995 à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et compte alors 135 membres. Son rôle est de « servir de cadre institutionnel commun pour la conduite des relations commerciales entre ses membres concernant les questions liées aux accords et instruments juridiques »<sup>322</sup>. Sa mission est de libéraliser les échanges c'est-à-dire de limiter les entraves au commerce mondial en « reconnaissant que les rapports entretenus entre les membres dans le domaine commercial et économique sont orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de

<sup>318</sup> NORA Pierre, « Le retour de l'événement », in Le GOFF Jacques, NORA Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, p. 210-229, 1974. Le propos de Jacques Guilhaumou sur « l'événementialité actuelle du mouvement social » relève du même type de constat (GUILHAUMOU, 2002).

<sup>319</sup> NEVEU, QUERE 1996, p.8

<sup>320</sup> Cité dans : THOMASSET Alain, Paul Ricœur. *Une poétique de la morale*, 1996, p.311

<sup>321</sup> MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris : PUL, 2007, p. 4

<sup>322</sup> OMC, « Accord instituant l'organisation mondiale du commerce », 1995. Disponible en ligne sur le site de l'OMC : [http://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/04-wto.pdf](http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/04-wto.pdf) . Page consultée le 12 novembre 2002.

services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable »<sup>323</sup>. A ce titre, Elaine Coburn avance que l'OMC répond à deux fonctions idéologiques majeures : « souligner l'inévitabilité des institutions du marché libéral » et « l'identification de ses objectifs aux buts de l'humanité »<sup>324</sup>. La conférence accueille à Seattle et pour la première fois les représentants des deux derniers Etats membres : le Russie et la Chine. L'enjeu de la conférence est important puisqu'il s'agit de lancer le Cycle du Millénaire (*Millenium Round*). Ce nouveau cycle de négociations doit permettre de fixer les nouvelles règles encadrant les échanges internationaux de marchandises, de produits agricoles et de services pour les décennies à venir. Quelques jours avant l'ouverture de la réunion, lors des réunions de préparation de la conférence, Mike Moore, directeur général de l'OMC, rappelle :

**« Cette conférence sera décisive pour notre institution et déterminera la qualité des relations commerciales entre les nations en ce début du nouveau millénaire. [...]Le monde entier aura les yeux rivés sur la Conférence de Seattle. Imaginez quel serait le coût d'un échec. Il est encore possible qu'au mépris de nos intérêts mutuels, et refusant de concilier des exigences divergentes, nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord à Seattle, ou pire encore, que nous aboutissions à un constat d'échec. Qu'est-ce que cela signifierait? Que nous aurions privé les <sup>325</sup> pauvres d'un sort plus juste? Que nous aurions arrêté le progrès? »**

Pourtant, la conférence est un échec. C'est d'abord un échec *politique* au sens où le Cycle du Millénaire n'est pas lancé. Les deux principales raisons sont connues : la traditionnelle divergence entre les Etats-Unis et l'Europe sur le dossier agricole, d'une part, la volonté sans précédent des pays en voie de développement de faire entendre leur voix, d'autre part<sup>326</sup>. Mais, c'est également un échec *symbolique* au sens où le sommet des responsables politiques est largement contesté par un contre-sommet organisé à l'appel de nombreuses et diverses organisations militantes, notamment à celui des puissants syndicats de salariés américains. Dès le 29 novembre, veille de l'entame des négociations, les rues de Seattle accueillent en effet environ 50 000 personnes. C'est « la bataille de Seattle » ; c'est surtout l'émergence d'une *nouvelle* (du moins, perçue comme telle par la majorité des médias français) forme de mobilisation collective. Ce sont les performances et parenthèses [*trip* <sup>327</sup>] antimondialisation.

## II.2. La configuration du conflit

### II.2.1. La dialectique sommet/contre-sommet : un recadrage de l'événement

<sup>323</sup> *idem*

<sup>324</sup> COBURN Elaine, « Les vicissitudes du système mondial », WIEVIORKA Michel (dir), *Un autre monde*, Paris : Balland, p.155-175, 2003

<sup>325</sup> MOORE Mike, *Allocution à l'occasion de la Conférence nationale sur le Cycle du millénaire, Rome, 11 novembre 1999.*

En ligne sur le site de l'OMC : URL : <http://www.wto.org/indexfr.htm> . Page consultée le 14 juillet 2004.

<sup>326</sup> PAUGAM Jean-Marie, « L'OMC victime de la mondialisation ? », *Problèmes économiques*, Paris : La documentation française, n°2915, 2007, p. 2-11

<sup>327</sup> GOFFMAN 1991

La réunion de l'OMC est un événement depuis longtemps programmé, presque ritualisé et largement routinisé au sein des pratiques journalistiques. Longtemps, les grands sommets internationaux entre chefs d'Etats ou dirigeants des grandes institutions internationales ont essentiellement participé à la représentation du pouvoir. A ce titre, et comme l'indiquent en 1994 Dan Hallin et Paolo Mancini : « Le public universel est en grande partie invisible pendant les sommets, sauf en de rares occasions, quand les journalistes interviewent des citoyens ou d'autres observateurs »<sup>328</sup>. Pourtant, avec le sommet de l'OMC, s'instaure une singulière dialectique entre un mouvement émergent et l'institution (plutôt, *l'une des institutions*) qu'il conteste. En organisant le contre-sommet, les militants encouragent la presse à imposer de nouvelles frontières à l'événement.

En effet, la performance des militants tient d'un braconnage de l'attention médiatique. En superposant les dates du contre-sommet à celles du sommet, les organisateurs de la protestation encouragent les médias à recadrer l'événement. Ce recadrage est moins temporel que spatial : l'événement n'est plus seulement la rencontre feutrée au sein du Palais des congrès entre les représentants des 133 pays membres de l'OMC, c'est aussi le contre-sommet situé dans les rues du centre-ville<sup>329</sup>. Notons que le dispositif sémi-discursif de l'ensemble des journaux du corpus relaie la dialectique sommet/contre-sommet. Ainsi, en termes de rubrique, aucun journal ne propose une inscription spécifique aux deux dimensions de l'événement : les deux (sous-)événements partagent en effet le même ensemble rédactionnel et, de manière quasi-systématique dans l'ensemble des quotidiens, la même « hyperstructure » définie comme :

**« [...] un élément de structuration de l'information, intermédiaire et facultatif, situé entre le journal et l'article. Elle trouve son origine dans un processus d'éclatement et de réunion. Elle est formée d'un ensemble d'articles et d'images graphiquement regroupés et complémentaires, bornés à la limite de l'aire**

<sup>330</sup>  
**scripturale. »**

Autrement dit, si la tension narrative entre le sommet et le contre-sommet n'apparaît pas dans l'ensemble des articles (beaucoup s'attachent soit à l'un, soit à l'autre), elle apparaît très clairement dans le dispositif des journaux. La double page offre la possibilité de faire coexister différentes intentions et différents genres par l'éparpillement en unités plus autonomes. Elle donne à voir la tension qui existe entre unité et diversité au sein du dispositif sémi-discursif et propose de nouvelles proximités entre genres discursifs<sup>331</sup>.

<sup>328</sup> HALLIN Dan, MANCINI Paolo, « Rencontres au sommet : vers une sphère publique internationale », *Hermès*, n°13/14, p.185-203, 1994

<sup>329</sup> Nous évoquons bien un *recadrage* de l'événement et non une *rupture de cadre* telle que peut la décrire Michel De Fornel quand il évoque la catastrophe du Heysel [« Violence, sport et discours médiatique : l'exemple de la tragédie du Heysel », *Réseaux*, n°57, p. 29-47, 1993]. Dans notre cas, les frontières de l'événement évoluent mais il n'y a pas de rupture fondamentale dans les pratiques des acteurs initialement en jeu (les représentants de l'OMC).

<sup>330</sup> LUGRIN Gilles, « Le mélange des genres dans l'hyperstructure », *Semen*, n°13, p. 65-96, 2000, p. 69. Concept originellement proposé par : GROSSE Ernest Ulrich, SEIBOLD, Ernest, « Typologie des genres journalistiques », *Panorama de la presse parisienne*, Berlin : Peter Lang, 1996

<sup>331</sup> Le mélange des genres illustré par l'hyperstructure gagnerait sans doute à être interrogé en termes de pratiques journalistiques ; et peut-être au prisme de la notion de « dispersion » relayée par le *Réseau d'étude sur le journalisme* et initiée par Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard [« RINGOOT Roselyne, UTARD Jean-Michel, « Genres journalistiques et « dispersion du journalisme », in RINGOOT Roselyne, UTARD Jean-Michel (dir.), *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 21-47, 2005].

Dans cet espace sémio-discursif éclaté, sommet et contre-sommet forment un seul et unique événement. L'événement n'est ni le sommet, ni le contre-sommet mais il est là, dans la singulière dialectique qui s'instaure entre les deux et dont les conditions médiologiques d'apparition offertes par l'hyperstructure rendent compte. Première illustration avec l'édition du *Monde* du 3 décembre :



*Le Monde*, 3-12-99. Après un ventre de Une titré « OMC : l'Europe se divise face à l'Amérique », *Le Monde* propose une hyperstructure qui se déploie en pages 2 et 3. L'article principal, intitulé « A Seattle, l'unité européenne est menacée » relaie le titre de Une et s'impose donc comme l'article principal. La priorité accordée aux négociations commerciales semble confirmée par deux articles (« Pour l'Inde, social et environnement sont des armes occidentales », « Raffinements et contradictions de la stratégie commerciale américaine »). Néanmoins, au centre de l'hyperstructure, encadrés par les articles portant sur les négociations commerciales et leurs enjeux, deux articles portent directement sur le contre-sommet. (« La ville en état de siège », « Les manifestations surprennent l'Amérique »). Leur position centrale dans l'hyperstructure nuance le constat de la priorité accordé au sommet. Le dernier article (« Bill Clinton veut introduire une dimension sociale

dans les échanges internationaux ») coordonne les deux dimensions de l'événement en s'attachant aux réactions du Président Américain à l'agitation qui règne dans les rues de Seattle. Le dessin qui l'accompagne et sa situation (haut de page) lui offrent une situation privilégiée. Des modules beaucoup plus courts viennent s'ajouter. Ils peuvent relever d'une « énonciation subjectivée » : « Les réactions aux propositions de Pascal Lamy » et « Trois questions à Ralph Nader », président de l'association de consommateur Public Citizen. Ils peuvent relever d'une « énonciation objectivée »<sup>332</sup> : en bas de page 3, trois brèves illustrent la tendance « à la concentration à la périphérie des pages d'énoncés encore plus brefs qui se présentent comme de pures restitutions d'occurrences factuelles, sans mise en place explicative »<sup>333</sup>.

Seconde illustration avec *La Croix* du 6 décembre 1999 :



Dans cet exemple, la double page proposée par *La Croix* illustre également la capacité de l'hyperstructure à fusionner les deux dimensions de l'événement. L'article principal est clairement identifié grâce à la titrairie et à l'espace rédactionnel qu'il couvre. Il s'attache aux négociations commerciales mais évoque le contre-sommet comme une des trois raisons de l'échec (avec les divergences sur l'agriculture et les « normes sociales »). D'ailleurs, et sans tomber dans le piège de la surinterprétation, nous pensons que le choix des photographies s'inscrit au cœur des possibilités offertes par l'hyperstructure : Charlene Barshelesy ne semble-t-elle pas tendre l'oreille à un Mike Moore visage inquiet et pointant du doigt la photographie du cortège située sur la partie droite de la surface rédactionnelle ? Car, en effet, si la partie gauche s'attache prioritairement aux négociations commerciales,

332 La distinction entre énonciation « subjectivée » et « objectivée » est empruntée à Sophie Moirand [MOIRAND 2000]

333 LOCHARD 1996, p. 93

la partie droite, quant à elle, s'attache en premier lieu à l'interprétation du contre-sommet. Le premier article (« Les ONG ont démythifié l'OMC ») revêt une dimension clairement argumentative. Le second est une interview de Mgr Olivier de Berranger. Notons que nous retrouvons les mêmes courts modules à la périphérie de la page: le premier est thématique (« Commerce »), le second (« Repères ») s'attache aux prochaines réunions de l'OMC. Dans cet exemple, la construction de l'hyperstructure et le jeu sur la photographie qui l'accompagne contribuent, là encore, à faire du sommet et du contre-sommet les deux dimensions d'un même événement. Ce processus d'éclatement et de réunion répond à l'idéal d'objectivité qui sous-tend la pratique journalistique en ce qu'elle vise à rendre compte de la diversité des regards que l'on peut porter sur l'événement.

Le sommet de l'OMC revêt pour un grand nombre d'acteurs de l'économie et de la politique un rôle capital. Il est un événement programmé, anticipé et ses enjeux sont traités par la presse durant les jours qui précèdent. Mais c'est aussi, et très clairement, le cas pour le contre-sommet<sup>334</sup>. La dialectique sommet/contre-sommet est donc largement programmée et apparaît rapidement comme le prisme privilégié de l'information diffusée. Autrement dit, contrairement au mythe de Seattle relayé par un grand nombre de récits militants écrits *a posteriori*<sup>335</sup>, la presse française n'est pas réellement surprise par la présence des milliers de manifestants.

Ainsi, dans son édition du 26 novembre, après un appel de une, *Le Point* propose un large dossier de 15 pages intitulé « Le mauvais procès de la mondialisation ». Largement didactique, le dossier insiste sur « la grande peur de la mondialisation » et sur « les peurs exagérées d'une organisation édictant ses règles au reste du monde ». Une mise en garde en guise de conclusion : « Tout le folklore qui s'annonce risque de détourner l'attention médiatique de la « ministérielle » de l'OMC qui devrait constituer, tout de même, le véritable événement »<sup>336</sup>.

*Libération*, dès son édition du 27/28 novembre, alors que ni le contre-sommet ni les réunions de l'OMC n'ont débuté, propose un imposant cahier spécial (12 pages), annoncé par un bandeau de Une et intitulé : « Mondialisation : pour ou contre ». Autour de quatre grandes questions (par exemple : « La mondialisation aggrave-t-elle le chômage ? »), *Libération* organise un débat entre un « partisan » et un « adversaire » de la mondialisation. A travers un tel dossier, le journal met en scène l'opposition et impose une alternative du type *pour* ou *contre* qui anticipe la dialectique sommet/contre-sommet. En page III du cahier spécial, un article insiste sur la diversité des « milliers d'associations, de syndicats et d'organisations non-gouvernementales » qui tiendront un contre-sommet. Le lendemain, veille de l'ouverture du sommet de l'OMC, l'éditorial s'attache au contre-sommet. Le titre de l'éditorial est explicite : « Mauvais combat ». L'argument

<sup>334</sup> Notons que l'organisation de contre-sommets en parallèle des grandes réunions internationales n'est pas une nouveauté. En juin 1996, par exemple, le G7 de Lyon est accompagné d'un contre-sommet, organisé par le collectif « Les autres voix de la planète » et intitulé « Chômage, guerre, dette, ça suffit ». Ces contre-sommets existent donc, attirent quelques milliers de personnes mais ne profitent que d'une très faible couverture médiatique. Seule *L'Humanité* traite largement le contre-sommet de Lyon à travers 7 articles entre le 22 et le 28 juin. *Le Monde* propose un seul article (« Manifestation syndicale à Lyon contre le G7 », 26-06-96) ; *La Croix*, *Le Figaro*, *Les Echos* et *Le Point* n'en publient aucun (hors brèves).

<sup>335</sup> A titre d'illustration, Christophe Aguiton, membre fondateur d'Attac et, à ce titre, engagé dans l'antimondialisation : « Le soir du 30 novembre 1999, les journaux télévisés du monde entier s'ouvrent sur un événement totalement imprévu : à Seattle, aux Etats-Unis, des manifestants ont bloqué le centre de conférence de l'Organisation mondiale du commerce, une institution internationale qui compte parmi les plus puissantes. » [AGUITON Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris : Plon, 2001]

<sup>336</sup> « Seattle : la grande peur de la mondialisation », 26-11, *Le Point*

développé : l'OMC est indispensable à la régulation des échanges et n'a aucune raison d'être condamnée. Jusqu'au 6 décembre, sommet et contre-sommet sont présents en Une (exception faite de l'édition du 30 novembre). Le 27/28 novembre, c'est donc un cahier spécial. Le 29 novembre, le 1<sup>er</sup>, 4/5 et 6 décembre, l'information trouve sa place en rubrique « Événement » et s'étale donc, au-delà de la Une, sur quatre pages. Les autres jours (30 novembre, 2 et 3 décembre), l'information s'inscrit en rubrique « Economie ». Notons que l'inscription en rubrique « Economie » ne correspond pas à une attention privilégiée au sommet au détriment du contre-sommet. Dans cette rubrique aussi, les deux dimensions de l'événement sont solidaires.

L'anticipation est encore plus claire dans *L'Humanité* qui, le 26 novembre, conte à ses lecteurs l'organisation de la mobilisation française<sup>337</sup> et introduit dans son dispositif un compte à rebours qui indique le nombre de jours à patienter avant l'ouverture du sommet et du contre-sommet (« J-5 », « J-4 »...). Le 28 novembre, le quotidien ouvre ses pages à six responsables d'organisation afin qu'ils expliquent les raisons de leur voyage à Seattle<sup>338</sup>. Enfin, le 29 novembre, le quotidien initie la rubrique « Le journal de Seattle » dans lequel l'information trouve sa place jusqu'à la clôture de l'événement. Du 26 novembre au 4/5 décembre, l'information apparaît en Une.

Les pages saumon du *Figaro* (pages économie) présentent les enjeux économiques et politiques du sommet de l'OMC à partir du 23 novembre. Mais, dès le 26 novembre, *Le Figaro*, encore dans ses pages économie, évoque pour la première fois le contre-sommet et l'éventualité d'une « protestation anti-mondialisation »<sup>339</sup>. Quand, à partir du 29 novembre, Seattle échappe aux pages saumon pour venir s'inscrire en Une du journal, la priorité est clairement accordée au contre-sommet<sup>340</sup>. Ensuite, pages saumon et rubrique « International » se partagent le traitement du sommet et du contre-sommet. Jusqu'au 6 décembre, les deux sont présents en Une (exception faite de l'édition du 30 novembre). Le 7 décembre, le journal clôt son traitement de Seattle en revenant sur l'échec des rencontres institutionnelles entre dirigeants de l'OMC.

*Le Monde* initie son traitement de Seattle le 27 novembre et porte immédiatement son attention sur les deux dimensions de l'événement<sup>341</sup>. Jusqu'au 8 décembre, date de clôture du traitement de l'événement, l'information s'inscrit en rubrique « International ». Le 29 novembre, l'événement accède à la Une et ne la quitte plus jusqu'au 6 décembre.

Dans *Les Echos*, le sommet intègre l'information en Une à partir du 26 novembre<sup>342</sup>. Dans les jours qui suivent les enjeux politiques et économiques de la réunion sont largement traités. A la veille de l'ouverture des réunions, le 29 novembre, un gros dossier illustre la priorité accordée au sommet : sur 17 articles, un seul concerne le contre-sommet<sup>343</sup>. Du 26 au 6 décembre, le sommet de l'OMC est présent en Une et en pages intérieures.

337 « OMC : l'histoire d'une mobilisation française », 26-11, *L'Humanité*

338 « Nous allons à Seattle. Voici pourquoi », 28-11, *L'Humanité*

339 « Des ONG en pagaille », 26-11, *Le Figaro*

340 « L'opinion publique s'invite à l'OMC », 29-11, *Le Figaro*

341 « Branle-bas de combat des « anti-OMC » avant l'ouverture du sommet de Seattle », 27-11, *Le Monde*

342 « L'OM divise la classe politique française », 26/27-11, *Les Echos*

343 « Seattle : capitale de la contestation mondiale », 29-11, *Les Echos*

Enfin, dans *La Croix*, le traitement de Seattle débute le 29 novembre et intègre directement la Une. A la veille du sommet officiel, le titre de Une affirme : « Seattle fédère les opposants à la mondialisation ». Le lendemain, l'éditorial, en Une, est intitulé « A mort l'arbitre » et s'attache au contre-sommet : « Encore ne faudrait-il pas se tromper d'adversaire ? Ne rêvons pas d'un monde libéré de l'OMC : il serait encore plus livré au plus fort ». L'événement est présent en Une le 29, 30 novembre, 1<sup>er</sup>, 2 et 6 décembre. Le dernier article traitant de Seattle paraît le 7 décembre.

### II.2.2. « La bataille de Seattle » : une convergence de cadres

Sommet et contre-sommet sont initialement deux événements autonomes. Pourtant, la concurrence entre les deux, initiée par les militants, permet à la presse de transformer le double événement en un des « grands scénarios » identifiés par Elihu Katz et Daniel Dayan dans leur analyse de la télévision cérémonielle : la confrontation<sup>344</sup>. Les cadres spécifiques de la manifestation et du sommet international se rencontrent par la médiation de la confrontation perçue comme un des cadres génériques privilégié par les médias : le cadre du

conflit [*conflict frame*]<sup>345</sup> ; cadre qui encourage un traitement en termes de gagnant/perdant. Remarquons d'ailleurs que le cadre du conflit prévaut également au sein du traitement de la réunion de l'OMC. Ainsi, dans un premier temps, la bataille annoncée désigne le conflit entre Etats-Unis et Europe (ou Etats-Unis et « pays du Sud »). Ainsi, dès le 28 septembre, dans un article du *Monde* portant sur les divisions du monde agricole, le journaliste évoque « ce qui sera la bataille de Seattle » entre Européens et Américains<sup>346</sup>. Dans *L'Humanité*, alors que le sommet approche, le 27 novembre, l'expression désigne encore les tensions prévisibles qui marqueront les négociations commerciales entre représentants du nouveau continent et ceux de la vieille Europe<sup>347</sup>. Le lendemain, dans *Le Figaro*, même référence à la « bataille de Seattle » pour désigner, là encore, les négociations qui ont lieu dans le contexte feutré de l'OMC<sup>348</sup>. De même dans *L'Humanité*, le 28 novembre, et malgré l'anticipation du contre-sommet, l'expression « la bataille de Seattle » désigne encore « l'opposition frontale entre les Etats-Unis et l'Union Européenne autour de deux sujets principaux : l'agriculture et les services »<sup>349</sup>.

Dans un second temps, une fois l'événement recadré, le cadre du conflit qui soutient l'expression « la bataille de Seattle » évolue et désigne l'opposition entre les manifestants et l'OMC. Illustrations avec *Le Monde* :

<sup>344</sup> KATZ Elihu, DAYAN Daniel, *La télévision cérémonielle*, Paris : PUF, 1996, p.29-39. Certes, les propositions des auteurs s'attachent à la télévision c'est-à-dire à un média qui se singularise notamment par sa capacité de diffusion, par sa temporalité (notamment par la temporalité spécifique du direct), par le rôle fondamental accordé à l'image, etc. Nous pensons pourtant que l'apport de cet ouvrage dépasse le seul cadre de la télévision et favorise la compréhension des logiques qui fondent le « monde commun » proposé par des médias comme vecteur d'identités et de communautés. Rappelons également que le système médiatique est un espace d'interactions où les acteurs (et les supports qu'ils privilégient) sont dépendants et solidaires. Autrement dit, quand Anouar el-Sadate se rend à Jérusalem en 1977 ou quand le Prince Charles se marie à Lady Diana en 1981, la dimension cérémonielle dépasse, selon nous, largement le cadre de la télévision pour atteindre des supports dont la temporalité ne permet pourtant pas le direct.

<sup>345</sup> DE VREESE Cales H, « News framing », *Information Design Journal*, n°13, p. 51-62, 2005

<sup>346</sup> « Le monde agricole entre surenchère et défis », *Le Monde*, 28-09

<sup>347</sup> « Seattle : le grand marchandage », 27-11, *L'Humanité*

<sup>348</sup> « OMC : la grande bataille », 28-11, *Le Figaro*

<sup>349</sup> « OMC : le grand marchandage », 28-11, *L'Humanité*

**« Plus que le sommet lui-même, l'image qui restera de ce que l'on appelle déjà la « bataille de Seattle » sera celle de délégués en complet sombre et serviette en cuir perdus dans une foule qu'ils ne comprenaient pas et qui ne les comprenait pas. »**<sup>350</sup>

Toujours dans *Le Monde*, quelques jours plus tard, le 9 décembre :

**« Héros du mouvement contre la guerre du Vietnam, Tom Hayden, l'ancien mari de Jane Fonda, voit dans la bataille de Seattle un événement plus important que les manifestations de 1968. Sans doute, car son impact dépasse le cadre des Etats-Unis. On a en effet assisté la semaine dernière à l'émergence d'un nouveau type de mondialisation, celle de la contestation. »**<sup>351</sup>

L'enchaînement des deux temps n'est pas aussi clair dans *La Croix*. En effet, le même jour, le 3 décembre, l'expression désigne dans un article l'affrontement politico-économique qui porte sur l'agriculture<sup>352</sup> ; dans un autre, elle désigne l'opposition symbolique entre manifestants et dirigeants de l'OMC<sup>353</sup>.

La performance militante à Seattle consiste à proposer une dramaturgie qui repose, d'une part, sur un cadre interprétatif issu de la sphère militante, élaboré autour de la dénonciation de la mondialisation (instauré en anti-sujet) et au sein duquel les institutions internationales sont instaurées en adversaires et, d'autre part, un cadre générique très répandu dans les discours médiatiques<sup>354</sup>.

La confrontation cérémonielle (dont l'idéal type est sans doute fourni par les compétitions sportives majeures) est spatialement et temporellement délimitée. Cette unité de temps et de lieu, offerte par le sommet, profite à la mise en scène du conflit et à la dialectique sommet/contre-sommet. La force de la confrontation est ici d'affirmer la diversité des points de vue possibles sur la mondialisation ; elle représente également une reconnaissance officielle de la légitimité du conflit et donc des acteurs en présence. L'événement offre alors « aux acteurs politiques la consistance symbolique qui les fonde comme sujets porteurs d'une signification et d'une consistance de médiation dans l'espace public »<sup>355</sup>.

### II.3. Rendre compte de la diversité

---

La force du cadre générique de la confrontation (et sa routinisation dans la pratique journalistique) tient à ce qu'il représente une opportunité de mise en scène claire des acteurs

<sup>350</sup> « 40 000 manifestants à Seattle », 2-12, *Le Monde*

<sup>351</sup> « L'OMC otage des élections américaines », 9-12, *Le Monde*

<sup>352</sup> « L'Europe cherche le compromis », 3-12, *La Croix*

<sup>353</sup> « La vie comme elle va », 3-12, *La Croix*

<sup>354</sup> Patrick Champagne ne dit pas autre chose dans *Faire l'opinion* : « Ce qui est dit et vu de l'événement est en fait le produit de la rencontre entre les propriétés du groupe qui se donne ainsi à voir publiquement et les catégories de perception du groupe des journalistes ». Néanmoins, là où le sociologue insiste sur « les catégories de perception » propres à chaque journal, nous préférons insister, par l'intermédiaire du cadre, sur « les catégories de perception » partagées par des titres de presse. [CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Editions de Minuit, 1990

<sup>355</sup> LAMIZET Bernard, *Politique et identité*, Lyon : PUL, 2002, p.65

et de leur identité. En fermant la porte à une représentation sans doute vertigineuse de la complexité, la confrontation encourage la logique dichotomique qui prévaut au traitement de l'événement Seattle.

L'idée essentialiste selon laquelle les identités seraient des entités objectives, des éléments du réel que le langage ne ferait que nommer *a posteriori* ne tient pas au regard des considérations théoriques de la première partie. Il n'existe pas d'identité pré-discursive, pas d'identité *objective*, seulement des identités *objectivées* à travers le discours. C'est pourquoi une identité collective doit être pensée comme un objet sémiotique issu de la description et de son inscription narrative. C'est elle qui offre à un collectif une consistance symbolique et la possibilité d'être reconnu dans l'espace public.

La désignation d'un responsable –en l'occurrence l'OMC et, à travers elle, la mondialisation- ne constitue que l'un des éléments par lequel un collectif peut se constituer. En effet, la désignation d'un anti-sujet comme principe d'opposition ne suffit généralement pas à accorder à un collectif les attributs qui en permettent la reconnaissance dans l'espace public médiatisé. Néanmoins, c'est bel et bien dans la distinction et l'opposition, dans l'antagonisme et le conflit, que s'instaure une identité –autrement dit dans son rapport à une altérité. Nous retrouvons ici la conception simmelienne du conflit intégrateur et de sa capacité d'*objectivation*<sup>356</sup>. Le conflit institue l'acteur politique, aussi bien individuel que, dans notre cas, collectif.

### II.3.1. Relevé des désignations

#### [II.3.1. Relevé des désignations<sup>357</sup>]

Si l'OMC est un acteur institutionnel clairement identifiable, les milliers d'individus qui se retrouvent dans les rues de Seattle constituent un collectif aux frontières floues, difficilement réductible à une identité préfigurée du type « les syndicats », « les écologistes », « les féministes »... Autrement dit, face à l'apparition de ces milliers d'individus manifestant à Seattle, les médias se trouvent contraints de répondre à une question faussement simple : *qui sont-ils ?*

C'est pourquoi nous proposons pour l'ensemble des journaux un relevé des désignations collectives qui nomment les manifestants dans leur ensemble (sont exclus les termes qui désignent une catégorie spécifique : écologistes, syndicalistes, casseurs, ONG, anarchistes, anti-OGM...)<sup>358</sup>. Du 28 novembre au 6 décembre, les formes lexicales simples et complexes sont relevées dans *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *La Croix*, *Les Echos*:

<sup>356</sup> *infra*, p.54-55

<sup>357</sup> *Dénomination* et *appellation* sont pour nous deux synonymes et s'opposent à la *désignation*. La dénomination est un acte qui « consiste en l'institution entre un objet et un signe X d'une association référentielle durable » [KLEIBER George, « Dénomination et relation dénominatives », *Langages*, n°76, p. 77-94, 1984, p. 80]. La relation dénominative est issue d'un « acte de baptême » [CHARAUDEAU, MAINGUENEAU, 2002, p. 165] et d'une habitude associative. Par opposition, la désignation se définit « comme le fait de créer une association occasionnelle » qui n'a pas à « être mémorisée » [*idem*].

<sup>358</sup> Seuls les termes visant à désigner l'ensemble des individus rassemblés sont relevés. A titre d'exemple, dans une phrase du type « les manifestations de milliers de militants, mêlant organisations non—gouvernementales, collectifs d'associations, de syndicats et d'étudiants qui ont ponctué ces quatre journées-marathon ont montré que les grandes institutions multilatérales [...] ne peuvent agir dans l'opacité la plus totale » [*Le Monde*, 5/6-12-99], seul le désignant « militants » est relevé.

<i>Libération</i>	27/28-11 : anti-OMC (2 fois), mouvement qui combat l'OMC ; 29-11 : anti, opposants à la mondialisation, manifestants anti-OMC, manifestation anti-OMC, opposants à l'OMC / 30-11 : indiens, « anti », anti-OMC, fronde antimondialiste / 1-12 : opposants à la mondialisation (2 fois), anti (2 fois), anti-OMC (2 fois), manifestants (3 fois), foule, protestataires, militants anti-OMC / 2-12 : manifestants antimondialisation, manifestants, opposants à la mondialisation, protestataires, anti-tout, la rue / 3-12 : aucun désignant collectif relevé / 4/5-12 : société civile (3 fois), manifestants anti-mondialisation, adversaires de la mondialisation, opinion publique / 6-12 : anti-OMC (3 fois), antimondialisation (2 fois)
<i>Le Monde</i>	28/29-11 : anti-OMC, manifestants contre les effets de la mondialisation ; 30-11 : anti-OMC (3 fois), citoyens du monde, mobilisation contre la libéralisation des échanges, manifestants anti-OMC, militants, adversaires de la mondialisation, manifestants ; 1-12 : manifestation folklorique antimondialisation ; 3-12 : manifestants (2 fois), contestataires (2 fois), critiques et sceptiques de la mondialisation ; 4-12 : anti-OMC, adversaires de la libéralisation du commerce, militants, société civile, mouvements de la société civile ; 5/6-12 : anti-OMC, organisations non gouvernementales, ONG, mouvements citoyens, mouvement de la société civile
<i>Le Figaro</i>	27/28-11 : aucun désignant collectif relevé / 29-11 : opinion publique, adversaires de la mondialisation, « société civile » internationale, participants, opposants (2 fois), « anti », contestataires / 30-11 : militants, opposants, manifestants / 1-12 : « anti-OMC », déçus de la mondialisation, manifestants / 2-12 : « anti-OMC » (2 fois), anti-OMC, contestataires, manifestants / 3-12 & 4/5-12 : aucun désignant collectif / 6-12 : opposants à la mondialisation
<i>La Croix</i>	27/28-11 : aucun désignant collectif relevé / 29-11 : opposants à la mondialisation (2 fois), opposants à l'OMC / 30-11 : aucun désignant collectif relevé / 1-12 : opposants, opposants à la mondialisation / 2-12 : manifestants (2 fois), protestataires de la lutte contre l'OMC, opposants, opposants à la mondialisation / 3-12 & 4/5-12 : aucun désignant collectif relevé / 6-12 : société civile, anti-OMC, manifestants
<i>L'Humanité</i>	27/28-11 : militants / 29-11 : citoyens (2 fois), citoyens du monde / 30-11 : manifestants, personnes / 1-12 : aucun désignant relevé / 2-12 : manifestants (6 fois), opinion publique mondiale, jeunes, personnes, citoyens / 3-12 : citoyens du monde, manifestants (2 fois), mouvement protestataire / 4/5-12 : citoyens / 6-12 : contestation citoyenne
<i>Les échos</i>	29-11 : mobilisation, embryon de société civile internationale, militants anti-OMC, opposants à la liberté des échanges, manifestants / 30-11 : « anti-OMC », trouble-fête, société civile / 1-12 : opposants à toute extension des prérogatives de l'OMC, anti-OMC / 2-12 : société civile, contestation contre les méfaits de la mondialisation / 3/4-12 : protestataires / 6-12 : société civile, contestation

La première chose que nous encourage à faire ce relevé est de nuancer les propos tenus sur la dynamique d'apparition du terme antimondialisation et de ses dérivés grammaticaux. Si, en effet, le terme apparaît au mois de décembre 1999 dans les journaux étudiés (à l'exception de *L'Humanité*- apparition en avril 2000), son usage reste relativement rare dans le traitement des journées de Seattle (du 29 novembre au 3 décembre). Seul

*Libération* l'utilise à plusieurs reprises<sup>359</sup>. *Le Monde*, quant à lui, l'utilise à une reprise<sup>360</sup>. *Le Figaro* l'utilise le 26 novembre<sup>361</sup> mais ne l'utilise ensuite plus jusqu'au 16 janvier. Claude Imbert, éditorialiste à *au Point*, l'utilise dans son éditorial du 3 décembre<sup>362</sup>. Dans la partie qui porte sur le paradigme événementiel qui se construit autour de la répétition des performances antimondialisation, nous nous attacherons à illustrer la capacité du label « antimondialisation » à s'appliquer *a posteriori*.

### II.3.2. Une thématique privilégiée : la diversité folklorique

Cette diversité des désignations utilisés lors des quatre jours du sommet illustre la difficulté de la presse à inscrire les manifestants au cœur d'un projet politique cohérent. Face à l'OMC, la confrontation ne fait pas intervenir un acteur clairement identifié mais une entité collective diffuse et irréductible, une communauté qui semble précaire et éphémère.

La fragmentation du projet politique exprimé dans les rues de Seattle encourage l'ensemble des journaux à insister sur la diversité des individus réunis. *Le Figaro* prévient qu'« il y en aura pour tous les goûts et pour tous les continents. Un véritable inventaire à la Prévert »<sup>363</sup>. *La Croix* prévient également : « Les milliers d'opposants à la mondialisation –écologistes, tiers-mondistes, ouvriers...- ne forment pas un ensemble homogène. »<sup>364</sup> Dans son éditorial du 30 novembre intitulé « Tant qu'il y aura des hommes », *L'Humanité* insiste, elle aussi, sur l'hétérogénéité de la protestation : « il y a ce matin un charivari du diable : des ouvriers, des agriculteurs, des syndicalistes, des écologistes, des créateurs, des consommateurs –en somme des citoyens- répondent à l'appel de plus d'un millier d'organisations d'une centaine de pays »<sup>365</sup>. « Diversités » est d'ailleurs le titre d'un éditorial proposé par *Libération* le 1<sup>er</sup> décembre. Extrait :

**« Toutes les peurs et pas mal de revendications sont donc au rendez-vous de Seattle pour conspuer le libre échange planifié dans lequel nous sommes en grande partie immergés depuis pas mal de temps déjà. [...] Une foule aux multiples revendications et condamnations, parfois contradictoires, selon que les protestataires défendent les intérêts du Nord ou du Sud, du consommateur ou du producteur, l'écologie ou le développement, la concurrence ou l'anticapitalisme, la souveraineté ou une nouvelle forme de l'internationalisme, l'agriculture intensive ou auto-suffisante. Une telle diversité pourrait prêter à sourire. A tort. »**

*Les visages de la diversité.* La masse, comme acteur anonyme, est présente au cœur du dispositif des journaux par le recours aux photographies des cortèges. L'intérêt de ce type de photographie est de produire un « avoir été là », de relayer « l'évidence stupéfiante

<sup>359</sup> « le bruit produit par la fronde antimondialiste » [article : Le sommet de la mondialisation], 30-11 ; « l'ampleur de la manifestation antimondialisation a relégué les négociations au second plan » [Seattle reste sous couvre-feu], 2-11 ; « Manifestants anti-mondialisation à Seattle » [légende photographie], 4/5-12 ; « Les antimondialisation profitent de leurs victoires et promettent de nouveaux combats » [Les ONG comptent leurs points], 6-12

<sup>360</sup> « Manifestation folklorique antimondialisation à Seattle » [titre éditorial], 1-12

<sup>361</sup> « Des ONG en pagaille », 26-11, *Le Figaro*

<sup>362</sup> « Le diable probablement », 3-12, *Le Point*

<sup>363</sup> « Des ONG en pagaille », 26-11, *Le Figaro*

<sup>364</sup> « Mondial quiproquo », 2-12, *La Croix*

<sup>365</sup> « Tant qu'il y aura des hommes » [éditorial], 30-11, *L'Humanité*

du : *cela s'est passé ainsi* »<sup>366</sup>. A ce titre, les photographies de cortèges relaient le premier mode d'effectivité de la manifestation : l'expression physique de la force d'un groupe par le nombre. Ce type d'image tire alors sa force de l'anonymat de la masse et est très présent dans l'ensemble des quotidiens du corpus. Ces images de cortèges sont aussi un espace privilégié pour exposer à travers les banderoles et autres calicots les revendications portées par les individus présents :



La Croix, 6-12-99 (légende : « Les ONG défilent à Seattle pour que tout ne se résume pas à sa valeur marchande »)

Ces photographies sont donc la mise en image de la manifestation comme forme d'expression directe de la rue qui s'oppose à l'expression indirecte et institutionnelle issue de la médiation de la représentation. Elles peuvent illustrer des articles qui s'attachent pourtant exclusivement aux rencontres entre dirigeants politiques. C'est, par exemple, le cas dans *Le Figaro* daté du 1<sup>er</sup> décembre : l'imagerie de la manifestation, c'est-à-dire du contre-sommet, vient illustrer le contenu relatif au sommet. La foule bigarrée vient illustrer les visuellement sinistres rencontres entre dirigeants politiques.

Des plans plus serrés portent sur les militants grimés (maquillés ou masqués) ou jouant de la musique, également sur les diverses « installations » proposées par les militants. Ces photographies apparaissent comme les relais photographiques des nombreux papiers d'ambiance :

<sup>366</sup> BARTHES, Roland, « Rhétoriques de l'image », *Communications*, n°4, 1964, p. 40-52



L'Humanité, 4/5-12-99 (« Avant l'ouverture de la conférence, sit-in dans le centre ville de Seattle. Des centaines de manifestants ont été arrêtés »), La Croix, 2-12-99 (« Parmi les nombreux groupes qui manifestent à Seattle, des militants de la cause animale déguisés en tortues de mer »)



Le Figaro, 1-12-99 (« Quelques 50000 « anti-OMC » ont célébré à leur manière dans les rues de Seattle le coup d'envoi des travaux de l'organisation »), Libération, 5/6-12-99 (« Manifestation à Seattle. Jusqu'au bout, les adversaires de la mondialisation ont manifesté dans la capitale américaine »)

Néanmoins, dans une visée didactique –*qui sont-ils ?*–, la presse s'attache à offrir un visage, *des visages* en fait, à la diversité. A cette fin, un dispositif sémio-discursif spécifique est privilégié par certains journaux et notamment par *Libération* et *L'Humanité* : la galerie de portraits. Il s'agit de juxtaposer à des photographies, parfois de type *photomaton*, de courts portraits dont la variété doit contribuer à dresser une sorte de typologie des militants présents. Chaque court portrait a valeur d'exemplarité. Ainsi, *L'Humanité* présente « Ces Américains qui contestent » [titre de l'article] à travers trois courts portraits accompagnés de photographies. Il y a :

Barly Ulmer qui prône « *le dialogue Nord/Sud* » et qui « *a fait le voyage depuis la Californie avec son mari. Derrière les lunettes, les yeux brillent d'excitation au son des slogans scandés par une foule bigarrée où se mêlent sans façon ouvriers syndicalistes, environnementalistes de tout poil, religieuses en voilette et quelques enfants en poussette* » ;

- François Goodman, « producteur de lait biologique dans le Wisconsin » et qui se déclare « l'ami de José Bové » ;
- Earl Clayton, « membre de l'United Steelworkers of America, le syndicat des métallos ». Il « est venu de l'Illinois pour défiler à Seattle. Blouson, jean, casquette, les épaules larges, indifférent à la pluie, il marche. Il n'a pas l'habitude des manifs. »

Libération a également recours à ce type de dispositif avec 5 photographies<sup>367</sup> :



Libération, 1-12-99 (légendes des photographies de gauche à droite et de bas en haut : « Calamity Franck, Austin : « L'OMC est en train d'avoir notre peau. Ici, j'ai trouvé une étrange communauté de gens, mais avec les mêmes préoccupations que moi » » ; Ibe Wilson et Taire Stanley, Panama : « Les peuples indigènes ne peuvent pas permettre le vol de leur patrimoine et de leurs connaissances ancestrales » » ; « Eugene Lee, Alberta (Canada) : « Nous devons combattre l'alliance des entreprises qui pillent les peuples indigènes du monde entier » » ; « Martin Shaw, Londres (Grande-Bretagne) : « Je suis ici pour résister aux lois de l'OMC et pour un agenda qui prenne vraiment en compte les besoins des gens de la planète » » ; « Sanjay Mangala, Gopal (Inde) : « Je suis à Seattle pour qu'on ferme l'OMC et pour qu'on leur donne une leçon » »

Le lendemain, le dispositif (sans le support photographique) est réitéré avec six courts portraits. Il y a Jan Davis, « l'ami des tortues » (« j'ai choisi ce déguisement [de tortue] parce que les tortues de mer sont en danger »), Don Kegley, « le sidérurgiste », Mituy, « l'artiste pour les Droits de l'homme » (« je suis venue avec un groupe de théâtre de rue pour faire le cirque dans les rues de Seattle parce que je crois que l'OMC est un obstacle au genre

<sup>367</sup> « A Seattle, les « Indiens » dégainent les premiers », 30-11-99, Libération

de monde dans lequel je veux vivre »), Christopher Laig, « le prêtre tiers-mondiste », il y a aussi Brendon, « l'anarchiste » et enfin Mike Dolan, « le juriste militant »<sup>368</sup>.

C'est par l'individu, ses motivations, ses motifs, ses actions que la masse acquiert ses visages : l'individu et l'histoire vécue [*human interest story*] sont ici le prisme privilégié pour traiter du collectif. L'individu et son parcours acquièrent leur valeur de leur exemplarité ; ils sont ce par quoi un collectif caractérisé par son hétérogénéité est présenté.

En se définissant par son seul antagonisme à l'OMC, le contre-sommet ne semble relever que d'une rencontre éphémère et précaire dont l'affirmation de la diversité soutient le contexte de description. Si nous reprenons les termes d'Alain Touraine, c'est sans doute une particularité de la mouvance antimondialisation que de se définir, en premier lieu, par son « principe d'opposition ». Par un renversement des critères de définition du mouvement social, c'est par le « principe d'opposition » que se forge un « principe d'identité »<sup>369</sup>. C'est par l'identification d'adversaires communs que se constitue l'identité. Néanmoins, s'il y a un *collectif* marqué du sceau de l'hétérogénéité et institué dans l'opposition qu'il entretient à l'OMC, reste qu'il n'y a pas encore d'*acteur politique*. Ce n'est que dans la constitution du paradigme événementiel, c'est-à-dire dans la répétition du cadre appliqué à Seattle, que se constitue ensuite le mouvement antimondialisation comme acteur, ou du moins, catégorie politique.

## II.4. L'imaginaire démocratique de Seattle : la politique à l'épreuve de la mondialisation

C'est par le recours au concept d'*imaginaire* et de *résonance* que peut être, en partie, expliqué le succès du *cadre spécifique* appliqué à Seattle (issu lui-même de la convergence entre les cadres interprétatifs militants et le cadre générique du conflit). La réussite d'un cadre et « le sens d'un événement résulte toujours de la confrontation du réel à l'imaginaire, grâce à la médiation symbolique assurée par le discours des médias »<sup>370</sup> ; et sans doute, devrions nous préciser qu'il s'agit moins de *l'imaginaire* comme catégorie globalisante que d'*un imaginaire* comme catégorie spécifique. C'est un « imaginaire sociodiscursif »<sup>371</sup> qui permet à un cadre (et à l'événement qui l'objective) d'entrer en résonance avec le terreau culturel partagé par les journalistes et leurs lecteurs. Pour Patrick Charaudeau, « les imaginaires sont engendrés par les discours qui circulent dans les groupes sociaux, s'organisant en systèmes de pensée cohérents créateurs de valeurs, jouant le rôle de justification de l'action sociale et se déposant dans la mémoire collective »<sup>372</sup>.

Il paraît difficile de nier l'évolution actuelle du contexte de l'activité politique. Les nations, les peuples, les mouvements sociaux sont aujourd'hui reliés par des communications d'un nouveau genre, rendues possibles notamment par le développement des technologies de

<sup>368</sup> « Six Américains en guerre contre la mondialisation », 1-12-99, *Libération* ; notons que le quotidien réitère le même dispositif lors du sommet et contre-sommet de Prague : « Quoi de neuf depuis Seattle? Eux », 26-09-00, *Libération*

<sup>369</sup> Terminologie issue de : TOURAINE 1973. Ensuite reprise dans les travaux du sociologue sur le mouvement ouvrier ou sur le mouvement anti-nucléaire (TOURAINE Alain (*et al.*) *Le mouvement ouvrier*, Paris : Fayard, 1984 ; TOURAINE Alain (*et al.*), *La prophétie antinucléaire*, Paris : Seuil, 1980).

<sup>370</sup> LAMIZET Bernard, *Sémiotique de l'événement*, Paris : Hermès-Lavoisier, 2006, p.105

<sup>371</sup> BOYER, LOCHARD 1998 ; CHARAUDEAU Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris : Vuibert, 2005

<sup>372</sup> CHARAUDEAU, Patrick, « Les stéréotypes, c'est bien, les imaginaires, c'est mieux », Henri Boyer (dir.), « Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène », Tome 4 : *Langue(s), discours* Paris : L'Harmattan, p. 49-63, 2007, p.57

l'information et de la communication. Pour reprendre David Held, disons que « la relation étroite entre lieu physique, situation sociale et activité politique a été brisée; les systèmes de communication d'aujourd'hui créent de nouvelles façons de comprendre la politique » qui aboutissent à l'émergence de « l'idée d'une politique planétaire » et aux questionnements liés à la gouvernance du monde<sup>373</sup>. Ce contexte contribuerait à un sentiment d'impuissance face la mondialisation. A un niveau national, le constat contribue sans nul doute à relayer l'idée d'une « crise de la représentation » -lieu commun depuis plusieurs décennies- issue de la dissociation entre le pouvoir politique et la puissance sociale, et à penser la démocratie à l'épreuve de la mondialisation. Au sein des nouvelles frontières du politique, *quelle place pour un peuple souverain?*

#### II.4.1. L'identification à « *une société civile internationale* » : un privilège axiologique

Nous avançons que le cadre appliqué à Seattle tend à répondre à cette question. C'est par la référence à la société civile, souvent qualifiée de globale ou d'internationale, que le traitement de Seattle par la presse s'inscrit clairement dans « l'imaginaire de la souveraineté populaire »<sup>374</sup> et dans la célébration du spectacle démocratique. C'est le mythe de la démocratie au sein de laquelle le peuple est tributaire des choix politiques. Le recours au concept de « société civile internationale » permet de nommer un mouvement que l'absence de nom rend difficile à individualiser. Ce concept permet deux choses : offrir un nom à la diversité et inscrire Seattle dans l'imaginaire de la souveraineté populaire.

La configuration dans le discours de la presse de la société civile mondiale répond, en quelque sorte, à une *lacune narrative* : elle permet à la presse de raconter la politique qui se déploie à l'échelle mondiale en disposant d'une référence au peuple souverain<sup>375</sup>. Face à la multiplication des relations entretenues par les institutions internationales à vocation politique et/ou économique (Etats-nations, OMC, FMI, OTAN, G8...), c'est par le biais de la référence à une société civile étendue à l'échelle mondiale que le peuple peut retrouver une place. Dans l'imaginaire démocratique, le peuple est garant de l'intérêt général. Par la référence à une société civile mondiale, le peuple se matérialise en une figure narrative et retrouve une capacité d'énonciation sur laquelle les médias peuvent se reposer pour raconter les nouvelles échelles de la démocratie.

En effet, ce que révèle l'analyse des discours de presse est la constitution de la société civile non comme un espace de délibération (une conception proche de celle, par exemple, de Jürgen Habermas pour qui la société civile apparaît comme une périphérie de l'espace public<sup>376</sup>) mais comme une entité agissante, comme un nouvel acteur politique. Autrement dit, la presse, adoptant une figure anthropomorphique de la société civile internationale en fait un acteur à part entière de la scène internationale. La dialectique qui s'instaure entre le contre-sommet et l'organisation qu'il conteste offre à la presse une opportunité de mise

<sup>373</sup> HELD David, *Un nouveau contrat mondial. Pour une gouvernance social-démocrate*, Paris : Presses de Sciences Po, 2005, p. 138

<sup>374</sup> CHARAUDEAU, 2005, p. 175-186

<sup>375</sup> ABOUSSIER Julien, NIEMEYER Katarina, « Antimondialisation et société civile dans la presse française et allemande », in ROWELL Jay, SAINT GILLE Anne Marie, *La société civile organisée en Allemagne et en France au XIX et XXe siècle*, Lyon : PUL, 2010 [à paraître]

<sup>376</sup> HABERMAS Jürgen, « Le rôle de la société civile et de l'espace politique » [chap. VIII], *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris : Gallimard, 1992 p. 355-414

en scène du conflit, de mise en récit de l'action de la société civile. Alors définie par le rapport d'opposition qu'elle entretient avec les organismes internationaux (l'OMC à Seattle), la société civile mondiale s'inscrit dans un schéma actanciel<sup>377</sup> au sein duquel l'anti-sujet est donc un acteur, une organisation, une institution internationale. Dans ce schéma, initié par la sphère militante et largement relayé par la presse, la société civile mondiale possède les caractéristiques d'un *vouloir*, *pouvoir* et *savoir faire* ; elle est également capable de *performance*. Exemples :

- « Les réunions auront lieu **sous la haute surveillance de la société civile** »<sup>378</sup> [savoir faire] ;
- « [les dirigeants de l'OMC] devront à l'avenir prendre en compte l'émergence de cette **société civile mondiale qui n'entend pas baisser les bras et qui entend poursuivre son action** contre la mondialisation »<sup>379</sup> [vouloir faire] ;
- « Peut-on penser que **le coup de force de la société civile** fasse jurisprudence ? » ;  
« **En faisant irruption dans le débat, la société civile met en évidence** le besoin d'un pouvoir législatif planétaire »<sup>380</sup> [savoir faire et performance] ;
- « **La société civile a forcé les portes** de l'OMC »<sup>381</sup> [performance] ;
- « [...] **la victoire de la société civile** sur les bureaucrates »<sup>382</sup> [performance].

La presse française inscrit donc la référence à la société civile, souvent qualifiée de mondiale ou d'internationale, au cœur de son traitement de l'événement antimondialisation. La société civile est configurée dans les médias comme un macro-sujet à même de répondre aux défis lancés par les nouvelles dimensions de l'espace politique. La presse semble alors répondre au nouvel impératif qu'impose la mondialisation aux médias, et identifié par Bernard Lamizet :

**« Les médias ont, sans doute, davantage, aujourd'hui, à construire de nouvelles solidarités qu'à structurer des identités. En effet, la croissance des relations d'interdépendance entre les pays et entre les peuples amène à repenser l'internationalisation des rapports sociaux en termes de solidarité et d'apports mutuels, plutôt qu'en termes de défense farouche des indépendances et des traditions culturelles »**<sup>383</sup>.

Autrement dit, à travers sa capacité à diffuser l'information nécessaire à la reconnaissance des acteurs du politique, la presse contribue à l'émergence dans les discours d'une société civile internationale qui illustre l'apparition d'une sensibilité politique mondiale. Surtout, elle contribue ainsi à offrir du *répondant* aux instances internationales. En effet, la référence à une société civile mondiale permet de réintégrer le conflit et l'affrontement au cœur des nouvelles dimensions de la politique. Puisque la politique repose en partie sur une lutte pour savoir *qui* a le droit de parler et surtout *au nom de qui* (question de la représentation), les individus rassemblés à Seattle profitent d'une assimilation légitimatrice à la société civile mondiale à laquelle seul *Le Point* ne participe pas.

#### II.4.2. Participation citoyenne et célébration d'une scène politique mondiale

Ces transformations des frontières du politique s'accompagnent du développement à l'international de plusieurs autres notions jusqu'alors mobilisées par la presse française dans le seul cadre national (parfois européen). La notion de citoyenneté, notamment,

<sup>377</sup> GREIMAS Algirdas Julien, *Du sens. Essais sémiotiques*, Paris : Seuil, 1970

<sup>383</sup> LAMIZET 1999, p. 273

traditionnellement inscrite dans la référence au territoire et à la communauté nationale, est inscrite dans les nouvelles dimensions de l'espace politique et de la communication et participe ainsi à accréditer la thèse d'une communauté de destin transnationale. Ainsi, *Le Monde* relaie l'idée que le contre-sommet illustre une citoyenneté transnationale et, dès le 30 novembre, c'est la Une du journal qui annonce : « Les citoyens du monde s'invitent à l'OMC ». Néanmoins, c'est sans nul doute *L'Humanité* qui privilégie le plus largement la référence à cette nouvelle citoyenneté. Dès le 26 novembre, le journal communiste s'attend à voir « des dizaines de milliers de citoyens du monde converger vers Seattle ». Le 29 novembre, le quotidien titre son éditorial « Citoyens du monde » et poursuit, en page 4, avec un article intitulé « OPA citoyenne sur l'OMC ». Dans l'édition du 4/5 décembre, nouvelle référence à la citoyenneté avec un article titré « Ces citoyens qui ont mis l'OMC à nu ». Enfin, à l'issue du sommet, le 6 décembre, le journal résume : « OMC : un succès citoyen » [titre de Une].



L'Humanité, 6-12-99 ; Le Monde, 30-11

Sans doute faut-il ici rappeler que le concept de « citoyens du monde » n'est pas contemporain à la préfiguration de l'antimondialisation qui a lieu à Seattle. Même si l'idée existe dès l'Antiquité chez les stoïciens<sup>384</sup>, c'est sans doute Kant qui lui offre son sens moderne. Le rêve cosmopolite kantien est une revendication juridique de la citoyenneté qui dépasse le cadre national (« [Chez Kant] la sphéricité de la terre apparaît comme ce qui, en dernière analyse, confère au monde un statut juridique »<sup>385</sup>) et impose aux citoyens un devoir de responsabilité. Ce principe de responsabilité à l'égard du monde explique certainement la réussite du concept de « citoyens du monde » dans la seconde partie du XXe siècle. Face aux conséquences de la guerre, aux traumatismes d'Hiroshima et de Nagasaki, face à l'horreur des camps nazis, émerge l'idée que le seul horizon sur lequel doivent s'inscrire les projets éthiques de l'humanité est le monde. Le « vivre ensemble » de l'éthique ne semble plus pouvoir être pensé dans le cadre de communautés restreintes.

De la même manière qu'une définition extensive de la citoyenneté est adoptée, le concept d'opinion publique, déjà largement discuté dans son ancrage national, est élargi au cadre international. Etendue aux nouvelles frontières du politique, la référence à l'opinion publique semble illustrer la formation démocratique de la volonté générale. Quand s'ouvre le sommet de l'OMC, *Le Figaro* prévient : « L'opinion publique s'invite à l'OMC »<sup>386</sup>. De la même façon, *Le Monde* anticipe : « Pour la première fois dans l'histoire de ce type de grand marchandage global, l'opinion publique mondiale est mobilisée ». A l'heure des bilans, le constat est clairement relayé et partagé et ce par :

- *L'Humanité* qui précise dans un chapeau de Une que « les manifestations réprimées lors du sommet de Seattle ont permis à **l'opinion publique mondiale** de se faire entendre »<sup>387</sup> ;
- *Libération* qui avance que « **l'irruption de l'opinion publique** sur une telle scène et à un tel niveau constitue un moment clé du processus de mondialisation »<sup>388</sup> ;
- *Le Monde* qui précise que « par leur présence, ces organisations non-gouvernementales ont fait entendre **la voix de l'opinion publique mondiale**, une opinion qui ne souhaite plus être laissée à l'écart des grands débats qui la concerne vraiment »<sup>389</sup>.

Le traitement accordé par la presse aux journées de Seattle relaie ainsi l'idée d'une scène politique internationale en diffusant l'illusion d'une culture et d'une communauté politique commune. « Fille de la mondialisation et de la fin de la guerre froide »<sup>390</sup>, la société civile internationale illustrerait donc l'institutionnalisation progressive d'une scène mondiale sur laquelle l'intérêt général serait discuté par des citoyens dont la voix se matérialiserait dans une opinion publique mondiale. La référence à la société civile internationale semble finalement répondre au problème de la définition de la communauté

<sup>384</sup> Ainsi, se fiant à Plutarque (De l'exil), Montaigne rappelle dans ses essais (Livre I, chap. 26) : « Il se tire une merveilleuse clarté, pour le jugement humain, de la fréquentation du monde. Nous sommes tous contraints et amoncelés en nous, et avons la veue raccourcie à la longueur de nostre nez. On demandoit à Socrates d'où il estoit. Il ne repondit pas : « D'Athenes », mais : « Du monde ». Luy, qui avoit son imagination plus plaine et plus estanduë, embrassoit l'univers comme sa ville, jettoit ses connoissances, sa société et ses affections à tout le genre humain » [MONTAIGNE, *Essais*, Paris : Editions Fernand Roches, 1931, p. 24]

<sup>385</sup> FOESSEL Michaël, « Kant : du droit cosmopolitique à l'habitation du monde », HUBERT Vincent (dir.) *Citoyens du monde : Enjeux, responsabilités, concepts*, Paris : L'Harmattan, p.19-32, 2004

<sup>386</sup> « L'opinion publique s'invite à l'OMC » [titre de une], *Le Figaro*, 29-11

<sup>390</sup> COHEN Samy, *La résistance des Etats. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris : Seuil, 2003

démocratique. Loin des *foules* menaçantes de Gustave Le Bon<sup>391</sup> ou des *masses* amorphes du courant fonctionnaliste, la société civile mondiale semble traduire l'affirmation d'une volonté collective de réappropriation des grandes évolutions historiques, politiques et culturelles. La mobilisation de la terminologie démocratique illustre clairement le privilège axiologique accordé au contre-sommet. Ce qui s'est joué, miniaturisé dans la confrontation, c'est l'affirmation d'une alternative, encore mal définie, à la mondialisation.

Notons que la concentration des regards sur la diversité et le privilège axiologique accordé par la référence à une société civile mondiale en gestation, expliquent sans doute la faible attention accordée aux violences qui marquent la journée du mardi 30 novembre. Même si les affrontements entre manifestants et forces de police sont rapidement évoqués, ils ne font l'objet d'aucun article ni dans *Le Figaro*, ni dans *La Croix*, ni dans *Les Echos*. Au lendemain des violences, *Libération* ne propose pas d'article sur elles mais en exploite l'image avec une photographie située en page 3. *Le Monde*, dans l'édition datée du 3 décembre, propose à la périphérie de son hyperstructure (page 2 et 3) deux articles dans lesquels sont évoqués les affrontements. En termes de surface rédactionnelle, c'est clairement *L'Humanité* qui accorde le plus d'importance à ces violences avec notamment sa spectaculaire Une du 2 décembre :



### Couvre-feu sur l'OMC

Les manifestations réprimées lors du sommet de Seattle ont permis à l'opinion mondiale de se faire entendre des dirigeants politiques

La rhétorique révolutionnaire selon laquelle la violence d'Etat illustre la violence du « système » est largement reprise par le quotidien communiste. Ainsi, le lendemain, l'hyperstructure qui s'étale en page 2 et 3 se construit autour d'une grande photographie d'un policier en armure. Pourtant, au sein de ces deux pages, aucun article ne s'attache aux violences et la figure menaçante vise en fait à relayer la position politique offensive des Etats-Unis qui souhaite voir disparaître la politique agricole commune européenne. Il y a ainsi un transfert de l'imagerie des affrontements de la veille sur la dimension clairement politique des réunions entre dirigeants. Hyperstructure proposée le 3 décembre :

<sup>391</sup> LE BON 1985 [1885]



## II.5. Le temps de l'évaluation

### II.5.1. Les quotidiens

Quand le rideau tombe sur les journées de Seattle, « le processus d'interprétation auquel il [l'événement] est soumis acquiert une dimension formalisée »<sup>392</sup> et devient ainsi un objet du débat public. Autrement dit, l'événement appelle le commentaire : éditoriaux *de clôture*<sup>393</sup> et pages périphériques en accueillent alors les interprétations ; autant de textes qui contribuent à faire de Seattle (et des figements de type « la bataille de Seattle » ou « la victoire de Seattle ») un lieu discursif au sens que lui donne Alice Krieg-Planque : « un de ces grumeaux qui se forment dans l'univers discursif » et auxquels « les commentateurs s'arment pour assigner des positions, à eux-mêmes et à d'autres »<sup>394</sup>.

A l'heure du bilan et de l'interprétation, la presse s'accorde sur le fait que Seattle marque un tournant. Représentatif, *Le Monde* affirme dans son éditorial du 5-6 décembre : « A l'heure du réseau des réseaux, la démocratie ne peut plus être monopolisée par quelque

<sup>392</sup> DAYAN, KATZ, 1996, p. 191

<sup>393</sup> Editoriaux de clôture : « Un moment clé », *Libération*, 4/5-12, « La victoire de Seattle », *Le Monde*, 5/6-12, « Les leçons d'un fiasco », *Les Echos*, 6-12, « Le diable probablement », *Le Point*, 3-12, « OMC : la preuve par l'absurde », 6-12, *La Croix*

<sup>394</sup> KRIEG-PLANQUE, 2006, p. 30. L'auteur précise : « les lieux discursifs constituent un choix de la part du chercheur. Je veux dire par là que si les lieux discursifs existent, c'est aussi parce que le chercheur choisit de les considérer comme des faits éclairants. [...] Ce repérage suppose un type de travail du corpus qui est avant tout une activité de fréquentation des énoncés, bref un travail qui est une pratique de *lecture* ». Loin d'être une faiblesse méthodologique, cette option est pour nous une force en ce qu'elle accorde au chercheur un statut d'« interprétant raisonnable » que certaines pratiques des analystes de discours nous semblent parfois nier.

*bureaucratie que ce soit, ni même par les Etats aussi démocratiques qu'ils puissent être* ». A ce titre, nous préservons la référence à Elihu Katz et Daniel Dayan et en relayons les propos sur l'événement transformatif comme « proclamation d'un nouveau type d'avenir » qui « invite une société à découvrir qu'il existait des alternatives à ses choix ». L'événement transformatif... :

**« [...] a surtout une valeur expressive et constitue une illustration de l'état des choses désirées. La cérémonie se propose alors comme un modèle réduit de cet état des choses. Elle en est la préfiguration. Elle est aussi l'indice de sa possibilité. »<sup>395</sup>**

La confrontation est un idéal-type du spectacle cérémoniel. Face à ce dernier, le spectateur est témoin « au sens que prenait ce terme dans le christianisme antique, celui à qui on demande de se convertir à une nouvelle définition de la réalité, puis de lui servir de médium, de devenir l'instrument de sa propagation »<sup>396</sup>. Pour Jean-François Tétu, l'information, dans la cérémonie, ne s'attache ni à un savoir, ni à un voir, mais un faire-voir capable de produire un croire. Et « cela, bien sûr, est générateur d'émotions parce que [...] l'image fait mouvoir, émeut, met en mouvement »<sup>397</sup>. Dans notre perspective, la cérémonie exprime une volonté de rassemblement autour de la mise en scène de la démocratie. Au-delà de son opposition à l'OMC, le contre-sommet n'est pas perçu comme porteur de revendications claires (le principal attribut accordé au mouvement est la *diversité*) mais comme le média (au sens de support) des préoccupations collectives et contemporaines, ou encore, comme un espace de représentation pour l'ensemble des interrogations sur l'avenir du monde. Le caractère historique des journées de Seattle est également présent dans les discours qui trouvent leur place dans la périphérie des journaux. Sont ici répertoriées les six interventions que la rubrique Horizons de *Le Monde* accueille au cours du mois qui suit le contre-sommet (du 3 –date de clôture de la réunion de l'OMC- au 31 décembre 1999) :

<sup>395</sup> DAYAN, KATZ, 1996, p. 161

<sup>396</sup> *idem*, p.132

<sup>397</sup> TETU Jean-François, « La temporalité des récits d'information », in VITALIS André (et al.), *Médias, temporalités et démocratie*, Editions Apogée, Rennes, 2000

Date	Auteur	Statut légitimant	Titre
3-12-99	Christophe Aguiton	Syndicaliste et militant d'Agir ensemble contre le chômage	Nous ne voulons pas de la mondialisation libérale
	Victor Sherer	Président de l'Association nationale des Industries Alimentaires	Le grand esprit de Seattle
7-12-99	Edgard Morin	Sociologue	Le XXI siècle a commencé à Seattle
8-12-99	Jacques Attali	de Planète Finance	Le Cycle du Millénaire est mort avant de naître
	Charles Pasqua	Ancien ministre, député européen et Président du RPF	La mondialisation n'est pas inéluctable
	Francis Fukuyama	Professeur de science politique à l'Université George-Mason	La gauche ingrate contre l'OMC
24-12-99	Pardavid Apter	Professeur de science politique à l'Université de Yale	Les violences de la mondialisation

Le statut des intervenants est varié : militant, industriel et universitaires. Les interventions de Christophe Aguiton, Victor Sherer et Edgard Morin visent clairement à présenter Seattle comme une rupture qui ouvre une nouvelle ère. Pour Edgard Morin, Seattle marque la naissance du XXIe siècle : « *Ce qui a surgi à Seattle, c'est la prise de conscience que le contrôle de la mondialisation ne peut s'effectuer qu'au niveau mondial* » ; et de constater qu'« *il s'est constitué de façon quasi spontanée à partir d'associations, d'ONG, d'expériences locales, une internationale civile* » fruit d'« *une conscience proprement planétaire ou terrienne* » initiée au XXe siècle. Le constat fait par Christophe Aguiton est relativement proche quand il conclut : « *La mobilisation qui se développe permet une alliance inédite de salariés et d'écologistes, de chômeurs et de paysans. D'une certaine façon, elle préfigure les nouveaux cadres démocratiques dont notre monde a besoin.* » Charles Pasqua, quant à lui, relaie le mythe selon lequel les rassemblements sont à l'origine de l'échec du cycle du Millénaire et perçoit dans les manifestations l'illustration « *des deux grands bouleversements du siècle à venir* » : « *la fin de l'idéologie de la mondialisation et la fin de la construction d'une Europe fédérale* ». Dans l'ensemble des interventions, seule celle de Francis Fukuyama vise à illustrer l'illégitimité des discours militants et appelle « *les gens sérieux de gauche à renvoyer les farfelus qui s'étaient invités à Seattle. La mondialisation est une affaire trop grave pour donner lieu à un voyage dans la nostalgie contestataire* ». Deux semaines après, *Le Monde* permet à Pardavid Apter une réponse cinglante : « *Francis Fukuyama devrait se rappeler que de tels affrontements ont accompagné pratiquement toutes les grandes réformes démocratiques, de la création des syndicats à l'obtention des droits civiques, de l'extension du droit de vote à l'égalité devant la loi* » ; avant de conclure : « *Le monde qu'habite Francis Fukuyama n'a guère plus de réalité qu'une photo sur une carte postale. Il ne reflète en aucun cas la situation dans laquelle des millions de personnes se trouvent aujourd'hui, pays industrialisés ou pas.* » A la lecture de ces sept interventions, il apparaît très clairement que *Le Monde* privilégie les auteurs dont le discours vient appuyer l'idée qu'un monde est né à Seattle et que, aussi diverses soient-elles, les revendications portées sont légitimes.

Pour *Libération* :

Date	Auteur	Statut légitimant	Titre
8-12-99	Béatrice Marre	Député PS et auteur du rapport parlementaire « De la mondialisation subie au développement contrôlé »	Une démocratie planétaire
8-12-99	Alain Krivine; Pierre Rousset	Député européen (Ligue communiste révolutionnaire); membre de la commission écologie de la LCR.	Le fiasco de Seattle n'est pas le fruit du hasard
9-12-99	Zaki Laïdi	Chercheur au CERI	Eloge d'une mondialisation éthique
13-12-99	Daniel Cohen	Professeur à l'ENS	Après Seattle
20-12-99	Pierre Tartokowki ; Alain Madelin ; Jean-François Trogrlic	Non précisé	Libre échange autour de Seattle « Après le récent échec de l'OMC, Libération réunit pour une table ronde trois hommes de sensibilités différentes »
23-12-99	Jean-Pierre Landau	Ancien directeur des Relations économiques extérieures au Ministère de l'économie et de la finance	La réforme de l'OMC est urgente
11-01-99	Eric Dupin	Journaliste à Libération	La gauche en mal d'anti-capitalisme

Nous constatons la même diversité des statuts dans *Libération*. Ce n'est pas la seule similitude à relever avec *Le Monde* tant les discours accueillis relèvent de la même teneur. L'intervention de Béatrice Marre relève d'un prophétisme qui n'est pas éloigné de celui, par exemple, d'Edgard Morin. La députée socialiste se demande : « *Que s'est-il donc passé à Seattle ?* » ; et de répondre : « *On a assisté en direct à la démocratie planétaire. Comme tout moment révolutionnaire, il se caractérise par un désordre plus ou moins violent résultant de la tension entre les forces du changement et les résistances de l'ordre ancien* ». Zaki Laïdi, dont l'intérêt pour le sujet est illustré à la fois par ses travaux au sein du CERI et par ses interventions dans les périphéries des journaux depuis le début des années 90, propose une même interprétation. Enthousiaste : « *L'émergence spectaculaire de la société civile mondiale à Seattle est d'une certaine manière la meilleure chose qui pouvait arriver à la mondialisation. Non parce que son expression au demeurant contradictoire aurait bloqué la négociation. Mais parce qu'elle signifie que la mondialisation est devenue une réalité tellement imposante qu'elle est source et enjeux de création d'un espace public mondial* ». Même idée de rupture chez Daniel Cohen qui se pose la question des « *suites à imaginer aux « événements de Seattle* ». L'enthousiasme ne se trouve finalement modéré que lors du débat organisé et mis en scène le 20 décembre dans lequel Alain Madelin relativise aussi bien la légitimité de la cible des manifestants –l'OMC- que l'idée d'une nouvelle ère.

A la lecture des interventions accueillies par *Le Monde* et *Libération*, nous ne pouvons pas échapper à un constat : il existe une sorte de verrouillage énonciatif de leurs périphéries qui conduit à proposer des discours en de nombreux points similaires (le contre-sommet de Seattle marque une rupture fondamentale dans l'ordre du monde en initiant une politique dont l'échelle est le monde). Ce verrouillage sied finalement assez mal à l'idéal démocratique que soutient ce type de rubrique<sup>398</sup>. La périphérie vient moins bousculer le

<sup>398</sup> AUBOUSSIER 2003. cf. *infra* p. 99-100

discours du nom-du-journal qu'elle ne le relaie : la dialectique centre/périphérie ne peut être assimilée à une dialectique identité/altérité. Ce verrouillage existe aussi et très clairement dans *L'Humanité* :

Date	Auteur	Statut légitimant	Titre
3-12-99	Denis Berger	Enseignant à l'université Paris-VIII. Membre de la direction d'Espaces Marx. Dernier ouvrage paru, en collaboration avec Henri Maler : Une certaine idée du communisme, Éditions du Félin, 1996	« Sans nom » de tous les pays, unissez-vous
	Philippe Engelhard	Économiste. Dernier ouvrage paru : Afrique, miroir du monde. Éditions Arléa. 1998.	Et si l'on parvenait à un pacte d'humanité
	Yasmine Boudjenah	Députée européenne (groupe de la Gauche unitaire européenne, délégation Bouge l'Europe !).	New York, Rio, aller et retours
8-12-99	Jean-Louis Sagot-Duvaurox	Philosophe et cinéaste	Quand nos têtes reviendront du marché
10-12-99	Roland Castro	Architecte	Rendez-vous de chantier
14-12-99	Isaac Joshua	Economiste	Seattle, et après ?
	Martin Khor	Rédigé par Martin Khor, responsable du Third World Network, le réseau militant le plus important de tiers-monde basé en Malaisie.	Seattle : la révolte du Sud

*L'Humanité* accueille sept interventions dans sa rubrique « Libres opinions ». La diversité des intervenants disparaît face à l'homogénéité des propos tenus. L'ensemble des intervenants s'accordent sur le caractère historique de Seattle. Pour Yasmine Boudjenah, « les enjeux de Seattle sont gigantesques ». Pour Denis Berger, comme Edgard Morin dans *Le Monde*, « le III<sup>e</sup> millénaire, dont les médias nous rebattent les oreilles, pourra être daté de décembre 1999 ». Notons que Denis Berger inscrit Seattle dans le prolongement du mouvement français de décembre 1995 avant de préciser que « Seattle apporte un enseignement : toute remise en cause du système en place ne peut être pleinement efficace que si elle se situe au niveau international. » Même référence chez Isaac Joshua pour qui « décembre 1995 a donné le signal du rebond » et qui appelle à « une convergence anti-libérale » : « cette Convergence aurait pour projet de rendre aux travailleurs, et plus largement aux citoyens, une maîtrise qui n'aurait jamais dû leur échapper sur leur vie économique et sociale [...] serait enfin un point d'appui indispensable pour une contestation plus ample et plus radicale de l'ordre capitaliste, un ordre dont le libéralisme actuel n'est que la manifestation exacerbée ».

Pour *Le Figaro* :

Date	Auteur	Statut légitimant	Titre
3-12-99	Octave Gélihier	Président d'honneur du CEGOS	Vertus de la mondialisation
6-12-99	Denis Kessler	Vice-président du MEDEF	Le capitalisme « zinzin » n'est pas fou
7-12-99	Philippe Mérieux	Professeur des universités	Les perversités de l'anti-libéralisme
13-12-99	Gérard de Cortanze	Dernier titre paru : Les enfants s'ennuient le dimanche	Pour une OMC citoyenne
28-12-99	Henri Guaino	Ancien commissaire au plan	OMC : un enjeu de civilisation

Au cours du mois de décembre, *Le Figaro* accueille, quant à lui, cinq interventions directement liées aux événements de Seattle. Loin des discours sur l'avènement d'une société civile mondiale (auxquels participe pourtant le journal pendant le contre-sommet), il s'agit pour les auteurs de rappeler le rôle capital que joue l'OMC dans la régulation des marchés mondiaux. Les cinq contributions prennent à contre-pied les discours enthousiastes tenus au sein des périphéries de *Le Monde*, *Libération* et *L'Humanité*. Ni la mondialisation, ni le libéralisme, ni le capitalisme, ni même encore l'OMC méritent d'être condamnés. Très clairement, le verrouillage énonciatif existe aussi dans *Le Figaro* qui privilégie les discours critiques envers les acteurs du contre-sommet.

### II.5.2. *Le Point* et *Le Monde diplomatique* : des temporalités spécifiques

*Le Point* et *Le Monde diplomatique* n'ont été jusqu'ici que rarement convoqués dans l'analyse. C'est que leur périodicité –hebdomadaire pour le premier, mensuelle pour le second– influence largement le rapport qu'ils entretiennent avec l'information et le temps de l'événement.

Le discours produit par les hebdomadaires se situe à la frontière de l'actualité au sens où ils « occupent une place particulière, à la frontière entre le discours de l'information et quelque chose qui n'est plus du discours sur l'actualité »<sup>399</sup>. Dans *Le Point*, comme nous l'avons vu, les journées de Seattle sont largement anticipées, et ce à travers un important dossier de 15 pages dans l'édition du 26 novembre. L'édition suivante est datée du 3 décembre, le lendemain de la clôture de la conférence. La surface rédactionnelle réservée à Seattle est alors très faible : une demi-page. Pourtant l'événement n'est pas délaissé et la valeur qu'on lui accorde est illustrée par son inscription au cœur de l'éditorial signé par Claude Imbert et intitulé « Le diable probablement ». Avec son éditorial, *Le Point* ne participe pas à proprement parler à la configuration de l'événement antimondialisation. Autrement dit, il ne contribue pas au contexte de description configuré de manière dynamique dans l'interaction entretenue par l'ensemble des quotidiens. Finalement, le quasi-monopole des quotidiens sur « l'événement rapporté » le contraint à inscrire son discours dans le registre de « l'événement commenté »<sup>400</sup>. « Si, en un certain sens, tout discours est un discours second, celui des hebdomadaires est le seul, dans l'univers de l'information, à l'être explicitement : il parle de ce dont il a été déjà parlé »<sup>401</sup> : le constat est d'Eliseo Veron. Et, en effet, si *Le Point* veut parler de l'antimondialisation telle qu'elle est apparue à Seattle,

<sup>399</sup> VERON 1981, p. 155

<sup>400</sup> CHARAUDEAU 1997, 165-192

<sup>401</sup> VERON 1981, p. 156

il ne peut construire son discours qu'à partir du contexte de description configuré par la presse quotidienne. Ce que propose l'hebdomadaire est donc finalement moins un discours sur l'antimondialisation qu'un discours sur *ce qui a été dit* sur l'antimondialisation. Ainsi, la thématique de la diversité largement privilégiée par l'ensemble de la presse quotidienne –monde commun- est le prisme à travers lequel la légitimité de l'antimondialisation telle qu'elle apparaît à Seattle est discuté et commenté –espace social du conflit d'interprétation. Elle est l'objet de l'évaluation politique du mouvement :

**« Rameutés contre l'OMC par d'autres peurs, voici donc la parade des festifs, lunaires, frénétiques et autres songe-creux ! Pour affronter le loup-garou de la mondialisation, ils trépigment à Seattle devant le seul cénacle où l'on puisse justement l'apprivoiser... La France s'y distingue par sa bouffonnerie de « malbouffe », mais on trouve aussi la clique de l'anticapitalisme, des nostalgiques du goulag, des protectionnistes syndiqués, des droits-de-l'hommistes et des humanitaires sympathiques, sans compter les précieux amis de la tortue du Pacifique... Un festival de chimères antagonistes où l'on ne s'accorde guère que sur le dos de l'Amérique, accusée de manipuler une organisation en fait d'abord réclamée par l'Europe, laquelle fut de surcroît, ces dernières années, moins pénalisée que Washington [...] Bref, les revendications parmi les plus hostiles à l'OMC ne trouveront de satisfaction... qu'à l'OMC. Comique ? Peut-être ! Tenons en tout cas pour acquis que la démagogie fera longtemps ses choux gras de**

402

***l'antimondialisation. Rien de plus commode que de s'en prendre au diable ! »***

L'éditorial de clôture proposé par *Le Point* relève ainsi clairement d'un discours anti-mythe. La diversité folklorique sur laquelle s'est construit le contexte de description dans les quotidiens est désacralisée et, au contraire, apparaît comme l'illustration des limites et des contradictions propres à l'antimondialisation.

*Le Monde diplomatique* est un mensuel et, à ce titre, entretient un rapport relativement lâche à l'actualité. Cette tendance est renforcée par l'attention soutenue que porte le mensuel sur des sujets souvent délaissés par le reste de la presse. Bref, *Le Monde diplomatique* ne participe pas, dans le temps de l'événement, à la configuration de l'actualité. Néanmoins, et à la manière des quotidiens et du *Point*, il participe au retour sur l'événement dans son édition de janvier 2000 avec un long article de Susan George intitulé « Le tournant Seattle : comment l'OMC fut mise en échec »<sup>403</sup>. Le caractère historique de l'événement est confirmé :

**« Dès le retour de Seattle, chacun y est allé de son couplet sur le thème « plus rien ne sera comme avant ». C'est vrai, ce fut un moment charnière, un socle fondateur sur lequel il faut immédiatement construire car les stratèges du néolibéralisme, blessés, humiliés et avides de revanche, ne perdront pas de temps pour regrouper leurs troupes. Autrement dit, si le mouvement populaire a gagné du temps et engrangé une belle victoire, il n'a pas encore obtenu le moratoire et l'évaluation de l'OMC qu'il exigeait. »**

Comme dans l'éditorial d'Ignacio Ramonet qui se concluait sur une proposition (création d'Attac), l'intervention de Susan George s'inscrit dans une perspective de l'agir au sens où elle en appelle à : « une stratégie à base de vigilance, de maintien de la mobilisation et de la

<sup>402</sup> « *Le diable probablement* », 3-12-99, *Le Point*

<sup>403</sup> « Le tournant Seattle : comment l'OMC fut mise en échec », janvier 2000, *Le Monde diplomatique*

pression, assortie d'une offensive de contre-propositions [...] à l'égard des gouvernements, de la Commission, de l'OMC elle-même et des firmes transnationales avec l'objectif ultime de bâtir une véritable démocratie internationale. »

Il serait sans doute utile de nous résumer à ce stade de notre réflexion sur l'antimondialisation comme événement. Des discours disponibles en latence dans la périphérie des journaux trouvent dans l'événement l'institutionnalisation nécessaire à leur inscription dans l'information. Si l'on accepte la distinction entre « savoirs de connaissances » et « savoirs de croyances » établie par Patrick Charaudeau<sup>404</sup>, nous pouvons dire que l'antimondialisation se dégage du seul savoir de croyance (pages périphériques) pour atteindre le savoir de connaissance qui fonde le discours informatif. Une lecture du monde contemporain trouve dans la performance militante une consistance *par* et *dans* l'événement. Après Seattle, l'antimondialisation constitue déjà une catégorie de connaissance disponible. C'est donc par l'événement que l'antimondialisation trouve à se matérialiser dans une forme narrative et esthétique spectaculaire. La réunion de l'OMC, c'est l'*opportunité événementielle* dans laquelle la dramaturgie antimondialisation trouve à se réaliser. Et c'est celle-là qui permet au cadre militant construit autour de la dénonciation de la mondialisation de s'inscrire dans le cadre générique de la confrontation. La réussite de cette convergence des cadres s'explique par l'imaginaire démocratique duquel émerge l'événement. Face aux questions posées par les processus de mondialisation, l'événement entre en résonance avec les questionnements actuels posés par la gouvernance du monde.

Hasardeux du fait des circonstances politiques spécifiques des deux événements, nous proposons malgré tout un rapprochement avec ce que Mihai Coman a pu dire des manifestations de la Place de l'Université à Bucarest en décembre 1990 :

**« Globalement, le phénomène de la Place de l'Université a créé un intervalle cérémoniel, un espace de chaos intégrateur, où un désordre lourd de connotations symboliques mettait en doute l'ordre et les normes existantes. Ainsi, la manifestation a-t-elle concentré (du point de vue symbolique, social, spatial et temporel) et exprimé les crises de la transition par l'intermédiaire d'un ample rituel de passage. »**<sup>405</sup>

Le point commun entre l'événement Seattle et l'événement Bucarest est qu'ils proposent tous deux une métaphore, en modèle réduit, des tensions qui traversent la société (nationale à Bucarest, mondiale à Seattle). Pour reprendre Pierre Nora, nous sommes là en face de deux événements « modernes » qui offrent « cette impression de jeu plus vrai que la réalité, de divertissement dramatique, de fête que la société se donne d'elle-même » ; la raison critique se dilue dans les « virtualités émotionnelles » issues de la théâtralisation de l'événement<sup>406</sup>.

Remarquons que le schéma actanciel évoqué contribue largement au mythe originel de « la victoire de Seattle » et à l'instauration d'un récit médiatique de l'antimondialisation. Collectif hétéroclite, qui s'individualise le temps du sommet dans la référence à une « société civile mondiale », l'antimondialisation ne constitue pas encore un acteur politique. Appelons

<sup>404</sup> CHARAUDEAU Patrick, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris : Nathan, 1997, p. 44-48. A la suite de l'auteur, nous utilisons cette distinction tout en reconnaissant que « la frontière entre les deux est difficile à déterminer » (p. 47).

<sup>405</sup> COMAN Mihai, « L'événement rituel : médias et cérémonies politiques », *Réseaux*, n°76, p.11-29,1996, p. 15

<sup>406</sup> NORA, 1974, p. 218-219

néanmoins, et pour une dernière fois, Daniel Dayan et Elihu Katz qui insistent sur la capacité de la cérémonie à supprimer les frontières, les traditions, les distinctions entre publics... avant de conclure sur le fait que « certaines des communautés ainsi esquissées deviendront des réalités politiques »<sup>407</sup>.

### III. 1999-2001 : de l'événement au paradigme événementiel

Seattle constitue l'événement par lequel le *master frame* militant constitué autour de la condamnation de la mondialisation (ou, du moins, de ses effets néfastes) se matérialise au sein d'une dramaturgie à laquelle participe largement la presse. Comme énoncé, il y a une convergence entre un cadre issu de la sphère militante et la propension médiatique à avoir recours au cadre générique du conflit. L'événement Seattle ouvre un horizon d'attente au sens où les sommets des institutions internationales apparaissent dorénavant comme autant d'opportunités événementielles pour relayer le cadre pré-figuré à Seattle.

#### III.1. L'événement comme rite d'institution : la dynamique événementielle

Si Seattle apparaît comme l'événement originel de l'antimondialisation, c'est qu'il ne trouve alors sa place dans aucune série événementielle clairement identifiée. Les quelques références à des faits passés sont tout à fait précaires (comme celle à Woodstock qui favorise surtout le discours de la diversité folklorique<sup>408</sup>). Autrement dit, dans le système des informations médiatiques, l'événement Seattle est encore relativement isolé et autonome. A ce titre, il est rupture, il est extra-ordinaire ; et son caractère historique est renforcé *a posteriori* quand il se révèle effectivement comme l'origine d'un nouveau paradigme événementiel. C'est que la force de Seattle est de faire naître un horizon d'attente. Selon l'efficace formule de Jean-François Tétu, il faut aborder « l'information comme conjuration de l'événement »<sup>409</sup>. L'inscription d'un événement dans un paradigme relève d'une ritualisation<sup>410</sup> et traduit le caractère redondant de l'information. Deux raisons expliquent la tentation du paradigme : le souci d'économie cognitive qui guide et rationalise la pratique journalistique, d'une part<sup>411</sup>, le souci de stabilisation et d'objectivation du monde commun, d'autre part.

La notion de paradigme événementiel illustre l'importance de la mémoire et du *connu* dans les processus de constitution du monde commun. « On voit ainsi l'événement

<sup>407</sup> DAYAN, KATZ, 1996, p.227

<sup>408</sup> « Un défi pour les Américains », 30-11, « Un Woodstock contre la mondialisation », *Libération*, 4-12 ; « OMC : de Michelin à Seattle », *L'Humanité*, 2-12

<sup>409</sup> TETU Jean-François, « De l'événement aux affaires », *Médias & culture*, numéro spécial n°2, 2008, p.26

<sup>410</sup> LAMIZET 2006, p 114-115

<sup>411</sup> La question de l'économie cognitive était déjà posée au début du siècle par Walter Lippmann : « For the attempt to see all things freshly and in detail, rather than as types and generalities, is exhausting, and among busy affairs practically out of the question. » [LIPPMANN Walter, *Public Opinion*, London : George Allen and Unwin LTD, 1961 [1922], p. 88]

travailler en deux sens. Nous l'avons décrit tourné vers l'avenir, avènement d'une différence incessamment reproduite. Mais il travaille aussi de manière récurrente ; il réveille et redonne une actualité à des événements passés dont il actualise le paradigme »<sup>412</sup>. Quand il est intégré à un paradigme événementiel, l'événement n'est pas seulement *ce qui arrive* ; il est aussi le rapport qu'il entretient avec *ce qui est arrivé* et, souvent, avec *ce qui arrivera*. Dans notre perspective, le paradigme événementiel, c'est la répétition du cadre<sup>413</sup> ; c'est l'illustration de la typification nécessaire à la configuration d'un monde commun. Si Seattle prend son sens dans l'extraordinaire de l'événement, les performances militantes suivantes sont donc solidaires en ce qu'elles partagent le même paradigme événementiel et la même « logique feuilletonesque »<sup>414</sup>. Dès 1973, Pierre-André Tudesq relève que « chaque période a privilégié des types de faits pour en faire des événements »<sup>415</sup> : Seattle s'impose comme *une rupture du temps social* ; les rassemblements suivants, quant à eux, se constitueront comme paradigme événementiel et, à ce titre, *rythmeront le temps social*.

Le terme « antimondialisation » répond à la fonction référentielle du discours. Il apparaît comme la pointe émergée et initiatrice du cadre. Chez John R. Searle, la référence renvoie à « toute expression servant à identifier une chose, un procès, un événement, une action, ou tout autre type d'être « individuel » ou « particulier » »<sup>416</sup>. En permettant l'identification et l'isolement d'un objet par une concentration du regard, la référence permet au locuteur d'obtenir des réponses aux questions du type « quoi ? » ou « qui ? ». Dans notre perspective, nous n'hésitons pas à traiter les processus de référenciation à travers la théorie de l'individuation de l'événement proposée par Louis Quéré<sup>417</sup>. Pour rappel, le sociologue avance que c'est l'individuation sous une description qui rend l'événement analysable. Nous avançons que le choix de la description et de son contenu est contraint par l'acte de référence. C'est effectivement à travers celui-là que s'active le « voir comme » qui régit les processus de catégorisation et donc de cadrage. C'est à ce titre que nous mobilisons la notion de *label antimondialisation*. Définition courante du label :

**« Marque délivrée par un organisme officiel que l'on appose sur certains articles pour attester de leur qualité, leur origine ou le respect de certaines normes »<sup>418</sup>.**

Le terme antimondialisation fonctionne comme un label au sens où il est apposé sur certains événements, discours, organisations, personnes... pour attester de leur attachement ou de leur inscription au sein d'un *master frame* construit autour de la dénonciation des effets néfastes de la mondialisation. Dès lors, il facilite la catégorisation en coordonnant la diversité par un processus de regroupement, d'inclusion et d'exclusion. Nous retrouvons l'importance fondamentale du discours dans la configuration collective de la réalité sociale. C'est par son intermédiaire que les stratégies de nomination et de catégorisation trouvent à s'objectiver et leurs résultats à apparaître sur le mode du « cela va de soi ». Il permet de subsumer la complexité et la diversité, et ce à des fins éminemment pratiques.

<sup>412</sup> MOUILLAUD, TETU, 1989, p.26

<sup>413</sup> Dans la partie C (L'antimondialisation comme problème public), nous verrons que le terme de *répétition* mérite d'être remplacé par celui d'*actualisation*. En effet, l'espace des informations est un système dans lequel un cadre doit être capable de s'actualiser s'il veut assurer sa pérennité.

<sup>414</sup> LITS Marc, *Du récit au récit médiatique*, Bruxelles : De Boeck, 2008, p. 146

<sup>415</sup> TUDESQ 1973, p. 6

<sup>416</sup> SEARLE John Rogers, *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*, Paris : Hermann, 1996 [1972], p. 64

<sup>417</sup> QUERE 1994, 1995

<sup>418</sup> *Dictionnaire encyclopédique, Paris : Hachette, 1998*

Avant de préciser les fonctions du label antimondialisation, nous souhaitons en préciser les logiques de mise en visibilité. En s'attachant à la dynamique d'apparition médiatique du label antimondialisation, notre propos est de rendre compte de la façon dont il est apparu au sein de cette arène publique spécifique que constitue l'espace des discours médiatiques. La perspective repose donc sur une problématique de la visibilité qui postule que la simple apparition tient déjà d'une certaine reconnaissance sociale :

**« Il faut prendre en compte le fait que l'infrastructure de la communication et des rapports sociaux qui s'est mise en place depuis une vingtaine d'années fait de la conquête de l'apparence médiatique la condition d'une lutte pour la reconnaissance de thématiques, pratiques, formes de vie. »**<sup>419</sup>

La visibilité fait passer le fait social de l'occurrence à la « relevance » qui caractérise... :

**« les situations ou les actions portées à la connaissance du public parce qu'elles sont créditées d'une certaine importance, jugées pertinentes dans un référentiel, dotées d'une newsworthiness. »**<sup>420</sup>

Les pics de fréquence dans l'usage du terme « antimondialisation » [ou -isme et -iste] se retrouvent d'un journal à l'autre laissant ainsi apparaître une évolution commune à l'ensemble des journaux de la visibilité médiatique accordée au label commune à l'ensemble des journaux. La tendance au mimétisme relevée lors de l'apparition des thèmes se confirme donc largement au fil du temps. Le plus remarquable dans cette évolution des usages reste néanmoins son irrégularité. Au sein de chaque journal, le nombre d'éditions par mois dans lesquelles apparaît au moins un usage est très variable et semble traduire que l'attention portée par les médias à l'antimondialisation n'est pas continue.

Ce caractère discontinu de l'attention médiatique est à interroger en parallèle au mimétisme relevé auparavant. C'est, en effet, en associant ces deux logiques qu'apparaît la perspective événementielle de la visibilité médiatique offerte à l'antimondialisation. Si, au sein des journaux, l'attention médiatique est très irrégulière, l'ensemble de la presse semble s'accorder aussi bien sur les « moments forts » du mouvement que sur les périodes de faible visibilité. Entre 1999 et 2003, les pics informatifs correspondent clairement aux performances antimondialisation.

Dans les discours de presse, l'antimondialisation existe essentiellement à travers les performances militantes (aussi bien au sens de mobilisation qu'au sens greimassien) : contre-sommets auxquels s'ajoutent ensuite les forums sociaux mondiaux ou européens. Son identité se forme donc dans l'action, performance après performance ; et c'est la répétition qui configure sa visibilité.

## III.2. Fonction du cadre « antimondialisation »

### III.2.1. Le cadre antimondialisation : la possibilité du récit

La mouvance antimondialisation est spécifique en ce qu'elle présente une densité parfaitement conjoncturelle. Elle trouve une consistance de manière épisodique, sous forme de parenthèse et comme communauté éphémère, le plus souvent, lors des contre-sommets

<sup>419</sup> VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux* n°129-130, p.91-121, 2005,

p.108

<sup>420</sup> NEVEU, QUERE 1996, p. 7

ou des forums sociaux et semble, à ce titre, condamner au présent de ses performances. C'est donc la force du label, comme partie émergée et initiateur du cadre, que de permettre d'aborder des actions singulières comme faisant partie d'un processus collectif et homogène de protestation construit autour de la dénonciation des effets néfastes de la mondialisation.

« Le présent du passé, c'est la mémoire, le présent du présent, c'est la vision, le présent du futur, c'est l'attente »<sup>421</sup>. Paul Ricœur poursuit en s'attachant spécifiquement à l'événement et en en distinguant trois approches :

**« 1. Événement infra-significatif ; 2. Ordre et règne du sens [...] ; 3. Emergence d'événements sur-significatifs, sursignifiants »<sup>422</sup>.**

La première approche, c'est le temps de la surprise, de la rupture événementielle et de la description *de ce qui arrive*. La seconde est celle de la montée en généralité, de la mémoire et de la catégorisation –l'événement perd sa charge déstabilisatrice. La dernière est interprétative et situe l'événement dans une construction narrative ; c'est le temps de la conjuration de l'événement au sein du système des informations. Loin du postulat ontologique qui peut prévaloir à l'appréhension de l'événement, c'est par le moyen de l'intrigue que Paul Ricœur lie l'événement au récit.

Quand deux événements sont labélisés « antimondialisation » dans les discours de presse, ils entretiennent une solidarité qui dépasse le présent de la rupture événementielle. Cette mise en relation est *artificielle* ou, du moins, *intentionnelle*. Elle est surtout indispensable pour se dégager de l'indétermination du réel et consiste, en quelque sorte, en une *mise en ordre*. Dans notre perspective, Seattle apparaît alors comme l'événement originel à partir duquel l'information sur l'antimondialisation se configure. Tout discours sur l'antimondialisation connote alors cet événement perçu comme fondateur. La référence est souvent explicite. Illustration non exhaustive :

Réunion du Fond monétaire international et de la Banque mondiale, Washington, avril 2000

- « **Ce n'était pas « Seattle II** », mais les manifestants antimondialisation ont tout de même réussi, hier, à perturber la dernière journée de travail du FMI. »<sup>423</sup>
- « Les antimondialisation ont encore frappé. Les rues de Washington étaient à l'occasion des assemblées du FMI et de la Banque mondiale, **pleines des mêmes foules qui s'étaient fait « la peau » de l'OMC à Seattle quelques mois plus tôt.** »<sup>424</sup> [*idem*]
- « **Mini Seattle pour le FMI** [titre] Quatre mois après l'échec des négociations de l'OMC, **l'esprit de Seattle a soufflé tout** le week-end sur Washington »<sup>425</sup>

Sommet économique, Davos, février 2000

- « Davos : **les « anti » rejouent Seattle en modèle réduit** [titre] Là où José Bové passe, les McDo trépassent. **Comme à Millau et à Seattle** (Etat de Washington), le forum de Davos a connu son sacrifice rituel, symbole d'une Amérique hégémonique que dénoncent les militants antimondialisation. Un petit millier d'entre eux (cinquante fois moins que fin novembre à Seattle) sont arrivés, samedi 29 janvier, aux abords

<sup>421</sup> SAINT AUGUSTIN, *Les Confessions*, Livre XI, Paris : Garnier-Flammarion, 1964, p. 269

<sup>422</sup> RICOEUR Paul, « Événement et sens », *Raisons pratiques*, n°2, p. 41-56, 1991, p. 51 ; nous nous inspirons notamment de la lecture proposée par : JOSSE Françoise, « Le moment Ricœur », *Vingtième siècle*, n° 69, p. 137-152, 2001

de la petite station des Grisons, après avoir franchi sans heurts les barrages de gendarmes sur l'unique route qui y mène.»<sup>426</sup>

Procès de José Bové, Millau, juillet 2000

- « **Millau Seattle-sur-Tarn** [titre] La sous-préfecture de Millau aura, depuis quelques heures déjà, pris l'allure d'un Woodstock de l'anti-mondialisation, ou comme préfèrent dire les organisateurs, celle **d'un Seattle-sur-Tarn.** »<sup>427</sup>
- « Du 22 avril au 2 mai, la Confédération nationale du travail, mouvement et syndicat libertaire, organise une série de manifestations pour mettre en valeur l'histoire et l'actualité de ce courant de pensée. Elle rêve aussi **d'un « Seattle » français**, le 30 juin, à Millau »<sup>428</sup>
- « Millau s'apprête à devenir **le « Seattle français » de l'antimondialisation** [titre] »<sup>429</sup>

Réunion du FMI et de la Banque mondiale, Prague, novembre 2000

- « Prague : **un Seattle bis** [intertitre] Une cascade de manifestations et de forums annoncés par les « anti » est prévue jusqu'à la fin de la semaine prochaine, cette démonstration d'envergure compte bien rééditer **Seattle, la référence du refus international d'un ultralibéralisme générateur d'inégalités et de pauvreté.** »<sup>430</sup>
- « A Prague, gouvernement et médias parlent d'un « **Seattle bis** », d'un « Washington bis » ou, pour les optimistes, d'un Millau en automne, inquiétant une population peu habituée aux événements internationaux. »<sup>431</sup>
- « **Du Seattle réchauffé ?** A l'occasion de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) mardi 26 septembre, entre 7 000 et 10 000 Européens ont défilé dans les rues de Prague. »<sup>432</sup>

Sommet de l'Union européenne, Nice, décembre 2000

- « **Un an après l'épopée de Seattle**, qui symbolisa pour les contestataires d'une mondialisation libérale la sorte de genèse à un nouveau livre d'aventures collectives, ce que les 100 000 personnes ont réalisé hier à Nice dépasse ce que l'on pouvait imaginer. »<sup>433</sup>

Conférence internationale des PME, Bologne, juin 2000

- « Bologne : **un petit Seattle** pour les PME [titre] »<sup>434</sup>

Le cadre est ce par quoi passé et futur pertinents peuvent être identifiés. Il offre les attributs utiles à l'identification des événements antérieurs pertinents, utile à son inscription dans tel ou tel paradigme événementiel. Le processus de constitution du paradigme est un processus collectif au sens où l'ensemble des journaux s'accorde, si ce n'est dans le temps court de l'événement, au moins dans le temps long du paradigme, sur les parenthèses qui nourrissent le récit global.

Certes, certains événements délaissés par la majorité des médias peuvent être traités et labélisés antimondialisation par un journal particulier. Par exemple, le contre-sommet qui accompagne la réunion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) à Bangkok en février 2000 est traité seulement par *Le Figaro*

à travers le rapport qu'il entretient avec les contre-sommets précédents<sup>435</sup>. Dans ce cas, et parce qu'il n'y a pas eu de consensus sur sa valeur [*newsworthiness*], l'événement disparaît ensuite de la généalogie de l'antimondialisation telle qu'elle apparaît dans le monde commun configuré par la presse.

Le processus peut être contraire avec d'autres événements. Un exemple avec *Libération* qui, contrairement aux autres quotidiens<sup>436</sup>, ne propose aucun article sur la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Washington d'avril 2000 (ni sur le sommet, ni sur le contre-sommet) et qui, pourtant, deux mois après, intègre, sous forme d'infographie, le rassemblement dans « les grandes dates » de l'antimondialisation<sup>437</sup>. Autrement dit, et les deux exemples qui précèdent l'illustrent, le paradigme événementiel relève d'un processus coercitif et collectif de sélection des événements pertinents qui offrent au mouvement une généalogie commune aux différents titres de presse.

Quels sont les événements qui viennent, consensuellement, s'inscrire dans la continuité de Seattle ? Quelles sont les parenthèses antimondialisation qui viennent participer au récit de l'antimondialisation et, à ce titre, à la stabilisation du cadre ? Si l'on s'en tient à la mobilisation du label antimondialisation, les pics d'information correspondent clairement aux événements suivants :

Motif du rassemblement	Lieux	Dates
<b>1999-2000</b>		
Réunion OMC	Seattle	novembre/décembre 1999
Forum économique	Davos	février 2000
Réunion FMI	Washington	avril 2000
Procès José Bové	Millau	juin 2000
Réunion FMI et BM	Prague	septembre 2000
Sommet UE	Nice	décembre 2000
<b>2001-2003</b>		
Premier Forum social mondial	Porto Alegre	janvier 2001
Réunion G8	Gênes	juillet 2001
Deuxième FSM	Porto Alegre	janvier 2002
Sommet UE	Barcelone	mars 2002
Premier Forum social européen	Florence	novembre 2002
Réunion G8	Evian	juin 2003
Second FSE	Paris	novembre 2003

Il faut terminer en insistant sur la dimension rétroactive du label antimondialisation. Le meilleur exemple est l'événement originel lui-même. En effet, comme nous l'avons déjà avancé, « la bataille de Seattle » fixe le cadre de l'événement avant qu'il ne soit encore très clairement labélisé « antimondialisation ». Les usages du label restent en effet très rares et

<sup>435</sup> « Après Seattle et Davos, Bangkok : la ronde des militants anti-mondialisation continue », 14-02-00, « Les « anti-mondialisation » poursuivent leur pression », 16-02-00, *Le Figaro*

<sup>436</sup> « Les opposants à la mondialisation ont rendez-vous au FMI à Washington », 13-04-00, « A la fête des « anti » : marionnettes géantes, déguisements et torsos nus », « Le FMI et la Banque mondiale devront faire preuve de plus de transparence », 18-04-00, *Le Monde* ; « Le FMI sous le regard des antimondialistes », 14-04-00, *Le Figaro* ; « Le FMI entre adaptation et contestation », 18-04-00, « Mini-Seattle pour le FMI », 22-04-00, *L'Humanité*

<sup>437</sup> « La planète des antimondialisation [titre infographie] », 30-06-00, *Libération*

ne se développent qu'au cours de l'année suivante. C'est donc au cours de la configuration du paradigme événementiel, performance après performance, que Seattle confirme son statut d'acte fondateur de l'antimondialisation au sein des discours de presse.

La dimension épisodique instaure une singulière dialectique entre les micro-récits des performances (qui se constituent sur un schéma actanciel clos) et le récit global *en cours de configuration* de l'antimondialisation. Chaque micro-récit apparaît comme une parenthèse qui alimente et stabilise l'antimondialisation. Mobiliser le label pour qualifier un événement ou un individu et ainsi choisir le cadre antimondialisation pour rendre compte d'un événement, c'est inscrire ce dernier dans un récit spécifique, c'est accepter notamment la référence à Seattle. Bref, c'est par la répétition des performances perçues comme autant d'événements que l'antimondialisation parvient à apparaître comme un ensemble homogène d'acteurs défendant les mêmes valeurs et ainsi se constituer comme acteur collectif.

### III.2.2. Le cadre antimondialisation : la possibilité de l'identité politique

La diversité du rassemblement de Seattle relayée dans les discours de presse est à la fois d'ordre géographique, sectoriel, culturel et illustre l'absence d'organisation capable de prendre en charge l'ensemble des revendications<sup>438</sup>. C'est ce que confirment rapidement les premières études qui portent sur l'antimondialisation. Au carrefour du politique, du syndical et de l'associatif, le mouvement ne peut être assimilé à une institution et ne constitue pas un espace d'action structuré et autonome. Pour les politistes et sociologues, il apparaît finalement comme une mobilisation de mobilisations, une « meso-mobilisation » selon Eric Agrikoliansky, qui se distingue par la participation d'une multitude d'organisations officielles, ou non, instables et décentralisées<sup>439</sup>. Alberto Melucci, quant à lui, préfère les termes de « réseaux de mobilisations » ou d'« espace de mobilisation » [*movement networks or movement areas*] car ils incluent à la fois les organisations formelles et le réseau de relations informelles par lequel les individus et les groupes viennent à se rassembler<sup>440</sup>. Le développement des nouvelles technologies et notamment du réseau Internet ont, bien entendu, grandement participé à cette organisation<sup>441</sup>. Cette structure possède ses inconvénients -le fait de constituer un interlocuteur mal défini- et ses avantages puisqu'elle permet de ne plus segmenter les combats et d'intégrer facilement les revendications au sein d'un cadre général de contestation.

Comme le note Eddy Fougier, il n'existe pas d'Internationale antimondialisation et il poursuit par un travail d'identification des acteurs présents à Seattle qu'il divise en quatre catégories :

<sup>438</sup> CAMEL Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, n°13, p. 153-161, 2001.

<sup>439</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, « Introduction », in AGRIKOLIANSKY Eric (et al.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005, p.13-42

<sup>440</sup> Notons que ces concepts sont mis en place par l'auteur en 1985 ; ils ne sont donc pas, à l'origine, imaginés pour s'appliquer directement à notre objet d'étude mais aux mobilisations liées aux « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970 et du début des années 1980. Ils sont néanmoins largement repris dans la littérature qui s'attache à l'antimondialisation. MELUCCI Alberto, « The Symbolic Challenge of Contemporary Movements », *Social Research*, N° spécial : "Social Movements", p. 789-816, 1985, p. 798-799

<sup>441</sup> Beaucoup de travaux insistent sur la dimension transnationale du mouvement. Loin d'être une nouveauté (le mouvement ouvrier et les NMS sont des exemples passés), elle est surtout le résultat de la capacité des acteurs à fonctionner en réseaux et à profiter de la ressource technologique comme ont su le faire les zapatistes. Sur la protestation zapatiste et le recours aux nouvelles technologies : LE BOT Yvon, *Le rêve zapatiste*, Seuil Paris, 1997

- des groupes radicaux qui « se montrent généralement assez critiques vis-à-vis des autres groupes antimondialistes, notamment ATTAC, à qui ils reprochent d'être réformistes et de s'en tenir à la seule critique du néo-libéralisme, alors qu'eux s'affirment pleinement anticapitalistes. »<sup>442</sup>
- des mouvements sociaux qui « se situent souvent en marge ou en rupture des mouvements sociaux traditionnels, en particulier des syndicats classiques. »<sup>443</sup>
- des organisations non-gouvernementales qui « donnent une autre tonalité à la mouvance altermondialiste et lui confèrent certainement une grande partie de sa crédibilité morale et internationale. »<sup>444</sup>
- enfin, des organisations de vigilance citoyenne « qui se sont données comme objectif de surveiller et d'évaluer le cours [de la mondialisation], ainsi que l'activité de ses principaux protagonistes en diffusant de l'information, en développant une contre-expertise, en produisant des analyses, en visant la promotion de l'éducation populaire, mais en ayant aussi recours à une activité de lobbying. »<sup>445</sup>

Une typologie est arbitraire, connaît des limites et celle proposée par Eddy Fougier n'échappe pas à la règle. Elle a néanmoins le mérite de mettre en valeur l'extrême diversité des acteurs et, surtout, l'absence de structures stables, partagées et reconnues au sein du mouvement. Face à l'émergence de cet ensemble hétéroclite, la presse n'a pas affaire à une réalité déjà nommée, porteuse d'attributs en permettant l'identification.

Face à ce constat, nous retrouvons les considérations de Patrick Champagne qui s'est longtemps interrogé sur la manifestation comme « groupe intermédiaire entre les groupes sociaux réels et les collectifs qui n'existent que comme catégories sociales »<sup>446</sup>. Si l'antimondialisation apparaît à travers des performances empiriquement observables (regroupements concrets et visibles), reste qu'« il s'agit de regroupements ponctuels, éphémères, souvent hétérogènes, voire ambigus quant aux « motivations » des participants et fortement liés à des événements conjoncturels »<sup>447</sup>.

Comment un collectif aussi divers accède-t-il au statut d'acteur politique ? Par quels processus un collectif agissant se trouve identifié et nommé dans un espace historique donné ? Et comment cette identité collective individualisée vient s'instituer dans l'espace des discours de presse comme une ressource commune dans la configuration de l'actualité ?

La configuration d'identités est inhérente aux processus de cadrage. Dans notre perspective, le cadre, par la médiation du label antimondialisation, lie des individus et des collectifs. A Seattle, la diversité constatée au sein des cortèges trouve souvent une homogénéité dans les discours de presse grâce à la référence à la « société civile mondiale ». Privilège axiologique accordé au rassemblement de Seattle, cette référence apparaît précaire au sens où elle ne participe pas à éclairer sur les intentions politiques des manifestants, au sens également où il est sans doute difficile de concilier cette référence à forte valeur axiologique et un regard critique.

Penser l'instauration d'une identité collective politique, c'est répondre à la question de l'émergence des revendications. L'acteur collectif doit être doté d'une identité politique afin d'être fondé comme « sujet porteur d'une signification et d'une consistance de médiation

<sup>446</sup> CHAMPAGNE Patrick, « Manifestation. La production de l'événement politique », *Actes en sciences sociales*, n°52/53, p. 19-41, 1984, p. 39

<sup>447</sup> *idem*, p. 39-40

dans l'espace public »<sup>448</sup>. Un projet politique ne peut se fonder qu'en prenant appui sur une identité, généralement collective, et son émergence ne peut s'expliquer uniquement en termes macro-historiques : l'antimondialisation ne peut donc être réduite à une réaction spontanée et naturelle aux processus de mondialisation. Elle est aussi une configuration discursive.

Largement qualificatif dans ses premiers usages (le label qualifie aussi bien une performance, un individu, un groupe, un discours...), le terme « antimondialisation » revêt vite le statut de catégorie voire de quasi-nom propre (« le mouvement antimondialisation ») et l'on passe ainsi clairement de la désignation-description à la dénomination<sup>449</sup>. C'est la force du nom relevée par Bernard Lamizet pour qui la référence fonde l'identité :

**« Le nom est le signifiant de l'identité car il désigne et représente des objets du réel à qui, dès lors qu'ils sont nommés, est reconnue une dimension symbolique. Donner un nom, c'est assigner à un objet réel un signifiant qui lui assure une consistance symbolique dans l'exercice de la communication et dans les formes de la représentation. C'est dire l'importance du nom qui, véritablement, ancre le réel dans le symbolique. »**<sup>450</sup>

La diversité de l'antimondialisation est voilée par l'émergence d'une cohérence rendue possible par la force du nom. Dans la presse, syndicalisme paysan, militantisme chrétien, anarchisme, écologisme... se retrouvent sous le terme d'antimondialisation comme catégorie ou comme nom. Le label permet clairement « la cohésion d'un ensemble flou »<sup>451</sup>. Et c'est la force du nom que de permettre à un collectif de devenir objet de prédicat. Par sa médiation, les discours peuvent attribuer une action, une performance à un collectif et c'est ainsi qu'émerge l'intentionnalité collective. « Une entité collective agissante peut être saisie comme un enchaînement spatio-temporel de performances empiriquement observables »<sup>452</sup> et c'est à travers le langage que nous attribuons ces performances à un collectif. La cohésion de la diversité rendue possible par *la force du nom (de qui s'agit-il ?)* rend possible l'intentionnalité du mouvement antimondialisation et donc l'explication causale indispensable dans le traitement d'un mouvement social (*pourquoi il agit ?*).

L'identité collective est un fait institutionnel et un objet sémiotique. Elle est un phénomène à la fois ontologiquement subjectif et épistémologiquement objectif au sens où elle s'impose à tous<sup>453</sup>. Dans notre perspective, c'est là que se joue le pouvoir des médias sur la configuration du monde commun, dans cette capacité à objectiver et institutionnaliser des identités et à dresser le théâtre social et politique. Les médias n'inventent pas les identités ; ils les naturalisent et les fondent en objet sémiotique, c'est-à-dire en ressource

<sup>448</sup> LAMIZET 2002, p. 190

<sup>449</sup> KLEIBER 1984. cf. *infra*, p.126

<sup>450</sup> **LAMIZET 2002, p.59**

<sup>451</sup> « La cohésion d'un ensemble flou » est le titre donné par Luc Boltanski à la conclusion de son étude sur la catégorie « cadres » et dans lequel il s'attache à la fois à la dimension symbolique (processus collectif de définition du groupe) et politique (processus d'institutionnalisation par la désignation de porte-parole syndicaux et politiques). BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris : Edition de Minuit, 1982, p. 461-489

<sup>452</sup> TROM Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaire de motifs », in CEFAI Daniel, TROM Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris : Edition de l'EHESS, p. 99-134, 2001, p.105

<sup>453</sup> SEARLE John Rogers, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Gallimard, 1998 ; repris en sociologie de la mobilisation dans : TROM, 2001, p. 101-104

commune. L'identité du mouvement antimondialisation est un processus actif initié par les performances militantes et légitimé par la presse et l'ensemble des autres médias.

Pour tout un chacun, l'antimondialisation n'existe qu'à travers les occasions qu'elle offre à la presse d'appliquer à telle ou telle performance le label c'est-à-dire la catégorie d'appartenance. C'est en ce sens que nous avançons que l'événement apparaît comme un rituel d'institutionnalisation pour un collectif *en cours de configuration*. Le label « antimondialisation » renvoie finalement moins à une réalité qu'à une façon de classer et de comprendre le monde et ses acteurs. C'est en ce sens qu'il est opératoire : il permet l'identification d'un nouvel acteur collectif de la scène politique. A ce titre, il est difficile de nier la dimension performative du label : il lie, coordonne et fait exister.

### III.2.3. Des attributs du cadre

Le cadre antimondialisation est un cadre épisodique mobilisé dans une dynamique événementielle. Il est issu de la relation que les médias entretiennent avec les discours des acteurs sociaux : le discours militant et le schéma actanciel qu'il privilégie rencontrent le cadre générique du conflit. Dès lors, le conflit avec une institution internationale est l'attribut fondamental du cadre antimondialisation que le label vient attester dans un processus de catégorisation-identification. A Seattle, cette convergence de cadres s'inscrit dans un imaginaire de la souveraineté populaire qui dépasse l'horizon national. A la suite de Seattle, un paradigme se constitue par la répétition du cadre. Ceci dit, il faut préciser quelques attributs du cadre encore non-évoqués. Nous retrouvons ici la perspective initiée par William Gamson et Andre Modigliani quand ils étudient les discours médiatiques relatifs à l'énergie nucléaire au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>454</sup>. Leur concept de panoplie [*package*] recouvre un ensemble d'éléments auxquels nous n'accordons aucune valeur coercitive. Pour rappel : chaque panoplie participe à la densification du cadre interprétatif en ce qu'elle mobilise métaphores [*metaphors*], exemples [*exemplars*], des mots d'ordre [traduction imparfaite de *catchphrases*], et référents iconiques [*visual images*].

Le cadre fournit et répète des symboles, des emblèmes et des stéréotypes qui fonctionnent comme autant de marques identitaires relevant du processus de catégorisation-identification. Ces manifestations identitaires peuvent affecter aussi bien des lieux (comme Seattle ou, comme nous le verrons, Gênes) mais aussi des personnes, des images et des discours à forte valeur performative (mots d'ordre, slogans<sup>455</sup>). Elles contribuent, par leurs mobilisations répétées, à stabiliser le cadre et relèvent de la catégorie du lieu discursif en ce sens qu'il offre une prise sur le mouvement, autrement dit la matière à l'évaluation et aux commentaires.

#### III.2.3.2. Procès de José Bové : la certification du leader et le monopole de l'icône

La sociologie et la science politique se sont depuis longtemps attachées à la personnalisation des mobilisations collectives par les médias. En 1980, Ted Gitlin initie aux Etats-Unis la réflexion en analysant les discours médiatiques qui portent sur la nouvelle

<sup>454</sup> GAMSON, MODIGLIANI 1989

<sup>455</sup> La distinction entre le « mot d'ordre » et le « slogan » nous paraît infime et accessoire et c'est pourquoi nous les utilisons comme synonyme.

gauche des années 60<sup>456</sup>. L'auteur évite le travers selon lequel les médias *construisent* les leaders du mouvement ; plus justement, il insiste sur leur capacité à les certifier [*certifying leaders process*<sup>457</sup>]. Pour Ted Gitlin, la certification des leaders répond aux logiques médiatiques contemporaines au sens où elle illustre la propension des médias à traiter des organisations, des institutions, des mobilisations collectives... à travers le prisme de la personnification<sup>458</sup>. L'individu certifié doit répondre au critère de flamboyance [*flamboyance*] soutenant sa valeur informationnelle. Le leader certifié jouit d'une promotion médiatique moins construite sur sa représentativité que sur sa capacité à produire des performances répondant aux critères d'intérêt médiatique et à la définition que les médias se donnent d'un leader d'opposition : théâtral, emphatique, inventif et maîtrisant les dispositifs symboliques au sein desquels il s'inscrit [« *theatrical, bombastic, and knowing and inventive in the ways of packaging symbolic devices* »<sup>459</sup>].

Si par ses caractéristiques et ses actions, l'individu certifié répond à ces critères, il est, d'une part, investi du pouvoir de produire l'information et revêt, d'autre part, le statut de porte-parole légitime [*spokeperson*<sup>460</sup>]. Dans notre perspective, la certification des porte-paroles est un des moyens par lesquels les médias offrent une consistance à l'antimondialisation. Là où la galerie de portraits illustre la diversité et la cacophonie de l'antimondialisation –chaque portrait visant à représenter un *idéal-type* de militant- la certification du leader vise à contenir et maîtriser la diversité des voix autour d'une figure perçue et relayée comme représentative par les médias. Autrement dit, dans la presse, l'antimondialisation s'inscrit dans la médiation singulier/collectif qui fonde le politique et la représentation : de la diversité du collectif, émerge un représentant –José Bové- rapidement institué en icône de l'antimondialisation et qui, à ce titre, devient l'objet d'évaluation. Selon nous, l'intérêt du concept de certification est d'insister sur la capacité des médias à imposer un individu comme légitime. Au contraire de la représentation par *délégation* –processus maîtrisé par une communauté qui accepte de se retrouver dans la figure du représentant-, la *certification* est un processus largement maîtrisé par les médias.

José Bové est *la* figure certifiée (et labélisée antimondialisation) par la presse et l'ensemble du système médiatique en France, et ce dès Seattle. Il *appartient* au cadre antimondialisation. Notons que la notoriété dont jouit le porte-parole de la Confédération paysanne précède le sommet de l'OMC. Au cours du mois d'août 1999, José Bové et des camarades syndicalistes s'en prennent symboliquement à un restaurant Mac Donald's à Millau, en Aveyron, afin de protester contre la taxation des importations de roquefort décidée par les Etats-Unis. L'événement est traité au prisme de la figure de José Bové comme en témoignent les premiers portraits du leader syndical que propose la presse dans les jours qui suivent l'action<sup>461</sup>. Déjà, la gouaille du personnage encourage les comparaisons : *Le*

<sup>456</sup> GITLIN Ted, *The world is watching. Mass media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley : University of California Press, 1980

<sup>457</sup> *idem*, p. 147-179

<sup>458</sup> *idem*, p. 147

<sup>459</sup> *idem*, p. 154

<sup>460</sup> *idem*, p. 148-149

<sup>461</sup> « Portrait : José Bové », 23-08-99, *La Croix* ; « José Bové, 46 ans, éleveur de brebis dans le Larzac », 17-09-99, *Libération* ; « José Bové, un opposant radical aux « multinationales de la sale bouffe » », 23-08-99, *Le Monde*

*Monde* titre ainsi sur « le Robin des bois du Larzac »<sup>462</sup>. Déjà, la moustache fait mouche, déjà le combat contre la taxation du roquefort et la « malbouffe » est perçu comme le symptôme d'une remise en cause des processus de mondialisation (le fastfood est perçu comme un lieu rhétorique qui permet de relier le local au global). Illustration par un extrait de *Le Monde* :

**« Enfin, un héros positif. Un faux air de Lech Walesa revisité avec moustaches gauloises et bouffarde chauffée au gros cul. L'œil finaud comme il convient à nos légendes rurales. Preux et habile pourfendeur de la « sale bouffe » et des princes noirs de la mondialisation, José Bové est sorti du Causse comme d'autres du bois. »**<sup>463</sup>

Cette action contribue sans doute à expliquer l'attention immédiatement portée au leader syndical lors des journées de Seattle puis lors des parenthèses antimondialisation suivantes. En effet, l'action de Millau offre une suite de rebondissements qui assure au leader de la Confédération paysanne une visibilité prolongée jusqu'à la fin septembre-traitement de l'action, puis des suites judiciaires, analyses et portraits-, c'est-à-dire à peine un mois avant Seattle. Quand l'OMC se réunit, José Bové est *disponible* ; sur place depuis plusieurs jours, il offre un visage connu et, à ce titre, apparaît comme une ressource pour conjurer la diversité et la cacophonie de l'antimondialisation.

*Le figement d'une figure.* Comme le note Samira Ouardi<sup>464</sup>, la figure de José Bové « est construite dès le début du récit comme le visage de l'antimondialisation au point que son nom se lexicalise et que, corollairement, son visage s'iconise ». Lors des journées de Seattle, et face aux figures de la masse (photographies des cortèges), le corps, parfois le seul visage, de José Bové sert à illustrer les articles. Ainsi, l'image de José Bové est extraordinairement présente dans le dispositif de chacun des journaux à travers la photographie. La figure de José Bové appartient au cadre antimondialisation en ce qu'elle s'inscrit de manière presque systématique dans les dispositifs des journaux aussi bien à Seattle que dans les événements labélisés antimondialisation suivants. Il y a une véritable convergence entre le récit de l'antimondialisation et le récit de José Bové. La plus belle illustration est le traitement appliqué au procès de José Bové en juin 2000 et au cours duquel le judiciaire est largement délaissé au profit du rassemblement labélisé « antimondialisation » qui l'accompagne. Au cours des années 1999 et 2001, le procès concorde ainsi au seul pic informatif lié à l'antimondialisation qui ne correspond pas à une rencontre internationale. Ce n'est plus un procès, c'est une parenthèse antimondialisation qui doit s'interpréter dans la relation qu'elle entretient avec l'acte originel : Seattle. Ce n'est plus un procès, c'est l'occasion de rejouer le conflit :

- « **Les anti-mondialisation veulent rejouer créer un pendant de l'OMC** » [titre]<sup>465</sup>
- « **Millau : 1 ; OMC : 0** » [bandeau de Une]<sup>466</sup> - « **Mondialisation. Les 10 militants**

<sup>462</sup> « Le Robin des bois du Larzac se livre à la justice », 21-08-99, *Le Monde*

<sup>463</sup> « **La cause des Causse** », *Le Monde*, 4-09-99

<sup>464</sup> Samira Ouardi propose une analyse de la figure de José Bové telle qu'elle apparaît dans les médias et dans laquelle nous nous retrouvons largement : OURADI Samira, « On nous a raconté José Bové », *Communication & Langage*, n°152, p.41-54, 2007. Quelques petits points de divergences néanmoins que nous présentons.

<sup>465</sup> « **Les anti-mondialisation veulent rejouer créer un pendant de l'OMC** », 3-07-00, *Les Echos*

<sup>466</sup> « **Millau : 1 ; OMC : 0** », 3-07-00, *L'Humanité*

**seront fixés sur leur sort judiciaire le 13 septembre. En attendant, ils amplifient la lutte contre l'OMC » [Chapeau]**<sup>467</sup>

Il est intéressant de voir que le combat contre la taxation du roquefort qui était le motif du démontage disparaît des discours au profit d'une condamnation de l'OMC et, plus généralement, de la mondialisation. C'est l'effet Seattle.

Entre l'action contre le Mac Donald's (juillet 1999) et le procès de Millau (juin 2000), la stratégie discursive privilégiée pour qualifier José Bové est la comparaison<sup>468</sup> : Astérix<sup>469</sup>, Robin des bois<sup>470</sup>, Brassens<sup>471</sup>, Lech Walesa<sup>472</sup>, Zorro<sup>473</sup>, Saint Joseph<sup>474</sup>, Jeanne d'Arc<sup>475</sup>. La référence est souvent qualifiée : « l'Astérix du Larzac », « la Jeanne d'Arc à moustache », « Robin des bois du Larzac »... La comparaison adéquate est même discutée :

**« Vu de près, José Bové n'est pas un ludion d'occasion, un gueulard de hasard. A part les moustaches et la vaillance, il n'a pas grand-chose d'Astérix, et, en se fiant aux apparences, c'est à Lech Walesa qu'il faudrait le comparer »**<sup>476</sup>

Fait notable, la majorité des comparaisons porte sur des individus qui ont la moustache et qui, parfois, fument la pipe. En effet, implicitement dans le choix des photographies et explicitement dans les discours, comment ne pas noter l'attention portée au visage et à ses attributs ? Samira Ouardi :

**« Le macro-portrait s'il peut sans doute donner lieu à une analyse contrastive de support à support en termes de modalisation notamment, conserve une homogénéité générale organisée autour d'une sémiotisation du visage qui se réduit bientôt à une pipe et une moustache. Le portrait est ici à prendre dans son sens le plus restreint, le plus photographique. On assiste à la stabilisation, au gel d'indice, au sens peircien du terme, qui participe à la fixation de l'icône photographique et discursive. »**<sup>477</sup>

A ce titre, Roland Barthes aurait sans doute trouvé chez le leader syndical un bel objet d'étude pour son travail sur les mythologies contemporaines<sup>478</sup>. Car, à la manière de l'abbé Pierre, la tête de José Bové participe largement à son iconographie. Et sa moustache, sa pipe, attributs au demeurant assez classiques, deviennent sursignifiants :

<sup>467</sup> « José Bové veut creuser le sillon de Millau », 3-07-00, *La Croix*

<sup>468</sup> Pour un relevé aussi exhaustif que possible, nous croisons ici celui proposé par Samira Ouardi et le nôtre.

<sup>469</sup> « L'Astérix de la lutte contre les OMG », 27-09-99 « José Bové et la présidentielle », 7-07-00, *Libération* ; « Vive le roquefort libre », 9-09-99, « Le cinéma de José Bové », 30-11-99, *Le Monde*

<sup>470</sup> « La cause des Causses », 4-09-99, *Le Monde*

<sup>471</sup> « Les facéties de Tartarin », 15-04-02, *Le Figaro*

<sup>472</sup> « Super José, star de Seattle », 6-12-99, « Bové le récidiviste revient au tribunal », 24-01-01, *Libération* ; « La cause des Causses », *Le Monde*, 4-09-99

<sup>473</sup> « Les facéties de Tartarin », 15-04-02, *Le Figaro*

<sup>474</sup> « José Bové ou le goût du contre-pouvoir » [portrait, rubrique Horizon], 01-01-00, *Le Monde*

<sup>475</sup> « José Bové », 30-06-00, *Les Echos* ; « Les facéties de Tartarin », 15-04-02, *Le Figaro*

<sup>476</sup> « José Bové ou le goût du contre-pouvoir » [portrait, rubrique Horizon], 01-01-00, *Le Monde*

<sup>477</sup> OUARTI, 2007, p. 49

<sup>478</sup> BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris : Seuil, 1957

- « *Derrière sa forte moustache qui semble encore l'enraciner dans son terroir, José Bové est bien de son temps, sachant monter des coups de communication.* »<sup>479</sup> - « *José Bové en apparence plus français que nature, avec ses moustaches à la Brassens, sa bouffarde bien culottée, sa quarantaine rassurante et son air placide.* » - « *Il a la pipe et la moustache, promus signes extérieurs d'une certaine ruralité.* »<sup>480</sup> - « *Observons donc le visage de notre homme. C'est un emblème parfait. Le regard y est mobile, au milieu de traits burinés par le plein air, tandis que la moustache et la pipe se combinent efficacement devant la bouche pour ne la laisser produire qu'une parole sélectionnée, donc vraie.* »<sup>481</sup> - « *Parce qu'il a une moustache conséquente, l'homme se prend volontiers pour un personnage historique. Un tiers Lech Walesa à cause des activités syndicales, un tiers Régis Debray du temps où l'écrivain « buissonnait » en Amérique du Sud, et le dernier tiers Astérix puisqu'il faut bien sacrifier à la Gaule quand on veut mettre les rieurs de son côté !* »<sup>482</sup>

Ces nombreuses comparaisons et l'attention portée aux attributs du visage (moustache et pipe<sup>483</sup>) inscrivent José Bové à la croisée de deux imaginaires. Il y a la résistance du petit contre le grand<sup>484</sup>, d'une part, l'imaginaire de la France rurale, d'autre part. Ces deux imaginaires se retrouvent dans la pipe et la moustache de José Bové. Si ces deux attributs appartiennent au registre du stéréotype et permettent la catégorisation (un homme de la terre), dans son ensemble, la figure de José Bové relève de l'emblématisation c'est-à-dire d'un processus qui « s'applique à un singulier tellement notoire qu'il incarne le général »<sup>485</sup>. La figure figée de José Bové, aussi bien dans le discours que dans l'image, donne à voir l'antimondialisation. Néanmoins, la médiation du singulier et du collectif ne fonctionne pas de la même façon avec José Bové qu'avec les portraits de militants préalablement évoqués. Ces derniers ont une valeur d'exemplarité. José Bové, lui, est unique. Si sa figure a « une nature transitive » comme l'indique Samira Ouardi, ce n'est pas seulement parce qu'il est « symbole de », c'est aussi, selon nous, que, certifié, il *représente* au sens politique. Institué en représentant, José Bové est celui qui incarne le mouvement et celui qui agit en son nom. Dans les deux cas, s'il rend l'autre présent, c'est à condition de se substituer à lui<sup>486</sup>.

<sup>479</sup> « *L'homme du jour* », 1-09-99, *L'Humanité*

<sup>480</sup> « *Il était une foi nommée Bové* », 30-06-00, *Libération*

<sup>481</sup> « *Comment s'est fabriqué l'effet Bové* », 7-07-00, *La Croix*

<sup>482</sup> « *Les facéties de Tartarin* », 15-04-02, *Le Figaro*

<sup>483</sup> Notons que cette « belle tête », pour reprendre Roland Barthes quand il évoque l'abbé Pierre, est du pain béni pour les dessinateurs de presse qui trouvent là des attributs identificatoires efficaces.

<sup>484</sup> Cet imaginaire est qualifié « de gauche » par Samira Ouardi [2007, p. 53]. Nous n'adoptons pas ce qualificatif : l'imaginaire du David contre Goliath étant, selon nous, un terreau favorable au populisme, il n'est ni exclusivement de gauche, ni exclusivement de droite.

<sup>485</sup> BOYER Henri, « Stéréotype, emblèmes, mythes. Sémiotisation médiatique et figement représentationnel », *Mots. Les langages du politique*, n°88, p. 99-113, 2008, p. 105

<sup>486</sup> C'est un point sur lequel insiste notamment Loïc Blondiaux dans sa contribution à l'encyclopédie Universalis : « La représentation politique est fondée sur ce premier paradoxe : le représentant amène le représenté à l'existence dans le mouvement même où il l'escamote et prend sa place ». [BLONDIAUX Loïc, « La représentation politique », *Encyclopédie Universalis*, 2008]

*Des récits convergents.* Si les figures de Naomi Klein, Susan George, Aminata Traore, Bernard Cassen ou encore Manu Chao (après 2001) se retrouvent régulièrement dans le récit de l'antimondialisation, aucune n'est aussi systématiquement liée aux performances antimondialisation. José Bové s'impose comme un des attributs fondamentaux du cadre antimondialisation au sens où le récit de l'antimondialisation et le récit de José Bové convergent jusqu'à l'alignement. C'est un double processus : la présence de José Bové encourage l'application du cadre antimondialisation – José Bové comme *indice* du cadre à appliquer - et l'application du cadre antimondialisation encourage la mobilisation de la figure figée de José Bové – José Bové comme attribut du cadre. A ce titre, l'image du syndicaliste remplit souvent moins la fonction classique de la photographie de presse (« l'avoir été là »<sup>487</sup> du « fragment de réel »<sup>488</sup>) qu'elle participe à l'identification des événements antimondialisation. Ce que José Bové réussit, et la presse lui en rend grâce, c'est d'offrir un visage à l'antimondialisation. C'est le constat explicitement fait par *Le Monde* pour qui José Bové « donne sa trogne au mouvement d'opposition à la mondialisation libérale »<sup>489</sup> ou pour *Libération* pour qui il est « celui qui a donné un visage à la lutte contre l'OMC »<sup>490</sup>. Dès lors, et comme l'illustre le traitement du procès de Millau, le récit de José Bové, c'est aussi le récit de l'antimondialisation.

### III.2.3.1. Un lieu discursif privilégié : « Le monde n'est pas une marchandise »

José Bové offre sa gouaille à l'antimondialisation et contribue ainsi à la consistance du cadre antimondialisation. D'autres éléments intègrent ce cadre en offrant à la presse une prise sur le mouvement. De la même façon, ces éléments sont à la fois un indice qui encourage la mobilisation du cadre antimondialisation et un attribut de ce dernier. Ce sont les slogans et autres mots d'ordre autour desquels semblent se rassembler les manifestants qui se réunissent lors des performances. Ils offrent à la presse le moyen de lutter contre la cacophonie antimondialisation et la possibilité de rendre compte des revendications et du projet de manière efficace. Surtout, ils intègrent l'information comme attributs du cadre.

Publicitaire ou politique, le slogan peut se définir comme une « formule concise et frappante, facilement répétable, polémique et le plus souvent anonyme, destinée à faire agir les masses tant par son style que par l'élément d'autojustification, passionnelle ou rationnelle, qu'elle comporte »<sup>491</sup>. L'incitation à l'action que relève Olivier Rebolu n'est néanmoins pas la seule fonction du slogan. Certes, il vise à mobiliser et son efficacité peut se mesurer à son pouvoir d'incitation ; il cherche à faire adhérer à une nouvelle lecture du monde qui défie l'ordre établi et rend possible un ordre alternatif. Reste que, dans une société où les médias d'information constituent une ressource privilégiée dans la stabilisation du monde commun, les slogans apparaissent aussi comme dirigés vers l'instance médiatique et intègrent les stratégies de représentation des militants<sup>492</sup>. En effet, le slogan condense le discours et, en ce sens, estompe la complexité, voire l'incohérence, de la réalité sociale dont la presse doit rendre compte. Lors des journées de Seattle, la

<sup>487</sup> BARTHES, 1964

<sup>488</sup> VERON, 1981, p. 158

<sup>489</sup> « La véridique histoire de José Bové », 30-06-00, *Le Monde*

<sup>490</sup> « Deux livres tracent le portrait de celui qui a donné un visage à la lutte contre l'OMC », 27-03-00, *Libération*

<sup>491</sup> REBOUL Olivier, *Le slogan*, Bruxelles : Complexe, 1975, p. 82

<sup>492</sup> CHAMPAGNE 1990, p. 193-268

presse n'identifie pas de slogan à même de rendre compte du motif pour lequel les militants se sont rassemblés. D'une part, les calicots exhibés lors des manifestations sont divers et variés et aucun n'est capable de s'imposer comme le mot d'ordre ayant motivé le contre-sommet. D'autre part, les slogans inscrits sur les nombreuses banderoles des cortèges sont, logiquement, en langue anglaise : leur inscription dans le discours de la presse française n'est ainsi pas facilitée.

Seul le sigle WTO barré (World Trade Organization, l'OMC), présent sous une forme ou une autre sur la majorité des photographies des cortèges, intègre très largement le dispositif sémio-discursif des journaux :



La Croix, 02-12-00 ; Libération [photographie de Une]

Le sigle WTO barré, s'il s'impose visuellement dans les photographies proposées par les quotidiens, ne constitue pas un attribut du cadre antimondialisation tant il est spécifiquement lié au contexte de Seattle. Et, en effet, il perd sa pertinence au cours des parenthèses suivantes, au cours de la configuration du paradigme événementiel, quand la cible des manifestants évolue et que l'antimondialisation s'émancipe de la relation qu'elle entretient à l'OMC pour s'inscrire dans l'opposition à l'ensemble des institutions politiques et économiques internationales (FMI, UE, G8, G9...).

En fait, à Seattle, parmi les journaux du corpus, seul *Le Figaro* s'appuie sur les slogans. Mais le relevé proposé, sous la forme d'un encadré intitulé « Le bestiaire des anti », cherche moins à figer le motif de la mobilisation qu'à illustrer la diversité des individus rassemblés par la variété des slogans scandés. Une dizaine sont cités dans leur traduction française : « Les tortues disent non à l'OMC », « Le capitalisme détruit la vie », « Le peuple avant le profit », « OMC terroriste », « OMC : suceur de sang »<sup>493</sup> ...

<sup>493</sup> « Le bestiaire des anti » [encadré], 2-12-99, *Le Figaro*

Face à cette lacune, dans le temps du bilan post-Seattle puis lors des mois suivants, la presse se tourne finalement vers le mot d'ordre privilégié lors des manifestations de faible envergure qui précèdent en France le contre-sommet de Seattle<sup>494</sup> : « le monde n'est pas une marchandise ». Si, le plus souvent, le slogan « pousse à rêver et fait le désir roi »<sup>495</sup>, celui-ci tire sa force de son évidence. Il ne s'inscrit pas directement dans le domaine de l'utopie mais, par l'évidence qu'il énonce, vise à rappeler une certitude rassurante. Bien qu'elle ne soit pas fondamentalement polémique, cette formule concise et frappante s'attache à dénoncer la valorisation excessive de l'argent et du profit qui transformerait tout –même « le monde »- en marchandise.

La veille de l'ouverture du sommet de Seattle, deux quotidiens exploitent le slogan à travers leur photographie de Une pour illustrer la présence des milliers de militants dans la ville américaine. C'est ainsi par une photographie prise lors des manifestations françaises et mettant en valeur le mot d'ordre de ces rassemblements, que *Libération* et *La Croix* anticipent la première grande manifestation des anti-OMC à Seattle qui doit avoir lieu dans l'après-midi :



*Libération*, 29-11-99 (légende : « Manifestant anti-OMC ), *La Croix*, 29-11-99 (légende : «Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés »)

S'il est absent du traitement des journées de Seattle, nous retrouvons le slogan dans deux des contributions proposées par *Le Monde* dans sa rubrique « Horizon-Débats » au

<sup>494</sup> Ces manifestations organisées dans une quinzaine de villes de France le 27 novembre ne furent que très faiblement traitées par les quotidiens du corpus ; certains ne les relaient pas (*Le Figaro*, *La Croix*), d'autres se limitent à un très court article (*Le Monde*, *Libération*), enfin, *L'Humanité* propose un encadré dans lequel figure l'ensemble des points de rendez-vous dans les différentes villes de France où un rassemblement est organisé.

<sup>495</sup> REBOUL, 1975, p. 67

cours du mois qui suit la clôture du sommet de Seattle<sup>496</sup>. Le slogan permet de figer les motifs du contre-sommet et autorise par là même l'évaluation de la légitimité du mouvement. Ainsi, Edgar Morin :

**« Mais déjà, de lui-même, il [le mouvement] a trouvé et proclamé une sentence admirable qui exprime de la façon la plus concise l'enjeu du débat: « Le monde n'est pas une marchandise ». La formule ne fait pas que révéler la vérité de la prophétie de Marx dénonçant la marchandisation progressive de toutes choses, y compris des vivants et des humains. Elle dénonce implicitement la logique du calcul qui, régnant dans les esprits des technocrates et éconocrates, est aveugle aux êtres, aux passions, aux sentiments, aux malheurs et bonheurs humains. Elle proclame enfin la prise en charge du monde. »**

Nous retrouvons le slogan également dans deux contributions proposées dans la rubrique « Rebonds » de *Libération*<sup>497</sup> et, là encore, le slogan offre la possibilité de figer le sens de l'antimondialisation en cours de configuration. Alain Krivine et Pierre Rousset :

**« Mais ces manifestants ont tous un point commun: le refus de la non-réflexion, de la mondialisation guidée par le seul laisser-faire. Ils sont les vrais auteurs de la déclaration de Seattle que dans leur bunker, malgré des heures de négociation, les 135 n'ont pas réussi à trouver. Elle tient en quelques slogans comme « le monde n'est pas une marchandise ». Après la mondialisation libérale, les opinions publiques aspirent à une mondialisation régulée, où l'on pense à l'homme avant de penser au prix de revient de ce qu'il consomme. »**

Ainsi, dans le temps du bilan, le slogan offre une prise sur le mouvement. Il s'impose ensuite comme un attribut du cadre au sens où sa mobilisation par les acteurs d'une performance encourage le journaliste à la labéliser « antimondialisation ». Il faut noter que la légitimité du slogan peut être interrogée sur le registre de l'expertise comme dans une interview de Régis Debray proposée dans *L'Humanité* quelques jours avant l'ouverture du procès de José Bové. Extrait :

**« Pour l'auteur de l'Emprise, si les mouvements agissant contre la mondialisation libérale n'ont pas, pour l'instant, de visées vraiment convergentes, ils constituent « une digue » et leur émergence est « plutôt revigorante ». Comment réagissez-vous à l'énoncé de cette proposition : « le monde n'est pas une marchandise » ? Régis Debray : Pour que le monde soit une marchandise, il faudrait qu'il soit entièrement de nature économique. Or, le monde est aussi spirituel et artistique, et il échappe par là même à la logique du marché. Affirmer que " le monde n'est pas une marchandise " ne relève pas d'une logique de vœu pieux, mais d'un constat - d'ailleurs plutôt revigorant. Cela étant dit, la formule est négative : elle ne dit pas ce qu'est le monde et comment il peut aujourd'hui échapper au règne de la marchandise. « Le monde n'est pas une marchandise » est donc pour moi un slogan qui relève du truisme, mais aussi d'un cri de ralliement qui m'est plutôt sympathique... »**

<sup>496</sup> « Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé à Seattle », 7-12-99, « Nous ne voulons pas de la mondialisation libérale », 3-12-99, *Le Monde*

<sup>497</sup> « Une démocratie planétaire », « Le fiasco de Seattle n'est pas le fruit du hasard », 8-12-99, *Libération*

<sup>498</sup> « Régis Debray : « Ce n'est qu'un début » », 29-06-00, *L'Humanité*

Même s'il est le seul à s'imposer dans les mois qui suivent Seattle, la visibilité offerte à ce premier slogan n'est pas extraordinaire et « *le monde n'est pas une marchandise* » est dépassé, à partir du début de la fin de l'année 2001. Un nouveau slogan « *un autre monde est possible* » s'impose comme un nouveau lieu discursif et connaît une visibilité bien plus importante. Si la force du premier tient à son caractère d'évidence et semble se refuser à toute contestation, la force du second tient à l'affirmation qu'une alternative est possible et s'attache à combattre « l'acceptation désenchantée de l'ordre établi à laquelle incline l'effondrement des grandes utopies du passé »<sup>499</sup>. Ce passage de l'un à l'autre correspond à une étape fondamentale dans la carrière médiatique du phénomène étudié –étape que nous analyserons dans la partie suivante : le passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation.

## Conclusion

Cette seconde partie de notre travail –« l'antimondialisation comme événement »- s'attachait à rendre compte de la configuration événementielle de l'antimondialisation. Dans un premier temps, et en reprenant à notre compte certaines propositions d'Alice Krieg-Planque, nous avons insisté sur le caractère formulaire que revêt le terme « mondialisation ».

C'est dans le contexte d'une société mondiale qui commence à penser sa globalité que le terme apparaît dans les années 60 au sein des discours scientifiques. Au cours des années 80, il est ensuite largement assimilé par les acteurs de l'économie, principalement de la finance. Puis, c'est à partir du milieu des années 90 que le terme s'impose véritablement comme formule au cœur de l'espace public, et ce principalement au sein des discours médiatiques. Dès lors, la mondialisation (le *mot* et la *chose*) s'impose comme objet de débat et les usages dogmatiques et polémiques l'investissent d'importants enjeux sociopolitiques.

Au sein de la presse écrite française, la périphérie des journaux est clairement un espace privilégié pour alimenter le débat (autrement dit, pour renforcer le caractère formulaire du terme). C'est principalement dans cet espace spécifique du dispositif sémi-discursif des journaux que la mondialisation est interrogée et qu'elle s'impose de plus en plus fréquemment comme le prisme par lequel sont pensés les problèmes contemporains (chômage, environnement...). Des textes fondateurs comme celui d'Erik Izraelewicz sur le mouvement de décembre 1995 illustrent l'émergence d'une nouvelle lecture du monde. Un nouveau cadre d'interprétation s'impose autour de la dénonciation des effets perçus comme pervers de la mondialisation néolibérale et de la condamnation des institutions internationales. Ce sont les prémisses d'un mouvement qui ne porte pas encore son nom.

L'apparition du néologisme « antimondialisation », événement discursif qui constitue en soi un discours sur la mondialisation, prolonge l'événement Seattle et l'institue comme acte originel au sein de l'espace des discours de presse. L'événement donne naissance à l'antimondialisation. C'est à travers cet événement que le cadre appliqué à l'antimondialisation trouve ses principaux attributs (*dimension constructiviste du cadre*). En termes de pratique journalistique, Seattle offre la référence à partir de laquelle se construit l'antimondialisation. C'est le discours de l'imaginaire démocratique, le spectacle d'une démocratie à l'échelle mondiale, l'illustration d'une volonté citoyenne de réappropriation des grandes orientations que doit suivre le monde à l'aube du nouveau siècle.

---

<sup>499</sup> BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1990

Le cadre appliqué à Seattle est ensuite appliqué et actualisé au cours de la configuration du paradigme événementiel (*dimension structuraliste*) ; et c'est ainsi que l'antimondialisation se construit comme identité et comme récit. Le cadre et son actualisation dans le paradigme événementiel guident et rationalisent la pratique journalistique ; et illustrent la capacité des médias à organiser le monde et l'ordre social (*information comme connaissance*) par souci d'économie cognitive, par souci, également, de stabilisation et d'objectivation du monde commun. C'est par la médiation du cadre et le renouvellement de ses attributs (mobilisation de la figure de José Bové ou de certains mots d'ordre par exemple) que la presse française participe à instaurer un rapport spécifique et partagé de l'antimondialisation (*monde commun*).

## Partie C. 2001, l'épreuve de la violence. Antimondialisation et problème public

L'antimondialisation s'inscrit dans le monde commun co-construit par la presse française quand l'événement lui offre sa consistance et les conditions de sa reconnaissance au sein de l'espace public médiatisé. Dès lors, se constitue un paradigme qui ritualise l'événement et l'objective au cœur du monde commun.

L'année 2001 constitue une rupture dans le consensus du monde commun. C'est *l'épreuve de la violence* pour l'antimondialisation. Durant l'été, le contre-sommet de Gênes est le théâtre de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au cours desquels un jeune manifestant est tué par un carabinier italien. Les violences étaient jusqu'alors perçues comme périphériques et faisaient le plus souvent l'objet d'un traitement *a minima*. Parfois, comme lors de la réunion d'un Conseil européen à Göteborg en juin 2001, d'importants affrontements ont lieu entre manifestants et forces de l'ordre. Ces dernières font alors usage de balles réelles. Touché, un manifestant est gravement blessé. Les violences ne sont que très peu couvertes. *Le Monde* est le journal qui accorde le plus d'importance en termes de surface rédactionnelle à ces violences avec un premier article le 18 juin<sup>500</sup> et l'accueil, quelques jours plus tard en rubrique « Horizon-Débats », d'une intervention de Charles Pasqua, « ancien ministre, député européen, et président du Rassemblement pour la France RPF »<sup>501</sup>. Le titre est polémique : « Europe ? Silence, on tire ». Et c'est par un avertissement que l'auteur conclut son intervention : « Lorsque l'on empêche les peuples de s'exprimer librement dans les urnes, au cours de scrutins honnêtes et à l'issue de campagnes respectueuses de la variété des opinions, ou lorsque l'on considère leurs choix électoraux comme sans importance, cela finit toujours dans la rue. Par des échauffourées d'abord, comme à Nice. Par des émeutes ensuite, comme à Göteborg. Par des révolutions enfin ». *L'Humanité* propose le 18 juin un article intitulé « A qui profite la violence ? ». Extrait : « Le conseil de Göteborg a été oblitéré par quelques centaines de jeunes gens particulièrement violents et dont les principes politiques demeurent pour l'essentiel inconnus ». Le journaliste conclut : « Au total, les maîtres du monde y trouveront peut-être leur compte : sous prétexte de permettre l'expression de la démocratie contre la « menace hooligan », ils interdiraient toute expression populaire n'allant pas dans leur sens »<sup>502</sup>. Dépolitisation des éléments violents et condamnation de la « criminalisation » des mouvements sociaux : les deux termes guideront les discours du quotidien communiste relatifs aux journées de Gênes. Les autres journaux, qui ne se sont pas mobilisés pour un sommet politique sans grands enjeux, ne traitent pas des violences qui l'accompagnent, ou alors seulement sous forme de brèves.

Si la question de la violence est donc déjà en latence depuis quelque temps, elle se manifeste réellement après la mort du manifestant génois : l'antimondialisation telle qu'elle s'imposait jusqu'alors pose problème. L'année 2001, ce sont aussi les attentats contre

<sup>500</sup> « Les « antimondialisation » sabotent le sommet européen de Göteborg », 18-06-01, *Le Monde*

<sup>501</sup> « L'Europe ? Silence, on tire » [Horizons-Débats, par Charles Pasqua], 23-06-01, *Le Monde*

<sup>502</sup> « A qui profite la violence ? », 18-06-01, *L'Humanité*

les *Twin Towers* : un événement monstre<sup>503</sup> dont l'ensemble du discours social porte les stigmates.

Ces deux événements –une violence *interne* à l'antimondialisation, une autre *externe*– rompent le relatif consensus qui caractérisait le regard porté sur le mouvement par la presse française. Dès lors, l'antimondialisation, du moins « sa » violence pose problème ou, plus justement, devient un problème [*issue*<sup>504</sup>] au sens où il devient l'objet d'une lutte pour son interprétation. L'événement antimondialisation s'impose comme problème public, ou pour reprendre Erving Goffman<sup>505</sup>, « se modélise » en problème public.

La violence interroge car elle s'identifie aux normes qu'elle enfreint. Dans *Violence et politique*, Yves Michaud rappelle que « d'un côté la violence est réelle, d'un autre, elle apparaît seulement avec un certain type de représentations du champ social »<sup>506</sup>. Elle appartient au réel et, en même temps, se métamorphose selon les convictions qui l'appréhendent :

**« Elle se confond avec les représentations qui la font apparaître, se dissout avec celles qui la recouvrent, prend les couleurs de celles qui la maquillent, reçoit les noms de baptême de celles qui la justifient. Dans ces glissements magiques, le monde devient irréel, livré aux convictions pathétiques ou simulées qui le**  
<sup>507</sup>  
**déchiffrent et cherchent à le plier à leurs hantises. »**

L'auteur poursuit en insistant sur la valeur performative du concept de violence ; et va même jusqu'à refuser à cette dernière le qualificatif de « concept » au profit de celui, linguistique, d' « embrayeur. »<sup>508</sup> Il ne faut pas négliger les implications d'une telle perspective. Elle s'oppose en effet à une longue tradition philosophique –de Hobbes et Hegel notamment– qui distingue la violence de la force : la force est légitime (c'est la violence institutionnelle du souverain, de l'Etat, de la police...), la violence est illégitime en ce qu'elle s'oppose à un ordre établi<sup>509</sup>. Cette distinction est prolongée par la sociologie de Max Weber qui affirme le monopole de l'Etat sur la violence légitime et fait de ce dernier la condition d'existence de l'Etat : « S'il n'existait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'Etat aurait alors disparu et il ne subsisterait que ce qu'on appelle, au sens propre du terme [absence de pouvoir], l' « anarchie » »<sup>510</sup>. La proposition positiviste, louable

<sup>503</sup> L'expression n'est pas accompagnée de guillemets car il ne s'agit pas là de reprendre Pierre Nora pour qui « l'événement monstrueux » désigne non un événement extraordinaire mais un régime médiatique dans lequel « la redondance intrinsèque au système tend à produire du sensationnel et fabrique en permanence du nouveau » [NORA 1974]

<sup>504</sup> MOLOTCH Harvey, LESTER Marilyn, « Informer : une conduite délibérée. De l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n°75, p.23-39, 1996

<sup>505</sup> GOFFMAN 1991

<sup>506</sup> MICHAUD Yves, *Violence et politique*, Paris : Gallimard, 1978, p. 12

<sup>507</sup> *Idem*, p. 12-13

<sup>508</sup> On appelle embrayeur certaines unités linguistiques qui possèdent une signification générale mais dont la valeur référentielle se fixe selon la situation d'énonciation. Un embrayeur est « un symbole associé à l'objet représenté par une règle conventionnelle [et] en relation existentielle avec l'objet qu'il représente ». JAKOBSON Roman, *Essai de linguistique générale*, Paris : Editions de Minuit, 1969, p.178-179.

<sup>509</sup> BRAUD, 1993

<sup>510</sup> WEBER Max, *Le Savant et le Politique*, Paris : PLON, [1919] 1963, p. 124-126

« puisqu'on pourrait ainsi refuser l'enrôlement des mots au service des convictions »<sup>511</sup>, reste pourtant tout à fait illusoire. En effet, « le défaut de toute définition positive tient justement à ce qu'elle cherche à faire : exclure les significations évaluatives et normatives desquelles la violence est appréhendée »<sup>512</sup>.

Si la violence semble *objectivement* insaisissable, elle reste pourtant l'indice d'une rupture du consensus dont la presse est sommée de rendre compte. Dans ses travaux, Isabelle Garcin-Marrou analyse le rôle des médias au sein de la symbolique sociale lors des actes de terrorisme et précise que la posture du journaliste est d'autant plus précaire que la violence interroge un pilier de la démocratie : le lien social<sup>513</sup>. Or, l'auteur, qui mobilise Paul Beaud et Louis Quéré<sup>514</sup>, rappelle que le rapport qu'entretiennent les médias à l'espace public s'inscrit justement dans une logique de préservation de lien social. La dénonciation de la violence constitue alors moins l'indice d'une violence effective que le rejet de comportements perçus comme inacceptables.

Sans doute faut-il ici préciser que nous abordons le « problème public » comme peut le faire l'approche constructiviste anglo-saxonne dans les années 1970<sup>515</sup>. Ainsi, il ne s'agit pas d'aborder l'antimondialisation à travers son activité de revendication et de construction de causes. Par le sous-titre « antimondialisation et problème public », nous entendons bel et bien la façon dont le mouvement, en lui-même, pose problème. Nous nous rapprocherons de la conception moderne du problème public dans la partie D quand nous proposerons d'appréhender l'antimondialisation comme un nouveau discours social. Nous analyserons alors la manière dont le cadre appliqué à l'antimondialisation constitue une fenêtre d'opportunité discursive.

Dans notre perspective, la violence est, au sein de l'espace des discours médiatiques, une atteinte à l'intégrité du monde commun. La violence rompt le monde commun en ce qu' « elle tient plus d'une *dissolution des règles qui unifient le regard* social qu'à la réalité qu'elle peut avoir »<sup>516</sup>. Les processus de cadrage relevant au contraire d'une tentative de *concentration du regard*, la violence apparaît clairement comme une mise à l'épreuve. La définition de l'acte violent est nécessairement l'objet d'une lutte symbolique pour imposer les qualifications légitimes de l'événement et de ses acteurs ; et notamment pour qualifier, ou non, l'acte violent de *politique*<sup>517</sup>. La question est celle de l'objectivation par la presse de la violence dans le monde commun et, par là même, celle de l'inscription de la violence dans le jeu démocratique :

<sup>511</sup> MICHAUD, 1978, p. 13

<sup>512</sup> *idem*, p. 21

<sup>513</sup> GARCIN-MARROU 2001

<sup>514</sup> BEAUD Paul, *La société de connivence. Médias, médiateurs et classes sociales*, Paris : Aubier, 1981 ; QUERE 1982

<sup>515</sup> Pour un survol des travaux anglo-saxons depuis la sociologie de la déviance initiée par l'Ecole de Chicago à la conception moderne du problème public : NEVEU Erik, « L'approche constructiviste des « problèmes publics ». Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, p. 41-57, 1999

<sup>516</sup> MICHAUD, 1978, p. 101

<sup>517</sup> Nous distinguons les violences urbaines généralement attribuées aux « casseurs », la violence politique et la violence terroriste. La première relève de la délinquance. La seconde « vise une cible politique distincte », la dernière « une cible indistincte –civile- non engagée dans le combat » [GARCIN-MARROU, 2001, p. 12]. Comme nous le verrons, la lutte pour l'interprétation d'un événement violent est, dans le cas des mobilisations antimondialisation, une lutte pour inscrire l'acte violent dans telle ou telle catégorie.

**« Plus que la façon dont les médias rendent compte des circonstances de la violence, c'est bien la façon dont ils intègrent la signification de la violence dans la symbolique sociale qui a des répercussions dans l'espace public. »**

518

Avec la violence, l'assise des discours médiatiques portés jusqu'alors sur l'antimondialisation est précarisée. Le monde commun est déstabilisé et les stratégies de cadrage, relativement proches d'un journal à un autre, explosent. Les discours de la presse doivent ainsi passer l'épreuve de la violence et contenir sa force déstabilisatrice.

Ce que Gênes illustre en premier lieu, c'est la capacité de l'événement violent à se modéliser en problème public, autrement dit à être l'objet d'une lutte d'interprétation entre acteurs sociaux. Le « processus de civilisation »<sup>519</sup> est en effet un processus de forclusion de la violence sous des formes codifiées. Dès lors, et « pour des raisons sociales et culturelles profondes, la dynamique de l'Occident marque d'un stigmate croissant ceux qui, dans le système démocratique, cherchent à s'imposer comme acteurs par la force »<sup>520</sup>. C'est notamment pourquoi, face à la violence, la légitimité de l'imaginaire démocratique sur lequel se construit l'antimondialisation comme événement (Seattle) apparaît comme très fragile. Nous nous attachons donc au traitement que la presse applique aux événements et faits de violence de Gênes. Face à la violence, que devient le relatif consensus autour duquel s'était jusqu'alors construit le cadre appliqué à l'antimondialisation ?

L'année 2001, c'est aussi et surtout les attentats du 11 septembre. Les violences de Gênes et celles du *World Trade Center* de New York sont de différentes natures et n'entretiennent aucun rapport direct. Pour autant, leur proximité temporelle (moins de deux mois) les inscrit dans une même conjoncture historique et des liens seront tissés par certains acteurs de l'espace médiatique. Ce qu'illustre, en premier lieu, le 11-Septembre<sup>521</sup>, c'est la capacité de l'événement-monstre à s'imposer au discours social<sup>522</sup>, autrement dit à imposer aux acteurs sociaux une modélisation de leurs discours et de leurs pratiques. L'événement monstre impose une nouvelle conjoncture dans laquelle des faits jusqu'alors tolérés deviennent insupportables. Le 11-Septembre est très rapidement vécu comme historique -Katarina Niemeyer évoque à ce titre « une expérience historique du

518 GARCIN-MARROU, 2001, p. 119

519 ELIAS Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris : Calmann-Lévy, 1976

520 BRAUD Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », in BRAUD Philippe (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, p. 13-42, Paris : L'Harmattan, p. 20

521 Nous privilégions la graphie « 11-Septembre » pour désigner les attentats contre le *World Trade Center* de New York et indiquer que « l'unité syntagmatique le 11 septembre est, dans certains contextes, devenue un nom propre ». [FRAGNON Julien, « Quand le 11-Septembre s'approprie le onze septembre. Entre dérives métonymique et antonomase », *Mots. Les langages du politique*, n°85, p. 83-95, 2007, p. 83]

522 Nous reprenons Marc Angenot qui définit le discours social comme « la représentation discursive du monde telle qu'elle s'inscrit dans un état de la société », avant de préciser : « Ou plutôt l'objet que j'ai cherché à synthétiser n'était pas ce tout empirique, cacophonique et à la fois redondant, mais les règles de production et d'organisation des énoncés, les typologies et topographies, les répertoires topiques et les présupposés cognitifs, la logique de division du travail discursif qui, pour une société donnée, semblent organiser et limiter le dicible- le narrable et l'argumentable ». [ANGENOT Marc « Théorie du discours social », *Contextes*, n°1, 2006. En ligne : <http://contextes.revues.org/docuements51.html> . Consulté le 12 décembre 2006.] Nous faisons l'hypothèse, développée en partie D, que le discours social évoqué par Marc Angenot est en quelque sorte la somme des discours sociaux spécifiques (et des relations qu'ils entretiennent) tels que ceux-ci sont présentés par Bernard Delforce et Jacques Noyer [DELFORCE, NOYER 1999]

temps présent »<sup>523</sup> - et impose une conjoncture au sein de laquelle doit se déployer une redéfinition de l'antimondialisation. Nous nous attachons ainsi au poids du 11-Septembre sur le traitement de l'antimondialisation.

Ces deux événements, ces deux violences contribuent ainsi dans un même élan à une requalification du mouvement au cours des premiers mois de 2002 ; requalification dont l'indice le plus évident est le passage de *l'antimondialisation* à *l'altermondialisation* sur lequel nous nous penchons à la fin de cette troisième partie.

## I. Gênes 2001 : l'épreuve de la violence *interne*<sup>524</sup>

### I.1. Rappel du contexte politique

Le « Groupe des 8 » (Allemagne, Canada, France, Etats-Unis, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie<sup>525</sup>) est un groupe de discussion et de partenariat économique ; et, à ce titre, ne repose sur aucune structure ou organisation pérenne. La fonction première du G8 est d'amener les leaders des principaux pays industrialisés à se rencontrer pour réfléchir ensemble aux grands problèmes économiques mondiaux. Ils sont également amenés à se prononcer sur les questions majeures de politique internationale.

A Gênes, l'organisation du sommet qui se déroule les 20 et 21 juillet est pavée de bonnes intentions par des dirigeants méfiants vis-à-vis des manifestants qui, depuis Seattle, accompagnent les sommets internationaux. Au centre des discussions : la pauvreté, l'annulation de la dette des pays en grande difficulté et, du côté européen, la volonté de préserver le protocole de Kyoto auquel les Etats-Unis viennent de tourner le dos. Sont également inscrits à l'agenda la sécurité alimentaire et quelques dossiers diplomatiques (Moyen-Orient et Macédoine notamment). Le contre-sommet est d'autant plus attendu que l'Italie offre alors un paysage politique contrasté : d'un côté, le gouvernement Berlusconi accueille des formations d'extrême-droite, de l'autre, l'Italie connaît un renouveau contestataire issu de la recomposition de l'espace des luttes<sup>526</sup>.

Depuis Seattle, les contre-sommets sont presque systématiquement marqués par des actes de violence. Les auteurs des violences apparaissant comme largement minoritaires, la presse délaisse en partie ces actions au profit de l'imaginaire démocratique qui soutient originellement les discours sur l'antimondialisation. A Gênes, les services de sécurité ont

<sup>523</sup> NIEMEYER Katarina, *De l'information à l'histoire. Le discours du journal télévisé de la chute du mur de Berlin au 11 septembre*, thèse soutenue sous la direction de TETU Jean-François et WINDISH Uli, Université de Lyon/Université de Genève, 2009

<sup>524</sup> Nous reprenons en partie un mémoire de DEA réalisé sous la direction de notre directeur de thèse : AUBOUSSIER Julien, *La représentation médiatique et ses enjeux, par la presse de référence française, des faits de violence ayant accompagné le sommet du G8 à Gênes en juillet 2001*, Mémoire de DEA, soutenu sous la direction de Jean-François TETU, Université Lyon II, 2004

<sup>525</sup> Le groupe apparaît comme G6 lors de sa création en 1975, pour devenir G7 à l'intégration du Canada en 1976 puis G8 avec l'arrivée de la Russie en 1998. De nombreux autres pays peuvent être associés aux négociations lors des sommets.

<sup>526</sup> DELLA PORTA Donatella, MOSCA Lorenzo, « Les origines du « Mouvement des mouvements » italien, in SOMMIER Isabelle (et al.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris : Karthala, p. 165-186 2008

anticipé la venue des manifestants : les dirigeants se rencontreront dans le centre-ville, dans la « zone rouge », périmètre d'environ 4 km<sup>2</sup> totalement interdit à la circulation et protégé par des blocs de béton et des filets métalliques de plusieurs mètres de haut. Une « zone jaune », soumise à de plus légères restrictions de circulation, est également instaurée comme zone de filtrage et, en cas de nécessité, comme zone de protection. Par ailleurs, l'Italie suspend du 11 au 21 juillet la convention de Schengen sur la libre circulation qui la lie normalement à ses Etats voisins. Pour la sociologue des mouvements sociaux italiens Donatella Della Porta, « s'il est vrai que dès avant Gênes, les gouvernements s'étaient déjà écartés de la stratégie de l'ordre public négocié, c'est clairement à Gênes que le choix du mode de contrôle de la contestation s'en est le plus nettement éloigné »<sup>527</sup>.

Ce *dispositif concret* de sécurité est naturellement un appel à *l'action symbolique* pour de trop nombreux manifestants qui s'acharnent à tenter de franchir les multiples obstacles qui les séparent de la zone interdite. Au cœur de la diversité du mouvement antimondialisation, la violence est adoptée par une minorité comme mode spécifique d'affirmation politique. C'est notamment le cas des spectaculaires *Black Blocs*<sup>528</sup> et des plus officielles et structurées *Tute Bianche*<sup>529</sup> dont l'apparition illustre le constat de Jean Preposiet : « En riposte aux tendances mondialistes de l'hypercapitalisme, il existe un contrepoids « multinational » à la mondialisation et, à travers les mouvements pacifiques ou violents qui se succèdent dans le monde entier, on devine un regain des forces vives de l'anarchisme »<sup>530</sup>. Notons que si la critique des médias est un axe fort du discours des militants des *Black Blocs* et des *Tute Bianche* (et de l'ensemble de l'antimondialisation), reste que leur répertoire d'action spectaculaire vise clairement à obtenir une importante visibilité médiatique.

Face à eux, les forces de sécurité sont débordées. Les violences culminent avec la mort d'un jeune manifestant. Alors qu'il tente de briser les vitres d'une voiture de police à l'aide d'un extincteur, il est tué par une balle tirée par un carabinier. L'antimondialisation fait face à la mort ; les discours médiatiques jusqu'alors tenus sur le mouvement aussi. La dimension imprévue et tragique de l'événement confronte en effet les journalistes à un problème d'interprétation.

## I.2. Une mise en place symbolique commune du conflit

---

Notre étude des journées de Gênes porte sur les quotidiens du corpus : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'Humanité*, *Les Echos*, *La Croix* ; auquel s'ajoute le traitement différencié

<sup>527</sup> DELLA PORTA Donatella, « Mouvement « anti-mondialisation » et ordre public. Le cas de Gênes », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n°47, « Penser la violence », p. 50-77, 2001, p. 53

<sup>528</sup> « Le *Black Bloc* est une forme d'action collective très typée, qui consiste pour des individus masqués et vêtus de noir à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation. Il n'y a pas un *Black Bloc*, mais des *Black Blocs*, chacun se formant à l'occasion d'une manifestation pour se dissoudre avec elle. La taille des *Black Blocs* varie de quelques dizaines à quelques milliers d'individus. [...]L'objectif premier d'un *Black Bloc* est d'indiquer la présence dans la manifestation d'une critique radicale du système économique et politique. [...]Les *Black Blocs* ont recours à la force pour exprimer leur critique radicale, ce qui en fait l'objet de vives polémiques ». DUPUIS-DERI Francis, « Penser l'action directe des *Black Blocs* », *Politix*, n°68, p.79-109, 2004

<sup>529</sup> Les *Tute Bianche* sont des partisans de la désobéissance civile qui se distinguent par « un refus pragmatique de la dichotomie violence/non-violence, des références au zapatisme et une pratique du terrain symbolique de l'affrontement ». BUI Robert, « Lettre sur les *Tute Bianche* », *Multitudes*, n°7, 2001

<sup>530</sup> PREPOSIET Jean, *Histoire de l'anarchisme*, Paris : Tallandier, 2002, p. 342

du *Point* et du *Monde diplomatique*, titres singularisés par leur périodicité. Après avoir illustré l'anticipation de l'événement contre-sommet par les discours émis la semaine précédente l'ouverture des réunions, l'analyse se développe en trois temps. Dans un premier, l'étude porte sur les éditions du vendredi 20 juillet (20/21 pour *Les Echos*), date d'ouverture du sommet. Dans un second, l'étude s'attache aux éditions du week-end et le corpus se resserre autour des quotidiens dits « de référence » (21/22 pour *Libération* et *Le Figaro*, 22/23 pour *Le Monde*) ; c'est le traitement de l'événement la mort d'un manifestant. Dans un troisième et dernier temps, et pour l'ensemble des journaux, l'analyse est poursuivie jusqu'à la clôture de l'événement ; c'est le temps de l'évaluation. Au centre de l'analyse : la question de la violence et de sa capacité à déstabiliser le monde commun issu des stratégies de cadrage de l'antimondialisation.

### 1.2.1. L'événement anticipé

A Seattle, le contre-sommet est un événement « anti-routine » au sens d'Harvey Molotch et Marilyn Lester. Le sommet entre dirigeants relève d'un schéma connu que les manifestants viennent perturber ; et « le fait perturbateur devient [lui-même] un événement parce qu'il représente un problème pour les relativement puissants »<sup>531</sup>. Dans l'espace des discours de presse, et au cours de la configuration du paradigme événementiel, nous constatons ensuite une surprenante routinisation des événements « anti-routine » et ceux qui, jusqu'à Seattle, n'avaient aucune prise sur la fabrication de l'événement deviennent les co-producteurs reconnus de la dialectique événementielle sommet/contre-sommet. A Seattle, la perturbation est la condition même de l'accès des manifestants à l'événement ; la perturbation est ensuite routinisée jusqu'à, comme à Gênes, devenir l'événement le mieux anticipé au détriment des réunions officielles.

Au cours de la semaine qui précède l'ouverture du sommet, les stratégies d'anticipation de l'événement divergent d'un quotidien à un autre. *La Croix* n'ouvre sa couverture que le 19 juillet avec en rubrique « Monde » un article intitulé « Gênes se métamorphose en véritable cité assiégée ». *Les Echos* attendent même le vendredi, jour d'ouverture du sommet, pour s'attacher à l'événement *sommet/contre-sommet*.

Au contraire, *L'Humanité* propose dès son édition du 14/15 juillet [appel de Une : « Gênes. Analyses, interviews, reportages. *L'Humanité* ouvre pour une semaine le dossier du G8 »] une double page quotidienne sur les enjeux du sommet en rubrique « Plus loin que les faits ». Pauvreté, environnement, commerce et dette sont tour à tour évoqués. C'est clairement l'approche la plus didactique proposée par les différents quotidiens. Une place est laissée dans le dispositif à une « Chronique génoise » quotidienne qui, elle, porte directement sur la préparation du contre-sommet et relève le plus souvent du « papier d'ambiance ».

L'événement anticipé apparaît dans *Libération* à partir du 18 juillet au sein de la périphérie du quotidien –ses pages « Rebonds »- sous la forme de deux longues tribunes dont le rapport dialogique est évident. François Huwart, présenté comme « secrétaire d'Etat au commerce extérieur », propose une longue tribune intitulée : « Force et limite de l'antimondialisation » et dans laquelle l'auteur reproche à l'antimondialisation de délégitimer le rôle des Etats<sup>532</sup>. De son côté, Toni Negri, « philosophe » s'interroge sur la nature de l'« empire » que représentent ces sommets entre dirigeants politiques<sup>533</sup>. Le lendemain,

<sup>531</sup> MOLOTCH, LESTER 1996, p. 36

<sup>532</sup> « Force et limite de l'antimondialisation », 18-07-01, *Libération*

<sup>533</sup> « G8 : deux modèles pour le gouvernement mondial », 18-07-01, *Libération*

une nouvelle tribune est proposée par François de Bernard, « Président du GERM (Groupe d'études et de recherches sur les mondialisations) », dans laquelle l'auteur indique que « le palimpseste de Gênes est devenu pour les dirigeants un enjeu que l'on peut résumer ainsi : comment faire avec la société civile ? comment ne pas se laisser submerger par son flux ? comment en maîtriser la fièvre sans susciter en retour de terribles accès de violence ? » ; et d'expliquer la place prise par la société civile dans les relations internationales par la crise de la démocratie représentative avant de conclure sur une proposition : « la création d'une Organisation de la société civile internationale (OSCI) ». Toujours le 19 juillet, en rubrique « Monde », un long article intitulé « Gênes, stade ultime de la mondialisation » présente les forces en présence du côté des militants. Une large place est offerte aux *Tute Bianche* dont *Libération* (comme les autres quotidiens) relayait les déclarations et les projets :

**« Assaut programmé [intertitre]. Dans cette perspective, les Tute Bianche ont étalé à l'entrée du [stade] Carlini, en forme de démonstration, le matériel (casques, boucliers en plexiglas, masques à gaz, etc.) qui sera utilisé pour l'opération. Sous les tribunes, une dizaine de militants s'activent pour fabriquer les dernières « armes de défense » en attendant la grande répétition de l'assaut programmé pour cet après-midi. « Il s'agit de désobéissance civile, nous chercherons à enfoncer les barrages en n'utilisant que notre corps, pas question de bâtons, de pierres ou de cocktails Molotov », insiste un porte-parole du mouvement. » »**

534

*Le Figaro* ouvre sa couverture du sommet/contre-sommet le mardi 17 juillet. Dans sa rubrique « International », il propose un large dossier annoncé en Une : « Enquête au cœur des réseaux antimondialistes ». L'accent est mis sur « la nébuleuse des casseurs antimondialistes » [titre de l'article] et sur « les principaux mouvements de jeunes radicaux » [titre d'encadré]. Le lendemain, le journal présente un reportage sur les militants catholiques qui participent à l'antimondialisation<sup>535</sup>. A la veille de l'ouverture du sommet, la page deux est réservée à la rencontre entre dirigeants et à ses enjeux<sup>536</sup>. Un article porte indirectement sur le contre-sommet : « Une ville en état de siège », court article accompagné d'une infographie présentant un plan du centre-ville sur lequel figurent la zone rouge et l'ensemble du « dispositif draconien pour éviter les débordements »<sup>537</sup>.

Enfin, *Le Point* profite de l'adéquation de sa date de parution et de l'ouverture du sommet pour proposer dans son édition du vendredi 19 juillet un large dossier de six pages. Deux articles : l'un, « G8 la fracture des antimondialistes »<sup>538</sup>, présente la question du recours à la violence comme un objet de divergence entre les différents éléments du mouvement ; l'autre, « Comment les antimondialistes préparent leur « guerre » »<sup>539</sup>, relaye les intentions des acteurs antimondialisation présents et notamment des « Black Blocs, hooligans de la politique ». Une large partie du second article s'attache à l'ambiance pesante qui règne sur Gênes :

534 « Gênes, stade ultime de la mondialisation », 19-07-01, *Libération*

535 « Les catholiques contre la mondialisation », 18-07-01, *Le Figaro*

536 « L'Italie de Berlusconi hôte des huit grands », « Bush en avocat de la mondialisation », « Les dossiers chauds : Proche-Orient et Macédoine », 19-07-01, *Le Figaro*

537 « Une ville en état de siège », 19-07-01, *Le Figaro*

538 « G8 la fracture des antimondialistes », 19-07-01, *Le Point*

539 « Comment les antimondialistes préparent leur « guerre » », 19-07-01, *Le Point*

**« Les mesures de sécurité entourant le G8 ont de quoi donner des sueurs froides. Car si l'achat de deux cents linceuls à fermeture éclair –du type guerre du Vietnam- était le plus funeste des présages, il n'était pas le seul. Plusieurs prisons ont été vidées pour recevoir des centaines d'éventuels casseurs arrêtés en flagrant délit et les hôpitaux sont en état d'alerte. Les sorties d'égouts ont été scellées pour éviter qu'on y place des bombes et la police a « stérilisé » la « casbah », le surnom du centre historique en multipliant les perquisitions. Aéroport, gares et bassins du port sont interdits durant tout le sommet, alors que des batteries de missiles sol-air ont été déployées. »**

Bien que ces différents dispositifs s'attachent à des menaces de différentes natures (violences urbaines d'un côté, violences terroristes de l'autre), ils s'inscrivent dans un même *continuum* sécuritaire. L'idée d'une menace globale apparaît. Le 11-Septembre l'accréditera.

### I.2.2. Vendredi 20 juillet : une tension narrative paroxystique

La journée du 20 juillet est marquée à Gênes par l'ouverture -le soir- des réunions entre dirigeants du G8 et surtout -durant l'après-midi- par de violents affrontements entre une partie des manifestants et les forces de l'ordre pendant lesquels un jeune homme est tué. Ces informations ne sont, bien entendu, pas connues des journalistes (même ceux du *Monde*, « journal du soir ») quand ils rédigent, le jeudi, leurs papiers pour les éditions du vendredi. C'est le propre du rapport au temps qu'entretiennent les organes de presse au flux du réel.

Alors que les réunions entre dirigeants commencent le soir même, les éditions du vendredi matin institutionnalisent clairement le contre-sommet comme l'événement principal. En prenant en compte uniquement le contenu référentiel des articles (titre de Une, articles et infographies), nous pouvons distinguer ceux dont le propos est le contre-sommet antimondialisation et ceux dont l'objet est le sommet du G8 lui-même<sup>540</sup> :

	Contre-sommet	Sommet	Hybride
<sup>541</sup> <i>Le Monde</i>	5	1	1
<sup>542</sup> <i>Libération</i>	6	1	2
<sup>543</sup> <i>L'Humanité</i>	2	1	1
<sup>544</sup> <i>La Croix</i>	3	2	1
<sup>545</sup> <i>Les Echos</i>	1	3	1
<sup>546</sup> <i>Le Figaro</i>	1	4	3

Ainsi, même si depuis Seattle la perturbation s'est largement routinisée, elle préserve sa capacité événementielle (*newsworthness*). La presse privilégie le contre-sommet et c'est bel et bien lui qui fixe les limites temporelles (parenthèse, *trip*) de la séquence événementielle.

<sup>540</sup> L'intérêt de la méthode est évidemment limité puisque, entre autres défauts, elle ne prend pas en compte la surface rédactionnelle et se satisfait –malgré le recours à la catégorie « Hybride »- d'une distinction arbitraire entre ce qui relève du sommet et ce qui relève du contre-sommet. Ces quelques données sont donc livrées à titre indicatif et visent simplement et modestement à illustrer l'importance accordée au contre-sommet vis-à-vis du sommet en ce vendredi matin, jour d'ouverture des réunions officielles.

« Les militants antimondialisation ont donné le coup d'envoi du sommet du G8. » , affirme d'ailleurs on ne peut plus clairement *Libération*<sup>547</sup> . Parmi les quotidiens, seuls *Le Figaro* et *Les Echos* accordent encore la priorité au sommet et à ses enjeux : l'institutionnel et le légitime plutôt que la perturbation périphérique.

### I.2.3. Du conflit à l'affrontement : du symbolique au réel

Au matin du vendredi 20 juillet, les discours diffusés par l'ensemble des quotidiens participent à transformer le *symbolique* du conflit politique en un *réel* de l'affrontement physique. Les discours sur les lieux –notamment l'importance accordée à la « zone rouge »- et sur les acteurs contribuent à une mise en scène qui déplace l'horizon d'attente du *politique* au *sécuritaire*.

#### I.2.2.1. Les lieux

Comme à Seattle, comme lors des contre-sommets suivants, et de la même manière que le temps du récit journalistique déborde celui du sommet (pour s'accorder sur celui du contre-sommet), l'espace déborde celui des réunions officielles. Là encore, l'attention accordée au contre-sommet impose un recadrage « géographique » de l'événement. Gênes, ses rues, ses places deviennent l'espace élargi de l'événement. Au matin de l'ouverture du sommet et des premières manifestations de masse, les journaux s'accordent sur la description de la ville et mobilisent un univers sémantique commun :

*Le Monde* : « une ville transformée en forteresse »<sup>548</sup> , « l'atmosphère reste tendue »<sup>549</sup> ... *Libération* : « la ville en état de siège »<sup>550</sup> , « un camp retranché [...] une ville militarisée et déserte »<sup>551</sup> , « le sommet des assiégés »<sup>552</sup> ... *Le Figaro* : « une ville transformée en camp retranché »<sup>553</sup> , « barricadés dans le port, les dirigeants »<sup>554</sup> ... *L'Humanité* : « les dirigeants des pays les plus puissants ont transformé la cité italienne en forteresse assiégée »<sup>555</sup> , « isolé du monde par une muraille d'acier policière »<sup>556</sup> ... *Les Echos* : « dans une ville en état de siège », « zone jaune et zone rouge ont transformé le port en citadelle »<sup>557</sup> ...

<sup>547</sup> « Gênes, un camp retranché pour accueillir le G8 », 20-07-01, *Libération*

<sup>548</sup> « Croissance et violence : deux ombres sur le G8 », 20-07-01, *Le Monde*

<sup>549</sup> « Les anti-mondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 », 20-07-01, *Le Monde*

<sup>550</sup> « Les Gêneurs de Gênes » [chapeau de Une], 20-07-01, *Libération*

<sup>551</sup> « Gênes, un camp retranché pour accueillir le G8 », 20-07-01, *Libération*

<sup>552</sup> « Gênes, le sommet des assiégés », 20-07-01, *Libération*

<sup>553</sup> « Le G8 en quarantaine », 20-07-01, *Le Figaro*

<sup>554</sup> « Les Huit sur la défensive », 20-07-01, *Le Figaro*

<sup>555</sup> « Gênes, ville fermée », 20-07-01, *L'Humanité*

<sup>556</sup> « La muraille d'acier » [éditorial], 20-07-01, *L'Humanité*

La description de la ville mobilise un registre militaire qui participe clairement à la mise en tension du récit et ouvre un nouvel horizon d'attente : l'enjeu n'est plus le résultat des négociations politiques mais l'éventualité d'actes de violence. C'est pourquoi l'ensemble de la presse accorde une importance démesurée aux dispositifs de sécurité mis en place par les forces de l'ordre italiennes. Ainsi, l'établissement des zones rouges et jaunes s'impose comme un sujet à part entière qui est même relayé dans *Les Echos* et *Libération* par une infographie présentant la ville et ses zones interdites (ce fut déjà le cas la veille dans *Le Figaro*). Ces infographies ne s'inscrivent évidemment pas dans une visée pratique de service public (comme elles le seraient dans un journal régional ligure) mais dans une volonté de cartographier « l'espace des opérations ». Illustration avec l'hyperstructure proposée par *Libération* :



Un tel décor encourage la presse à repenser la configuration des figures narratives en jeu. La confrontation ne divise plus manifestants et dirigeants politiques –registre symbolique du politique- mais manifestants et forces de l'ordre –registre concret du sécuritaire.

### 1.2.2.2. Les acteurs : relevé des désignations

Les quotidiens mobilisent donc le même vocabulaire, les mêmes images pour décrire le décor au sein duquel vont s'inscrire deux figures : d'une part, celle des manifestants, de l'autre, celle des forces de l'ordre. Le schéma actanciel mis en place insiste largement sur la première de ces figures. Sont ici répertoriées les désignations utilisées dans les éditions du 20 juillet pour faire référence aux milliers de personnes attendues :

557 « Sommet de Gênes : un G8 sous haute surveillance », 20-07-01, *Les Echos*

<b>Le Monde</b> - manifestants (4 occurrences) - militants (4 occ.). - antimondialistes - manifestants antimondialisation - protestataires - les membres du Forum Social - contestataires - « combattants » - « casseurs »	<b>Libération</b> - manifestants (2 occ.) - gêneurs de Gênes - militants antimondialisation - militants	<b>Le Figaro</b> - contestataires (4 occ.) - manifestants - « antiglobaux » - coalition antimondialisation
<b>La Croix</b> - antimondialistes (3 occ.) - militants anti-mondialisation - militants antimondialistes - les représentants autoproclamés de la société civile	<b>L'Humanité</b> -anti-G8 -manifestants anti-G8 -manifestants contre le G8	<b>Les Echos</b> - opposants à la mondialisation (3 occ.) - manifestants - le mouvement antimondialisation

La désignation des militants est finalement proche d'un quotidien à l'autre et « manifestants » est la désignation la plus répandue. Elle nous semble axiologiquement neutre et ne renvoie qu'à la présence physique d'une personne (manifester, c'est *faire corps*). Quelques spécificités néanmoins. *La Croix* se caractérise par l'emploi d'« antimondialistes », délaissé par les autres titres, et *Les Echos* par l'emploi d'« opposants à la mondialisation » : les deux quotidiens inscrivent donc le contre-sommet dans un conflit qui dépasse le seul cadre du G8. Ce n'est pas le cas de *L'Humanité* qui inscrit les manifestants dans la confrontation à la réunion internationale (« anti-G8 », « manifestants anti-G8 », « manifestants contre le G8 »). Notons également que *Le Figaro* privilégie le terme « contestataire » qui est sans doute plus orienté que « manifestant » : en effet, contester, c'est « remettre en cause l'ordre établi »<sup>558</sup>. Remarquons enfin le fréquent usage de « militants » dans *Le Monde*, aussi présent que « manifestant » : le militant ne se satisfait pas de « faire corps » au cours des rassemblements ; il est un « adhérent actif d'un parti ou d'une organisation »<sup>559</sup>. La seule originalité est l'utilisation des termes, modélisés par les guillemets, de « combattants » et de « casseurs » par *Le Monde*. Le premier est repris du discours des responsables des *Tute Bianche* et participe à la dynamique de dramatisation. Le second est présent dans un article où est évoqué le risque d'infiltration du mouvement pacifique par des casseurs. Les guillemets sont ici difficilement interprétables. Leur emploi peut indiquer un discours second, celui des autorités. Il peut aussi indiquer que le journaliste souhaite prendre du recul avec un terme qu'il juge inapproprié (modalisation autonymique).

Si nous appliquons la terminologie de la sémiotique greimasienne à la construction de la figure des manifestants, nous constatons l'insistance des quotidiens sur la compétence et le *vouloir faire* des militants. Cela participe encore un peu plus à la dramatisation de l'événement et à l'anticipation des affrontements. *Le Monde* illustre bien cette priorité accordée au *vouloir faire* des manifestants et aux qualifications qui leur sont accordées :

Les manifestants sont abordés à travers leur compétence, leur *vouloir faire* :

- « **le mouvement italien des Tute Bianche [...] entend s'attaquer à la barricade de béton autour du quartier où se tiendra le sommet [...] des milliers de protestataires s'apprêtent à défier les dirigeants des pays les plus industrialisés.** »<sup>560</sup> - « **les antimondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 [...] la désobéissance civile est à l'ordre du jour pour les milliers de**

<sup>558</sup> Dictionnaire encyclopédique, Paris : Hachette, 1997

<sup>559</sup> *idem*

<sup>560</sup> « *Croissance et violence, deux ombres sur le G8* », 20-07-01, *Le Monde*

**« combattants » [...] dont une bonne part veulent repousser le mur de sécurité**

**isolant les dirigeants. »**

<sup>561</sup>  
Le Monde insiste lourdement sur la qualification technique, quasi-militaire, des manifestants qui se préparent à l'affrontement. C'est leur *savoir faire* (1). Il insiste également sur le nombre des militants. C'est leur *pouvoir faire* (2). Ainsi :

**1. « depuis l'ouverture du contre-sommet, une cinquantaine de militants s'entraîne à l'action directe non violente[...] les antimondialisation s'échauffent [...] construction de boucliers en Plexiglas [...] les membres du**

**Forum Social ont passé des heures à discuter de la stratégie à suivre »** <sup>562</sup> **2.**

**« une dizaine de cortèges [...] les manifestations affluent [...] le mouvement italien des Tute Bianche, qui revendique 10 000 membres entend s'attaquer à la barricade de béton autour du quartier où se tiendra le sommet [...] des milliers de**

**protestataires s'apprêtent à défier les dirigeants [...] »** <sup>563</sup> ; **« les manifestations**

**les plus massives auront lieu vendredi et samedi. »** <sup>564</sup>

Et Le Monde de conclure : **« Manifestants contre policiers, tout se met en place pour le grand face-à-face. »** <sup>565</sup>

Ce *vouloir, savoir et pouvoir faire* des manifestants est entretenu par les discours des *Tute Bianche* (et autres radicaux) que la presse relaie très largement. Les *Tute Bianche* recherchent la couverture médiatique de leurs actions en offrant aux médias des interlocuteurs disposés à leur répondre et conscients du fonctionnement du champ médiatique. Face aux médias, les *Tute Bianche* introduisent une forte symbolisation de leurs actions qu'illustre leur « Déclaration de guerre au G8 » présentée lors d'une conférence de presse <sup>566</sup>. Le porte-parole des *Tute Bianche*, Luca Casarini, cité par Brigitte Beauzamy :

**« Nous savons ce qu'il faut faire pour que l'on parle de nous. Quand un journaliste me téléphone et me demande, implicitement, de lui livrer un scoop**

<sup>561</sup> « Les anti-mondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 », 20-07-01, Le Monde

<sup>562</sup> « Les anti-mondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 », 20-07-01, Le Monde

<sup>563</sup> « Les anti-mondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 », 20-07-01, Le Monde

<sup>564</sup> « Croissance et violence, deux ombres sur le G8 », 20-07-01, Le Monde

<sup>565</sup> « Les anti-mondialisation préparent leur face-à-face avec le G8 », 20-07-01, Le Monde

<sup>566</sup> La conférence de presse est organisée le 21 mai et fait suite à la décision du gouvernement italien de mobiliser l'armée lors du sommet de Gênes. Peu traitée dans la presse française, la « Déclaration de guerre au G8 » est largement relayée par une presse italienne dont le registre symbolique de la profession de foi des *Tute Bianche* lui échappe largement. Extrait : « C'est une obligation de ne pas céder à la peur de vos armées et de hausser la tête. C'est une obligation car seulement par obligation nous vous déclarons la guerre. Mais si nous devons choisir entre l'affrontement [*scontro*] avec vos troupes d'occupation et la résignation, nous n'avons aucun doute : nous vous affronterons. Nous vous annonçons formellement que nous aussi sommes sur le pied de guerre. Nous serons à Gênes, et notre armée de rêveurs, de pauvres, d'enfants, d'Indiens du monde, de femmes et d'hommes, de gays et de lesbiennes, d'artistes et d'ouvriers, de blancs, de noirs, jaunes et rouges désobéira. Nous sommes l'armée née pour se dissoudre seulement après vous avoir vaincus ». Le politiste Christophe Traïni en retient « la dénonciation des manœuvres délétères de l'adversaire et l'exaltation d'une posture agonistique subordonnée à des fins eschatologiques ». [TRAÏNI Christophe, « Les centres sociaux Occupés et les forces de l'ordre. Un répertoire d'action italien dans la polyphonie altermondialiste », communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes, 3-5 décembre 2003, colloque « Les mobilisations altermondialistes », Paris]

**pour la Une, moi je réponds : « à Gênes nous déclarons la guerre aux grands de ce monde ». Et ils le mettent en première page. »**<sup>567</sup>

Cette forte symbolisation ajoutée aux discours de presse sur la qualification militaire des stratégies et équipements des manifestants, participe à configurer le conflit symbolique en un éventuel affrontement physique. L'écrasante supériorité technique de la violence d'Etat<sup>568</sup> est comme dissimulée par la presse qui « prend aux mots » les discours militants. La dimension symbolique disparaît et l'évidente *volonté de nuire* des manifestants les plus radicaux au G8 est relayée dans la presse comme une véritable *volonté de vaincre*.

Face à cette figure menaçante de la foule, les forces de l'ordre ne sont proportionnellement que très peu évoquées. Dans *Le Figaro*, *L'Humanité* et *Libération*, elles apparaissent principalement à travers la matière iconique : infographies et photographies. Ainsi, les deux photographies proposées par *Le Figaro* mettent en scène les services de sécurité :

<sup>567</sup> BEAUZAMY Brigitte, « Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation néolibérale ? », *Journal des Anthropologues*, n°96-97, p. 53-70, 2004

<sup>568</sup> BRAUD, 1993



Le Figaro, 20-07-01, (légende de la photographie de Une : « Les chefs d'Etat et de gouvernement étant installés sur un navire de croisière, rien n'est négligé et les plongeurs fouillent sans relâche le port » ; légende de la photographie de la page 2 : « Des cavaliers de la police italienne venaient s'ajouter hier aux 15000 hommes qui protègent la zone rouge interdite du centre-ville »).

Sur l'une apparaît un plongeur dont seule la tête dépasse de la surface de l'eau et qui semble inspecter la coque d'un bateau. Sur l'autre sont représentés une vingtaine - on peut en deviner beaucoup plus- de cavaliers de la police montée en rangs serrés. Les deux contribuent à illustrer l'importance du dispositif mis en place, à la fois par sa technicité (photographie du plongeur) et par son importance quantitative (photographie des cavaliers).

*Libération* présente, quant à lui, une photographie sur laquelle apparaît l'imposante barrière qui délimite la « zone rouge » (cf. *infra* p. 188, l'hyperstructure proposée par *Libération*). La mobilisation des services d'ordre est également illustrée par l'infographie sur laquelle sont représentées les différentes zones (rouge et jaune) et les structures matérielles qui les isolent. De son côté, *L'Humanité* illustre son titre de Une (« Gênes, ville fermée ») par

la photographie d'une haute barrière métallique à travers laquelle des policiers s'engouffrent par une petite porte gardée par des militaires. Au-delà de l'évocation de la barrière isolant la « zone rouge » et du nombre de forces de l'ordre mobilisée, *Le Monde*, *La Croix* et *Les Echos* évoquent peu le service de sécurité.

Que ce soit à travers la matière iconographique pour *Le Figaro*, *Libération* et *L'Humanité* ou par défaut pour les autres quotidiens, le service d'ordre apparaît de manière traditionnelle à travers un *pouvoir faire* qui illustre son statut de garant de la sécurité des biens et des personnes, comme le garant de la force légitime de l'Etat.

En conclusion à l'analyse de cette journée du vendredi qui conclut une semaine de mise sous tension progressive, nous pouvons dire que les articles des quotidiens fonctionnent comme une scène d'exposition. Elle offre un cadre spatio-temporel: nous sommes à la veille d'un sommet officiel dont la légitimité est contestée et dont le lieu est caractérisé par la tension qui y règne et par la mise à l'abri d'une « zone rouge », à la fois symbole et dispositif matériel concret. Elle offre aussi un schéma actanciel simple : les manifestants sont dotés d'une compétence virtuelle, un *vouloir faire* (ainsi qu'un *savoir faire* et un *pouvoir faire*), largement repris par les médias, qui consiste à perturber la réunion des chefs d'Etat. Face à cette figure menaçante se dessine celle d'un anti-sujet : le dispositif de sécurité, humain et matériel, dont l'objectif est de faire échouer la quête des manifestants.

En fonctionnant comme une scène d'exposition, le discours des journaux met en place un récit non clos et ouvre un horizon d'attente. Cela se traduit dans le schéma actanciel par le fait que la compétence des militants –largement développée- n'est pas accompagnée d'une performance. Le temps est suspendu jusqu'au lendemain. Assez logiquement, et c'est illustré par la terminologie commune et assez consensuelle pour désigner les militants, la phase de sanction n'est pour l'instant pas entamée. Alors que les affrontements semblent anticipés mais n'ont pas encore eu lieu, les quotidiens développent finalement au sein de leurs discours un cadrage commun de l'événement à venir.

### I.3. La mort et la rupture du cadre commun

---

Nous nous concentrons sur les trois quotidiens habituellement qualifiés « de référence » : *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*. C'est notamment que *Les Echos* ne paraissent pas le week-end, que *La Croix* propose une édition week-end qui n'entretient qu'un rapport très lâche à l'actualité (sur le registre du magazine plus que sur celui du quotidien<sup>569</sup>) ; c'est enfin que *L'Humanité*, du fait de ses horaires de bouclage le vendredi, propose une édition dont le contenu ne peut pas prendre en compte l'actualité de l'après-midi (rien sur la mort du jeune manifestant).

La violence qui marque la journée du vendredi est prévisible ; elle est même –nous l'avons vu- le prisme privilégié par lequel est traité l'événement *sommet/contre-sommet* dans les éditions du jour. Ce qui n'a pas été envisagé, ce qui surprend, ce qui trouble la presse, ce ne sont pas les affrontements en tant que tels, c'est *la mort*. La mort d'un jeune manifestant, Carlo Giuliani. Alors qu'il tente de briser la vitre d'un véhicule de police, il est tué par une balle tirée par un carabinier ; dans sa fuite, le véhicule roule à deux reprises sur le corps du jeune homme. Depuis 1977, l'Italie n'avait plus connu un tel drame lors d'une manifestation de masse ; sans doute, notamment, parce que « le mode de contrôle de la contestation dans les démocraties occidentales est devenu à partir des années soixante-

<sup>569</sup> Dans son édition du week-end, *La Croix* n'évoque ni le sommet, ni le contre-sommet.

dix plus tolérant, avec un développement marqué des stratégies de négociations »<sup>570</sup>. Dans notre perspective, la mort, par la charge émotionnelle qu'elle revêt, apparaît comme une rupture fondamentale du monde commun que l'anticipation partagée des affrontements contribuait pourtant à renforcer.

La mort entraîne une rupture du cadre au sens où elle n'a pas sa place dans le contexte de la manifestation. Elle rompt avec l'ordre logique et habituel des choses. C'est l'accident au sens de Harvey Molotch et Marilyn Lester :

**« Le fait sous-jacent n'est pas intentionnel et ceux qui le promeuvent comme événement public diffèrent de ceux dont l'activité a provoqué le fait ... Les accidents reposent donc sur des erreurs de calcul, qui se soldent par une rupture dans l'ordre des choses. »**<sup>571</sup>

L'accident relève d'une altérité qui nécessite un recadrage de la situation. La rupture de cadre est évoquée par Erving Goffman dans *Les cadres de l'expérience*. Pour l'auteur, elle illustre la vulnérabilité de l'expérience. Face à une situation nouvelle, notre connaissance du monde est prise à défaut :

**« A la recherche d'une prise nouvelle dans un domaine bien cadré, on ne trouve aucun cadre immédiatement satisfaisant, aucun qui vaille encore dans la situation actuelle ou aucun qu'on se sente capable d'assumer. »**<sup>572</sup>

Le concept est mobilisé par Michel de Fornel quand il s'attache à la couverture télévisuelle de la tragédie du Heysel en 1995. Le cadre de la compétition sportive, largement ritualisé et codifié, est mis à mal par les mouvements de foule et la tragédie qui est en train de se jouer dans une des tribunes du stade bruxellois. Les journalistes sont trompés, débordés par un réel qui rompt le cours normal des choses :

**« La violence dans le stade apparaît d'abord, non comme ce qui fournit des ressources narratives à une mise en intrigue mais comme ce qui met à mal un cadre que certains acteurs s'emploient à maintenir tout en étant obligés de modifier leurs formes d'alignement à la situation. »**<sup>573</sup>

Aussi bien *Le Figaro*, *Libération* que *Le Monde* sont contraints d'assimiler la mort du manifestant ; ils doivent rapporter et commenter l'événement en le dotant de propriétés identifiables. Se trouve en jeu l'individuation de l'événement c'est-à-dire la nécessité de lui configurer un *contexte de description*, de l'inscrire dans une *intrigue* et, enfin, de le *normaliser*<sup>574</sup>. En bref, il s'agit de répondre à la question « *qu'est-ce qui s'est passé ?* » afin, notamment, d'en circonscrire le champ problématique.

### **I.3.1. Dispositif et discours pour *Le Figaro***

#### **I.3.1.1. Stratégie de titraille**

<sup>570</sup> DELLA PORTA, 2002, p. 51

<sup>571</sup> MOLOTCH, LESTER, 1996, p. 36-37

<sup>572</sup> GOFFMAN 1991, p. 370.

<sup>573</sup> DE FORNEL 1993, p. 46

<sup>574</sup> QUERE 1995

Le titre de presse apparaît comme un discours à part entière bien qu'il soit le fruit d'un discours antérieur. Autonome, il oriente la lecture, condense le sens en un énoncé minimal et participe à son ancrage à la manière d'une légende photographique. Pour Gérard Imbert, il relève à la fois d' « une référentialisation (effet d'objectivité) et d'un encodage : une transcription qui in-forme le monde selon un certain nombre de critères formels mais en fonction de tout un préconstruit collectif en rapport avec l'ensemble de la formation idéologique. »<sup>575</sup> Une et titraille de Une, 21/22 juillet 2001, *Le Figaro* :



Un mort, deux blessés graves : l'ouverture du G8 endeuillée par la plus violente manifestation antimondialiste

### Sanglants combats de rue à Gênes

Il est intéressant d'analyser le discours de Une du *Figaro* en respectant le parcours de lecture habituellement reconnu (du titre au chapeau puis à la photographie/légende, et enfin au corps de l'article). Le titre principal est informationnel. L'absence d'élément verbal le rapproche, néanmoins, d'un titre référentiel. L'adjectif «sanglant» condense le sens et donne à penser l'importance des faits qui se sont produits sans pour autant indiquer explicitement la mort du jeune manifestant. Le chapeau précise le titre principal et remplace l'adjectif évoqué par un bilan chiffré qu'il juxtapose (à l'aide des deux points) à l'évocation de « la plus violente manifestation antimondialiste ». Par cette juxtaposition, l'énonciateur omet les conjonctions (ou d'autres éléments de liaison) et produit ainsi un effet d'objectivité en masquant son intervention dans la mise en sens. Or cet effet est trompeur en ce qu'il associe la personne décédée (dont nous ne connaissons, à cet instant de notre parcours de lecture, encore rien du statut) à la manifestation de telle sorte que l'on pourrait croire qu'elle a été victime des militants. Il faut d'ailleurs noter la tournure passive du chapeau (« l'ouverture du G8 endeuillée... ») et la fonction complément d'agent de la proposition « par la plus violente manifestation antimondialiste ».

Ce chapeau couvre une photographie sur laquelle se dessine un groupe imposant de manifestants, armés de boucliers et de casques, dont les membres du premier rang sont tournés vers le photographe. Bien que l'« effet » produit par une image relève grandement de la subjectivité, nous pouvons légitimement avancer que celle-ci présente une figure des manifestants menaçante et anxiogène. La légende précise d'ailleurs : « Munis d'équipements protecteurs et de masques à gaz, derrière leurs boucliers, les manifestants ont multiplié les charges. »

Ainsi, si nous reprenons la théorie de l'autonomie de la titraille (nous y incluons la photographie et sa légende), il apparaît rapidement que celle-ci présente une importante

<sup>575</sup> IMBERT, 1988, p. 76

lacune dans sa fonction d'informativité : quel est le statut de la personne décédée ? est-ce un policier ? un manifestant ?... Le titre principal, la structure passive du chapeau et le superlatif désignant la violence de la manifestation, ajoutés à la photographie et à sa légende encouragent même clairement à penser que la personne décédée a été victime des manifestants. Le périphrase survolé, ce n'est qu'à la lecture du corps de l'article que le lecteur peut réellement saisir le statut de la victime. Première phrase de l'article :

**« Les antimondialistes ont leur martyr : un manifestant qui tentait de casser les vitres d'une voiture de police, en lançant un extincteur, a été blessé hier par une balle tirée par un carabinier, avant d'être écrasé par le véhicule. »**<sup>576</sup>

Nous pouvons imaginer que le positionnement de l'information en fin de parcours de lecture ne répond pas d'une volonté de captation du lecteur (titrairie comme réclame) dont *Le Figaro* n'est pas un habitué comme peut l'être la presse populaire. Nous rejoignons ainsi Gérard Imbert quand il présente le titre comme « le lieu privilégié de production du réel dans lequel s'investit l'idéologique dans le texte journalistique. Il est comme le miroir grossissant et déformant des choix stratégiques du journal. »<sup>577</sup>

En page intérieure, le titre principal, celui qui couvre la totalité des articles ayant trait au G8, use à nouveau d'une structure passive qui situe « les Huit » en position de victime. Titrairie intérieure :

**Sommet du G8 Les affrontements entre manifestants antimondialistes et les forces de sécurité italiennes ont fait un mort et plusieurs blessés**  
**Les Huit assiégés par la violence**

Il est nécessaire, enfin, de noter que les affrontements de la journée du vendredi et la mort du manifestant ne perturbent pas la mise en page habituelle. Elle reste identique aux jours précédents tout comme la répartition entre articles sur le sommet et articles axés sur le contre-sommet. Autrement dit, le dispositif habituel mis en place par le quotidien passe l'épreuve de la violence et de la mort. Nous aborderons la photographie du corps de Carlo Giuliani, située en page 2, par la suite en parallèle à celle proposée par *Libération* en Une.

### 1.3.1.2. La politisation des militants

Dans son édition du vendredi 20, *Le Figaro* privilégie la désignation « contestataires ». Dans celle du week-end, le terme disparaît. Relevé des désignations utilisées dans les deux articles portant sur les faits de violence de la veille<sup>578</sup>:

<sup>576</sup> « Sanglants combats de rue à Gênes », 21-07-01, *Le Figaro*

<sup>577</sup> IMBERT, 1988, p. 76

<sup>578</sup> « Sanglants combats de rue à Gênes », « Les Huit assiégés par la violence », 21-07-01, *Le Figaro*

Désignations qui renvoient à une idéologie politique	Désignations qui renvoient à un type de comportement	Désignations habituelles <sup>579</sup>
-anarchistes (4 fois) -les manifestants de l'Internationale des casseurs -20 à 30 000 autonomes des centres sociaux -trotskistes, communistes et non communistes -autonomes et anarchistes -autonomes italiens	-activistes (6 fois) - casseurs -extrémistes	-antimondialistes (2 fois) - manifestants (2 fois) -anti-G8 -jeunes protestataires -militants

« Activiste » est la désignation privilégiée par *Le Figaro* (six occurrences) et renvoie à « une doctrine qui prône le recours à l'action violente pour faire triompher une idée politique »<sup>580</sup>. Cette dernière est clairement identifiée par *Le Figaro* qui use, contrairement à la veille, de nombreuses désignations qui associent les manifestants à une idéologie que l'on qualifie de manière très large de «rouge et noire ».

Un travail de thèse est orienté par des hypothèses. Nous imaginions ainsi que *Le Figaro* assimilerait les auteurs des violences à des « casseurs » et leurs actes à une violence privée de sens, sans motivations politiques. Or, la stratégie se révèle contraire à nos attentes. Ainsi, le terme « casseurs » se retrouve simplement à deux reprises. De plus, s'il est employé une fois de manière isolée, il participe dans le second cas à une expression aux connotations clairement politiques « l'Internationale des casseurs »<sup>581</sup>. Loin de dépolitiser la violence produite, *Le Figaro* insiste donc largement sur l'horizon politique supposé des manifestants violents.

Ce vocabulaire s'inscrit dans un discours au sein duquel est mise en valeur la compétence des manifestants -leur *vouloir faire*-mais également leur performance négative :

**- « les anti-G8 ont tenu parole » - « ils mettent le feu à plusieurs dizaines de bennes à ordures et à de nombreuses voitures. Au moins, une agence du Credito Italiano est pillée » - « précédés de tambours et drapeaux noirs [...] ils marquent leur passage par d'épais panaches de fumée noire » - « un véhicule isolé est pris d'assaut »**

Si nous resituons la première phrase de l'article de Une (« Les antimondialistes ont leur martyr ») au sein de la structure narrative générale, la mort de Carlo Giuliani semble s'inscrire dans la performance des manifestants eux-mêmes. La mort du jeune manifestant est le tragique résultat relevant de la violence même des militants. Cette stratégie narrative dédouane les forces de l'ordre de leur éventuelle responsabilité et préserve la légitimité de la violence d'Etat. « La présomption de légalité »<sup>582</sup> dont profite la violence d'Etat en démocratie profite aux forces de l'ordre italiennes.

Remarquons pour conclure que l'éditorial du week-end ne s'attache pas aux événements génois, et ce, contrairement à ceux de *Libération* et du *Monde*. Or, si l'on accepte l'idée que le métadiscours de l'éditorial « renvoie moins à l'événement lui-même, pris comme objet d'une série chronologique, [...] qu'à sa place dans le réseau des signes qui constitue le discours social »<sup>583</sup>, nous pouvons penser que *Le Figaro* accorde une

<sup>580</sup> Dictionnaire encyclopédique, Paris : Hachette, 1997

<sup>581</sup> « Sanglants combats de rues à Gênes », 21/22-07-01 *Le Figaro*

<sup>582</sup> BRAUD, 1993

<sup>583</sup> IMBERT, 1988, p. 178

importance somme toute relative à l'événement *la mort d'un manifestant* ; ce dernier reste un micro-événement, périphérique à l'événement *sommet/contre-sommet*.

### I.3.2. Dispositif et discours pour *Libération*

#### I.3.2.1. Dispositif : la priorité accordée à la mort du manifestant

De la même manière que précédemment pour *Le Figaro*, commençons notre analyse par la Une.Titraille de Une (21/22 juillet):

**Mort au G8**

Les affrontements entre les militants antimondialisation et la police ont tourné au drame vendredi à Gênes où un manifestant a été tué par balle.

Le sommet des pays les plus riches continue

L'énoncé minimal qui est le titre principal contraste avec les traditionnels jeux de mots utilisés par le journal. Cette forme minimaliste du titre est la première indication de l'importance accordée aux événements. *Libération* n'utilise d'aucun artifice discursif. Le chapeau qui accompagne ce titre indique, contrairement à celui du *Figaro*, le statut de la victime en précisant qu'il s'agit d'un manifestant. Cette information est par ailleurs immédiatement compréhensible grâce à la photographie qui s'étale sur la totalité de la Une.

Yves Michaud insiste sur la solidarité que la violence entretient avec ses images :

**« Il serait vain de vouloir les écarter : les faits ne sont pas les faits mais ce qu'on en sait ou ce qu'on en voit, ce qu'on en fait savoir ou fait voir, dans les sociétés qui se caractérisent autant par la manière dont elles gèrent les images de la violence que par celle dont elles en gèrent l'appareil. [...] La violence a, dans ces conditions, partie liée avec sa figurabilité par les médias. »**

584

La photographie qui couvre la totalité de la Une de *Libération* est quasiment identique à celle que propose *Le Figaro* en page 2. Une de *Libération* pour le 21/22 juillet, puis page 2 du *Figaro* du même jour :

584 MICHAUD, 1978, p. 47-49



Si les deux photographies semblent avoir été prises à quelques secondes d'intervalle avec le même angle de prise de vue, si cela semble confirmé par le même crédit photo, reste pourtant que les deux images n'ont pas la même valeur et, sans doute, pas la même signification :

- La situation spatiale des deux photographies est totalement différente. Elle vient en appui du texte dans *Le Figaro* comme illustration et relais du texte en page 2. Sa taille est relativement réduite. Au contraire, *Libération* la place en Une et indique ainsi que l'information de la journée est la mort de ce manifestant. Contrairement au *Figaro*, la photographie informe elle-même du drame et l'expose aux yeux de tous dans l'espace du kiosque à journaux. C'est elle qui ouvre et couvre le discours. En quelque sorte, c'est le cadavre qui gît là, à terre et les bras en croix, qui assume le discours du journal. Si l'on accepte cette idée d'un transfert de la responsabilité énonciative, sans doute peut-on voir dans la stratégie de Une de *Libération* un encouragement à l'empathie du lecteur.
- Les deux photographies se distinguent également par un cadrage plus serré de la part de *Libération*. L'effet du cadrage est identique à celui du positionnement spatial. Pour *Libération*, l'information, au-delà du contexte, reste la mort d'un jeune. *Le Figaro* préfère un plan un peu plus large. Cela permet de distinguer l'extincteur - l'arme supposée du manifestant- et l'environnement du corps -débris, benne à ordures renversée. L'effet est de situer la mort du manifestant dans le contexte de chaos qui a marqué la journée.
- Enfin, concernant les légendes, à l'expression « le jeune manifestant » de *Libération* répond l'expression « un activiste » du *Figaro*. Notons que l'article indéfini du second s'oppose à l'article défini du premier.

Alors que nous avons remarqué la stabilité de la mise en page du *Figaro*, celle de *Libération* est complètement bouleversée suite aux affrontements du vendredi. Nous remarquons notamment une page 2 particulièrement inhabituelle pour *Libération* : dans le style photoreportage, une série de cinq photographies intitulée « Le film du drame ».

Ce genre de procédé qui relève de la fiction et qui use d'une structure narrative dramatisée est généralement privilégiée par la presse populaire. *Libération* semble s'engager émotionnellement. Les cinq photographies sont accompagnées du témoignage de leur auteur.

Le recours au témoignage vise, au-delà de l'effet évident de dramatisation, à faire exister l'événement. L'événement n'existe que perçu. Les journalistes de *Libération* n'étant pas présents au moment du coup de feu, ils ont recours au procédé du témoignage pour accompagner efficacement le passage de l'*occurrence* spatio-temporelle à l'*événement*.<sup>585</sup> Le témoignage donne une consistance à l'événement, le matérialise à travers un discours second, et l'authentifie. La dimension testimoniale est renforcée par le court chapeau qui introduit les cinq photos et le témoignage : « Dylan Martinez, chef de la photographie de l'agence Reuters en Italie a été le témoin direct de la mort du jeune manifestant vendredi après-midi ». Ici, le sujet témoin acquiert moins sa légitimité de son statut de photographe à Reuters que du simple fait d'*avoir vu* (forme passive de l'avoir été là : « a été le témoin de ... »).

Ainsi, la stratégie discursive de *Libération* s'oppose à celle du *Figaro*. Ce dernier tente de réduire la « charge événementielle » de la mort du manifestant en la traitant comme un accident à la périphérie du G8, résultat d'une violence initiée par des groupuscules très politisés. *Libération* inscrit au contraire la mort de Carlo Giuliani comme un événement à interroger. Nous avons d'ailleurs remarqué que *Libération* axe son éditorial sur cet événement au contraire du *Figaro*. L'éditorial problématise l'événement ; plus que d'informer sur le monde, il informe sur la manière dont il faut le percevoir, l'inscrit dans un avenir, lui cherche des causes et des effets. Inscrire un événement dans un éditorial, c'est lui reconnaître une certaine capacité à bouleverser l'ordre des choses.

### 1.3.2.2. Un schéma narratif qui met en cause les services de sécurité

*Le Figaro* insiste principalement sur la performance négative des manifestants et préserve ainsi l'image des forces de l'ordre comme garantes de la sécurité des biens et des personnes. Nous assistons en revanche dans *Libération* à un retournement du schéma narratif et des figures actanciennes.

Deux figures s'opposent : d'un côté, un sujet (les manifestants / Carlo Giuliani), de l'autre, un anti-sujet, les forces de l'ordre. Le discours exprime le *vouloir faire* antagoniste des deux figures. Concernant les qualifications des figures, *Libération* s'attache à mettre en valeur la disproportion entre les capacités matérielles des uns et des autres à travers son discours et ses procédés typographiques. C'est, en quelque sorte, le mythe intemporel de

<sup>585</sup> Le journaliste qui « couvre » une manifestation ne peut être en permanence à tous les points stratégiques (à la fois à la tête du cortège, et à sa queue, à la fois en train d'interviewer les personnalités présentes, et assister aux échauffourées lors de la dispersion...). C'est une des raisons, selon Arnaud Mercier, pour laquelle l'usage stratégique des médias par les mouvements sociaux est toujours aléatoire et que la maîtrise des représentations médiatiques est quasiment impossible. [MERCIER Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource », in FILLIEULE, Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris : L'Harmattan, 1993]

David et Goliath –« paradigme épique de la résistance », selon Bernard Lamizet<sup>586</sup>. Ainsi, dans un article, deux intertitres se suivent et mettent en opposition<sup>587</sup> :

**« Coup de feu » Vs « Bouclier de Plexiglas »**

Cette disproportion contribue à l'établissement d'un nouveau schéma narratif. Dans une première configuration (veille du sommet/contre-sommet), le *vouloir faire* des autorités est parfaitement légitime et répond au nécessaire monopole étatique de la violence alors que celui des manifestants apparaît, à travers leur projet, comme pénalement condamnable. Mais l'acquisition de compétences déséquilibrées et la performance négative accordée aux autorités à travers tout un jeu de modalisations, modifient cette configuration narrative et un nouveau schéma apparaît au sein duquel l'action légitime des forces de l'ordre se transforme en une action condamnable. Autrement dit, la présomption de légalité accordée à la violence d'Etat disparaît.

Puisque les forces de l'ordre sont le visage immédiat de l'Etat, ce renversement permet à *Libération* de développer une phase de sanction qui associe les forces de l'ordre au gouvernement italien. L'éditorial, intitulé ainsi « Inexcusable »<sup>588</sup> est la pièce essentielle du jugement et de la phase de sanction portée par le quotidien. *Libération* remet ainsi en cause l'Etat comme figure de rationalité –celle-là même qui fonde le monopole étatique de la violence. Dans ce modèle, la violence peut alors se justifier puisqu'elle est réponse à une violence antérieure.

### **I.3.3. Dispositif et discours pour *Le Monde***

Comme dans le cas de *Libération*, une large surface rédactionnelle est accordée aux affrontements et la mort de Carlo Giuliani dans son édition du week-end (daté du 22/23 juillet). L'illustration et la titraille de Une, l'éditorial et l'ensemble de la page 2 (cinq articles<sup>589</sup>) sont réservés au contre-sommet et aux événements violents de la veille. Les comptes rendus des réunions officielles sont, quant à eux, relégués en page 3. C'est une première indication de l'importance attribuée par *Le Monde* aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

*Le Monde* titre en Une : « Mondialisation : un fossé sanglant ». La Une du quotidien du soir se caractérise notamment par la présence de l'habituelle illustration de Plantu et par l'absence de photographie. Le dessinateur illustre le recul qu'il prend face au événement (et que la parution décalée du *Monde* permet) pour proposer un dessin qui condamne, d'une part, les dirigeants des pays industrialisés, insensibles à la misère des pays pauvres, et d'autre part, un métadiscours (un journaliste parle des journalistes) mettant en cause le travail des reporters et leurs priorités éditoriales. Une du *monde* pour l'édition du 22/23 juillet 2001 :

<sup>586</sup> LAMIZET 2002, p. 329

<sup>587</sup> « Gènes : la contestation tourne au chaos », 21/22-07-01, *Libération*

<sup>588</sup> « Inexcusable », 21/22-07-01, *Libération*

<sup>589</sup> « La mort d'un manifestant endeuille le sommet du G8 », « Les Black Blocs, des radicaux contre la « propriété » », « Le carabinier a tiré deux coups de feu sur le jeune », « Monsieur Chirac : « comprendre les manifestants », « Les Huit appellent à « isoler les extrémistes » », 22/23-07-01, *Le Monde*



Le dessin montre au centre une horde de journalistes agglutinés autour du corps de Carlo Giuliani ; sur la gauche, apparaissent les chefs d'Etat en réunion, protégés par un haut mur et par un militaire dont le fusil fume encore ; sur la droite, apparaît une famille d'Africains désabusés par le spectacle proposé. Le dessin est en noir et blanc à l'exception du sang, rouge, qui coule du cadavre du manifestant. Malgré l'autonomie éditoriale revendiquée de Plantu, remarquons que son dessin, par sa composition, relaie parfaitement le titre de Une : entre les uns –les dirigeants du G8- et les autres –les miséreux-, le corps ensanglanté du jeune manifestant.

A la manière de *Libération*, *Le Monde* met clairement en cause les capacités des forces de l'ordre présentes mais ne développe pas un argumentaire assimilant la police à l'Etat italien. La ligne éditoriale vise plutôt à condamner parallèlement les chefs d'Etat qui persistent dans leur volonté à se réunir au cours de grands sommets médiatiques, les forces de l'ordre et leur brutalité et, enfin, les antimondialistes et leur laxisme envers la minorité violente.

Ces condamnations sont exprimées très clairement dans l'éditorial de la page 9. Ce dernier, intitulé «Mort à Gênes » est axé sur la mort du manifestant et sur ce que ce drame illustre. Loin d'en faire l'objet autonome d'une série chronologique comme *Le Figaro*, *Le Monde* inscrit l'événement dans le discours social et le présente comme le symptôme de maux plus généraux. Il ne s'agit pas de s'attacher au destin individuel mais, au contraire, de s'interroger sur le caractère collectif des responsabilités. L'éditorial inscrit la mort du manifestant à la fois dans le passé -montée des violences en marge des sommets depuis Seattle- et dans l'avenir en insistant sur ses répercussions. Ainsi cet éditorial propose une condamnation claire des violences militantes mais soutient dans le même temps qu'elles illustrent l'abîme qui sépare les dirigeants politiques de leurs citoyens. Nous retrouvons

ainsi, comme dans *Libération*, la volonté d'inscrire l'événement dans une problématique sociale et politique générale.

Une dernière remarque sur l'édition du week-end du *Monde*. La retenue habituelle du journal du soir se traduit notamment par le fait que des énonciateurs seconds assument le poids du jugement et de la sanction. Ainsi, la brutalité des forces de l'ordre est évoquée par Vittorio Agnoletto, porte-parole du Forum Social ; le terme d'« assassinat » est mis dans la bouche de Luca Casarini, leader des *Tute Bianche* ; l'imposant dispositif policier est moqué par « un vieil homme »<sup>590</sup>... Cela peut être considéré à la lumière des propos sur la subjectivité de Catherine Kerbrat-Orecchioni : « la meilleure façon, pour un journaliste d'être subjectif sans en avoir trop l'air, c'est de laisser parler la subjectivité d'une instance, individuelle ou collective « autre » ».<sup>591</sup>

#### I.4. Le temps de l'évaluation : valeur médiatique et usage stratégique du mort

---

Quand Daniel Dayan et Elihu Katz analysent les cérémonies télévisuelles, ils rappellent que celles-ci reposent sur un contrat qui lie les promoteurs de l'événement et le public présent sur les lieux de l'événement. A ce titre, ils précisent : « On peut parler d'un contrat violé lorsque l'événement figure le point de rencontre entre l'idéal démocratique qu'il incarne et des pratiques qui rejettent activement cet idéal »<sup>592</sup>. Dans notre perspective, ce ne sont pas tant des pratiques qui excèdent les attentes de normalité mais les conséquences de ces pratiques. La rupture se situe non tant dans les violences, qui sont largement anticipées, que dans leur conséquence tragique, la mort d'un manifestant. L'accident rompt la normalité et « au lieu de constituer une contribution sciemment programmée à une structure sociale [...], il favorise des révélations sur des points volontairement masqués, le reste du temps, par ceux qui disposent des moyens de créer des événements de routine »<sup>593</sup>.

Face à l'accident, face à la mort de Carlo Giuliani, et au sein même de l'espace des discours médiatiques, « des objectifs immédiats en conflit aboutissent à des comptes rendus concurrents de ce qui s'est passé ou, ce qui est une variante de la même question, à des débats pour décider si quelque chose de réellement significatif s'est produit ou non »<sup>594</sup>. Ce qui est en jeu dans l'évaluation de l'événement proposée par la presse, c'est la valeur médiatique de l'événement<sup>595</sup> et « l'usage stratégique » dont il est l'objet. C'est aussi la constitution de la violence comme problème public, modélisation en problème public inséparable de la question de sa mise en discours : « modes définitionnels, constructions argumentatives, trajets narratifs adoptés ne viennent pas à l'appui d'un problème qui serait préalablement public : ils en sont les éléments constitutifs qui, dans une

<sup>590</sup> « La mort d'un manifestant endeuille le sommet du G8 », 22/23-07-01, *Le Monde*

<sup>591</sup> KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*. Paris : Colin 1980

<sup>592</sup> DAYAN, KATZ 1996, p. 64

<sup>593</sup> MOLOTCH, LESTER, 1996, p. 36

<sup>594</sup> *idem*, p.27

<sup>595</sup> La valeur médiatique qu'un journal accorde à un événement peut être illustrée, à un niveau synchronique d'une part, par la surface rédactionnelle qui lui est accordée et, à un niveau diachronique d'autre part, par la durée de son inscription au sein de l'agenda.

forme de tissage socio-discursif permanent, tracent à la fois l'extension et les limites d'un problème »<sup>596</sup>.

#### **I.4.1. Le Figaro : politisation et amalgame**

Le lundi 23, *Le Figaro* accorde une importante surface rédactionnelle au sommet et contre-sommet. La Une affiche « Le G8 a perdu la bataille de Gênes » et une photographie de George W. Bush et Vladimir Poutine. Suite à la Une, deux pages se font face dans un jeu de miroir : la première s'attache au sommet, la seconde s'attache au contre-sommet<sup>597</sup>. Le lendemain, mardi 24, seule la page 3 s'attache au G8 : trois articles portent sur les enjeux diplomatiques (bouclier anti-missile, protocole de Kyoto) ; un article s'interroge sur « l'utilité contestée du G8 » ; enfin, un dernier article relève de l'interview, celle d'Eddy Fougier de l'Institut français des relations internationales : l'évaluation prend ici la forme de l'expertise.

C'est l'édition du mercredi 25 qui clôt le traitement des événements de Gênes par *Le Figaro*. Le sommet a disparu, reste un seul article, en page « International/Europe », intitulé « Les antimondialistes contre Berlusconi »<sup>598</sup>. Le titre doit condenser le contenu de l'article en un énoncé minimal. Or, le titre limite fortement les propos développés dans le corps de l'article. Environ la moitié du texte est en effet axé sur le « regain d'attentats » qui marque l'Italie et qui, bien que non revendiqués, sont attribués par *Le Figaro*, et ce à travers la voix des enquêteurs, aux « franges anarcho-nihilistes ». Dès lors, le lien est fait entre manifestants politisés et terrorisme. La confusion entre les affrontements de Gênes et les attentats permet au *Figaro* d'évoquer le souvenir des « années de plomb » et d'en mobiliser le référentiel. Il faut ici retenir la juxtaposition artificielle réalisée par *Le Figaro* de deux événements qu'aucun lien ne relie officiellement et dont la nature semble difficilement comparable. Le spectre du terrorisme juxtaposé aux affrontements du week-end encourage à assimiler les militants violents à de potentiels terroristes. Cette confusion (ou assimilation non explicite) participe à légitimer la répression policière de Gênes ; cette assimilation réapparaîtra quelques mois après, dans l'immédiat post-11-Septembre.

#### **I.4.2. Libération : la valorisation d'un positionnement**

*Libération* poursuit son traitement des événements de Gênes jusqu'au vendredi 27 juillet et apparaît ainsi comme le quotidien accordant la couverture la plus large des violences. Au lendemain de la clôture du sommet, la Une et la rubrique « L'événement » s'attachent très largement aux violences liées au contre-sommet.

Nous nous attardons sur l'édition du vendredi 27 car elle marque la clôture de l'événement et la phase ultime de l'évaluation. La Une lui est réservée aux deux tiers, ainsi que les trois premières pages intérieures. Commençons par la une :

<sup>596</sup> DELFORCE, NOYER, 1999

<sup>597</sup> « Gênes livrée à la guérilla urbaine », « La carabinier panique, Carlo Giuliani s'effondre », 23-07-01, *Le Figaro*

<sup>598</sup> « Les antimondialistes contre Berlusconi », 25-07-01, *Le Figaro*



**Gênes**

**Un sommet qui ne passe pas**

Huit jours après la mort d'un manifestant au sommet du G8, les demandes d'enquête sur les violences policières se multiplient en Europe. Et les organisations antimondialisation s'interrogent sur la stratégie à adopter.

Le bloc de titraille de l'édition du vendredi 27 se différencie notamment par un énoncé référentiel, « Gênes », assimilable à une rubrique, qui précède la dynamique informationnelle. L'instauration de ce titre-rubrique, même s'il est provisoire, institue Gênes comme une référence et, indirectement, *présuppose* un savoir. Pour Jean Gouazé, « la présupposition est un acte de parole dans la mesure où elle donne l'univers sémantique dans lequel le contenu doit être compris, en même temps qu'elle définit le champ possible de la parole ultérieure. »<sup>599</sup> Autrement dit, une semaine après la clôture du sommet, l'intitulé « Gênes » est encore à même de fonctionner comme une référence dont il n'est pas utile de rappeler le contexte.

Ce titre référence, ou rubrique, précède un titre typographiquement mis en valeur et qui insiste sur le malaise instauré depuis le sommet. La cause du malaise est précisée par le chapeau qui insiste sur les demandes d'enquête concernant la brutalité des forces de l'ordre. Le choix de la photographie - un policier en position d'attente, armé, portant un masque à gaz et un casque, tourné de trois quart - peut sans doute être assimilable à une prise de position. Le policier représenté constitue en effet une figure clairement menaçante. Le caractère anxiogène de l'illustration est confirmé en pages intérieures avec la photographie de la page 3: un policier, habillé à l'identique, est en train de battre un manifestant à terre. Le choix et la disposition des photographies instaurent une dynamique entre la page 1 et la page 3 qui encourage à voir un seul et même policier, d'une position d'attente à une situation d'action.

La matière iconique semble ainsi participer directement à la stratégie d'attribution des responsabilités du quotidien. Néanmoins, *Libération* précise et développe sa position au sein des articles en proposant une chaîne de responsabilité. Sept jours après le G8, les faits sont connus. *Libération* privilégie donc un discours qui tend à fournir les raisons pour lesquelles les faits se sont produits et ce qu'ils signifient. La chaîne de responsabilité proposée peut être ainsi schématisée:

1. militarisation de la ville + minorité violente

<sup>599</sup> GOUAZE Jean, « L'énonciation des titres », in GOUAZE Jean, MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Stratégies de la presse et du droit. La loi de 1920 et l'avortement au procès de Bobigny*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p. 119-169, 1979, p. 133

2. action répressive mal dirigée
3. légitimité des actions policières pourtant confirmée par les ministres...
4. ... et par Berlusconi

Dans le texte<sup>600</sup> :

1	-« la nuisance exercée par cette violence politique » -« malheureusement les condamnations verbales de la violence sont dépourvues d'efficacité face à son irruption réelle » -« certaines déclinaisons de ce type de guérilla urbaine ont débouché sur le terrorisme pur et simple »
2	-« la brutalité de la police italienne » -« dérapages [...] parfaitement contrôlés, voire télécommandés » -« déchaînement répressifs bien au-delà des règles d'un Etat de droit » -« passages à tabac, insultes, brimades en tout genre » - « les forces de l'ordre se seraient déchaînées, brutalisant les interpellés et chantant les louanges du Chili »
3	-« un gouvernement conservateur aux alliances nauséuses » -« le gouvernement a essayé de faire croire que les problèmes venaient d'un conflit entre générations » -« les critiques contre le gouvernement se multiplient »
4	-« applaudis par Berlusconi » -« [les manifestants défilent] aux cris de « Berlusconi, assassin » »

Cette chaîne de causalité permet de problématiser les affrontements et la mort de Carlo Giuliani et confirme ainsi les propos de notre analyse de l'édition du week-end précédent. La force de la répression encourage *Libération* à absoudre les militants, dont la minorité violente, de leurs responsabilités. Les événements sont intégrés à un système de causalité dans lequel les initiateurs de la répression sont le gouvernement italien et son Premier ministre, Silvio Berlusconi, et dans lequel la foule est victime, foule antimondialisation au sein de laquelle la distinction entre violent et non-violent s'estompe. L'événement s'impose clairement comme une ressource à même de valoriser le positionnement du quotidien.

#### **I.4.3. L'Humanité et Le Monde diplomatique : préserver l'antimondialisation**

Là où *Libération* estompe la distinction entre la minorité violente et le reste du mouvement (les uns et les autres appartiennent à l'espace identitaire ouvert par l'antimondialisation), *L'Humanité*, au contraire, s'applique à distinguer les éléments violents en les assimilant à des « casseurs » c'est-à-dire à des délinquants qui n'entretiennent pas de lien direct avec le mouvement antimondialisation. Nous l'interprétons comme une stratégie de préservation de l'antimondialisation, de sa légitimité et de son « succès » génois.

Comme expliqué préalablement, l'édition du week-end n'offre pas l'occasion au quotidien de revenir sur les violences. A ce titre, il est relativement surprenant de constater que dans son édition du lundi, *L'Humanité* privilégie en Une le « succès » des manifestations à la mort du manifestant. Loin du plan serré de *Libération* sur le corps gisant de Carlo Giuliani, *L'Humanité* propose une photographie d'une foule rassemblée, illustration à la fois physique et symbolique de l'importance de l'antimondialisation :

<sup>600</sup> « Malaise en Europe après la secousse de Gênes », « Défilé à Paris contre les « assassins » », « Fracture » [éditorial], 27-07-01, *Libération*



### 300 000 manifestants à Gênes La déroute du G8

Ce fut samedi la plus grande manifestation jamais organisée contre la mondialisation capitaliste. Un immense succès que n'est pas parvenu à empêcher le pouvoir de Berlusconi, malgré une répression féroce qui a coûté la vie à un jeune homme de 23 ans

La stratégie de désolidarisation des éléments violents est illustrée par l'article « Qui manipulait les casseurs ? ». La violence interroge le mouvement, son identité, sa composition. Face à cet état de fait, le quotidien communiste fait le choix d'exclure de l'antimondialisation ceux qui intègrent la violence à leurs répertoires d'action : *L'Humanité* vise ainsi à circonscrire l'identité antimondialisation de façon à en préserver une définition dans laquelle le quotidien peut se reconnaître et s'investir idéologiquement. Notons que la condamnation des « casseurs » s'inscrit tout de même, comme dans *Libération*, au cœur d'un discours polémique visant le gouvernement italien et son plus haut responsable :

**« En laissant les manifestants pacifiques se débrouiller avec ses encombrants voisins, le gouvernement a très clairement utilisé la présence des casseurs pour laisser la police charger dans le tas et surtout ternir l'image populaire du mouvement de protestation [...] La responsabilité du gouvernement italien est désormais posée. Silvio Berlusconi ne pourra pas y échapper en adressant des sourires sous l'œil des caméras de télévision ; dans une ville militarisée à l'excès, ses forces militaires ont répandu le sang. Il l'a cherché, il a laissé faire, il l'a eu. »**

La couverture des événements se poursuit le lendemain avec une nouvelle Une qui inscrit les violences dans le prolongement des stratégies sécuritaires de Silvio Berlusconi.



### Gênes : le jeu trouble des forces de l'ordre Berlusconi en accusation

Policiers dissimulés dans les rangs des casseurs, violences gratuites contre des manifestants pacifiques, assaut d'une rare sauvagerie contre le Genoa Social Forum... le pouvoir n'a-t-il pas voulu ternir l'extraordinaire mobilisation contre la mondialisation capitaliste ?

<sup>601</sup> « Qui manipulait les casseurs ? », 24-07-01, *L'Humanité*

En pages intérieures, dans la rubrique « Plus loin que les faits », *L'Humanité* s'emploie une nouvelle fois, à distinguer les casseurs du reste de mouvement antimondialisation :

**« Abandonnant la ville aux casseurs et cassant elle-même incognito, la police a cherché à terroriser les milliers de manifestants pacifiques ; mais face aux témoignages, l'amalgame entre manifestants et casseurs a fait long feu. »**

602

Le lendemain, le mercredi 25 juillet, c'est la clôture de la couverture des événements de Gênes. Puisque les éléments violents ne sont pas des antimondialistes, simplement des « casseurs », et puisque la répression des forces de l'ordre fut consciemment mal dirigée, le quotidien communiste peut légitimement appeler à manifester à Paris contre les violences. C'est l'objet du court article qui clôt les événements et qui se termine par l'heure et le lieu de la manifestation et par la liste des organisations qui, « aux côtés du Parti Communiste » s'apprêtent à défilier.

*Le Monde diplomatique* participe lui aussi à la phase d'évaluation dans son édition d'août, et ce, à travers deux articles. Tous deux sont précédés d'un surtitre « Violences à Gênes » qui délimite immédiatement l'espace de l'événement<sup>603</sup>. Les deux auteurs s'insurgent sur le traitement infligé aux militants à Gênes et, de manière plus générale, sur la criminalisation dont l'antimondialisation serait l'objet. Car si violence il y a eu, elle est, indubitablement pour les deux auteurs, le fruit de la police italienne. Susan George précise qu'elle est le résultat de la complicité entre les forces de l'ordre et les membres des Black Blocs : ces derniers sont donc exclus de l'antimondialisation. Et enfin, d'ajouter qu'elle est le résultat de « la machination montée par le gouvernement de M. Silvio Berlusconi qui a sciemment laissé dévaster des quartiers entiers de la capitale ligure afin de faire porter la responsabilité de la violence aux centaines d'organisations non-violentes ». Au-delà de cette double et obscure théorie du complot (qu'aucune enquête ne vient ensuite accréditer), l'éventuelle responsabilité des militants présents se dilue dans une condamnation sans appel des Etats et de leurs forces de l'ordre. C'est que :

**« Après le G8 de la honte de Gênes, une question lancinante se pose désormais aux entreprises transnationales, aux autorités nationales et aux institutions européennes et internationales devenues les cibles de ceux que les médias appellent les « antimondialisation », étiquette d'ailleurs unanimement rejetée par les intéressés : comment discréditer, affaiblir, manipuler et, si possible, anéantir le mouvement citoyen international qui, depuis Seattle, ne cesse de perturber les grand-messes des maîtres de l'univers ? »**

L'idée d'une grande manipulation est également relayée par Ricardo Petrella qui s'interroge : les affrontements n'étaient-ils pas « attendus et voulus » par les forces de l'ordre ? Et, au terme de son enchaînement argumentatif de s'en prendre aux Etats-Unis, « seule puissance hégémonique sur les plans militaire, technologique, économique, politique et culturel » :

**« Dans un tel contexte, toute manifestation anti-mondialisation est perçue, par un nombre croissant de dirigeants des Etats-Unis et de la plupart de leurs « alliés », comme une opposition au système capitaliste mondial lui-même, et dans la mesure où Washington est la puissance régulatrice de ce dernier comme une opposition aux Etats-Unis. Il n'en fallait pas plus pour que le Pentagone et**

<sup>602</sup> « Le livre noir des violences policières », 24-07-01, *L'Humanité*

<sup>603</sup> « L'ordre libéral et ses basses œuvres », par Susan George », « Criminaliser la contestation », par Ricardo Petrella, août 2001, *Le Monde diplomatique*

**d'autres secteurs des Etats-Unis élaborent et répandent la « théorie » de la nature « génétiquement » violente de l'opposition à la mondialisation. »**

L'événement *violences à Gênes* offre ainsi aux deux auteurs l'occasion de réitérer un discours et un récit militant dont *Le Monde diplomatique* est un des principaux vecteurs au sein de l'espace de la presse française. La réflexion sur les violences et leur éventuelle dimension politique est délaissée (les éléments violents sont exclus puisqu'ils participent à une grande manipulation initiée par Silvio Berlusconi) et l'évaluation de l'événement est surtout, comme dans *Libération* et *L'Humanité*, l'occasion de valoriser un positionnement idéologique largement assimilé par les journalistes et leurs lecteurs.

#### **1.4.4. Le Monde : le choix de l'expertise**

Comme dans *Libération*, le dispositif du *Monde* illustre l'importance que le quotidien accorde encore, le vendredi 27, aux événements génois. Le discours sur Gênes mobilise le papier de tête en Une, la totalité des pages 2 et 3, et l'éditorial de la page 13. *Le Monde* accorde moins de surface que *Libération* au factuel, c'est-à-dire au déroulement des affrontements et à la recherche précise des responsabilités policières. Le titre de Une –« L'onde de choc des violences du G8 »- illustre, par contre, la priorité accordée par *Le Monde* aux répercussions de l'événement. Il ne s'agit pas d'inscrire les violences dans le présent de l'événement mais plutôt dans l'avenir de ses effets.

Violences à travers ses répercussions ...	judiciaires	« le parquet de Gênes a ouvert plusieurs informations judiciaires »
	sociales	« le mouvement antimondialisation fait de nouveaux adeptes »
	politiques en Italie	« une onde de choc » au sein même du gouvernement »
	politiques en France	« le PS regrette d'avoir été absent »

Que ce soit le titre de l'éditorial (« Gérer l'**après-Gênes** »), ou le titre principal de la page 2 (« **Après Gênes**, l'opposition demande des comptes à Silvio Berlusconi »), les deux énoncés insistent sur la fracture entre un avant et un après Gênes.

Pour répondre à la complexité du mouvement de protestation, et à celle du réseau des répercussions des violences, *Le Monde* applique à l'événement la grille de l'expertise. C'est l'objet de l'article intitulé « De la contre-expertise militante au « mai 68 » mondial »<sup>604</sup> dans lequel des experts jugent l'avenir du mouvement antimondialisation. Le recours par le quotidien à ces experts, reconnus dans l'espace public comme porteurs d'un savoir spécialisé et situés en dehors du pouvoir, illustre sa volonté à proposer un discours prenant en compte la complexité des phénomènes liés au mouvement de contestation et son souhait d'un discours objectif, du moins non partisan. Là où *Libération* privilégie la parole des acteurs, et la diffusion d'une vérité partisane, *Le Monde* donne la parole à l'expert.

Ainsi, de manière identique, *Libération* et *Le Monde* instituent les événements de Gênes comme nouvelle référence pour le mouvement altermondialiste. Ils se distinguent par contre en ce que le premier privilégie la causalité événementielle dans une démarche déductive (établissement d'une chaîne de responsabilités) alors que le second s'attache à l'avenir et aux effets de l'événement.

<sup>604</sup> « De la contre-expertise militante au « mai 68 » mondial », 27-07-01, *Le Monde*

#### **I.4.5. La Croix et Les Echos : amertume et évaluation *a minima***

*La Croix*, dont l'édition du week-end n'abordait pas les événements de Gênes, leur réserve sa Une le lundi 23 juillet (« Le G8 confronté à ses limites »). L'éditorial, situé lui aussi en Une, renvoie dos-à-dos des dirigeants politiques qui « ne sauraient continuer à s'isoler dans un réduit hyper-protégé, plus ou moins sourds aux clameurs des citoyens » et des « contestataires » qui « doivent comprendre qu'organiser des grandes démonstrations sans s'assurer qu'elles ne dégénèrent pas par la faute des casseurs finira par dénaturer ou trahir leurs engagements ». Fidèle aux discours tenus depuis Seattle, l'éditorialiste Jean-Luc Macia, rappelle que le G8 participe à une régulation de la mondialisation qu'il faut préférer « à un libéralisme sauvage ». En pages intérieures, rubrique « Monde », l'article principal est intitulé « Le sommet du G8 éclipsé par la guérilla urbaine » et se conclut par un constat amer :

**« Une certitude, Gênes a marqué la fin des G8 opulents. Une page se tourne après des violences sans précédent. En moins de soixante-douze heures, un mort, 500 blessés, 126 arrestations. Fallait-il en arriver là pour entendre les voix**

**d'un autre monde ? »**<sup>605</sup>

L'événement disparaît ensuite de *La Croix* dont nous retenons de son évaluation de l'événement la modération et la volonté de s'instaurer comme « juge impartial ».

*Les Echos* proposent un traitement du contre-sommet *a minima* puisque celui-ci se clôt après l'édition du lundi. L'article principal « Sommet de Gênes : bilan mitigé pour un G8 au goût amer »<sup>606</sup> :

**« Un mort, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations, une mise à sac... au débit du G7-G8 de Gênes, les manifestations et leurs conséquences pèsent lourd. Et ce sommet restera sans doute dans les mémoires comme celui où un jeune manifestant est mort plus que celui des grandes avancées de la**

**gouvernance mondiale. »**<sup>607</sup>

Ce que retiennent *La Croix* et *Les Echos*, c'est l'occasion manquée. Pour le premier, c'est l'amertume de voir la question de la dette et de la pauvreté dans le monde éclipsée par la question des violences ; pour le second, c'est le regret de voir le bilan d'un grand sommet politique réduit à celui, humain et matériel, des actes de violences.

#### **I.4.6. Le Point : l'antimondialisation interrogée**

*Le Point* participe à l'évaluation de l'événement dans son édition du 26 juillet dont la Une laisse apparaître un bandeau « Gênes ondes de choc ». Ce sont six pages qui s'attachent directement au contre-sommet et à ses violences<sup>608</sup> et seulement deux aux modestes conclusions du sommet<sup>609</sup>. Il ne s'agit pas pour *Le Point* de dresser, tel *Libération*, une chaîne de causalité à même de valoriser son positionnement. Militants et policiers sont mis dos-à-dos sur le registre de la tragédie :

<sup>605</sup> « Le sommet du G8 éclipsé par la guérilla urbaine », 23-07-01, *La Croix*

<sup>606</sup> « Sommet de Gênes : bilan mitigé pour un G8 au goût amer », 23-07-11, *Les Echos*

<sup>607</sup> « Sommet de Gênes : bilan mitigé pour un 8 au goût amer », 23-07-01, *Les Echos*

<sup>608</sup> « Gênes ondes de choc », « L'éclatement des antimondialistes », 26-07-01, *Le Point*

<sup>609</sup> « Le sommet des dupes », 26-07-01, *Le Point*

**« Des images de guerre. La fureur, la fumée des brasiers, les cris de haine et de douleur. Dans la tiédeur d'un été méditerranéen à l'atmosphère vacancière, des mêlées confuses, des coups, des corps ensanglantés. Des cohortes de manifestants harnachés comme des centurions romains, des policiers harcelés, exaspérés, épuisés par des nuits de veille, qui frappent indistinctement. Et puis le drame : un jeune conscrit du corps des carabiniers terrorisé, assailli dans son véhicule, tire, tue un gamin à peu près du même âge. « Deux vies gâchées », dira très digne le père effondré de la malheureuse victime tombée au champ d'honneur d'une cause incertaine. »**

610

Pour *Le Point*, ces violences illustrent l'éclatement de l'antimondialisation tiraillée entre le réformisme de la majorité et le radicalisme d'éléments moins nombreux :

**« A Gênes dans la zone rouge jaune, livrée à la guérilla urbaine, des dizaines de milliers de manifestants pacifistes ont été débordés par des tribus de guerriers post-modernes –le Black Bloc- vêtus de noir, casqués et armés de barres de fer.**

611

**Un scénario qui a vu le mouvement antimondialisation voler en éclat. »**

En fait, l'évaluation de l'événement dans *Le Point* est largement prise en charge par le « Bloc-notes de Bernard Henri-Lévy » (titre de la rubrique, située en avant-dernière page de chaque numéro). Chose rare, la chronique du philosophe s'étale sur deux éditions : celle du 26 juillet et celle du 2 août. L'auteur rappelle la distinction entre « la minorité de barbares [...] qui n'étaient venus là que pour dire et semer la haine » et « l'immense foule des manifestants ordinaires dont nous sentons bien qu'ils ne partageaient ni les buts ni les méthodes des apôtres de la guérilla urbaine ». Mais c'est surtout l'occasion d'interroger l'antimondialisation en dépassant largement la question des événements de Gênes :

**« On pourrait encore regarder de plus près l'idéologie antimondialiste qui se met en place depuis quelque temps et qui charrie le meilleur mais aussi le pire : quid par exemple de l'apologie des « bonnes » cultures locales opposées à la « mauvaise » culture mondiale ? quid des relents de fondamentalisme que l'on retrouve derrière nombre de condamnations du « mondialisme » en tant que tel ? et nous sommes-nous débarrassés des terribles mirages de la volonté de pureté totalitaire pour voir de jeunes annésiques (Naomi Klein) ou des chevaux de retour des années 60 (Noam Chomsky) en recycler des vieilles lunes ? »**

612

Et le philosophe de poursuivre la semaine suivante :

**« Donc je reprends. Ce qui n'est pas recevable de la part des antimondialistes, c'est la haine du marché comme tel, l'antiaméricanisme, l'intégrisme communautaire, le « libéralisme » cloué au pilori. [...] Bref, que l'antimondialisme chasse de sa rhétorique les accents d'une idéologie millésimée qui signe trop souvent son appartenance au monde d'hier. Alors et alors seulement il**

---

610 « Gênes. Onde de choc », 26-07-01, *Les Echos*

611 « L'éclatement des antimondialistes », 26-07-01, *Le Point*

612 « Débattre avec les antimondialistes », 26-07-01, *Le Point*

**prendra la place qui lui revient dans le débat intellectuel et politique de l'Europe d'aujourd'hui.** »<sup>613</sup>

#### I.4.7. Bilan de l'évaluation

La réponse donnée à la question « Qu'est-ce qui s'est passé ? » (la définition de l'événement *violences à Gênes*) est dépendante de la dimension politique accordée ou non aux violences. Relèvent-elles de la délinquance urbaine ? Elles sont alors de fait l'œuvre de « casseurs » qui se trouvent exclus de l'antimondialisation. Relèvent-elles d'une violence politique ? Elles sont alors l'œuvre d'activistes qui nient l'assimilation légalité/légitimité/moralité et sont porteurs d'un idéal. Relèvent-elles d'une violence terroriste ? Elles sont alors l'œuvre d'« individualités, de sujets singuliers, sans engagement et sans identité autre que leurs propres croyances ou leurs propres imaginations »<sup>614</sup>. En jeu, la façon dont chaque journal intègre la violence dans la symbolique sociale et l'espace démocratique.

*Le Figaro* est le seul quotidien qui individualise l'événement comme une manifestation de la violence politique, inspirée par l'extrême-gauche et inhérente à l'antimondialisation<sup>615</sup>. Cette inscription de la violence dans un horizon politique est ensuite projetée dans un même *continuum* sécuritaire que la violence terroriste. Comme dans *Le Point*, l'assimilation des violences propres aux militants antimondialisation radicaux (type Black Bloc) à de la violence terroriste (type Brigades rouges) illustre la difficulté de la presse à penser la violence politique. Pour ces deux journaux, le problème public qui se constitue à partir de la violence des radicaux permet l'émergence d'un cadre critique.

Aucun autre titre de presse n'accorde une valeur politique aux violences. Autrement dit, aucun n'*inclut* les éléments violents à l'antimondialisation ; et nous vérifions là que la configuration d'identités est inhérente aux processus de cadrage au sens où le cadre, par la médiation du label antimondialisation, lie des individus et des collectifs, au sens où il en exclut d'autres.

*L'Humanité* assimile les éléments violents à des « casseurs », les excluant ainsi de la nébuleuse antimondialisation. Cette stratégie permet au quotidien de préserver l'intégrité morale de l'antimondialisation et d'affirmer, malgré les violences, le succès de la mobilisation. Le cadre initial est sauvegardé par l'inscription dans la narration des journées de Gênes de la figure du « casseur »<sup>616</sup>. A ce titre, la charge événementielle accordée à la mort du manifestant est modérée et le quotidien n'encourage pas l'empathie de ses lecteurs vis-à-vis du jeune homme.

Dans *Libération*, la responsabilité des éléments les plus radicaux n'est pas interrogée. Il est ainsi impossible d'évaluer le sens que le quotidien offre à ces violences. C'est que la question d'une éventuelle responsabilité des éléments violents disparaît et laisse place à

<sup>613</sup> « Débattre avec les antimondialistes. La suite », 02-08-01, *Le Point*

<sup>614</sup> LAMIZET, 2002, p. 322

<sup>615</sup> Doit-on rappeler avec la politiste Isabelle Sommier qu'au sein de l'antimondialisation existe effectivement « une mouvance d'influence libertaire qui légitime et qui recourt à la violence contre les biens, mais avec une dimension symbolique (attaque contre les enseignes commerciales, etc.) qui peut d'ailleurs s'accompagner d'un discours sur la répartition des richesses, et à des fins spectaculaires pour attirer l'attention des médias. » [SOMMIER Isabelle, « L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement ? », *Traces. Revues de sciences humaines*, n°11, p.161-174, 2006]

<sup>616</sup> Au Heysel, en 1986, c'est l'inscription dans la narration de la figure stéréotypée du « hooligan » qui permet de ré-écrire l'histoire et d'établir une chaîne de responsabilité qui, vaille que vaille, préserve le cadre de la compétition sportive. [DE FORNEL, 1993]

une critique cinglante des forces de l'ordre et, à travers elle, de Silvio Berlusconi. La mort de Carlo Giuliani est le résultat d'une bavure policière. *Le Monde diplomatique* prolonge et développe : ce n'est pas une bavure policière mais l'effet secondaire d'une stratégie planifiée de criminalisation de l'antimondialisation.

Nous remarquons naturellement que les seuls journaux à politiser la violence sont des journaux habituellement perçus comme « de droite ». Dans un schéma certainement trop simpliste pour rendre compte de la complexité des répertoires d'action et de leurs articulations, les autres s'attachent à fixer une barrière entre les militants antimondialisation et les autres, les « casseurs ». Autrement dit, dans la configuration du monde commun, ces journaux participent clairement à configurer l'antimondialisation « à leurs images » : un mouvement pacifiste, parfois parasité par l'intervention d'électrons libres dépolitisés, et victime d'une répression injuste à Gênes. Tant bien que mal, l'imaginaire Seattle est sauvé.

Ce que nous retenons en premier lieu est la disqualification de la violence comme forme d'action politique. Bref détour historique avec le philosophe Alain Brossat :

**« Dans les années 70, des conflits dits sociaux débouchent localement sur des affrontements très violents entre policiers et ouvriers ; la jeunesse scolarisée, elle, relayée par les organisations révolutionnaires, s'enflamme pour des causes anti-impérialistes, universitaires ou lycéennes et manifeste sa détermination en se mesurant avec les CRS et les gardes mobiles les « armes » à la main : bâtons, pieds de tables métalliques, pavés... L'opinion se divise à propos de ces mouvements et des stratégies mises en œuvre par les uns et par les autres –mais du moins la violence politique est-elle, pour l'essentiel, identifiée dans sa relation aux enjeux mêmes du conflit, à l'intensité de celui-ci. La violence politique est alors en débat et les modes divers, souvent opposés, de subjectivation de ce problème sont alimentés par toutes sortes de sources intellectuelles et politiques. »**

617

Au contraire, le traitement médiatique des événements de Gênes illustre la difficulté contemporaine à penser la violence politique ; notamment et principalement au sein de la presse généralement qualifiée « de gauche ». *Libération* et *L'Humanité* ne rêvent plus du « grand soir », conquête par la violence du pouvoir en vue de transformer radicalement la société. L'acte violent est vidé de son éventuelle dimension politique et les règles d'intelligibilité propres au domaine politique deviennent caduques lors de son évaluation : « Le moyen le plus efficace, le plus sûr de discréditer toute espèce de violence politique, c'est d'organiser la disparition de son trait spécifiquement politique, c'est de faire en sorte de créer un *continuum* compact de perception des actions et conduites définies comme violentes en tant qu'actions délinquantes ou criminelles. »<sup>618</sup>

Alain Brossat évoque « un moralisme anti-violence » qui se manifeste pour nous par la propension des médias à conjurer l'acte violent par une définition qui l'éloigne du domaine politique. Précisons néanmoins que dans notre perspective, ce positionnement moral tient autant d'un état global du discours social que de stratégies éditoriales spécifiques visant à préserver un mouvement qui jouit dans un premier temps d'un privilège

<sup>617</sup> BROSSAT Alain, « Le paradigme du lancer de chaussettes », *Lignes*, n°29, « De la violence en politique », p. 9-27, 2009, p.13

<sup>618</sup> *idem*

axiologique (assimilation à « une société civile mondiale » -cf. Seattle). A Gênes, l'imaginaire démocratique de Seattle prend un premier coup. Le 11-Septembre le fait voler en éclat.

## II. 11-Septembre : l'épreuve de la violence externe

Si des actes de violence accompagnent presque systématiquement les performances militantes depuis Seattle, c'est donc à Gênes qu'ils se constituent réellement comme problème public et, de fait, deviennent l'objet d'une lutte d'interprétation. La question de la violence va être rapidement prolongée au regard d'un événement sur lequel le mouvement n'a pourtant aucune prise : les attentats contre les *Twin Towers* de New York, le 11 septembre 2001. L'attaque terroriste contre le *World Trade Center*, symbole de la puissance économique et financière des Etats-Unis, ouvre une nouvelle phase du débat sur la mondialisation et c'est une nouvelle épreuve pour l'antimondialisation qui doit donc faire face aux « défis d'un nouveau contexte global »<sup>619</sup>. La fin des années 90 (paix internationale malgré de violents conflits locaux –Afrique, éclatement de la Yougoslavie...-, croissance économique...) était propice à la diffusion des préoccupations éthiques et « post-modernes »<sup>620</sup> véhiculées par l'antimondialisation. Le débat sur la mondialisation reste public mais semble passé au second plan des priorités internationales. Omniprésent depuis la seconde moitié des années 90, il s'efface, en partie, au profit des enjeux de sécurité.

### II.1. Événement-monstre et événement-monde

---

Le 11-Septembre s'impose comme un événement-monstre par son caractère exceptionnel et son imprévisibilité. Il s'impose aussi, comme le propose l'historien Jean-François Sirinelli, comme un « événement-monde ». C'est que l'événement n'est pas aussi inouï que le discours du direct le laisse notamment penser. Il est, aussi et surtout, l'illustration de la convergence de « l'instantanéité permise par le progrès technique » et de « la dilatation géographique produite par lui »<sup>621</sup>. Il est le fruit de la convergence d'une technique télévisuelle puissante qui permet de maîtriser le direct et de la prise en compte par les terroristes des logiques médiatiques contemporaines.

Qu'il soit « monstre » ou « monde », l'événement s'inscrit dans un réseau constitué par l'ensemble des occurrences portées à la connaissance du public. « Le fait d'être un événement parmi d'autres appartient à la nature de l'information », indiquent Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu<sup>622</sup>. L'événement est structurellement solidaire de l'ensemble des autres événements : c'est le système de l'information. Au cœur de celui-ci, l'événement *11-Septembre* est exceptionnel car il bouleverse l'espace de l'information

<sup>619</sup> FOUGIER Eddy, « La mondialisation en débat. L'après- 11 septembre », *Le Débat* p. 51-61, 2003, p. 56

<sup>620</sup> L'insondable polysémie du terme « post-moderne » encourage à préciser que nous nous référons là à la théorie de Ronald Inglehart selon lequel, dans les démocraties occidentales, les revendications liées à la satisfaction des moyens matériels et à la répartition de l'accumulation économique laissent, en partie, place à des revendications plus qualitatives liées à l'autonomie du sujet et à son identité, liées aussi à son environnement. [INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton : Princeton University Press, 1977 ; et plus récemment : « Globalization and Post-modern Values », *The Washington Quarterly*, n°23, p. 215-222, 2000].

<sup>621</sup> SIRINELLI, Jean-François, « L'événement-monde », *Vingtième siècle*, n°76, p. 35-38, 2002, p. 36

<sup>622</sup> MOUILLAUD, TETU, 1989, p. 22-23

et macule « la carte des événements »<sup>623</sup>. Certes, par son caractère extraordinaire, le 11-Septembre gagne une autonomie dans le temps du direct mais celle-ci se dilue aussitôt dans les liens qui se tissent entre lui et les autres événements, proches ou lointains, passés et futurs, similaires ou non. Bref, le réseau des événements est traversé (et reste traversé) par le 11-Septembre.

## II.2. Le temps des amalgames

---

L'événement-monde *11-Septembre* bouscule l'état du discours social. Il modifie l'espace des discours autorisés en en interdisant certains, en en favorisant d'autres. Ainsi, dès le lendemain des attentats, des voix s'élèvent dans l'espace médiatique français pour attirer l'attention sur la convergence des discours antimondialisation et le projet terroriste, amalgame que le traitement des journées de Gênes par *Le Figaro* et *Le Point* laissait déjà deviner. Le 12 septembre au matin, Philippe Chalmin, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine relève sur France Inter « qu'on ne peut pas ne pas penser que ceux qui ont perpétré ces attentats pourraient avoir manipulé quelques-uns des manifestants de Gênes qui faisaient de l'anti-américanisme primaire ». Philippe Chalmin anticipe ou reprend là une idée qui émerge des espaces médiatiques de nombreux pays occidentaux. Ainsi, dans l'édition du 13 septembre du mondialement diffusé *International Herald Tribune*, John Vinocour remarque que « l'horreur de ces avions détournés et écrasés sur le symbole qu'était le *World Trade Center* souligne l'absurdité de l'usage de la violence contre la mondialisation. Diaboliser de manière violente les Etats-Unis et les organisations du commerce international s'apparentera dorénavant à une entreprise potentiellement meurtrière »<sup>624</sup>. Quelques jours après, c'est le *Wall Street Journal*, proche des milieux financiers, qui intitule son éditorial « Adieu Seattle » (en français dans le texte) et prévoit l'essoufflement puis la disparition de l'antimondialisation sous l'effet conjugué des violences de Gênes et du 11-Septembre ; disparition dont se réjouit l'éditorialiste puisque terroristes et militants antimondialisation partagent le même mépris de la démocratie et du libéralisme politique. C'est « le piège du 11 septembre » relevé dans *Le Figaro* : « ne pas apparaître comme un allié objectif des terroristes qui ont frappé le cœur de la finance mondiale »<sup>625</sup>.

## II.3. Antimondialisation et terrorisme : vers une menace globale

---

Dès les premières heures de l'après-11-Septembre, l'espace médiatique témoigne donc de l'instauration d'un lien entre le discours de l'antimondialisation et l'action des terroristes<sup>626</sup>. C'est par la violence des uns, illustrée par les affrontements de Gênes, et des autres que le lien s'instaure. Pour quelques observateurs, le répertoire d'action privilégié par les radicaux de l'antimondialisation semble alors rejoindre celui des kamikazes. Ainsi, Philippe Chalmin précise dans une tribune du *Monde* l'intervention qu'il fait à France Inter au lendemain des attentats. Entre mythe de la manipulation et choc des civilisations, il propose :

<sup>623</sup> *idem*

<sup>624</sup> Dans le texte : « The horror of hijacked passengers jets crashing into the symbol that was the WTC underscored the absurdity of the misplaced violence against globalization, and strengthened the hand of authorities dealing with it. Demonizing the United States and world trade organizations in a violent context had the contains of a possibly murderous ».

<sup>625</sup> « Les ONG piégées par le 11 septembre », 9-11-01, *Le Figaro*

<sup>626</sup> AUBOUSSIER, NIEMEYER 2010 [à paraître]

**« Pourra-t-on encore parler de mondialisation et, a fortiori, d'antimondialisation comme avant, avec les mêmes arguments, sans que les attentats du 11 septembre nous amènent à modifier à la fois la forme et le fond de ce débat. Cela paraît bien difficile et franchement pas souhaitable. [...] La montée de la violence lors des derniers sommets internationaux a quand même de quoi laisser rêver. On pourrait même songer à quelques manipulations des milieux les plus extrémistes : un mouvement international voudrait en tout cas déstabiliser l'Occident qu'il ne s'y prendrait pas d'une autre manière. A semer le vent de manière désordonnée, on peut récolter la tempête... et quelle tempête. L'amalgame est excessif. Mais il y a dans le passé tant de belles histoires de manipulation que l'on ne saurait être trop prudent. »**

627

C'est le même amalgame, « excessif » mais néanmoins couché par écrit, qui est relayé dans *Le Figaro Magazine* le 6 octobre sous la plume d'Alain-Gérard Slama :

**« En fait, tous les intégristes du monde entier et de toutes religions se sont reconnus dans les auteurs des attentats. [...] Il est difficile de ne pas établir une relation entre le coup qui vient d'ébranler la Mecque du capitalisme mondial et le durcissement des mouvements antimondialisation, autonomistes ultra-fédéralistes, tous adversaires de l'Etat démocratique libéral. [...] Pour l'instant, les casseurs des Black Blocs d'extrême-gauche ne sont que quelques milliers. Il faut pourtant être aveugle pour refuser de voir avec quelle vitesse le mal court. »**

628

La violence des Black Blocs n'est pas la seule dont la stigmatisation permet l'inscription des militants de l'antimondialisation dans le champ des nouvelles menaces ouvert depuis le 11-Septembre. L'inscription de violences de différentes natures dans un même *continuum* a pour corollaire un nivellement de la gravité des faits. Et ainsi, Ben Laden et José Bové se retrouvent côte à côte sur le banc des accusés. Max Clos, grande plume du *Figaro*, ose :

**« En France, José Bové fait arracher les cultures sensées être OGM par ses partisans, sous l'œil bienveillant des gendarmes, il démonte le McDo sous prétexte de battre la mondialisation. Ce n'est pas la même échelle que les attentats de New York, certes, mais cela procède du même esprit. »**

629

627 « Mondialisation. Antimondialisation. A revoir », [« Horizons-Débats », par Philippe Chalmin], *Le Monde*, 21-09-01

628 « L'Islam, fer de lance de la révolution », 6-10-01, *Le Figaro Magazine*. En novembre, Alain Gérard Slama tisse de nouveau le lien entre terroristes qui, dans la presse, ont alors trouvé un visage – Ben Laden – et les militants de l'antimondialisation. Alors qu'il s'interroge sur le meilleur moyen de stabiliser l'Afghanistan de l'après-Talibans. Il pense que les Afghans attendent moins une percée démocratique qu'une élévation de leur niveau de vie et poursuit : « il nous faut apercevoir que l'affirmation de principes a priori non négociables comme le droit de vote ou la justice pèse moins lourd dans les consciences et se révèle surtout moins efficace que le désir de participer aux bienfaits de la modernité. Ben Laden et, derrière lui les antimondialistes et les intégristes de toutes obédiences, se sont attaqués aux symboles du monde matériel en espérant entraîner derrière eux tous ceux qui tiennent à la sauvegarde des biens spirituels. Comme les nazis dans les années 30, ils ont cherché à retourner les techniques contre elles-mêmes ».

629 « Le Bloc-Notes de Max Clos », 14-09-01, *Le Figaro*

Arrachage de cultures OGM, guérilla urbaine des *Black Blocs* et violences terroristes meurtrières s'inscrivent ainsi artificiellement dans un même *continuum* sécuritaire. C'est que l'on constate après le 11 septembre 2001 une extraordinaire sensibilité à la violence et une propension à l'assimilation au terrorisme de tout acte perçu comme asocial<sup>630</sup>. L'assimilation des radicaux de l'antimondialisation à des terroristes est en germe dès l'anticipation de l'événement *sommet/contre-sommet* de Gênes (cf. *infra Le Point*) et se poursuit dans le temps de l'évaluation (cf. *infra Le Figaro*). Alors implicite, elle n'est réellement assumée qu'après le 11-Septembre.

Dans une longue interview accordée à *La Croix*, Paul Ricœur met en garde les tenants de l'antimondialisation. Il y a urgence : sans éclaircissement sur son rapport à la violence, l'antimondialisation encouragera les critiques et les amalgames :

**« Nos démocraties constitutionnelles et électives connaissent une crise de la représentativité. Nous assistons à une décrédibilisation des élus. Des gens s'autoproclament représentants de la société civile, disent parler au nom des pauvres et des opprimés, mais sans mandat, ni obligation de résultat. Ils exercent un vaste pouvoir critique mais la responsabilité qui leur incombe est tout à fait minime. Nous sommes là devant des groupes de pression. Du coup, il y a un risque de régression sur l'emploi des moyens : un éventail se déploie, de la simple contestation, claire et désarmée, en passant par le recours à des violences symboliques, sur le mode employé par José Bové, jusqu'aux casseurs. Ces contestataires occidentaux devront dire ce qu'ils admettent et ce qu'ils condamnent. Parce que de proche en proche, il y a la violence qu'on pratique, celle qu'on tolère, celle qu'on comprend en la désapprouvant, celle qu'on désapprouve nettement. La question est de savoir où l'on met la limite. »**<sup>631</sup>

Les attentats sonnent le glas de la « formule gagnante » de Seattle. Les organisations qui dominent l'espace de l'antimondialisation souhaitent éviter les amalgames ; or, l'organisation de contre-sommets est trop propice aux violences des radicaux. Par ailleurs, ce type de mobilisation s'inscrit souvent dans une opposition aux institutions économiques internationales qu'il est de bon ton de réhabiliter dans l'après-11-Septembre. Dans les pages « Débats » du *Figaro*, André Levy-Lang pointe l'illégitimité des cibles de l'antimondialisation :

**« Le moment est venu de le dire alors que cette organisation [OMC] est, avec le FMI et la Banque mondiale, une cible favorite du mouvement antimondialisation. L'OMC, en réduisant les obstacles aux échanges, permet aux pays pauvres de trouver et de garder des débouchés dans les pays développés pour leur production. De même, la banque mondiale permet aux pays en voie de développement d'attirer les capitaux privés en l'accompagnant. Avec la lutte anti-terroriste, la coopération internationale pour une aide efficace au développement sera à l'ordre du jour. Cela devrait accélérer l'essoufflement du mouvement**

<sup>630</sup> MASSE Jean-Pierre, BAYON Nathalie, « L'altermondialisme au prisme de l'exceptionnalisme : les effets du 11 septembre 2001 sur le mouvement social européen » 11 septembre au prisme de l'exceptionnalisme », *Cultures & Conflits*, [en ligne], URL : <http://www.conflits.org/index1069.html> Consulté le 12 janvier 2005

<sup>631</sup> « *Décrypter la violence terroriste* » [Interview de Paul Ricœur], 25-10-01, *La Croix*

**antimondialisation qui apparaît comme ce qu'il est devenu : un luxe des pays**

<sup>632</sup>  
**riches et en paix. »**

L'amalgame peut aussi être motivé par le mépris partagé des grandes enseignes commerciales, notamment américaines. Ces dernières ne sont-elles pas une cible privilégiée à la fois des radicaux de l'antimondialisation et des terroristes ? :

**« A New York, le terrorisme international ne s'est pas contenté d'une cible politique ou militaire. Le World Trade Center est l'emblème d'une domination commerciale dont les grandes marques sont ambassadrices. « En s'attaquant à un tel symbole, les terroristes rejoignent le discours des antimondialisations dont la parole est devenue omniprésente pour dénoncer la tyrannie consumériste », précise Jean-Christophe Alquier, directeur général de Harrison & Wolf**

<sup>633</sup>  
**Corporate. »**

Dans *Le Figaro*, et c'est aussi le cas dans *Le Point*, le raisonnement est clair et relève du faux syllogisme : les terroristes s'attaquent aux Etats-Unis, les antimondialisations s'attaquent à leurs symboles, donc les antimondialisations sont des terroristes. C'est faire peu de cas des répertoires d'action des uns et des autres.

## II.4. L'anti-américanisme antimondialisation interrogé

Si cette confusion entre violences urbaines/politiques et violences terroristes peut se déployer, c'est finalement moins par l'évocation de pratiques similaires (l'amalgame n'est assumé que par les éditorialistes du *Point* et du *Figaro*) que par la médiation de l'anti-américanisme supposé partagé par les militants antimondialisation et les terroristes. Ainsi, le 14 septembre, dans l'éditorial du *Point*, Jean-François Revel condamne « les primates vociférateurs et casseurs de l'antimondialisation [qui], en déshérence de maoïsme s'en prennent en réalité à l'Amérique, symbole du capitalisme. »<sup>634</sup> C'est que l'attaque contre le *World Trade Center* est perçue comme une attaque dirigée contre les seuls Etats-Unis. Or, ceux-ci sont perçus par une bonne part des militants antimondialisation comme le symbole de ce qu'ils combattent et notamment de l'« impérialisme » économique et culturel. Dès lors, si l'anti-américanisme se confond avec la critique du modèle économique dominant néolibéral et avec la contestation de l'ordre politique international, il ne peut être tout à fait étranger à l'antimondialisation<sup>635</sup>.

Dans l'immédiat après-11-Septembre, les quotidiens de la presse française affirment unanimement leur solidarité avec les Etats-Unis. C'est notamment l'emblématique éditorial du *Monde* du 13 septembre signé par Jean-Marie Colombani et intitulé « Nous sommes tous américains »<sup>636</sup>. Ne pas l'être, c'est adopter le camp des barbares et des ténèbres, c'est abandonner celui de la civilisation. C'est, du moins, le discours développé à l'initiative des dirigeants américains et notamment du président George W. Bush : « *Today, our nation saw*

<sup>632</sup> « La nouvelle donne », [« Débats », par André Levy-Lang], 15-10-01, *Le Figaro*

<sup>633</sup> « La responsabilité au cœur des stratégies publicitaires », 13-09-01, *Le Figaro*

<sup>634</sup> « Pourquoi tant de haine ? », par Jean-François Revel, 14-09-01, *Le Point*

<sup>635</sup> LEMPEN Blaise, *La démocratie sans frontière. Essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Lausanne : Age de l'Homme, 2003, p. 50

<sup>636</sup> « Nous sommes tous américains » [éditorial], 13-09-01, *Le Monde*

*the evil, the very worst of human nature. And we responded with the best of america* »<sup>637</sup>. Les discours proposés par le président des Etats-Unis et son administration aboutissent à une alternative de type « avec nous » ou « contre nous » (« *either you are with us, or you are with the terrorists* »<sup>638</sup>) et revêtent clairement une dimension morale : la lâcheté des terroristes s'oppose à la vertu des Etats-Unis. A ce titre, les Etats-Unis ont une mission imposée : « *We wage a war to save civilization* »<sup>639</sup> : face au *djihad*, la *croisade*.

La rhétorique manichéenne de la « guerre contre le terrorisme » qui vise à monopoliser les opinions publiques de façon à les convaincre de la nouvelle nature du conflit engagé (et des inéluctables restrictions en matière de sécurité publique) encourage la presse à s'interroger sur l'anti-américanisme et sur les liens que l'antimondialisation entretient avec lui. *Libération* remarque ainsi que :

**« Le choc des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone n'a fait taire que quelques heures durant l'expression de l'une des idéologies les plus répandues en France et dans le monde : l'anti-américanisme. [...] L'émergence du mouvement antimondialisation s'était chargée de remettre à l'avant de l'actualité un discours antiaméricain qui est plus qu'une résurgence de celui des années 70. »**

Dans *La Croix*, Bernard Frappat profite de sa chronique hebdomadaire « L'Humeur des jours » pour interroger les racines du ressentiment français :

**« D'où vient cette rage antiaméricaine, ce front du refus global de cette société ? De son arrogance, de sa puissance, de son indifférence au reste du monde, de son passé, de ses erreurs, de ses injustices, de sa dureté, bref de ses nombreux défauts. Mais elle nous vient aussi de ses qualités : de son dynamisme, de son énergie, de son patriotisme, de sa pluralité assumée, de son efficacité, de son inventivité dans les domaines des arts et de la création. Et puis, risquons-en l'hypothèse pour ce qui concerne la France : la gratitude vis-à-vis du peuple qui nous libéra naguère n'est pas dénuée d'ambivalence. Le souvenir de cette libération s'accroche à celui de notre déroute, de nos compromissions, de notre abaissement. La France rescapée n'en finit pas d'éprouver un amour haine pour son sauveteur. Et cette ambivalence lui brouille l'esprit [...] La mondialisation, blanche selon les uns, noire selon les autres, a franchi le 11 septembre une nouvelle étape, couleur sang. »**

Jusqu'à la fin de l'année 2001, les articles se multiplient. Jean Birnbaum propose dans les pages « Horizons » du *Monde* un long article intitulé « L'Amérique mal aimée. Enquête sur une détestation française » et dans lequel l'antimondialisation est sommée d'éclaircir une position dont les ambiguïtés, jusqu'alors entretenues, ne peuvent perdurer dans le contexte de l'après-11-Septembre :

<sup>637</sup> Propos de George W. Bush, le 11 septembre. Cités dans : TETU Jean-François, « Préface », in LITS Marc, *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, Bruxelles : De Boeck, p. 5-8, 2004, p. 7

<sup>638</sup> Propos de George W. Bush, le 20 septembre. *idem*

<sup>639</sup> Propos de George W. Bush, le 8 novembre. *idem*

<sup>640</sup> « *La plastique de l'anti-américanisme* », *Libération*, 13-10-01

<sup>641</sup> « *L'humeur des jours* » [chronique de Bernard Frappat], 22-09-01, *La Croix*

**« De ce point de vue, les attentats du 11 septembre devraient inciter à plus de prudence, comme le signale Eric Fassin [sociologue, EHESS] : « Il me semble que la rhétorique antimondialisation va être amenée à faire plus attention à la confusion des genres et à bien marquer la différence entre le symbole de la globalisation et un pays particulier, entre la critique d'un système international et d'une culture nationale. Après tout, auparavant, ça ne coûtait pas de maintenir l'ambiguïté. » »**

642

Finalement, après le 11-Septembre, c'est la vacuité même de la question « pour » ou « contre » la mondialisation qui est visée. La question a-t-elle un sens ? Peut-on réellement être contre un phénomène économique et politique aussi ancien et inéluctable ? S'opposer à la mondialisation, n'est-ce pas, finalement, prôner le repli sur soi ? Car, en effet, n'y a-t-il pas une contradiction fondamentale entre l'affirmation du sentiment antimondialisation et la volonté de voir se développer un mouvement social transnational, voire une démocratie mondiale ? Les acteurs de l'antimondialisation sont mal à l'aise : quel espace leur reste-il pour critiquer le système économique dominant ? Comment dénoncer à la fois la barbarie des terroristes et l'isolationnisme américain ? S'ils veulent condamner aussi bien le terrorisme que la mondialisation libérale, ils doivent les traiter comme des phénomènes distincts. Au contraire, juger que les deux phénomènes sont liés, c'est imputer le terrorisme à la mondialisation et, si l'on prolonge, aux Etats-Unis<sup>643</sup>. Or, la logique du « bien fait pour eux » est socialement et politiquement inacceptable.

Ces questions s'imposent au mouvement et sont largement relayées par la presse qui offre au débat, une nouvelle fois, ses pages périphériques. Dans une « Tribune libre » paru dans *L'Humanité*, Alain Bertho, « sociologue et membre du Conseil national du PCF » :

**« Pour ou contre la mondialisation, la question n'a pas de sens. Le monde est en train de devenir l'échelle pertinente de l'accumulation, de l'exploitation et de la domination. Il est dans un même mouvement l'horizon contemporain déterminant des mobilisations et de la libération humaine. [...] Chaque peuple, chaque femme et chaque homme, et l'humanité tout entière sont aujourd'hui à la recherche d'une citoyenneté d'un nouvel âge. Les mobilisations bien que regroupées sous le terme bien impropre « d'antimondialisation » portent cette aspiration : faire du monde un véritable espace d'intervention et de politisation pour que les nécessaires divisions qui nous concernent tous, parfois dans notre vie de tous**

644

**les jours, soient prises selon des principes et des processus démocratiques. »**

Comme l'illustre l'extrait précédent, si l'on ne peut décentement s'affirmer contre la mondialisation, c'est l'adéquation du *mot* –antimondialisation- et de la *chose* qui est en cause ; et les représentants de certaines grandes organisations de s'expliquer comme Susan George dans *Libération* : « Pour commencer, il est toujours utile de rappeler que nous ne sommes pas antimondialisation, encore moins, antimondialistes. »<sup>645</sup>

642 « L'Amérique mal aimée. Enquête sur une détestation française », 26-11-01, *Le Monde*

643 CERI Paolo, « Les transformations du mouvement global », in WIEVIORKA Michel, *Un autre monde...*, p. 55-76, Paris : Balland, 2003, p. 70

644 « Les citoyens du monde et l'Empire » [« Tribune » d'Alain Bertho], 14-09-01, *L'Humanité*

645 « Le dilemme des antimondialisation », 19-09-01, *Libération*

### III. De l'antimondialisation à l'altermondialisation

#### III.1. Altermondialisation : un second néologisme

---

Dès l'après-Seattle, certains acteurs de l'espace militant font part de leur regret de se voir affubler l'étiquette « antimondialisation », premier néologisme de forme appliqué au mouvement. En témoigne, par exemple, l'ouvrage de René Passet, membre éminent d'Attac, intitulé *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé*<sup>646</sup>. En effet, depuis le tout début de l'année 2000, des militants s'interrogent quant à l'adéquation du *mot* à la *chose*, sans être réellement relayés par la presse. La nouvelle conjoncture ouverte par les violences de Gênes puis le 11-Septembre offre au débat l'occasion de se déployer plus largement dans l'espace militant. La valeur adversative que revêt le préfixe « anti- » pose en effet problème. C'est que condamner la mondialisation sied mal à un mouvement qui revendique haut et fort son internationalisme (« agir local, penser global ») et qui s'attache à faire converger des luttes disparates, notamment géographiquement. C'est aussi que le mouvement est trop souvent réduit par certains commentateurs à sa posture critique, perçue comme stérile, non-constructive et anachronique. A ce titre, l'adoption du préfixe « alter- » doit illustrer la force de proposition d'un mouvement qui, à partir de 2002, privilégie le dispositif du « Forum social mondial »<sup>647</sup> à celui du contre-sommet dont les événements de Gênes ont illustré les limites et les risques. Par ailleurs, le passage d'« anti- » à « alter- » s'inscrit dans un processus de désolidarisation, d'une part vis-à-vis des militants les plus radicaux et, notamment, de ceux qui légitiment la violence au nom du droit à la désobéissance civile, d'autre part vis-à-vis des souverainistes qui prêchent l'antimondialisation au nom de la préservation des identités nationales ou de la « civilisation européenne »<sup>648</sup>.

L'ensemble de ces éléments encourage donc une nouvelle dérivation lexicale: le préfixe « alter- » vient qualifier le radical « mondialisation » et devient rapidement un composé lexical unifié. Selon Geoffrey Pleyers, le terme altermondialisation serait employé pour la première fois par le porte-parole d'Attac Belgique, Arnaud Zacharie<sup>649</sup>. Il est donc issu du monde francophone et ne se répand qu'ensuite au sein des autres langues latines. Ainsi, sa traduction anglaise « *alterglobalism* » n'est que très rarement utilisée et les anglo-saxons lui préfèrent les expressions « *Global Justice Movement* » [Mouvement pour la/une justice globale], « *Global Citizen Movement* » [Mouvement citoyen global/mondial], « *Global*

<sup>646</sup> PASSET René, *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Paris :Fayard, 2001. L'ouvrage paraît au mois de mai 2001, c'est-à-dire avant les journées de Gênes et avant le 11-Septembre

<sup>647</sup> Le premier FSM, dont les dates correspondent au Sommet Economique Mondial de Davos (Suisse), se déroule à Porto Alegre (Brésil) du 25 au 30 janvier 2001. Il reste alors très largement investi par les militants brésiliens. Le dispositif du FSM est ensuite reconduit en février 2002 et connaît un énorme succès en termes d'affluence (aux organisations brésiliennes s'ajoutent une multitude d'autres associations internationales) et en termes de visibilité médiatique (en France). [FOUGIER, 2006, p. 70-80]

<sup>648</sup> Pour une étude de l'antimondialisation au prisme des droites populistes européennes : BETZ Hans-Georg, « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires, exclusion populiste en Europe occidentale », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde*, p.217-240, Paris : Balland, 2003

<sup>649</sup> PLEYERS Geoffrey, « Le mouvement altermondialisation liégeois », communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes, 3-5 décembre 2003, Paris. L'information selon laquelle Arnaud Zacharie est le premier à utiliser « altermondialisation » est difficilement vérifiable (des généalogies concurrentes peuvent être proposées par d'autres acteurs) ; néanmoins, sa reprise dans *Le dictionnaire analytique de l'altermondialisme* proposé par Eddy Fougier nous encourage à la tenir pour juste [FOUGIER 2006, p. 7].

*Resistant Movement* » [Mouvement de résistance global/mondial]<sup>650</sup>. En Allemagne, la langue offre de nombreuses possibilités de composition lexicale. A la suite de Seattle, apparaissent « *Gegenglobalisierung* » [anti-globalisation] puis « *Globalisierungsgegner* ». Après 2001, « *die globalisierungs kritische Bewegung* » [Mouvement (de) critique de la mondialisation] est largement privilégié<sup>651</sup>. Au contraire, les langues latines proposent des traductions proches de l'usage français. C'est le cas en espagnol avec « *Movimiento altermundialista* », en italien avec « *Movimento altermondialista* » et en portugais avec « *Movimento alterglobalização* ». Dans l'ensemble de ces langues latines, cette nouvelle dérivation lexicale renforce le caractère formulaire du radical « mondialisation » en s'inscrivant dans sa progéniture discursive aux côtés d'autres unités lexicales plus ou moins figées (« antimondialisation » naturellement, mais aussi « mondialisation néolibérale », « mondialisation culturelle », etc.). Et comme nous l'avancions déjà pour « antimondialisation », l'énoncé « altermondialisation » constitue, en lui-même, un discours polémique sur la mondialisation.

Contrairement à son prédécesseur, le dérivé « altermondialisation » revêt un caractère néologique total. Aucune occurrence n'est repérée avant l'année 2002. En effet, si l'usage du préfixe « anti- » est fréquent dans des unités figées (« antithèse », « antiadhésif », etc.) et reste largement disponible pour des dérivations plus ou moins éphémères (« anti-CPE », par exemple), l'usage du préfixe « alter- » relève en partie du mot-valise, création discursive qui consiste à composer un mot en fusionnant deux autres<sup>652</sup>. L'on passe d'« alternative (à la) mondialisation » à « altermondialisation ».

### III.2. Dynamique d'apparition

L'apparition de l'unité lexicale composée « alter-mondialisation » ou unifiée « altermondialisation » et de ses dérivés grammaticaux (altermondialiste, altermondialisme) peut être facilement datée dans chacun des titres du corpus grâce aux bases de données<sup>653</sup>. Parmi les journaux du corpus, *L'Humanité* est le premier à utiliser le terme au tout début du mois de février 2002 ; *Les Echos* est le dernier avec une première occurrence repérée à la fin du mois de janvier 2003. Entre les deux, et à quelques jours près, une amplitude de douze mois.

C'est clairement au cours de l'année 2002 que le terme s'impose au cœur des discours de presse. *L'Humanité* est le seul titre qui offre une très large couverture au second Forum social mondial qui se déroule à Porto Alegre au début du mois de février<sup>654</sup>. C'est à cette

<sup>650</sup> FOUGIER, 2006, p. 7

<sup>651</sup> AUBOUSSIER, NIEMEYER, 2010

<sup>652</sup> Exemples : *franglais* est issu de *français* et *anglais*, *caméscope* de *caméra* et de *magnétoscope*, etc. « Altermondialisation » ne relève qu'en partie du mot-valise au sens où l'intégrité d'un des deux mots d'origine est préservée.

<sup>653</sup> *Libération*, Editions CDROM SNI ; *Le Point*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Les Echos*, base de données Factiva ; *L'Humanité*, archives en ligne ; *La Croix*, archives en ligne.

<sup>654</sup> L'événement est bel et bien présent dans les autres journaux mais ne s'impose pas aussi clairement dans les agendas. De plus, *L'Humanité* est le seul à proposer un traitement de l'événement qui se dégage des enjeux soulevés par les élections présidentielles prévues en France pour le mois de mars. A titre d'illustration, le seul éditorial du *Monde* relatif au Forum social mondial -2 février- est intitulé « Tous à Porto Alegre » et s'attache à la ronde des candidats « de gauche » au Brésil. Le 25 janvier, *Le Figaro* titre en Une « Tous en campagne à Porto Alegre » et propose le 31 janvier, un article sarcastique titré « Samba électorale pour la gauche française ».

occasion que le quotidien communiste utilise pour la première fois, puis à de multiples reprises, le néologisme. Le terme apparaît le 1<sup>er</sup> février en rubrique « International » dans le titre « L'Histoire de l'irruption du mouvement altermondialiste »<sup>655</sup>. L'article s'attache à dresser la généalogie de l'altermondialisation depuis les années soixante-dix. Remarquons que s'il se rapproche ainsi de la thèse de « la longue histoire d'une nouvelle cause » soutenue par divers sociologues et politistes, il s'en éloigne largement quand il assimile l'altermondialisation à une réaction quasi-mécanique à « l'apparition de puissantes lignes de fractures sociales entre les pays du Sud et ceux du Nord »<sup>656</sup>.

Durant le même mois de février 2002, *La Croix* emploie le terme à une reprise en insistant sur son origine : « Pas question de se définir comme antimondialistes. A Porto Alegre, au sein de la communauté francophone, on affirme que les Belges auraient trouvé une nouvelle formule pour définir le mouvement : les alter mondialistes ». Seulement deux autres occurrences sont repérées en 2002 ; ce n'est qu'en 2003, que le quotidien adopte véritablement le néologisme.

C'est ensuite *Libération* qui introduit le néologisme dans son dispositif le 21 mars 2002. Dans la rubrique politique, l'occurrence est repérée dans une interview d'Aminatou Traoré qui assume la responsabilité de l'usage<sup>657</sup>.

Au mois de juin, c'est *Le Monde* qui relaie le néologisme. Nicolas Weil, journaliste au quotidien du soir, propose en rubrique « Horizon-Analyse » un long article sur l'état de la gauche française au lendemain de son naufrage au premier tour des élections présidentielles. Le journaliste cite Yves Salesses qu'il présente comme « président de la Fondation Copernic et partisan de l' « altermondialisation » »<sup>658</sup>. Le mois suivant, c'est Noël Mamère qui utilise le terme dans une longue tribune dans la rubrique « Horizon-Débat ». Le thème est le même, la gauche traumatisée :

**« Engagés dans notre processus d'institutionnalisation, nous n'avons pas suffisamment intégré cette dimension, tout comme nous avons raté le grand tournant qu'a constitué le mouvement altermondialiste né de Seattle, de Millau et de Gênes. Pourtant, à l'exemple de ce que fut Mai 68 pour la génération des années 1970, il constitue l'acte fondateur de l'engagement politique pour la génération des années 2000. »**

Après *L'Humanité*, *Libération*, *Le Monde*, c'est au tour du *Figaro* de prendre part au processus de diffusion du néologisme. La première occurrence est repérée le 23 novembre 2002 dans la rubrique « Débats » où le terme est utilisé par Robert Redeker, « philosophe », dans un article intitulé « Le défilé Pravda »<sup>660</sup>. L'auteur répond sur le ton de la polémique à une intervention précédente de Daniel Bensaïd sur « les nouveaux

<sup>655</sup> « L'irruption du mouvement altermondialiste », 1-02-02, *L'Humanité*

<sup>656</sup> AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier & MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005. L'ensemble des contributions de l'ouvrage relativise la nouveauté de l'altermondialisation et insiste sur les traditions militantes dont cette « méso-mobilisation » est issue. L'altermondialisation, c'est avant tout une reconfiguration de l'espace militant et, à ce titre, il faut « s'écarter des causalités qui reposent sur d'hypothétiques processus collectifs » [p. 22]

<sup>657</sup> « Quatre regards étrangers sur la contestation à la française du libéralisme », 21-03-02, *Libération*

<sup>658</sup> « En attendant la refondation », 8-07-02, *Le Monde*

<sup>659</sup> « Point de vue » [« Horizon-Débat », par Noël Mamère], 22-08-02, *Le Monde*

<sup>660</sup> « Le défilé Pravda », [« Débats », par Robert Redeker], 23-11-02, *Le Figaro*

réactionnaires »<sup>661</sup>. Plus d'un an après le 11-Septembre, le débat sur l'antiaméricanisme présumé de l'altermondialisation continue :

**« Lorsqu'il évoque les attentats contre les Twin Towers, Bensaïd verse dans l'abjection. Les terroristes et les victimes ont disparu de sa réflexion. Relisons-le : « Après les tours de Manhattan, l'année écoulée aura vu la chute de la maison Enron, symbole de la nouvelle économie et de la débâcle de l'économie argentine. » Autrement dit : le 11 septembre est une défaite du capitalisme, s'inscrivant dans la lutte mondiale, peut-être finale, tiers-mondiste et altermondialiste, contre le capitalisme. Comme si Ben Laden était un héros libérateur [...] Le pire de tous les destins risque de s'abattre sur ce mouvement antimondialiste : tomber sous la coupe d'idéologues à la Daniel Bensaïd, s'acharnant à appauvrir la créativité politique de l'antimondialisation en la corsetant dans le rideau de fer et de barbelés d'un marxisme passé de saison, celui de la guerre froide. »**

Au cours du mois de mai 2003, soit douze mois après la première occurrence relevée dans *L'Humanité*, *Le Point* et *Les Echos* rendent compte dans leurs usages de l'évolution du préfixe. C'est donc lors du troisième Forum social mondial, une nouvelle fois installé à Porto Alegre du 23 au 28 janvier que sont définitivement enregistrés l'évolution terminologique et le passage d'antimondialisation à altermondialisation.

L'adoption du préfixe « alter- » ne signifie pas que la préfixation en « anti- » disparaît ; et, en effet, les deux formulations cohabitent jusqu'à ce que le plus récent des préfixes prenne largement la pas, en termes d'usage, sur le plus ancien. Des graphiques peuvent illustrer la visibilité offerte aux deux formulations. Ils illustrent aussi la concordance du moment où le préfixe « alter- » est définitivement privilégié dans l'ensemble des journaux. C'est en mai-juin 2003, c'est-à-dire lors du sommet du G8 d'Evian (1-3 juin) et du contre-sommet organisé à la fois en Suisse à Lausanne et en France à Annemasse (29 mai-3 juin)<sup>662</sup>. L'adoption définitive du nouveau préfixe lors d'un sommet géographiquement à cheval sur deux pays francophones (qu'en partie pour la Suisse) peut sans doute être abordée au prisme de la question des sources. Entre Genève et Annemasse, l'espace militant est largement investi d'organisations francophones qui se constituent en sources privilégiées pour la presse française. C'est pour ces acteurs sociaux l'occasion de proposer aux médias une définition spécifique de la situation et les termes dans lesquels peuvent être pensés leurs revendications et leur projet.

Ainsi, après le sommet du G8 à Evian, la préfixation en « alter- » est définitivement privilégiée au détriment de la préfixation en « anti- ». Si cette dernière est largement délaissée, elle ne disparaît pas. Deux usages peuvent être identifiés. Soit « antimondialisation » et ses dérivés grammaticaux se trouvent réinscrits dans un référentiel relatif à l'extrême-droite : être antimondialiste, c'est prôner le repli sur soi. Soit « antimondialisation » et ses dérivés permettent de distinguer les radicaux qui ont recours à la violence (type *Black Bloc*) des « alter » qui s'inscrivent dans un projet politique de négociations et de construction d'alternatives.

### III.3. Accompagnement métalinguistique

<sup>661</sup> « Intelligences serviles » [« Débats », par Daniel Bensaïd], 19-11-02, *Le Figaro*

<sup>662</sup> *infra*, annexe 4

Quand l'usage du terme « antimondialisation » se développe à la suite de l'événement *Seattle*, il n'est que très rarement accompagné des marques minimales de la modalisation autonymique (les guillemets) et il est encore plus rarement l'objet d'une glose métadiscursive qui vise, en quelque sorte, à distinguer l'énonciateur de l'expression qu'il emploie<sup>663</sup>. Au contraire, nous constatons un usage transparent de la notion. Autrement dit, les discours sont aveugles à la dimension néologique de la notion d' « antimondialisation » et l'imposent comme un référent social immédiatement viable<sup>664</sup>. Qu'en est-il du second néologisme de forme « altermondialisation » ?

Sont ici répertoriés les formes prises par le néologisme dans les quinze premiers articles où le terme et ses dérivés grammaticaux figurent<sup>665</sup> :

<i>L'Humanité</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (5)	l'alter-mondialisation (05-02-02) ; la galaxie de l'altermondialisation (16-04-02) ; l'alter-mondialisation (01-05-02) ; altermondialisme, l'altermondialisme (24-06-02)
	Adjectif (11)	mouvement altermondialiste, rassemblement alter-mondialisation, mouvement altermondialiste, mouvements alter-mondialistes (01-02-02) ; manifestation altermondialiste (17-03-02) ; la contestation altermondialiste (18-06-02) ; les mouvements alter-mondialisation (28-06-02) ; l'association altermondialiste (25-08-02) ; réseau altermondialiste, mouvement altermondialiste (25-08-02) ; mouvement altermondialiste (03-09-02)
Désignant les militants, un leader...	Nom (2)	les altermondialistes (17-03-02) ; les alter-mondialistes (02-05-02)
	Adjectif (1)	leader altermondialiste (18-06-02)

<sup>663</sup> AUTHIER-REVUZ Jacqueline, *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris : Larousse, 1996

<sup>664</sup> *infra*, p. 109-114

<sup>665</sup> *infra*, annexe 5 : les occurrences en « anti- » en contexte pour les quinze premiers articles dans lesquels en figurent au moins une.

<i>Libération</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (3)	militants de l'altermondialisation (21-03-02) ; « une altermondialisation » (08-10-02) ; altermondialisation (23-01-03)
	Adjectif (8)	la contestation altermondialiste (06-11-02) ; grand-messe altermondialiste (24-01-03) ; caisse de résonance altermondialiste (25-01-03) ; posture « altermondialiste » (28-01-03) ; contagion altermondialiste (29-01-03) ; paysan altermondialiste, radicalité altermondialiste (30-01-03) ; réseau altermondialiste (04-01-03) ;
Désignant les militants, un leader...	Nom (4)	champion « altermondialiste » (21-11-02) ; altermondialiste, « altermondialiste » (17-12-02) ; héros altermondialiste (29-01-03) ; groupement « altermondialiste »(24-02-03)
	Adjectif	

<i>La Croix</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (10)	« l'alter mondialisation » (12-04-02) ; « altermondialisme » (11-08-03) ; l'alter (15-12-03) ; altermondialisation, l'altermondialisation (23-01-03) ; l'« altermondialisation » (30-05-03) ; altermondialisation (10-06-03) ; l'« altermondialisation » (08-08-03) ; l'altermondialisation (25-10-03) ; l'altermondialisme (13-11-03)
	Adjectif (11)	son miroir « alter-mondialiste » (30-05-02) ; rendez-vous altermondialiste, nébuleuse altermondialiste, rassemblement altermondialisation (08-08-03) ; mouvement altermondialiste, mouvement altermondialiste, mouvement altermondialiste, mouvement altermondialiste (08-11-03), formations altermondialistes, nébuleuse altermondialiste, mouvement altermondialisation (12-11-03)
Désignant les militants, un leader...	Nom (11)	les alter mondialistes (01-02-02) ; militants « alter » (24-01-03) ; Les « altermondialistes », les « altermondialistes », des altermondialistes (30-05-03) ; les altermondialistes, les altermondialistes (08-08-03) ; des altermondialistes (14-11-03) ; les altermondialistes, les altermondialistes, les altermondialistes (13-11-03)
	Adjectif	
Désignant un concept, un terme...		qualificatif « altermondialiste » (11-08-03)

<i>Le Monde</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (10)	« l'altermondialisation » (08-07-02) ; « l'altermondialisme », l' « altermondialisation » (05-10-02) ; « l'altermondialisation » (23-10-02) ; l' « altermondialisation » ; l' « altermondialisation » (24-01-03) ; l' « altermondialisation » (24-01-03) ; l'altermondialisation, l'altermondialisation (06-01-03) ; l'altermondialisation (06-03-03)
	Adjectif (3)	le mouvement altermondialiste (22-08-02) ; la mouvance « altermondialiste » (05-10-02) ; un groupe altermondialiste (27-12-02)
Désignant les militants, un leader...	Nom (1)	un « altermondialiste » (23-10-02)
	Adjectif (2)	Militants altermondialisation (11-02-03), français [...] altermondialiste (20-01-03)
Désignant un concept, un terme...	(1)	le concept développé d' « altermondialisation » (24-12-02) ; concept d'altermondialisation (28-01-03)

<i>Le Figaro</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (5)	l'alter-mondialisation (09-01-03) ; l'altermondialisme (03-04-03), camp de l' « altermondialisation » (26-05-03), « altermondialisation », (02-06-03), l'altermondialisation (09-06-03)
	Adjectif (11)	lutte [...] altermondialiste (23-11-02) ; mouvement altermondialiste (30-10-02) ; mouvement anti- (ou alter) mondialisation (28-01-03) ; fête [...] altermondialiste (29-01-03) ; mouvement « altermondialiste » (29-01-03), mouvement altermondialiste (31-05-03), manifestation « altermondialiste », nébuleuse « altermondialiste » (02-06-03) ; manifestation altermondialiste (02-06-03) ; rendez-vous altermondialiste (09-06-03) ; l'organisation altermondialiste (23-06-03)
Désignant les militants, un leader...	Nom (3)	Altermondialistes, militant altermondialiste (30-05-03), les « altermondialistes », manifestants « anti »' ou « alter » mondialisation (31-05-03) ; les altermondialistes (02-06-03)
	Adjectif (8)	

<i>Les Echos</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (5)	l'alter-mondialisation (19-05-03) ; l'altermondialisation , l'altermondialisation, l'altermondialisation, l'altermondialisation (26-08-03) ; l'altermondialisation (08-09-03)
	Adjectif (9)	manifestations altermondialistes (30-05-03), l'association altermondialiste (04-08-03) ; mouvance altermondialiste (08-08-03) ; rassemblement altermondialiste, rassemblement altermondialiste (08-08-03) ; mouvement altermondialiste, rassemblement altermondialiste (14-08-03) ; mouvement altermondialiste (19-08-03) ; mouvement altermondialiste (22-08-03)
Désignant les militants, un leader...	Nom (3)	les « altermondialisation » (21-01-03) ; des altermondialistes (19-08-03)
	Adjectif (8)	[s'afficher] « altermondialiste » (01-09-03) ; [se dire] « altermondialiste » (10-09-03)
Désignant un concept, un terme...	(2)	notion d'altermondialisation (27-03-03) ; le terme d' « altermondialiste » (14-08-03)

<i>Le Point</i>		
Désignant un mouvement collectif, un courant d'idée...	Nom (6)	altermondialisme (25-07-03) ; l'altermondialisme, l'altermondialisme (12-09-03) ; l'altermondialisme (03-10-03) ; l'altermondialisme (21-11-03) ; l'altermondialisme (28-11-03)
	Adjectif (4)	mouvement altermondialiste (31-01-03) ; mouvance altermondialiste (10-10-03) ; lutte altermondialiste (07-11-03) ; happening altermondialiste (14-11-03)
Désignant les militants, un leader...	Nom (2)	une « altermondialiste » (25-05-03), les altermondialistes (10-10-03)
	Adjectif (3)	[se prétendre] altermondialiste (26-09-03), amis altermondialistes (10-10-03) ; minorité altermondialiste (28-11-03)

Comme c'est le cas avec les formes en « anti- », les formes néologiques en « alter- » relèvent le plus souvent d'un usage adjectival. Le terme vient qualifier un « mouvement », une « mouvance », une « lutte », une « manifestation », un « rassemblement », une

« nébuleuse », etc. Il vient également qualifier des « militants », des « manifestants », un « leader », etc. Seuls *Le Monde* et *Le Point* emploient systématiquement la forme « altermondialiste(s) » dans leurs usages adjectivaux. Les autres journaux l'utilisent également mais elle cohabite avec un usage adjectival de la forme nominale (« le mouvement altermondialisation », « un militant altermondialisation », etc. ).

Nous relevions que le néologisme en « anti- », lors de son apparition, n'était que très rarement accompagné de guillemets ( 8 sur 181 occurrences relevées dans nos tableaux). L'usage des guillemets est plus fréquent dans le cas des formes en « alter- » et ce sont ainsi 37 occurrences sur 152 qui sont accompagnées de cette marque minimale de la modalisation autonymique. Ces guillemets fonctionnent tels un signal énonciatif qui vise à démarquer l'énonciateur du terme employé ; le journaliste attire l'attention sur le fait qu'il emploie *ce mot-là* et pas un autre. Il s'agit ici sans doute moins d'illustrer la non-correspondance entre le terme et le sens recherché que d'indiquer que le néologisme est issu d'un discours autre, d'un discours primaire. Il est un emprunt et s'inscrit à ce titre dans l'hétérogénéité montrée qui caractérise les discours médiatiques. Il ne s'agit pourtant que très rarement d'un véritable discours rapporté, direct ou indirect, au sens où la source n'est généralement pas citée. On *devine* seulement que les guillemets indiquent que le terme employé est issu de l'espace militant et que sa création ne relève pas d'une initiative du journaliste.

Nous relevions aussi que l'emploi du néologisme en « anti- » n'était pas d'ailleurs accompagné d'un commentaire, c'est-à-dire d'une glose métadiscursive qu'il ne l'était de guillemets. Là encore, nous constatons une évolution avec l'apparition des formes en « alter- ». Ces commentaires laissés au fil du texte sont intéressants car ils repeuplent le discours d'acteurs. Ils laissent deviner les stratégies d'acteur et par là même la nature interdiscursive des discours médiatiques. Faut-il à ce titre rappeler à la suite de Paul Siblot que « nommer, ce n'est pas seulement se situer à l'égard de l'objet, c'est aussi prendre position à l'égard d'autres désignations du même objet, à travers lesquelles des locuteurs prennent également position. C'est en conséquence se situer par rapport à eux. »<sup>666</sup>

Il est remarquable que *L'Humanité*, premier quotidien à employer les formes en « alter- » et, surtout, premier à les assimiler dans ses discours dès le début de l'année 2002, soit le seul, avec *Le Point*, dans lequel on ne trouve aucun commentaire relatif à la nouvelle préfixation. Dans le cas de *L'Humanité*, l'on constate même qu'aucune occurrence n'est accompagnée de guillemets. Sans doute est-il possible de faire l'hypothèse que la proximité que le quotidien communiste entretient avec l'espace militant explique l'absence de commentaire : le journal est un acteur impliqué dans l'altermondialisation et, à ce titre, les formes en « alter- » qu'il relaie ne relèvent pas, à proprement parler, d'un *emprunt* à l'espace militant. Dans ce cas, utiliser les guillemets, c'est préserver une distance. Ne pas les utiliser, c'est illustrer sa proximité avec un discours et l'acteur qui l'énonce.

C'est dans *La Croix* que l'évolution du préfixe est la plus commentée :

**- « Pas question de se définir comme antimondialistes. A Porto Alegre, au sein de la communauté francophone, on affirme que les Belges auraient trouvé une nouvelle formule pour définir le mouvement : les alter mondialistes. »<sup>667</sup> - « Etes-vous d'accord avec les mouvements « antimondialisation » qui s'expriment à Porto Alegre ? On ne peut que donner raison à ceux qui disent que la**

<sup>666</sup> SIBLOT Paul, « Nomination et production de sens », *Langages*, n°127, p. 38-55, 1997, p. 55

<sup>667</sup> « Les chrétiens sont présents à Porto Alegre », 01-02-02, *La Croix*

**mondialisation est déséquilibrée. Et qui demandent une régulation sur des bases plus solides. La mondialisation est aujourd'hui atteinte par l'inégale participation des nations. Je [Jérôme Vignon, Président des Assises chrétiennes de la mondialisation] préfère d'ailleurs parler d'altermondialisation. Et si l'« alternative » signifie un élargissement des bases du système de décision au niveau mondial, je suis d'accord. »**<sup>668</sup>

Dans les deux cas, l'origine militante de l'évolution est montrée : ce sont les militants francophones et, plus spécifiquement « les [militants] belges », dans le premier, c'est « je », c'est-à-dire Jérôme Vignon, Président des Assises chrétiennes de la mondialisation, dans le second.

Parfois, les deux préfixes sont conservés sans qu'aucun élément n'indique le terme le plus approprié, sans qu'aucun élément ne précise la distinction. Illustration avec un article relatif à la troisième édition du Forum social mondial :

**- « L'année dernière, à Porto Alegre, les militants anti- ou « alter » mondialistes, avaient constaté que leur mouvement n'était pas mort avec le 11 septembre. »**<sup>669</sup>

Au contraire, l'évolution du préfixe peut être l'objet même d'un article. C'est le cas avec une chronique de Pierre-Yves Le Priol – chronique hebdomadaire intitulée « Fidèle au poste » :

**« Ce n'est pas seulement la bataille médiatique du week-end qu'a gagnée le rassemblement dit altermondialiste du Larzac. C'est aussi la bataille du langage, plus durable, en réussissant à imposer à nos chaînes le choix de ses mots. Depuis peu, les opposants à l'ordre économique mondial cherchent à troquer l'expression « anti-mondialisation » contre celle d'« altermondialisme ». Subtilité sémantique ? Non, car la première dégage des relents « anti-tout », évoque une contestation polymorphe. La seconde, avec la magie de son « alter », ouvre le champ. L'altermondialiste n'est plus un monsieur Niet extrémiste. C'est, sous le même drapeau, un visionnaire qui veut réenchanter le monde [...] Ce qu'a permis le Woodstock de José Bové, ces deux jours, c'est un assez large ralliement du langage télévisuel à une telle phraséologie. Le qualificatif « altermondialiste », repris par nos chaînes, n'attend plus désormais que l'onction du dictionnaire.**

<sup>670</sup>  
[...]

Et, en effet, le dictionnaire enregistre rapidement l'usage puisque « altermondialisation » et « altermondialiste » font leur apparition dans *Le Petit Larousse* dès l'édition 2004. Dans la chronique de Pierre-Yves Le Priol, l'origine militante du néologisme est clairement indiquée avec la référence aux « opposants à l'ordre économique mondial ».

Dans *Le Monde*, l'usage est également commenté, et ce, à trois reprises. Moins qu'une mobilisation collective ou une idéologie, le journaliste évoque avant tout un concept dont la pertinence est interrogée ou relayée :

<sup>668</sup> « Mondialisation. Les chrétiens ne veulent pas politiser Porto Alegre » [ITW Jérôme Vignon, Président des Assises chrétiennes de la mondialisation], 23/01/03, *La Croix*

<sup>669</sup> « Porto Alegre, mode d'emploi », 21-03-02, *La Croix*

<sup>670</sup> « Contestation citoyenne et mondialisation libérale » [chronique « Fidèle au poste » de Pierre-Yves Le Priol], 11-08-03, *La Croix*

- « **Le Forum social mondial est un vaste lieu d'échanges, où se retrouvent des organisations non gouvernementales (ONG), des mouvements sociaux et des syndicats, réunis par la conviction qu' « un autre monde est possible »** »

<sup>671</sup> - « **A la veille de l'ouverture du 3e Forum social mondial, la capitale de l'Etat du Rio Grande do Sul achevait de préparer les chapiteaux et les scènes destinés à accueillir les réflexions du monde bigarré de l' « altermondialisation »: un mot un tantinet barbare, pour rappeler qu'on rêve ici d'un « autre monde »... et pour ne plus dire** »

<sup>672</sup> « **antimondialisation** ». » - « **La social-démocratie ne fait qu'accompagner la mondialisation en donnant le sentiment qu'elle peut de moins en moins agir sur elle** », objecte Yves Salesse, président de la Fondation Copernic et partisan de l' « altermondialisation » (terme préféré à celui d'antimondialisation, considéré <sup>673</sup> comme trop négatif). »

Dans *Le Figaro*, loin de l'emploi transparent de *L'Humanité*, l'origine du terme est clairement identifiée :

- « **« Le fonctionnement en réseau et au consensus du mouvement altermondialiste, néologisme préféré à l'expression « antimondialiste » fait sa force, mais c'est aussi une faiblesse, car le problème de l'alternative est très peu discuté », reconnaît Christophe Aguitton, membre du bureau[d'ATTAC]. »** »

<sup>674</sup> - « **Les flonflons de la fête antimondialiste, ou « altermondialiste », selon le néologisme utilisé par ses participants, se sont estompés. Une dernière manifestation a traversé les rues de Porto Alegre avant que les dirigeants ne mettent au point hier des textes conclusifs reprenant les thèmes plus ou moins <sup>675</sup> consensuels d'une semaine de débats touffus et confus. »** »

Parfois, comme dans *La Croix*, les deux préfixes peuvent également cohabiter dans *Le Figaro* :

- « **Malgré cette belle rhétorique, cependant, le sommet est à nouveau un aimant pour les manifestants « anti » ou « alter » mondialisation, qui ont choisi pour <sup>676</sup> thème de mobilisation l'illégitimité du G 8. »** - « **Les partis extrémistes, de gauche comme de droite, ont saisi cette opportunité pour se distinguer des partis traditionnels avec le succès qu'on connaît désormais. Et de nouvelles formes d'action et d'organisation politiques ont vu le jour, capitalisant sur la popularité** »

<sup>671</sup> « Porto Alegre s'ouvre par la dénonciation d'une guerre en Irak », 24-12-02, *Le Monde*

<sup>672</sup> « Du côté d' « Un autre monde », le « C'est possible » se fait attendre », 24-01-03, *Le Monde*

<sup>673</sup> « En attendant la refondation », 08-07-02, *Le Monde*

<sup>674</sup> « Les membres d'Attac changent de chef de file », 30-11-02, *Le Figaro*

<sup>675</sup> « A Porto Alegre, la percée des organisations religieuses », 29-01-03, *Le Figaro*

<sup>676</sup> « La France face à ses contradictions », 31-05-03, *Le Figaro*

**du mouvement anti- (ou alter) mondialisation, et de ce fait volant la vedette aux partis politiques.** »<sup>677</sup>

Aucune ambiguïté dans *Les Echos* qui identifient l'initiative de la forme en « alter-» (« les « antimondialisation » veulent... », dans le premier extrait, « le mouvement a [...] changé le terme qui le définit », dans le second) :

- « **Dans les deux villes, il y a bien sûr ceux qui redoutent ce rapprochement. Il est pourtant significatif de constater qu'au Brésil les « antimondialisation » veulent se faire appeler les « altermondialisation » : ils ne sont plus opposés à la mondialisation - ils détestent même être soupçonnés d'une telle attitude - mais**

**sont partisans d'une autre mondialisation.** »<sup>678</sup> - « **Le cœur de son combat reste la lutte contre un monde qui oppose pays riches et pays pauvres, mais, ces dernières années, il a considérablement enrichi son cahier revendicatif, pour devenir une sorte de patchwork de tous les mécontentements, pas très réaliste sans doute, mais qui a l'avantage d'attirer largement. Le mouvement a d'ailleurs très subtilement changé le terme qui le définit, passant d' « antimondialiste », trop dur et réducteur, à celui d' « altermondialiste.** » »<sup>679</sup>

C'est ensuite au cours de l'année 2003 que les gloses et commentaires métadiscursifs, que les guillemets aussi, disparaissent. La communauté langagière dont est issue l'initiative de la nouvelle préfixation n'est alors plus précisée ; les journalistes (et d'autres acteurs sociaux) s'en emparent et l'assimilent. Dans les deux exemples suivants tirés des *Echos*, les guillemets n'indiquent plus un emprunt à l'espace militant ; mais l'énonciation de celui qui, ici et maintenant, utilise le néologisme. Autrement dit, la communauté dont est issu le terme disparaît au profit des acteurs qui l'exploitent. Deux exemples tirés des *Echos* du 8 et du 10 septembre 2003 :

- « **« C'est une tentative de brouillage méthodique », dénonce Laurent Fabius, au moment précis où le PS, qui se dit lui aussi très « altermondialiste », peine à pacifier ses relations avec les mouvements luttant contre la « mondialisation libérale ».** »<sup>680</sup> - « **Alain Juppé s'est lui aussi exposé sur un terrain où on ne l'attendait pas. "Je dis banco à l'altermondialisation", a-t-il lancé, foulard landais au cou, soucieux de donner de lui une image conciliante et d'afficher sa sérénité à trois semaines de son procès.** »<sup>681</sup>

Ainsi, la nouvelle préfixation circule et si les discours de presse, l'espace de quelques mois, en indiquent l'origine militante, elle se voile rapidement et se trouve assimilée dans le dispositif des journaux ; puis les traces de l'interdiscours se renouvellent illustrant ainsi le passage, par la médiation de l'espace médiatique du discours militant à l'exploitation politique. A ce titre, le terme « altermondialistaion » et ses dérivés grammaticaux ne sont pas des objets neutre, doués d'une existence par eux-mêmes et qui n'appartiennent qu'au code de la langue mais bel et bien des éléments de discours.

<sup>677</sup> « *La gauche allègre...* », 28-01-03, *Le Figaro*

<sup>678</sup> « *Porto Alegre-Davos : 1-0* » [rubrique « *Opinions* »], 21-01-03, *Les Echos*

<sup>679</sup> « *Les partis de gauche entre crainte et envie* », 14-08-03, *Les Echos*

<sup>680</sup> « *En France, gauche et droite se disputent le thème de la mondialisation* », 10-09-03, *Les Echos*

<sup>681</sup> « *Le parti chiraquien fait bloc derrière le Premier ministre* », 08-09-03, *Les Echos*

### III.4. Logiques et stratégies d'acteurs

---

La politiste et spécialiste des mouvements sociaux Isabelle Sommier constate qu' « il y aurait une étude à faire pour comprendre la bonne disposition des journalistes à relayer immédiatement le terme anti-mondialisation et plus encore le passage d'anti- à alter-mondialisme qui apparaît en 2002 et qui va être repris rapidement par les médias. »<sup>682</sup> Nous relayons également le constat selon lequel la presse assimile assez facilement l'évolution tout en rappelant qu'une amplitude de douze mois existe entre le premier usage dans *L'Humanité* et le premier emploi dans *Les Echos* et *Le Point*. Reste qu'il est intéressant de confronter ce constat à certains discours issus de l'espace militant. Pour ces derniers, cette évolution doit être perçue comme un succès du mouvement contre les logiques médiatiques dominantes. Ainsi, pour Gilbert Wasserman, alors rédacteur en chef de la revue *Mouvements*, « le mouvement s'est révélé assez mature en choisissant un nom qui indique qu'il veut mener de concert une logique de résistance et une logique de construction alternative. Au bout du compte, les médias ont dûs'incliner. »<sup>683</sup> Il est évident que l'initiative est issue de l'espace militant (certainement d'ATTAC Belgique<sup>684</sup>). Il est tout aussi évident que l'évolution du préfixe s'inscrit dans une stratégie de requalification qui vise au moins autant l'espace militant (sentiment d'appartenance, identité et configuration d'un *nous*) que l'espace public médiatique dans une période où l'antimondialisation veut échapper aux démons de la violence et légitimer sa force de proposition<sup>685</sup>. La requalification du mouvement illustre en effet bien moins l'assimilation de nouvelles normes de conduite individuelles et collectives dans l'espace militant qu'elle n'illustre la quête de reconnaissance publique entreprise par les organisations de l'antimondialisation.

Gilbert Wasserman affirme que l'évolution du préfixe est réalisée malgré la résistance des médias et notamment de la presse. A la suite d'Isabelle Sommier, il nous semble, bien au contraire, que cette évolution a été facilitée par une presse encline à enregistrer et à adopter le nouvel usage (rapidité de l'assimilation et disparition de l'accompagnement métalinguistique). Comment expliquer cette disposition des médias à assimiler l'évolution du préfixe ? Quelques hypothèses peuvent être avancées :

- La nouveauté attire les médias en ce qu'elle permet d'échapper à la routinisation de l'information (la nouveauté crée l'information).
- C'est pour un quotidien comme *L'Humanité*, dans une moindre mesure *Libération*, la possibilité de préserver le mouvement des critiques qui font suite à l'événement *violences à Gênes* et au 11-Septembre. Autrement dit, il y aurait une convergence entre les motivations des militants et d'une presse qui, depuis Seattle, assimile l'antimondialisation à un mouvement d'émancipation populaire. Et pourquoi ne pas envisager que cette réussite du préfixe « alter- » puisse aussi être expliquée

<sup>682</sup> SOMMIER, 2006, p. 164

<sup>683</sup> WASSERMAN Gilbert (et al.), *Où va le mouvement altermondialisation ? Et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris : La Découverte, 2003

<sup>684</sup> PLEYERS, 2003 ; FOUQUIER, 2006

<sup>685</sup> Nous évoquons un « espace public médiatique » en insistant sur le fait que celui-ci jouit d'une autonomie très relative. Nous pouvons le concevoir comme une « arène » de l'espace public c'est-à-dire comme un espace régi par des règles spécifiques (logique de sélection, modalités d'échanges, référentiel terminologique, schèmes de perceptions privilégiés...). La notion d'arène a le mérite de rendre compte du caractère « fragmenté » de l'espace public relevé, notamment, par Bernard Miège [« L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté », in PAILLIART -Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, p. 163-175, Grenoble : Elug, 1995].

par la capacité que celui-ci a d'illustrer le caractère irréversible des processus de mondialisation qui régissent en partie l'espace médiatique dans lequel s'agite la presse française ?<sup>686</sup>

Enfin, il est difficile de ne pas voir dans la dynamique qui prévaut à cette assimilation rapide du nouveau préfixe, les effets des logiques de mimétisme qui parcourent (et même soutiennent) l'arène médiatique. Quand, notamment, les trois quotidiens dits de référence adoptent le nouveau préfixe, il semble difficile pour les autres de ne pas rendre compte de l'évolution. Dans notre perspective, cette tendance au mimétisme soutient également le monde commun. Sans convergence des discours, le monde commun serait tiraillé et définitivement précaire et instable.

## Conclusion

Nous nous attachions dans la partie B à la configuration médiatique de l'antimondialisation. Nous attirons l'attention sur le fait que c'est *par* et *dans* l'événement, et à travers la constitution d'un paradigme événementiel, que l'antimondialisation acquiert une consistance et la capacité d'être reconnue dans l'espace public. L'acte originel, l'événement *Seattle*, offre un contexte de description sur lequel l'ensemble de la presse semble en partie s'accorder. C'est le discours de l'imaginaire démocratique. *Seattle*, c'est le spectacle d'une démocratie à l'échelle mondiale ; c'est le spectacle de la maturité politique d'une foule hétéroclite, bigarrée, bon enfant et qui affirme devant les médias du monde entier sa volonté de *participer*.

L'année 2001 constitue une rupture. C'est l'épreuve de la violence pour l'antimondialisation et la presse doit en rendre compte. Les journées de Gênes rendent caduque l'imaginaire démocratique sur lequel s'était construit le cadre appliqué au mouvement. Si les violences sont largement anticipées et si les différents journaux établissent le même horizon d'attente à la veille des affrontements, leur réalisation et, surtout, leur conséquence tragique encouragent des stratégies différenciées. La question est celle de la définition des violences (et la qualification des auteurs). Seuls *Le Figaro* et *Le Point* les identifient comme une forme de violence politique. Pour ces deux titres, le cadre identitaire appliqué à l'antimondialisation inscrit les auteurs des violences au sein de mouvement. C'est *L'Humanité* qui s'oppose le plus clairement à cette stratégie de solidarisation des radicaux au mouvement. Pour le quotidien communiste, ces violences sont le fait de « casseurs » dont les actions parasitent le message du mouvement. Ils ne font pas partie de l'antimondialisation, même pas de sa périphérie. Ils en sont exclus. La dimension politique que les journaux accordent ou non aux violences a ainsi des conséquences directes sur l'identité accordée au mouvement. A ce titre, dans son travail de configuration du monde commun, le discours de la presse dispose d'un pouvoir sur l'antimondialisation au sens où il contribue à l'instauration des critères d'appartenance au mouvement. Bien qu'ils soient des discours de reprises, des discours d'essence interdiscursive, le discours de chacun des journaux jouit d'une autonomie relative et relaie une définition, un temps spécifique, du mouvement et de ses frontières au sein de l'arène médiatique. Finalement, les discours médiatiques sont dans le même temps la sédimentation instable du discours des acteurs sociaux et un espace sur lequel ces mêmes acteurs veulent peser. Bref, l'espace des discours de presse apparaît comme un lieu de

pouvoir pour l'ensemble des acteurs sociaux qui souhaitent peser sur la définition à accorder à l'antimondialisation.

Le 11-Septembre relève d'une violence sur laquelle l'antimondialisation n'a aucune prise. L'événement-monde bouscule pourtant à un tel point le discours social que l'espace de l'information en porte les stigmates et c'est le mode d'appréhension de l'antimondialisation qui évolue. Des questions alors non-posées, ou rarement, exigent une réponse urgente. Dans la continuité de Gênes, le répertoire d'action des militants est interrogé ; puis l'anti-américanisme supposé des antimondialistes devient l'objet de vifs débats. Au cœur de ces derniers, la question de la légitimité politique.

Dans cette conjoncture, l'évolution du préfixe est donc à traiter en termes de stratégies d'acteur. En effet, « la lutte des discours est à considérer comme une forme socialement construite de la lutte des acteurs : non seulement il s'agit d'imposer un problème par rapport à d'autres mais aussi, à l'intérieur même d'un problème, il s'agit d'imposer une version qui, entrant elle aussi en concurrence avec d'autres, soit plus redevable ou acceptable que d'autres. »<sup>687</sup> C'est exactement ce qui se passe dans l'après-11-Septembre : la conjoncture exige une requalification du mouvement afin d'en préserver sa respectabilité dans le nouveau contexte global ouvert à la fois par les attentats du 11 septembre en eux-mêmes, puis par le discours qui soutient la riposte militaire des Etats-Unis. Nous retenons la capacité de la nouvelle préfixation à *s'imposer* (pour les uns), à *être assimilée* (pour les autres) dans les discours de presse. Nous considérons cette facilité comme le résultat d'une convergence d'intérêt entre l'espace militant et l'espace médiatique. Si des journaux ne partagent pas cette convergence d'intérêt, reste qu'ils adoptent la nouvelle préfixation par mimétisme et volonté de contribuer au monde commun. L'évolution du préfixe rend moins compte d'une transformation du mouvement que des stratégies d'acteurs militants et de la rencontre entre celles-ci et les processus médiatiques de configuration d'un monde commun.

---

<sup>687</sup> DELFORCE, NOYER, 1999, p. 29

## Partie D. Circulation et assimilation. Altermondialisation et discours social

Deux pièges menacent celui qui observe et analyse des discours médiatiques<sup>688</sup>. Il peut amplifier l'autonomie du discours médiatique plus que de raison. Ses règles et conditions de production spécifiques conduisent alors à le penser en dehors des liens qu'il entretient avec les discours primaires. C'est le piège du médiacentrisme, lieu commun de la condamnation de nombreuses analyses des discours médiatiques. Au contraire, l'analyste peut être conduit à diluer l'autonomie du discours des médias dans les relations que ces derniers entretiennent avec les discours sociaux disponibles qui les nourrissent et les soutiennent. Dans ce cas, les discours médiatiques ne sont *plus que* des discours de reprise. La vérité est ailleurs, ou plutôt, entre les deux. C'est que « la notion de discours ne recouvre pas, on le voit, une réalité qui se laisserait observer empiriquement » mais « un mode d'appréhension des médias en tant qu'ils produisent et font circuler des représentations et du sens dans le cadre de rapports sociaux déterminés »<sup>689</sup>.

Dans notre perspective, le journal et son dispositif sémio-discursif sont abordés comme un lieu de rencontre entre, d'une part, le discours du « nom-du-journal »<sup>690</sup> et les discours primaires et, d'autre part, entre les différents et nombreux discours primaires que le journal s'attache à articuler. A ce titre, nous appréhendons le discours des journaux comme un lieu privilégié pour l'observation du discours social global et des processus de régulation des discours sociaux spécifiques.

En rendant compte des procès de production et de circulation, nous interrogeons le statut de l'altermondialisation et sa capacité à s'inscrire au sein de la médiation sociale comme un discours social spécifique. Si la violence constitue un temps l'altermondialisation comme problème public, elle reste avant tout un *vecteur* de problème public au sens où, comme mouvement culturel, elle vise la promotion d'une nouvelle définition de la réalité à même de légitimer les multiples (parfois même contradictoires) revendications des nombreux acteurs du mouvement. Que devient ce discours militant quand il rencontre celui du nom-du-journal ? Nous nous interrogeons sur la capacité du cadre altermondialisation à s'intégrer à la discursivité sociale ; sur la façon dont il devient un discours social spécifique –que nous nommons *discours de l'alternative*–, mobilisé et mobilisable pour offrir du sens ; et rapidement émancipé de sa relation à l'altermondialisation comme événement et comme mouvement. Il s'agit d'étudier la façon dont l'altermondialisation, comme « être culturel »<sup>691</sup>, circule et se transforme.

<sup>688</sup> Ce double piège est aujourd'hui bien connu. Voir notamment : DELFORCE, NOYER 1999 ; UTARD 2001 ; RINGOOT Joselyne, « Discours journalistique : analyser le discours de presse au prisme de la ligne éditoriale », in RINGOOT Joselyne, ROBERT-DEMONTROND Philippe, *L'analyse du discours*, Rennes : Apogée, p. 87-115, 2004 ; WINDISH Uli, *Suisse-Immigrés. 40 ans de débats*, Lausanne : L'Age de l'homme, 2002

<sup>689</sup> UTARD 2001, p. 162

<sup>690</sup> MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le discours du journal*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1989

<sup>691</sup> JEANNERET 2009. Le concept d' « être culturel », aussi indéfini soit-il, a le grand avantage de ne pas encourager à « chosifier » ce qui circule dans le discours social et à préserver l'idée d'une configuration toujours dynamique.

*Le discours de l'alternative* apparaît dans une conjoncture politique et économique déterminée au cœur de laquelle la mondialisation et ses implications sociales et culturelles sont l'objet de nombreux débats ; et, il faut le rappeler, dans un espace géographique déterminé : la société « occidentale »<sup>692</sup>. Les origines du *discours de l'alternative* se trouvent dans l'antimondialisation comme événement (événement comme lieu et moment de production d'un discours social spécifique) ; la configuration de la violence comme problème public apparaît ensuite comme une obligation d'ajustement du discours social et de sa légitimité ; enfin, une fois configuré et réglé, ce *discours de l'alternative*, fondamentalement politique, est l'objet d'un usage stratégique dans l'espace social et, notamment, dans l'espace du journal.

## I. La configuration de la discursivité sociale

Dans la première partie de notre travail, nous définissons le monde commun comme une co-construction dont les médias sont des acteurs privilégiés et qui offre des ressources (catégories, identités...) à l'identification, à la discussion et à l'action. Le monde commun propose un rapport spécifique au monde et participe au lien social en s'imposant comme une médiation efficace entre le singulier et le collectif (*je et nous* vivons dans le même monde). En proposant des définitions communes des événements, il autorise la communication et une compréhension partagée en même temps qu'il permet le conflit<sup>693</sup>. Le monde commun naît du rapport qu'entretiennent des discours sociaux spécifiques à un discours social global.

### I.1. Discours social global...

---

Marc Angenot est canadien et professeur de langue et littérature française. Originellement théoricien de la littérature, il se libère du cadre trop étroit offert par le *texte* et décide de prolonger ses travaux vers l'analyse des *discours* et l'histoire des idées. Il propose alors une lecture des textes attentive aux médiations socio-historiques et aux phénomènes d'interdiscours.

L'objet de Marc Angenot est « le discours social » qu'il définit, rapidement, comme « la représentation discursive du monde telle qu'elle s'inscrit dans un état de la société »<sup>694</sup>. Ailleurs, il précise. Le discours social est :

**« Tout ce qui se dit et s'écrit dans un état de la société ; tout ce qui s'imprime, tout ce qui parle publiquement ou se représente aujourd'hui dans les médias électroniques. Tout ce qui narre et argumente, si l'on pose que narrer et argumenter sont les deux grands modes de mises en discours. Ou plutôt, appelons discours social non pas ce tout empirique, cacophonique à la fois et redondant, mais les systèmes génériques, les répertoires topiques, les règles**

<sup>692</sup> Si le « Nord » n'a pas le monopole de l'altermondialisation, les acteurs du « Sud » restent néanmoins minoritaires. Les leaders et les organisations majoritaires, les ressources à la mobilisation aussi, sont très majoritairement issus des pays occidentalisés comme le note nombre de politistes ou de sociologues [notamment : FOUGIER, 2004]

<sup>693</sup> *infra*, p. 55-56

<sup>694</sup> *idem*

**d'enchaînement d'énoncés qui, dans une société donnée, organisent le dicible –  
le narrable et le l'opposable- et assurent la division du travail discursif.»**<sup>695</sup>

Le projet est vaste et l'entreprise téméraire ; mais elle est d'importance puisque le discours social est, pour nous, le médium obligatoire de la communication et de l'intelligibilité, le tiers symbolisant sans lequel la communication sociale est rompue et l'incompréhension menace. Il est l'assise discursive, la vaste rumeur faussement entropique, qui autorise l'existence et la configuration de discours sociaux spécifiques. Car, en effet, la perspective totalisatrice adoptée par Marc Angenot n'interdit pas de distinguer *discours social global* et *discours sociaux spécifiques*. Les discours sociaux spécifiques ne sont pas juxtaposés les uns aux côtés des autres ; ils ne sont indépendants ni du discours social global ni des autres discours sociaux spécifiques, parfois concurrents. Le discours social global est un système dans lequel l'interaction renvoie directement aux rapports que les discours sociaux spécifiques entretiennent dans une société donnée à un moment donné. Le rapport dialogique entretenu par les discours sociaux se joue « dans une confrontation de sens »<sup>696</sup>.

A ce titre, Marc Angenot adopte l'idée, issue du dialogisme bakhtinien, d'une interaction à la fois discursive et sociale généralisée. Influence capitale, les travaux de Mikhaïl Bakhtine sont néanmoins l'objet d'une évaluation critique. Il s'agit de rappeler que le dialogisme du philosophe et linguiste accentue la fluidité des langages. Mikhaïl Bakhtine propose une « représentation du social comme un lieu où des consciences « responsoriales » et dialogisées sont en interaction, un lieu où les légitimités, les hiérarchies, les contraintes et les dominantes ne sont prises en considération que dans la mesure où elles fournissent matière à l'hétéroglossie et, dans l'ordre esthétique, au texte polyphonique. » Marc Angenot, lui, préfère s'attacher « aux contraintes et entropies, non pour les décrire comme un système statique, mais une hégémonie, ensemble complexe de règles prescriptives de diversification des dicibles et de cohésion »<sup>697</sup>.

Les discours sociaux forment *dans un état donné de la société* (d'où la perspective synchronique adoptée par Marc Angenot- l'année 1889, par exemple<sup>698</sup>) un système d'interaction régi par des tendances hégémoniques et au sein duquel circulent, se hiérarchisent et se régulent les thèmes, les opinions, les goûts... Autrement dit, si l'auteur se satisfait du singulier (*le discours social*), c'est qu'il estime que la diversité, l'interdiscours généralisé et l'hétéroglossie qui caractérisent un état de la société ne sauraient dissimuler, au regard du chercheur, « une résultante synthétique, une dominance interdiscursive, des manières de connaître et de signifier le connu qui sont le *propre* de cette société, qui transcendent la division des discours sociaux »<sup>699</sup>.

<sup>695</sup> ANGENOT Marc, *Mil huit cent quatre-vingt neuf. Un état du discours social, Montréal : Le Préambule, 1989, p. 13-14*

<sup>696</sup> « Le rapport dialogique ne coïncide nullement avec le rapport qui existe entre les répliques d'un dialogue réel. Il est plus étendu, plus varié et plus complexe. Eux énoncés, séparés l'un de l'autre dans l'espace ou le temps, se révèlent en rapport dialogique à la faveur d'une confrontation de sens » [BAKHTINE Mikhaïl, *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984]

<sup>697</sup> ANGENOT Marc « Théorie du discours social », *Contextes*, n°1, 2006. En ligne. URL : <http://contextes.revues.org/docuements51.html> . Consulté le 12 décembre 2006

<sup>698</sup> ANGENOT, 1989. Marc Angenot précise ailleurs : « La notion de synchronie dont je me réclame en parlant d'un état du discours social est évidemment opposée à celle de la linguistique structurale par exemple. La synchronie « sausurienne » est une construction idéaltypique formant un système homéostatique d'unités fonctionnelles. La synchronie dont je parle forme une contemporanéité en temps réel » [ANGENOT, 2006, paragraphe 12]

<sup>699</sup> ANGENOT Marc, « Rhétorique du discours social », *Langue Française*, vol. 79, n°1, p. 24-36, 1988, p. 25

## I.2. ... et discours sociaux spécifiques

---

Comme le notent Maurice Mouillaud et ses collègues lyonnais en 1979, il faut donc privilégier « une représentation de ce qu'on peut appeler le discours social non pas comme un tissu homogène, mais comme formé d'une pluralité de systèmes partiels »<sup>700</sup>. C'est à ce titre que Bernard Delforce et Jacques Noyer proposent de penser la médiatisation au regard de la « discursivité sociale ». Cette dernière n'est sans doute pas très éloignée de ce que Marc Angenot nomme le discours social ; l'expression utilisée par Bernard Delforce et Jacques Noyer a néanmoins le mérite de rendre plus évident le caractère toujours *en cours* de ce qui se trame discursivement au sein du social.

Comme chez Marc Angenot, les deux auteurs distinguent un « discours social global et diffus dans lequel nous baignons » et des discours sociaux spécifiques « relatifs à des types d'occurrences-événements ou à des thématiques, et qui résultent du fonctionnement de ce discours social global en même temps qu'ils le nourrissent »<sup>701</sup>. Dans le cas de la pratique journalistique :

**« Tout se passe comme si le journaliste avait comme horizon de référence plusieurs discours sociaux susceptibles de donner sens à l'occurrence-événement qu'il rapporte, c'est-à-dire de les constituer en versions socialement acceptables parce que sous-tendues par des discours sociaux disponibles, connus, identifiés même s'ils sont inégalement partagés. L'article va alors construire une version de l'événement (des mots spécifiques, des images construites des différents protagonistes et leurs actions...) qui vient accréditer un discours social. On voit même, le plus souvent, se mettre en place une stratégie minimale qui vise à annuler toute possibilité de mise en œuvre du discours social concurrent en le privant de l'assise factuelle qui lui est nécessaire. »**

A ce titre, les discours sociaux sont à appréhender à la fois comme résultat et processus. Ils sont à la fois des briques cognitives qui jouissent d'une relative autonomie et un processus continuellement *en cours*. Leur diversité permet à l'hétérogénéité et à la concurrence des points de vue de trouver une traduction discursive. Les discours sociaux, insistent les auteurs, préexistent à l'*occurrence-événement* ; peut-être pouvons-nous préciser que s'ils précèdent effectivement l'occurrence, l'événement est bel et bien ce par quoi ils trouvent à se manifester. Il n'y a pas d'événement sans discours social comme il n'y a pas de discours social sans événement capable de le rendre manifeste. Autrement dit, pour nous, l'événement est un processus de monstration des discours sociaux et c'est pourquoi il est une matière à privilégier dans l'analyse de l'état du discours social (dans une société donnée à un moment donné, doit-on le répéter). Le panel des discours sociaux dont use une société pour se raconter à travers ses médias renseigne sur l'état du discours social global, renseigne sur les lignes de fracture et de convergence qui le caractérisent.

Dans l'étude de la médiatisation, la théorie des discours sociaux complexifie l'instance énonciatrice (tel journal, telle chaîne de télévision...) : la parole singulière du journaliste est toujours l'expression de l'un des discours sociaux disponibles sur la question. Naturellement, la nature interdiscursive des discours médiatiques n'est pas une découverte

<sup>700</sup> MOUILLAUD Maurice, « Problèmes et méthodes », in GOUAZE Jean, MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Stratégies de la presse et du droit. La loi de 1920 et l'avortement au procès de Bobigny*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p. 7-24, 1979, p. 10

<sup>701</sup> DELFORCE, NOYER, 1999, p. 24

<sup>702</sup> *idem*, p. 25

comme l'illustrent, dès les années 1970 puis 1980, les premières études françaises qui prennent le dispositif sémio-discursif du journal au sérieux<sup>703</sup>. Néanmoins, la théorie des discours sociaux a le mérite de rappeler que le terme « médiatisation » est trompeur. La médiatisation d'un événement est trop souvent réduite à sa traduction médiatique perçue comme un objet empirique clos. Or, c'est à travers une interaction dynamique entre différents acteurs en lutte pour l'imposition du sens que se constitue le discours médiatique. L'hétérogénéité sémiotique du journal s'accompagne donc d'une hétérogénéité discursive qui se joue à deux niveaux : à un niveau interne à travers la tension entre le « nom-du-journal », comme archi-signature, et les multiples autres signatures<sup>704</sup>; à un niveau externe à travers la tension entre le discours du journal, assumé par le « nom-du-journal » ou par le journaliste, et les autres discours sociaux. Le discours du « nom-du-journal » est comme la partie émergée d'un iceberg : sous le discours assumé du nom-du-journal circulent et s'agitent une multitude d'autres discours<sup>705</sup>. Les discours médiatiques ne sont que « la sédimentation jamais achevée » d'interactions ininterrompues entre des acteurs qui mettent en œuvre des stratégies<sup>706</sup>.

Une conjoncture donnée n'offre pas une infinité de discours sociaux ; ils sont disponibles en nombre limité et si certains sont privilégiés, d'autres sont perclus à la périphérie du discours social global et ne trouvent pas la conjoncture favorable à leur manifestation événementielle. Le discours social, c'est aussi, indirectement, le discours que la société tient sur elle-même ou, du moins, les formes par lesquelles elle se donne à voir et se raconte. Nous reviendrons sur l'articulation à imaginer entre discours social global et discours sociaux spécifiques en fin de partie quand nous nous attacherons à l'hégémonie comme mode de régulation du monde commun.

## II. Le cadre *altermondialisation* comme espace d'investissement idéologique

### II.1. Alter comme mouvement culturel aux frontières mouvantes

La visibilité offerte à l'antimondialisation dans les trois années qui suivent le contre-sommet de Seattle relève clairement d'une dynamique événementielle. Est ainsi configuré un paradigme événementiel qui contribue à la configuration de l'identité et du récit du mouvement. Ce paradigme s'établit sur des épisodes qui sont clairement identifiables comme des parenthèses antimondialisation. Ce sont les sommets, les contre-sommets et les forums sociaux auxquels s'ajoutent les événements qui ont trait aux activités de José Bové (récit de l'antimondialisation et récit de José Bové convergent jusqu'à se confondre<sup>707</sup>).

<sup>703</sup> PAILLET 1974 ; MOUILLAUD, TETU 1989 ; DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Paris : L'Harmattan, 1984 (Yves de la Haye propose une métaphore culinaire et assimile « le mouvement de la réalité, des luttes, des capitaux... » à l'aliment cru ; les dépêches, communiqués de presse, rumeurs etc... au pré-cuit ; et enfin, les discours médiatiques au cuit) .

<sup>704</sup> MOUILLAUD, TETU, 1989

<sup>705</sup> AUBOUSSIER 2008, p. 106

<sup>706</sup> UTARD, 2001

<sup>707</sup> *infra*, p. 161-166

Petit détour sociologique. Les tenants de l'approche symbolique des mobilisations insistent : l'émergence et la pérennisation d'un mouvement social dépendent d'un travail symbolique de cadrage de l'action de protestation ; autrement dit, les mobilisations collectives ne sont pas porteuses de croyances et de significations préexistantes. Cette perspective est théorisée par Robert Benford, David Snow, Burke Rochford Jr et Steven K. Worden en 1986<sup>708</sup>, précisée à l'occasion de plusieurs articles<sup>709</sup> et inspire, aujourd'hui, de nombreux travaux sur la configuration des problèmes sociaux. Les organisations partisans pratiquent notamment ce que les auteurs nomment un alignement de cadres (*frame alignment*) dont l'objectif est de faire concorder le cadre interprétatif de l'organisation à ceux des individus à mobiliser. Les auteurs distinguent plusieurs types d'alignement de cadres. Par *frame bridging*, ils entendent un processus de convergence d'organisations dont les cadres, bien qu'idéologiquement conciliables, étaient structurellement autonomes (le cas du syndicalisme paysan et de l'antimondialisation par exemple<sup>710</sup> ou encore le cas des OGM qui s'inscrit rapidement dans le cadre de la lutte contre la mondialisation<sup>711</sup>). Par *frame amplification*, ils se réfèrent au processus de clarification d'un cadre interprétatif autour de valeurs dites universelles et de croyances largement partagées (convergence entre organisations pacifiques et altermondialisation après les attentats du 11-Septembre, par exemple). Enfin, le concept de *frame transformation* désigne le processus par lequel une ou des organisations cherchent à se dégager d'un cadre interprétatif qui n'est plus en adéquation avec la population ou avec d'autres acteurs ou qui n'est plus en adéquation avec la conjoncture sociopolitique (antimondialisation et anti-américanisme après, là aussi, le 11-Septembre).

Les acteurs du champ partisan initient ainsi des convergences entre des thèmes ou des événements, du moins entre ceux qui en ont les ressources. En effet, d'une part, l'espace des mouvements sociaux est un espace de concurrence au sein duquel les organisations luttent pour obtenir une visibilité leur permettant d'inscrire leur revendication dans le débat public. D'autre part, un mouvement comme l'altermondialisation est lui-même un lieu de pouvoir au sens où les différents acteurs-promoteurs peuvent entrer en concurrence sur la question de la définition des revendications et des stratégies de promotion des événements. Par ailleurs, le sens ne se construit pas ; il se configure *tant bien que mal* au cœur de l'interaction et de l'interdiscours. A ce titre, si les médias relaient les discours des sources, notamment militante, ils n'en sont pas, pour autant, pas réduits à enregistrer les stratégies de cadrage militant.

<sup>708</sup> SNOW David A., ROCHFORD Jr. Burke E., WORDEN, Steven K. & BENFORD Robert D., « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, vol. 51, p. 464-481, 1986

<sup>709</sup> Notamment : BENFORD Robert D. & SNOW David A., « Framing processes and social movements: An overview and Assessment », *Annual Review of Sociologie*, n° 26, p.611-639, 2000

<sup>710</sup> MARTIN Jean-Phillipe, « Du Larzac à la Confédération paysanne de José Bové », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier & MAYER Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, p. 107-141, 2005. Le rapprochement entre le mouvement syndical paysan et les revendications anti- ou altermondialisation a naturellement été facilité par la figure centrale de José Bové.

<sup>711</sup> JOLY Pierre-Benoit, MARRIS Claire, « Mise sur agenda et controverse : une approche comparée du cas des OGM en France et aux Etats-Unis », Communication au colloque « Risques collectifs et situations de crise », Paris, 7-9 février 2001. Les auteurs illustrent la convergence entre les « anti-OGM » et les « anti-mondialisation » par la création d'Attac-OGM.

## II.2. Le Forum social européen de Paris comme opportunité événementielle

Le second Forum social européen se tient à Paris du 12 au 15 novembre 2003 et profite d'une importante couverture médiatique aussi bien à la radio et à la télévision que dans la presse nationale. Le critère de proximité qui contribue traditionnellement au choix de l'information et à l'élaboration des agendas est à l'origine, sans aucun doute, de l'attention portée à la manifestation. Un autre élément explique cette visibilité : la prise en compte par les organisateurs des attentes des journalistes. Sandrine Lévêque porte un regard sociologique sur l'événement et, plus spécifiquement, sur les interactions entre militants, organisateurs et journalistes lors des journées parisiennes<sup>712</sup>. « Ce qui frappe dans l'organisation de la manifestation parisienne ce sont l'intérêt et la place accordés aux médias et en particulier à la presse d'information générale, aux radios et même aux télévisions. Les indicateurs de cet intérêt sont nombreux »<sup>713</sup> ; et de citer la rationalisation des relations par l'organisation de conférences de presse, la rédaction de communiqués, la présence d'interlocuteurs « officiels », la mise à disposition d'un *media center* et l'importance accordée aux « retombées » médiatiques dans le bilan officiel du forum. Il s'agit de faciliter les relations en accompagnant les journalistes dans leurs pratiques ; il s'agit aussi et surtout de les rationaliser et de les encadrer « dans le but de donner une image relativement homogène de l'événement »<sup>714</sup> et, par là même, de l'altermondialisation dont la diversité et l'hétérogénéité restent souvent « l'angle » privilégié par les journalistes.

### II.2.1. Le FSE comme espace d'investissement : *L'Humanité*, *Libération* et *Le Monde*

L'inscription de la communication au sein du répertoire d'action des organisateurs, par ailleurs, souvent très critiques vis-à-vis des « *mass medias* »<sup>715</sup>, contribue donc largement à l'extraordinaire visibilité dont jouit la performance militante, notamment dans *L'Humanité*, *Libération* et, dans une moindre mesure, *Le Monde*.

*Libération* et *L'Humanité* sont les deux journaux qui accordent, quotidiennement, la plus grande surface rédactionnelle au forum parisien. *L'Humanité* propose un hors-série, également vendu dans les couloirs de la manifestation<sup>716</sup>, un numéro spécial de son édition du week-end et, quotidiennement, des Unes relatives à l'événement du 8/9 novembre au 15/16 novembre, c'est-à-dire au-delà même des jours de la mobilisation des militants. A partir du lundi 10, le quotidien propose « Le journal du FSE » dont les pages sont toutes précédées du titre rubrique « Forum social européen ». Comme *Le Monde diplomatique*, le quotidien communiste entretient un rapport spécifique à l'événement du fait de sa participation et de sa contribution directe à l'organisation et à la tenue du forum. *Le Monde diplomatique* (ainsi que l'association « Les amis du *Monde diplomatique* ») et *L'Humanité* appartiennent, en effet, au Comité d'initiative français (avec notamment *Politis*

<sup>712</sup> LEVEQUE Sandrine, « Usages croisés d'un événement médiatique », in AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, p. 75-104, Paris : La Dispute, 2005

<sup>713</sup> *idem*, p. 78

<sup>714</sup> *idem*, p. 79

<sup>715</sup> Sandrine Lévêque note à ce titre que la critique des médias est un thème privilégié lors du forum et précise que l'axe 4 des conférences s'attache aux « processus de marchandisation de l'information ».

<sup>716</sup> LEVEQUE 2005

et *Témoignages chrétiens*). Faut-il rappeler que le mensuel est aussi co-fondateur d'Attac, principal acteur du forum ?

*Libération* réserve sa Une au Forum social européen et sa rubrique « Événement » tout au long de la semaine, du 10 au 15/16 novembre. C'est l'information principale de Une le lundi 10 novembre, puis c'est une présence quotidienne en Une sous la forme d'encadrés jusqu'au lundi suivant. Tous les jours, ce sont entre quatre et six pages qui sont réservées à l'événement. Comme pour *L'Humanité*, l'importance accordée par *Libération* au forum doit être qualifiée d'extraordinaire tant un événement s'impose rarement aussi largement à l'agenda des deux quotidiens.

Dans une moindre mesure que *Libération* et *L'Humanité*, *Le Monde* bouscule son dispositif le temps du forum en instituant une rubrique quotidienne « Forum social européen ». Dans l'édition datée du mardi 13 novembre, la Une annonce les « Etats généraux de l'altermondialisation » [Titre de Une] ; deux pages intérieures s'attachent également à l'événement auxquelles s'ajoute un cahier spécial de 6 pages. C'est ensuite une ou deux pages quotidiennes et une nouvelle Une le 15 novembre : « Les idées du Forum social européen pour « un autre monde » » [titre de Une]. Pour le journal du soir, c'est une couverture quantitativement conséquente pour un événement de ce type (approximativement égale à celle ayant accompagné les contre-sommets de Seattle ou Gênes).

Faisons fi de toutes les réserves relatives à l'élasticité et à l'ambiguïté de l'expression, et reconnaissons que la presse quotidienne « de gauche » (et qui se revendique comme telle), avec *Libération* et *L'Humanité* investit et s'investit énormément sur le forum. C'est aussi le cas pour *Le Monde* qui ne revendique pas l'étiquette « de gauche ». Ainsi, dans les trois quotidiens, le dispositif est adapté aux journées parisiennes avec une rubrique, parfois un cahier, « Forum social européen » du nom accordé par les militants à l'événement depuis sa première italienne à Florence l'année précédente. La mobilisation militante est pour eux l'occasion d'un véritable « investissement publicitaire »<sup>717</sup> qui, au-delà de l'importante surface rédactionnelle accordée, peut être illustré par les informations pratiques proposées aux lecteurs relatives aux moyens de transport à privilégier, aux horaires et aux thèmes des conférences (c'est le cas dans les trois quotidiens ; *L'Humanité* propose même une infographie qui présente le parcours de la manifestation de rue qui clôt le forum et les moyens de la rejoindre). Le quotidien communiste reprend par ailleurs le logo officiel du forum et l'inscrit quotidiennement en haut de page : l'imagerie du forum devient celle de *L'Humanité*. *Libération* s'investit en mobilisant l'opinion publique : un sondage relatif à l'altermondialisation est commandé puis diffusé le 12 novembre relayant l'opinion globalement positive des sondés vis-à-vis de l'altermondialisation. Remarquons enfin que le titre de l'éditorial du 12 novembre de *L'Humanité* est explicite : « Enfin ils en parlent »<sup>718</sup>. Le premier succès du forum est de s'être imposé dans les agendas.

Nous rejoignons ainsi le constat de Sandrine Lévêque pour qui le forum est l'occasion pour *Libération* et *L'Humanité* de montrer, peut-être de rappeler, qu'ils sont « de gauche » et, à ce titre, investis dans le mouvement social et les mobilisations collectives

<sup>717</sup> JUHEM 1999, p. 132. L'auteur montre que « la couverture étoffée et favorable du *Matin de Paris* et de *Libération* entraîne celle des autres journaux « de gauche » mais aussi « de droite », contraints par la profusion des articles sur SOS-Racisme à traiter celui-ci plus abondamment » [p. 133]. Il montre aussi et surtout que SOS Racisme offre l'occasion pour une partie de la presse de valoriser un positionnement politique.

<sup>718</sup> « Enfin ils en parlent » [éditorial], 12-11-03, *L'Humanité*

contemporaines<sup>719</sup> ; l'occasion pour « *L'Huma* » d'apparaître comme un acteur privilégié du champ d'investissement partisan ouvert par l'altermondialisation au même titre que *Le Monde diplomatique*.

Cet « investissement publicitaire » se traduit, aussi et surtout, par la propension des trois quotidiens à reprendre les cadres cognitifs promus par les organisateurs. A Paris, lors du second Forum social européen, et dès la préparation de l'événement<sup>720</sup>, l'Europe, les prochaines élections du Parlement européen (printemps 2004) et les premiers débats autour du projet de constitution sont les thèmes privilégiés par les militants. L'Union européenne et Bruxelles remplacent l'OMC et, comme l'on réclamait à Seattle « un autre monde », à Paris, « une autre Europe » est revendiquée. Ce recadrage de l'altermondialisation au regard de l'actualité institutionnelle est initiée par la sphère militante et contribue largement à configurer l'information offerte à la presse durant les trois jours du forum. La question est toujours celle de la mondialisation mais le recadrage militant, relayé par un système de source rationalisé, consiste à déplacer les enjeux traditionnels du mouvement sur la question d'« une autre Europe ». A ce titre, le slogan officiel du forum -« Pour une Europe des droits dans un monde sans guerre »- entend opposer une Europe régulée par la concurrence et le marché, à l'idée d'une régulation par les droits sociaux, politiques, culturels et écologiques des citoyens. Rien ne motive *objectivement* ce recadrage : il répond à une stratégie militante qui s'appuie sur le dispositif communicationnel analysé par Sandrine Lévêque.

Quand, plusieurs jours avant l'ouverture du forum, paraît son édition de novembre, *Le Monde diplomatique*, acteur de la manifestation, publie un article de François Houtart qui annonce déjà que « le second Forum social européen s'inscrira, lui, dans la perspective d'une Europe autre que celle de la finance »<sup>721</sup>.

La priorité accordée à la question européenne est identifiée et relayée par *L'Humanité*, *Libération* et, dans une moindre mesure, *Le Monde*. C'est illustré par le titre du hors-série de *L'Humanité* « Et si on refaisait l'Europe ». Dans son éditorial intitulé « Enfin ils en parlent ! », *L'Humanité* est claire et affirme que « la grande question posée au forum 2003 concerne l'avenir politique de l'Union européenne. [...] C'est sur ces enjeux-là avant tout que les altermondialistes devraient montrer que, décidément, oui, une autre Europe est possible ». Le titre donné au cahier spécial de six pages proposé par *Le Monde* est, lui aussi, explicite : « Les altermondialistes réclament une autre Europe ». C'est aussi illustré par l'attention que portent les médias à la position des altermondialistes sur le projet de constitution et le nombre d'articles dont la question fait l'objet durant la semaine<sup>722</sup>.

Comme le note Sandrine Lévêque, le Forum social européen est alors l'occasion pour certains journalistes d'entamer « le monopole des journalistes spécialistes des institutions (et notamment des accrédités à Bruxelles) et des journalistes économiques et financiers

<sup>719</sup> LEVEQUE 2005, p. 89-90

<sup>720</sup> LEVEQUE 2005

<sup>721</sup> « Forces et faiblesses de l'altermondialisation », 11-03, *Le Monde diplomatique*

<sup>722</sup> « Il faut d'autres critères européens », 11-11-03, « Ce projet de constitution européenne qui fait débat », 14-11-03, « Pas d'Europe sans les « alter » » [titre de Une], « Dessine-moi une autre Europe », 15/16-11-03, « Cette Europe-là a de la gueule », « Une autre loi fondamentale pour une autre Europe », « La gauche française se fissure sur la constitution européenne », 17-11-03, *L'Humanité* ; « L'alter-Europe se cherche » [dossier Événement], 14-11-03, *Libération* ; « Les alter réclament une autre Europe » [titre du cahier spécial], 11-11-03, « L'UE s'interroge sur les moyens de construire un nouveau modèle social », 13-11-03, « Les altermondialistes se divisent sur la vision d'une « autre Europe » », 15-11-03, *Le Monde*

centrés sur l'introduction de l'euro »<sup>723</sup> et de proposer une information plus attrayante, plus « sexy » dit-elle, que l'information institutionnelle. Autrement dit, si l'initiative du cadrage européen est clairement militante, les journalistes de *L'Humanité*, *Libération* et *Le Monde* trouvent là un « angle » particulièrement intéressant. Le sens se construit bel et bien dans l'interaction entre le cadre promu par les militants et le cadre appliqué à l'événement par les médias. Cette convergence et l'inscription de leurs discours dans le cadre cognitif privilégié semblent confirmer l'investissement publicitaire dont jouit le second Forum social européen de la part des trois quotidiens.

## II.2.2. Un positionnement distancié : *Les Echos* et *La Croix*

Que *Les Echos* et *La Croix* adoptent un positionnement « distancié » signifie deux choses. D'une part, cela veut dire qu'ils ne mobilisent pas, quotidiennement, autant de surface rédactionnelle que *Libération*, *L'Humanité* ou même *Le Monde* ; d'autre part, que leurs discours s'éloignent des stratégies de cadrage des organisateurs.

Dans son édition week-end du 8/9 novembre, *La Croix* propose quatre pages sur le forum (rubrique « Actualité Dossier ») auxquelles s'ajoute la Une. Sur celle-ci apparaît un large bandeau « Le Forum social européen. Ceux qui croient au Sud » et une immense carte de l'Afrique entourée de sachets de sucre : « Avec ces sachets de sucre dispersés autour d'une carte du continent africain, Oxfam, ONG britannique, dénonce les subventions européennes à l'industrie sucrière qui pénalisent l'Afrique » [légende de Une]. La Une assimile le discours et les revendications par la médiation de l'œuvre artistique. Il s'agit moins d'informer que de relayer un discours artistique et militant sur un des risques qui menace l'Afrique. Après cette généreuse entrée en matière, *La Croix* surprend en ne proposant plus une seule ligne sur le forum jusqu'au vendredi 14 novembre. La Une propose alors « Les militants d'un « autre monde » » ; la page 4 s'attache à la façon dont « Partis et syndicats courtisent les altermondialistes » [titre] ; les deux suivantes visent à présenter les différents visages de l'altermondialisation et, notamment, la participation active des chrétiens (Secours catholique, Amis de *La vie*, Mission ouvrière...) <sup>724</sup>.

Le forum n'est pas, dans *La Croix*, l'objet d'un investissement publicitaire comme c'est le cas dans une partie de la presse qualifiée « de gauche ». Et, à ce titre, il est remarquable que le cadrage européen initié par l'espace militant ne trouve aucune prise sur les discours de *La Croix* : aucun article du quotidien ne s'attache à la problématique européenne. Au contraire, *La Croix* inscrit le forum dans une problématique globale : les relations Nord/Sud <sup>725</sup>. A partir de son positionnement moral et politique, *La Croix* délaisse le cadrage européen promu par le dispositif communicationnel mis en place par l'organisation du forum et privilégie celui d'une solidarité internationale qui se manifeste par la présence des organisations chrétiennes.

Dans *Les Echos*, le forum trouve sa place en Une le 12 puis, en pages intérieures, le 14/15 et le 17 novembre ; mais, surtout, le quotidien économique propose le 13 novembre un impressionnant cahier spécial intitulé « Anti-Alter mondialistes. Qui sont-ils ? ». Les vingt-quatre pages sont introduites par un éditorial de Une et distribuées en neuf rubriques (« L'Histoire d'une contestation », « Le fonctionnement des ONG », « Vu de l'étranger »,

<sup>723</sup> LEVEQUE 2005, p. 92

<sup>724</sup> « Promenade au carrefour des opinions et des tendances », « Rodolfo, Kousalya, Emir pour une lutte sans frontière », « Pour une mondialisation à visage humain », 14-11-03, *La Croix*

<sup>725</sup> « Ceux qui croient au Sud » [titre de Une], « Les ONG font le bien entre le Nord et le Sud », « Vandana Shiva a sauvé le riz Basmati », « Rompre avec la seule logique de l'aide », 8/9-11-03, *La Croix*

« La réponse des gouvernements », « La réponse des entreprises », « Le cas français », « Planisphère », « Les 7 familles » et « Idées » comprenant notamment une interview du sociologue Ulrich Beck). L'éditorial de Une est intitulé « Intérêt général » et revient dans ses premières phrases sur les raisons d'être d'un cahier spécial dans un quotidien plus habitué à traiter des affaires de Davos que celles de Porto Alegre :

**« Quelle étrange idée : un numéro spécial tout entier consacré aux anti- et altermondialistes. Serait-ce une façon de céder à la mode, de suivre la cohorte de tous les bien-pensants, prompts à tenter de récupérer le Forum social européen, la version française de Porto Alegre ? Non : si nous publions aujourd'hui ce voyage au cœur du mouvement de contestation de la mondialisation, c'est parce que son existence est devenue une réalité que le monde économique ne peut plus ignorer. [...] Il faut bien, en un mot... faire avec. Pour en comprendre les enjeux, mieux vaut ouvrir les yeux, mettre au jour les ressorts, les leviers de pouvoir, le financement, les réseaux tels qu'ils ont été constitués. Apprendre à connaître ces mouvements, leurs idées, leurs slogans, leur porte-parole, c'est pouvoir mieux leur répondre ».**<sup>726</sup>

Au-delà du large cahier spécial, très didactique, *Les Echos* sont le titre qui propose la plus modeste couverture quotidienne du forum. Seul un article s'attache à la question européenne.<sup>727</sup>

### II.2.3. Un positionnement critique : *Le Figaro* et *Le Point*

*Le Figaro* accorde une partie de sa Une à l'événement à deux reprises ; en pages « International », il est présent du 10 au 17 novembre (non parution le 13, grève), soit durant toute la semaine du forum. Deux éditoriaux s'attachent à l'événement : celui du 12 novembre, jour d'ouverture du forum et, éditorial de clôture, celui du 15/16 novembre<sup>728</sup>.

*Le Figaro* propose une couverture quantitativement modeste. Le Forum social européen reste néanmoins, pour lui aussi, une opportunité événementielle propre à valoriser un positionnement par l'activation du cadre critique configuré en 2001. Le jour d'ouverture du forum, le ton de l'éditorial relève de la chronique assassine, voire du billet d'humeur :

**« C'est la kermesse des « alter », la fiesta des anticapitalistes, le happening des contestataires radicaux. Trois jours durant, ils vont pourfendre la mondialisation néolibérale, la marchandisation de la culture et l'impérialisme américain [...] Qui sont-ils ? Des quinquas rescapés de la deuxième gauche, des militants révolutionnaires purs et durs, des étudiants entre deux raves-parties... le Forum social européen ou l'improbable melting-pot des trotskos, des post-bobos et des néo-bobos. [...] Droite, gauche : finalement, c'est à la crise de la démocratie représentative que renvoient les foules de Bobigny, de la Vilette et de Saint-Denis. Pourquoi l'espérance sociale a-t-elle trouvé refuge en France dans**

<sup>726</sup> « Intérêt général » [éditorial du cahier spécial], 13-11-03, *Les Echos*

<sup>727</sup> « L'Europe dans le collimateur des altermondialistes », 13/14-11-03, *Les Echos*;

<sup>728</sup> « Le poids des « alter » », 12-11-03, « Une séduisante impasse », 15/16-11-03, *Le Figaro*

**une utopie généreuse parfois, infantile souvent, globalement archaïque ? [...] L'équation altermondialiste est riche encore d'inconnus.»**<sup>729</sup>

La folklorisation-politisation se poursuit le lendemain avec un article qui jouit d'un appel de Une :

**« Le Forum social européen ? [...] Vous y trouverez, d'abord, des articles dont la date de péremption est dépassée depuis un demi-siècle au moins et avec eux, leurs représentants de commerce qui se livrent à une rude concurrence : marxistes, léninistes, rhumatisant, castristes, héroïques, guévaristes septuagénaires, jouvenceaux trotskistes et une poignée de syndicalistes à l'ancienne. Et vous verrez comment leurs boutiques à l'enseigne du malheur universel se distinguent de la façon, souvent tourmentée, de représenter la**<sup>730</sup>  
**faucille et le marteau. »**

Et de conclure sur une contradiction que *Le Figaro* exploite depuis peu : « Les organisateurs proclament « Le peuple est avec nous ! » mais les prolétaires de base, pour lesquels ils se décarcassent, sont pourtant singulièrement absents. Ils ne doivent pas être du même monde... ».

La question européenne se fait une place très modeste dans *Le Figaro*<sup>731</sup> qui privilégie un traitement national de l'événement. Loin de la perspective globale de *La Croix* ou européenne de *Libération*, *L'Humanité* et *Le Monde*, *Le Figaro* met en avant la question de la récupération politique de l'utopie altermondialiste. La perspective est initiée dès le 10 novembre dans les pages « Débats et opinion » avec l'intervention de Pascal Boniface, médiatique « directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques », qui remarque que l'altermondialisme a dépassé le temps du *happening* : « c'est une véritable force politique. Comme cette force ne présente pas de candidats aux élections, tous les partis politiques lui font désormais une cour effrénée. » Et de conclure « les forums sociaux vont à terme servir de réservoirs d'idées et de programmes pour les partis »<sup>732</sup>. Le 12 novembre, la Une titre sur « Les altermondialistes bousculent les partis politiques »<sup>733</sup>, le lendemain, un article s'attache aux positionnements des syndicats français<sup>734</sup>. L'événement est lu à travers la scène politique et institutionnelle française.

*Le Figaro* et *Le Point* se distinguent également par l'attention portée à la présence au Forum social européen de l'intellectuel musulman Tariq Ramadan. La polémique est anticipée par *Le Point* dès son édition du 10 octobre c'est-à-dire plus d'un mois avant le forum. Dans son « Bloc-Notes » intitulé « Tariq Ramadan et les altermondialistes », Bernard Henri-Lévy revient sur un texte, qualifié d'antisémite, de l'intellectuel musulman<sup>735</sup> :

<sup>729</sup> « Le poids des « alter » » [éditorial], 12-11-03, *Le Figaro*

<sup>730</sup> « La tour de Babel », 15-11-03, *Le Figaro*

<sup>731</sup> « Une autre Europe au cœur des débats », 12-11-03, « Les alter mobilisés contre la constitution européenne », 15-11-03, *Le Figaro*

<sup>732</sup> « Porto Alegre a tué Davos » [« Débats et opinions », Pascal Boniface], 10-11-03, *Le Figaro*

<sup>733</sup> « Les altermondialistes bousculent les partis politiques », 12-11-03, *Le Figaro*

<sup>734</sup> « Les syndicats ne veulent pas être débordés », 12-11-03, *Le Figaro*

<sup>735</sup> « Critique des (nouveaux) intellectuels communautaristes », par Tariq Ramadan. Le texte est diffusé sur la plateforme de discussion que l'organisation met en place plusieurs semaines avec les trois journées parisiennes.

**« Voici quelques jours que circule sur le Net, dans le cadre des listes de discussion préparant le Forum social européen qui doit se tenir à Paris et Saint-Denis, du 12 au 15 novembre prochain - dans le cadre, autrement dit, des espaces de libre débat de la grande mouvance altermondialiste -, un texte sidérant de M. Tariq Ramadan, cet imam genevois devenu, depuis quelques années, l'un des porte-parole des courants les plus durs de l'islam européen. [...] Le vrai problème, c'est le lieu où cet article, après avoir été refusé par la plupart des grands quotidiens nationaux, a fini par atterrir – le problème, c'est l'attitude de ces altermondialistes qui hébergent, qu'on le veuille ou non, un texte nauséabond sans l'avoir, à l'heure où j'écris, en aucune façon désavoué. Réflexe libertaire de gens croyant, comme au bon vieux temps, qu'il est interdit d'interdire ? [...] M. Ramadan, chers amis altermondialistes, n'est pas, ne peut pas être, des vôtres. L'antisémitisme, cher Gresh, cher Bové, n'est pas, ne peut pas redevenir, ce socialisme des imbéciles qui a coûté si cher, vous le savez  
736  
comme moi, à nos aînés. »**

Comme le note Philippe Marion, la presse écrite est le lieu privilégié de la polémique. En effet, l'interaction différenciée qu'elle entretient se prête bien à la progression rhétorique d'une pensée polémique et permet « de construire son jeu, de réfléchir à la stratégie de ses coups. »<sup>737</sup> Encore faut-il qu'un nombre conséquent d'acteurs entrent dans la danse. En effet, la polémique revêt toujours une dimension dialogique et se déploie dans l'interdiscours. Si elle ne circule pas, si elle ne traverse pas les communautés, notamment politiques, elle s'éteint.<sup>738</sup>

La présence, discutée au sein même des militants, de l'intellectuel musulman Tariq Ramadan qualifié de « prophète européen du communautarisme musulman » est ainsi l'objet de quatre articles dans *Le Figaro*, l'occasion de réinterroger les liens que l'altermondialisation entretient avec l'islam<sup>739</sup>. Dans ces quatre articles, le cadre critique configuré après les attentats du 11-Septembre est réactivé. C'est aussi le cas dans « Le Bloc-notes » d'Yvan Rioufol proposé le 14 novembre dans *Le Figaro*. L'auteur avertit : « de petits talibans sommeillent chez ces militants ». Extrait :

**« Leurs mots d'ordre internationalistes doivent éveiller la nostalgie chez d'anciens « camarades ». Comme eux à l'époque, ils parlent de lutter contre l'impérialisme néolibéral, contre la guerre, contre le sionisme, contre le capitalisme. Comme eux à l'époque, ils s'alignent sur le monde arabo-musulman,**

<sup>736</sup> « Tariq Ramadan et les altermondialistes », 10-10-03, *Le Point* ; dans l'édition suivante de l'hebdomadaire, celle du 17 octobre 2003, *Le Point* accorde un droit de réponse à l'intellectuel.

<sup>737</sup> MARION Philippe, « Médiagénies de la polémique. Les images « contre » : de la caricature à la cybercontestation », *Recherches en communication*, n°20, 2003, p. 136

<sup>738</sup> Notons que la notion de trivialité proposée par Yves Jeanneret est introduite dans son analyse d'une polémique, « l'affaire Sokal » [JEANNERET 1998]

<sup>739</sup> « Le débat sur la place de l'islam dans l'altermondialisme divise les participants », « T. Ramadan, prophète européen du communautarisme musulman », 14-11-03, « Les justifications de T. Ramadan », 15/16-11-03, *Le Figaro*

**partagent le même mépris pour les démocraties occidentales. En fait, rien n'est plus redoutable que le sirop humaniste des altermondialistes.** »<sup>740</sup>

La polémique se poursuit dans *Le Figaro* jusqu'à la fin du mois. Le 22 novembre, c'est l'éditorialiste du quotidien, Joseph Macé-Scarron, qui clôt, pour un temps, l'espace de la polémique en revenant sur les liens qu'entretiennent les altermondialistes avec Tariq Ramadan : « Depuis que Tariq Ramadan a été promu vedette de la Star Ac' altermondialiste, les distinctions les plus élémentaires se retrouvent cul par dessus tête [...] l'amnésie du totalitarisme qui a vu, à l'occasion des journées altermondialistes, Tariq Ramadan enlacer José Bové est tout simplement une offense à la menace de l'offense »<sup>741</sup>. Le même jour, André Grjebine « directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales de Science Po », propose une tribune dans les pages « Débats et opinions »<sup>742</sup>. L'auteur entretient l'hétérogénéité discursive nécessaire à la préservation de la polémique par la médiation du discours rapporté. Il rappelle, par exemple, que José Bové assimile le reproche d'antisémitisme fait à Tariq Ramadan à « une opération qui vise à essayer de détruire et de déconsidérer le Forum social européen » ; il rappelle aussi que Daniel Bensaïd dénonce à ce propos « une opération de brouillage et de division ».

*Libération* et *L'Humanité* évitent la polémique en ne participant pas à la ronde des dires : la présence de Tariq Ramadan n'est ainsi l'objet d'aucun article. *La Croix*, qui accorde traditionnellement beaucoup d'attention aux questions religieuses, celles posées au monde catholique mais aussi celles relatives aux autres religions monothéistes, ne propose, elle non plus, aucun article sur la polémique. Quelques mots seulement sont glissés par Jean-Christophe Ploquin dans son « Commentaire » d'avant forum –édition du 8/9 novembre. L'auteur regrette que l'altermondialisation perde sa perspective globale et puisse être traitée par le prisme national. Le registre de la polémique ouvert par *Le Point* et *Le Figaro* est regretté, non sans ironie :

**« En ne se contentant plus d'une contestation globale au sein d'un forum mondial, les altermondialistes vont se frotter à des contingences politiques qu'ils maîtrisent plus ou moins bien. En France, la plus violente polémique aura été la participation au Forum social européen de Tariq Ramadan, un leader communautariste musulman accusé d'antisémitisme par une partie de l'intelligentsia française. On ne sait pas ce qu'en pense l'agriculteur tchadien, confronté à la concurrence déloyale et très subventionnée du coton américain. »**<sup>743</sup>

Si le registre et le mode configurant de la polémique sont refusés par *L'Humanité*, *Libération* et *La Croix*, il faut préciser que *Le Monde* y apporte, quant à lui, une contribution non-négligeable. Ainsi, dès le 29 octobre, suite à l'échange entre Bernard Henri-Lévy et Tariq Ramadan (« Blocs-notes » du premier, droit de réponse du second), *Le Monde* offre une tribune à l'intellectuel musulman intitulée, pour le contre-pied, « Antisémitisme et communautarisme : des abcès à crever »<sup>744</sup>. Et, trois jours après, la polémique rebondit dans ces mêmes pages avec une tribune offerte à Vincent Fillerin, militant PS, qui condamne « la

<sup>740</sup> « Bloc-notes », 14-11-03, *Le Figaro*

<sup>741</sup> « Les boutefeux » [éditorial], 22-11-03, *Le Figaro*

<sup>742</sup> « La tentation de l'obscurantisme » [« Débats et opinions », par André Grjebine], 22-11-03, *Le Figaro*

<sup>743</sup> « Commentaire », 8/9-11-03, *La Croix*

<sup>744</sup> « Antisémitisme et communautarisme : des abcès à crever » [« Horizon-débats », par Tariq Ramadan], 29-10-03, *Le Monde*

logorrhée antisémite » de Tariq Ramadan et l'absence de réaction des membres d'Attac. Puis, le 7 novembre, les pages « Horizons-Débats », encore, accueillent l'intervention d'élus locaux de la région Ile-de-France qui affirment que « Tout le monde n'a pas sa place au FSE » [titre de l'intervention<sup>745</sup>] au nom du « combat contre l'antisémitisme et l'islamophobie ». Et c'est encore dans cette même rubrique que, le 13 novembre, trois interventions trouvent leur place. Elles ont trait à la présence de Tariq Ramadan et aux relations que la Ligue communiste révolutionnaire, très présente au forum, entretient avec des groupes islamistes radicaux<sup>746</sup>. La polémique s'extirpe ensuite de la périphérie pour atteindre, dans l'édition datée du 16/17, la rubrique « Forum social mondial »<sup>747</sup>. S'il ne relève pas du genre polémique, citons néanmoins le large portrait de Tariq Ramadan que propose *Le Monde* au cours du mois suivant<sup>748</sup>.

Ainsi, le second Forum social européen de Paris est l'objet d'une large couverture par la presse française. *L'Humanité* et *Libération* proposent un véritable « investissement publicitaire » qui se traduit par l'impressionnante surface rédactionnelle accordée à l'événement et par une propension à adopter les cadres initiés par une sphère militante qui offre de nombreuses (res)sources aux médias. *Le Figaro* et *Le Point* adoptent une lecture de l'événement qui se distingue par une couverture quantitativement plus faible ; et, surtout, par leur contribution à un registre polémique très éloigné des stratégies de cadrage promus par les organisateurs. *La Croix* adopte un positionnement spécifique : l'horizon du Forum social européen doit rester global et la question européenne ne trouve pas sa place dans le traitement de l'événement, tout comme ne trouve pas sa place la polémique liée à la présence de Ramadan. *Le Monde*, lui, applique un cadrage européen à l'événement tout en relayant largement *Le Figaro* et *Le Point* en offrant ses pages périphériques à l'échange polémique.

### II.3. Note sur *L'Humanité* : entre altermondialisation et luttes sociales

L'attitude de *L'Humanité* face à l'émergence de l'anti - puis de l'altermondialisation pourrait constituer un objet d'étude à part entière tant elle illustre la concurrence entre discours sociaux. Le quotidien, longtemps « organe officiel du Parti communiste français » s'est toujours distingué par ce que Jean Jaurès, dans le premier éditorial du 18 avril 1905, appelle « la continuité dans l'action » : « *L'Huma* » revendique non seulement le statut d'observateur mais aussi celui d'acteur et, à ce titre, son histoire se confond avec celle des luttes sociales, principalement celle du mouvement ouvrier. Face aux mobilisations collectives, le journal possède donc un discours social spécifique déjà solidement constitué et prêt à se déployer pour donner un sens à la contestation. Or, ce discours social « prêt à l'emploi » sur les mobilisations collectives est en décalage avec les caractéristiques sociales et politiques du mouvement altermondialisation : organisation décentralisée sur le modèle du réseau ; répertoire d'action renouvelé ; enfin, le mouvement altermondialiste dépasse le projet d'une réappropriation de la propriété et affirme des revendications dites post-

<sup>745</sup> « Tout le monde n'a pas sa place au FSE » [« Horizons-Débats » par Aurélie Filipetti, « élue du 5<sup>e</sup> arrondissement », Christophe Girad, « adjoint au maire de Paris », Pénélope Komites, « adjointe au maire de Paris », Michel Vampouille, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France et Alain Riou, président du groupe vert au Conseil de Paris ], 07-11-03, *Le Monde*

<sup>746</sup> « Tariq Ramadan, les trotskistes, le diable et la cuillère » [« Horizon-Débats », par Thierry Joncquet « romancier »], 7-11-03, *Le Monde*

<sup>747</sup> « Tariq Ramadan, intellectuel contesté », 16/17-11-03, *Le Monde*

<sup>748</sup> « Tariq Ramadan, sa famille, ses réseaux, son idéologie », 22-12-03, *Le Monde*

matérialistes. L'identité de classe et la logique rationnelle de la négociation (en termes de coûts/bénéfices) perdent quelque peu leur pertinence.

Nous soulignons, dans la partie B, la dynamique commune de mise en visibilité du néologisme en « anti- » : il apparaît en décembre 1999 ou au cours des premiers jours de janvier 2000 et se généralise rapidement. Or, *L'Humanité* (*La Croix* aussi) s'approprie et relaie la notion qu'à partir du printemps 2000 c'est-à-dire plusieurs mois après les autres quotidiens. Sans doute peut-on voir dans ce décalage et cette réticence les difficultés du quotidien à récupérer un discours originellement perçu comme concurrent de celui, fondateur, de la lutte des classes.

Si *L'Humanité* adopte la préfixation en « anti- » après la majorité de ses concurrents, elle est, en revanche, la première à relayer celle en « alter- » en février 2002. Entre 1999 et 2002, *L'Humanité* a saisi l'opportunité de renouveler son discours sur le mouvement social grâce à une rhétorique contemporaine et sa pratique de la lutte. L'adoption de l'altermondialisation comme mouvement social central et structurant au même titre que le socialisme, illustre donc un nouveau positionnement éditorial (et, sans doute, commercial : renouvellement du lectorat). Cette convergence entre le discours socialiste et le discours altermondialiste ne relève pas d'une épreuve de force tant le premier reste présent et contribue aux alternatives, diverses et partielles, issues de l'altermondialisation. L'utopie socialiste, dont l'idéal communiste constitue une forme, reste, en effet, une référence pour une partie des organisations de l'altermondialisation, parfois même, une référence indépassable. *L'Humanité* peut ainsi préserver ses cadres d'interprétation du mouvement social traditionnels tout en s'inscrivant pleinement dans l'altermondialisation. C'est ce que rappelle et illustre l'éditorial du centenaire :

**« Depuis 1904, elle [*L'Humanité*] a été aux côtés des mineurs de Courrières, des ouvrières et des ouvriers d'Alstom, de Moulinex, de Renault, aux côtés des jeunes salariés précaires de la restauration rapide... [...] Elle est aux côtés des sept millions de pauvres de notre pays, des chercheurs, des intermittents du spectacle, des enseignants, des étudiants. Hier avec les Brigades internationales [...] *L'Humanité* est aujourd'hui partie prenante des mouvements altermondialistes ».**

749

Dans *L'Humanité*, il n'y a pas, à proprement parler, d'alignement des deux discours au sens où les deux ne formeraient plus qu'un seul et même discours, fruit de leur convergence. Le discours de l'altermondialisation vient plutôt s'ajouter aux cadres jusqu'alors privilégiés par le quotidien et vient, ainsi, constituer une ressource supplémentaire.

*L'Humanité* dispose ainsi de deux cadrages et de deux discours sociaux à même de rendre compte des mobilisations collectives. En mobilisant l'un, elle privilégie la vieille rhétorique des conflits sociaux traditionnels et mets en avant alors certains acteurs (syndicats notamment) et une identité de classe ; en mobilisant l'autre, elle privilégie la rhétorique altermondialiste, ses acteurs (organisations non gouvernementales notamment) et ses enjeux. C'est souvent la dimension internationale de la mobilisation qui prévaut au choix du cadrage altermondialiste. En effet, les conflits sociaux nationaux restent, le plus souvent, traités à travers le cadre traditionnel, bien que modernisé, de la lutte des classes.

---

749 « Un siècle d'avenir » [éditorial], 17-04-04, *L'Humanité*

### III. Des processus de circulation à l'assimilation

Si nous évoquons des processus de circulation et non de diffusion, c'est pour rappeler, une nouvelle fois, que les acteurs de l'espace social (et parmi eux les médias) entretiennent des relations d'une telle complexité qu'un modèle linéaire de la communication ne peut pas en rendre compte.

L'altermondialisation (alors « antimondialisation ») émerge de l'événement ; elle y prend forme, par la médiation du label, dans un paradigme événementiel qui, liant, organisant et coordonnant, rend possible son identité et son récit. Le cadre appliqué à l'altermondialisation est alors épisodique et s'actualise à chaque opportunité événementielle. Ce cadre épisodique s'inscrit dans une dialectique du sens et de l'événement qui s'émousse avec la banalisation des contre-sommets et autres événements labélisés. L'événement (contre-sommet, forums mondiaux, forums régionaux...) tend, en effet, à s'effacer de l'espace des discours de presse : est-ce à dire que l'altermondialisation a vécu ? est-ce à dire qu'elle est à ranger dans les archives de l'événement ? Il semble que la réponse à apporter soit négative. Certes, le cadre épisodique n'existe plus et le paradigme événementiel perd sa capacité de structuration ; mais il est remplacé par un cadre thématique, émancipé de sa relation à l'événement et, finalement, beaucoup plus mobile.

#### III.1. Le parcours d'un préfixe

---

##### III.1.1. Circulation du préfixe et processus créatif

Le préfixe « anti- » à valeur antonymique ou adversative est une ressource discursive depuis longtemps diffusée que ce soit dans des unités figées ou dans des dérivations plus ou moins éphémères. A ce titre, nous notons que, contrairement au terme « antimondialisation », le mot-valise « altermondialisation » revêt un caractère néologique total. L'unité « alter- » acquiert une valeur préfixale seulement quand s'opère l'évolution terminologique entre les deux dénominations c'est-à-dire quand elle vient à qualifier le radical « mondialisation ». La capacité à se constituer comme préfixe se renforce ensuite rapidement. C'est qu'« alter- » gagne une surprenante autonomie et devient une ressource langagière au même titre que son prédécesseur.

Ainsi, cette petite unité linguistique se met à circuler dans l'espace des discours de presse. Assimilé médiatiquement dans son usage préfixal premier (alter-mondialisation et ses dérivés grammaticaux) au cours de l'année 2002, le préfixe « alter- » s'inscrit dans un processus de circulation créative à partir de 2003. Il contribue à la naissance d'une progéniture discursive ; et ce faisant, il renforce son statut de préfixe mobilisable. Les éléments de cette progéniture doivent être considérés comme autant de traces qu'un discours social spécifique, *le discours de l'alternative*, peut laisser sur le discours social global.

La progéniture discursive issue de l'usage stratégique du préfixe « alter- » profite d'un faible degré de figement. Autrement dit, les dérivés sont des formes éphémères qui s'inscrivent dans un processus de circulation créative et situées en dehors de tout projet de lexicalisation. Le préfixe « alter- » se nomadise et poursuit un parcours qui le voit qualifier et ainsi modéliser de nouveaux radicaux. Des illustrations de

formes, souvent très éphémères, peuvent être données : « alter-gauche »<sup>750</sup>, « alter-écolos »<sup>751</sup>, « alter-information »<sup>752</sup>, « alter-économie »<sup>753</sup>, « alter-université »<sup>754</sup>, « alter-militant »<sup>755</sup>, « alternationalisme »<sup>756</sup>, « altermonde »<sup>757</sup>, « alter communisme »<sup>758</sup>, « alter-protectionnisme »<sup>759</sup>, « alteraltermondialiste »<sup>760</sup>... Alors que la préfixation en « alter- » n'existe tout simplement pas jusqu'en 2002, elle est ainsi l'objet, à partir de 2003, d'un effet de mode et les dérivés se multiplient.

Des formes profitent d'un degré de figement un peu plus important. En 2003, *Le Monde* introduit dans l'espace des discours de presse le terme « alterpolitique », dont la forme unifiée (absence de tiret) tend à voiler son caractère tout à fait éphémère. L'article s'attache à l'émiettement de la gauche française et s'intitule « Une alterpolitique ? » :

**« Voilà donc trois mouvances qui, chacune à sa manière, ont bousculé la gauche traditionnelle, avec l'ambition d'en renouveler les idées et les dynamiques. Toutes les trois, cependant, butent cruellement sur leur incapacité à définir ce que pourrait être, dans le prolongement de leurs revendications, une « alterpolitique » convaincante, capable de faire la synthèse entre posture idéologique et pratique politique. A l'inverse, les socialistes se doivent, selon la formule de Daniel Cohn-Bendit, d' « assumer leur réformisme sans désespérer le Larzac ». C'est la condition de leur renouveau. Ils en sont encore loin. »**

Remarquons que le terme est accompagné de guillemets dans le corps du texte alors qu'il en est dépourvu dans le titre comme s'il existait déjà, en interne, un processus d'assimilation de la dimension néologique entre le temps de la rédaction de l'article et celui de la rédaction du titre. Quelques mois après, lors du Forum social européen de Paris, c'est *Libération* qui s'interroge sur les perspectives d'avenir d'un mouvement dont beaucoup relèvent l'essoufflement. C'est l'occasion pour le quotidien de s'interroger sur la possibilité

<sup>750</sup> « L'envie d'avoir envie », 09-09-03, *Les Echos* ; « Mouvement social, nouvelles mobilisations, les vagues de l'alter gauche » [« Idée » par David Zerbib], 10-11-04, *L'Humanité* ; « Le retrait de Mamère trouble des Verts », 06-12-05, *Le Figaro*

<sup>751</sup> « La vitalité citoyenne », 30-01-06, « Bové entre en compétition », 15-06-06, *L'Humanité*

<sup>752</sup> « Dossier sur l'alter-information » [encadré de Une], 13-11-03, *Libération*

<sup>753</sup> « Alternatives concrètes », 01-03-05, *Le Monde*

<sup>754</sup> « La réforme est urgente », 28-11-03, *Le Figaro*

<sup>755</sup> Légende de photographie de Une, 13-11-03, *L'Humanité*

<sup>756</sup> « Le Pen se voit en finale contre Jospin », 04-03-06, *Le Figaro* ; le journaliste cite Jean-Marie Le Pen du FN.

<sup>757</sup> « Vue sur l'altermonde », 14-11-03, *Le Monde*

<sup>758</sup> « Premiers échanges, premières pistes », 25-06-07, *L'Humanité* ; le journaliste cite Philippe Stierlin du PCF.

<sup>759</sup> « Alter échos », 10-11-03, *Libération* ; le journaliste cite une interview disponible sur le site de Marine Le Pen ([www.marine2004.com](http://www.marine2004.com)) et qui a trait à la stratégie politique du Front national pour les élections régionales. Un extrait plus large que celui cité par *Libération* et tiré directement du site : [question] « Que pensez-vous de la mondialisation ? Comprenez-vous les motivations des militants d'ATTAC ? » [réponse] « Je suis tout à fait consciente des conséquences néfastes de la mondialisation sur notre économie et sur nos emplois. C'est la raison pour laquelle je ne comprends pas les militants d'Attac, altermondialistes, et donc adeptes d'une autre mondialisation. Les seuls anti-mondialisation ou alter protectionnistes, c'est nous. »

<sup>760</sup> « Les anarchistes alteraltermondialiste », 16/17-11-03, *Le Monde*. L'article s'attache au forum alternatif accompagnant le second Forum social européen de Paris.

<sup>761</sup> « Une alterpolitique ? », 26-08-03, *Le Monde*

d'un renouvellement de la pratique politique. La question est posée dès le titre : « Vers une « alterpolitique » ? »<sup>762</sup>.

La forme est encore identifiée en 2007 dans un papier d'analyse des pages « Débats et opinions » du *Figaro* et, là encore, elle désigne un renouvellement de la pratique du politique. Le contexte d'origine du préfixe « alter- » est mobilisé par la référence à José Bové, icône et symbole de l'altermondialisation :

**« François Bayrou n'arbore pas de moustache : c'est un rebelle en costume-cravate. Les champs de maïs OGM, que José Bové voudrait interdire en France, s'appellent, chez François Bayrou, l'UMP et le PS, pas assez « bio » à son goût. Son affaire à lui, c'est l'alter-politique. Lui qui dit avoir changé, et laissé au vestiaire des années de compagnonnage avec la droite, a-t-il retrouvé le goût des chemins de traverse qui l'a porté, il y a bien des années, vers Lanza del Vasto ? En tout cas, il ne renierait pas cette phrase d'un autre « mystique », le poète surréaliste André Breton : « Tout porte à croire qu'il existe un point de l'esprit ou le blanc et le noir, le haut et le bas et la droite et la gauche cessent d'être perçus  
763  
contradictoirement. » Et cela lui va au teint. »**

Notons que les différents usages d'un même dérivé, d'une même forme en « alter- » –ici « alter-politique »– ne peuvent pas être inscrits dans une logique de la reprise. Le penser serait supposer une linéarité des usages qui sied mal à la complexité du discours social global et au processus de trivialité.

Cette circulation et cette exploitation rendent compte du pouvoir mobilisateur du préfixe et de la séduction qu'il exerce sur les journalistes et leurs interlocuteurs. Il existe une véritable élasticité du discours social de l'alternative dont la mobilité du préfixe rend compte. Ainsi, ce dernier est une ressource discursive dans des contextes de référence éloignés de la scène politique à proprement parler. Cette mobilité de l'unité linguistique « alter- » peut être illustrée par l'usage que les journalistes ou intervenants des pages périphériques en font dans le cadre du traitement médiatique du sport et de ses à-côtés.

Ainsi, dans un article qui trouve sa place en rubrique « Débats et opinions » du *Figaro*, la référence à l'altermondialisme et la création lexicologique « alterfootball » n'est pas issue d'un discours primaire (à moins que les traces de l'interdiscours aient été effacées) ; elle est à l'initiative des auteurs qui font le choix d'appliquer le discours social spécifique configuré depuis l'altermondialisation pour rendre compte des tendances antagonistes qui, selon eux, structurent le football contemporain. Ainsi, face aux excès du football contemporain, les auteurs « voient émerger un alterfootball »<sup>764</sup>.

Dans un article de *Libération*, c'est l'adéquation entre le discours social spécifique de l'alternative et les stratégies du président de la Fédération internationale de football que le journaliste interroge :

**« Blatter, partisan de l'alterfoot ?[titre] Le mouvement altermondialiste a hérité d'un nouvel adhérent plutôt inattendu. Dans une interview publiée hier par**

<sup>762</sup> « Vers une « alterpolitique » ? », 10-11-03, *Libération*

<sup>763</sup> « Comment Bayrou l'« insoumis » pourrait priver Sarkozy du soutien des classes supérieures » [« Débats et opinions », par Charles Jaigu], 12-03-07, *Le Figaro*

<sup>764</sup> « Voyage en ballon rond » [« Débats et opinions » par Sébastien Le Fol, François Simon, Nicolas d'Estienne d'Orve et Laurence Haloche], 07-02-04, *Le Figaro*

**le *Financial Times*, Sepp Blatter, patron de la Fédération internationale de football, peu connu jusque-là pour son opposition au footbusiness, s'en prend au « colonialisme » des clubs européens, notamment anglais, accusés de se livrer à « un shopping abject en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie (...), un véritable**

**pillage social et économique. » »**<sup>765</sup>

Nous pourrions aussi citer l'article d'avril 2007 de *Libération* : le journaliste perçoit dans l'investiture de Michel Platini à la tête de l'UEFA (*Union of European Football Association*) « la première pierre de l'alterfootball » [titre] ; et de poursuivre sur le thème : « le football vit son altermondialisme »<sup>766</sup>. Le traitement médiatique du football contemporain n'a néanmoins pas le monopole de la référence à l'altermondialisation dans les rubriques « Sport » des différents quotidiens ou, dit autrement, le football n'est pas le seul à encourager la mobilisation du discours social spécifique de l'alternative. Dans les pages « Rebonds » de *Libération*, c'est Pierre Parlebas, « sociologue », qui, durant l'été 2003, milite pour « une alteréducation au sport » pratiquée par des « altersportifs » et qui « serait basée davantage sur l'échange, le soutien le faire ensemble, la coopération plutôt que la domination »<sup>767</sup>. C'est *L'Humanité* qui, en décembre 2003, s'interroge sur l'emprise du dopage sur le sport de haut niveau et qui prône un changement de mentalité et la constitution d'un « monde de l'alter-sport » capable de s'imposer face au « sport réalité »<sup>768</sup>. C'est encore *L'Humanité* qui couvre les premiers Jeux sportifs mondiaux que le journaliste définit « pour faire court, [comme] une sorte d'alter-JO organisés par la Confédération sportive »<sup>769</sup>.

L'ensemble de ces exemples tirés des rubriques « Sport » (ou d'articles issus des pages périphériques traitant de sport) illustre la mobilité du préfixe « alter- » et par là même du discours social spécifique. Ce dernier se constitue comme une ressource pour offrir du sens à des événements ou des phénomènes sociaux qui, originellement, n'entretiennent aucune relation avec l'altermondialisation comme événement ou comme problème public. Dans tous ces exemples, le responsable de l'énonciation assume la responsabilité des propos. Autrement dit, ce sont bien les journalistes ou les intervenants extérieurs qui mobilisent le discours.

### III.1.2. La valeur sémantique du préfixe

Loin de n'être qu'une ressource à la création langagière, le préfixe est l'objet d'un usage clairement stratégique et relève du « mot argument »<sup>770</sup>, du moins, du préfixe à valeur argumentative. L'usage est stratégique au sens de la fameuse leçon de Michel Foucault : le discours est un lieu politique ; il est ce par quoi et pour quoi on lutte<sup>771</sup>. Et c'est aussi vrai pour les journalistes que pour leurs interlocuteurs dont le discours est relayé dans les formes du discours rapporté direct ou indirect. Sémantiquement, le nouveau préfixe a une valeur essentiellement politique et utopique et contribue à relayer un *discours de l'alternative*.

<sup>765</sup> « *Blatter, partisan de l'alterfoot ?* », 18-12-03, *Libération*

<sup>766</sup> « La première pierre de l'alterfootball de Platini », 19-04-07, *Libération*

<sup>767</sup> « Pour une alteréducation du sport » [« Rebonds » par Didier Hassoux], 25-08-03, *Libération*

<sup>768</sup> « La dope sur le divan du psy », 26-12-03, *L'Humanité*

<sup>769</sup> « Une autre idée du sport », 07-07-08, *L'Humanité*

<sup>770</sup> MOIRAND 2007

<sup>771</sup> FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971

Le préfixe donne à penser que les pratiques, les revendications, les discours actuels... peuvent être renouvelés au sein d'un nouvel horizon utopique. Il ne s'agit pas ici de s'interroger trop longuement sur le statut utopique de l'altermondialisation. Nous suivons simplement l'anthropologue Alain Bertho :

**« L'altermondialisation prend-il la place des utopies naufragées de la modernité ? Une telle utopie, si utopie il y a, ne fonctionne pas comme celles que nous avons connues. Elle est sans doute le meilleur révélateur de son époque, de ce monde, ou plutôt de cette mondialisation dont elle porte un désir d'altérité au même titre que le socialisme fut, au XIX<sup>e</sup>, un puissant révélateur du monde industriel en train de se mettre en place » ».**<sup>772</sup>

Selon la charte fondatrice des Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre, l'ensemble des acteurs réunis sont censés « faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations et l'environnement ». En d'autres termes, l'utopie altermondialiste ne s'attaque pas à l'idée fondamentale qui sous-tend le grand récit de la mondialisation : elle préserve l'idée d'un monde réconcilié et unique, d'un *monde plein*. Comme le propose Michel Löwy, « l'utopie altermondialiste ne se manifeste que dans le partage de certaines valeurs communes et ce sont elles qui esquissent les contours de cet autre « monde possible » »<sup>773</sup>.

La qualification préfixale correspond à la mobilisation du *discours de l'alternative*, discours de l'utopie qui exprime une volonté de réappropriation de « l'historicité » c'est-à-dire des grandes orientations politiques et sociales.<sup>774</sup> C'est un discours qui bouscule les représentations du monde commun et les représentations de l'historicité même (comment imaginer l'évolution *autrement* ou *alternativement*).

L'horizon utopique ouvert n'est pas défini et s'inscrit, le plus souvent, dans l'implicite d'une prise de position. Ainsi, ce que désigne la forme composée en « alter- » ne peut être défini que par la prise en compte du statut de l'énonciateur : la préfixation ouvre un espace d'investissement idéologique. Autrement dit, accorder du sens (politique) à l'alternative proposée par l'énonciateur usager du préfixe est une tâche qui revient en grande partie au lecteur. Le préfixe « alter- » est signifiant si, et uniquement si, le lecteur saisit l'implicite qui en motive l'usage. Le préfixe se dote d'une signification que si l'énonciateur (le journaliste ou l'acteur social dont le discours est rapporté), son statut et son positionnement sont connus du lecteur. Bref, mobiliser le préfixe ne revient pas à diffuser ou communiquer un contenu idéologique mais seulement à affirmer la possibilité d'une alternative dont la définition apparaît dans l'acte de communication c'est-à-dire dans la relation qu'entretiennent énonciateur et lecteur.

C'est donc dans l'usage, à la fois dans le temps de l'énonciation et de la réception, que le préfixe devient signifiant et que l'horizon utopique qu'il désigne se précise. Nous pouvons néanmoins avancer que celui-ci revêt généralement une dimension historique. La mobilisation du préfixe illustre, le plus souvent, la volonté de l'énonciateur d'opposer le passé, le dépassé et l'archaïque à la contemporanéité et à la modernité de sa position. Un

<sup>772</sup> BERTHO Alain, « L'autre monde ici et maintenant. L'altermondialisme est-il un avenir ? », *Mouvements*, n°47-48, p. 109-194, 2006, p. 191

<sup>773</sup> LÖWY Michel, « Négativité et utopie du mouvement altermondialiste », *Contretemps*, n°11, p. 44-50, 2004

<sup>774</sup> TOURAINE Alain, *Production de la société*, Editions du Seuil, Paris, 1973

exemple est donné par Jean-Marie Le Pen dans une prise de position relayée par *Le Figaro* en mars 2006 :

**« [l'affrontement Le Pen/Jospin] c'est le second tour « qui aurait dû avoir lieu en 2002, opposant en quelque sorte une espèce d'archéomarxisme et un alternationalisme nouveau », a-t-il expliqué ».**<sup>775</sup>

A l'opposé de l'échiquier politique français, c'est cette même valeur de modernité qui est accordée au préfixe et au discours social spécifique de l'alternative. Dans une tribune proposée à *L'Humanité*, David Zerbib s'attache à ces « nouvelles mobilisations » qui « sans domicile politique fixe [...] revendiquent l'espace de la contestation démocratique » et illustrent « les vagues de « l'alter gauche » ». A droite, comme à gauche, être « alter- », c'est affirmer sa modernité et sa capacité à inscrire ses revendications et son projet au cœur du contexte sociopolitique contemporain.

Pourtant, le *discours de l'alternative* est à ce point élastique que sa mobilisation peut s'inscrire dans une visée opposée à la précédente. Dans un article que nous nous permettons de citer une seconde fois, la forme en « alter- » vise à désigner un passé regretté :

**« Face à l'offensive des « barbares », la rébellion joue le contre. Après l'altermondialisme, on voit émerger un alterfootball, qui prône les bonnes vieilles valeurs du foot à papa. Saucisse-frites à la buvette contre canapés des loges; beau jeu contre victoire à tout prix; mauvais garçons contre mannequins qui le valent bien; So Foot contre France Football; On refait le match contre Téléfoot. »**<sup>776</sup>

La référence à un alterfootball revêt ici la dimension nostalgique de l'âge d'or qui, après avoir disparu, semblerait être de retour sous une forme inspirée de l'altermondialisme et dont rendrait compte l'évolution du paysage de la presse spécialisée. Ainsi, les usages du préfixe peuvent s'inscrire dans des stratégies diverses et même opposées. Son caractère argumentatif se manifeste finalement sous des fonctionnements différents selon les communautés qui l'utilisent.

La valeur axiologique semble être fondamentalement positive, et ce quelles que soient la stratégie et la communauté d'appartenance de l'énonciateur. Qu'il soit mobilisé par un partisan de l'extrême-droite ou un partisan de gauche, le préfixe fait autorité au sens où il jouit d'un *a priori* positif. Nous pouvons néanmoins identifier quelques rares cas où l'usage d'une forme en « alter- » s'inscrit dans une stratégie de dévalorisation de l'adversaire.

Ainsi, dans l'extrait cité *supra*<sup>777</sup>, et dans lequel Charles Jaigu, « journaliste au service politique du Figaro », analyse le positionnement politique de François Bayrou, il y a clairement de l'ironie et du sarcasme dans la référence au goût du leader du Modem pour « l'alter-politique ». L'usage du préfixe renvoie moins à une alternative que proposerait François Bayrou qu'à une pratique du politique sur le mode du courant alternatif, une fois à droite, une fois à gauche, aboutissant à une dilution idéologique de l'inscription politique.

<sup>775</sup> « Le Pen se voit en finale contre Jospin », 04-03-06, *Le Figaro*

<sup>776</sup> « Voyage en ballon rond » [« Débats et opinions » par Sébastien Le Fol, François Simon, Nicolas d'Estienne d'Orve et Laurence Haloche], 07-02-04, *Le Figaro*

<sup>777</sup> *infra*, p.270 [« Comment Bayrou l'« insoumis » pourrait priver Sarkozy du soutien des classes supérieures » [« Débats et opinions », par Charles Jaigu], 12-03-07, *Le Figaro*]

Si le préfixe « alter- » jouit d'un privilège axiologique évident, illustré par un usage qui dépasse les communautés politiques, il peut donc aussi s'inscrire dans une phase de sanction et de jugement négatif. L'identification de la valeur axiologique à accorder au préfixe et aux dérivés auxquels il donne naissance est définie par le lecteur au regard du contrat qui le lie à son quotidien. C'est dans la relation entre le journaliste et son lecteur que le nouvel horizon utopique que vise à établir l'usage du préfixe peut être défini et être reconnu. Le discours de l'alternative est un discours accueillant au sens où il s'offre facilement, parfois même à des usages contradictoires. Si « l'imaginaire est l'ensemble des utopies politiques »<sup>778</sup>, le discours de l'alternative est l'affirmation d'un renouvellement possible de cet imaginaire, indéfini idéologiquement.

### III.2. De la diffusion du discours de l'alternative : le cas des débats sur l'Europe

Du 10 au 13 juin 2004, les élections au Parlement européen ont lieu en France et dans les vingt-quatre autres Etats de l'Union européenne. A cette occasion, le tabou d'une participation institutionnelle de l'altermondialisation au jeu politique semble, un temps, tomber. En effet, une liste « 100% altermondialistes pour une Europe solidaire » est constituée, composée essentiellement de membres d'Attac. Cette volonté de participer aux élections provoque de nombreux débats au sein de l'association et aboutit, finalement, à l'abandon du projet. Les élections sont remportées par le Parti populaire européen (constitué principalement des conservateurs, libéraux et démocrates chrétiens) qui obtient 268 sièges contre 200 pour le Parti socialiste européen.

Un an après, c'est un second grand rendez-vous pour les citoyens européens et, le 29 mai 2005, 54.7% des électeurs français se prononcent par référendum contre le Traité constitutionnel européen. La France, membre fondateur du projet européen, plonge l'Union dans une longue crise constitutionnelle que le « non » irlandais vient ensuite aggraver.

Comme le note Eddy Fougier, « c'est la première fois qu'en France les organisations altermondialistes se sont investies de façon aussi nette et ont eu une telle influence » ; pour l'auteur, « les grandes figures de l'altermondialisme ont joué un rôle non négligeable lors de la campagne [de 2004] et dans le résultat du référendum »<sup>779</sup>. Nous adhérons au constat mais précisons immédiatement que l'analyse d'Eddy Fougier est celle du politologue qui pense en termes de logiques et de stratégies d'acteurs. Nous préférons penser –les deux perspectives sont aucunement antinomiques !- en termes de discours. En effet, la campagne référendaire a été au moins autant influencée par les acteurs de l'altermondialisation que par le fait, qu'à ce moment-là du débat public et que dans cette configuration-là de l'espace social et politique, l'altermondialisation a offert un discours social spécifique à même de peser sur les termes des débats. Au sein du discours social global, le discours social spécifique de l'alternative revêt un fort degré d'acceptabilité et de légitimité<sup>780</sup>.

<sup>778</sup> LAMIZET Bernard, « Sémiotique des identités politiques dans les espaces publics démocratiques », Actes du 8<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique (14-16 septembre, Lyon), 2005. En ligne. URL : [www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr2/lamizet.pdf](http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr2/lamizet.pdf) . Consulté le 23 juin 2006.

<sup>779</sup> FOUGIER 2006, p. 225

<sup>780</sup> La notion d'« acceptabilité » est issue des travaux de Jean-Pierre Faye sur les processus qui permettent au discours promu par les hitlériens de devenir « acceptable » au sein de la nation allemande. Il s'agit « de prendre pour « objet » ces formules [comme *totalitäre Staat*], de définir leur lieu de production et d'émission, et leur circulation dans l'espace des transmissions ou des échanges

### III.2.1. « Alter-Europe » : un mot d'ordre qui cristallise les résistances à l'intégration européenne

Le dérivé « alter-Europe » apparaît lors du second Forum social européen qui se tient à Paris en novembre 2003 et au cours duquel le futur référendum est au centre des débats. Comme vu *supra*, *Libération* et *L'Humanité* couvrent très largement l'événement et, sans surprise, les deux quotidiens sont les premiers à relayer le terme composé. Le 1<sup>er</sup> novembre, Jean-Paul Piérot de *L'Humanité* intitule sa chronique « Le chantier alter-européen » :

**« Ce Forum est évidemment une occasion privilégiée pour mobiliser toutes les intelligences qui le composent afin d'avancer des idées alternatives aux politiques de démantèlement et de privatisation de services publics ainsi qu'à la remise en cause de la solidarité sociale. L'occasion d'ouvrir le chantier alter-européen. »**

Quelques jours plus tard, en Une de *Libération*, le terme apparaît en tête de colonne -« L'alter-Europe se cherche »-, puis, en pages intérieures :

**« Les altermondialistes se découvrent altereuropéens. Ils ne sont pas contre l'Europe. Mais ils en veulent « une autre », capable de faire rendre gorge à « la globalisation libérale » et de faire la nique à l'Amérique et à son unilatéralisme revendiqué. Discours qui ressemble fort à celui de la plupart des souverainistes... En attendant l'avènement d'une « autre Union européenne », haro donc sur Giscard et sur la future Constitution de l'Union. [...] Féministes, écologistes, pacifistes, laïcs, catholiques critiques, syndicalistes, paysans, gays sont tous d'accord: le projet constitutionnel est bon à jeter. Mais, à la tribune comme dans les couloirs, chacun trouvait ses propres raisons de dire «non». Et peinait à définir les contours de « l'alterEurope ». »**

La référence à une alter-Europe est soutenue par le discours de l'alternative que professent les activistes altermondialistes et dont rendent également compte les autres quotidiens (citons l'article du *Monde* « Les altermondialistes réclament une autre Europe »<sup>783</sup> et celui du *Figaro* « Une autre Europe au cœur des débats »<sup>784</sup>). Malgré la diversité des acteurs militants réunis à Paris, le terme alter-Europe permet de cristalliser les résistances au Traité constitutionnel européen.

En effet, si certaines figures de l'altermondialisation comme Antonio Negri espèrent la ratification du Traité, les principales organisations appellent à voter « non ». A l'instar de Raoul Marc Jennar, « chercheur-militant » qui intervient dans les pages « Idées » de *L'Humanité*, les militants considèrent généralement que « la contradiction est totale entre

d'énoncés : le procès de leur production et de leur circulation » [FAYE Jean-Pierre, *La critique du langage et de son économie*, Paris : Galilée, 1973, p. 50]

<sup>781</sup> « Le chantier alter-européen », 01-11-03, *L'Humanité*

<sup>782</sup> « Europe : des rejets mais peu de projets », 14-11-03, *Libération*. Nous remarquons une nouvelle fois que les guillemets, traces minimales de la modalisation autonymique, disparaissent quand le terme qu'ils accompagnent rejoint la titraille. L'on passe d'une prise de distance sur le registre du « c'est eux qui le disent » à une assimilation par le journaliste, et ce dans le seul temps de l'article.

<sup>783</sup> « Les altermondialistes réclament une autre Europe », 11-11-03, *Le Monde*

<sup>784</sup> « Une autre Europe au cœur des débats », 12-11-03, *Le Figaro*

les objectifs des altermondialistes et les contraintes du Traité constitutionnel européen » et que « c'est une évidence que les altermondialistes veulent une autre Europe que celle imposée par cette constitution européenne »<sup>785</sup>. Pour beaucoup, l'Europe apparaît non comme une partie de la solution (l'Europe comme principe de régulation) mais comme une partie du problème (l'Europe comme cheval de Troie du néolibéralisme et de « l'idéologie du marché »). Alors président d'honneur d'Attac, Bernard Cassen intervient dans la campagne électorale de 2004 par l'intermédiaire du *Monde diplomatique* pour rappeler que « le projet de Constitution n'est qu'une application continentale des dogmes de la mondialisation libérale »<sup>786</sup>. Ce même Bernard Cassen, propose une nouvelle intervention dans le « Diplo » durant la campagne référendaire de 2005 dans laquelle il affirme « la filiation [...] entre les politiques libérales décidées au niveau communautaire et les politiques menées dans un pays donné »<sup>787</sup>. *Le Monde diplomatique* constitue ainsi une tribune privilégiée pour les acteurs du « non » altermondialiste (opposable à un « non » souverainiste) qui assimilent l'Europe à un appareil idéologique au service des tenants du néolibéralisme.

Ainsi, l'idée d'« une autre Europe », dont rend compte la forme « alter-Europe » et qui trouve clairement son origine dans la sphère militante, circule et, faisant fi de sa communauté d'origine, s'objective en ressource pour l'ensemble des acteurs politiques engagés dans la campagne référendaire.

### III.2.2. « Une autre Europe est possible » : de l'exploitation d'un lieu discursif

Après le contre-sommet de Seattle, le slogan privilégié de l'antimondialisation « le monde n'est pas une marchandise » se fait une place dans l'espace des discours de presse. Il lui offre le moyen de lutter contre la cacophonie antimondialisation et la possibilité de rendre compte des revendications et du projet de manière efficace (au sens où l'efficacité symbolique est une efficacité pragmatique -les actes de discours comme performatifs). Ce premier slogan, et le caractère d'évidence qu'il revêt, laisse place à partir de 2002 à un second mot d'ordre : « un autre monde est possible ». Chronologiquement, cette évolution accompagne précisément le passage d'« anti- » à « alter- » et rend compte de l'affirmation qu'une alternative (non définie) est possible et, indirectement, qu'un nouvel horizon utopique peut venir combler le déficit idéologique laissé par l'abandon, notamment, des idéaux marxistes.

Dès le mois de mai 2004, à quelques semaines des élections, le mot d'ordre est l'objet d'une exploitation par les acteurs de l'extrême-gauche française. Ainsi, *Le Figaro* rapporte les stratégies politiques de la Ligue communiste révolutionnaire :

**« Le souci des dirigeants de la LCR est surtout de prouver que leur organisation n'est « pas du tout isolée ». Aussi insistent-ils sur leur participation « à toutes les mobilisations en cours ». Pour les européennes, la LCR fera campagne sur le slogan altermondialiste, « Une autre Europe est possible ». Pour rattraper les électeurs perdus... »**<sup>788</sup>

Alors que les élections européennes de juin 2004 approchent, le projet des listes « 100% altermondialistes » est lancé avec, justement, comme mot d'ordre privilégié « une autre Europe est possible ». *Libération* en rend compte :

<sup>785</sup> « Les altermondialistes et le Traité constitutionnel européen », 27-12-04, *L'Humanité*

<sup>786</sup> « Une constitution pour sanctionner la loi du marché », 01-04, *Le Monde diplomatique*

<sup>787</sup> « Décodage de six points clés du traité », 05-05, *Le Monde diplomatique*

<sup>788</sup> « Le petit mea culpa de la LCR », 05-04-04, *Le Figaro*

**« Les listes « 100 % altermondialistes » tenaient hier soir, à Paris devant une petite centaine de personnes, leur première réunion publique en vue des élections européennes du 13 juin. Leurs promoteurs, proches d'Attac, assurent « être prêts » en Ile-de-France, « pas tout à fait» dans le Nord, le Sud-Ouest, le Sud-Est et «en préparation » dans l'Est et l'Ouest. Ces encore hypothétiques listes poursuivent «un seul objectif : ouvrir un nouvel espace citoyen dans le débat public pour dire non au projet d'Europe libérale contenu dans le traité constitutionnel pour l'Europe [...] pour dire qu'une autre Europe est possible ». Elles cherchent surtout le moyen de financer leur campagne électorale (au moins 2 millions d'euros) et ont lancé une souscription à cette fin. »<sup>789</sup>**

Bien que la source des propos ne soit pas clairement identifiée, la mobilisation du mot d'ordre peut être accordée à un des intervenants de la réunion publique c'est-à-dire à un des promoteurs « proche d'Attac ». Moins d'un mois après, toujours dans *Libération*, ce sont les socialistes qui revendiquent le droit d'user du mot d'ordre altermondialiste alors que, de son côté, la LCR condamne le monopole sur le mot d'ordre que veulent s'adjuger les « 100% altermondialistes » :

**« A la fois secrétaire national chargé de la mondialisation et tête de liste PS dans le Sud-Ouest, Kader Arif fait valoir qu'il est lui-même altermondialiste « comme la plupart des électeurs socialistes ». « Dans notre campagne, nous allons montrer qu'une autre Europe est possible », explique-t-il en plagiant le célèbre slogan altermondialiste. Les listes « 100 % altermondialistes » ne lui posent « aucun problème ». Pour Alain Krivine, si. Le porte-parole de la LCR s'insurge contre ceux qui « tentent un hold-up sur l'altermondialisme. Personne n'en a le monopole». Et de dénoncer «cette petite opération politique d'Attac. »<sup>790</sup>**

Dans ce seul court extrait, le mot d'ordre apparaît comme un lieu de pouvoir que se disputent les socialistes, la LCR et les « 100% altermondialistes » d'Attac. Au centre du débat : la question de la légitimité de l'usage. Et la foire d'empoigne continue puisque ce sont ensuite les communistes du PCF et leurs collègues européens qui avancent leurs pions. Dans *Le Monde* :

**« « Une autre Europe est possible. » Empruntée aux altermondialistes, la formule conclut le projet de manifeste que devrait adopter le nouveau Parti de la gauche européenne, aussitôt après sa création, les samedi 8 et dimanche 9 mai à Rome. »<sup>791</sup>**

Le mot d'ordre est clairement issu de la sphère militante et des activistes altermondialistes. Sa reprise par les acteurs institutionnels de la politique répond à une volonté d'inscrire leur discours dans un nouveau contexte de sens. Le reprendre, c'est accomplir un acte par lequel on redéfinit les perspectives offertes par une situation ; l'utiliser, c'est adopter le discours social spécifique de l'alternative. Et puisqu'un discours social est anonyme, puisqu'il n'est pas une parole située, il se prête aisément à une exploitation politique dont les discours de presse rendent compte et qui dépasse le cadre de la gauche française. Les pages « Débats et opinions » du *Monde* accueillent ainsi l'intervention de Jane Carolan, « dirigeante d'Unison, le syndicat britannique de la fonction publique » et de Ian Davidson,

<sup>789</sup> « Les listes « 100% altermondialistes » se lancent », 11-05-04, *Libération*

<sup>790</sup> « La gauche ne croit pas à un autre monde électoral possible », 04-06-04, *Libération*

<sup>791</sup> « Les communistes fondent un Parti de la gauche européenne », 09-05-04, *Le monde*

« député travailliste du Royaume-Uni », qui rappellent que « dans toute l'Europe, des militants syndicalistes et des socialistes de base s'accordent pour dire que la Constitution n'est pas satisfaisante et qu'une autre Europe est possible ». Encore dans la périphérie du *Monde*, c'est Jacques Myard, homme de droite appartenant à l'Union pour un mouvement populaire (UMP) qui affirme à quelques jours des élections que « l'Europe de papa est morte » [titre de l'article] et qui poursuit :

**« Si une Europe intégrationniste ne répond ni à la donne mondiale ni à nos intérêts, en revanche, une autre Europe est possible qui n'est pas exclusive, ne se substitue pas aux nations pour les fondre dans un super-Etat. Cette Europe est celle de l'union d'Etats souverains, nouant un pacte des nations européen qui s'organise à un double niveau dans la souplesse et l'intelligence des réalités. »**<sup>792</sup>

L'usage du mot d'ordre n'est, ici, accompagné d'aucun accompagnement méta-linguistique, d'aucune trace d'un quelconque interdiscours. L'auteur semble être le seul responsable des propos tenus. Sommes-nous alors en train de les inscrire *artificiellement* à la suite des usages cités précédemment ? Nous illustrerions alors le travers de l'analyste qui finit toujours, en fin de compte, par trouver ce qu'il cherche. C'est possible. Pourtant, nous persistons à voir dans cet exemple la trace des usages précédents et la mobilisation, là encore, du *discours de l'alternative*.

Ainsi, l'adoption du mot d'ordre altermondialiste et par là même du *discours de l'alternative*, dépasse les communautés et les clivages politiques. Reste qu'elle peut encore être condamnée au nom du principe de réalité. C'est ainsi que *Les Echos* relayent les propos de Jean-Pierre Raffarin : « Il ne faut pas faire croire qu'une autre Europe est possible car si nous cassons ce que les générations précédentes ont construit, il nous faudra beaucoup de temps pour reconstruire la maison Europe » a-t-il indiqué, en appelant les Français à ne pas faire « un choix de légèreté »<sup>793</sup>. Là encore, la formule est vierge de tout accompagnement métalinguistique et peut apparaître comme une parole non-située. Pourtant, une nouvelle fois, il nous semble difficile de croire que les propos de Jean-Pierre Raffarin ne sont pas habités par les multiples exploitations dont le slogan a été l'objet depuis le début de la campagne. L'hétérogénéité est non-marquée mais le lecteur attentif à la campagne référendaire est, à la manière de l'analyste, capable d'identifier dans le discours de Jean-Pierre Raffarin un autre discours qui ne lui « appartient » pas mais par rapport auquel le Premier ministre propose un positionnement critique. Que les discours soient le produit de l'interaction des forces sociales et que les mots ne renvoient jamais à une seule voix, c'est le propos de Mikhaïl Bakhtine et l'apport essentiel de la perspective dialogique<sup>794</sup>.

Remarquons que les élections européennes de juin 2009 sont à nouveau l'occasion de constater le poids du mot d'ordre « Une autre Europe est possible » et de la capacité du *discours de l'alternative* à peser sur les termes du débat. A la fin du mois d'avril, ce sont les propos de Martine Aubry qui sont repris dans *Le Monde* :

**« Devant les militants socialistes, la première secrétaire du PS a attaqué « l'Europe de Sarkozy-Barroso-Berlusconi ». Son discours a parfois pris des**

<sup>792</sup> « L'Europe de papa est morte », 02-06-04, *Le Monde*

<sup>793</sup> « A la peine, le camp du « oui » cherche à lancer sa campagne », 12-04-05, *Les Echos*

<sup>794</sup> BAKHTINE Mikhaïl, *Problèmes de la poétique de Dostoïevski*, Lausanne, L'âge d'homme, 1970. [« Le mot n'est pas une chose et ne renvoie jamais à une seule voix. La vie du mot c'est de passer de bouche en bouche, d'un contexte à un autre, d'un groupe social à un autre, d'une génération à une autre. Chaque membre du groupe reçoit le mot par la voix d'un autre et rempli par la voix de l'autre ; les mots sont habités par le sens donné par d'autres », p. 317]

**accents altermondialistes. « Une autre Europe est possible », a lancé Mme Aubry, qui a pris soin de se placer d'emblée sous les auspices de Jean Jaurès, citant le dernier article du tribun socialiste réclamant, dès 1914, dans *La Dépêche*, « une Europe un peu moins sauvage ».**<sup>795</sup>

Dans *Libération*, quelques jours après et à un mois des élections, c'est le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, qui, à son tour, reprend le slogan altermondialiste :

**« Le chef de l'Etat est là pour donner le coup d'envoi de la campagne et tenter de mobiliser... au moins son camp. Une gageure. Pour convaincre ses amis d'aller le soutenir dans les urnes, Nicolas Sarkozy tente une démonstration : « La France d'après la crise, l'Europe d'après la crise, le monde d'après la crise, c'est pour nous, Français, un seul et même problème, un seul et même combat ». Il convient donc, selon lui, de « changer l'Europe », comme il est lui-même en train de « réformer la France », pour « peser dans les destinées du monde ». C'est aussi simple que cela et, armé de son sacro-saint volontarisme, le chef de l'Etat va même jusqu'à assurer qu'une « autre Europe est possible ». Mais ses emprunts aux altermondialistes s'arrêtent là. »**<sup>796</sup>

Alors que les élections approchent, la presse revient sur les semaines de campagne écoulées. A cette occasion, la parole devient événement par la médiation d'un dispositif que partagent notamment *Les Echos* et *Le Figaro* : « La phrase de campagne » pour le premier, « Les petites phrases qui ont marqué la campagne » pour le second. Il est alors amusant de constater que pour *Les Echos* la phrase à retenir est celle de Martine Aubry (« Tout l'enjeu de ce scrutin, c'est de leur montrer qu'une autre Europe est possible ») et que, pour *Le Figaro*, celle à retenir vient de Nicolas Sarkozy (« Il nous faut changer l'Europe. La présidence française de l'Union européenne en a apporté la preuve : une autre Europe est possible »).

Ainsi, le mot d'ordre circule de bouche en bouche et se colore à chaque reprise des teintes que l'énonciateur veut bien lui donner. Cette exploitation politique du slogan peut atteindre ses limites et être condamnée par les adversaires. C'est le cas après la prise de position de Nicolas Sarkozy évoquée *supra*. *Le Monde* donne ainsi la parole au député Vert François de Rugy qui se demande « quelle crédibilité peut-il avoir à proclamer qu' « une autre Europe est possible » lorsqu'on soutient la reconduction de la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso, connu pour ses positions libérales et conservatrices ? »<sup>797</sup>.

Prendre à son compte le mot d'ordre issu de la sphère militante est un acte d'énonciation par lequel l'acteur politique cherche à exploiter un discours social spécifique qui jouit d'un fort degré d'acceptabilité et de légitimité dans l'espace social. C'est vouloir faire apparaître un nouveau contexte de sens auquel on accorde, *dans cet état-là* du discours social global, une grande capacité de mobilisation, de séduction et d'« impertinence sémantique »<sup>798</sup>.

Dans le paradigme événementiel, l'antimondialisation s'institue comme un acteur politique (« le mouvement antimondialisation »). Quand la dynamique événementielle

<sup>795</sup> « Mme Aubry plaide « pour une Europe moins sauvage », 26-04-09, *Le Monde*

<sup>796</sup> « Nicolas Sarkozy célèbre son Europe », *Libération*, 06-05-09

<sup>797</sup> « Nicolas Sarkozy réaffirme l'ambition et les valeurs du projet européen » [Une], 07-05-09, *Le Monde*

<sup>798</sup> RICOEUR Paul, *La métaphore vive*, Paris : Seuil, 1975

s'émousse, l'altermondialisation devient *thème* et *discours*. En partie émancipé de sa relation à l'événement et à l'acteur, le discours de l'alternative devient « libre de droit ». Il semble tomber dans « le domaine public », circule d'une communauté politique à une autre et devient ainsi l'objet d'une exploitation politique.

## IV. Discursivité sociale, hégémonie et monde commun

L'événement antimondialisation configure un acteur dont le registre de discours se modélise et s'autonomise jusqu'à se constituer en un objet culturel – ou « être culturel »<sup>799</sup> : c'est *le discours de l'alternative*, un discours fondamentalement politique à valeur utopique. Le préfixe « alter- », les mots d'ordre aussi, circulent, activant à chaque reprise un cadre de référence modélisé selon l'usage stratégique dont ils sont l'objet. D'un côté, ils sont porteurs d'un « domaine de mémoire [...] pour lequel des mots et des constructions constituent autant de rappels mémoriels de discours ou de faits antérieurs »<sup>800</sup>, autant de liens mémoriels qui les lient à leur contexte d'apparition, à leur histoire sociale et discursive. La mémoire fonctionne alors comme ressource interprétative<sup>801</sup>. D'un autre côté, ces lieux discursifs contribuent aussi à dessiner les contours de nouveaux problèmes et à dévoiler de nouvelles applications. C'est à ce titre qu'Yves Jeanneret, quand il s'attache à la circulation des textes dans le contexte de « l'affaire Sokal », rappelle que « ce n'est pas le fait de les [les textes] tirer vers une autre source textuelle, vers un autre contexte d'interprétation, qui constitue leur vérité, mais plutôt l'ensemble touffu de leurs divers régimes. »<sup>802</sup> Les discours et leurs pratiques, qui coexistent dans une société, ne sont pas juxtaposés ; ils forment un tout dans lequel sont produits et s'imposent des thèmes, des idées, des opinions, des modes, du commun et du légitime, de l'hétérogène et de l'illégitime, des registres de vérité et des formes de connaissance (une gnoséologie). Le discours social global, dans l'unité relative de son hégémonie « renferme un principe de communion, de convivialité. Il re-présente la société comme unité, comme ensemble intelligible et comme *convivium* doxique, et même les affrontements, les dissensions y contribuent »<sup>803</sup>.

La régulation des discours sociaux spécifiques –et particulièrement du *discours de l'alternative*– au sein du discours social global est l'objet de cette dernière partie. Nous proposons de lire ces principes de régulation au prisme d'une théorie de l'hégémonie, nous permettant ainsi d'inscrire la question du pouvoir dans la perspective des « discours sociaux spécifiques » initiée par Bernard Delforce et Jacques Noyer<sup>804</sup>.

### IV.1. La régulation de la discursivité sociale

---

<sup>799</sup> JEANNERET 2009

<sup>800</sup> MOIRAND 2007, p. 50

<sup>801</sup> WIDMER Jean, « Notes à propos de l'analyse de discours comme sociologie », *Recherches en communication*, n° 12, p. 195-207, 1999, p. 199-202

<sup>802</sup> JEANNERET 1998, p. 244-245

<sup>803</sup> ANGENOT, 2006, paragraphe 30

<sup>804</sup> DELFORCE, NOYER 1999

Une force de la théorie *du discours social* (perspective totalisatrice privilégiée par Marc Angenot) ou *des discours sociaux spécifiques* (perspective privilégiée par Bernard Delforce et Jacques Noyer) est de relativiser les ruptures (du moins, perçues comme telles). Les travaux de Marc Angenot illustrent bien qu'il n'y a pas, dans l'histoire des discours et des idées, de ruptures franches et irréversibles : « toute rupture est d'abord un glissement de sens mal perceptible, une érosion mal balisée, un balbutiement maladroit »<sup>805</sup>.

#### IV.1.1. Une régulation sans domination ?

Si nous trouvons un véritable intérêt à confronter la proposition de Bernard Delforce et Jacques Noyer aux travaux de Marc Angenot, c'est que ces derniers s'attachent largement aux processus de régulation qui régissent le discours social et, par là même, contraignent la diffusion et la circulation des discours sociaux spécifiques. La théorie des discours sociaux spécifiques de Bernard Delforce et Jacques Noyer traite des modes de régulation du discours social en termes d'acceptabilité :

**« Les discours ne peuvent s'entendre socialement que s'ils sont porteurs de valeurs, de règles culturelles qui, parce que partagées, permettent à la fois une scriptibilité et une lisibilité de ces discours. Cette dimension [...] est intimement liée aux formes multiples de stabilisation mais aussi d'évolution progressive des discours qui permettent de « dire le social » et aux formats médiatiques (genres, rubriques, mises en page...) qui en configurent l'expression. »**<sup>806</sup>

La résonance perçue comme l'adéquation réussie d'un discours social spécifique à une occurrence, un événement ou un autre discours tenu pour vrai, ne suffit pourtant pas, nous semble-t-il, à rendre compte des principes de régulation du discours social global. La perspective des discours sociaux spécifiques paraît laisser en suspens une question essentielle, celle du pouvoir ; et plus précisément, suivant ainsi notre perspective, celle du pouvoir de fonder le monde commun.

De son côté, Marc Angenot rejoint la perspective, du moins les préoccupations, de Michel Foucault pour qui « dans toutes sociétés, la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, redoutable matérialité »<sup>807</sup>. Chez le littéraire canadien, le principe de régulation qui empêche l'éparpillement du discours social est l'*hégémonie*. Elle est le « moteur », l'élément structurant et régulateur qui organise le discours social global. A ce titre, elle doit être comprise « comme la résultante synergique d'un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs qui assurent à la fois la division du travail discursif et l'homogénéisation des rhétoriques, des topiques et des doxaï »<sup>808</sup>. C'est notamment en

<sup>805</sup> ANGENOT Marc, « Hégémonie, dissidence et contre-discours. Réflexions sur les périphéries du discours social en 1889 », *Etudes littéraires*, vol. 22, n°2, p. 11-24, 1989, p. 22

<sup>806</sup> DELFORCE, NOYER, 1999, p. 36

<sup>807</sup> FOUCAULT Michel, 1971, p. 10. Pour Marc Angenot, l'hégémonie « est aux productions discursives et doxiques ce que les paradigmes (de Khun) ou les épistèmes (de Foucault) sont aux théories et doctrines scientifiques qui prévalent à une époque donnée, un système régulateur qui prédétermine la production de normes discursives concrètes » [ANGENOT, 1989, p. 21 ; cité dans : PROVENZANO François, « Notes à la lecture de quelques travaux de Marc Angenot », *Contextes*, 2006. En ligne. URL : <http://contextes.revues.org/index125.html> . Consulté le 24 février 2007

<sup>808</sup> ANGENOT Marc, « Que peut faire la littérature ? Sociocritique littéraire et critique du discours social », in NEEFS Jacques, ROPARS Marie-Claire (dir.), *La politique du texte. Pour Claude Duchet*, Lille : Presses universitaires de Lille, 1992

accordant un certain degré d'acceptabilité et de légitimité aux dits et aux écrits que ces mécanismes participent à la régulation de la discursivité sociale.

C'est dans le réseau complexe et inachevé des *Cahiers de prison* qu'Antonio Gramsci élabore sa théorie de l'hégémonie. Sans doute aurions-nous tort de reléguer l'œuvre du théoricien à une philosophie périmée par le réel et l'histoire. Lecteur attentif des écrits du philosophe italien, André Tosel rappelle le rôle qu'Antonio Gramsci accorde aux grands journaux (« d'opinion ») :

**« La fonction de la presse quotidienne est d'assurer cette représentation organique polymorphe en produisant une mise en forme à la fois politique, morale et intellectuelle des enjeux et des questions vives. [...] Ils [les grandes journaux] intègrent les intérêts, la préoccupation des forces sociales arriérées ou minoritaires, neutralisent ou filtrent les intérêts des classes subalternes modernes en lutte pour l'hégémonie, et bien sûr, combattent leurs revendications incompatibles avec la conception du monde dominante. »<sup>809</sup>**

Quand il propose un état du discours social en 1889, Marc Angenot précise que, dans le cadre de son étude, l'effet de cette force d'attraction et d'assimilation est de « restreindre l'autonomie critique des doctrinaires socialistes ou féministes, tout comme l'indépendance spéculative ou imaginative du penseur et de l'artiste »<sup>810</sup>.

#### IV.1.2. Hégémonie et monde commun

Le concept d'hégémonie est séduisant dans la perspective qui est la nôtre qui consiste à concevoir l'information comme « forme de connaissance »<sup>811</sup> et le pouvoir des médias comme pouvoir de fondation d'un monde commun. En effet, bien que la capacité à l'alimenter soit inégalement répartie, l'hégémonie relève d'un compromis, elle est fondamentalement interdiscours et profondément dialogique ; et c'est ce qui l'éloigne de l'idéologie comme texte<sup>812</sup>. L'hégémonie n'est ni monolithique ni même permanente mais s'actualise au sein de configurations socio-politiques changeantes. Pour Eric Macé, l'hégémonie se constitue dans « les conflits de définition, entre légitimation et délégitimation, « naturalisation » et « problématisation », transgression et disqualification, justification et contestation, dépolitisation et repolitisation, occultation et publicité, événement et non-événement, force de l'institué et dynamique de l'instituant, performativité et subversion des codes »<sup>813</sup>.

<sup>809</sup> TOSEL André, « Le presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, n°56, p. 55-71, 2005

<sup>810</sup> ANGENOT, 1989, p. 19-20

<sup>811</sup> PARK 2008. cf. *infra*, p.54

<sup>812</sup> Les capacités de résistance et d'interprétation des récepteurs dévoilées par les *cultural studies* encouragent Stuart Hall à délaisser le concept d'idéologie au profit de celui d'hégémonie et d'un nouveau modèle de la domination qui se base sur « l'effet de réalité » et le passage du « reflet du consensus » à la « production du consentement ». [HALL Stuart, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris : Editions Amsterdam, 2007, p. 104-120 ; originellement publié en 1982 : HALL Stuart, « The rediscovery of « ideology » : return of the repressed in media studies », in GUREVITCH Mickael (*et al.*), *Culture, Society and the Media*, Londres : Methuen, 1982, p. 56-90]

<sup>813</sup> MACE Eric, « Mouvements et contre-mouvements dans la sphère publique et les médiacultures », in MAIGRET Eric, MACE Eric, *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Paris : Armand Colin, p. 17-40, 2005, p. 27

Là où la notion d'idéologie laisse penser que « la relation entre l'information et l'événement [...] est stabilisée [...] dans le seul système de référence construit par le média »<sup>814</sup>, la notion d'hégémonie encourage à penser le discours de l'événement médiatique dans la relation qu'il entretient avec le discours social global et les autres discours sociaux spécifiques. Finalement, l'hégémonie est un concept qui a partie liée avec celui d'interdiscursivité sociale. Sans un certain degré de diversité des discours sociaux, l'hégémonie, comme principe de régulation, n'existe pas au sens où elle perd sa raison d'être.

Chez Marc Angenot, les notions d'intertextualité et d'interdiscursivité « invitent à voir comment, par exemple, certains idéologèmes prédominants en un moment donné reçoivent leur acceptabilité d'une grande capacité de mutation et de relance passant de la presse d'actualité au roman, au discours médical ou scientifique, à l'essai de « philosophie sociale », etc. ».<sup>815</sup> L'hégémonie régule l'acceptabilité, hiérarchise les thèmes et les rhétoriques et ouvre ainsi un espace défini et contraint de débat et de dissension. Le concept d'hégémonie permet d'inscrire la question du pouvoir des médias, acteur privilégié de la circulation sociale du sens, dans l'espace social.

Les discours sociaux spécifiques peuvent fonctionner ou non, charmer ou non ; ils peuvent plaire un temps et disparaître (du moins, le croit-on) ; ils peuvent s'affronter, entrer en concurrence, ils peuvent aussi converger ; ils peuvent être acceptés ou condamnés. Bref, les discours sociaux ne peuvent pas être abordés seulement comme un ensemble de briques cognitives, ressources pour la sémiologie. Au contraire, ils vivent, circulent et se transforment. Ils se configurent dans cette circulation créative qu'Yves Jeanneret nomme « la trivialité ». Le concept d'hégémonie permet, nous semble-t-il, de compléter pertinemment la théorie des discours sociaux spécifiques, et ce en pensant ces derniers à partir du modèle métaphorique *centre/périphérie*.

## **IV.2. A partir du modèle centre/périphérie : deux hypothèses**

---

### **IV.2.1. Digression épistémologique : les sciences sociales et humaines sont politiques !**

[IV.2.1. Digression épistémologique : les sciences sociales et humaines sont politiques !<sup>816</sup>]

Le chercheur en sciences humaines et sociales peut difficilement s'en tenir à des explications causales et linéaires des phénomènes. Les phénomènes observés nécessitent de prendre en compte la subjectivité des acteurs à commencer par celle du chercheur lui-même. N'y a-t-il pas quelque chose d'indécent chez l'analyste des médias qui pense sa pratique en dehors du cadre constructiviste qu'il professe, par ailleurs, dans ses travaux ?

<sup>814</sup> JEANNERET, 2009, p. 51

<sup>815</sup> ANGENOT, 2006, paragraphe 17

<sup>816</sup> Cette courte digression est alimentée par les nombreuses discussions et réflexions qui ont accompagné une année d'enseignement en école d'ingénieur, à l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Lyon. Cette année fut par ailleurs précédée de deux années d'enseignement en IUT (Systèmes et réseaux de communication et Science et génie des matériaux). Une équipe de recherche en sciences sociales et humaines comme STOICA (dirigé par Michel Faucheux) ne peut évoluer dans un tel domaine – école d'ingénieur – sans interroger sa pratique au regard des sciences dites exactes. C'est qu'elle doit sans cesse *produire* sa légitimité, la revendiquer, la défendre ; et, par là même, sans cesse affirmer les spécificités des sciences sociales et humaines, leurs apports et leur intérêt.

Dans la configuration du monde commun, le journaliste tait ses choix par des effets de vérité et sur le registre du *cela va de soi*. C'est la condition même d'un monde commun stabilisé et partagé. Le chercheur, quant à lui, semble avoir le devoir d'indiquer là où ses propos relèvent d'une interprétation et d'une subjectivité. Il y a un « je » que le « nous » de la recherche ne peut définitivement dissimuler, un « je » et donc une intention, une volonté et une subjectivité. Pour le mythe de la neutralité analytique (de « la neutralité axiologique » chez Max Weber<sup>817</sup>), le temps de l'interprétation, le temps des intuitions interprétatives, est une véritable épreuve en sciences humaines et sociales. Dans ces dernières, il y a un *art de comprendre* qui ne peut être saisi qu'à l'éclairage d'une subjectivité. A ce titre, les perspectives « critiques » -au sens, par exemple, d'une « sociologie critique »- n'ont pas l'exclusivité du politique : les sciences sociales et humaines nous apparaissent comme fondamentalement politiques. Une illustration est offerte par le registre de la polémique. Une des spécificités de celle-ci en sciences sociales et humaines n'est-elle pas que, souvent, ses objets ne sont pas des *résultats* mais des *interprétations*<sup>818</sup> ?

Cette courte digression doit contribuer à légitimer un choix peut-être surprenant : terminer un travail de thèse sur une double hypothèse, autrement dit, à la manière des ces romans « où vous êtes le héros » et dans lesquels l'enfant ou l'adolescent peut choisir entre telle ou telle poursuite du récit, il s'agit d'illustrer les deux lectures auxquelles peuvent conduire notre travail. Ce positionnement, un brin contradictoire, consiste à reconnaître et à illustrer le fondement politique de l'interprétation tout en refusant l'enrôlement idéologique.

Dans notre cas, les relations qui se nouent entre *discours de l'alternative* et discours social global peuvent être traitées selon deux logiques. Ce sont nos deux hypothèses : soit l'on s'attache à la capacité des discours sociaux spécifiques et périphériques à coloniser le discours social global et à renouveler, au prisme d'un nouvel horizon utopique, les pratiques et les discours politiques ; soit, sur le registre critique, l'on s'attache à la capacité du discours social global à neutraliser l'énergie des discours sociaux spécifiques en les aseptisant puis en les digérant. Les deux peuvent coexister bien qu'un monde (politique) les sépare.

#### IV.2.2. Un modèle métaphorique : centre/périphérie

Dans son étude du rôle social joué par le quotidien *El País* dans l'après-franquisme et l'Espagne de la transition démocratique, Gérard Imbert mobilise et exploite le modèle centre/périphérie : la presse libérale a une tendance « centripète » qui la pousse à intégrer l'altérité c'est-à-dire ce qui relève de la périphérie de l'espace social (luttres sociales, marginalité, sous-cultures...) dans un modèle « rassurant »<sup>819</sup>.

Sans prétendre à une généalogie du modèle centre/périphérie, sans doute pouvons-nous rapidement préciser la présentation qu'en fait Gérard Imbert. La distinction centre/périphérie est initialement mobilisée en géographie et, à partir des années 1970, par la science politique. Quand le politiste Jean Leca propose à la *Revue française de science politique* une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens, il précise que « l'objet central de l'étude est le processus de formation du *centre*, entendu comme principal

<sup>817</sup> WEBER Max, *La science, profession et vocation* [suivi par KALINOWSKI Isabelle, « Leçons wébériennes sur la science et la propagande »], Marseille : Agone, 2005. Traduction d'une conférence du sociologue allemand donnée pour la première fois en 1917.

<sup>818</sup> La polémique, aussi bien en sciences qualifiées « d'exactes » qu'en sciences humaines et sociales peut aussi porter sur les méthodes de l'analyse ; pensons à la condamnation de l'artefact.

<sup>819</sup> IMBERT Gérard, *Le discours du journal*, Paris : Editions du CNRS, 1988

réceptacle des valeurs et des forces dominant une société »<sup>820</sup>. Chez Jean Leca, une unité politique doit être abordée comme un système d'interactions entre un centre politique et culturel et les secteurs périphériques qui sont, en principe, sous sa domination ou qu'il cherche à intégrer. Dès lors, « les questions empiriques qui en découlent sont entre autres : quels types d'élites occupent le centre ? quelles sont les valeurs qui s'y trouvent ? par quels mécanismes d'autres élites et d'autres valeurs sont soit rejetées à la périphérie, soit cooptées avec un statut subordonné au sein du centre ? »<sup>821</sup>.

L'apport de Jean Leca est manifeste au sein du Centre de recherches administratives et politiques de Picardie qui, en 1978, récupère le modèle et propose l'ouvrage *Centre, périphérie, territoire* afin de mettre en évidence à la fois les implications et les applications possibles du modèle. Ce dernier ne prend sens que rattaché à un système : chez Jacques Chevallier, coordinateur de l'ouvrage, ce système est « l'ordre politique » ; dans notre perspective, c'est le discours social global. Dans un très long article d'introduction, Jacques Chevallier précise :

**« Par centre, on entend le principe d'ordre, d'unité, de cohérence, qui est au cœur de tout système organisé ; par « périphérie », on entend les éléments désordonnés, disparates et atomisés qui gravitent à la frontière du système et échappent à son emprise. Ces deux notions sont relatives l'une à l'autre et forment un couple indissociable ; reflétant la division, la séparation, la contradiction provoquées par l'apparition d'un système organisé, elles restent en tant que telles, unies symbiotiquement et se parasitent mutuellement : non seulement l'ordre ne peut être défini que par opposition au désordre qu'il combat, et le désordre n'a de sens que rapporté à l'ordre qu'il récuse, mais encore l'ordre est produit à partir du désordre, qui renaît lui-même sans cesse de l'ordre institué. »**<sup>822</sup>

Les systèmes libéraux reposent, selon l'auteur, sur « un fonds de représentations commun, d'images symboliques, relativement invariant »<sup>823</sup> ; en revanche, la trame du discours qui soutient ce dernier évolue. Cette plasticité lui assure son efficacité. En effet, la dialectique centre/périphérie se déploie moins dans un système répressif (« répression du désordre périphérique »<sup>824</sup>) que dans un système intégratif qui repose sur l'assimilation par le centre du dynamisme périphérique. Il y aurait comme chez Jürgen Habermas un principe de conflictualité entre une société civile dynamique et périphérique et l'inertie d'un centre, lieu

<sup>820</sup> LECA Jean, « Pour une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°4/5, p. 557-581, 1977, p. 577

<sup>821</sup> LECA, 1977, p. 578

<sup>822</sup> CHEVALLIER Jacques, « Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique », in CHEVALLIER Jacques (dir.), *Centre, périphérie, territoire*, Paris : PUF, p. 3-131, 1978. Suivant la perspective du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, l'auteur applique le modèle au « système politique » dans une théorisation dont la finalité est de penser les processus décisionnels au sein des réseaux d'acteurs, des institutions politiques et des politiques publiques.

<sup>823</sup> *idem*, p. 55

<sup>824</sup> *idem*, p. 46

de la politique institutionnelle et de la production des formes institutionnalisées et légitimes des opinions et des volontés<sup>825</sup>.

Le modèle centre/périphérie relève clairement de la métaphore et, à ce titre, n'a de valeur qu'appliqué à un objet, pour nous, à la régulation du discours social global –comme système- et des discours sociaux spécifiques. Il ne s'agit pas d'accorder au modèle une matérialité qu'il ne revendique pas (ne pas le réifier). Le modèle n'a aucun pouvoir magique et nous lui accordons, à la suite de Jean Leca, le statut de *paradigme* au sens où il est à penser comme un cadre conceptuel visant à organiser la façon d'aborder un sujet concret et à découper un certain nombre de questions à propos de cet objet.<sup>826</sup>

#### IV.2.2.1. Hypothèse 1 : le discours social global renouvelé par le discours de l'alternative

La perspective marxiste porte un regard critique sur l'imaginaire politique –condamnation de l'idéologie. Pour autant, il est inenvisageable de penser *la* ou *une* politique en dehors d'un imaginaire de référence permettant la configuration d'un horizon d'attente et de désir, une utopie à même de fonder l'engagement des acteurs et des identités<sup>827</sup>.

Penser que *le discours de l'alternative* se diffuse et circule, penser qu'il se fait manipuler (et peut-être qu'il manipule), et ce au gré des usages stratégiques dont il fait l'objet dans l'espace social, c'est avant tout lui reconnaître la capacité à s'inscrire dans les formes de la communication contemporaine. *Le discours de l'alternative* trouve sa traduction discursive la plus immédiate dans le préfixe « alter- » et ses mots d'ordre. Il est un discours de l'utopie suffisamment neutre et vague pour être mobilisé par un grand nombre d'acteurs et, néanmoins, symboliquement assez efficace pour contribuer à la structuration de l'imaginaire social et politique. Son élasticité et l'autonomie qu'il gagne au regard de l'événement altermondialisation (et de l'acteur et du récit), le rend disponible à la communication sociale :

**« C'est par la communication que l'utopie, d'une façon plus générale l'imaginaire politique, trouve une place dans le débat public et, peut ainsi faire l'objet d'une adhésion ou d'un rejet de la part des acteurs sociaux. La dimension symbolique de son expression assure à l'utopie une place et une identité dans le débat public et dans l'expression des opinions et des choix des acteurs sociaux. L'utopie, en particulier, [...] constitue une référence imaginaire de l'argumentation dans le débat public. [...] C'est par l'expression de l'utopie dans le débat public qu'elle peut faire l'objet d'une adhésion –ou d'un rejet et du choix d'une autre. Il faut la communication de l'utopie, sa mise en scène, sa représentation, pour qu'elle puisse prendre sa place dans le débat et faire l'objet d'une confrontation entre acteurs et entre institutions. »**

<sup>825</sup> Dans *Droit et démocratie*, le philosophe voit le principe de régulation de l'espace public médiatique dans les conflits de représentation et de définition de l'agir entre groupes sociaux, dans la définition de la réalité et de l'ordre des choses. [HABERMAS Jürgen, *Droit et démocratie*, Paris : Gallimard, 1997]

<sup>826</sup> LECA, 1977, p. 571-573

<sup>827</sup> LAMIZET Bernard, « L'imaginaire politique », in DACHEUX Eric, *Communiquer l'utopie. Economie solidaire et démocratie*, p. 139-158, Paris : L'Harmattan, 2007, p. 141

<sup>828</sup> LAMIZET 2007, p. 155

*Le discours de l'alternative* pèse dorénavant sur la discursivité sociale, sur l'état du discours social global, sur les débats et les agendas. Il participe à l'élan qui pousse les acteurs, sinon à agir, du moins à débattre et à se confronter dans les formes institutionnalisées ou non de la politique, dans les multiples arènes de l'espace public. A ce titre, *le discours de l'alternative* ne serait pas l'objet d'une récupération (terme ô combien péjoratif) ; au contraire, il échapperait à sa première communauté (la sphère militante) pour venir s'inscrire dans les formes de l'échange symbolique et politique, dans les rapports de pouvoir qui contribuent au maintien d'une société.

Au niveau formel du dispositif sémio-discursif (auquel le modèle centre/périphérie peut également être appliqué<sup>829</sup>), il est remarquable que la périphérie du journal, ouverte à une énonciation subjectivée<sup>830</sup>, relaie l'émergence médiatique du débat sur la mondialisation et les thématiques antimondialisation avant que celles-ci n'intègrent le discours du nom-du-journal.

*Le discours de l'alternative* intègre le discours social global et offre aux acteurs sociaux la possibilité de repenser leurs pratiques et leurs discours à partir d'un nouveau discours social spécifique. C'est un autre regard que le discours de l'alternative encourage à poser sur le politique, l'économique et le culturel, un regard qui rompt avec une lecture qui se déploie sur le registre du *cela va de soi* du monde commun. Et ce dernier se renouvelle par le seul fait qu'un nouveau discours spécifique est en mesure de contribuer à sa configuration.

C'est parce que le discours social n'est pas (plus) une parole située et parce qu'il échappe à ses lieux et à ses régimes d'énonciation originels, qu'il s'institue chez les acteurs de l'espace social comme une nouvelle ressource pour la définition du monde commun et de l'ordre des choses. *Le discours de l'alternative* apparaît comme un vecteur de changement ; il revêt les signes extérieurs de la modernité (ou de la post-modernité<sup>831</sup>) et encourage à renouveler les perceptions et les propositions politiques au prisme d'un nouvel imaginaire utopique. A ce titre, l'utopie exprime « les logiques, les significations, les expressions mêmes de l'élan qui pousse les acteurs politiques à agir, à débattre, à se confronter les uns aux autres dans l'espace public »<sup>832</sup>.

Selon la conjoncture, le discours social global est plus ou moins ouvert à sa périphérie. Il est plus ou moins intégrateur ; il peut être plus ou moins répressif –à ce titre, l'après-11-Septembre est une période où l'amplitude du discours social global est momentanément réduite. Le discours social vise la préservation de ses dominantes interdiscursives, de ses règles d'engendrement et de coercition discursive. Au centre, c'est la préservation d'un « ordre du discours »<sup>833</sup> hégémonique qui permet la préservation du discours social global comme tiers symbolisant et condition à l'échange et à la compréhension. Ainsi, le *master frame* promu par les militants autour de la condamnation des effets néfastes des processus de mondialisation est configuré en un discours social spécifique –*discours de l'alternative*– et assimilé par les acteurs de l'espace social qui l'adaptent à leur cadre de référence et à ses enjeux.

La logique de l'hégémonie relève du consensus, du sens commun, de l'opinion publique (et ce, dans une perspective interactionniste proche de celle d'Elisabeth Noëlle-

<sup>829</sup> IMBERT, 1988. cf. *infra*, p. 99

<sup>830</sup> MOIRAND 2000

<sup>831</sup> INGLEHART 1977

<sup>832</sup> LAMIZET 2007, p. 151

<sup>833</sup> FOUCAULT 1971

Neumann<sup>834</sup>). Elle est bien ce mode de régulation du discours social global qui participe à légitimer les discours sociaux spécifiques. Certes, les médias et d'autres acteurs sociaux (politique, commerciaux...) banalisent une thématique sociale mais cela conduit *le discours de l'alternative* à déborder de son espace concret de référence pour condenser l'ensemble des interrogations sur le devenir de la société. *Le discours de l'alternative* s'inscrit dans un registre de discours plus large qui est celui de l'intérêt général. Ce dernier « ne se mesure pas tant à l'échelle de sa généralité plus ou moins grande dans le public mais, *comme discours public*, à sa capacité à être reconnu, accepté, intégré comme un intérêt défendable au nom des principes généralement partagés »<sup>835</sup>. C'est parce que *le discours de l'alternative* s'inscrit très clairement dans le discours plus large de l'intérêt général qu'il possède une telle force d'attraction et de séduction.

#### IV.2.2.2. Hypothèse 2 : le discours de l'alternative neutralisé par le discours social global

Il nous semble pourtant difficile de ne pas concevoir la relation entre utopie et hégémonie dans un autre registre que celui de la confrontation. L'utopie veut décentrer le discours social global ; l'hégémonie, au contraire, est un processus, un effort, pour en assurer la stabilité et le renouvellement.

Le recours à la notion d'hégémonie encourage à penser les tendances centrifuges qui régulent le discours social global et les discours sociaux spécifiques. Dans son étude fondatrice sur le traitement médiatique des mouvements sociaux, Todd Gitlin insiste sur les capacités intégratrices de l'hégémonie : « *The hegemonic ideology of bourgeois culture is extremely complex and absorptive ; only by absorbing and domesticating conflicting values, definitions of reality, and demands on it, in fact, does it remain hegemonic* »<sup>836</sup> [Traduction : L'idéologie hégémonique bourgeoise est extrêmement complexe et assimilatrice ; et c'est justement en s'en tenant à absorber les nouvelles valeurs et les définitions conflictuelles de la réalité qu'elle assure sa pérennité]. Ainsi, le sens commun [« *common sense* »] est à la fois le produit de l'hégémonie et ce qui la préserve.<sup>837</sup>

Les médias contribuent à la définition d'une identité du mouvement altermondialiste et de son récit à travers la dynamique événementielle qui contraint sa visibilité. Ils configurent un mouvement qui répond aux critères d'acceptabilité qu'ils imaginent être ceux en vigueur dans le discours social.

Quand un discours social spécifique est soutenu par des transgressions verbalisées, théâtralisées et symbolisées dans une parole (mots d'ordre notamment) ou des pratiques symboliques (manifestation, performance), il est en mesure de peser sur le discours social global, de l'intégrer et d'y laisser des traces à plus ou moins long terme. Au contraire, quand un discours s'appuie sur des pratiques violentes (par exemple destruction d'enseignes commerciales dans le cas des radicaux de l'antimondialisation), celui-ci est irrémédiablement confiné à la périphérie du discours social global.

<sup>834</sup> NOELLE-NEUMANN 1989

<sup>835</sup> DELFORCE, NOYER, 2002, p. 30

<sup>836</sup> GITLIN 1980, p. 256

<sup>837</sup> « *Hegemony is, in the end, a process that is entered into both by dominators and dominated [...] the hegemonic sense of the world steps into popular « common sense » and get reproduced there ; it may even appear to be generated by the common sense .* » [*idem*, p. 253]

Quand Jacques Chevallier s'attache à l'intégration du dynamisme périphérique dans l'espace politique, il relève que la violence sociale ou politique rompt avec les critères d'acceptabilité admis par le système politique :

**« Le système politique manifeste une vive allergie aux actions directes, interventions ponctuelles, expérimentations immédiates, qui visent, même de manière symbolique, les attributs du pouvoir et tendent à exorciser sa toute-puissance : sa réaction est totalement hostile dès l'instant où la périphérisation prend une forme violente et remet en cause le monopole public de la contrainte. La violence sociale ou politique paraît bien constituer la degré ultime de périphérisation qu'aucun Etat ne peut tolérer parce que son existence même et sa**

838

**fonction dans la société sont en cause. »**

Une nouvelle fois, l'analogie entre l'espace politique pensé par Jacques Chevallier et le discours social global auquel nous nous attachons peut être prolongée au regard de nos conclusions quant à l'antimondialisation comme problème public et, plus spécifiquement, au traitement des journées de Gênes en 2001.

Il y a un réglage du cadre identitaire de l'antimondialisation autour du critère de la violence. A la fois promu par une majorité du mouvement et largement repris dans l'espace des discours médiatiques, cet ajustement contribue à exclure les radicaux et préserve ainsi la légitimité et l'intégrité de l'antimondialisation et de ses acteurs. L'évolution de la dénomination antimondialisation à celle d'altermondialisation en est la plus évidente manifestation.

L'énergie de la périphérie ne se répand jamais librement dans le discours social global : elle est filtrée et contrôlée au regard de critères d'acceptabilité assurant la pérennisation du système discursif global, assurant aussi une intégration et une assimilation progressive de la périphérie. Le discours social global filtre les discours sociaux spécifiques en cours d'assimilation et leur retire leur part d'illégitimité.

Pour Jacques Chevallier, « les systèmes libéraux renouvellent en permanence leurs formulations idéologiques en reprenant à leur compte les thèmes nouveaux apparus à la périphérie en réaction contre le discours dominant »<sup>839</sup>. Un discours social spécifique perd son potentiel déstabilisateur dans les processus de banalisation qui l'inscrivent au sein du discours social global. C'est ainsi que l'hégémonie est un principe de régulation du discours social global qui fait indéfiniment bouler de neige en adoptant les potentialités des discours sociaux périphériques, en les bricolant, en les recodant. Les remises en question, les positionnements radicaux, les désaccords, les propositions utopiques s'inscrivent alors dans le champ d'acceptabilité du discours social global ; ils en viennent à confirmer les dominantes de l'interdiscours desquelles ils cherchent à se dissocier.

Un discours ne prend sens que dans le rapport qu'il entretient à son énonciateur. Or, en passant de bouche en bouche, de communauté en communauté, d'usage en usage, de stratégie en stratégie, le discours de l'alternative est neutralisé dans une rhétorique *trop partagée* et qui délimite les interprétations communes et légitimes. C'est un effet de domination sur le monde commun que Paul Beaud repère, chez les médias, dans les procès de connivence qui contribuent à préserver le système social :

838 CHEVALLIER, 1978, p. 58

839 *idem*, p. 55

**« Autant que leur rhétorique, c'est l'ensemble du vocabulaire utilisé dans les médias qui contribue à fixer les cadres de références en dehors desquels aucun débat n'est jugé possible. L'activité sociale des médias consiste à délimiter le nombre des définitions permises, à codifier ainsi l'état du rapport des forces, avec pour référent le pluralisme institué du parlementarisme et pour conséquence que tous ceux qui ne participent pas aux structures de pouvoir n'ont que de très faibles chances de pouvoir changer les termes des débats, même lorsque ceux-ci les concernent directement. [...] Tribunal des mots et des idées, les médias n'instruisent que des procès de connivence [en italique dans le texte], pas des procès de rupture, sous peine de scandale. »<sup>840</sup>**

Si les médias constituent un « tribunal des mots et des idées », c'est qu'ils jouissent d'une situation privilégiée dans la circulation du sens et des discours sociaux spécifiques (c'est-à-dire des ressources dont une société dispose pour se raconter). D'une part, ils rendent compte de l'usage stratégique et de la réussite de tel ou tel discours. D'autre part, ils sont des usagers, tout aussi stratèges, de ces mêmes discours (le discours social spécifique comme opportunité d'investissement idéologique).

Du temps de l'antimondialisation comme événement et comme problème public, *le discours de l'alternative* a provoqué des remous, a ouvert une brèche dans le système des valeurs que *nos sociétés* (perspective globale revendiquée par le mouvement) se donnent : remise en cause du capitalisme comme seul système économique viable, du caractère néolibéral des processus actuels de mondialisation, de la croissance et de sa nécessité, du poids du secteur marchand dans les espaces publics... ; revendication d'un meilleur équilibre entre « Nord » et « Sud », d'une véritable écologie politique, d'« un monde sans guerre » (après-11-Septembre)...

Après l'acte originel, « la bataille (et la victoire) de Seattle », le temps de l'évaluation de l'événement est le temps de grandes anticipations ; et de grands penseurs contemporains comme Edgard Morin n'hésitent pas à l'affirmer : l'humanité entre dans une nouvelle ère<sup>841</sup>. Le « peuple de Seattle » est le premier visage et l'incarnation d'une société civile internationale en gestation, à même de peser sur la gouvernance mondiale.

Et pourtant, ni crise, ni révolution, une brèche, une simple brèche dans un système de valeur et dans un discours social global aux processus de régulation hégémoniques qui ont inséré, recodé et assimilé l'antimondialisation au cœur de la discursivité sociale. Discours politique et fondamentalement critique, le discours antimondialisation a été travaillé par l'interdiscours et la discursivité sociale pour muter en un *discours de l'alternative* dont l'énergie originelle se dilue dans ses usages et sa perte d'autonomie. A ce titre, pister *le discours de l'alternative*, demanderait aussi l'investigation d'un corpus non-médiatique : c'est une chaîne de supermarché qui propose une opération « alter-économie » ; c'est

<sup>840</sup> BEAUD Paul, *La société de connivence. Médias, médiateurs et classe sociale*, Paris : Aubier, 1981, p. 292

<sup>841</sup> *infra*, p. 141-142. En 2006, Edgard Morin ne désarme pas : « Les politiques, la politique, doivent comprendre qu'un humanisme planétaire en formation porte en lui des possibilités d'avenir. Vont dans ce sens des mobilisations de la société civile, comme l'altermondialisme. C'est un bouillon de culture passionnant, héritier de l'internationalisme. Ces mouvements sociaux, revendicatifs, portent en eux quelque chose de salutaire : une prise de conscience. Mieux : une conscience salutaire que nous ne sommes pas uniquement les citoyens d'une nation ou d'un bloc de nations (l'Europe), mais aussi et surtout les citoyens d'une même planète, d'une même maison, d'une même humanité. [...] Voilà qui contraste avec le discours, trop souvent entendu, qui consiste à dire : « il n'y a plus de cause » ». Jamais une cause n'a été aussi essentielle, aussi vitale aussi pure et aussi belle ! » [MORIN Edgard « Introduction », in MORIN Edgard (et al.), *Pour un nouvel imaginaire politique*, Paris : Fayard, p. 19-26, 2006, p. 24-25]

une brique de lait de soja sur laquelle est inscrit « Une autre alimentation est possible » et dont la fabricant prône une « alter-alimentation »... De nombreux usages stratégiques et commerciaux du *discours de l'alternative* peuvent ainsi en illustrer la malléabilité et la circulation au sein de l'espace économique.

## Conclusion

---

C'est dans et par l'événement que l'antimondialisation acquiert son statut d'acteur et les attributs qui permettent sa reconnaissance dans l'espace public médiatisé. C'est, ensuite, dans le paradigme événementiel qu'elle s'assure une consistance symbolique dans l'exercice de la communication. L'antimondialisation s'institue comme un mouvement c'est-à-dire comme acteur politique. La dynamique événementielle s'émousse ensuite sous l'effet conjugué des violences de l'année 2001 et de la routinisation des performances militantes. Dès lors, l'altermondialisation se pérennise moins comme acteur que comme thème et discours. Emancipé de l'événement et de l'acteur, *le discours de l'alternative*, à la fois *légitime et légitimant*, s'offre au tout-venant.

Selon nous, aussi séduisante soit-elle, la théorie des discours sociaux spécifiques souffre de ne pas prendre en compte les processus de régulation de la discursivité sociale et, de fait, d'évacuer la question du pouvoir. En effet, le discours social global est un espace où chaque discours spécifique acquiert une certaine valeur et un degré de légitimité et d'acceptabilité différencié. Le concept d'hégémonie tel que le présente Marc Angenot dans son étude du discours social global nous semble à même de combler cette relative faiblesse : il permet de repenser l'espace des discours sociaux spécifiques comme un lieu de concurrence, de convergence ou de congruence des lectures du monde social et des configurations du monde commun.

Dans la première hypothèse, le discours social global est le lieu où se déploie l'interdiscours et où se produisent des règles d'engendrement des discours sociaux périphériques (qu'il produit en même temps que ceux-ci le soutiennent) ; il est le lieu de configuration des discours à même de rendre compte du monde commun. Dans cette configuration, *le discours de l'alternative* vient combler un déficit idéologique et propose de nouveaux cadres d'interprétation c'est-à-dire de nouvelles clés de lecture commune de la réalité politique et sociale que l'ensemble des acteurs sociaux peut mobiliser. La première hypothèse s'impose sur le registre de la *circulation* et de la *promotion*.

La seconde, elle, s'impose sur le registre de la *recupération* et de *l'assimilation*. Le discours social global, hégémonique, neutralise l'énergie des discours sociaux périphériques en les relayant dans une rhétorique qui délimite les cadres interprétatifs légitimes. Le centre absorbe la périphérie.

# Conclusion

Nous espérons que ce travail aura contribué à éclairer, un tant soit peu, les processus de configuration de l'altermondialisation comme événement, problème public et discours social spécifique, d'une part, les discours médiatiques perçus comme réalité relationnelle, d'autre part. Au cours de notre travail, l'altermondialisation n'a jamais été pensée comme un prétexte à la seule étude des processus discursifs et médiatiques. Elle fut aussi, comme les discours de presse, notre objet d'étude ; la question posée étant celle des discours médiatiques face à un mouvement culturel et une tentative de redéfinition de l'historicité et du mouvement social.

## De l'altermondialisation comme mouvement culturel

Nous portons dans l'introduction un regard sociologique sur l'altermondialisation et mobilisons à cet effet un ensemble de travaux dont la finalité est de comprendre les modes d'organisation et de constitution matérielle, pratique et symbolique du mouvement. Notre travail, par sa perspective communicationnelle, vient compléter ce regard et l'éclairage sociologique.

*La mondialisation interrogée.* La notion de mondialisation est issue des sphères économiques et financières et désigne originellement un faisceau de processus macro-économiques. Elle se prête rapidement à l'investissement idéologique. Les premiers débats sur la mondialisation sont, en effet, le terreau sur lequel l'antimondialisation puis l'altermondialisation se sont constituées. A partir de la seconde moitié des années 1990, la mondialisation est constituée en objet du débat social et des voix s'élèvent qui imposent la mondialisation comme l'origine des maux contemporains. Ces discours, relayés au sein de la périphérie des journaux, contribuent à une appréhension de la mondialisation comme un processus condamnable car injuste et immoral (et non plus inéluctable, malheureux mais tolérable). Un cadre d'interprétation, construit autour de la dénonciation des effets pervers de la mondialisation néolibérale et qui impose les institutions internationales comme cibles privilégiées, est donc disponible.

*L'antimondialisation naît de l'événement.* Le contre-sommet de Seattle est un événement provoqué et « anti-routine » au sens d'Harvey Molotch et Marilyn Lester<sup>842</sup>. Il y a un braconnage de l'attention médiatique dont la réussite s'explique notamment par les formes le plus souvent festives et colorées que revêtent les mobilisations. Ce succès s'explique également par l'imaginaire démocratique sur lequel s'élaborent les discours : face aux puissants, la société civile internationale.

Seattle offre un premier contexte de description sur lequel la presse configure son cadrage de l'antimondialisation. Le cadre appliqué au mouvement est alors doté d'attributs qui assurent sa reconnaissance dans l'espace public médiatisé : c'est une esthétique (des images), des mots d'ordre, des visages (ou, plutôt, *un* visage, celui de José Bové),

<sup>842</sup> MOLOTCH, LESTER 1996

voire des genres privilégiés (le papier « d'ambiance » en est un). Ainsi se constitue l'antimondialisation :

**« La qualification des intérêts à défendre ou à combattre, la délimitation des fractures et des fronts de controverse, le rassemblement autour d'identités collectives, d'objets désirables et d'aspirations partagées ne sont pas seulement les effets de migration, de la transplantation et de l'acclimatation de systèmes symboliques. Ils dépendent aussi de séries d'événements discursifs ou d'action symbolique qui ont une force instituante. »<sup>843</sup>**

Une surprenante et rapide routinisation de l'événement anti-routine s'ensuit au cours des mois suivants et le public, jusqu'alors grand délaissé des réunions internationales, politiques ou économiques, devient central dans la mise en scène des événements. Dès lors, les militants sont les coproducteurs médiatiquement reconnus de la dialectique sommet/contre-sommet. Mobilisation après mobilisation, le paradigme événementiel qui se configure alors assure sa pérennité au mouvement. La dynamique événementielle participe à inscrire l'antimondialisation dans le temps long de l'actualité (voire de l'histoire) en même temps qu'elle rend compte du « déclin de la logique du long terme »<sup>844</sup>. En effet, il faut bien parler d'*épisodes* antimondialisation ou altermondialisation. La politique est pensée dans le temps court de la performance militante. La presse contribue à la configuration d'un conflit politique piégé dans le symbolique de la confrontation sommet/contre-sommet. Ainsi, elle n'hésite pas à relayer « la victoire de Seattle », victoire, pourtant, à court terme et aux implications politiques nulles. Le temps court et clos de la performance n'est pourtant pas celui du débat politique et du changement social.

*Le label, c'est l'antimondialisation comme événement discursif.* Il est l'illustration de la matérialité discursive comme matérialité même du social<sup>845</sup>. Il est ce *par* quoi et à *travers* quoi l'antimondialisation s'individualise. Le label apposé sur certains événements, discours, organisations, personnes... atteste de leur attachement ou de leur inscription au sein d'un *master frame* construit autour de la dénonciation des effets néfastes de la mondialisation. Rappelons que si le label antimondialisation apparaît au cours de *l'événement Seattle* (novembre/décembre 1999), il se généralise réellement qu'au cours du début de l'année 2000. Seattle reste, en effet, le temps des désignations, instables et éphémères (« anti-OMC », « manifestants contre les effets de la mondialisation », « société civile internationale », etc.) et pas encore celui de la réelle dénomination de l'acteur et du récit. Au cours des jours et des semaines suivantes, le label facilite la catégorisation en coordonnant la diversité par un processus de regroupement, d'inclusion et d'exclusion : c'est la naissance d'un acteur et d'un récit antimondialisation (et l'illustration de la performativité du label).

C'est dans le discours que les stratégies de dénomination et de catégorisation trouvent à s'objectiver et leurs résultats à apparaître sur le mode du « cela va de soi ». Autrement dit, la qualification « antimondialisation » ne relève pas d'une signification immanente mais d'une configuration discursive stratégique au sens où elle est, pour les journalistes, à « toutes fins pratiques » (rendre le monde racontable et discutable). L'antimondialisation ne constitue pas une réaction spontanée à la mondialisation. Elle est une configuration symbolique initiée dans l'espace militant et largement reprise par les médias.

<sup>843</sup> CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris : La découverte, 2007, p. 395

<sup>844</sup> VERON 1995, p. 208-209

<sup>845</sup> ACHARD 1995, p. 82

*Sociologie, mouvements sociaux et culturels, médias.* Les sociologues pourraient trouver dans le discours une prise qu'ils délaissent pourtant trop souvent. A ce titre, notre dernière partie peut offrir une piste. En effet, qu'est-ce qu'un mouvement culturel si ce n'est une dynamique de redéfinition de la réalité sociale et donc du discours social global ? Afin de dépasser le seul temps des performances, la « réussite » d'un mouvement ne peut-elle pas être traitée par sa capacité à s'inscrire dans les formes du discours social global ? Les sociologues considèrent souvent la langue comme « un outil transparent de représentation du monde et des idées »<sup>846</sup> et les discours médiatiques comme des discours de l'éphémère. A ce titre, les études sociologiques gagneraient peut-être à élargir leur analyse : du temps de la performance (de la manifestation comme chez Patrick Champagne) au temps long de la régulation du discours social global. Ce travail contribuerait à apporter des éléments de réponse à l'alternative laissée en suspens quant à la régulation des discours spécifiques par le discours social global : neutralisation hégémonique des discours spécifiques ou capacité de ces derniers à peser sur l'état du discours social global.

Le directeur actuel du *Monde diplomatique*, Serge Halimi, reconnaissait récemment que « le déclin de l'altermondialisme nous a atteint plus durement que d'autres. L'hégémonie intellectuelle du libéralisme fut remis en cause, mais très vite l'argile s'est durcie ».

Investi dans l'altermondialisation, Le Monde diplomatique s'est vu confisqué un discours

## Des enjeux et du fonctionnement des discours médiatiques

*Une dynamique événementielle.* Dans un premier temps, la dynamique événementielle est initiée par la sphère militante qui entre dans une stratégie de « coups médiatiques » et de braconnage de l'attention médiatique. Les médias se satisfont de cette dynamique qui leur offre leur pain quotidien –l'événement- et leur permet de porter un nouveau regard sur des événements –les « grands sommets »- dont la routinisation et l'esthétique ne répondent pas (ou plus : cf. intérêt des médias pour ceux de la guerre froide) aux critères de valeur médiatiques (*newsworthiness*).

*La presse et l'intérêt général.* Le contexte de description offert par l'événement *Seattle* émerge de ce qui est perçu comme le spectacle revigorant de la démocratie. La foule mobilisée apparaît comme les prémisses d'une société civile internationale, communauté politique spontanée qui lutte pour « l'intérêt général ». Ce dernier, rappellent Bernard Delforce et Jacques Noyer, « ne se mesure pas tant à l'échelle de sa généralité plus ou moins grande dans le public mais comme *discours public*, à sa capacité à être reconnu, accepté, intégré comme un intérêt défendable au nom des principes généralement partagés »<sup>847</sup>. Malgré certaines réserves (l'OMC est-elle la bonne cible ? par exemple), la presse accorde le cadre de l'intérêt général à l'antimondialisation. C'est que, contrairement aux mouvements sociaux traditionnels, traiter des revendications de l'antimondialisation n'impose alors pas un positionnement au sein des oppositions traditionnelles de l'espace politique national. Qui peut ouvertement s'opposer au rééquilibrage Nord/Sud, à la préservation de l'environnement, à une sphère financière raisonnablement régulée, à la

<sup>846</sup> UTARD 2004, p. 47

<sup>847</sup> DELFORCE, NOYER, 1999, p. 30

sauvegarde des tortues du Pacifique, à la pauvreté et à la guerre ? Sur ce type de questions, l'opposition gauche/droite qui structure la scène politique française se dilue largement.

*La presse et la violence.* Le cadre de l'antimondialisation reconduit dans le paradigme événementiel souffre des violences de 2001 et demande à être actualisé : le discours doit être réajusté. L'assise des discours médiatiques portés jusqu'alors sur le mouvement est précarisée et le monde commun déstabilisé. Nous insistons : violences de Gênes et violences du 11-Septembre ne s'inscrivent pas dans le même registre. C'est leur proximité temporelle qui les inscrit dans une même conjoncture. L'événement *violences à Gênes* est largement anticipé et un horizon d'attente commun est configuré par les différents titres de presse. Cette anticipation partagée ne résiste pourtant pas à la mort du manifestant. L'événement dépasse les attentes et, dès lors, la violence et la mort interrogent le regard que portent les médias sur le légitime et l'illégitime. En jeu, la façon dont chaque journal intègre la violence dans la symbolique sociale et l'espace démocratique. L'espace des discours de presse apparaît ainsi comme un lieu de pouvoir pour l'ensemble des acteurs sociaux qui souhaitent peser sur la définition à accorder à l'antimondialisation. Une large partie de la presse relaie la stratégie des grandes organisations militantes : il s'agit de préserver l'antimondialisation en excluant du label les éléments les plus radicaux. La configuration d'identités est inhérente aux processus de cadrage au sens où le cadre, par la médiation du label antimondialisation, lie des individus et des collectifs, au sens où il en exclut d'autres. Au contraire, dans *Le Figaro* et *Le Point* la stratégie est d'inscrire ces violences dans un référentiel d'extrême-gauche. La politisation de l'antimondialisation semble s'inscrire dans une stratégie de dévalorisation et de radicalisation d'un mouvement qui a perdu son aspect bon enfant et son privilège démocratique.

L'événement-monstre *11-Septembre* illustre l'interdépendance des événements et la solidarité qui les unit dans l'actualité (perçue comme l'ensemble des occurrences qui accède au statut d'information). Le réseau des informations est perturbé et nous constatons une rétroactivité du regard médiatique qui encourage les éditorialistes et autres commentateurs du *Figaro* et du *Point* à repenser la légitimité de l'antimondialisation au regard à la fois de l'événement *violences à Gênes* et du 11-Septembre.

*D'anti- à alter- : une convergence d'intérêt.* Dans le nouveau contexte global ouvert par les attentats du 11 septembre puis par le discours qui soutient la riposte militaire, la nouvelle préfixation s'impose au sein de la presse et l'antimondialisation laisse place à l'altermondialisation. L'évolution, qui relève d'une initiative militante, est le fruit de deux choses. Il y a, d'une part, une convergence d'intérêt entre les militants et une partie de la presse qui ne souhaite pas condamner au sceau de l'illégitimité politique un mouvement jusqu'alors perçu comme émancipateur. Il y a, d'autre part, les effets du mimétisme et le poids du *monde commun* qui oblige les différents titres à s'aligner. Très simplement, un journal ne peut persévérer dans une stratégie de dénomination abandonnée par la majorité de ses concurrents.

*Du cadre épisodique au cadre thématique : du sujet au discours.* L'antimondialisation est un mouvement, un acteur politique *sujet de discours* : elle parle et use d'un discours qui lui appartient. L'altermondialisation, elle, est *discours* et, rapidement, se modélise en un *discours de l'alternative*, souple et accueillant. Ce discours jouit du privilège de la modernité et propose de penser « une autre parole », une autre manière de dire et de faire que les acteurs de l'espace social n'hésitent pas à mobiliser, effaçant ainsi la parole de l'acteur militant. Les médias et notamment l'espace discursif ouvert par la presse, sont le lieu privilégié de cette dilution ou, du moins, pour l'analyste, le lieu privilégié pour son observation.

Nos deux hypothèses précédentes sont pensées comme exclusives : soit sur le registre de la diffusion-promotion, soit sur le registre de la récupération-assimilation. Sans doute gagneraient-elles à être pensées au regard des travaux de Jean Baudrillard sur « le reste » :

**« Ainsi du social. Qui dira si le reste du social est le résidu non socialisé, ou si ce n'est pas le social lui-même qui est le reste, le reste gigantesque... de quoi d'autre ? D'un processus qui, aurait-il complètement disparu et n'aurait-il pas même de nom que le social n'en serait quand même que le reste. Le résidu peut être à la dimension totale du réel. Quand un système a tout absorbé, quand on a tout additionné, quand il ne reste rien, la somme entière vire au reste. Voir la rubrique « Société » du Monde, où n'apparaissent paradoxalement que les immigrés, les délinquants, les femmes, etc. – tout ce qui n'a pas été socialisé, cas « sociaux » analogues aux cas pathologiques. Des poches à résorber, des segments que le « social » isole au fur et à mesure de son extension. Désignés comme « résiduels » à l'horizon du social, ils entrent par là même dans sa juridiction et sont destinés à trouver leur place dans une socialité élargie. Mais qu'arrive-t-il lorsque tout est épongé, lorsque tout est socialisé ? Alors la machine s'arrête, la dynamique s'inverse, et c'est le système social tout entier qui devient résidu. Au fur et à mesure que le social dans sa progression élimine tous les résidus, il devient lui-même résiduel. »<sup>848</sup>**

Si une généalogie du *discours de l'alternative* devait être dressée, elle en identifierait, sans aucun doute, de lointaines racines. Ce discours ne naît pas à Seattle ; il trouve seulement dans l'antimondialisation une forme accomplie, un acteur, un récit et une esthétique à même de le soutenir. Quand le discours de l'alternative s'émancipe et devient une ressource disponible, ses formes se modifient et il serait intéressant de le « pister », d'en repérer les usages, les reformulations, les exploitations et l'ensemble des processus de circulation qui en fondent la trivialité.

## D'une approche des discours médiatiques parmi d'autres

Analyser la communication, c'est s'attacher aux processus par lesquels une société se définit, se raconte et se donne à voir dans *un monde commun*. C'est prendre en compte les processus par lesquels se constitue « le théâtre des pratiques sociales »<sup>849</sup> et c'est, notamment, analyser l'apparition des collectifs, leur évolution et, parfois, leur disparition. C'est s'intéresser aux discours qu'ils portent, à leur circulation et aux processus d'acceptabilité, de rejet, d'appropriation et d'interprétation dont ils sont l'objet, bref à leur trivialité. C'est étudier la façon dont les discours offrent une assise aux identités et à l'action individuelle et collective, d'une part, la façon dont ils constituent le lieu du politique par excellence (là où se joue la lutte pour le sens du monde), d'autre part.

<sup>848</sup> BAUDRILLARD Jean, *Simulacres et simulations*, Paris : Gallilée, 1981, p. 227

<sup>849</sup> QUERE, 1982, p. 154

A ces fins, les sciences de l'information et de la communication encouragent à se dégager d'une approche trop déterministe des processus de communication et à privilégier une approche compréhensive et dynamique des médias.

Le lecteur attentif aura peut-être remarqué que nous ne nous inscrivons à aucun moment dans l'« analyse de discours ». En dehors du discours rapporté (mode privilégié autant dans le journalisme que dans la recherche), nous évitons tout au long du travail l'expression figée « analyse *de* discours » au profit de l'expression « analyse *des* discours ». C'est que la première nous semble aujourd'hui monopolisée par une ambition : faire de l'analyse de discours une finalité. Cette ambition semble se nourrir d'une manière de faire dont la rigueur revendiquée, issue des sciences du langage, ne nous sied pas totalement. Aveu de faiblesse de celui qui ne veut pas, notamment, s'encombrer des règles contraignantes d'un corpus clos ? Aveu de faiblesse de celui qui use d'une méthodologie n'aspirant pas à la rigueur des sciences dites « exactes » ? Moins qu'une faiblesse, ce peut être un choix et un positionnement motivés par le refus de faire de « l'analyse de discours » une finalité (ou une réponse à tout).

Les tenants de l'analyse de discours le revendiquent souvent : tout est *dans* le discours, traces des conditions de production, marques de l'interdiscours, indices de la polyphonie énonciative, stratégies d'acteurs, etc. Et bien souvent, le recours aux disciplines annexes (sociologie, science politique, psychologie...) ne vient finalement qu'à l'appui de la démonstration confirmant ce que le discours expose dans le dit ou le non-dit, l'implicite, la connotation... Il nous semble pourtant que le discours *ne nous dit pas tout*. Des choses échappent à l'analyste du discours et ce malgré tout le sérieux mobilisé pour la réalisation de son corpus et son application méthodologique. C'est que le discours n'est pas... :

**« [...] ce trésor inépuisable d'où on peut toujours tirer de nouvelles richesses ; providence qui a toujours parlé par avance, et qui fait entendre, lorsqu'on sait écouter, des oracles rétrospectifs : il apparaît comme un bien –fini, limité, désirable, utile – qui a ses règles d'apparition, mais aussi ses conditions d'appropriation et de mise en œuvre ; un bien qui pose par conséquent, dès son existence, la question du pouvoir ; un bien qui est, par nature, l'objet d'une lutte, et d'une lutte politique. »**

Il y a un « matérialisme de l'incorporel »<sup>851</sup> que l'analyse de discours nous semble parfois nier. Sans doute, est-ce un peu le propos d'Yves Jeanneret quand il rappelle que « l'observable ne constitue qu'une part limitée de l'analyse des processus de communication liés à la trivialité des êtres culturels » et qu'il poursuit en affirmant que « la problématique des processus de mise en trivialité des êtres culturels demande de relâcher la discipline du circonscrit » car, en effet, « il n'est pas possible de rendre compte de façon exhaustive de toutes les médiations qui participent à l'institution du trivial »<sup>852</sup>.

De là à abandonner l'idée de corpus ? Ce n'est pas la perspective adoptée dans ce travail et nous n'avons pas hésité à circonscire des corpus secondaires (le corpus principal étant le corpus ouvert) pour étudier les événements capitaux que le contre-sommet de Seattle en 1999 et celui de Gênes en 2001 ont constitué –des « moments discursifs »

<sup>850</sup> FOUCAULT 1969, p. 158

<sup>851</sup> OLIVESI Stéphane, « L'analyse stratégique du discours : relire Foucault », in OLIVESI Stéphane (dir.) *Questions de méthode*, Paris : L'Harmattan, 2004, p. 57

<sup>852</sup> JEANNERET 2009, p. 234

au sens de Sophie Moirand<sup>853</sup>. L'étude de corpus est fondamentale dans l'analyse des discours : elle offre une légitimité et permet de revendiquer l'objectivité. Reste qu'on en oublierait presque que « c'est le point de vue qui construit un corpus »<sup>854</sup>, d'une part, et que l'homogénéité du corpus peut voiler des affrontements, des ruptures et de la discontinuité qui le *dépassent*, d'autre part.

Si l'expression « l'analyse *de* discours » semble monopolisée par une ambition et une manière de faire, nous n'avons plus qu'à nous inscrire dans « l'analyse *des* discours », modeste artifice terminologique qui nous permet de revendiquer une analyse dont le discours est bel et bien l'objet mais qui ne se satisfait pas toujours des contraintes de « l'analyse *de* discours », aujourd'hui trop souvent perçue, à notre sens, comme une discipline à part entière. A la suite de Jean-Michel Utard, « on ne peut donc plaider que pour une véritable interdiscipline qui dépasse l'instrumentalisation réciproque. Le social n'est pas un simple contexte où se manifesterait un sens tout entier contenu dans la langue ; et le discours n'est pas que l'effet second d'une structure sociale qui le précéderait comme sa cause »<sup>855</sup>.

Des sociologues, des politistes, des historiens, des philosophes nous ont accompagné tout au long de ce travail et nous leur en savons gré. A chaque fois, ils nous ont tiré par la manche et attiré vers un ailleurs disciplinaire dont l'intérêt ne s'est jamais démenti (bien qu'ils nous aient aussi valu quelques errements !). Avec eux, nous n'avons pas tenté de « chercher à saisir un quelconque non-dit, une signification plus ou moins cachée » mais, très imparfaitement, d'« établir selon quelles tactiques, sous quelles conditions et avec quels effets des énoncés s'imposent dans l'ordre des pratiques »<sup>856</sup>.

S'enfermer dans une perspective de la trace, c'est imposer « l'analyse de discours » comme finalité, comme seule légitime approche des discours. C'est aussi parfois chercher du systématique, du motivé et du pensé où il peut y avoir de l'incohérence et du discontinu, de l'in-intentionnel et de la coïncidence; et c'est ainsi courir le risque de la surinterprétation. Il y a une mythologie de la trace qui accorde une rigueur aux journalistes et une réflexivité dans leur pratique qui nous paraît parfois démesurée. Pensons, par exemple, à l'étude de l'accompagnement méta-discursif des notions « antimondialisation » et « altermondialisation ». Combien d'articles dans lesquels la notion d'« antimondialisation » est accompagnée de guillemets dans une phrase et les perd, sans raison, dans le paragraphe suivant ? En 2003, combien d'articles dans lesquels antimondialisation et altermondialisation se côtoient ? Toute trace n'est pas motivée et le « hasard » –que l'analyse de discours ne peut concevoir- peut être réhabilité. La rigueur de l'analyste n'est pas celle du journaliste. L'analyste s'agite, doucement, dans le temps long de la recherche ; le journaliste s'agite, frénétiquement, dans le temps court de la rédaction quotidienne de ses articles. Le journaliste fait face au temps et son impératif est moins la rigueur de l'accompagnement méta-discursif de chacun des mots utilisés que le temps qui reste jusqu'au bouclage !

<sup>853</sup> MOIRAND 2006, p. 4. Pour rappel : « Un fait ou un événement ne constitue un moment discursif que s'il donne lieu à une abondante production médiatique et qu'il en reste également quelques traces à plus ou moins long terme dans les discours produits ultérieurement à propos d'autres événements ».

<sup>854</sup> BEACCO Jean-Claude, « Corpus », in CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil, 2002, p.149

<sup>855</sup> UTARD 2004, p. 46

<sup>856</sup> OLIVESI 2004, p. 61

Il y a aussi des questions que notre travail laisse en suspens. Ainsi, les discours médiatiques sont des discours seconds : ils se nourrissent de discours déjà tenus, de plus en plus souvent configurés selon leurs attentes et adressés à leur intention. A ce titre, l'analyse de discours a l'immense mérite de repeupler d'acteurs, engagés dans des formes déterminées de rapports sociaux, les discours médiatiques par l'étude de l'interdiscours et l'analyse des traces des discours primaires. Mais, est-ce que les sources journalistiques sont les discours primaires et l'origine du sens ? Une impasse se devine : comment échapper à la régression quasi-infinie qui constitue l'effet second d'une prise en compte de la nature interdiscursive et polyphonique des discours ? Les discours des sources sont, eux-aussi, des discours déjà tenus. L'analyste est donc contraint de rompre cette régression pour s'en tenir à une source de sens dont il suppose un minimum d'autonomie, dans notre cas, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Monde*, etc. Il y a là une difficulté que « l'analyse de discours » seule ne semble pas pouvoir résoudre. Certes, la prise en compte de la nature interdiscursive des discours et l'adoption du cadre dialogique encourage une compréhension théorique plus fine des processus médiatiques et de leurs *conditions discursives de production*. Pour autant, il faut reconnaître qu'elle complique grandement l'ambition empirique du chercheur.

Le sujet *nom-du-journal* ne précède pas le discours mais « résulte d'une stratégie, à l'intérieur d'un champ de possibilité énonciative qui contraint et, pour cette raison, institue celui qui s'y énonce »<sup>857</sup>. Or, constituer un corpus, c'est forcément postuler l'existence d'un sujet du discours. Il nous semble y avoir là une ambiguïté entre l'apport théorique de l'analyse de discours et les méthodes jugées les plus légitimes. D'un côté, on s'attaque à l'autonomie du sujet, on le complexifie, on l'étire jusqu'à le rompre ; d'un autre côté, on prône le corpus comme condition à la légitimité scientifique. En d'autres termes, l'analyste a une ambition théorique que sa pratique même contribue à nier quand il cède à la tentation systémique qui présuppose que le discours est assez docile pour se laisser prendre et comprendre à travers l'application d'une grille d'analyse.

Il y a naturellement quelque chose d'un peu malhonnête dans cette conclusion : certains travaux visés par ces modestes remarques, nous ont largement inspiré. L'idée est simplement de rappeler qu'il existe de nombreuses manières d'analyser des discours médiatiques. Cette diversité des regards est à préserver car, aucun d'entre eux, tout seul, ne peut rendre compte de la complexité des processus discursifs. Notre manière de faire n'est pas la plus proche du texte ; et elle laisse une place importante à l'interprétation raisonnable. Si l'on conçoit les sciences de l'information et de la communication comme une interdiscipline, comme un lieu de rencontre et d'articulation (donc de *bricolage*) disciplinaire, sans doute peut-on l'accepter ?

---

<sup>857</sup> *idem*, p. 55

# Annexe 1 : Chronologie de l'anti- et altermondialisation

La chronologie proposée ici n'a de valeur qu'indicative et s'attache à reprendre les grands événements de l'antimondialisation depuis l'année 1999, date de son « irruption médiatique ». Cette chronologie est une configuration sommaire de l'histoire du mouvement parmi d'autres ; elle privilégie des événements, en écarte d'autres. Dans l'espace militant, il existe presque autant de chronologies de l'antimondialisation que de groupes d'affinités politiques. A chacun son histoire. En voici une :

## **1999**

### **Juin :**

- Une pétition pour l'annulation de la dette (20 millions de signatures) est remise aux chefs de gouvernements réunis à Cologne (Allemagne) lors du sommet du G8.

### **Août :**

- « Démontage » d'un Mac Donald à Millau par des membres de la Confédération paysanne dirigés par José Bové

### **Novembre-Décembre :**

- Sommet de l'OMC à Seattle, 50 000 manifestants se réunissent à l'appel d'un large éventail d'organisations et, notamment des syndicats de salariés américains. Pour partie des médias internationaux, l'échec de la conférence est la première « victoire » des opposants à la mondialisation.

## **2000**

### **Juin :**

- Environ 100 000 personnes se rassemblent pour soutenir José Bové et ses camarades de la Confédération paysanne lors du procès du démontage du Mac Donald du 12 août de l'année précédente.

### **Juillet :**

- Au Japon, 5000 personnes manifestent contre la tenue de la réunion de la Banque mondiale.

### **Septembre :**

- A Melbourne (Australie), un rassemblement de 10000 à 30000 manifestants accompagne le Forum économique mondial
- A Prague (République tchèque), la rencontre organisée entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international est accompagnée de manifestations dans 44 pays et une centaine de villes. Dans la capitale tchèque, des manifestants s'opposent violemment aux forces de l'ordre et 500 sont arrêtés.

**Décembre :**

- A Nice, le sommet européen qui clôture la présidence française est concurrencé par un important contre-sommet auquel participent près de 100 000 personnes. Des manifestations ont lieu durant plusieurs jours. Les syndicats, notamment français, sont largement représentés.

**2001**

**Janvier :**

- Alors qu'à Davos (Suisse) se tient le Forum économique mondial, le premier Forum social mondial est organisé au Brésil, à Porto Alegre. Ce dernier rassemble des organisations, notamment des ONG, des syndicats et des partis. Le choix de la cité brésilienne est notamment motivé par l'intérêt porté par nombre de militants antimondialisation au budget participatif mis en place par la municipalité depuis 1990.

**Juin :**

- Le Sommet européen de Göteborg, en Suède, attire 20 000 manifestants. De violents affrontements les opposent aux forces de l'ordre qui tirent à balle réelle. Les médias français sont peu mobilisés par le sommet et en rendent que très peu compte du contre-sommet et des violences.
- « Une marche pour une autre Europe » est organisée afin de condamner la politique néolibérale et militer pour une « Europe sociale ».

**Juillet :**

- Le G8 se réunit à Gênes en Italie. Les dirigeants se retrouvent au sein de la « zone rouge ». Environ 100 à 300 000 manifestants sont présents. Les heurts qui opposent manifestants et forces de l'ordre italiennes se soldent par la mort d'un jeune manifestant, tué par balle.

**Septembre :**

- Le 29 septembre, à Washington, DC, une immense manifestation antimondialisation et contre la guerre est organisée. Les revendications convergent.

**Décembre :**

- En Belgique, à Bruxelles, le sommet de l'Union européenne attire 80000 à 100000 personnes une nouvelle « marche pour une autre Europe ».

**2002**

**Janvier :**

- C'est à Bamako, au Mali, que le premier Forum social africain est organisé. A Beyrouth, c'est le premier Forum social du Moyen-Orient. Les deux événements ne profitent d'aucune visibilité dans la presse française.

**Janvier/Février :**

- Le Forum économique mondial se réunit non à Davos mais à New York. A Porto Alegre se tient le second Forum social mondial où il est notamment question de l'avenir du mouvement après les attentats du 11 septembre à New York. Dans la presse française, il est surtout question des prochaines élections présidentielles.

**Mars :**

- En Espagne, à Barcelone, le sommet de l'Union européenne attire 200000 manifestants « pour une autre Europe ». Beaucoup de syndicats sont présents, notamment ceux d'EDF dont l'avenir comme service public est alors au centre des préoccupations françaises.

**Novembre :**

- Florence (Italie) accueille le premier Forum social européen. Le contexte international pèse sur les enjeux de la mobilisation. La principale manifestation attire 500000 personnes « contre la guerre » et pour « une autre Europe ».

**2003**

**Janvier :**

- Le troisième Forum social mondial se réunit, une nouvelle fois, à Porto Alegre. Si la question des effets néfastes du néolibéralisme est encore présente, elle est largement concurrencée par les questions liées à la riposte militaire que préparent les Etats-Unis après le 11-Septembre.
- Le second Forum social africain est organisé à Addis-Abeba en Ethiopie. Les médias français ne l'évoquent pas.

**MARS :** Début de la riposte militaire américaine. Elle est dirigée contre l'Irak de Saddam Hussein.

**Février, Mars, Avril :**

- D'immenses manifestations de protestation contre la guerre en Iraq sont organisées partout dans le monde.

**Juin :**

- Évian accueille la rencontre du G8. Des milliers de manifestants se rassemblent à Annemasse en France et Genève en Suisse. Les médias sont fortement mobilisés et couvrent aussi bien le sommet que le contre-sommet. Un mot d'ordre privilégié : « Vous êtes 8, nous sommes un milliard ». C'est à partir d'Evian que l'usage dans la presse française du préfixe « alter- » prend définitivement le dessus sur le préfixe « anti -».

**Août :**

- Une nouvelle fois, le Larzac est le lieu de la contestation. 200 000 personnes contre l'Accord général sur le commerce des services qui constitue l'annexe 1B de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce en 1994.

**Novembre :**

- La France accueille à Paris le second Forum social européen. Par effet de proximité, l'événement est largement traité par la presse française. *L'Humanité* et *Le Monde diplomatique* participent activement à l'événement.

**2004**

**Janvier :**

- A Mumbai, en Inde, se déroule le quatrième Forum social mondial.

**Octobre :**

- A Londres est organisé le troisième Forum social européen. La surface accordée à l'événement est très limitée au regard de la couverture du précédent FSE qui se déroulait à Paris.

**2005**

**Europe :** le projet de traité de constitution provoque de larges débats, notamment en France dans le mouvement altermondialisation.

**Janvier :**

- Le Forum social mondial, pour sa cinquième édition, retrouve Porto Alegre. De l'avis même des organisateurs, le FSM souffre de sa routinisation ; s'ajoute le poids du contexte international avec notamment la réélection de George W. Bush.

**Mai 2005:**

Rejet français du texte de la constitution européenne, jugée trop libérale par les organisations altermondialistes, comme ATTAC.

**Juillet :**

- Contre le trente et unième sommet du G8, des mobilisations sont organisées à Edimbourg, Glasgow et Gleneagles.

**2006**

**Janvier :**

Le Forum social mondial adopte un nouveau dispositif. Il est polycentré : à Caracas (Venezuela) et Bamako (Mali) en janvier, puis à Karachi (Pakistan). L'objectif affiché est de faire participer de nouvelles régions du monde à la dynamique de l'altermondialisation.

**Mai :**

- Quatrième Forum social européen à Athènes.

**Juillet :**

- Saint-Pétersbourg accueille en parallèle le trente-deuxième sommet du G8 et le second Forum social russe.

**2007**

**Janvier :**

- Pour la première fois, c'est l'Afrique avec le Kenya et sa capitale Nairobi qui accueille le Forum social mondial. L'absence de mouvements locaux pour le soutenir explique en partie une affluence décevante pour les organisateurs.

**- Mai :**

Forum social du Maghreb.

Références bibliographiques :

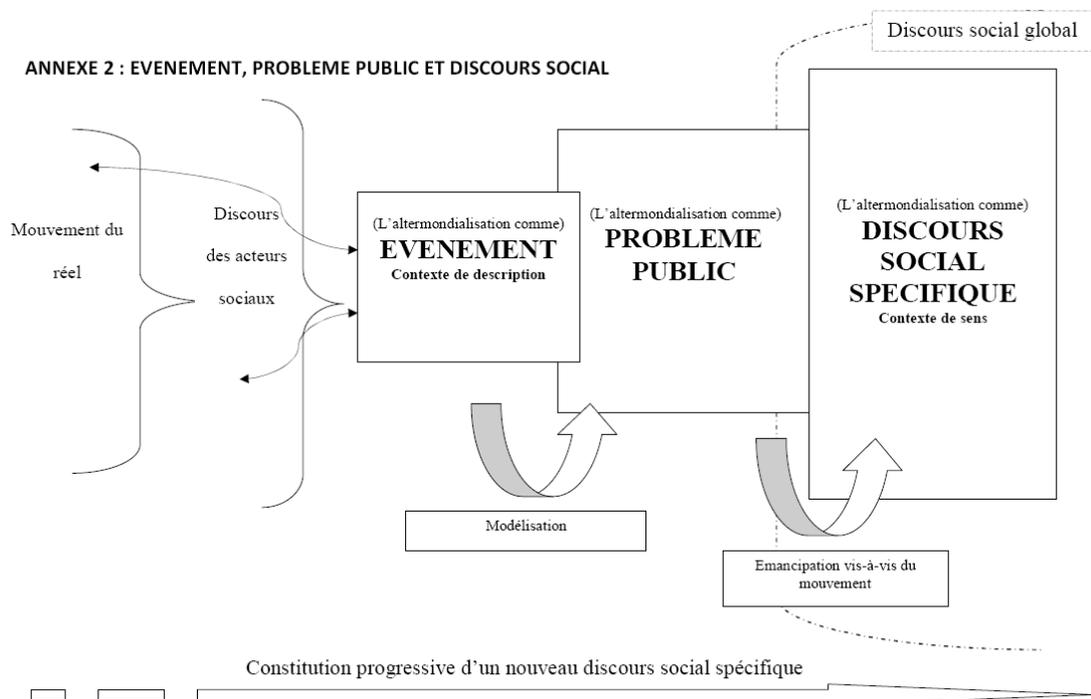
AGRIKOLIANSKY Eric (*et al.*), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion : Paris, 2005

FOUGIER Eddy, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris : Ellipses, 2006

PLEYERS Geoffroy, *Forums sociaux mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto à Alegre à Nairobi*, Louvain : Bruylant-Academia, 2008

SOMMIER Isabelle (et al.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris : Karthala, 2008

## Annexe 2 : Événement, problème public et discours social



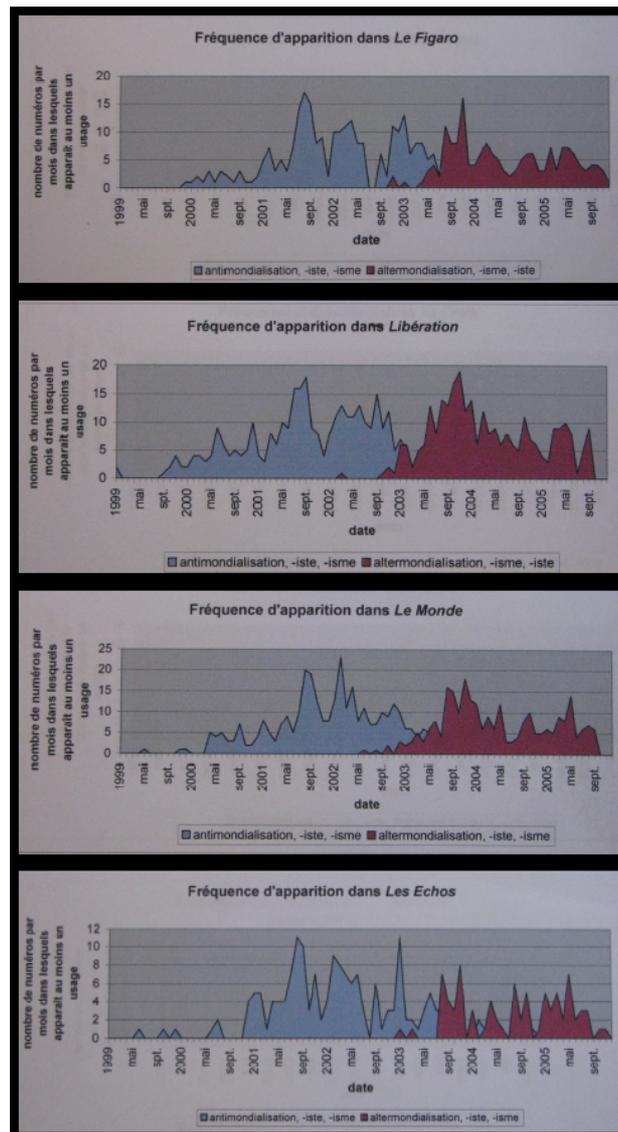
## Annexe 3 : Formes en « anti- ». Premières occurrences en contexte

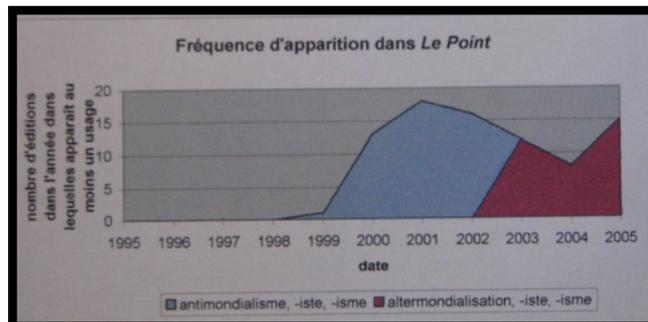
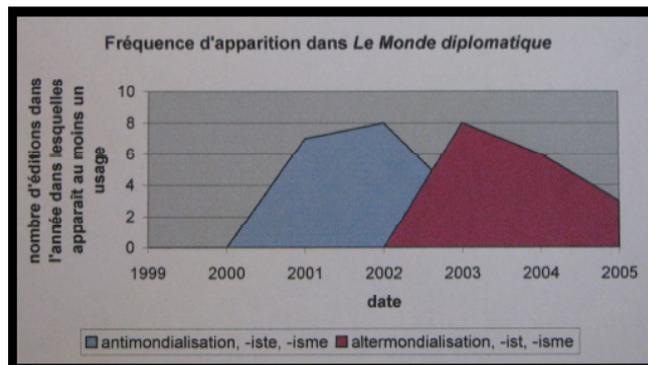
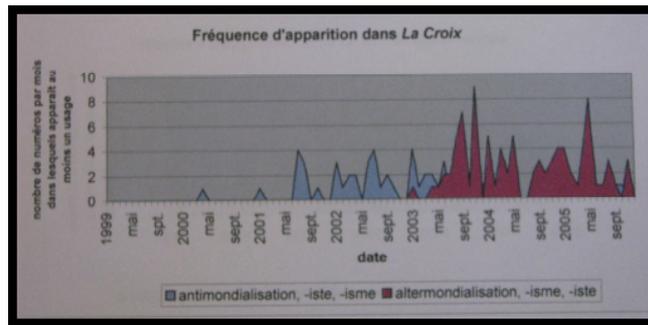
Repérage réalisés dans les quinze premiers articles où une au moins une forme en « alter- » est repérée

**L'antimondialisation dans la presse écrite française : événement, problème public et discours social**

La Croix		
Date	Titre	Occurrences en contexte
21-04-00	Les Bretons s'inspirent des Basques	Pour ajouter encore un peu à la confusion, plusieurs générations sont passées par l'ARB et ses succursales. Les terroristes d'aujourd'hui ne sont pas ceux qui, en juin 1978, faisaient exploser une aile du château de Versailles, endommageant plusieurs salles et de nombreux tableaux. Ils ne sont pas non plus ceux qui, en 1981, accueillait avec bienveillance l'arrivée de la gauche et de la décentralisation au pouvoir. « Ceux d'aujourd'hui sont des jeunes abrutis, affirme un policier rennais. Des petites frappes plutôt que des intellos. Ils sont une trentaine, tout au plus. » Peut-être. Mais force est de constater que, depuis deux ans, l'ARB connaît un renouveau identitaire, basé sur <b>l'antimondialisation</b>
31-07-00	Le sort de Jean-Pierre Chevènement lié à la Corse	A moins de deux ans de l'élection présidentielle, il demeure celui qui incarne une « certaine idée de la France » <b>antimondialisation</b> , réticente à l'« européenisation ». Bref, l'homme à la vision presque « gaullienne », promoteur infatigable d'une ligne « républicaine et jacobine », et porteur d'un discours sécuritaire -que le PS aurait du mal à tenir lui-même -reste un allié indispensable au locataire de Matignon.
29-08-00	Tobin or not Tobin Chronique	Dans le même temps, certains pays restent à l'écart du développement économique : l'Afrique accueille moins d'un pour mille des capitaux à long terme. C'est pourquoi la proposition a été reprise par les mouvements <b>antimondialisation</b> , comme Attac (Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne). Ils veulent taxer les flux de capitaux à court terme (0,1 %) et en affecter le produit aux pays en voie de développement. D'une pierre deux coups : on freine la spéculation des vilains riches et on aide les pauvres.
05-07-01	Le projet de zone de libre-échange des Amériques a été rendu public	Le texte des négociations pour la création en 2005 d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), de l'Alaska à la Terre de feu, est maintenant public, a annoncé mardi le ministre canadien du commerce international, Pierre Pettigrew. « C'est pire que ce que nous pensions », a réagi Maude Barlow, présidente du conseil des Canadiens, une organisation <b>antimondialisation</b> . A ses yeux, cet avant-projet privilégie les investisseurs, qui pourraient poursuivre en justice les gouvernements qui adopteraient des lois contraires à leurs intérêts dans des domaines comme l'environnement ou les questions sociales.
24-01-01	Le Qatar est le seul pays prêt à accueillir l'OMC en novembre	Le Qatar reste seul en lice pour accueillir la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en novembre, a-t-on appris hier auprès de l'OMC. La réunion pourrait avoir lieu entre le 5 et le 9 novembre, soit avant le Ramadan qui commence le 15 novembre. Au cours de cette conférence, qui fait suite à l'échec de la réunion de Seattle, en décembre 1999, les membres de l'OMC doivent tenter de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales. Le sommet de Seattle avait été marqué par des heurts et des manifestations <b>antimondialisation</b> qui avaient terni l'image de l'OMC.
23-07-01 258	De Rambouillet à Gênes Sous contrat Pas de Modification by-nc-nd/2.0	Malgré quelques succès, la nécessité de ces rencontres est remise en cause. Le déroulement du sommet de Gênes, marqué par le succès d'un activiste <b>antimondialisation</b> , a accéléré cette remise en question. Le Canada a annoncé que la rencontre de Kananaskis dans les Rocheuses rassemblera moins de 400 délégués. Le sommet de Gênes, qui avait été précédé par un autre sommet à Seattle, devrait être plus efficace.
20-07-01	Sommet du G8	La « diabolisation » est un exercice très en vogue. Diabolisée

# Annexe 4 : « anti- » et « alter- ». Deux préfixes en concurrence





# Annexe 5 : Formes en « alter- ». Premières occurrences en contexte

Repérage réalisé dans les quinze premiers articles où une au moins une forme en « alter- » est repérée

**L'antimondialisation dans la presse écrite française : événement, problème public et discours social**

L'Humanité		
Date	Titre	Occurrence en contexte
01-02-02	L'histoire de l'irruption du mouvement <b>altermondialiste</b>	Seule occurrence dans le titre
	Um outro mundo	Après trois jours de débats institutionnels, Porto Alegre s'est mis au diapason de la rue. Par dizaines de milliers les manifestants pour la paix et pour "un autre monde" ont essaimé dans toute la ville alors que la police montée veillait au grain et que la police militaire, tous les dix mètres, jalonnait le parcours de ce grand rassemblement <b>alter-mondialisation</b> , prélude à l'ouverture officielle du Forum social mondial. Ceux qui étaient là l'an dernier pour la première édition du Forum ont été impressionnés par l'ampleur de la manifestation de cette seconde édition.
	"Un impératif moral" - Entretien avec Barbara Schiller, directrice du département international du syndicat de l'AFL CIO.	Pensez-vous que le scandale d'Enron ait donné un nouvel élan au mouvement <b>altermondialiste</b> ? Barbara Schiller. Tout d'abord, il convient d'être prudent. Notre mouvement lutte contre la mondialisation telle qu'elle est pratiquée actuellement. Nous comprenons que notre économie est mondiale. Il nous faut créer une mondialisation juste et humaine qui serve les intérêts de tous et pas seulement d'une minorité. [...] Il faut dire que cinq mois après les attentats du 11 septembre, le rendez-vous de Porto Alegre avait valeur de test de la capacité des mouvements contre la mondialisation néolibérale à élargir leur mobilisation. N'avait-on pas entendu répéter outre Atlantique et aussi en Europe de grossiers amalgames assimilant quasiment les entreprises terroristes avec l'antiaméricanisme supposé des mouvements <b>alter-mondialistes</b> ? Le défi a été relevé haut la main.
05-02-02	L'avancée du grand chantier de l' <b>alter-mondialisation</b>	Seule occurrence dans le titre
17-03-02	La lame de fond des <b>altermondialistes</b>	Après la manifestation de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui a rassemblé entre 70 000 et 100 000 personnes, les organisations syndicales traditionnelles (CCOO et UGT) se sont - fait inédit - ralliés à l'appel d'une <b>manifestation altermondialiste</b> . Alors qu'en Italie, on assiste à une tentative de rapprochement, certes compliquée, entre la CGIL et le Forum social italien (ex Genoa Social Forum), voilà qu'avant le sommet conclusif de la présidence espagnole à Séville en juin prochain, la question des liens entre ces mouvements de masse mais informels, les associations, les syndicats et les partis politiques est remise sur la table
16-04-02	La grève générale embrase l'Italie	Engagés depuis l'été dernier dans une bagarre, ponctuée par des grèves sectorielles et des manifestations nationales, contre l'accord national des métallurgistes ratifié par les deux autres fédérations du secteur, les syndicalistes de la CGIL (FIOM), très impliqués dès le départ dans les Forums sociaux, ont tissé petit à petit des liens étroits avec <b>la galaxie de l'altermondialisation</b> .
01-05-02	Veillée d'armes devant la Bourse	Quelques dégaines rasta croisent pacifiquement les looks cravatés-costumés-affairés habitués du quartier. Mais bientôt ces derniers désertent, l'endroit est entièrement occupé par des centaines —
262	Sous contrat Pas de Modification 2.0 France ( <a href="http://creativecommons.org/licenses/">http://creativecommons.org/licenses/</a> )	<b>De l'alter-mondialisation</b> . Comme chaque année, la place de la Bourse est occupée ce soir du 30 avril par le réveillon mondialiste du 1er Mai
02-05-02	La levée en masse	Parmi les bandes de Jean-Paul Sartre, d'autres, inhabituelles, préconisaient "Le 5 mai, mangeons des pommes plutôt que récolter des pépins" ou "Voter blanc c'est fascisant voter brun

# Bibliographie

- ACHARD Pierre, « Formation discursive, dialogisme et sociologie », *Langages*, n°117, p. 82-95, 1995
- ADORNO Theodor W., « L'industrie culturelle », *Communications*, n°3, 1964
- AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier & MAYER Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005
- ALBERT Pierre, *La presse française de 1871 à 1940*, in BELLANGER Claude (et al.), *Histoire générale de la presse française*, Tome 3, p. 149-238, Paris : PUF, 1971
- ALTHUSSER Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat. Note pour une recherche », *Positions*, p. 67-125, 1976
- ALTUSSER Louis, *Pour Marx*, Paris : Maspero, 1965
- ANGENOT Marc « Théorie du discours social », *Contextes*, n°1, 2006. En ligne. URL : <http://contextes.revues.org/docuements51.html>. Consulté le 12 décembre 2006
- ANGENOT Marc, « Que peut faire la littérature ? Sociocritique littéraire et critique du discours social », in NEEFS Jacques, ROPARS Marie-Claire (dir.), *La politique du texte. Pour Claude Duchet*, Lille : Presses universitaires de Lille, 1992
- ANGENOT Marc, *Mil huit cent quatre-vingt neuf. Un état du discours social*, Montréal : Le Préambule, 1989
- ANGENOT Marc, « Hégémonie, dissidence et contre-discours. Réflexions sur les périphéries du discours social en 1889 », *Etudes littéraires*, vol. 22, n°2, p. 11-24, 1989
- ANGENOT Marc, « Rhétorique du discours social », *Langue Française*, vol. 79, n°1, p. 24-36, 1988
- ARON Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris : Gallimard, 1968
- AUBOUSSIER Julien, NIEMEYER Katarina, « Antimondialisation et société civile dans la presse française et allemande », in ROWELL Jay, SAINT GILLE Anne Marie, *La société civile organisée en Allemagne et en France au XIX et XXe siècle*, Lyon : PUL, 2010 [à paraître]
- AUBOUSSIER Julien, « Le corpus de presse écrite au prisme d'un travail de doctorat », in LAVILLE Camille (et al.), *Construire son parcours de thèse*, Paris : L'Harmattan, p. 105-112, 2008
- AUBOUSSIER Julien, *La représentation médiatique et ses enjeux, par la presse de référence française, des faits de violence ayant accompagné le sommet du G8 à Gênes en juillet 2001*, Mémoire de DEA, sous la direction de Jean-François TETU, Université Lyon II, 2004
- AUBOUSSIER Julien, *Rubriques Rebonds de Libération, Horizons-Débats de Le Monde et Opinions de Le Figaro : une contribution au débat démocratique limitée*, mémoire de maîtrise, sous la direction d'Alain Girod, Université Lyon II, 2003

- AUMONT Jacques, *L'Image*, Paris : Nathan, 1996
- AUTHIER-REVUZ Jacqueline, *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris : Larousse, 1996
- BAKHTINE Mikhaïl (Volochinov), *La marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Editions de Minuit, 1977
- BAKHTINE Mikhaïl, *Problèmes de la poétique de Dostoïevski*, Lausanne, L'âge d'homme, 1970
- BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques-Daloz, 1992
- BARTHES, Roland, « Rhétoriques de l'image », *Communications*, n°4, p. 40-52, 1964
- BAUDRILLARD Jean, *Simulacres et simulations*, Paris : Gallilée, 1981
- BAYLOR Tim, « Media framing of movement protest: the case of American Indian protest », *The Social Science Journal*, n°33, p. 241-256, 1996
- BEAUD Paul, *La société de connivence. Médias, médiateurs et classes sociales*, Paris : Aubier, 1981
- BEAUZAMY Brigitte, « Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation néolibérale ? », *Journal des Anthropologues*, n°96-97, p. 53-70, 2004
- BENFORD Robert D. & SNOW David A., « Framing processes and social movements: An overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, p.611-639, 2000
- BENVENISTE Emile, *Problème de linguistique générale*, Paris : Gallimard, 1966
- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Méridiens-Klincksieck, 1986
- BERTHO Alain, « L'autre monde ici et maintenant. L'altermondialisme est-il un avenir ? », *Mouvements*, n°47-48, p. 109-194, 2006
- BETZ Hans-Georg, « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires, exclusion populiste en Europe occidentale », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde*, p.217-240, Paris : Balland, 2003
- BLANDIN Claire, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris : Fayard, 2007
- BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris : Edition de Minuit, 1982
- BONNAFOUS Simone, CHARAUDEAU Patrick, « Les discours des médias entre sciences du langage et sciences de la communication », *Le Français dans le monde*, Paris : Hachette, p. 39-45, 1996
- BONNAFOUS Simone, *L'immigration prise aux mots*, Paris : Editions Kimé, 1991
- BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1990
- BOURDIEU Pierre, « La mort du sociologue Erving Goffman », *Le Monde*, 4 décembre 1982

- BOYER Henri, LOCHARD Guy, *Scènes de télévision en banlieues. 1950-1995*, Paris : L'Harmattan, 1998
- BOYER Henri, « Stéréotype, emblèmes, mythes. Sémiotisation médiatique et figement représentationnel », *Mots. Les langages du politique*, n°88, p. 99-113, 2008
- BOYER Henri, « Sociolinguistique : faire corpus de toute(s) voix ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 69, p. 97-102, 2002
- BRAUD Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », in BRAUD Philippe (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, p. 13-42, Paris : L'Harmattan, 1993
- BRETON Philippe, *L'argumentation dans la communication*, Paris : La Découverte, 1996
- BRETON Philippe, *L'utopie de la communication. Le mythe du « village planétaire »*, Paris : La Découverte, 1992
- BROSSAT Alain, « Le paradigme du lancer de chaussettes », *Lignes*, n°29 , « De la violence en politique », p. 9-27, 2009
- BRZEZINSKI Zbigniew, *La révolution technétronique*, Paris, Calmann-Lévy, 1971
- CARAMEL Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, n°13, p. 153-161, 2001
- CASSIRER Ernst, *Essais sur le langage*, Paris : Editions de minuit, 1969
- CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information. Vol I : La société en réseaux*, Paris : Fayard, 1998
- CEFAÏ Daniel & TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2002
- CEFAÏ Daniel, « Type, typicalité, typification. La perspective phénoménologique », in QUERE Louis, WIDMER Jean (dir.), *L'enquête sur les catégories*, Paris : Edition de l'EHESS, p. 105-128, 1994
- CERI Paolo, « Les transformations du mouvement global », in WIEVIORKA Michel, *Un autre monde...*, p. 55-76, Paris : Balland, 2003
- CHALON-BLANC Annie, *Introduction à Jean Piaget*, Paris : L'Harmattan, 1997
- CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Edition de Minuit, 1990
- CHAMPAGNE Patrick, « Manifestation. La production de l'événement politique », *Actes en sciences sociales*, n°52/53, p. 19-41, 1984
- CHANIAL Philippe « L'ethnométhodologie comme anticonstructivisme », DE FORNEL Michel (et al.), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris : La Découverte, 2001
- CHAPOULIE Jean-Michel, *La tradition sociologique de Chicago. 1892-1961*, Paris : Seuil, 2001
- CHARAUDEAU Patrick, MAINGUENEAU Dominique (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002

- CHARAUDEAU Patrick, « Les stéréotypes, c'est bien, les imaginaires, c'est mieux », Henri Boyer (dir.), « Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène », L'Harmattan, p. 49-63, 2007
- CHARAUDEAU Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris : Vuibert, 2005
- CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence*, Bruxelles : De Boeck Université, 2005
- CHARAUDEAU Patrick, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris : Nathan, 1997
- CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La presse : produit, production, réception*, Paris : Didier Erudition, 1988
- CHARON Jean-Marie, *La presse quotidienne*, Paris : La Découverte, 1996
- CHEVALLIER Jacques, « Le modèle centre/périphérie dans l'analyse politique », in CHEVALLIER Jacques (dir.), *Centre, périphérie, territoire*, Paris : PUF, p. 3-131, 1978
- COBURN Elaine, « Les vicissitudes du système mondial », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde*, Paris : Balland, p.155-175, 2003
- COMAN Mihai, « L'événement rituel : médias et cérémonies politiques », *Réseaux*, n°76, p.11-29, 1996
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », AGRIKOLIANSKY Eric (et al.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion : Paris, p.233-289, 2005
- COULOMB-GUILLY Marlène, *La démocratie mise en scènes. Télévision et élections*, Paris : CNRS Editions, 2001
- COURTINE Jean-Jacques, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques. A propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages*, n°62, p. 9-128, 1991
- CORCUFF Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris : Armand Colin, 2007
- DAGORN René, « Une brève histoire », BEAUD Michel (et al.), *Mondialisation. Les mots et les choses*, Paris : Karthala, 1999
- DE FORNEL Michel, « Violence, sport et discours médiatique : l'exemple de la tragédie du Heysel », *Réseaux*, n°57, p. 29-47, 1993
- DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Paris : L'Harmattan, 1984
- DELEUZE Gilles, « Les stratégies ou le non-stratifié : la pensée du dehors (Pouvoir) », in DELEUZE Gilles, *Foucault*, Paris : Editions de Minuit, 2004
- DELFORCE Bernard, « Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme », *Questions de communication*, n°6, p. 111-134, 2004
- DELFORCE Bernard, NOYER Jacques, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Etudes de communication*, « La médiatisation des problèmes publics », n°22, 1999

- DELLA PORTA Donatella, MOSCA Lorenzo, « Les origines du « Mouvement des mouvements » italien, in SOMMIER Isabelle (et al.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris : Karthala, p. 165-186 2008
- DE QUEIROZ Jean-Manuel, ZIOTKOVSKI Marek, *L'interactionnisme symbolique*, Rennes : PUR, 1994
- DERIEUX Emmanuel, *La presse quotidienne Française*, Paris : Armand Colin, 1974
- DE VREESE Cales H, « News framing », *Information Design Journal*, n°13, p. 51-62, 2005
- DOLLFUS Olivier, *La nouvelle carte du monde*, Paris : PUF, 1995
- DOLFFUS Olivier, « Le système Monde. Proposition pour une étude de géographie », *Actes du Géopoint 1984 : Systèmes et localisations*, Université d'Avignon, p. 231-240, 1984
- DOSSE François, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris : La Découverte, 1997
- DUBOIS Jean, « Présentation », *Langages*, n° 52, p. 3-6, 1978
- ELIAS Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris : Calmann-Lévy, 1976
- ENTMAN Robert, « Framing : Towards clarification of a fractured paradigm », in *Journal of Communication*, n°42 (4), p. 51-58, 1993
- ESQUENAZI Jean-Pierre, *L'écriture de l'actualité*, Grenoble : PUG, 2002
- EVENO Patrick, « L'Humanité : une entreprise politique », in DELPORTE Christian (et al.), *L'Humanité de Jean Jaurès à nos jours*, Paris : Edition du nouveau monde, p. 199-210, 2004
- EVENO Patrick, *Le Monde. Histoire d'une entreprise de presse*, Paris : Editions Le Monde, 1996
- EVENO Patrick, « Naissance d'un quotidien économique », site du programme de recherche « La presse à Paris » dirigé par Patrick Eveno au sein de l'université Paris I. En ligne. URL : <http://presse-paris.univ-paris1.fr/spip.php?article56> Consulté le 2 janvier 2009.
- FERREUX Jean, « Entretien avec Thomas Luckmann », *Sociétés*, n°21, 1988
- FAVRE Pierre, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », in BASTIEN François, NEVEU Erik (dir.), *Espaces Publics mosaïques*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 1999
- FAYE Jean-Pierre, *La critique du langage et de son économie*, Paris : Galilée, 1973
- FIALA Pierre, EBEL Marianne, *Langages xénophobes et consensus national en Suisse (1960-1980) : discours institutionnels et langage quotidien. La médiatisation des conflits*, Université de Neuchâtel, Faculté des Lettres, 1983
- FILLIEULE Olivier, PECH, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris : L'Harmattan, 1993
- FISHER Kimberly, « Locating Frames in the Discursive Universe », *Sociological Research Online*, n°3, 1997. EN ligne. URL : <http://www.socresonline.org.uk/socresonline/2/3/4.html> , Consulté le 10 octobre 2002

- FISHMAN Mark, *Manufacturing the News*, Austin : University Press of Texas, 1980
- FLEURY-VILATTE Béatrice, WALTER Jacques, « Des usages du constructivisme », *Questions de communication*, n°6, p. 101-110, 2004
- FOESSEL Michaël, « Kant : du droit cosmopolitique à l'habitation du monde », in HUBERT Vincent (dir.), *Citoyens du monde : Enjeux, responsabilités, concepts*, Paris : L'Harmattan, p.19-32, 2004
- FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971
- FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969
- FOUCAULT Michel, « Sur l'archéologie des sciences. Réponse au Cercle d'Épistémologie », *Cahiers pour l'analyse*, n°9, 1968
- FOUGIER Eddy, *Le dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris : Ellipses, 2006
- FOUGIER Eddy, *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation*, Paris : Lignes de repères, 2004
- FOUGIER Eddy, « La mondialisation en débat. L'après- 11 septembre », *Le Débat* p. 51-61, 2003
- FRADIN Bernard, « Esquisse d'une sémantique de la préfixation en anti- » *Recherches linguistiques de Vincennes*, n° 26, p. 87-112, 1997
- FRAGNON Julien, « Quand le 11-Septembre s'approprie le onze septembre. Entre dérives métonymique et antonomase », *Mots. Les langages du politique*, n°85, p. 83-95, 2007
- GAMSON William, *The strategy of social Protest*, Belmont: Wadsworth Pub., 1975; *Talking Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992
- GAMSON, William, MODIGLIANI Andre, « Media discourse and public opinion on nuclear power : a constructionist approach », *American Journal of Sociology*, n°95, p.1-37, 1989
- GARCIA Guillaume, *Les causes des « sans » à l'épreuve de la médiatisation. La construction médiatique des mobilisations sociales émergentes : enjeux et perspectives*, Thèse soutenue sous la direction de Jacques GERSTLE, Paris IX Dauphine, 2005
- GARCIN-MARROU, *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon : PUL, 2001
- GAUTHIER Gilles, « Journalisme et réalité », *Communication et langage*, n°139, p. 17-25, 2004
- GERSTLE Jacques (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'harmattan, Paris, 2001
- GITLIN Ted, *The world is watching. Mass media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley : University of California Press, 1980
- GLASERFELD Ernst Von, « Pourquoi le constructivisme doit-il être radical ? », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. XX, n°1, p. 21-27, 1994
- GLASERFELD Ernst Von, « Introduction à un constructivisme radicale », Watzlawick Paul, *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme*, Paris : Seuil, p. 19-43, 1988

- GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris : Editions de Minuit, 1991
- GOFFMAN Erving, « L'ordre de l'interaction », *Les moments et leurs hommes*, p. 186-230, 1988
- GONOS George, « « Situation » » versus « frame » : the « interactionist » and the « structuralist » analyses of every day life », *American Sociological Review*, vol. 42, p. 854-867, 1977
- GOUAZE Jean, « L'énonciation des titres », in GOUAZE Jean, MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Stratégies de la presse et du droit. La loi de 1920 et l'avortement au procès de Bobigny*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p. 119-169, 1979
- GREIMAS Algirdas Julien, *Du sens. Essais sémiotiques*, Paris : Seuil, 1970
- GREIMAS Algirdas Julien, *Sémantique structurale*, Paris : Larousse, 1966
- GROSSE Ernest Ulrich, SEIBOLD, Ernest, « Typologie des genres journalistiques », *Panorama de la presse parisienne*, Berlin : Peter Lang, 1996
- GUILHAUMOU Jacques, « La mort de Marat à Paris. Description d'un événement discursif », in BONNET Jean-Claude (dir.), *La mort de Marat*, Paris, Flammarion, 1986
- GUILHAUMOU Jacques, « La formation d'un mot d'ordre : « Plaçons la terreur à l'ordre du jour » », *Bulletin du Centre d'analyse du discours*, n°5, p.149-196, 1981
- GUINEL Jean, *Libération. La biographie*, Paris : La Découverte, 2003
- HABERMAS Jürgen, *Droit et démocratie*, Paris : Gallimard, 1997
- HABERMAS Jürgen, « Le rôle de la société civile et de l'espace politique » [chap. VIII], *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris : Gallimard, p. 355-414, 1992
- HALL Stuart, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris : Editions Amsterdam, 2007
- HALL Stuart, « The rediscovery of « idéology » : return of the repressed in media studies », in GUREVITCH Mickael (et al.), *Culture, Society and the Media*, Londres : Methuen, 1982
- HALLIN Dan, MANCINI Paolo, « Rencontres au sommet : vers une sphère publique internationale », *Hermès*, n°13/14, 1994
- HAMMAN Philippe (et al.) (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélange des genres*, Paris : L'Harmattan, 2002
- HELD David, *Un nouveau contrat mondial. Pour une gouvernance social-démocrate*, Paris : Presses de Sciences Po, 2005
- IMBERT Gérard, *Le discours du journal*, Paris : Editions du CNRS, 1988
- IYENGAR Shanto, *Is anyone responsible ? How television frames political issues*, Chicago: University of Chicago Press, 1991
- JAMESON Fredric, *The Cultural Turn, Selected Writings on the Postmodern, 1983-1999*, London, Verso, 1998
- JEANNERET Yves, *Penser la trivialité. Volume 1. La vie triviale des êtres culturels*, Paris : Lavoisier, 2009

- JEANNERET Yves, *L'affaire Sokal ou la question des impostures*, Paris : PUF, 1998
- JOLY Pierre-Benoit, MARRIS Claire, « Mise sur agenda et controverse : une approche comparée du cas des OGM en France et aux Etats-Unis », Communication au colloque « Risques collectifs et situations de crise », Paris, 7-9 février 2001
- JOSSE Françoise, « Le moment Ricœur », *Vingtième siècle*, n° 69, p. 137-152, 2001
- JUHEM Philippe, « Lutttes partisans et fluctuations des cadres cognitifs des journalistes », in GERSTLE Jacques, *Les effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan, p. 109-142, 2001
- JUHEM Philippe, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, n°98, p. 119-156, 1999
- KATZ Elihu, DAYAN Daniel, *La télévision cérémonielle*, Paris : PUF, 1996
- KATZ Elihu, « La recherche en communication depuis Lazarsfeld », *Hermès*, n°4, p. 77-91, 1989
- KELLER Reiner, « L'analyse de discours comme sociologie de la connaissance », *Langages et société*, n°120, p.55-76, 2007
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*. Paris : Colin 1980
- KLEIBER George, « Dénomination et relation dénominatives », *Langages*, n°76, p. 77-94, 1984
- KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de "formule" en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009
- KRIEG-PLANQUE Alice, « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris : CNRS Editions, 2003
- KRIEG-PLANQUE Alice, « « Formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique », *Semen*, n°21, « Catégories pour l'analyse du discours politique », p. 33-34, 1999
- LAMIZET Bernard, « L'imaginaire politique », in DACHEUX Eric, *Communiquer l'utopie. Economie solidaire et démocratie*, p. 139-158, Paris : L'Harmattan, 2007
- LAMIZET Bernard, *Sémiotique de l'événement*, Paris : Hermès-Lavoisier, 2006
- LAMIZET Bernard, « Sémiotique des identités politiques dans les espaces publics démocratiques », Actes du 8<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique (14-16 septembre, Lyon), 2005. En ligne. URL : [www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr2/lamizet.pdf](http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr2/lamizet.pdf) . Consulté le 23 juin 2006
- LAMIZET Bernard, *Politique et identité*, Lyon : PUL, 2002
- LAMIZET Bernard, « La construction médiatée des acteurs politiques. Pour une critique renouvelée de la raison publique », in Dragan Ioan (dir.), *La communication politique*, L'Harmattan, Paris, p. 251-277, 1999
- LASWELL Harold, *Propaganda Techniques in the World War*, New York : Knopf, 1927
- LATOURET Bruno, *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*, Paris : La Découverte, 2001

- LAVAU, Georges, DUHAMEL, Olivier, « La démocratie », in LECA Jean, GRAWITZ Madeleine, (dir.) *Traité de science politique*, tome II, PUF, Paris, 1995
- LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, Paris : PUF, [1885] 1985
- LECA Jean, « Pour une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°4/5, p. 557-581, 1977
- LE MOIGNE Jean-Louis, *Les épistémologies constructivistes*, Paris : PUF, 1995
- LE MONDE, *Le style du Monde*, Paris : Editions Le Monde, 2002
- LEMPEN Blaise, *La démocratie sans frontière. Essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Lausanne : Age de l'Homme, 2003
- LEVEQUE Sandrine, « Usages croisés d'un événement médiatique », in AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, p. 75-104, Paris : La Dispute, 2005
- LEVY Jacques, *Le monde pour Cité*, Paris : Hachette, 1996
- LEVY-STRAUSS, *Tristes tropiques*, Paris : Plon, 2002
- LIPPMANN Walter, *Public Opinion*, London : George Allen and Unwin LTD, [1922] 1961
- LITS Marc, *Du récit au récit médiatique*, Bruxelles : De Boeck, 2008
- LITS Marc (dir.), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, Bruxelles : De Boeck, 2004
- LOCHARD Guy, SOULAGES Jean-Claude, « Sémiotique, sémiologie et analyse de la communication médiatique », OLIVESI Stéphane (dir.), *Sciences de l'information et de la communication. Objet, savoirs, discipline*, p. 229-242, Grenoble : PUG, 2006
- LOCHARD Guy, « Genres rédactionnels et appréhension de l'évènement médiatique. Vers un déclin des modes configurant ? », *Réseaux*, n° 76, p. 83-102, 1996
- LÖWY Michel, « Négativité et utopie du mouvement altermondialiste », *Contretemps*, n°11, p. 44-50, 2004
- LE TORREC Virginie, « L'adversatif et le stratégique : cadrages de l'institution parlementaire dans l'information télévisée », *Cahiers politiques*, n°5, 2000, p. 117-132
- LUGRIN Gilles, « Le mélange des genres dans l'hyperstructure », *Semen*, n°13, p. 65-96, 2000
- MACE Eric, *Les imaginaires médiatiques. Une sociologie post-critique des médias*, Paris : Edition Amsterdam, 2006
- MACE Eric, « Mouvements et contre-mouvements dans la sphère publique et les médiacultures », in MAIGRET Eric, MACE Eric, *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Paris : Armand Colin, p. 17-40, 2005
- MACE Eric, PERALVA Angelina, *Médias et violences urbaines*, Paris : La documentation française, 2003
- MAINGUENEAU Dominique, *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris : Hachette, 1991

- MARCELLESI Jean-Baptiste, GARDIN Bernard, *Introduction à la sociolinguistique*, Paris : Larousse, 1974
- MARCUSE Herbert, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris : Editions de Minuit, 1968
- MARION Philippe, « Médiagénies de la polémique. Les images « contre » : de la caricature à la cybercontestation », *Recherches en communication*, n°20, 2003
- MARTIN Jean-Phillipe, « Du Larzac à la Confédération paysanne de José Bové », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier & MAYER Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, p. 107-141, 2005
- MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris : Odile Jacob, 1997
- MASSE Jean-Pierre, BAYON Nathalie, « L'altermondialisme au prisme de l'exceptionnalisme : les effets du 11 septembre 2001 sur le mouvement social européen » 11 septembre au prisme de l'exceptionnalisme », *Cultures & Conflits*. En ligne. URL : <http://www.conflits.org/index1069.html> . Consulté le 12 janvier 2005
- MARX Karl, ENGELS Friedrich, *Le manifeste du Parti communiste*, Paris : Nathan, [1848]1981
- MATTELART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris : La découverte, 1999
- Mc COMBS M, SHAW D, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quaterly*, n°36, p.176-187, 1972
- Mc LUHAN Marshall, *La galaxie Gutenberg. La genèse de l'homme typographique*, Paris : Gallimard, [1962] 1967
- Mc LUHAN Marshall, *Pour comprendre les medias*, Paris: Seuil, 1977
- MERCIER Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource », in FILLIEULE, Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris : L'Harmattan, 1993
- MELUCCI Alberto, « The Symbolic Challenge of Contemporary Movements », *Social Research*, n° spécial : "Social Movements", p. 789-816, 1985
- MICHAUD Yves, *Violence et politique*, Paris : Gallimard, 1978
- MIEGE Bernard, « L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté », in PAILLIART -Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, p. 163-175, Grenoble : Elug, 1995
- MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris : PUL, 2007
- MOIRAND Sophie, « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire », *Les Carnets du Cediscor*, n° 6, « Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias », p. 45-62, 2000
- MOLOTCH Harvey, LESTER Marilyn, « Informer : une conduite délibérée. De l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n°75, p.23-39, 1996
- MONTAIGNE, *Essais*, Paris : Editions Fernand Roches, 1931

- MOREAU DEFARGES Philippe, *L'ordre mondial*, Paris : Armand Colin, 1998
- MORIN Edgard « Introduction », in MORIN Edgard (et al.), *Pour un nouvel imaginaire politique*, Paris : Fayard, p. 19-26, 2006
- MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le journal quotidien*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1989
- MOUILLAUD Maurice, « Grammaire et idéologie du titre de journal », *Mots. Les Langages du politique*, n°4, p. 69-91, 1982
- MOUILLAUD Maurice, « Problèmes et méthodes », in GOUAZE Jean, MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Stratégies de la presse et du droit. La loi de 1920 et l'avortement au procès de Bobigny*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, p. 7-24, 1979
- MUCCHIELLI Alex, NOY Claire, *Etude des communications : approches constructivistes*, Paris : Armand Colin, 2005
- MUHLMANN Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris : Payot, 2004
- NEVEU Erik, « L'approche constructiviste des « problèmes public ». Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, p. 41-57, 1999
- NEVEU Erik, QUERE Louis, « Présentation », *Réseaux*, « Le temps de l'événement », n°75, p. 7-19, 1996
- NIEMEYER Katarina, *De l'information à l'histoire. Le discours du journal télévisé de la chute du mur de Berlin au 11 septembre*, thèse soutenue sous la direction de TETU Jean-François et WINDISH Uli, Université de Lyon/Université de Genève, 2009
- NIZEY Jean, RIGAUX Natalie, *La sociologie d'Erving Goffman*, Paris : La découverte, 2005
- NOELLE-NEUMANN Elisabeth, « La spirale du silence », *Hermès*, n°4, p. 181-187, 1989
- NEVEU Erik, QUERE Louis, « Présentation », *Réseaux*, n°75 : « Le Temps de l'événement », p. 7-19, 1996
- NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n°98, p. 23-85, 1999
- NORA Pierre, « Le retour de l'événement », in Le GOFF Jacques, NORA Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, p. 210-229, 1974
- OLIVIER E. Pamela, JOHNSTON Hank, « What a good idea ! Frames and Ideologies in Social Movement Research », *Mobilisation : An International Journal*, n° 5, p. 37-54, 2000
- OLIVESI Stéphane, « L'analyse stratégique du discours : relire Foucault », in OLIVESI Stéphane (dir.) *Questions de méthode*, Paris : L'Harmattan, 2004
- OURADI Samira, « On nous a raconté José Bové », *Communication & Langage*, n°152, p.41-54, 2007
- PAILLET Marc, *Le journalisme - Fonction et langages du quatrième pouvoir*, Paris : Denoël-Gonthier, 1974

- PAPACHARISSI Zizi, OLIVIERA Maria de Fatima, « News framing Terrorism: a Comparative Analyse », *The International Journal of Press and Politics*, p. 13-52, 2008
- PARK Robert Ezra, « De l'information comme forme de connaissance », *Le journaliste et le sociologue. Robert E. Park*, Paris : Seuil, 2008
- PARK Robert Ezra, « News as knowledge », *American Journal of Sociology*, XLV/5, p. 669-686, 1940
- PETERS John Durham & ROTHENBUHLER W. Eric, « Au-delà de la peur des images. La réalité de la construction », *Hermès*, n°13-14, 1994, p. 27-42
- PIERON Henri, *Vocabulaire de la psychologie*, Paris : PUF, 1968
- PLEYERS Geoffrey, « Le mouvement altermondialisation liégeois », communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes, 3-5 décembre 2003, colloque « Les mobilisations altermondialistes », Paris.
- PLIHON Dominique « Les enjeux de la globalisation financière », in CORDELLIER Serge, *Mondialisation. Au-delà des mythes*, Paris : La découverte, 1997
- POULIGNY Béatrice, « Une société civile internationale ? », *Critique internationale*, n°13, p. 120-176, 2001
- POSTEL-VINAY Karoline, *L'Occident et sa bonne parole. Nos représentations du monde. De l'Europe coloniale à l'Amérique hégémonique*, Paris : Flammarion, 2005
- PREPOSIET Jean, *Histoire de l'anarchisme*, Paris : Tallandier, 2002
- PROVENZANO François, « Notes à la lecture de quelques travaux de Marc Angenot », *Contextes*, 2006. En ligne. URL : <http://contextes.revues.org/index125.html> . Consulté le 24 février 2007
- QUERE Louis, « L'espace public comme forme et comme événement, in ISAAC Joseph (dir.), *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Editions Recherches, Paris, p. 93-110, 1995
- QUERE Louis, « Le langage dans l'organisation sociale de l'expérience », *Sociétés contemporaines*, n°18-19, p. 17-41, 1994
- QUERE Louis, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris : Aubier, 1982
- REBOUL Olivier, *Le slogan*, Bruxelles : Complexe, 1975
- REESE Stephen, « A bridging model for media research », in REESE Stephan (et al.) (dir.), *Framing Public Life: Perspectives on Media and our Understanding of the Social World*, Mahwah : Lawrence Erlbaum, p. 7-31, 2001
- REMON René, POULAT Emile (dir.), *Cent ans d'histoire de La Croix*, Paris : Le Ceinturon, 1988
- REY Alain (et al.) (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris : Le Robert, 2006
- REY Alain, « Un champ préfixal : les mots français en anti- », *Cahiers de lexicologie*, n° XII-1, p. 37-57, 1968

- RICOEUR Paul, « Événement et sens », *Raisons pratiques*, n°2, 1999
- RINGOOT Roselyne, UTARD Jean-Michel, « Genres journalistiques et « dispersion du journalisme », in RINGOOT Roselyne, UTARD Jean-Michel (dir.), *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 21-47, 2005
- RINGOOT Joselyne, « Discours journalistique : analyser le discours de presse au prisme de la ligne éditoriale », in RINGOOT Joselyne, ROBERT-DEMONTROND Philippe, *L'analyse du discours*, Rennes : Apogée, p. 87-115, 2004
- SAINT AUGUSTIN, *Les Confessions*, Livre XI, Paris : Garnier-Flammarion, 1964
- SCHEUFELE Dietram A., « Framing as a theory of media effects », *Journal of Communication*, n°49, p.103-122, 1999
- SCHÜTZ Alfred, « Sens commun et interprétation scientifique de l'action humaine », in *Le Chercheur et le quotidien*, Paris : Meridiens-Klincksieck, 1987
- SEARLE John Rogers, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Gallimard, 1998
- SEARLE John Rogers, *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*, Paris : Hermann, [1972] 1996
- SIBLOT Paul, « Nomination et production de sens », *Langages*, n°127, p. 38-55, 1997
- SIMMEL Georg, *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF, 1999
- SIMMEL Georg, *Le conflit*, Paris : Circé, 1992
- SIRINELLI, Jean-François, « L'événement-monde », *Vingtième siècle*, n°76, p. 35-38, 2002
- SNOW David, ROCHFORD Burk Jr, WORDEN, S.& BENFORD, Robert, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, p. 464-481, 1986
- SNOW David, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », CEFAL Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans les arènes publiques*, Paris : Edition de l'EHESS, 2001
- SNOW David, BENFORD Robert, « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS Aldon, MUELLER Carol, *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven :Yale University Press., 1992
- SOMMIER Isabelle, « L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement ? », *Traces. Revues de sciences humaines*, n°11, p.161-174, 2006
- SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris : Flammarion, 2003
- SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme. Registre d'action et modalités d'engagement dans Le Monde diplomatique », AGRIKOLIANSKY Eric (et al.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 143- 173, Paris : Flammarion, 2005
- TARDE Gabriel, *Les lois de l'imitation*, Paris : Kimé, 1993[1890]
- TARROW Sydney, *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998

- TETU Jean-François, « De l'événement aux affaires », *Médias & culture*, numéro spécial n°2, 2008
- TETU Jean-François, « Information : la loi du récit », *Sciences humaines*, n°129, p. 34-37, 2002
- TETU Jean-François, « La temporalité des récits d'information », in VITALIS André (et al.), *Médias, temporalités et démocratie*, Rennes : Apogée, p. 91-108, 2000
- TILLY Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris : Fayard, 1986
- TOURAINÉ Alain, *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris : Fayard, 2001
- TOURAINÉ Alain (dir.), *Le grand refus*, Paris : Fayard, 1996
- TOURAINÉ Alain (et al.), *Le mouvement ouvrier*, Paris : Fayard, 1984
- TOURAINÉ Alain (et al.), *La prophétie antinucléaire*, Paris : Seuil, 1980
- TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Editions du Seuil, Paris, 1973
- TOSEL André, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, n°56, p. 55-71, 2005
- TUCHMAN Gaye, *Making news : a study in the construction of reality*, New-York : Free Press, 1978
- TUDESQ Pierre-André, *La presse et l'événement*, Paris-La Haye : Editions Mouton, 1973
- TROM Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaire de motifs », CEFAL Daniel, TROM Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris : Edition de l'EHESS, p. 99-134, 2001
- UTARD Jean-Michel, *De l'énonciation aux pratiques discursives. Pour une analyse interdisciplinaire du discours des médias*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, sous la direction de Jean-François Tétu, Université Lyon II, IEP de Lyon, 2005
- UTARD Jean-Michel, « L'analyse de discours, entre méthode et discipline », in RINGOOT Joselyne, ROBERT-DEMONTROND Philippe, *L'analyse du discours*, Rennes : Apogée, p. 23-52, 2004
- UTARD Jean-Michel, « Du contenu aux interactions discursives. Les enjeux de l'analyse du discours des médias », in GEORGAKIS Didier, UTARD Jean-Michel (dir.), *Science des médias, jalons pour une histoire politique*, L'Harmattan, Paris, p.159-178, 2001
- VERHOEVEN Jef C., « An interview with Erving Goffman, 1980 », in FINE Gary Alan, SMITH Gregory W.H. (dir.), *Erving Goffman*, London, New Delhi : Sage Publications, p. 213-236, 2000
- VERON Eliseo, « Médiatisation du politique ? Stratégie, acteurs et constructions des collectifs », *Hermès*, n°17-18, p. 201-214, 1995
- VERON Eliseo, *La sémiotique sociale : fragments d'une théorie de la discursivité*, Presses universitaires de Vincennes, Saint Denis, 1988
- VERON Eliseo, « Presse écrite et théorie des discours sociaux. Production, réception, régulation », in CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La presse : produit, production, réception*, Paris : Didier Erudition, 1988, p. 11-25, 1988

- VERON Eliseo, « L'analyse du « contrat de lecture » : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », *Les médias. Expériences, recherches actuelles, applications*, Paris : IREP, 1985
- VERON Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris : Editions de Minuit, 1981
- VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux* n°129-130, p.91-121, 2005
- WATZLAWICK Paul, *L'invention de la réalité*, Paris : Le Seuil, 1980
- WEBER Max, *La science, profession et vocation* [suivi par KALINOWSKI Isabelle, « Leçons wébériennes sur la science et la propagande »], Marseille : Agone, [1917] 2005
- WEBER Max, *Le Savant et le Politique*, Paris : PLON, [1919] 1963
- WIDMER Jean, « Notes à propos de l'analyse de discours comme sociologie », *Recherches en communication*, n° 12, p. 195-207, 1999
- WINDISCH Uli, *Suisse-Immigrés. 40 ans de débats*, Lausanne : Edition L'âge d'homme, 2002
- WINTREBERT Raphaël, *ATTAC, la politique autrement ?*, Paris : La Découverte, 2007